

PERSPECTIVES
DE L'OCDE

Perspectives économiques de l'OCDE

ÉCONOMIE

OCDE



N° 67, Juin 2000

© OCDE, 2000

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

67

JUIN 2000



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960 à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, contribuant ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996) et la Corée (12 décembre 1996). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

La version anglaise des *Perspectives économiques de l'OCDE* est publiée sous le titre *OECD Economic Outlook*.

Les *Perspectives économiques de l'OCDE* paraissent sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les appréciations portées sur l'évolution future des divers pays ne correspondent pas forcément aux vues des autorités nationales des pays considérés. La source des données statistiques contenues dans les tableaux et graphiques est l'OCDE, sauf indication contraire.

Crédit photo :
PhotoDisc

© OCDE 2000

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, Tél. (33-1) 44 07 47 70, Fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, ou CCC Online : www.copyright.com. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

PRÉFACE

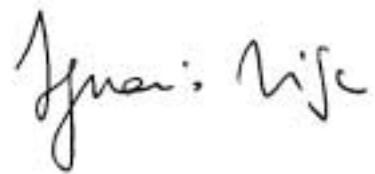
Ce numéro des *Perspectives Économiques de l'OCDE* contient une analyse des évolutions économiques prévues dans les pays de l'OCDE pour les prochaines années, ainsi que des recommandations sur les politiques économiques qui devraient être mises en œuvre pour assurer une croissance durable dans les années à venir. De plus, ce volume présente des scénarios alternatifs illustrant les risques potentiels associés à l'émergence simultanée d'une croissance rapide dans les principales régions de l'OCDE. Il fournit également une analyse détaillée des incertitudes liées aux évolutions sur les marchés des produits de base et les marchés financiers, ainsi qu'à l'impact que pourraient avoir les technologies de l'information et de la communication sur le potentiel productif des économies de l'OCDE.

Des notes détaillées font le point sur la situation économique et les perspectives pour chaque pays Membre et certains pays non membres. Les prévisions sur lesquelles s'appuient les analyses et recommandations contenues dans ce numéro ont été finalisées le 19 mai 2000 et ont été rendues publiques dans une version préliminaire à la fin mai.

Au-delà des thèmes ci-dessus, un certain nombre de sujets font également l'objet d'un traitement approfondi dans cinq chapitres spéciaux :

- *La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels.* Ce chapitre décrit les tendances et les résultats de la réforme réglementaire dans les industries de réseau et présente les principales questions de politique économique dans ce domaine. L'accent est mis sur l'importance de passer d'un régime axé sur les interventions et le contrôle à une approche fondée sur des incitations basées sur la suppression des barrières à l'entrée sur les marchés concurrentiels, sur l'adoption de mécanismes de prix plafond et sur l'introduction de tarifications efficaces et neutres pour l'accès aux réseaux fixes des entreprises détentrices. Le chapitre présente également les avantages et les inconvénients de mesures structurelles telles que la privatisation et la séparation verticale et horizontale de monopoles précédemment intégrés. Sont aussi abordés les moyens permettant que les objectifs non économiques importants, tels que l'universalité du service, continuent d'être assurés dans un environnement plus concurrentiel et au moindre coût pour la société. Le chapitre se termine par une discussion sur la conception de mécanismes réglementaires et d'institutions le mieux à même de promouvoir les meilleures pratiques en termes de réglementation.
- *Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE.* Ce chapitre décrit les tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE et les relie aux déterminants traditionnels de la croissance ainsi qu'aux nouveaux facteurs liés aux technologies de l'information et de la communication. De l'analyse présentée il ressort de larges disparités entre les performances de croissance des différents pays, principalement dues à la différence de plus en plus marquée concernant l'utilisation de la main-d'œuvre. Dans certains pays, notamment aux États-Unis, le rythme de croissance plus rapide de la production et de la productivité s'explique par la diffusion des nouvelles technologies, à la fois directement à travers les gains de productivité dans le secteur producteur de ces technologies, et indirectement à travers la croissance dans les industries qui utilisent le plus les équipements incorporant ces nouvelles technologies.
- *Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique.* Ce chapitre tente d'évaluer les conséquences potentielles et l'impact économique du commerce électronique, ainsi que les facteurs favorisant son expansion et les implications possibles pour la gestion de la politique macroéconomique et structurelle. Même si la part du commerce électronique est encore faible, son potentiel de devenir un moyen de plus en plus important d'effectuer des achats à la fois par les ménages et les entreprises apparaît très important bien que difficilement quantifiable. Le chapitre met en évidence la diffusion des moyens d'accès à Internet et leur coût d'utilisation comme principaux facteurs favorisant le développement du commerce électronique. De manière pour l'instant graduelle, le commerce électronique est entrain de changer la façon dont les acheteurs et les vendeurs se retrouvent et de créer de nouvelles opportunités pour la réorganisation des processus économiques. Ces changements auront des conséquences pour les politiques structurelles et macroéconomiques et ce chapitre en fournit une analyse préliminaire.

- *Performance récente du marché du travail et réformes structurelles.* Ce chapitre fait le point sur les évolutions récentes des marchés du travail dans les pays de l'OCDE et passe en revue les réformes structurelles qui les ont influencées. Les conditions sur les marchés du travail de la plupart des pays de l'OCDE ont été plutôt favorables au cours de ces dernières années. Ainsi, le taux de chômage global a baissé et le part de la population en âge de travailler a augmenté. Les chômeurs de longue durée, les jeunes, et dans une moindre mesure, les personnes peu qualifiées et les moins éduquées ont bénéficié de cette tendance générale. Les meilleures performances sur les marchés du travail s'expliquent pour une large part par l'amélioration de l'environnement macroéconomique. Toutefois, les réformes structurelles qui ont été mises en œuvre au cours de la dernière décennie y ont aussi grandement contribué.
- *La politique monétaire dans un environnement financier en mutation.* Ce chapitre présente les différents canaux à travers lesquels la politique monétaire influe sur l'activité et en fin de compte l'inflation. Le plus important de ces canaux est en général l'effet que les taux d'intérêt exercent directement sur la demande de biens par les ménages et les entreprises. Parmi les autres canaux on peut citer les variations dans les valeurs d'actifs et leurs conséquences pour la richesse et les bilans des agents. Les évolutions récentes sur les marchés financiers pourraient en avoir accru l'importance. En particulier, la taille des marchés financiers a augmenté par rapport à la production et des actifs facilement échangeables prennent une part de plus en plus importante en comparaison aux autres actifs. Les prix des actifs financiers ont tendance à être plus sensibles aux changements d'anticipations des marchés sur l'évolution future des développements économiques en général et des taux d'intérêt en particulier. Les arguments à la fois en faveur et en défaveur d'une approche graduelle de la politique monétaire – selon laquelle les taux directeurs n'enregistrent que de petites modifications – sont ensuite présentés.



Ignazio Visco
Chef du Département des affaires économiques

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial	ix	
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1	
La situation économique mondiale et les perspectives pour la zone de l'OCDE	1	
Incertitudes entourant les principales forces globales à l'œuvre	13	
Impératifs de politique économique dans les pays de l'OCDE	32	
Appendice : scénarios à moyen terme	44	
II. Évolution dans les pays Membres de l'OCDE	55	
États-Unis 55	Corée 102	Norvège 130
Japon 60	Danemark 105	Nouvelle-Zélande 133
Allemagne 67	Espagne 108	Pays-Bas 136
France 72	Finlande 111	Pologne 139
Italie 77	Grèce 114	Portugal 142
Royaume-Uni 82	Hongrie 117	République tchèque 145
Canada 87	Irlande 120	Suède 148
Australie 93	Islande 123	Suisse 151
Autriche 96	Luxembourg 125	Turquie 154
Belgique 99	Mexique 127	
III. Évolution dans un certain nombre d'économies non membres de l'OCDE	157	
Économies dynamiques d'Asie et Chine	157	
Fédération de Russie et Europe centrale et orientale	160	
Amérique du Sud	163	
IV. La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels	167	
Introduction	167	
L'évolution de la réglementation : tendances et conséquences	168	
Améliorer la réglementation lorsqu'elle demeure nécessaire	172	
Conclusions	186	
V. Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE	191	
Introduction	191	
Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant	192	
Décomposition de la croissance du PIB par habitant : évolution démographique, productivité du travail et utilisation de la main-d'œuvre	194	
Le rôle des technologies de l'information et des communications	199	
Croissance de la productivité multifactorielle	204	
Conclusions	207	
VI. Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique	213	
Introduction	213	
Définition et mesure du commerce électronique	214	
Conditions pour le développement du commerce électronique	221	
Conséquences économiques et enjeux possibles du commerce électronique	225	
VII. Performance récente du marché du travail et réformes structurelles	237	
Évolution des marchés du travail depuis 1997	237	
Les forces à l'œuvre : politiques structurelles	243	
VIII. La politique monétaire dans un environnement financier en mutation	247	
Introduction	247	
Évolution des marchés de capitaux et conséquences pour les bilans des ménages et des entreprises	248	

Conséquences de la valorisation des actifs pour le fonctionnement de l'économie	253
Conséquences pour la politique monétaire	260
Annexe statistique	265
Classification des pays	266
Mode de pondération pour les données agrégées	266
Tableaux annexes.....	267
Encadrés	
I.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.....	7
I.2. Demande, offre et capacité de production sur le marché pétrolier	16
I.3. Les implications macroéconomiques des mouvements de taux de change depuis janvier 1999.....	26
I.4. Fusions-acquisitions internationales : évolution récente et effets possibles	36
I.5. Principales caractéristiques des réformes fiscales récentes et prévues dans les pays de l'Union européenne	38
IV.1. La base de données internationale de l'OCDE sur la réglementation.....	168
IV.2. Réglementation par plafonnement des prix	176
V.1. Production et dépenses informatiques : comment prendre en compte l'évolution des prix et des volumes.....	201
Tableaux	
I.1. Prévisions de la croissance de la production.....	1
I.2. Résumé du commerce international.....	2
I.3. Soldes financiers des administrations publiques.....	4
I.4. Chômage, écarts de production et inflation	10
I.5. Balance des opérations courantes	11
I.6. Rendement des obligations privées et d'État aux États-Unis	25
I.7. Objectifs de budget dans les Programmes de Stabilité et de Convergence des pays de l'Union européenne	40
I.8. Acquisitions sectorielles d'actifs immobiliers de l'administration centrale du Japon.....	42
I.9. Résumé du scénario de référence à moyen terme.....	45
I.10. Évolution de la fiscalité dans le scénario de référence à moyen terme.....	46
III.1. Prévisions pour un certain nombre d'économies d'Asie	159
III.2. Prévisions pour la Russie et la République slovaque.....	162
III.3. Prévisions pour l'Argentine et le Brésil.....	165
IV.1. Séparation verticale dans les secteurs de l'électricité et du transport ferroviaire, 1998	180
IV.2. Financement des obligations de service public dans les télécommunications, 1999.....	183
IV.3. Synoptique des institutions de réglementation dans le secteur des télécommunications, 1999	185
V.1. Performances en matière de croissance dans les pays de l'OCDE	192
V.2. Productivité du travail dans le secteur manufacturier et dans 2 secteurs des technologies de l'information et des communications, au cours du troisième trimestre de 1999.....	202
V.3. Évolution de l'investissement dans les technologies de l'information et des communications, dans les pays du G7.....	203
V.4. Estimation du taux d'accroissement de la productivité multifactorielle dans les pays du G7, 1980-98.....	205
V.5. Performances en matière de croissance dans les pays de l'OCDE	209
V.6. Estimation du taux d'accroissement de la productivité multifactorielle dans les petits pays, 1980-98.....	210
VI.1. Nombre d'hôtes Internet et de serveurs sécurisés dans les pays de l'OCDE.....	217
VI.2. Estimations du commerce électronique mondial par des sociétés de conseil	217
VI.3. Commerce électronique B2C dans certains pays Membres de l'OCDE.....	219
VI.4. Réductions potentielles de coûts associées au commerce électronique B2B dans les industries américaines	227
VI.5. Utilisation des cartes préchargées dans certains pays de l'Union européenne	232
VII.1. Taux de chômage et taux d'activité de la population active	238
VII.2. Taux de chômage pour les jeunes et les femmes	240
VII.3. Taux de chômage régional dans certains pays.....	242
VIII.1. Intermédiation du crédit et des actions	248
VIII.2. Instruments de l'épargne.....	249
VIII.3. Propriétés immobilières	254
VIII.4. Distribution des entreprises par taille.....	255
Graphiques	
I.1. Indicateurs de confiance	3
I.2. Évolution de l'endettement des administrations publiques	4
I.3. Rendement des obligations d'État à long terme	6
I.4. Scénario d'expansion mondiale	12
I.5. Évolution du prix des produits de base	14
I.6. Déclin de la dépendance énergétique dans la zone OCDE	15

I.7. Inflation et utilisation des capacités lors de trois chocs pétroliers	18
I.8. Inflation générale et sous-jacente	19
I.9. Indicateurs du coût de la main-d'œuvre	20
I.10. Anticipations d'inflation	21
I.11. Prix des actions et coefficients de capitalisation des résultats	23
I.12. Taux d'intérêt réels à long terme	24
I.13. Taux de change effectifs réels	26
I.14. Rendements implicites des contrats à terme de taux d'intérêt	29
I.15. Prix des actions pour les entreprises de la « nouvelle » et de « l'ancienne » économie	31
I.16. Demande récente et croissance de la production aux États-Unis	33
I.17. Taux d'emploi aux États-Unis, au Japon et dans l'Union européenne, 1998	40
I.18. Capacité de financement par secteur au Japon	41
I.19. Scénario de référence à moyen terme	47
I.20. Scénario d'expansion mondiale	52
IV.1. Libéralisation des industries de réseau dans les pays de l'OCDE	169
IV.2. La privatisation dans les pays de l'OCDE	171
IV.3. Accès aux réseaux, 1998	174
IV.4. La réglementation des prix, 1998	177
V.1. Écarts entre le PIB par habitant et leurs déterminants, 1998	193
V.2. Croissance tendancielle du PIB par habitant et ses composantes, 1990-98	194
V.3. Effets du capital humain sur la croissance de la productivité horaire du travail, 1985-96	197
V.4. Croissance du capital humain de la population en âge de travailler et de l'emploi, 1989-96	198
V.5. Décomposition du taux d'accroissement composé e la productivité du travail entre les effets intrasectoriels et intersectoriels, 1990-97	199
V.6. Valeur ajoutée dans les industries des technologies de l'information et des communications, dans le milieu des années 1990	200
V.7. Contribution du capital des technologies de l'information et des communications dans la croissance de la production	204
VI.1. Le commerce électronique et les applications plus générales d'Internet	215
VI.2. Nombre d'hôtes Internet	215
VI.3. Valeurs récentes et prévisions du commerce B2B et B2C	218
VI.4. Pénétration du commerce électronique par produit, 1999	219
VI.5. Profil de l'utilisateur d'Internet américain, 1998	220
VI.6. Coûts d'accès et utilisation d'Internet	222
VII.1. Emploi et productivité	239
VII.2. Incidence du chômage de longue durée (12 mois ou plus)	240
VII.3. Taux d'emploi pour les personnes âgées de 55 à 64 ans	241
VII.4. Différence entre la croissance du salaire réel et la croissance de la productivité du travail, 1996-99	243
VIII.1. Créances et dettes du secteur des ménages	250
VIII.2. Évolution du bilan du secteur des entreprises	252
VIII.3. Évolution du bilan du secteur bancaire	257
VIII.4. Évolution des taux directeurs dans les années 80 et 90	259

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
mbj	Millions de barils par jour	Billion	Mille milliards
..	Données non disponibles	Trillion	Mille billions
0	Nul ou négligeable	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières

Résumé des prévisions^a

Taux annuels désaisonnalisés

	1999	2000	2001	1999		2000		2001	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
Demande intérieure totale en volume									
États-Unis	5.1	5.4	3.1	5.0	5.7	6.3	3.6	3.0	2.7
Japon	0.6	1.4	2.1	4.4	-2.7	2.7	3.0	2.0	1.4
Zone euro	2.8	2.7	2.9	3.0	2.2	2.9	3.0	2.9	2.8
Union européenne	2.9	2.9	2.9	3.2	2.3	3.0	3.0	2.9	2.9
OCDE total	3.7	4.0	3.1	4.5	3.6	4.5	3.5	3.1	2.8
PIB en volume									
États-Unis	4.2	4.9	3.0	3.8	5.1	5.6	3.5	2.9	2.7
Japon	0.3	1.7	2.2	3.4	-2.5	3.1	3.0	2.2	1.6
Zone euro	2.3	3.5	3.3	2.2	3.2	3.6	3.6	3.3	3.1
Union européenne	2.3	3.4	3.1	2.1	3.3	3.5	3.4	3.1	3.0
OCDE total	3.0	4.0	3.1	3.3	3.5	4.4	3.5	3.1	2.9
En pourcentage									
Inflation ^b									
États-Unis	1.5	2.1	2.3	1.6	1.4	2.4	2.2	2.3	2.3
Japon	-0.9	-0.8	-0.1	-0.4	-1.8	-0.5	-0.1	0.1	-0.4
Zone euro	1.2	1.5	1.9	1.2	0.9	1.6	1.8	2.0	2.0
Union européenne	1.5	1.8	2.2	1.5	1.3	1.8	2.0	2.2	2.2
OCDE moins pays à forte inflation ^c	1.1	1.6	1.9	1.2	0.9	1.8	1.9	1.9	1.9
OCDE total	2.5	2.8	2.5	2.6	2.4	3.1	2.7	2.5	2.3
En pourcentage de la population active									
Chômage									
États-Unis	4.2	4.0	4.2	4.3	4.2	4.0	3.9	4.1	4.3
Japon	4.7	4.8	4.8	4.7	4.7	4.8	4.8	4.8	4.8
Zone euro	10.1	9.2	8.5	10.2	9.9	9.4	9.0	8.7	8.3
Union européenne	9.2	8.5	7.9	9.3	9.1	8.7	8.3	8.0	7.7
OCDE total	6.6	6.3	6.1	6.7	6.6	6.3	6.2	6.1	6.1
En pourcentage du PIB									
Balance courante									
États-Unis	-3.7	-4.5	-4.4	-3.3	-4.0	-4.5	-4.4	-4.4	-4.4
Japon	2.5	2.6	2.9	2.6	2.3	2.5	2.6	2.8	3.0
Zone euro	0.6	0.7	1.2	1.0	0.3	0.7	0.8	1.1	1.3
Union européenne	0.3	0.3	0.6	0.5	0.1	0.3	0.4	0.5	0.6
OCDE total	-0.8	-1.2	-1.0	-0.6	-1.1	-1.2	-1.2	-1.1	-1.0
En pourcentage									
Taux d'intérêt à court terme ^d									
États-Unis	5.4	6.8	7.3	5.0	5.8	6.3	7.3	7.4	7.3
Japon	0.2	0.3	0.7	0.3	0.2	0.2	0.4	0.5	0.9
Zone euro	3.0	4.3	5.1	2.8	3.1	3.9	4.6	4.9	5.2
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
Commerce mondial ^e	5.7	10.4	8.3	4.3	12.4	10.1	9.0	8.2	7.7

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 10 mai 2000 ; en particulier 1 dollar = 109.35 yen et 1.10 euro ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 19 mai 2000.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi, la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

d) États-Unis : euro-dollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; Zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

e) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume.

Source : OCDE.

ÉDITORIAL

Les perspectives économiques mondiales sont plus encourageantes qu'elles ne l'ont été depuis un certain temps. On prévoit pour cette année un taux de croissance de la production de 4 pour cent dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, le rythme le plus rapide que l'on ait observé depuis plus d'une décennie. Un ralentissement à 3 pour cent est ensuite attendu pour 2001. Un durcissement de la politique monétaire devrait maintenir l'inflation à un faible niveau dans la plupart des régions, malgré une légère tendance à la hausse dans plusieurs pays. Le chômage dans l'ensemble de la zone devrait diminuer de plus de 2 millions entre 1999 et 2001 – principalement dans la zone euro – tombant à 6 pour cent de la population active de l'OCDE. Compte tenu de la forte reprise généralisée de l'activité économique en dehors de la zone de l'OCDE, la production mondiale pourrait s'accroître d'environ 4 pour cent tant cette année que l'an prochain.

Les perspectives mondiales sont encourageantes...

Bien qu'il faille se féliciter de cette évolution, le fait que les perspectives économiques soient favorables dans toutes les grandes régions du monde, à l'exception du Japon, comporte un certain nombre de risques à la hausse. Les effets d'entraînement de l'économie internationale pourraient renforcer les rythmes d'expansion déjà soutenus dans les principales zones, au-delà de ce qui est pris en compte dans les prévisions centrales de l'OCDE. En particulier, le commerce international pourrait ne plus contribuer à redistribuer la demande entre les pays, mais stimuler l'accélération de la demande intérieure globale et accroître les tensions inflationnistes dans différents pays. De plus, le renforcement concomitant de l'activité au niveau international pourrait favoriser une nouvelle hausse des prix mondiaux de certaines matières premières et du pétrole, qui ont fortement augmenté depuis la mi-1999, avec, pour corollaire, le risque de voir cette hausse se répercuter sur l'inflation sous-jacente et sur les anticipations inflationnistes.

... et il y a des risques à la hausse...

Dans ce contexte, les évolutions sur les marchés financiers n'ont pas, jusqu'à récemment, eu un effet stabilisateur contribuant à freiner la croissance de la demande dans les pays où il existe un risque de surchauffe, ou à soutenir l'activité là où les écarts conjoncturels demeurent significatifs. En particulier :

... notamment sur les marchés financiers...

- L'amélioration de la situation économique mondiale pourrait en fait continuer d'entretenir l'optimisme qui a caractérisé les marchés boursiers au cours de l'année écoulée, malgré la correction récente. Cet optimisme a reflété dans une large mesure l'espoir de voir naître une « nouvelle économie » s'accompagnant d'une amélioration possible ou anticipée du potentiel productif des économies de l'OCDE. A court terme, toutefois, il existe un risque que les effets de patrimoine résultant de la forte hausse des cours boursiers n'entraînent une augmentation de la demande supérieure à celle de l'offre et ne conduisent à une accélération de l'inflation.
- Le réajustement à la hausse des rendements des obligations d'État depuis le milieu de 1999 dans la plupart des pays n'a sans doute contribué que faiblement à freiner l'expansion de la demande jusqu'à présent. En termes réels, les taux d'intérêt à long terme se situent à leur niveau moyen des dix dernières années ou leur sont encore inférieurs.

- Le dollar est resté pratiquement stable en termes effectifs réels depuis le début de 1999, et n'a donc pas contribué à freiner la demande totale de produits originaires des États-Unis, tandis que l'appréciation du yen au cours de la même période pourrait commencer à affecter le mouvement de reprise qui vient de s'amorcer au Japon. La dépréciation de l'euro en termes effectifs réels a été l'un des principaux facteurs de la reprise de l'activité dans la zone euro, mais l'écart conjoncturel se refermant, la poursuite de cette tendance deviendrait de plus en plus préjudiciable.

... que les autorités monétaires ne doivent pas sous-estimer

Globalement, l'émergence simultanée d'une croissance rapide dans beaucoup de pays et l'absence de puissants facteurs de stabilisation sur les marchés financiers mondiaux font que, si les autorités monétaires sous-estiment le dynamisme de la demande à l'échelle mondiale et tardent à réagir aux retombées qu'il pourrait avoir sur les prix, le durcissement ultérieur de la politique monétaire pourrait être plus accusé. Dans ce cas, le cycle serait sensiblement plus prononcé que prévu dans les prévisions de l'OCDE. Il pourrait en résulter une correction désordonnée sur les marchés boursiers et, compte tenu de l'ampleur prévue des déséquilibres extérieurs, une perte de confiance dans le dollar.

Aux États-Unis, le dynamisme de la demande intérieure n'est pas soutenable, requérant la poursuite du durcissement monétaire...

La reprise actuelle de l'économie des États-Unis est aujourd'hui la plus longue que ce pays ait connue depuis le début du siècle, les principaux éléments moteurs en étant toujours le dynamisme de la consommation, la formation de capital des entreprises et, de plus en plus, les exportations, du fait du raffermissement de l'activité économique mondiale. La vigueur récente de l'activité intérieure n'apparaît pas soutenable et des tensions inflationnistes commencent désormais à apparaître alors que le déficit de la balance des opérations courantes s'est fortement creusé, dépassant 4 pour cent du PIB. L'enjeu pour les autorités est de freiner la croissance de la demande de manière ordonnée pour prévenir tout risque de surchauffe et pour ne pas avoir à durcir beaucoup plus fortement leur action par la suite. La tâche des autorités monétaires est cependant compliquée par la vitalité des marchés financiers et par les incertitudes concernant l'ampleur de la hausse du potentiel de croissance non inflationniste de l'économie liée aux nouvelles technologies et aux changements structurels. Malgré de sensibles améliorations de la productivité tendancielle, il est peu probable que le durcissement monétaire déjà intervenu puisse freiner suffisamment la croissance de la demande. Il est donc nécessaire de resserrer encore la politique monétaire et une augmentation des taux sur les fonds fédéraux, pouvant atteindre des niveaux supérieurs à 7 pour cent en août prochain, est sans doute nécessaire pour garantir un ralentissement de l'économie.

... et la politique budgétaire ne devrait pas être assouplie

L'ampleur du resserrement monétaire dépend également de l'orientation future de la politique budgétaire. A cet égard, et à la différence du passé récent, on prévoit, sur la base des mesures annoncées, que la politique budgétaire n'aura pas un caractère restrictif marqué au cours des deux prochaines années. Dans une économie confrontée à une demande excédentaire, les autorités budgétaires devraient veiller à éviter toute nouvelle accélération du rythme des dépenses fédérales discrétionnaires ainsi que des réductions d'impôt excessives. Et, à plus long terme, compte tenu des mesures qui devront être prises en prévision du vieillissement de la population, les résultats budgétaires ne devront pas compromettre le remboursement prévu de la dette publique.

Dans la zone euro, la politique monétaire devrait s'orienter vers une plus grande neutralité...

Dans la zone euro, les perspectives concernant la croissance et l'emploi à court terme sont plus encourageantes qu'elles ne l'ont jamais été depuis la fin des années 80. Le tout est de savoir pendant combien de temps cette expansion peut durer sans buter sur un risque inflationniste. D'après les prévisions de l'OCDE, les capacités de production inutilisées pourraient être épuisées dès la fin de l'année en cours et

un écart conjoncturel positif est probable en 2001. Ce pourrait être le signe avant-coureur de tensions inflationnistes au-delà de l'horizon de court terme retenu dans les prévisions. Il conviendra pour la Banque centrale européenne de continuer d'infléchir l'orientation de la politique monétaire vers une plus grande neutralité, avec une augmentation des taux d'intérêt graduelle prenant en compte le fait que des améliorations durables des conditions de l'offre sont peut être à l'œuvre. Néanmoins, si l'inflation sous-jacente et anticipée s'avérait incompatible avec l'objectif à moyen terme de stabilité des prix de la BCE, les taux directeurs devraient être augmentés plus tôt qu'envisagé dans les prévisions.

Du fait de l'amélioration de la conjoncture, les recettes budgétaires s'accroissent à un rythme plus rapide que prévu dans un certain nombre de pays. Certains d'entre eux ont déjà annoncé leur intention d'utiliser ces recettes supplémentaires pour alléger la charge fiscale et accroître les dépenses publiques. Dans la mesure où les réductions d'impôt s'inscrivent dans le cadre de réformes fiscales qui sont depuis longtemps nécessaires pour améliorer le potentiel d'offre de l'économie, elles paraissent opportunes. Compte tenu cependant de la conjoncture et de la faible marge de capacités inutilisées, toute détente importante de la politique budgétaire serait peu appropriée. Il faudrait donc que dans la plupart des pays les allègements d'impôt s'accompagnent de réductions parallèles des dépenses et que les suppléments de recettes par rapport aux prévisions soient utilisés afin de réduire l'endettement. Les conditions économiques favorables offrent également la possibilité de mettre en œuvre et/ou d'accélérer de vastes réformes structurelles des marchés du travail et des produits. La poursuite d'avancées sensibles dans le domaine structurel aiderait les économies à s'adapter au potentiel offert par les nouvelles technologies et à l'exploiter pleinement.

... et toute détente importante de la politique budgétaire serait inappropriée à ce stade du cycle

Bien qu'il soit difficile d'interpréter les données économiques du second semestre de 1999, la reprise paraît désormais bien engagée au Japon, tirée par les exportations et l'investissement fixe des entreprises, et les risques déflationnistes se réduisent. Néanmoins, la croissance tendancielle de la consommation privée manque toujours de dynamisme et, du fait de la poursuite de la restructuration des entreprises, des incertitudes persistent concernant la solidité réelle de la reprise. Dans ce contexte, les autorités devraient chercher à soutenir l'activité à court terme sans compromettre exagérément la santé de l'économie dans une perspective de long terme. Plus précisément, il est encore nécessaire que la Banque du Japon maintienne l'orientation accommodante de la politique monétaire. La reprise économique se confirmant et les risques déflationnistes se dissipant, il pourrait en résulter un léger relèvement progressif des taux d'intérêt.

Au Japon, la politique macroéconomique doit conserver son orientation accommodante à court terme...

Sur le front budgétaire, les perspectives ne permettent pas de tabler sur un assainissement important des finances publiques au cours des douze ou dix-huit prochains mois. Néanmoins, il ne devrait, semble-t-il, pas être nécessaire d'adopter de nouveaux budgets supplémentaires d'urgence pour soutenir la reprise. Bien qu'une forte réduction du déficit budgétaire ne soit peut-être pas appropriée à court terme, il est nécessaire de commencer à préparer d'importantes mesures d'assainissement à moyen terme. A cet égard, l'établissement d'un plan budgétaire pluriannuel pourrait offrir aux autorités japonaises un puissant instrument pour une consolidation régulière et crédible du budget. Dans le même temps, il importe de renforcer le dynamisme de l'économie en procédant sans tarder à des réformes structurelles des marchés du travail et des produits et de poursuivre la restructuration du secteur des entreprises et de certains secteurs des marchés financiers.

... mais il faut commencer à envisager des mesures d'assainissement budgétaire à moyen terme

Les technologies de l'information et de la communication ont le potentiel de favoriser une croissance non inflationniste plus forte...

L'un des traits marquants des dix ou douze dernières années a été le rôle croissant joué par les nouvelles technologies, en particulier dans les secteurs de l'information et de la communication. L'investissement en équipement lié à ces technologies est en train de devenir un moteur important de la croissance de la productivité du travail, en particulier aux États-Unis et dans certains autres pays, et les nouvelles technologies ont la capacité d'accroître de manière significative le potentiel de croissance des pays, si elles sont accompagnées de réorganisations au niveau des entreprises, des industries et des marchés. A ce stade, cependant, il semble qu'il n'y ait encore que peu d'évidence sur l'importance au niveau de l'économie dans son ensemble des effets liés à une diffusion généralisée de ces technologies. En revanche, il ressort d'observations micro-économiques et parcellaires que les entreprises réalisent d'importants gains de productivité résultant de changements organisationnels.

... mais des actions sur un large front seront nécessaires pour profiter des opportunités offertes par ces nouvelles technologies

Ces évolutions ont des implications pour les politiques macroéconomiques et structurelles et leurs interactions. Il importe par exemple que les politiques concernant l'enseignement et le marché du travail renforcent les investissements en capital humain et encouragent la réaffectation rapide de la main-d'œuvre en fonction de l'évolution des besoins de l'économie. De même, les marchés financiers doivent allouer l'épargne aux projets à fort taux de rendement. Les pays doivent aussi mettre en place des cadres propices à l'esprit d'entreprise et à l'ouverture de marchés concurrentiels propres à renforcer la diffusion de l'innovation. La mise en place de telles politiques permettra de s'assurer que les opportunités offertes par les nouvelles technologies ne sont pas manquées ou exploitées avec un retard inutile et que la période actuelle de forte croissance puisse perdurer.

26 mai 2000

I. ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE

La situation économique mondiale et les perspectives pour la zone de l'OCDE

L'économie mondiale continue de rebondir vigoureusement après le ralentissement de 1997-98 lié à la crise dans les économies de marché émergentes et connaît son développement le plus satisfaisant depuis plus d'une décennie. Presque tous les pays de l'OCDE bénéficient d'une croissance supérieure au taux potentiel et d'une baisse du chômage, tandis que l'inflation, abstraction faite de la hausse des prix du pétrole, reste faible. Même au Japon, principale exception à ce tableau d'ensemble, une reprise est apparemment en cours. La croissance de la zone de l'OCDE semble aujourd'hui devoir passer de 3 pour cent l'an dernier à 4 pour cent en 2000 (tableau I.1) – son rythme le plus rapide depuis 1988 – avant de revenir à 3 pour cent en 2001. D'ici à 2001, les capacités excédentaires, mesurées d'après les écarts de production estimés par l'OCDE, auront sans doute disparu dans la grande majorité des pays et seront en baisse dans les principales exceptions, le Japon et l'Italie. Tandis que l'inflation enregistrera une poussée légère mais généralisée, en raison d'un resserrement des conditions monétaires, le taux d'augmentation des prix devrait rester faible. Dans le reste du monde, de nombreuses économies de marché émergentes devraient connaître une croissance rapide en 2000 et 2001, à la suite des fortes reprises qui ont succédé à la crise en 1999, et l'expansion de la production mondiale pourrait atteindre près de 4 pour cent en moyenne sur les deux années.

L'économie mondiale continue de prendre de la vigueur...

Une croissance rapide, à des prix au-dessus du potentiel, se fait jour dans la majeure partie de l'économie mondiale, aussi les liens internationaux risquent-ils de renforcer des expansions déjà fortes. De fait, après une vive accélération en 1999 (de moins de 5 pour cent en rythme annuel au premier semestre à plus de 12 pour cent au second), la croissance du commerce mondial en 2000 devrait se poursuivre à un taux d'environ 10 pour cent puis se modérer légèrement pour avoisiner 8 pour cent

... l'expansion rapide de la demande et de la production étant de plus en plus généralisée

Tableau I.1. Prévisions de la croissance de la production

Pourcentage de variation du PIB réel par rapport à la période précédente

	1999	2000	2001
États-Unis	4.2	4.9	3.0
Japon	0.3	1.7	2.2
Zone euro	2.3	3.5	3.3
Union européenne	2.3	3.4	3.1
OCDE	3.0	4.0	3.1
Pour mémoire :			
Zone non OCDE ^a	3.5	4.8	4.8
Monde ^a	3.1	4.3	3.8

a) Les prévisions des régions pour lesquelles l'OCDE ne fait pas de prévisions sont basées sur des évaluations du FMI et de la Banque mondiale, en utilisant les poids convertis d'après les parités de pouvoir d'achat.

Source : OCDE.

en 2001 (tableau I.2). En outre, les niveaux de confiance apparaissent en général élevés ou croissants (graphique I.1). En particulier, l'optimisme devant l'avenir des nouvelles technologies et les perspectives de la productivité a conduit les marchés de capitaux à intégrer des valorisations d'actifs souvent sans commune mesure avec les précédents historiques. A un moment où presque tous les clignotants économiques sont au vert, ces circonstances invitent à commettre des excès et rappellent les périodes de vive expansion mondiale du début et de la fin des années 70 et de la fin des années 80, qui se sont invariablement achevées par une montée de l'inflation, des déséquilibres financiers et enfin une récession généralisée. Il faut donc s'efforcer de tempérer l'optimisme par une dose de réalisme et maintenir l'expansion mondiale sur un sentier durable et non inflationniste.

Tableau I.2. **Résumé du commerce international**

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

	1998	1999	2000	2001
Échange de marchandises en volume				
Commerce international ^a	5.4	5.7	10.4	8.3
dont : Produits manufacturés	6.3	6.2	11.1	8.7
Exportations de la zone de l'OCDE	5.7	4.7	10.4	8.4
Importations de la zone de l'OCDE	7.9	8.0	10.3	8.0
Exportations des pays non membres de l'OCDE	4.1	6.6	10.4	7.9
Importations des pays non membres de l'OCDE	-0.7	0.8	10.8	9.2
<i>Pour mémoire :</i>				
Commerce intra-OCDE ^b	8.3	6.6	10.3	8.2
Exportations de la zone OCDE vers les pays non membres de l'OCDE ^b	-1.2	3.0	11.0	8.9
Importations de la zone OCDE en provenance des pays non membres de l'OCDE ^b	3.8	7.3	9.9	7.5
Prix du commerce extérieur				
Exportations de la zone de l'OCDE ^c	-0.1	-1.9	3.7	1.7
Importations de la zone de l'OCDE ^c	-1.6	-1.6	5.5	1.5
Termes de l'échange de l'OCDE avec le reste du monde ^d	3.8	-1.0	-5.2	0.6

a) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et exportations mondiales en volume.

b) Moyenne arithmétique des importations et exportations intra-OCDE en volume, telle qu'elle ressort du volume du commerce total de la zone de l'OCDE et des flux commerciaux estimés entre les zones OCDE et non OCDE. Les données sont basées sur la structure des échanges en valeur de 1994.

c) Valeurs unitaires moyennes en monnaie locale.

d) Les termes de l'échange de l'OCDE représentent le ratio des prix à l'exportation de l'OCDE sur les prix à l'importation de l'OCDE, à l'exclusion des échanges intra-zone.

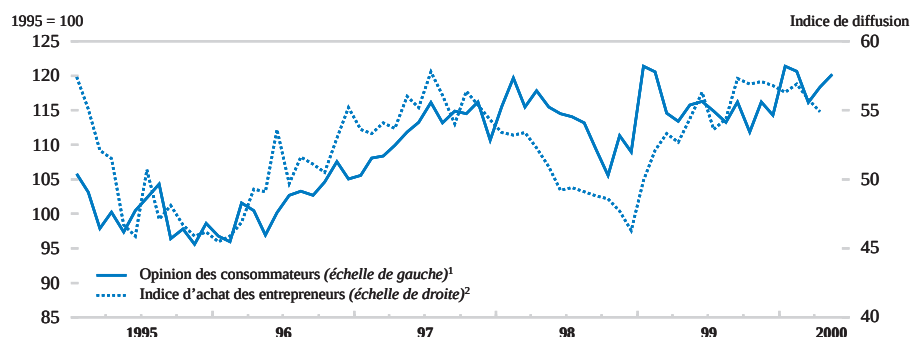
Source : OCDE.

La situation des budgets publics s'améliore...

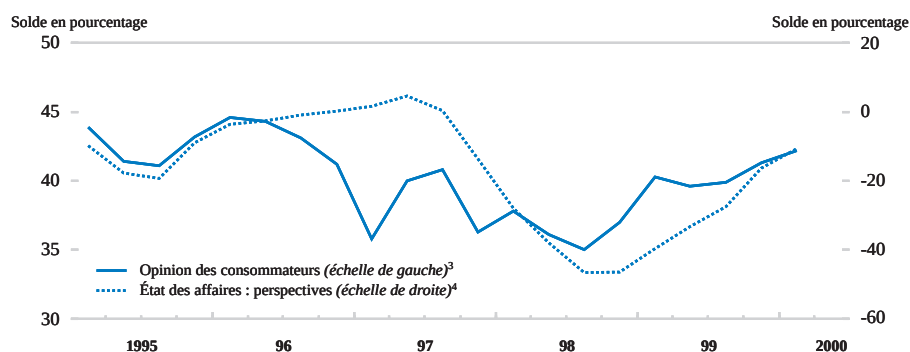
La situation actuelle a ceci de positif que la croissance vigoureuse observée en 1999 dans de nombreuses économies de l'OCDE a induit une amélioration continue des situations budgétaires et de l'endettement public. Les effets favorables de la hausse de l'activité économique sur les dépenses et les recettes du secteur public paraissent devoir persister, si bien que le déficit financier des administrations publiques pour la zone de l'OCDE dans son ensemble devrait diminuer quelque peu en proportion du PIB de 1999 à 2001 (tableau I.3). Les bienfaits des efforts d'assainissement budgétaire déployés au cours des années 90 se manifestent de plus en plus dans les comptes des administrations publiques : 14 pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, afficheront l'équilibre ou un excédent tout au long de la période sous revue, tandis que l'Union européenne dans son ensemble sera proche de

Graphique I.1. Indicateurs de confiance

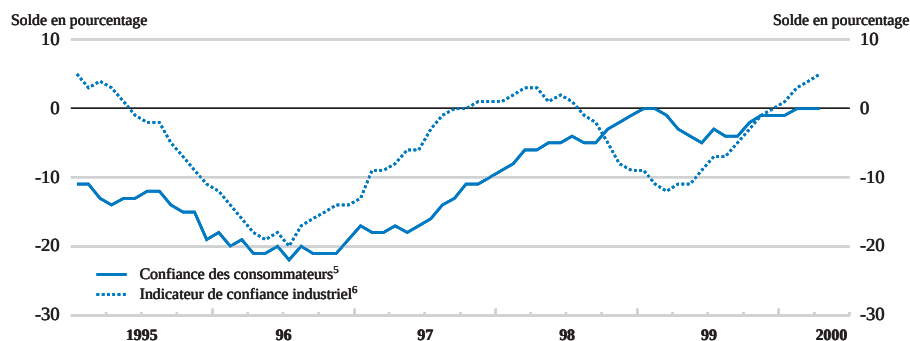
États-Unis



Japon



Zone euro



1. 100 plus le solde des opinions positives et négatives.

2. Moyenne pondérée de cinq composantes : commandes nouvelles (30 %), production (25 %), emploi (20 %), livraisons des fournisseurs (15 %) et inventaires (10 %).

3. Moyenne de cinq indicateurs concernant le niveau de vie des ménages, la croissance des revenus, les hausses de prix des produits de base, l'environnement de l'emploi et le moment optimal pour effectuer un achat de bien durable.

4. Solde des réponses positives et négatives exprimées en pourcentage du nombre total des réponses à des questions concernant l'état des affaires, les stocks de produits finis et l'utilisation des capacités.

5. Moyenne des soldes des opinions positives et négatives sur la situation financière, la situation générale de l'économie et l'avantage d'effectuer maintenant un achat important.

6. Moyenne de soldes d'opinion sur les perspectives de production, les carnets de commandes et les stocks.

Source : OCDE.

Tableau I.3. Soldes financiers des administrations publiques^a

En pourcentage du PIB/PIB potentiel

	1997	1998	1999	2000	2001
États-Unis					
Solde effectif	-0.9	0.4	1.0	1.6	1.7
Solde structurel	-1.1	0.1	0.5	0.9	1.1
Solde structurel primaire	2.3	3.3	3.4	3.5	3.5
Japon					
Solde effectif	-3.3	-5.0 ^b	-7.0	-6.7	-6.3
Solde structurel	-3.6	-4.2	-6.0	-5.8	-5.7
Solde structurel primaire	-2.6	-3.1	-4.7	-4.4	-4.3
Zone euro^c					
Solde effectif	-2.6	-2.0	-1.2	-1.0	-0.9
Solde structurel	-1.8	-1.5	-0.7	-0.9	-1.3
Solde structurel primaire	2.7	2.7	3.1	2.7	2.2
Union européenne^c					
Solde effectif	-2.5	-1.6	-0.8	-0.5	-0.5
Solde structurel	-1.9	-1.3	-0.4	-0.6	-0.9
Solde structurel primaire	2.4	2.8	3.3	2.9	2.5
OCDE^c					
Solde effectif	-1.7	-1.2	-0.8	-0.4	-0.3
Solde structurel	-1.7	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7
Solde structurel primaire	1.7	2.1	2.2	2.0	1.9

a) Les soldes effectifs sont en pourcentage du PIB nominal et les soldes structurels en pourcentage du PIB potentiel.

b) Exclut l'impact budgétaire de la prise en charge de la dette des Chemins de fer nationaux japonais et de l'Office national des forêts (soit 5.4 points de pourcentage du PIB).

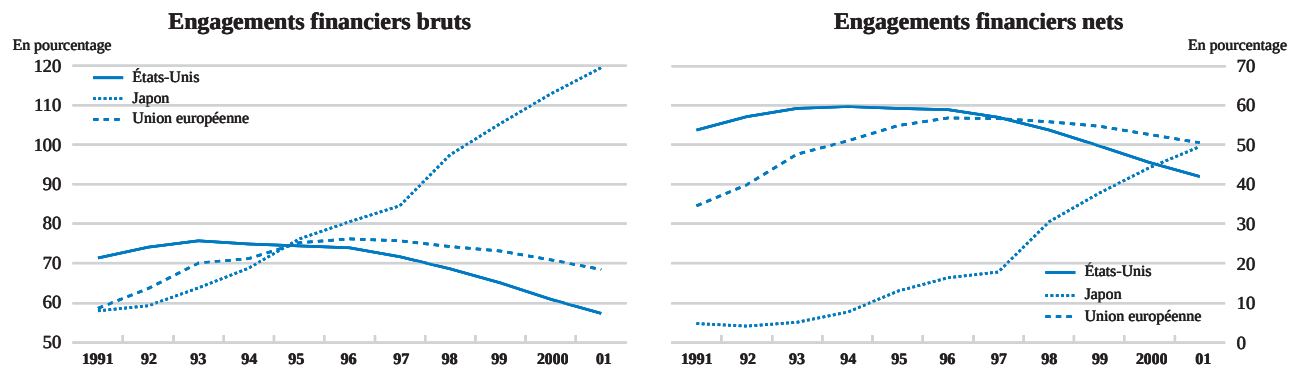
c) Les données de la zone euro et de l'Union européenne excluent le Luxembourg. En outre, les chiffres du solde effectif de l'OCDE total ne comprennent pas le Mexique, la Suisse et la Turquie. Pour le solde structurel, en plus des pays précédemment cités, la Corée, la Hongrie, l'Islande, la Pologne et la République tchèque en sont exclues également.

Source : OCDE.

l'équilibre. En conséquence, la dette publique nette s'inscrit désormais sur une tendance décroissante dans la plus grande partie de la zone de l'OCDE (graphique I.2). Le Japon est l'exception la plus importante à cette situation.

Graphique I.2. Évolution de l'endettement des administrations publiques

En pourcentage du PIB



Source : OCDE.

Néanmoins, depuis l'an dernier le processus d'assainissement budgétaire marque une pause. Les soldes sous-jacents (corrigés des variations cycliques ou « structurels ») devraient se stabiliser en moyenne et si l'on fait abstraction de la baisse des paiements d'intérêts sur la dette, pour ne mesurer que les variations du solde primaire corrigé des influences conjoncturelles, on peut prévoir que l'orientation de la politique budgétaire deviendra quelque peu expansionniste dans l'Union européenne (tableau I.3). En outre, dans quelques pays, un certain nombre de suggestions et de propositions de réduction des impôts et d'accroissement des dépenses ne sont pas suffisamment avancées pour être prises en compte dans les prévisions. Toutefois, elles impliquent le risque de voir la politique budgétaire devenir une importante force procyclique dans l'économie mondiale.

... mais les politiques budgétaires risquent de devenir procycliques...

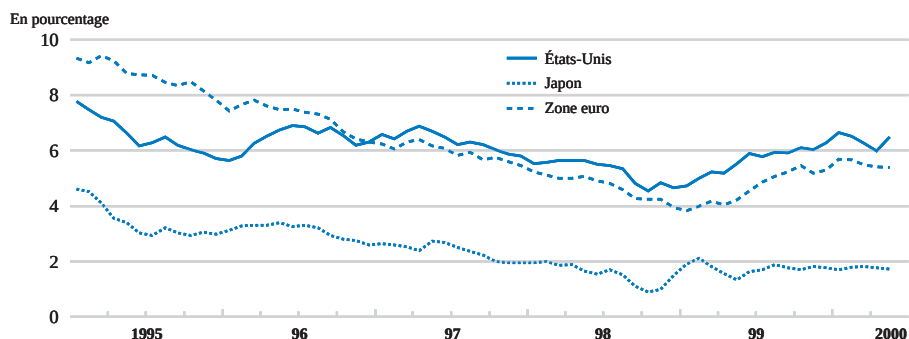
Bien qu'il n'existe guère d'indices d'une montée de l'inflation sous-jacente à travers la zone, un certain nombre d'évolutions susceptibles d'être considérées comme des signaux d'alarme se sont poursuivies au début de 2000. Au cours du premier semestre 2000, les prix du pétrole ont fortement augmenté depuis la fin octobre, lorsque les prévisions du n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE* ont été arrêtées, et s'ils ont faibli quelque peu après que l'OPEP a relevé ses objectifs de production, ils sont en train de se rapprocher de 30 dollars le baril¹. Quelques matières premières industrielles essentielles, notamment les métaux, ont aussi affiché une forte hausse. De plus, les prix de nombreux actifs ont augmenté considérablement pendant cette période. Pendant une bonne partie du mois de mars les marchés boursiers ont continué de croître dans de nombreux pays, surtout dans la zone euro, entraînés principalement par des actions technologiques volatiles qui demeurent fortement valorisées même après la correction brutale en avril et mai. Enfin, des observations fragmentaires, pour la plupart ponctuelles, dénotent un début de surchauffe sur les marchés immobiliers dans certaines régions. En particulier, des hausses de prix très vives dans plusieurs régions ou zones métropolitaines se sont poursuivies ou sont de plus en plus signalées dans un certain nombre de pays de l'OCDE (y compris, en Europe, la France, le Royaume-Uni, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède, et ailleurs, plusieurs parties des États-Unis, du Canada et de l'Australie).

... et certaines évolutions sur les marchés des produits de base et les marchés d'actifs pourraient dénoter des excès

Dans ce contexte, et à l'exception du Japon, le resserrement monétaire s'est poursuivi et les taux d'intérêt à long terme ont augmenté jusqu'au début de cette année (graphique I.3). Depuis, les rendements des obligations publiques ont baissé dans de nombreux pays, influencés dans certains cas par une réduction des émissions à la faveur de l'amélioration des positions budgétaires et, aux États-Unis, par le programme de rachat d'actions du Trésor d'un montant de 30 milliards de dollars. Cette tendance s'est inversée récemment à la suite de la publication en avril de données qui laissent prévoir des pressions inflationnistes aux États-Unis et de nouvelles augmentations des taux directeurs à la fois aux États-Unis et dans la zone euro. Sur les marchés des changes, le principal élément nouveau depuis fin octobre (lorsque les hypothèses de change ont été établies pour le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*) a été l'effritement de l'euro face à toutes les autres grandes monnaies. Début mai, lorsque les hypothèses de change sur lesquelles reposent ces prévisions ont été établies, sa dépréciation atteignait presque 10 pour cent en termes effectifs. Le dollar des États-Unis s'est apprécié de 2½ pour cent, tandis que les autres grandes monnaies se sont très légèrement appréciées en termes effectifs au cours de cette période.

Excepté au Japon, les politiques monétaires ont continué de se durcir modérément

1. Comme on le verra plus loin, les prix du pétrole sont supposés baisser graduellement sur la période examinée.

Graphique I.3. Rendement des obligations d'État à long terme¹

1. Obligations d'État à 10 ans. Les données pour mai 2000 se réfèrent au 19 mai.

Source : OCDE.

*La politique monétaire est
présumée maintenir les
expansions sur une trajectoire
non inflationniste*

Une incertitude considérable entoure les perspectives des marchés des produits de base et des capitaux et leurs conséquences pour l'économie mondiale. De surcroît, le changement structurel, associé notamment à l'accroissement de la production et à la diffusion des technologies de l'information, a conduit à réviser à la hausse les estimations de la croissance potentielle aux États-Unis et à s'interroger sur son incidence possible ailleurs. Tous ces facteurs, qui sont examinés dans la partie II ci-après, présentent des conséquences pour les politiques monétaires. Les prévisions centrales reposent sur les hypothèses (voir l'encadré I.1) selon lesquelles, en dépit de ces incertitudes, les autorités monétaires parviennent à réagir en temps opportun au renforcement des performances économiques, de manière à laisser l'expansion se poursuivre à un rythme durable et non inflationniste, si bien que les scénarios d'un fort ralentissement sont évités. Les principales hypothèses sont les suivantes :

- Les politiques monétaires seront resserrées presque partout, plus tôt aux États-Unis et au Canada que dans la zone euro. Au Japon, on présume que la politique de taux d'intérêt zéro ne sera pas maintenue au-delà de 2000, bien que les taux du marché monétaire restent très bas.
- Les marchés des obligations à long terme ont sans doute largement anticipé les nouvelles mesures restrictives. Cela implique une hausse relativement faible des taux d'intérêt à long terme, d'où un aplatissement ou une certaine inversion des courbes de rendement dans de nombreux pays.
- Les prix des actions aux États-Unis sont censés rester généralement inchangés à leur niveau du 23 mai, à la suite du déclin de 15 pour cent depuis leur point haut de mars.
- Les prix du pétrole devraient rester globalement fermes dans les mois à venir, mais devraient s'effriter peu à peu ensuite en raison d'une augmentation de la production dans les pays de l'OPEP – ou d'un dépassement par rapport aux objectifs – et d'un accroissement moins vigoureux de la demande mondiale sur le reste de la période sous revue. Tandis que les hausses des prix de certains autres produits de base pourraient être encore fortes dans l'avenir immédiat, une croissance plus durable de l'activité économique est susceptible d'amortir ces tendances par la suite au cours de la période sous revue.

Encadré I.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses de politique économique se fondent sur les mesures prises et sur les intentions déclarées des pouvoirs publics, dès lors que celles-ci s'inscrivent dans des programmes bien définis¹. Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, on prévoit que l'orientation des politiques budgétaires, à en juger par les variations des soldes budgétaires structurels, sera neutre en 2000-2001. Toutefois, si l'on considère les variations du solde structurel primaire, il existe une tendance à assouplir quelque peu la politique budgétaire au cours des deux années à venir dans un certain nombre de pays, et notamment l'Union européenne, où, pour la zone dans son ensemble, le solde primaire structurel en proportion du PIB accuse une dégradation de $\frac{3}{4}$ de point sur la période 2000-2001. Aux États-Unis, le solde primaire structurel sera généralement stable et au Japon, le déficit diminuera un peu, en partie en raison des conséquences fiscales de la venue à maturité des dépôts d'épargne postaux à long terme.

Les taux d'intérêts directeurs sont conformes aux objectifs déclarés des autorités monétaires nationales en matière d'inflation (et, dans certains cas, de soutien de l'activité) ou de taux de change. Pour les États-Unis, on suppose en conséquence que le taux interbancaires sera porté à 7¼ pour cent d'ici le mois d'août, l'activité économique continuant de dépasser son rythme potentiel tandis que l'inflation se redresse. Le principal objectif déclaré de la zone euro² est le maintien de la stabilité des prix à moyen terme, celle-ci étant définie comme une hausse annuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation inférieure à 2 pour cent. Face à la résurgence des tensions inflationnistes durant les deux prochaines années, la Banque centrale européenne est supposée relever ses principaux taux directeurs de 1¼ point au total entre la mi-2000 et la fin de la période considérée, portant ainsi les taux du marché monétaire à trois mois à

5½ pour cent vers la fin de 2001. Au Japon, où les possibilités de détente supplémentaire des taux nominaux à court terme ont été épuisées, les taux du marché monétaire devraient commencer de s'accroître à mesure que la reprise s'affirmera, même si l'on présume qu'ils resteront très bas.

Les prévisions supposent que les taux de change restent inchangés par rapport aux taux en vigueur le 10 mai 2000 ; en particulier, un dollar des États-Unis est égal à 109.4 yen et 1.10 euro. L'hypothèse de fixité des taux de change est modifiée pour la Hongrie et la Turquie de manière à prendre en compte une dépréciation continue, reflétant ainsi l'interprétation par l'OCDE de la politique « officielle » de ces pays en matière de change.

A la suite de la décision concertée des producteurs de pétrole de relever les plafonds de production en mars 2000, le prix en dollars (caf)³ des importations pétrolières des pays de l'OCDE devrait s'établir en moyenne à 25¼ dollars le baril en 2000 à supposer que les objectifs de production seront relevés cette année et l'année prochaine. Avec le ralentissement prévu de l'activité au niveau mondial, les prix du pétrole pourraient redescendre en 2001, jusque vers 22¼ dollars le baril en moyenne. Les prix globaux des autres produits de base, après avoir commencé de croître au second semestre de 1999, se tendront de nouveau du fait que les prix des métaux et, dans une moindre mesure, des matières premières agricoles augmenteront en raison du renforcement de l'activité industrielle mondiale en 2000. En 2001, les prix des produits de base non pétroliers sont supposés évoluer au même rythme que les prix des exportations de produits manufacturés des pays de l'OCDE.

Les prévisions ont été établies à partir des données collectées jusqu'au 19 mai 2000.

Prix du pétrole et des autres produits de base

	1998	1999	2000	2001
	<i>Pourcentage de variation</i>			
Prix du pétrole à l'importation dans la zone OCDE (caf)	-34.2	37.3	45.6	-9.9
Prix des autres produits de base ^a	-13.7	-7.2	12.4	4.6
<i>Pour mémoire :</i>				
Prix du pétrole à l'importation dans la zone OCDE (caf, dollar/baril) ^b	12.6	17.3	25.2	22.7

a) Indice global des prix des produits de base de l'Institut de Hambourg, hors énergie, estimations de l'OCDE pour 1999 et prévisions de l'OCDE pour 2000 et 2001.

b) Les données historiques pour les prix à l'importation du pétrole brut dans la zone OCDE sont des moyennes des prix unitaires caf calculés par l'Agence internationale de l'énergie, à l'inclusion des coûts, de l'assurance et du fret mais à l'exclusion des droits d'importation. Estimation de l'OCDE pour 1999 et prévisions de l'OCDE pour 2000 et 2001.

Sources : Institut de recherche économique de Hambourg (HWWA), Agence internationale de l'énergie et OCDE.

1. Le détail des hypothèses concernant les différents pays est présenté dans les notes par pays correspondantes du chapitre III, « Évolution dans les pays Membres de l'OCDE ».
2. Les pays suivants participent à l'Union économique et monétaire depuis le 1^{er} janvier 1999 : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.
3. Les prix moyens des importations pétrolières des pays de l'OCDE sont normalement inférieurs d'environ ½ dollar aux valeurs généralement cotées du Brent sur le marché au comptant.

La croissance paraît devoir se ralentir aux États-Unis...

Aux États-Unis, la période d'expansion la plus longue jamais observée bénéficie toujours du dynamisme de la demande de consommation, de la formation de capital fixe et, de plus en plus, des exportations. Bien que l'accumulation récente de richesse continue de stimuler considérablement la consommation, le relèvement du taux d'intérêt et la correction qui a eu lieu sur les marchés d'actions finiront par freiner les dépenses privées et par ramener la croissance à 3 pour cent d'ici l'an prochain, chiffre inférieur d'un peu plus de ½ point au taux tendanciel estimé. Mais le niveau de la production se maintiendra sensiblement au-dessus de son potentiel. Entraînée dans le sillage de l'économie américaine, l'activité au Canada devrait aussi croître très vigoureusement en 2000 avant de se modérer en 2001.

... tandis qu'en Europe l'activité s'élargit et se renforce...

Dans la zone euro, la croissance de la production se maintiendra au-dessus de son rythme potentiel et l'écart de production devrait se résorber, grâce aux effets décalés de l'assouplissement monétaire pratiqué depuis deux ans environ et à l'absence de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire. L'expansion semble s'être plus largement diffusée dans la région, les économies jusque-là « retardataires » participant plus pleinement au raffermissement général de l'activité. Mais les reprises dans la périphérie de la zone se sont affirmées et demeurent exceptionnellement fortes, au point que le risque de surchauffe est de plus en plus préoccupant dans plusieurs pays. Les niveaux élevés de confiance stimuleront l'investissement des entreprises et les dépenses de consommation, tandis que les conditions externes favoriseront les exportations, d'autant qu'elles seront renforcées par la faiblesse relative de l'euro vis-à-vis des autres grandes monnaies. Dans le reste de l'Union européenne, les expansions en cours au Royaume-Uni et en Suède devraient se ralentir, mais la production restera sensiblement supérieure à son niveau potentiel aussi bien cette année qu'en 2001.

... et une fragile reprise semble s'installer au Japon

Au Japon, la croissance a repris, même si la reprise n'est pas encore clairement autonome. La prévision centrale suppose que la croissance se redressera sensiblement dans un proche avenir, stimulée surtout par l'investissement fixe des entreprises, lequel profite de la hausse des bénéfices, notamment dans les secteurs des technologies de l'information. L'accroissement des bénéfices devrait aussi permettre le versement de primes plus substantielles qui alimenteraient les revenus des ménages ; compte tenu de la stabilité des niveaux d'emploi et de l'amélioration de la confiance des ménages, ces gains supplémentaires contribueront à soutenir la consommation privée. L'arrivée à échéance d'une grande quantité de dépôts à long terme dans le système d'épargne postale pourra avoir aussi un certain effet stimulant, même si une faible fraction seulement de ces fonds est dépensée. Avec l'amélioration de la conjoncture extérieure, les exportations devraient également se montrer dynamiques. Il est probable que les données annuelles sous-estiment la vigueur de l'économie (voir l'encadré de la note sur le Japon dans le chapitre III, « Évolution dans les pays Membres de l'OCDE »). Mais la production devrait croître à environ 3 pour cent l'an cette année et à 2 pour cent en moyenne en 2001.

Dans le reste de la zone de l'OCDE la croissance est généralement très soutenue en 2000 et 2001

Dans le reste de la zone de l'OCDE, l'augmentation de la production devrait être généralement vigoureuse en 2000 et 2001. En Australie, la croissance devrait rester robuste, sans pour autant maintenir le rythme inviable des deux dernières années, tandis qu'en Nouvelle-Zélande elle atteindrait son point culminant cette année avant de redescendre vers son niveau potentiel en 2001. En Norvège et en Suisse on prévoit que l'activité se renforcera quelque peu en 2000 et 2001, mais en Islande elle perdra sans doute de sa vigueur. Dans certaines des économies de marché émergentes Membres de l'OCDE, la croissance est, on l'a vu, exceptionnellement forte. On s'attend à un ralentissement en Corée, mais la croissance pourrait se raffermir au Mexique. Tandis que la République tchèque n'enregistre qu'une légère reprise, l'expansion en

Hongrie et en Pologne devrait se poursuivre à des taux voisins de 5 pour cent en moyenne au cours de la période considérée et l'économie de la Turquie devrait rebondir quelque peu après la contraction de la production en 1999.

Dans une grande partie de la zone non OCDE la croissance économique a été plus vigoureuse qu'on ne l'envisageait il y a six mois à peine. Les reprises apparues après la crise de 1997-98 dans la plus grande partie de l'Asie du Sud-Est ont pris de l'ampleur et devraient se poursuivre, tandis qu'en Chine la croissance pourrait repartir au cours des deux prochaines années. Dans les pays en crise, la consommation privée se redresse et devrait s'affermir avec la remontée de l'emploi, tandis que la croissance des exportations a fortement rebondi et paraît devoir rester soutenue. Dans une grande partie de l'Amérique du Sud, en particulier au Brésil, la reprise est apparemment plus ancrée qu'elle ne le laissait prévoir il y a un an, et en Russie la production industrielle a bénéficié d'une impulsion supplémentaire avec le renforcement de la demande étrangère. Pour autant que la zone de l'OCDE évolue dans la direction prévue, ces tendances positives devraient perdurer et la croissance dans le reste du monde atteindrait en moyenne près de 5 pour cent cette année et l'année prochaine.

Dans les économies non membres les reprises prennent de l'ampleur

La réduction prévue du chômage dans l'ensemble de la zone de l'OCDE reflète la forte baisse escomptée du nombre des sans-emploi dans la zone euro. L'activité économique se renforçant au cours des deux prochaines années, la baisse du chômage dans cette région depuis 1998 pourrait s'établir à près de 3 millions de personnes, si bien que le taux de chômage avoisinerait 8½ pour cent en 2001 (tableau I.4). Cette amélioration traduirait une légère progression de l'offre de main-d'œuvre et des gains d'emploi considérables associés à la modération des salaires, aux réformes des marchés du travail et des produits, et aux mesures gouvernementales de création d'emplois. À l'inverse, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays guettés par la surchauffe, le chômage paraît devoir atteindre un point bas en 2000 avant de se stabiliser ou de croître en 2001, avec l'essoufflement de la croissance économique. Au Japon, la reprise ne sera peut-être pas assez forte pour induire une réduction perceptible du chômage, qui va probablement se maintenir à un niveau sans précédent.

Le chômage diminuera, principalement dans la zone euro...

La montée prévue de l'inflation dans la zone de l'OCDE demeure faible en dépit de l'accélération de la croissance et des pressions grandissantes sur les ressources dans l'ensemble de la zone. De fait, si l'on considère l'indicateur le plus large de l'inflation – le déflateur du PIB – le rythme des hausses de prix (à l'exclusion de plusieurs pays à forte inflation) passerait de 1 pour cent à peine en 1999 à près de 2 pour cent environ en 2001. Dans une certaine mesure, ce bas niveau d'inflation reflète les perspectives pour le Japon, où un important écart de production négatif se manifeste et où les prix pourraient continuer de baisser en 2000, avant de se stabiliser en 2001 lorsque la reprise de l'activité s'affirmera. Cette prévision traduit aussi en partie le sentiment que les prix du pétrole et des produits primaires ne continueront pas de croître fortement et sont peu susceptibles d'engendrer de nouvelles pressions sur les coûts ou d'exercer une influence négative sur les processus de formation des salaires dans les pays Membres de l'OCDE.

... et l'inflation augmentera modérément

Les données disponibles montrent que la balance courante de toutes les principales régions de l'OCDE s'est détériorée en 1999, ce qui entraîne pour la zone dans son ensemble une dégradation de l'ordre de 200 milliards de dollars (tableau I.5). Celle-ci est surtout le fait des États-Unis (120 milliards de dollars) où le déficit a atteint 3¼ pour cent du PIB et de l'Union européenne (65 milliards de dollars) où l'excédent est tombé à ¼ pour cent du PIB. Plus de la moitié de la contrepartie, soit près de 120 milliards de dollars, apparaît dans les pays en développement et les économies

Les balances courantes de la zone de l'OCDE se sont dégradées, en partie à cause de la hausse des prix du pétrole

Tableau I.4. Chômage, écarts de production et inflation

	1998	1999	2000	2001
	<i>En pourcentage</i>			
Croissance de l'emploi				
États-Unis	1.5	1.5	2.1	1.0
Japon	-0.7	-0.8	-0.1	0.3
Zone euro	1.5	1.7	1.7	1.6
Union européenne	1.5	1.6	1.5	1.3
Total OCDE	1.1	1.3	1.5	1.2
	<i>En pourcentage de la population active</i>			
Taux de chômage				
États-Unis	4.5	4.2	4.0	4.2
Japon	4.1	4.7	4.8	4.8
Zone euro	10.9	10.1	9.2	8.5
Union européenne	10.0	9.2	8.5	7.9
Total OCDE	6.9	6.6	6.3	6.1
	<i>Millions</i>			
Niveaux de chômage				
États-Unis	6.2	5.9	5.6	6.0
Japon	2.8	3.2	3.2	3.2
Zone euro	14.2	13.1	12.1	11.2
Union européenne	16.9	15.8	14.6	13.7
Total OCDE	34.2	33.5	31.9	31.3
	<i>Pourcentage</i>			
Écarts de production^a				
États-Unis	1.2	1.8	3.1	2.3
Japon	-3.1	-4.0	-3.5	-2.5
Zone euro	-1.0	-1.1	-0.1	0.8
Union européenne	-0.7	-0.8	0.1	0.8
Total OCDE	-0.3	-0.2	0.8	0.9
Inflation^b				
États-Unis	1.2	1.5	2.1	2.3
Japon	0.3	-0.9	-0.8	-0.1
Zone euro	1.6	1.2	1.5	1.9
Union européenne	1.9	1.5	1.8	2.2
OCDE <i>moins</i> pays à forte inflation ^c	1.4	1.1	1.6	1.9
Total OCDE	3.3	2.5	2.8	2.5

a) Pourcentage du PIB potentiel.

b) Pourcentage de variation de l'indice implicite de prix du PIB par rapport à l'année précédente.

c) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite de prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi, la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total OCDE.

Source : OCDE.

de marché émergentes autres que les pays d'Asie, et reflète les crises financières en Russie et au Brésil ainsi que le niveau élevé des cours du pétrole. Le reste, soit plus de 80 milliards de dollars, correspond à un accroissement de l'écart statistique de la balance courante mondiale². Au cours de la période sous revue, le déficit courant des États-Unis continue de se creuser pour avoisiner 4½ pour cent du PIB en 2000 et ensuite reste *grosso modo* stable, pour s'établir en moyenne à quelque 450 milliards de dollars. L'excédent au Japon et dans l'Union européenne devrait croître quelque peu (pour atteindre respectivement 3 pour cent et ½ pour cent du PIB) et on observera un raffermissement significatif des positions de balance courante en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient.

2. Pour une analyse approfondie, voir le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1999, pp. 12-14.

Tableau I.5. Balance des opérations courantes

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>En pourcentage du PIB</i>					
États-Unis	-1.7	-2.5	-3.7	-4.5	-4.4
Zone euro	1.7	1.4	0.6	0.7	1.2
Union européenne	1.5	1.1	0.3	0.3	0.6
Japon	2.2	3.2	2.5	2.6	2.9
OCDE	0.2	0.0	-0.8	-1.2	-1.0
<i>En milliards de dollars</i>					
États-Unis	-143.5	-221.0	-340.8	-444.3	-461.0
Zone euro	108.6	90.4	42.1	44.2	72.4
Union européenne	120.2	90.7	25.7	25.3	47.9
Japon	94.3	120.8	107.0	117.5	134.3
OCDE	49.5	-3.4	-208.6	-299.3	-277.1
<i>Pour mémoire :</i>					
Chine et autres pays d'Asie	20.6	18.2	1.6	0.1	-3.4
Pays d'Amérique latine	-59.7	-75.8	-38.2	-23.6	-20.8
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-2.1	-54.4	-8.3	41.9	22.1
Pays d'Europe centrale et orientale	-10.9	-15.2	19.7	31.4	24.9
Monde	-3.4	-76.3	-160.7	-180.4	-200.4

Source : OCDE.

La plupart des risques entourant les perspectives qui existaient à l'automne dernier sont toujours présents³, mais leur équilibre est en train de se modifier. Certains semblent s'atténuer. C'est le cas notamment, au Japon et dans de nombreuses économies de marché émergentes, des risques importants de dégradation associés à la fragilité financière et à l'endettement excessif des entreprises ou du secteur public. Du reste, ce qui semble en question au Japon c'est la vigueur et la durabilité de la reprise, mais non sa réalité même, tandis que dans beaucoup d'économies de marché émergentes l'expansion apparaît maintenant très soutenue. Toutefois, ces risques négatifs n'ont pas disparu, car une forte appréciation du yen ou un enlisement de la réforme structurelle seraient susceptibles de menacer la reprise japonaise, tandis que la hausse des taux d'intérêt mondiaux pourrait poser aux économies émergentes des problèmes plus graves qu'on ne l'a prévu ici.

D'autres risques restent à peu près inchangés ou se sont même amplifiés. Le numéro 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE* attirait l'attention sur plusieurs risques ayant des conséquences mondiales potentielles liés aux déséquilibres qui sont apparus durant la longue expansion aux États-Unis⁴ : le risque d'une réaction trop tardive des autorités américaines aux pressions inflationnistes découlant des tensions sur les marchés du travail, d'où l'apparition d'un cycle « expansion-récession », le risque d'une perte de confiance dans le dollar en raison de l'aggravation continue du déficit courant des États-Unis et du gonflement consécutif de la dette extérieure nette, et le risque d'une correction désordonnée sur les marchés d'actions. Six mois plus tard, les tensions sur le marché du travail et le déficit courant ont encore augmenté, tandis que les prix des actions restent élevés.

Pour les perspectives, le principal risque nouveau apparu ces six derniers mois tient peut-être au fait que l'expansion mondiale, de plus en plus rapide, est en train de prendre trop d'ampleur. Dans ce contexte, le commerce international cesse de jouer

De nombreux risques entourent les perspectives depuis un certain temps...

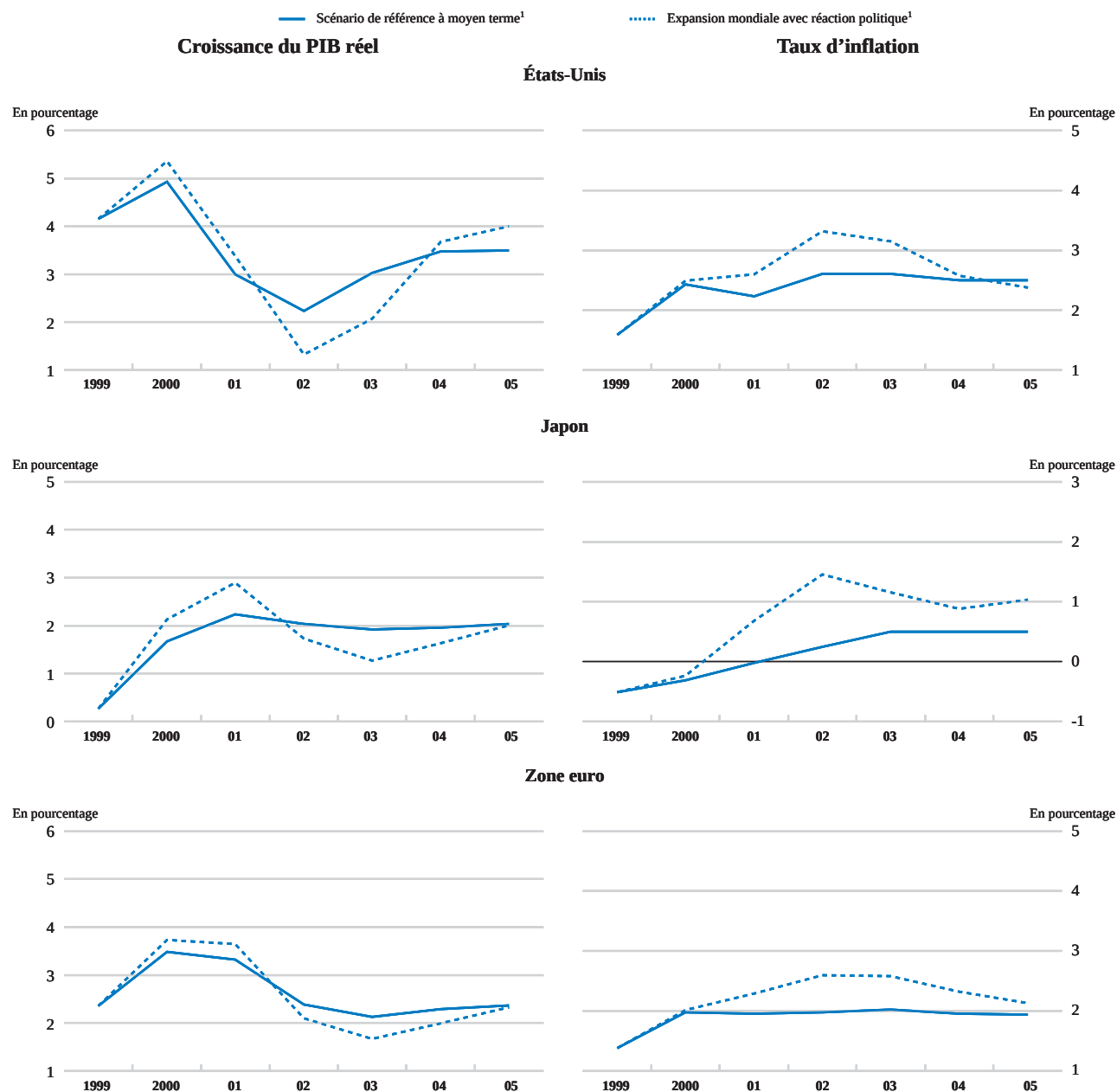
... et la possibilité d'une surchauffe mondiale augmente

3. A l'exception majeure du bogue de l'an 2000, pour lequel les mesures préparatoires se sont révélées adéquates.

4. Voir l'appendice au chapitre I, *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 66, décembre 1999, pp. 36-41.

Graphique I.4. Scénario d'expansion mondiale

Variation en glissement annuel



1. Se référer à l'appendice pour les hypothèses sur lesquelles sont basés les scénarios ainsi que pour la discussion de leurs principales caractéristiques.

Source : OCDE.

son rôle de soupape de sécurité quand les pressions de la demande dans une économie déterminée deviennent excessives. Au contraire, étant donné que les importations d'un pays sont les exportations d'un autre pays, les échanges tendent à amplifier les pressions grandissantes de la demande interne. Cela pourrait conduire les autorités

monétaires et les marchés financiers, lorsqu'ils examinent la situation des pays pris individuellement, à sous-estimer le dynamisme global de la demande. Les dépassements généralisés qui ont abouti à des politiques budgétaires procycliques aggraveraient ces risques. L'appendice à ce chapitre présente le scénario de référence à moyen terme de l'OCDE, qui décrit d'une manière générale les ajustements progressifs et non inflationnistes de l'activité au potentiel productif dans les pays de l'OCDE pendant les cinq prochaines années. Il expose aussi un autre scénario possible, celui d'une « expansion mondiale ». Ce scénario prend pour point de départ une demande et une production sous-jacentes qui dépassent les présentes prévisions d'environ ½ à ¾ pour cent par an, suivant le pays, et qui se situent donc vers le haut de la fourchette des prévisions du secteur privé pour la plupart des pays. Si les autorités monétaires sous-estiment la vigueur mondiale de la demande et se montrent assez lentes à réagir, il pourrait en résulter une inflation plus forte dans la plupart des pays et un cycle sensiblement plus accusé que ne l'envisagent les prévisions centrales (graphique I.4).

Incertitudes entourant les principales forces globales à l'œuvre

L'amélioration de la situation économique mondiale s'est accompagnée de mouvements accusés, et parfois irréguliers, sur les marchés des produits de base et les marchés de capitaux, notamment les marchés d'actions. On craint généralement que ces mouvements soient inopportuns, voire dangereux, et que l'optimisme à l'égard des perspectives mondiales se révèle injustifié, étant donné :

L'incertitude entoure l'interprétation et les conséquences des évolutions sur les marchés des produits de base et des capitaux

- Le rôle que les hausses des prix du pétrole et des produits de base ont joué dans l'arrêt de certaines expansions passées, notamment à deux reprises au début et à la fin des années 70.
- L'expérience des fluctuations excessives des marchés financiers à la fin des années 80 et des problèmes de bilan qui en ont résulté au début des années 90.
- Les crises récurrentes sur les marchés émergents déclenchées par les turbulences des marchés au milieu et à la fin des années 90.

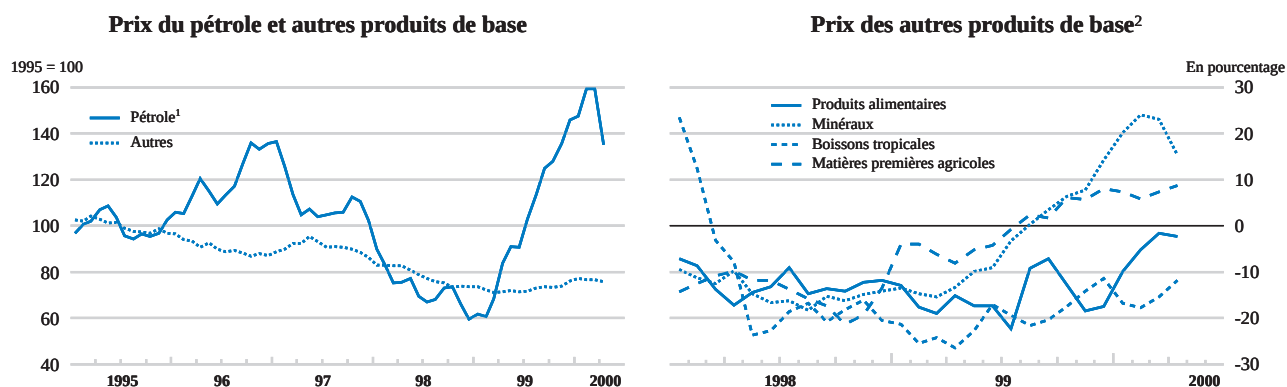
En même temps, l'essor de la production et de la diffusion des technologies de l'information a suscité un enthousiasme considérable pour une « nouvelle économie » qui sera moins sujette à l'inflation et qui promet une hausse de la production et une amélioration des niveaux de vie plus rapides que celles que les économies de l'OCDE ont connues ces dernières décennies. Cet enthousiasme a influé sur les évolutions des marchés financiers, malgré la correction récente sur les actions technologiques. Il s'est accentué après que les prévisions pessimistes concernant les perspectives de l'inflation et des marchés boursiers se sont avérées infondées, notamment aux États-Unis où les « bonnes surprises » durent maintenant depuis plusieurs années. Étant donné que la prudence commande de ne pas oublier les leçons du passé, tandis que les indications données par les relations empiriques antérieures demandent sans doute à être étudiées de plus près, une incertitude considérable entoure l'interprétation et les conséquences de ces évolutions. Dans le reste de cette section on examinera plus avant certaines des questions en jeu.

La montée des prix des produits primaires aura-t-elle un effet déstabilisateur ?

Les prix du pétrole et des métaux ont fortement augmenté

La remontée considérable des prix de nombreux produits primaires au cours de l'année écoulée a conduit à s'interroger sur l'ampleur du risque d'une résurgence des phénomènes d'inflation-récession qui se sont produits dans le sillage des deux chocs pétroliers des années 70. Cette question, du moins pour le moment, semble concerner surtout les prix du pétrole : pour les autres produits de base la hausse s'est limitée essentiellement aux métaux et aux minéraux, qui ne représentent pas une fraction importante de la consommation totale de produits primaires. Les prix moyens de l'ensemble des produits de base autres que le pétrole augmentent depuis le milieu de 1999, mais pas à un rythme très rapide, et pour l'heure ils dépassent à peine les niveaux extrêmement bas atteints durant la crise des marchés émergents (graphique I.5). Les cours au comptant du pétrole largement cotés, en revanche, ont été volatiles, malgré l'accord conclu par les producteurs membres et non membres de l'OPEP à la fin mars pour relever les objectifs de production de 1¼ million de barils/jour, et se rapprochent actuellement de 30 dollars le baril. De surcroît, malgré l'engagement tacite de l'OPEP de stabiliser les prix à un niveau inférieur, engagement pris en compte dans les prévisions⁵, le marché pétrolier demeure vulnérable aux chocs du côté de la demande et de l'offre, les capacités disponibles étant limitées dans la plupart des grands pays producteurs (voir l'encadré I.2).

Graphique I.5. Évolution du prix des produits de base



1. Les données de février à avril 2000 sont des estimations de l'OCDE.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

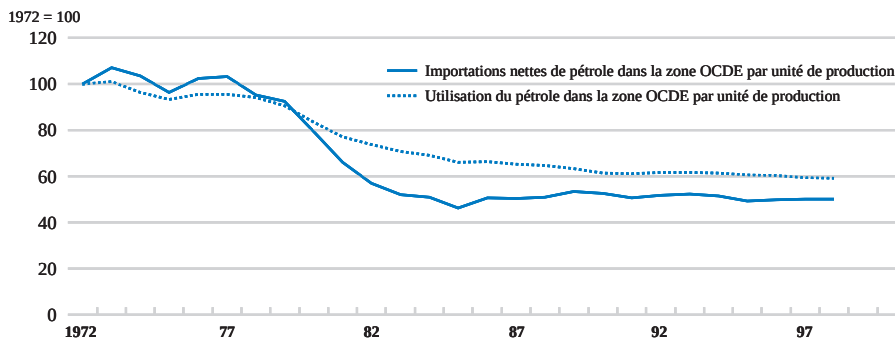
Sources : Hamburg Institute for Economic Research (HWWA), Agence internationale de l'énergie et OCDE.

5. Bien que le profil des prix du pétrole utilisés dans les prévisions suppose une baisse significative des prix actuels, ils resteront bien au-dessus de la moyenne annuelle de toutes les années postérieures à 1985. Cette moyenne annuelle s'inscrit dans une fourchette de 12¼ dollars (en 1986) et de 22¼ dollars (en 1990).

En dépit des risques, la situation actuelle offre un certain nombre d'aspects rassurants. Premièrement, la réduction de la dépendance pétrolière depuis le premier choc pétrolier de 1973 limite l'impact global d'une éventuelle poussée des prix ainsi que l'exposition à des chocs futurs⁶. De fait, depuis le début des années 70 les importations pétrolières des pays de l'OCDE par unité produite ont été divisées par deux, et la consommation de pétrole par unité produite a baissé d'environ 40 pour cent (graphique I.6).

Une dépendance plus réduite à l'égard du pétrole fait que le choc se limite aux importateurs

— Graphique I.6. Déclin de la dépendance énergétique dans la zone OCDE —



Source : Agence internationale de l'énergie.

Deuxièmement, malgré la vigueur croissante de l'économie mondiale, la conjoncture macroéconomique est moins propice à une poussée de l'inflation que lors des chocs pétroliers précédents. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la hausse des prix du pétrole est venue se superposer à un profil d'inflation bien plus satisfaisant qu'en 1973 ou 1979-80 (graphique I.7). Avant les chocs précédents, l'inflation était nettement plus élevée dans la plupart des pays, et en hausse dans nombre de cas. En outre, les pressions sur les ressources en Europe et au Japon apparaissent plus faibles que lors des chocs antérieurs. Même aux États-Unis, à la fin de 1999 ces pressions restaient plus discrètes qu'à l'époque des deux chocs pétroliers des années 70, encore que la persistance d'une croissance rapide soit en train de modifier la situation.

L'inflation et les tensions sur les capacités sont plus faibles que lors des précédents chocs pétroliers

Troisièmement, la montée des prix du pétrole et des autres produits de base, qui dure pourtant depuis un an, n'a guère suscité de réactions jusqu'ici. Elle a entraîné une augmentation des prix à l'importation et à la production dans de nombreux pays (graphique I.8) et influe sur la hausse des prix à la consommation, même si au Japon

L'inflation sous-jacente demeure faible...

6. Les effets d'une hausse de 10 dollars des prix du pétrole ont été mis en évidence dans le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1999 (voir l'encadré I.2, « La hausse des prix du pétrole est-elle préoccupante ? », pp. 8-9). Cette perte sur les termes de l'échange serait un peu plus faible en proportion du PIB que celle subie durant la crise du Golfe il y a une décennie, elle ne représenterait qu'un sixième de la dégradation qui s'est produite en 1980 et un tiers à un quart de celle qui est survenue en 1973. Il est à noter que le prix prévu du pétrole, aux environs de 25¼ dollars en 2000, n'est pas exceptionnellement élevé en termes réels. En dollars constants de 1972, il correspond à peu près à 10 dollars le baril, chiffre comparable aux niveaux observés entre 1974 et 1978 mais bien plus bas que le prix moyen de 15 dollars qui a été atteint entre 1979 et 1986.

Encadré I.2. Demande, offre et capacité de production sur le marché pétrolier

Une incertitude considérable entoure les perspectives des marchés pétroliers. La forte baisse du pétrole brut sur le marché au comptant à la fin de mars a été partiellement inversée et les prix pour livraison à 12 mois n'ont que légèrement faibli. Les niveaux des stocks étant très bas, les quotas de production fixés d'un commun accord à la fin du mois de mars ne suffiront peut-être pas à éviter une recrudescence des pressions sur les prix dans le courant de cette année, à mesure que se dissipera l'actuelle faiblesse saisonnière de la demande de pétrole.

Les principales caractéristiques du marché pétrolier sont résumées dans le tableau ci-dessous (« Le marché pétrolier »).

- En 1999, la demande mondiale de pétrole a atteint en moyenne un peu plus de 75 millions de barils/jour, soit une hausse d'un peu plus de 5¼ pour cent depuis 1996. Pour près des deux tiers, elle émane de la zone de l'OCDE.
- L'OPEP produit quelque 30 millions de barils/jour, soit presque 40 pour cent de l'offre totale.
- Tout au long de l'année 1998, la production a été en général largement supérieure à la consommation, ce qui a permis d'accroître sensiblement les stocks. Lorsque l'offre a été réduite en 1999 et que la demande a fortement augmenté, le déstockage a atteint 1 million de barils/jour, les stocks totaux du secteur étant réduits de près de 10 pour cent.

Le marché du pétrole

	1996	1997	1998	1999	2000	Pour mémoire : En pourcentage de la demande totale de 1999
<i>En millions de barils par jour</i>						
Demande						
OCDE	45.9	46.7	46.9	47.6	48.3	63.2
Non OCDE	25.7	26.8	27.1	27.6	28.4	36.8
Total	71.6	73.4	73.9	75.2	76.7	100.0
Offre^a						
OCDE	21.7	22.1	21.9	21.4	22.2	28.4
Non OCDE (excl. OPEP)	21.9	22.4	22.7	23.2	23.5	30.8
Total non OPEP	43.6	44.5	44.7	44.6	45.8	59.2
OPEP ^b	28.4	29.9	30.8	29.4	n.a.	39.0
Total	72.0	74.4	75.5	74.1	n.a.	98.2
Variations dans les stocks	0.5	1.0	1.5	-1.1	n.a.	-1.8
Prix moyen à l'importation de l'OCDE	17.8	19.1	12.6	17.3	25.2 ^c	

a) Comprend le pétrole brut, les condensats, les liquides provenant du gaz naturel, le pétrole produit à partir de sources non conventionnelles et les autres sources d'approvisionnement.

b) Y compris l'Irak.

c) Prévisions de l'OCDE.

Source : Agence internationale de l'énergie, *Monthly Oil Market Report*, divers numéros.

En 1998-99, l'OPEP, en concertation avec les principaux producteurs non membres (Mexique, Norvège, Oman et Russie) a abaissé par étapes ses objectifs de production afin d'inverser la glissade des cours du pétrole qui s'était amorcée en 1997 et accélérée vers la fin de 1998 (voir le tableau « Production de pétrole brut des pays de l'OPEP, 1998-2000 »). Le vif rebond consécutif des cours – le brut de qualité Brent est passé de 10 dollars à plus de 30 dollars le baril au cours de la période d'un an s'achevant en mars 2000 et, malgré un certain affaiblissement depuis, reste aux alentours de ce niveau fin mai – a reflété non seulement l'expansion de la demande mondiale mais aussi une application stricte de l'accord, par comparaison avec le passé. Le taux de respect des objectifs a avoisiné 90 pour cent au troisième trimestre de 1999. Il est redescendu aux alentours de 70 pour cent au début de 2000, la production effective au

premier trimestre dépassant l'objectif d'environ un million de barils/jour. A la fin de mars 2000, les participants à l'accord de réduction de la production (hormis l'Iran) ont décidé de relever l'objectif de production de 1¾ million de barils/jour au total, annulant de fait la réduction mise en œuvre un an plus tôt. Toutefois, la production étant déjà supérieure à l'objectif et les contraintes de capacité limitant la possibilité de dépasser les nouveaux objectifs, l'accroissement net de l'offre sur le marché pourrait être relativement faible. Outre le relèvement de l'objectif de production, les membres de l'OPEP sont convenus tacitement de retenir pour leur panier de sept bruts une fourchette de référence de 22-28 dollars le baril. Le mécanisme de « déclenchement » impliquerait un ajustement de l'offre de l'OPEP de 500 000 barils/jour si le panier de prix se maintenait hors de la fourchette pendant 20 séances de cotation consécutives.

Encadré I.2. Demande, offre et capacité de production sur le marché pétrolier (suite)

Production de pétrole brut des pays de l'OPEP de 1998-2000^a

En millions de barils par jour, moyennes trimestrielles

	OPEP, non compris l'Irak	Réduction actuelle ^b	Objectif de réduction	Réduction actuelle comme pourcentage de l'objectif	Irak	OPEP
1998						
1 ^{er} trimestre	27.0	..	..	..	1.8	28.8
2 ^e trimestre	26.6	0.7	1.3	45	2.0	28.6
3 ^e trimestre	25.1	1.9	2.6	69	2.4	27.5
4 ^e trimestre	25.2	1.7	2.6	65	2.4	27.6
1999						
1 ^{er} trimestre	25.3	1.6	2.6	61	2.5	27.8
2 ^e trimestre	23.8	3.5	4.3	80	2.5	26.3
3 ^e trimestre	23.4	3.9	4.3	89	2.8	26.2
4 ^e trimestre	23.9	3.4	4.3	79	2.3	26.2
2000						
1 ^{er} trimestre	24.1	3.2	4.3	72	2.3	26.4

a) A l'exclusion des condensats, des liquides provenant du gaz naturel et du pétrole extrait de sources non conventionnelles.

b) Entre avril 1998 et mars 1999, les réductions sont mesurées par rapport au chiffre de référence de 26.99 millions de barils/jour initialement fixé par l'OPEP en février 1998 ; à partir d'avril 1999, les réductions sont mesurées par rapport au chiffre de référence de février 1998 révisé, fixé par l'OPEP à 27.29 millions de barils/jour.

Source : Agence internationale de l'énergie, *Monthly Oil Market Report*, 11 avril 2000.

L'aptitude de l'OPEP à réduire l'instabilité des prix dépend de sa capacité de livrer des quantités supplémentaires de pétrole à court terme, compte tenu du bas niveau des stocks (voir le tableau « Capacité de production durable de pétrole brut des pays de l'OPEP »). Les capacités supplémentaires de production disponibles sont concentrées dans quelques pays, principalement l'Arabie saoudite mais aussi le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Iran (qui n'est pas partie au nouvel accord). Parmi les participants à l'accord qui ne sont pas membres de l'OPEP, le Mexique est le seul pays capable d'accroître rapidement sa production de façon durable. Les pays dotés de faibles capacités disponibles n'ont pas grand chose à attendre d'un accroissement de la production totale, car au-delà d'un certain stade ils ne seraient pas en mesure de relever la production pour compenser une baisse des prix. En conséquence, les rares pays

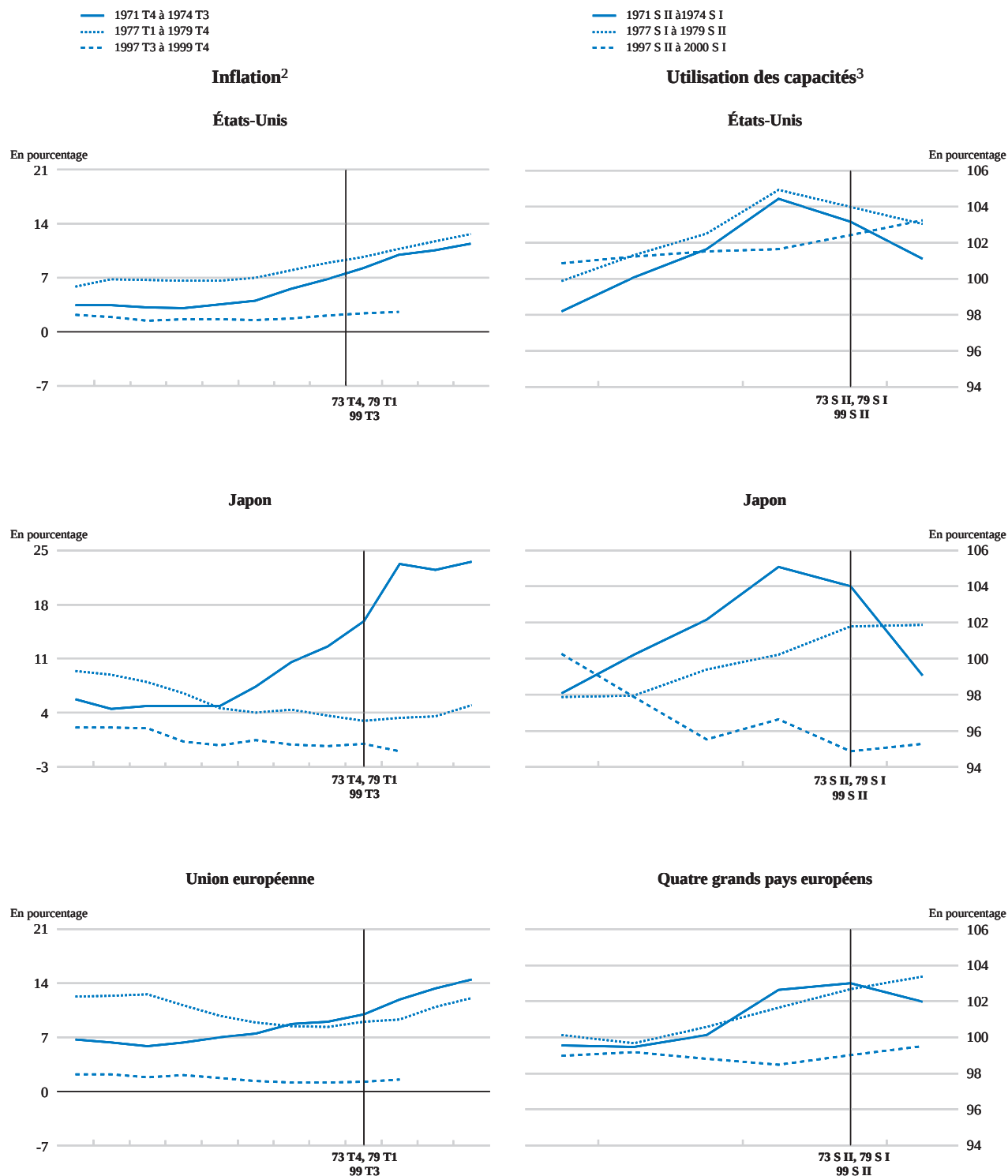
dotés de capacités disponibles, et notamment l'Arabie saoudite, disposent d'un pouvoir considérable sur les marchés. Néanmoins, des variations relativement légères de la demande mondiale ou de l'offre hors OPEP pourraient provoquer le retour des fluctuations de prix observées ces dernières années. De fait, les cours du pétrole ont plongé à 10 dollars, le cartel ayant augmenté la production juste au moment où la crise asiatique se développait et où l'activité de la zone de l'OCDE se ralentissait. Quand le cartel a décidé d'essayer de stimuler les prix du pétrole en 1999, il a retenu comme objectif une fourchette de 20-25 dollars le baril. En l'occurrence, l'activité économique mondiale s'est renforcée à un rythme inattendu en 1999 et malgré la baisse du prix de 30 dollars le baril au début mars à la fourchette tacitement convenue de 22-28 dollars, les prix du pétrole s'établissent fin mai aux environs de 30 dollars le baril.

Capacité de production durable de pétrole brut des pays de l'OPEP

En millions de barils par jour

	Capacité actuelle	Production en février 2000	Capacité disponible
Arabie saoudite	10.8	7.8	3.0
Koweït	2.7	1.9	0.8
Émirats arabes unis	2.5	2.1	0.4
Iran	3.7	3.4	0.3
Autres (données cumulées)	10.1	8.9	0.8
Total OPEP 10	29.3	24.1	5.3
Irak	2.8	2.6	0.2
Total OPEP	32.1	26.6	5.4
Pour mémoire :			
Mexique	3.3	3.0	0.3
Norvège	3.3	3.2	0.1

Source : Agence internationale de l'énergie, *Monthly Oil Market Report*, 10 mars 2000.

Graphique I.7. Inflation et utilisation des capacités lors de trois chocs pétroliers¹

1. La ligne verticale indique le positionnement dans le temps des chocs pétroliers.

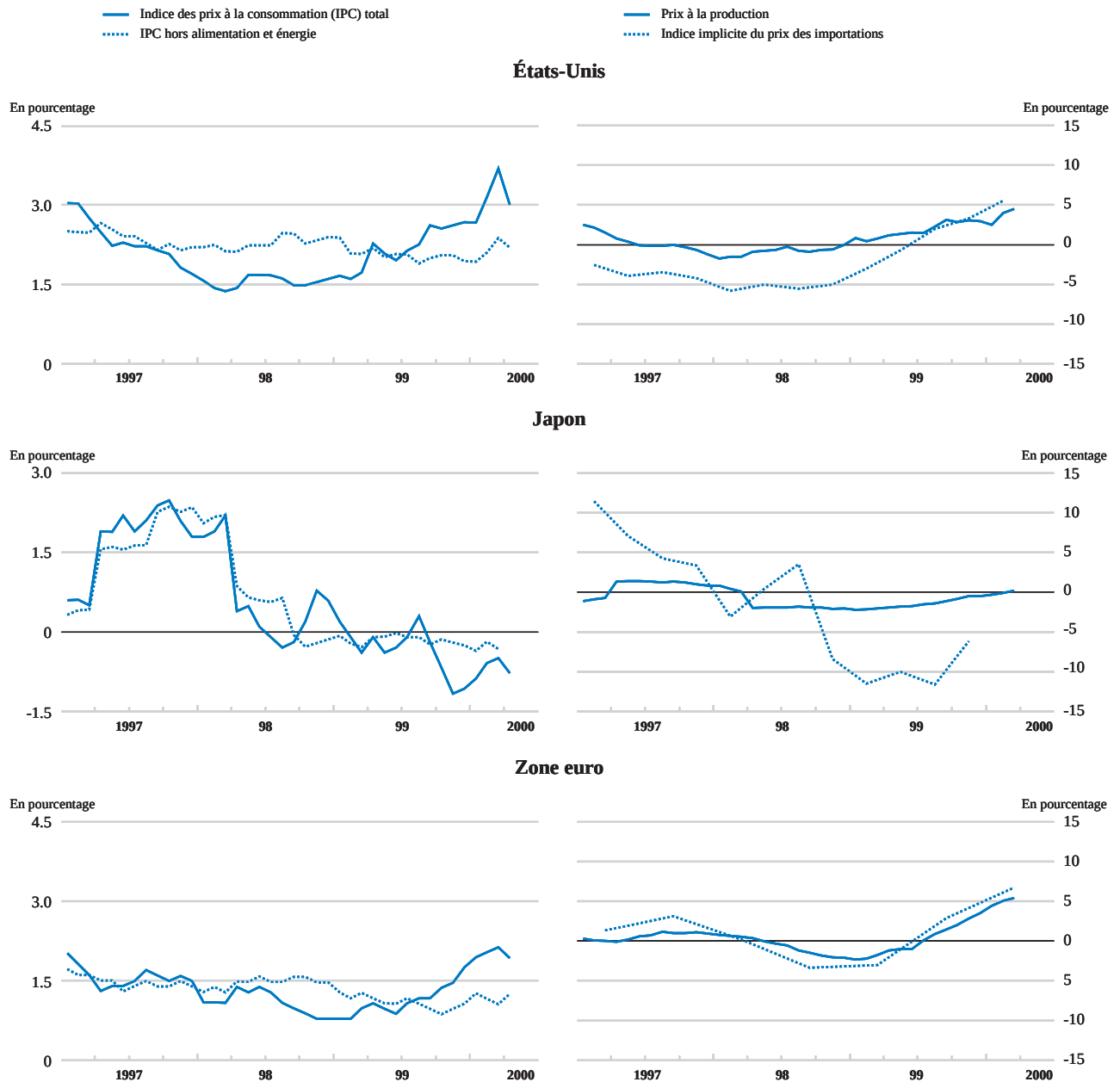
2. Variation de l'indice des prix à la consommation en glissement annuel.

3. PIB réel effectif dans le secteur des entreprises, rapporté au PIB réel potentiel de ce secteur, en pourcentage.

Source : OCDE.

Graphique I.8. Inflations générale et sous-jacente

Pourcentage de variation en glissement annuel



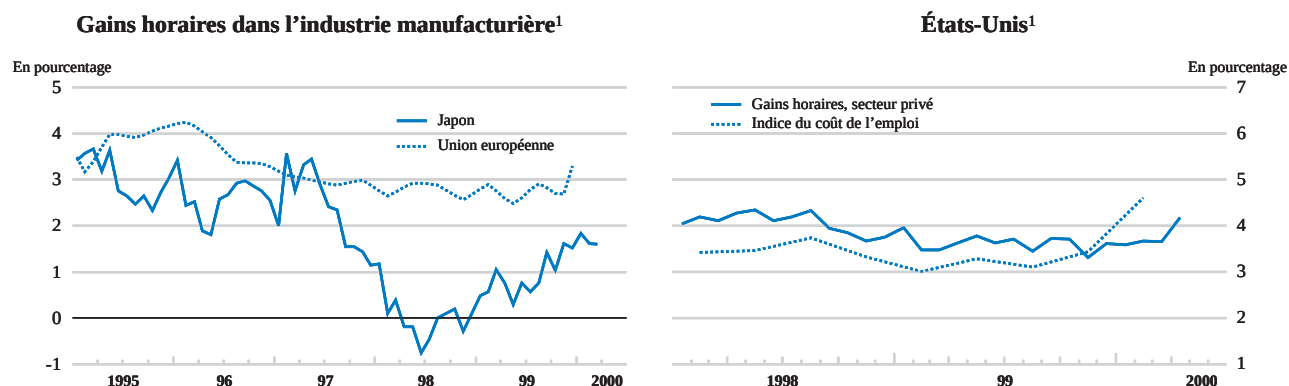
Source : OCDE.

elle a été atténuée par la fermeté du yen. Néanmoins, sa répercussion éventuelle sur l'inflation sous-jacente, qui demeure basse presque partout, a été tout au plus minime.

De fait, il n'apparaît guère à l'heure actuelle que la hausse des prix de l'énergie se soit répercutée de façon importante sur les processus de détermination des salaires dans la zone de l'OCDE (graphique I.9). Aux États-Unis, la croissance des gains

*... les salaires
n'ont pas réagi...*

Graphique I.9. Indicateurs du coût de la main-d'œuvre



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.
Source : OCDE.

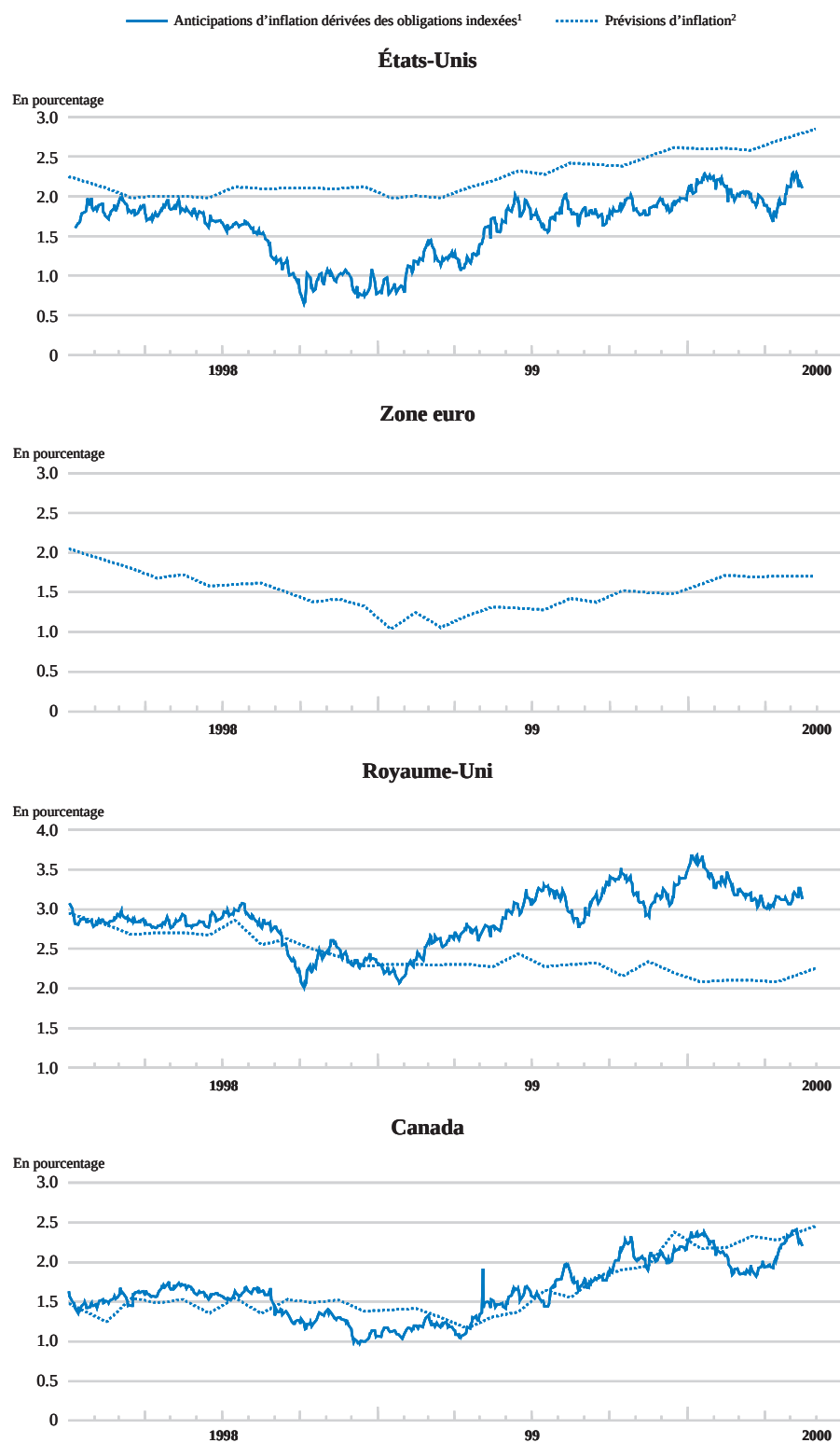
horaires dans le secteur privé, si elle est maintenant un peu plus élevée qu'en 1999 et au début de 2000, reste cohérente avec l'expérience de 1998, avant le début de la remontée des prix de l'énergie. En outre, l'on n'a observé que peu de signes d'une accélération des coûts d'emploi totaux jusqu'au premier trimestre de 2000⁷. Dans l'Union européenne, la croissance des gains dans le secteur manufacturier est restée stable aux bas niveaux qui persistent depuis 1997, et la modération des augmentations contractuelles récentes sur le marché du travail allemand confirme que les effets secondaires, s'il en existe, sont tout à fait minimes au stade actuel.

... et les anticipations inflationnistes se sont peu redressées

Quatrièmement, l'incidence sur les anticipations inflationnistes ne semble pas avoir été marquée. La plupart des indicateurs, à la fois ceux fondés sur les prévisions d'inflation et ceux dérivés de la différence entre les rendements des obligations indexées et classiques, dénotent une certaine progression par rapport aux très bas niveaux atteints à la fin de 1998 et au début de 1999 (graphique I.10). Les hausses se sont produites surtout au début et vers le milieu de 1999, lorsque le rebond des prix du pétrole et des autres produits de base venait de s'amorcer, mais il n'existe que des observations limitées indiquant que la hausse s'est poursuivie après le début de 2000. Étant donné que tous ces indicateurs, et surtout ceux tirés des rendements obligataires, reflètent l'atmosphère de crise qui a suivi le défaut de paiement de la Russie et l'effondrement du fonds spéculatif Long-Term Capital Management à la fin de l'été de 1998, la comparaison la plus pertinente pourrait être faite avec la période précédant ces événements. Dans ces conditions, les données disponibles dénotent encore une accentuation des anticipations de l'inflation dans un certain nombre de cas, mais dans des proportions assez réduites. Le raffermissement général de l'économie mondiale étant susceptible de favoriser des anticipations inflationnistes plus élevées, la hausse éventuelle de ces dernières due à la seule poussée des prix du pétrole et des produits de base a été probablement minime. Cela pourrait indiquer que l'augmentation des prix du

7. L'augmentation de 1.4 pour cent (en termes désaisonnalisés) de l'indice des coûts d'emploi au premier trimestre de 2000 a résulté d'une majoration de 1.1 pour cent des salaires et traitements (contre 0.9 pour cent au quatrième trimestre de 1999) et d'une majoration de 2 pour cent des prestations (contre 1.2 pour cent au quatrième trimestre de 1999).

Graphique I.10. Anticipations d'inflation



1. Anticipations d'inflation annuelle moyenne sur les 10 ou 20 prochaines années.

2. Données basées sur les prévisions d'inflation reportées dans différents numéros de *Consensus Forecasts*.

Sources : Bloomberg, Consensus Economics Inc., OCDE.

pétrole est généralement perçue comme étant temporaire mais aussi que l'objectif de la politique monétaire vis-à-vis la stabilité des prix est maintenant considéré crédible.

L'évolution des marchés financiers : stabilisateur ou moteur de l'expansion ?

L'évolution des marchés financiers exerce une influence importante sur les dépenses

Comme l'a démontré la décennie précédente, les conditions financières sont devenues un déterminant majeur de l'évolution des dépenses et de la production. À ce titre, elles sont susceptibles de jouer un rôle stabilisateur, en réduisant considérablement le besoin pour les autorités monétaires d'ajuster leur action ; mais elles peuvent aussi bien renforcer les tendances sous-jacentes de l'économie et accentuer la pression en faveur d'une réaction des autorités monétaires. Au moins jusqu'à la fin avril, caractérisée par une croissance déjà vigoureuse ou en train de prendre de l'ampleur dans beaucoup de pays de l'OCDE, les conditions des marchés financiers dans leur ensemble semblent avoir contribué à renforcer la nécessité d'un resserrement monétaire. Seule exception majeure : le Japon, où un tel resserrement ne serait pas en tout état de cause souhaitable à l'heure actuelle.

Les marchés d'actions ont alimenté l'expansion dans de nombreux pays...

Le dynamisme persistant des marchés d'actions a visiblement continué d'alimenter l'expansion aux États-Unis malgré la hausse des taux d'intérêt directeurs. La valorisation d'un peu plus d'un quart du patrimoine boursier entre le début de 1999 et la mi-mai 2000 pourrait, à en juger par les relations historiques⁸, accroître d'environ 2 pour cent la consommation privée annuelle pendant un laps de temps prolongé. Étant donné que la proportion des ménages actionnaires est passée d'un tiers en 1989 à la moitié en 1999⁹, l'impact sur la consommation pourrait être encore plus prononcé que ne l'indiquent ces relations passées. Et il est probable que l'investissement des entreprises a été également dynamisé par la forte valorisation des actions au regard de l'actif net¹⁰. De même, le raffermissement des marchés boursiers en 1999 et au début de 2000 au Japon et en Europe a sans doute stimulé les dépenses, même s'il s'est avéré plus difficile de mettre en évidence des relations robustes entre la consommation et le patrimoine boursier dans ces pays au cours de la période passée.

... et une correction ordonnée des marchés d'actions aux États-Unis pourrait avoir un effet stabilisateur

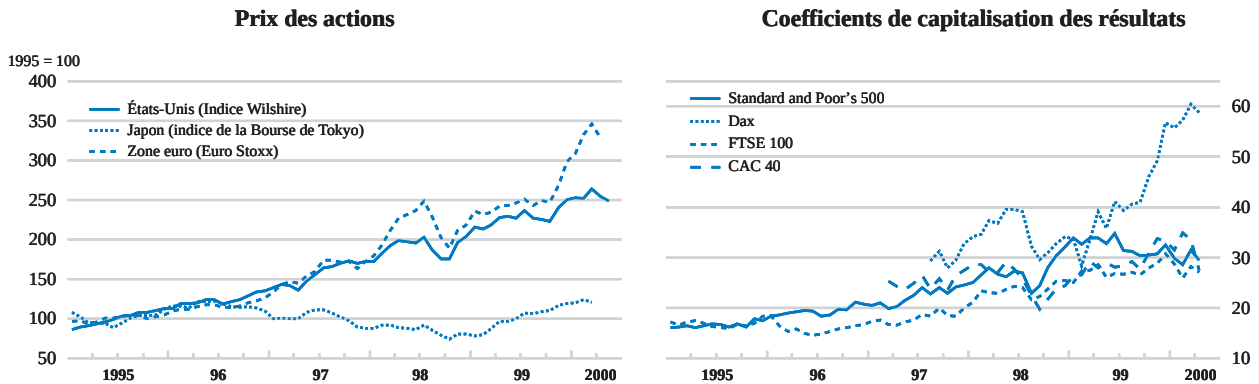
Depuis que la flambée actuelle des marchés d'actions s'est amorcée aux États-Unis en 1995, la possibilité d'une correction sévère a été souvent citée comme un risque négatif entourant les perspectives. À l'heure actuelle, les prix des actions aux États-Unis et en Europe atteignent ou frôlent toujours des niveaux records au regard des bénéfices des entreprises (graphique I.11), et continuent de reposer sur des prévisions optimistes des gains futurs et sur des primes de risque plus faibles que celles qui étaient exigées dans le passé. Au Japon, les cours ont augmenté fortement depuis 1998, malgré la récente correction, et sont également excessifs par rapport aux bénéfices. Sur les

8. La propension marginale à consommer le patrimoine boursier aux États-Unis est estimée entre 0.04 et 0.07 ; voir L. Boone *et al.*, « Stock market fluctuations and consumption behaviour: Some recent evidence », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 208, décembre 1998. Avec une propension marginale de 0.04, l'accroissement estimé du patrimoine-actions de 2 750 milliards de dollars depuis le début de l'année 1999 jusqu'à la mi-mai 2000 pourrait induire une augmentation de la consommation privée de l'ordre de 110 milliards de dollars, soit un peu moins de 2 pour cent de la consommation privée totale en 1998.

9. Voir A.B. Kennickell *et al.*, « Recent Changes in US Family Finances: Results from the 1998 Survey of Consumer Finances », *Federal Reserve Bulletin*, vol. 86, n° 1, janvier 2000.

10. Le q de Tobin – rapport de la valeur boursière des actions à l'actif net (capital physique évalué au coût de remplacement ou valeur vénale augmentée des actifs financiers et minorée de la dette) – dans le secteur des entreprises non financières non agricoles des États-Unis est passé de 1.17 en 1995 à 1.68 en 1998 et 2.02 en 1999 ; voir Federal Reserve, *Flows of Funds*, Federal Reserve Statistical Release, 10 mars 2000.

Graphique I.11. Prix des actions et coefficients de capitalisation des résultats



Source : Bloomberg.

principaux marchés, les coefficients de capitalisation élevés semblent concerner essentiellement les entreprises de haute technologie, dont le potentiel de gain est particulièrement difficile à évaluer. Certains ont bien perçu le risque d'un ajustement à la baisse des valeurs de haute technologie si les attentes des investisseurs ne sont pas comblées. En effet, une correction importante a eu lieu à partir de principaux marchés et l'instabilité des marchés d'actions laisse voir la persistance d'un certain trouble face aux valorisations actuelles. Toutefois, sous réserve que la correction à la baisse se déroule d'une manière raisonnablement ordonnée, sans créer de sérieux problèmes de liquidités pour les investisseurs endettés, elle pourrait avoir un effet stabilisateur dans un certain nombre de pays. De fait, comme indiqué dans le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, une simulation donne à penser qu'une baisse des prix des actions de 30 pour cent aux États-Unis (avec un repli de 15 pour cent dans les autres grandes économies de l'OCDE) pourrait réduire la croissance du PIB des États-Unis de 1¼ point de pourcentage sur une période de 18 mois¹¹. Appliquée à la prévision actuelle de la croissance du PIB, cette réduction ramènerait la croissance bien au-dessous de son taux potentiel estimé, mais la production en niveau resterait probablement supérieure à son potentiel. Un freinage des dépenses est moins nécessaire en Europe qu'aux États-Unis, cependant l'impact d'une telle correction serait plus faible en Europe et aurait principalement pour résultat de rendre un relèvement des taux d'intérêt moins nécessaire. En revanche, au Japon, cet ajustement ne serait pas favorable à la reprise naissante.

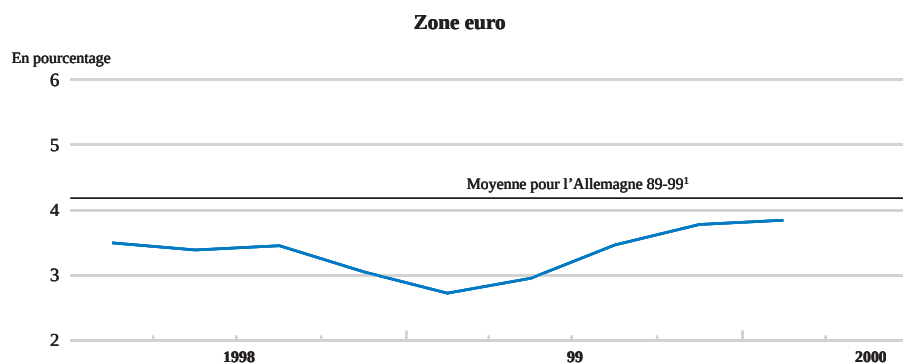
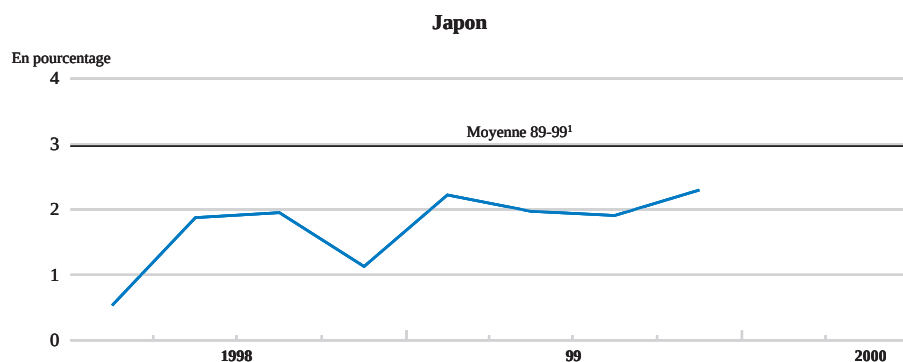
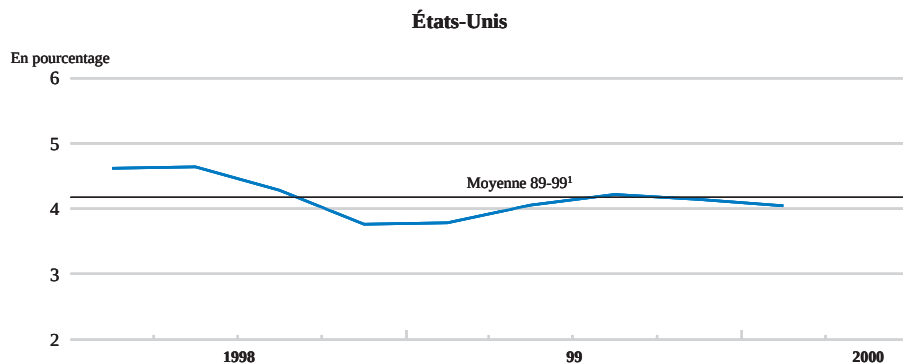
La hausse des rendements des obligations publiques dans la plupart des pays depuis le début de 1999 n'a eu probablement, jusqu'à présent, qu'un effet modérateur limité sur la croissance de la demande. Cette hausse s'est produite après un net repli associé aux crises sur les marchés émergents, et dans la plupart des pays les rendements nominaux des obligations publiques demeurent aujourd'hui plus bas qu'au début de 1997, avant que la crise des marchés émergents n'ait touché l'économie mondiale. Aux États-Unis, les taux d'intérêt à long terme réels (taux nominaux moins inflation actuelle) sont tout juste revenus à leur niveau moyen de ces dix dernières années, alors qu'ils sont encore inférieurs à cette moyenne au Japon et dans la zone euro (graphique I.12). La faible hausse des taux d'intérêt réels aux États-Unis est

**Le marché obligataire
n'a exercé qu'un effet restrictif
limité...**

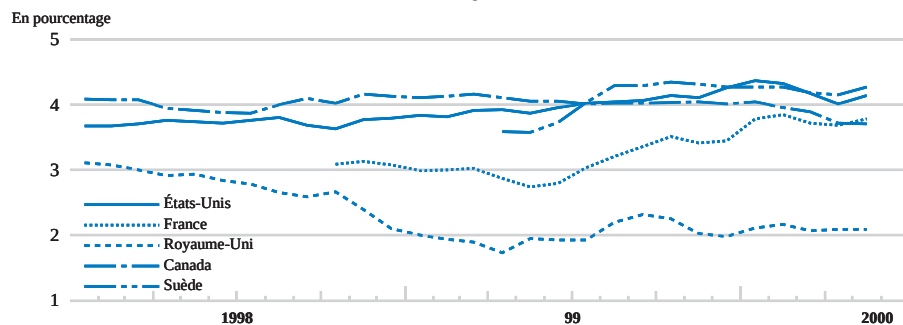
11. Voir l'appendice au chapitre I dans le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1999.

Graphique I.12. Taux d'intérêt réels à long terme

A. Taux d'intérêt nominaux à long terme moins l'inflation des prix à la consommation



B. Rendements des obligations d'État indexées



1. Ajusté d'après l'indice implicite des prix à la consommation.

Sources : Bloomberg, OCDE.

confirmée par les rendements des obligations publiques indexées, qui sont en revanche restés stables au Royaume-Uni depuis le début de 1999 et qui ont même légèrement baissé au Canada. Si l'écart de rendement entre les obligations de sociétés et les obligations publiques s'est creusé dans quelques pays depuis le début de 1999, il ne s'agit pas pour autant d'une tendance générale.

Depuis le début de 2000 jusqu'à la mi-avril, les rendements des obligations publiques ont décliné dans de nombreux pays, entre autres les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la Suède, notamment à cause des inquiétudes suscitées par une contraction de l'offre de titres publics. L'importance des facteurs du côté de l'offre a été amplement démontrée par la réaction des marchés obligataires lorsque le Trésor des États-Unis a annoncé début février son intention de réduire l'émission d'obligations à long terme mais aussi de racheter des obligations avant l'échéance. Le raffermissement consécutif du marché des obligations a provoqué une baisse sensible des rendements sur les titres à long terme, et annulé par là même une grande partie des gains réalisés en 1999. Les rendements des obligations du secteur privé et les taux hypothécaires traditionnels n'ont pas suivi le mouvement à la baisse des rendements des obligations publiques, mais sont restés assez stables à des niveaux peu au-dessus de ceux d'avant la crise dans les pays émergents (tableau I.6).

Depuis la fin avril, il s'est produit un certain resserrement sur les marchés de crédit, en réaction à des données publiées aux États-Unis qui font état, contrairement aux attentes, d'une croissance vigoureuse et qui donnent certaines indications de pressions sur les coûts et les prix. La réduction des rendements des obligations publiques, due à la réduction de l'offre, s'est largement résorbée et les taux à long terme des instruments de dette privée ont augmenté de manière notable. Les rendements des obligations à long terme dans la plupart des autres pays se sont également redressés.

Les fluctuations de change pendant l'année écoulée ont eu au mieux des effets mitigés dans le sens d'une redistribution de la demande mondiale des économies dynamiques vers les régions confrontées à une importante sous-utilisation des ressources. Aux États-Unis et en Suède, le taux de change effectif réel est resté *grosso modo* constant et n'a donc pas contribué à freiner la demande totale adressée à la production intérieure (graphique I.13). De fait, la reprise des exportations depuis le

... en partie parce que l'offre réduite d'obligations publiques déprime les rendements

Mais depuis la fin avril, il s'est produit un certain resserrement sur les marchés de crédit

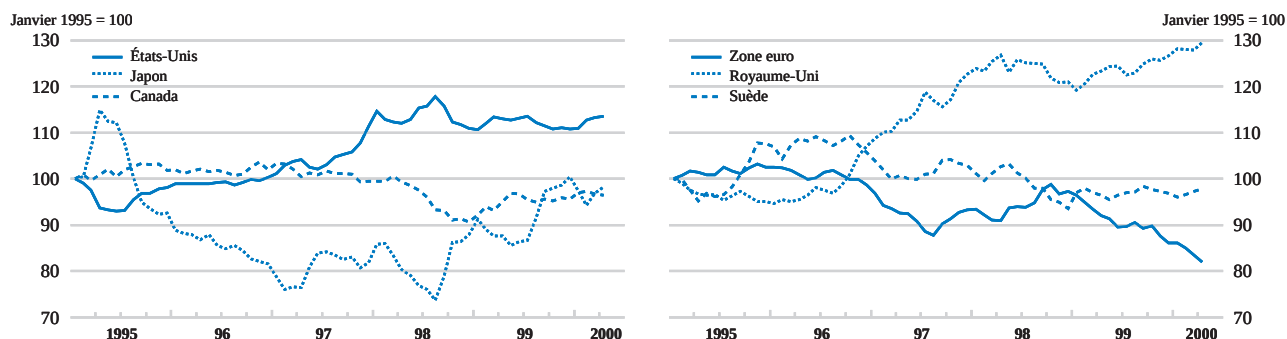
L'effet stabilisateur des variations de change récentes a été inégal

Tableau I.6. Rendement des obligations privées et d'État aux États-Unis

Moyenne sur la semaine finissant le :	Obligations d'État		Obligations des entreprises		Obligations hypothécaires classiques
	à 10 ans	à 30 ans	Moody's Aaa	Moody's Baa	
10 janvier 1997	6.57	6.80	7.42	8.11	7.85
9 janvier 1998	5.49	5.75	6.55	7.13	6.94
8 janvier 1999	4.76	5.20	6.28	7.34	6.79
4 janvier 1999	5.80	5.95	7.13	7.92	7.41
7 janvier 2000	6.56	6.58	7.73	8.25	8.15
4 février 2000	6.58	6.33	7.65	8.22	8.25
3 mars 2000	6.39	6.15	7.71	8.35	8.27
31 mars 2000	6.13	5.94	7.63	8.34	8.23
21 avril 2000	6.01	5.88	7.68	8.45	8.16
5 mai 2000	6.40	6.10	7.87	8.74	8.28
19 mai 2000	6.49	6.19	8.07	9.02	8.64

Source : Réserve fédérale

Graphique I.13. Taux de change effectifs réels



Source : OCDE.

milieu de 1999 semble avoir favorisé le renforcement récent de l'activité aux États-Unis. En revanche, au Royaume-Uni et au Canada il se peut que l'appréciation effective en termes réels contribue à une décélération nécessaire de la croissance. Au Japon, l'appréciation du taux de change effectif a détourné la demande mondiale des

Encadré I.3. Les implications macroéconomiques des mouvements de taux de change depuis janvier 1999

Depuis la création de l'euro, au début de 1999, celui-ci s'est déprécié d'environ 15 pour cent en termes effectifs, tandis que le yen et la livre sterling se sont appréciés de 7 à 10 pour cent. En revanche, le dollar des États-Unis et le dollar canadien ont été plus stables, s'appréciant d'environ 5 pour cent. D'après le modèle INTERLINK de l'OCDE, les conséquences de ces mouvements et les évolutions qui auraient pu se produire si ceux-ci n'avaient pas eu lieu sont les suivantes :

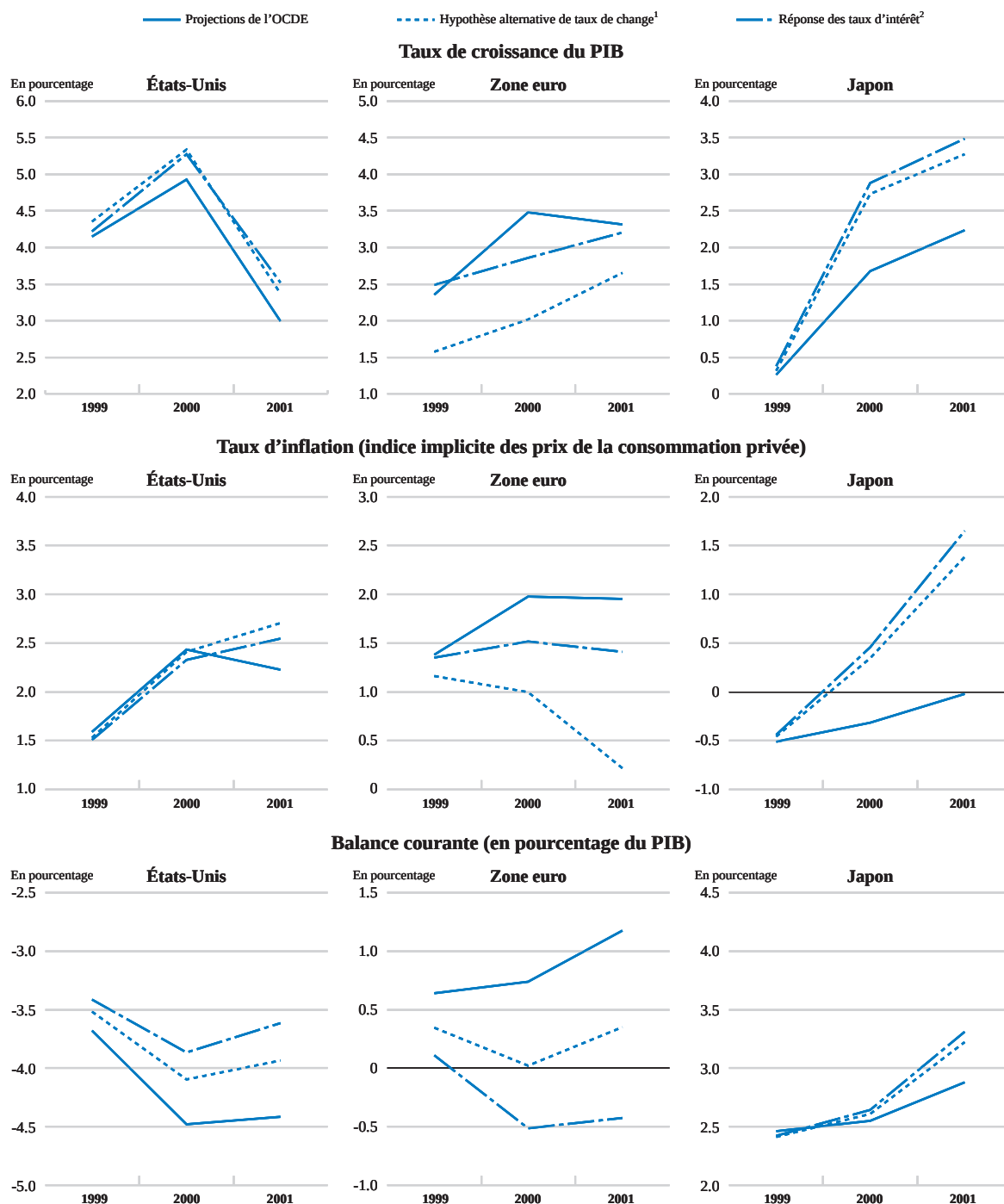
- En soi, un niveau plus élevé pour l'euro aurait impliqué une croissance nettement plus faible dans la zone euro (de 1 point de moins en moyenne en 1999 et en 2000), ce qui se serait traduit par de nouvelles réductions du taux d'inflation, en dépit de la poussée des prix pétroliers. Pour compenser ces effets, il aurait fallu que les taux d'intérêt dans la zone euro soient plus bas d'environ 2 points au cours de la période couverte par les prévisions. Ces conditions monétaires différentes auraient sans doute abouti en 2001 à une croissance identique à celle qui figure dans les prévisions centrales du Secrétariat, mais l'activité aurait été beaucoup moins soutenue en 2000 (voir le graphique ci-après).
- En revanche, sans l'appréciation du yen au cours des 15 derniers mois, le Japon aurait sans doute vu son taux de croissance s'accélérer pour atteindre environ 3 pour cent en 2000 et 3½ pour cent en 2001. L'inflation aurait aussi augmenté, pour avoisiner 1½ pour cent. Ainsi, l'appréciation du yen a nettement gêné la politique monétaire et retardé la reprise, en particulier dans la mesure où

la Banque du Japon n'a pas été en mesure d'abaisser les taux d'intérêt à court terme pour compenser les effets de l'appréciation.

- Les effets potentiels sur les États-Unis sont relativement limités, parce que le dollar est resté assez stable. La croissance aurait peut-être été légèrement plus soutenue, et l'inflation un peu plus forte en 2001, du fait des mouvements des prix à l'importation et à l'exportation des partenaires commerciaux des États-Unis, relativement importants en dollars. Une augmentation un peu plus forte (50 points de base) des taux d'intérêt en 1999, par rapport au relèvement qui a effectivement eu lieu, aurait suffi à compenser cette évolution.
- L'appréciation de la livre sterling et du dollar canadien en termes effectifs a renforcé la rigueur monétaire dans les deux pays concernés, freinant la croissance de ½ à ¾ point et l'inflation jusqu'à 1 point et permettant ainsi d'éviter des relèvements plus prononcés des taux d'intérêt.
- Globalement, la combinaison d'un euro plus fort par rapport aux principales monnaies, d'un taux de change plus élevé et des taux d'intérêt plus bas se serait traduite par une position de balance courante nettement plus faible pour la zone euro (jusqu'à 1½ point de PIB) – et par l'apparition d'un déficit en 2001 –, avec en contrepartie des améliorations pour le Japon, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni allant de ½ à 1 point de PIB, et avec un déficit aux États-Unis de 3½ pour cent du PIB en 2001 au lieu de 4½ pour cent dans les prévisions actuelles.

Encadré I.3. Les implications macroéconomiques des mouvements de taux de change depuis janvier 1999 (suite)

Implications pour les grandes régions de l'OCDE



1. Les taux de change ont été maintenus fixes à leur niveau de la première semaine de 1999. Les taux d'intérêt ont été maintenus à leur niveau du scénario de référence (i.e. la valeur historique et la projection).
2. Comme pour la simulation alternative de taux de change (voir note 1) à l'exception des taux d'intérêt des États-Unis et de la zone euro qui ont été ajustés pour ramener l'inflation à son niveau du scénario de référence.

Source : OCDE.

produits japonais et ébranlé par là même la reprise. Jusqu'ici, l'appréciation du yen de quelque 10 pour cent en termes effectifs depuis le début de 1999 n'a pas empêché les entreprises japonaises de profiter du redressement des échanges mondiaux. Toutefois, sans une appréciation de la monnaie, la croissance du PIB aurait pu être supérieure en 2000 aux prévisions actuelles de 1 point (encadré I.3). Dans la zone euro, la baisse du taux de change effectif a largement contribué à faire sortir la zone d'une phase de ralentissement temporaire à la fin de 1998 et au début de 1999. Cependant, la dépréciation continue observée depuis la mi-1999, en dépit d'une vive remontée de la demande interne, est de plus en plus inopportune, car elle pourrait avoir un effet pernicieux sur l'inflation dans l'avenir.

Au total, les évolutions des marchés financiers au cours de l'année écoulée ont souvent joué en défaveur des autorités monétaires, mais le récent raffermissement des marchés obligataires dans la plupart des pays et les corrections sur les valeurs technologiques pourraient être le signe d'un changement à cet égard. Une grande partie du resserrement monétaire depuis la deuxième moitié de 1999 semble avoir suivi les attentes des investisseurs, qui avaient jusqu'à récemment subies peu de révisions. Par conséquent, les augmentations des taux directeurs ont peu affecté les prix des actifs et les taux de rendement sur les marchés de capitaux, à travers lesquels la politique monétaire influe sur la demande globale. En effet, depuis la mi-avril, l'appréciation par les marchés financiers des orientations probables des politiques monétaires en 2000, telle qu'elle ressort des rendements implicites des contrats à terme sur les taux d'intérêt, est restée globalement inchangée depuis le début de l'année aux États-Unis et depuis plus longtemps encore en Europe et au Japon (graphique I.14). Ce n'est qu'à la fin avril que les rendements implicites se sont fortement redressés aux États-Unis et en Europe, ce qui laisse prévoir une réévaluation du besoin probable d'une politique monétaire ferme en 2000. Par conséquent, les conditions financières se sont quelque peu resserrées, ce qui devrait contribuer à contraindre la demande dans les deux zones. Au Japon, il y a également eu une certaine réévaluation de la part des marchés, toutefois dans une direction opposée, car les incertitudes concernant la vigueur de la reprise restent entières.

La « nouvelle économie » : quel est aujourd'hui son véritable impact ?

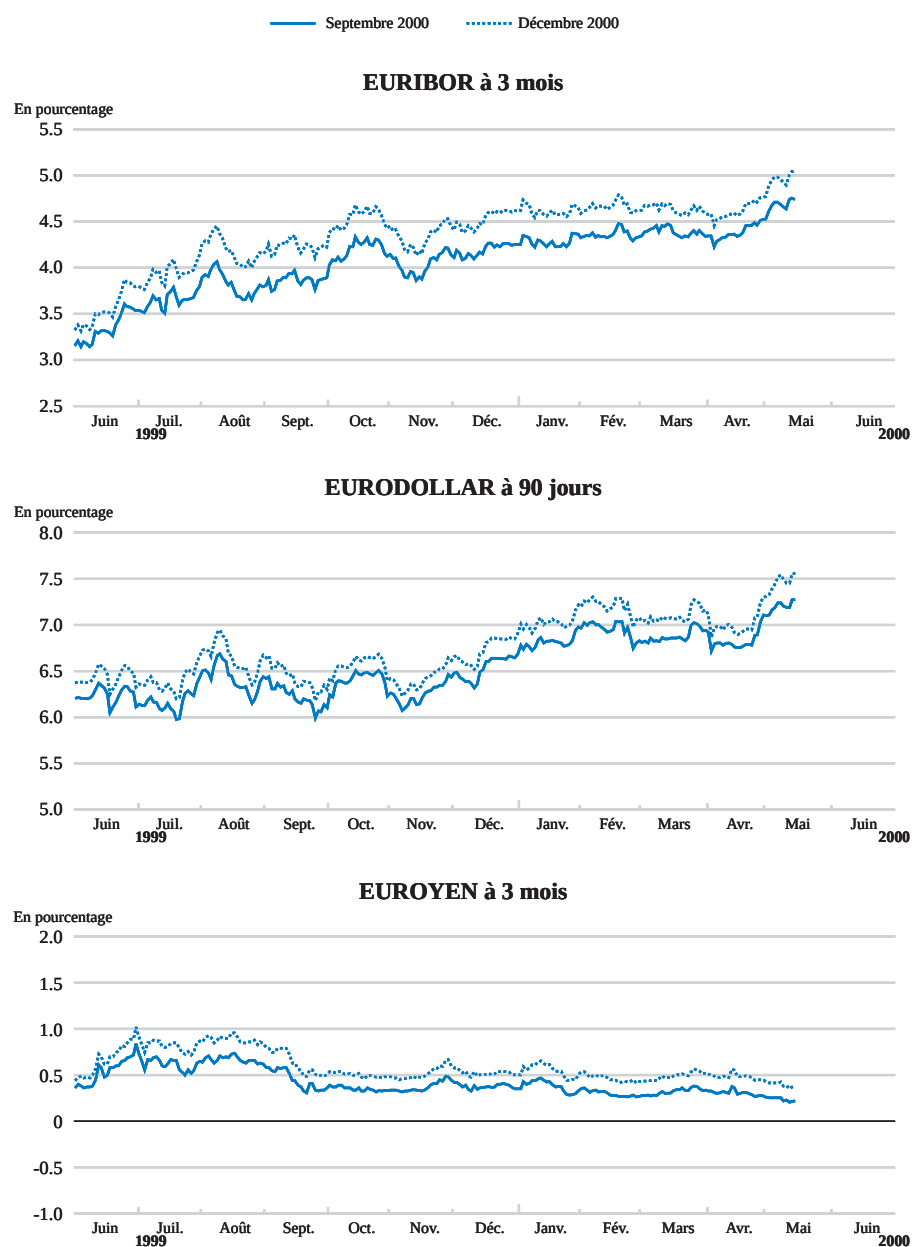
Jusqu'à une date récente, les entreprises liées aux technologies de l'information et des communications ont vu leurs actions grimper en flèche...

Le trait marquant du paysage financier depuis 1998 est l'évolution divergente des actions des entreprises de la « nouvelle économie » et de « l'ancienne économie » (graphique I.15). Les prix des actions des sociétés liées aux technologies de l'information et des communications (TIC) se sont envolés, même en tenant compte des corrections d'avril et mai, tandis que ceux des autres entreprises sont restés stationnaires ou ont même baissé. Ainsi, les cotes des sociétés formant le secteur technologique dans l'indice S&P500 des États-Unis ont augmenté d'environ 100 pour cent entre l'automne de 1998 et la mi-mai 2000, alors que les prix des actions des sociétés restantes se sont montrés irréguliers, sans afficher de tendance nette. Un profil similaire peut être observé en Europe depuis janvier 1999, tandis qu'au Japon les cours des actions des sociétés de haute technologie ont augmenté plus que ceux des autres entreprises.

... et des capitaux ont été réaffectés à ces activités

Le dynamisme des marchés boursiers s'est accompagné d'une réaffectation du capital au profit du secteur des technologies de l'information et des communications. Aux États-Unis, les émissions d'actions nouvelles de quelque 56 milliards de dollars effectuées en 1999 étaient liées pour l'essentiel à des entreprises des nouvelles technologies, et les financements en capital-risque, qui

— Graphique I.14. Rendements implicites des contrats à terme de taux d'intérêt —



Source : Bloomberg.

ont bondi de 19 milliards de dollars en 1998 à 48 milliards en 1999, ont été injectés principalement dans ces sociétés¹². En même temps, d'importants rachats d'actions propres par des sociétés de l'ancienne économie ont facilité la réaffectation de capital aux nouveaux secteurs. De plus, certaines sociétés des secteurs

12. Au premier semestre de 1999, les trois quarts de tous les fonds en capital-risque étaient investis dans les sociétés des nouvelles technologies ; voir Council of Economic Advisors, *Economic Report of the President*, 2000, Washington DC.

des TIC ont commencé à se développer en profitant des prix élevés de leurs propres actions pour racheter des entreprises de l'ancienne économie susceptibles de bénéficier des technologies nouvelles. Quelques-unes de ces tendances sont également présentes hors des États-Unis. En particulier, dans le monde entier les investisseurs sont prêts à fournir en masse du capital-risque à de jeunes entreprises de haute technologie, même à celles qui ne peuvent se targuer de bénéfices passés¹³.

*L'impact macroéconomique
des TIC dépend de leurs effets
sur la croissance
de la productivité*

Dans la mesure où il en résulte une accélération des gains de productivité dans l'ensemble de l'économie, la production et l'utilisation accrues des technologies de l'information et des communications¹⁴ sont susceptibles d'avoir d'importants effets macroéconomiques¹⁵. Jusqu'à une date récente, les études macroéconomiques n'avaient pas permis de détecter d'effets de stimulation de la productivité dus à l'informatisation. Il semble bien que ces conclusions étaient en partie faussées par de sérieux problèmes de mesure liés à l'enregistrement de la production de certaines des branches qui font le plus appel aux TIC. Ainsi, l'estimation de la production des banques et des institutions financières, qui sont de grosses consommatrices de technologies de l'information, est jugée généralement médiocre¹⁶, et les effets bénéfiques éventuels de l'informatique sur la productivité dans ces secteurs passaient largement inaperçus dans les comptes nationaux. Mais il n'était pas non plus surprenant que l'informatique ait un effet minime sur la croissance globale dans les premiers stades de sa diffusion, le stock de capital des TIC étant très réduit par rapport au stock de capital dans son ensemble.

*Aux États-Unis, les TIC
ont dopé la croissance
de la productivité depuis
le milieu des années 90*

Les données récentes pour les États-Unis indiquent toutefois que les nouvelles technologies ont largement contribué à renforcer la croissance de la productivité de la main-d'œuvre, surtout depuis le milieu des années 90. Cette tendance s'explique par une accélération de la productivité à la fois dans les secteurs producteurs de TIC et dans les secteurs utilisateurs.

- Selon les estimations, les taux de croissance de la productivité dans l'industrie informatique aux États-Unis ont fortement augmenté dans la seconde moitié des années 90. Cette accélération sectorielle aurait accru les gains de productivité de la main-d'œuvre dans l'ensemble des entreprises de 0.2 à 0.3 point de pourcentage au cours de la période 1995-99¹⁷.
- Un renforcement accéléré de l'intensité capitaliste dû à une plus large diffusion d'équipements informatiques de moins en moins coûteux a eu pour effet d'augmenter les gains de productivité de la main-d'œuvre de près de

13. Depuis que les valeurs technologiques sont revenues de leurs sommets de mars, leur volatilité est importante et les marchés financiers se sont montrés beaucoup plus circonspects pour accorder de nouvelles ressources. Il reste à voir s'il s'agit d'un phénomène temporaire, comme la crise de liquidité qui a suivi l'effondrement du fonds spéculatif Long-Term Capital Management en 1998, ou s'il faut y voir le reflet d'une prudence plus durable.

14. Voir OCDE, *Perspectives des technologies de l'information*, 2000, Paris ; et le chapitre VI de cet ouvrage, « Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique ».

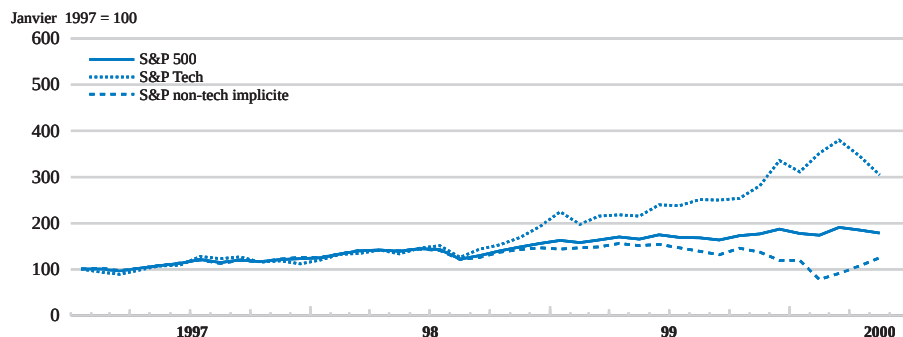
15. L'impact des TIC sur les taux de croissance de la productivité globale dans les années 90 fait l'objet d'une analyse approfondie dans le chapitre V de cet ouvrage, « La croissance économique dans la zone de l'OCDE : évolution récente aux niveaux global et sectoriel ».

16. A titre d'exemple, jusqu'à la révision l'an dernier des comptes nationaux en fonction de la base SCN93, le service des guichets automatiques de banque était simplement exclu de la mesure de la production du secteur financier.

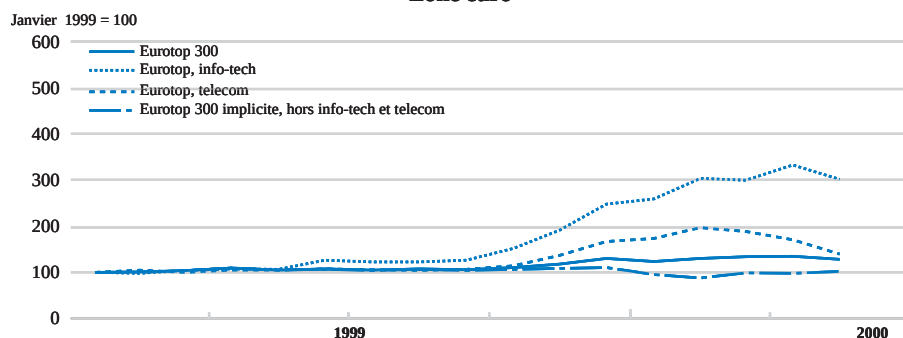
17. Voir R.J. Gordon (1999), « Has the "New Economy" Rendered the Productivity Slowdown Obsolete? » Northwestern University, Working Paper ; S.D. Oliner et D.E. Sichel (2000), « The Resurgence of Growth in the Late 1990s: Is Information Technology the Story? », Federal Reserve Board of Governors, Discussion Paper ; D.W. Jorgenson et K.J. Stiroh (2000), « Raising the Speed Limit: US Economic Growth in the Information Age », Université de Harvard (document ronéoté).

Graphique I.15. Prix des actions pour les entreprises
de la « nouvelle » et de l'« ancienne » économie¹

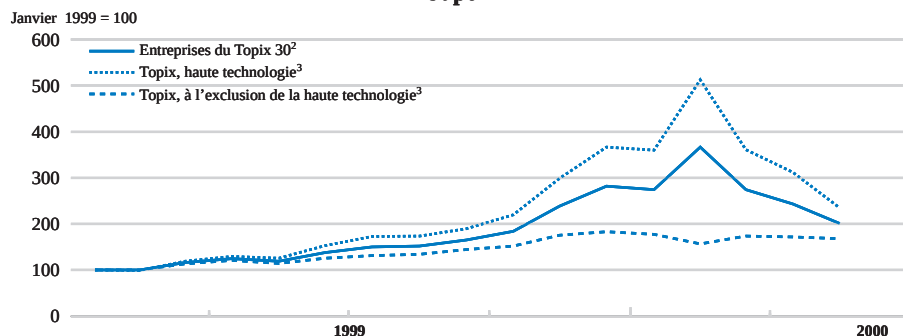
États-Unis



Zone euro



Japon



1. Valeurs de fin de mois, à l'exception de la dernière observation qui correspond au 22 mai 2000.

2. Indice pondéré par la capitalisation, construit par l'OCDE, des 30 entreprises de l'indice Topix 30 à mi-avril 2000.

3. Indice composite construit par l'OCDE.

Sources : Bloomberg, OCDE.

½ point au cours de la période 1995-99¹⁸. Cela représente presque la moitié de l'accélération totale de la production horaire dans le secteur des entreprises non agricoles par rapport à la période 1973-95. Bien que cette accélération

18. Voir Council of Economic Advisors (2000), *Economic Report of the President*, Washington DC ; et S.D. Oliner et D.E. Sichel (2000), « The Resurgence of Growth in the Late 1990s: Is Information Technology the Story? », Federal Reserve of Governors, Discussion Paper.

puisse être liée en partie à des facteurs conjoncturels, les estimations de l'OCDE donnent à penser qu'il y a eu également une amélioration perceptible de la croissance tendancielle de la productivité du travail.

A présent, il y a peu de signes directs, dans les données d'ensemble, de l'existence d'effets de réseau externes induits par les TIC. Toutefois, des informations ponctuelles suggèrent que les entreprises profitent des effets de réseau à travers la réorganisation de leur production et distribution.

Les signes d'une accélération significative de la productivité sous l'effet des TIC sont limités

En dehors des États-Unis, il y a peu de signes que la diffusion accrue des technologies de l'information et des communications a stimulé de manière significative les taux de croissance de la productivité. Néanmoins, nombre des forces induites par les TIC qui s'exercent aux États-Unis agissent également ailleurs, certes avec beaucoup moins d'intensité. Pourvu que le cadre global de la politique économique soit propice à une maximisation des avantages, il serait étonnant qu'elles ne produisent pas en définitive des résultats similaires. Dans les pays nordiques, où l'utilisation des TIC s'avère comparable, voire supérieure à ce qu'elle est aux États-Unis, et plus intense que dans la plupart des autres pays, certains signes dénotent déjà que la croissance de la productivité de la main-d'œuvre s'est accentuée au cours des années 90. Ces données se prêtent à différentes interprétations : elles peuvent être liées à l'utilisation de technologies nouvelles, mais elles ont été influencées aussi par les turbulences macroéconomiques du début des années 90, lorsque les producteurs, confrontés à de profondes récessions, avaient dû pour survivre prendre des mesures draconiennes en vue d'accroître leur efficience.

Impératifs de politique économique dans les pays de l'OCDE

Les États-Unis et d'autres économies en manque de capacités : favoriser un atterrissage en douceur

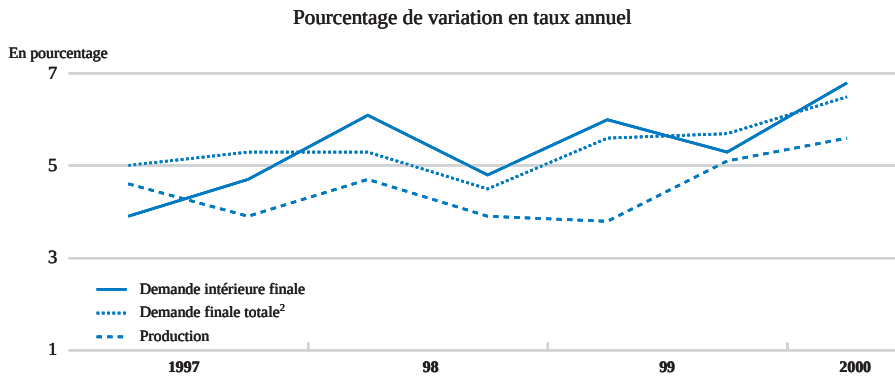
Un resserrement de la politique économique s'impose dans les pays où la demande est excédentaire

Dans un certain nombre de pays de l'OCDE, la croissance a été vigoureuse pendant la plus grande partie de la période écoulée depuis le début des années 90, et les capacités disponibles ont apparemment été résorbées. Les autorités de ces pays doivent pratiquer une réduction ordonnée de la croissance de la demande pour éviter la surchauffe et s'épargner un brusque durcissement ultérieur de la politique économique. Dans nombre de cas, le dynamisme des marchés financiers et la reprise mondiale ont rendu plus difficile le pilotage de ces économies vers un atterrissage en douceur. La tâche est d'autant plus complexe qu'on ne sait toujours pas dans quelle mesure les technologies nouvelles et le changement structurel ont accru le potentiel de croissance non inflationniste des économies en question. De surcroît, la baisse prévue des prix du pétrole pourrait masquer les effets inflationnistes de la demande excédentaire plus tard dans l'année et réduire les pressions en faveur de mesures correctrices.

Aux États-Unis, la croissance de la demande totale n'est plus soutenable

C'est aux États-Unis que la situation est la plus claire. En dépit d'un contexte d'inflation favorable et des effets bénéfiques de la diffusion des technologies de l'information sur la productivité, la vigueur récente de la demande et de l'activité intérieures ne semble pas soutenable. La croissance de la demande intérieure finale a augmenté fortement au cours des trois dernières années et est estimée se rapprocher

Graphique I.16. Demande récente et croissance de la production
aux États-Unis¹



de 7 pour cent au taux annuel dans le premier semestre 2000 (graphique I.16). A mesure que la crise des marchés émergents s'est estompée tandis que la demande d'exportations a repris, la croissance de la production s'est accélérée pour dépasser 5 pour cent depuis la mi-1999. Ce taux dépasse de plus d'un point l'estimation du taux de croissance potentielle établie et récemment majorée par l'OCDE. Parallèlement, des indices persistent à montrer que la demande pèse sur les capacités : le taux de chômage a continué de décroître et se trouve aujourd'hui inférieur de plus d'un point au chiffre que l'OCDE juge compatible avec la stabilité des prix à moyen et long terme, tandis que le déficit de la balance courante continue de se creuser rapidement. Les données sur les coûts et l'inflation publiées à la fin d'avril renforcent l'idée qu'un ralentissement est nécessaire.

Depuis l'accélération de l'activité économique au milieu de 1999, la Réserve fédérale est intervenue de façon graduelle mais préventive, relevant légèrement les taux d'intérêt à plusieurs reprises alors que, jusqu'en mars au moins, l'inflation tendancielle était pratiquement restée stationnaire. Néanmoins, le resserrement monétaire opéré jusqu'à présent ne permettra sans doute pas de modérer suffisamment la croissance de la demande et il est probable que les autorités devront relever les taux d'intérêt plus rapidement que ne semblent l'avoir anticipé les marchés à la mi-mai. Dans la prévision centrale, une nouvelle majoration de 75 points de base d'ici le mois d'août, après le relèvement de 50 points de base en mai, est jugée nécessaire pour permettre un atterrissage en douceur¹⁹. Cependant, si le relèvement escompté des taux directeurs ne suffisait pas à ralentir l'activité économique, il faudrait alors utiliser plus vigoureusement les freins monétaires.

*La politique monétaire
devra encore être durcie...*

Le resserrement monétaire nécessaire dépendra aussi de l'orientation future de la politique budgétaire. L'apparition d'un excédent structurel en 1999, après plusieurs années de rigueur budgétaire, a incité certains à réclamer des augmentations des dépenses publiques et des baisses d'impôts, revendications auxquelles il pourrait être difficile de

*... et il conviendra d'éviter
une politique budgétaire
procyclique*

19. Les rendements qu'impliquent les contrats à terme de taux d'intérêt, indiqués au graphique I.14, donnent à penser que les anticipations des marchés concernant les taux à 90 jours ont été relativement stables depuis le début de l'année jusqu'à fin avril. Depuis, les rendements implicites se sont redressés sensiblement ; à la mi-mai, ils étaient de 7¼ pour cent pour septembre et de 7½ pour cent pour décembre. Ces taux se situent normalement à peu près 20 points de base au-dessus du taux interbancaire.

résister. Des mesures d'urgence ont déjà été invoquées pour accroître les dépenses au-delà des plafonds – peu réalistes, il est vrai – initialement prévus et des mesures discrétionnaires ont été prises pour réduire légèrement les impôts. Jusqu'à présent, cependant, l'incidence de cet assouplissement a été compensée par des revenus plus importants que prévus qui paraissent être structurels, au moins en partie. Par ailleurs, les économies prévues au titre du service de la dette donnent à penser que la politique budgétaire sera légèrement restrictive en 2000 avant de devenir globalement neutre en 2001. Cela paraît approprié, car tout assouplissement de la politique budgétaire à court terme ne serait d'aucune aide pour une économie qui est confrontée à une demande excédentaire et rendrait encore plus nécessaire un resserrement de la politique monétaire. S'il était jugé souhaitable d'utiliser les excédents de recettes pour réduire les impôts et accroître les dépenses, il y aurait lieu de différer toute mesure dans ce sens jusqu'à ce que l'économie soit mieux en mesure de faire face à la demande excédentaire. Même à plus long terme, il ne faudrait pas qu'un assouplissement délibéré de la politique budgétaire vienne compromettre un amortissement rapide de la dette publique, lequel permettrait de mieux faire face aux conséquences fiscales du vieillissement de la population.

L'augmentation du déficit de balance courante présente certains risques

L'une des conséquences de la croissance vigoureuse de la demande intérieure depuis 1997 qui ont suscité quelques craintes est l'augmentation rapide du déficit de balance courante, qui dépasse actuellement 4 pour cent du PIB. L'importation de produits étrangers pour répondre à la forte demande intérieure a permis dans une large mesure de préserver le caractère non inflationniste de l'expansion tout en contribuant à soutenir la demande dans les autres pays. L'augmentation du déficit de balance courante n'a pas été difficile à financer, les investisseurs étrangers étant attirés par des rendements effectifs et attendus plus élevés que dans les autres pays, avec un dollar relativement stable en termes effectifs. Cependant, la position extérieure nette des États-Unis se détériore rapidement (son déficit est passé de 5 pour cent du PIB en 1995 à 20 pour cent en 1999) et l'on peut s'interroger sur les conséquences que cela pourrait avoir sur la volonté des investisseurs étrangers de continuer à accumuler des créances sur les États-Unis. A un stade ou à un autre, ceux-ci pourraient réévaluer la situation et le dollar pourrait se trouver soumis à des pressions à la baisse déstabilisatrices. Les autorités monétaires pourraient alors être confrontées à un dilemme si le fléchissement du taux de change venait amplifier les tensions inflationnistes tandis qu'une réduction des entrées de capitaux aurait tendance à faire baisser les prix des actifs et la demande.

L'augmentation de l'endettement international, de même que des marchés d'actions généreusement évalués, risquent de rendre nécessaires de difficiles ajustements de bilans à un moment ou à un autre, en particulier si la confiance des marchés financiers venait à se dégrader. L'accroissement de l'endettement des ménages et du secteur des entreprises non financières a aussi suscité des inquiétudes, bien que les obligations au titre du service de la dette n'aient que augmenté modérément, tout au plus²⁰. Ces aspects de la situation actuelle ne justifient pas d'intervention directe des autorités, mais ils donnent à penser qu'il serait souhaitable que les bilans comportent une certaine marge de manœuvre en cas de circonstances défavorables, et ce sont donc là des éléments que les décideurs doivent.

20. D'après les chiffres de la Réserve fédérale, le service de la dette des ménages a représenté 13.5 pour cent de leur revenu disponible au quatrième trimestre de 1999, soit environ ½ point de plus seulement que la moyenne des vingt dernières années. Les paiements d'intérêts nets des sociétés non financières étaient en recul de 9 points, en proportion des bénéfices avant impôt majorés des paiements nets d'intérêts, par rapport aux vingt années précédentes. A propos de la santé des bilans des ménages et des entreprises, voir le chapitre VIII du présent ouvrage, « La politique monétaire dans un environnement financier en mutation ».

Le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Suède sont eux aussi confrontés à la nécessité de revenir à des taux de croissance viables alors qu'il n'y a déjà plus de marge inutilisée. L'inflation tendancielle est restée à peu près stable jusqu'à présent dans ces pays, dans certains cas grâce en partie à l'appréciation de leur monnaie depuis le début de 1999. Pour maintenir l'inflation dans les limites fixées, les autorités monétaires de ces cinq pays ont relevé leurs taux directeurs depuis l'automne dernier. Cependant, à l'exception de la Nouvelle-Zélande, l'effet de freinage sur la demande a été en partie modéré, ou le sera, par des réductions parallèles des budgets primaires corrigés des fluctuations conjoncturelles. Avec une politique budgétaire moins restrictive et la disparition de marges de capacité inutilisée, de nouveaux relèvements des taux directeurs seront sans doute nécessaires pour permettre un atterrissage en douceur de ces économies. Les tensions inflationnistes en Corée vont sans doute aussi nécessiter un certain durcissement de la politique monétaire.

La politique monétaire devra aussi être durcie encore dans plusieurs autres pays

Zone euro : prolonger l'expansion

La reprise dans la zone euro s'est poursuivie comme on le prévoyait à l'automne dernier et les perspectives de croissance à court terme semblent meilleures qu'à aucun moment depuis la fin des années 80. Le recul du taux de chômage a continué à un rythme régulier sans entraîner de pressions inflationnistes. Il ne s'est pas accompagné d'une accélération notable de la croissance de la rémunération du travail dans le courant de 1999, et le renforcement des gains de productivité depuis la fin de 1998 et le début de 1999 s'est traduit par un ralentissement des coûts unitaires de main-d'œuvre tout au long de l'année. La progression des salaires (notamment en mars en Allemagne) reste modérée.

Dans la zone euro, le taux d'inflation sous-jacent est encore faible malgré une reprise vigoureuse

La reprise s'appuyant désormais sur une base solide, la question fondamentale est de savoir combien de temps l'expansion va pouvoir se poursuivre sans créer de goulets d'étranglement inflationnistes. D'après les estimations actuelles de l'OCDE concernant le niveau de la production potentielle et son taux de croissance, l'expansion ne pourra pas continuer très longtemps avant de commencer à exercer des pressions excessives sur les ressources. De fait, la marge de capacités inutilisée pourrait s'épuiser et un écart de production pourrait apparaître au cours des 18 mois à venir, annonçant des tensions inflationnistes au-delà de l'horizon des prévisions à court terme. L'éventualité d'une activité encore plus soutenue, en raison d'un environnement extérieur favorable, renforce cette crainte. Cependant, les estimations de la production potentielle effectuées par l'OCDE reposent sur l'hypothèse d'une évolution à peu près inchangée de l'offre dans le proche avenir, par comparaison avec le passé récent. Ainsi, le taux de chômage structurel devrait seulement baisser de ½ point entre 1999 et 2001, et le taux de croissance sous-jacent de la productivité resterait à peu près inchangé.

L'expansion pourrait bientôt engendrer des pressions excessives sur les ressources...

L'offre pourrait être plus soutenue dans la zone euro que ne le supposent les prévisions. Une incertitude importante tient au fait que les réformes des marchés du travail et des marchés de produits dans plusieurs pays de la zone euro et dans l'Union européenne en général ont peut-être mieux permis de réduire le taux de chômage structurel qu'on ne le pense actuellement²¹, si bien que davantage de ressources pourraient être employées sans créer de tensions inflationnistes. Par ailleurs, plusieurs autres facteurs pourraient renforcer la croissance de la productivité dans un proche avenir :

... mais la production potentielle pourrait être plus forte qu'on ne le pense actuellement

- Une intégration plus poussée des marchés de produits et des marchés de capitaux dans la zone euro, se traduisant notamment par une forte augmentation des opérations de fusion-acquisition (encadré I.4), devrait encourager les

21. Voir le chapitre VII du présent ouvrage, « Performance récente sur le marché du travail et réformes structurelles ».

Encadré I.4. Fusions-acquisitions internationales : évolution récente et effets possibles

L'augmentation prononcée des fusions-acquisitions internationales au cours des années 90 (voir le tableau) témoigne des efforts que déploient les entreprises pour accroître leur compétitivité. La valeur des opérations internationales de ce type réalisées en 1998 a été estimée à plus de 500 milliards de dollars¹, et elle a probablement augmenté fortement depuis avec le développement des activités de fusion dans leur ensemble. La plupart des fusions-acquisitions mondiales ont concerné des sociétés situées de part et d'autre de l'océan Atlantique ou dans l'Union européenne, mais les acquisitions de sociétés

japonaises par des entreprises étrangères se sont également multipliées. Le développement de l'activité de fusion-acquisition a été notable dans la plupart des secteurs. Contrairement aux précédentes vagues de fusions mondiales, les opérations récentes ont eu tendance à regrouper des entreprises ayant des activités similaires, et nombre d'entre elles ont concerné de très grandes entreprises. Ainsi, des fusions-acquisitions à très grande échelle ont eu lieu dans les secteurs du pétrole, de l'automobile, des télécommunications, des produits pharmaceutiques, des banques, de l'électricité et de l'audiovisuel.

Fusions et acquisitions transfrontalières, 1991-98

En milliards de dollars

	Entrées de capitaux			Sorties de capitaux ^a		
	1991	1995	1998	1991	1995	1998
États-Unis	23.8	61.4	202.7	13.2	65.7	132.9
Union européenne	38.7	74.8	223.4	50.5	98.7	330.6
Autres pays développés	8.9	30.8	52.5	16.2	47.8	76.5
Pays en développement	13.8	70.3	79.3	5.4	25.1	18.0

a) Dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions transfrontalières, les entrées de capitaux correspondent au produit de la vente d'une société nationale à des investisseurs étrangers et les sorties de capitaux à l'achat de tout ou partie d'une société étrangère.

Source : KPMG Corporate Finance, 1999.

Le développement de l'activité de fusion-acquisition pendant la deuxième moitié des années 90 a été stimulée par des conditions financières favorables et par l'évolution des politiques. Comme lors des précédentes vagues de fusions, le niveau élevé des cours des actions a encouragé les sociétés à se développer par regroupement, les sociétés-cibles pouvant être acquises en échange d'actions de la société acheteuse, généreusement évaluées. L'ample disponibilité de sources de financement externes à des conditions intéressantes sur le marché des obligations de sociétés a aussi stimulé l'activité de fusion, car l'augmentation exceptionnelle des émissions sur le marché des euro-obligations en 1999 semble avoir été liée pour l'essentiel à des fusions-acquisitions. En outre, la réforme de la réglementation et les privatisations, notamment dans les télécommunications et le secteur de l'énergie, ont joué un rôle important dans la forte expansion des fusions à l'échelle mondiale, rendant possibles les regroupements internationaux dans certains cas où la réglementation et le poids de l'État y faisaient précédemment obstacle. Enfin, l'intégration plus profonde du marché en Europe, avec la mise en place de l'euro, a facilité les opérations internationales dans les pays participants, et les sérieux problèmes de bilans rencontrés au Japon ont réduit la résistance aux prises de contrôle d'entreprises locales par des sociétés étrangères.

Si les conditions financières et l'évolution des politiques ont servi de catalyseur pour l'activité récente de fusion-acquisition, les fusions se justifient en fin de compte, sur le plan économique, par le fait qu'elles accroissent la rentabilité des entreprises regroupées. L'argument classique en faveur des fusions est qu'elles permettent l'exploitation d'économies d'échelle et

d'envergure. Elles peuvent aussi accroître la valeur du capital en affaiblissant la concurrence et en permettant à la société issue du regroupement d'exploiter son pouvoir économique et d'accroître les prix, encore que les organismes responsables de la concurrence limitent en général ces possibilités de gains anti-concurrentiels. Cependant, il est également possible que la rentabilité ne soit pas le critère déterminant dans les fusions-acquisitions, les dirigeants des sociétés acheteuses cherchant simplement à maximiser la production dans leur propre intérêt lorsque les structures de gouvernement d'entreprise sont peu développées.

L'analyse empirique donne à penser que, dans bien des cas, les fusions ne se traduisent pas par une augmentation de la rentabilité. Une longue liste d'études consacrées aux fusions à l'échelle nationale² révèle que la rentabilité apparente des entreprises acheteuses, telle qu'elle se reflète dans les cours de leurs actions, a baissé après les fusions, alors que les prix des actions des sociétés-cibles augmentent généralement. Cela signifie sans doute que les avantages intrinsèques liés à des entreprises de plus grande taille sont sans doute surestimés, mais aussi que les fusions peuvent entraîner des coûts d'ajustement et que les économies peuvent se révéler difficiles à réaliser. Le coût élevé de la fusion de deux sociétés ayant des cultures d'entreprise différentes a été avancé comme l'une des raisons qui expliqueraient les résultats décevants enregistrés après ce type d'opération. Les sociétés acheteuses peuvent aussi ne pas réussir à réaliser les économies potentielles en raison de l'imposition de restrictions plus importantes que prévu par les autorités en termes de restructurations ou en raison des normes sociales en vigueur.

1. L'évolution récente des activités de fusion-acquisition est examinée dans N-H. Kang et S. Johansson (2000), « Cross-border Mergers and Acquisitions: Their Role in Industrial Globalisation », OCDE, document de travail STI, 2000/1.

2. Voir M. Maher et T. Andersson (2000), « Gouvernement d'entreprise : Effets sur la performance des entreprises et la croissance économique », in L. Renneboog et al. (dir. pub.), *Convergence and Diversity of Corporate Regimes and Capital Markets*, Oxford University Press (à paraître).

regroupements et les restructurations induits par le marché dans le secteur industriel. Elle pourrait à terme entraîner une amélioration de la productivité dans l'ensemble de la zone.

- La réforme de la réglementation dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications a déjà permis des gains d'efficacité et une baisse des prix dans certains pays, et cette évolution pourrait se poursuivre dans les années à venir, en même temps que les réformes pourraient être étendues à d'autres secteurs.
- Les nouvelles technologies pourraient donner un nouvel élan à la croissance de la productivité à l'avenir, même si, on l'a vu, de tels effets paraissent limités jusqu'à présent. À cet égard, la déréglementation du secteur des télécommunications, évoquée ci-dessus, sera particulièrement importante.

Étant donné que ces évolutions ont tendance à se renforcer mutuellement et que leurs effets se cumulent, il y a des raisons d'être optimiste quant aux perspectives de croissance de la production potentielle.

Dans cet environnement incertain, la politique appropriée de la Banque centrale européenne est un retour graduel à une position neutre. Comme indiqué dans les prévisions, cela ramènerait le taux de refinancement à 5 pour cent sur les 18 mois à venir. Cependant, si des pressions inflationnistes menaçaient de déstabiliser l'objectif de stabilité des prix à moyen terme, ce resserrement devrait avoir lieu plus tôt que ne le supposent les prévisions. La faiblesse de l'euro pourrait compliquer la tâche des autorités monétaires mais elle n'appellerait une réponse que si elle générait des effets inflationnistes de deuxième ordre.

La Banque centrale européenne devrait revenir graduellement à une position neutre

Étant donné que les budgets publics dans la zone euro ont bénéficié de la reprise, un certain assouplissement budgétaire discrétionnaire pourrait se produire dans le proche avenir. Les soldes budgétaires des administrations publiques en 1999 se sont révélés nettement plus favorables qu'on ne l'avait prévu l'automne dernier, de près de ½ point de PIB²². Cependant, cette amélioration imprévue de la situation de départ ne se reflète pas encore dans des programmes de stabilité révisés établis dans le contexte du Pacte de stabilité et de croissance, les objectifs budgétaires pour 2002 restant à peu près inchangés dans plus de la moitié des pays de la zone euro (tableau I.7). De fait, un certain nombre de ces pays ont déjà annoncé leur intention de dépenser une partie du surcroît de recettes résultant de l'amélioration plus marquée de la conjoncture pour réduire le poids de la fiscalité. Dans les pays où cette réduction des recettes fiscales est concentrée dans des domaines où la fiscalité est particulièrement lourde, elle contribue à rendre le système fiscal plus favorable au dynamisme économique (encadré I.5).

Les recettes fiscales imprévues peuvent faciliter les réformes fiscales...

Sur la base des politiques annoncées, l'assouplissement discrétionnaire de la politique budgétaire à l'échelle de la zone est modéré, mais il se pourrait qu'il soit plus prononcé que ne le supposent les prévisions centrales. Or, cela ne serait pas souhaitable, pour deux raisons. Premièrement, le moment serait mal choisi : tout assouplissement budgétaire substantiel serait inopportun pour une économie qui a sans doute épuisé ses réserves de capacité. Deuxièmement, la situation budgétaire sous-jacente de beaucoup de pays ne s'est pas encore améliorée autant qu'il le faudrait : des mesures expansionnistes l'aggravaient et réduiraient la capacité des pays de la zone euro à surmonter les problèmes

... mais un assouplissement prononcé de la politique budgétaire n'est pas souhaitable à court terme

22. Cette amélioration est sans doute imputable en partie au passage au nouveau système de comptabilité nationale SEC95.

Encadré I.5. Principales caractéristiques des réformes fiscales récentes et prévues dans les pays de l'Union européenne

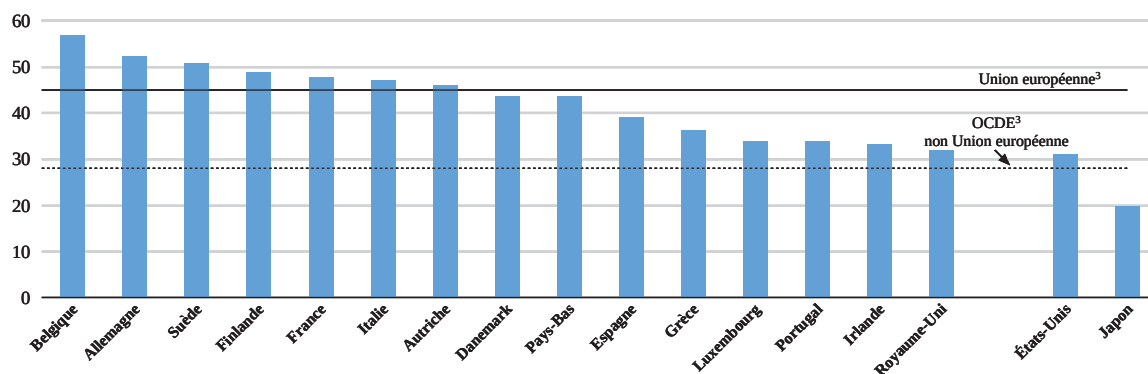
Après plusieurs années d'efforts pour assainir les finances publiques, quelques pays de l'Union européenne ont profité du dynamisme des recettes pour réduire les impôts en 1999 et plusieurs d'entre eux ont annoncé des plans de réduction d'impôts en 2000 et les années suivantes. Toutefois, bien que certaines de ces mesures fiscales aient impliqué une réduction des impôts indirects, sans guère d'incidences sur les conditions globales du côté de l'offre, beaucoup d'entre elles ont été conçues pour avoir un impact structurel significatif. Les principaux objectifs étaient d'accroître les incitations à l'emploi et les possibilités d'emploi, de stimuler la productivité et de protéger l'environnement. Il en est souvent résulté une réduction de la charge fiscale globale, un allègement de la fiscalité du travail au détriment d'autres bases d'imposition, avec notamment une augmentation des écotaxes, et une plus grande neutralité du régime d'imposition de l'épargne.

L'imposition du travail, bien plus lourde que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (voir le graphique ci-après) a été la principale cible des efforts de réforme récents et prévus. De

nombreuses mesures visent à abaisser les coins fiscaux à l'encontre du travail pour renforcer les incitations à travailler et/ou stimuler la demande de main-d'œuvre, en particulier en faveur des petits salariés. La réduction des taux marginaux applicables aux revenus du travail a été un dispositif essentiel pour favoriser l'offre de main-d'œuvre (Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède). L'Allemagne, la France et la Grèce augmentent en outre la déduction personnelle générale au titre de l'impôt sur le revenu, de manière à exempter les revenus des travailleurs les moins qualifiés. En outre, certains pays mettent en place des allègements fiscaux afin de rendre le travail plus attrayant pour des groupes cibles, par exemple les conjoints ou les travailleurs à bas salaires. Ainsi, un crédit d'impôt sur les revenus du travail et/ou un allègement fiscal pour enfants à charge ont été mis en place ou augmentés en Belgique, en Finlande, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, tandis que l'Irlande est en train de passer progressivement d'une imposition conjointe à une imposition individuelle pour les revenus des couples mariés.

Écart moyen introduit par la fiscalité sur le travail, 1998¹

En pourcentage du coût du travail brut²



1. Pour une seule personne au niveau de revenu moyen d'un travailleur de la production.

2. Salaire brut plus cotisations des employeurs.

3. Moyenne pondérée par le PIB.

Source : OCDE, Taxing wages.

budgétaires à long terme liés au vieillissement de leur population, et cela dans le contexte d'une dette publique encore excessivement élevée dans la plupart des pays.

Les efforts de réforme structurelle doivent être intensifiés afin de mobiliser les ressources humaines sous-utilisées et d'accroître la productivité

A plus long terme, l'enjeu politique dans la zone euro sera de mobiliser davantage les ressources humaines sous-utilisées et de renforcer la croissance tendancielle de la productivité. Ce sera indispensable si l'on veut que la même proportion de la population ait un emploi dans la zone euro que dans les autres grandes régions de l'OCDE (graphique I.17). Comme le montre l'expérience de quelques pays de la zone euro, des réformes d'ensemble et soutenues, suivant les orientations recommandées dans la stratégie de l'OCDE pour l'emploi – couvrant

Encadré I.5. Principales caractéristiques des réformes fiscales récentes et prévues dans les pays de l'Union européenne (suite)

La réduction des prélèvements sur les salaires a été un autre moyen important de favoriser l'insertion des personnes les plus touchées par le chômage. Ces allègements ont pour but de favoriser les travailleurs à bas salaires en Belgique, en France, en Italie et au Royaume-Uni, et les nouveaux contrats permanents en Espagne, tandis qu'en Grèce ils sont accordés pour toute création nette d'emplois. Afin de stimuler la demande de main-d'œuvre, l'an dernier la Commission européenne a donné aux États membres la possibilité d'abaisser les taux de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre pour la période 2000-2002. Neuf pays ont saisi cette occasion : Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni.

Dans certains cas, ces réductions de la fiscalité du travail sont financées en sollicitant davantage d'autres bases d'imposition. Les écotaxes jouent un rôle à cet égard, et du reste la plupart des pays de l'Union européenne mettent en place ou augmentent des impôts sur l'électricité et/ou sur d'autres sources de gaz à effet de serre, bien qu'ils ne soient pas parvenus à un accord sur la proposition relative aux impôts sur l'énergie présentée par la Commission européenne en 1997. La France et l'Allemagne sont également en train de rééquilibrer la charge fiscale de manière à alléger la fiscalité du travail aux dépens des bénéfices des sociétés et des revenus financiers, en modifiant l'assiette de l'impôt sur les sociétés et/ou des cotisations à la sécurité sociale, tandis que l'Italie a transféré en partie le financement des dépenses de sécurité sociale du régime de cotisations à la fiscalité générale.

Une autre priorité a été d'améliorer la neutralité des impôts applicables aux revenus du capital provenant de différents actifs financiers. Quelques pays de l'UE s'éloignent progressivement du modèle global d'impôt sur le revenu pour adopter une imposition séparée des revenus du travail et des revenus du capital par le biais de l'impôt sur le revenu des personnes physiques – système déjà en place dans les pays nordiques. En conséquence, les différents types de revenus du capital sont imposés de plus en plus à des taux forfaitaires qui tendent à converger (Espagne, France, Italie, Pays-Bas). Un autre aspect est la réduction des privilèges fiscaux généreux accordés aux investissements d'accès à la propriété, notamment au

Royaume-Uni, qui est en train de supprimer entièrement les allègements au titre des intérêts hypothécaires, tandis que des mesures plus modestes sont prises aux Pays-Bas, au Danemark et en Espagne.

En ce qui concerne la fiscalité des entreprises, les progrès de la réforme ont été plus limités. Les taux d'imposition des revenus des sociétés ont été très légèrement réduits au Portugal et plus nettement en Allemagne et en Italie. En Allemagne, cette initiative s'est accompagnée de mesures destinées à élargir l'assiette, par un durcissement des règles applicables à l'amortissement du capital et à d'autres déductions, ce qui aura pour effet d'éroder notablement l'allègement net résultant de l'abaissement des taux mais aussi d'améliorer la neutralité globale du système. La réduction prévue de l'imposition des gains en capital sur les participations croisées donnerait en particulier aux institutions financières une plus grande marge de manœuvre dans la gestion de leurs portefeuilles. Cette initiative devrait faciliter la rationalisation de l'industrie allemande et améliorer le gouvernement d'entreprise. En revanche, quelques mesures récentes destinées à aider les entreprises et à stimuler la productivité contribuent à réduire la neutralité du système. En particulier, les allègements fiscaux en faveur des petites et moyennes entreprises ont été renforcés dans certains pays, le plus souvent sous la forme de taux d'imposition réduits sur les bénéfices inférieurs à un seuil donné (Espagne, France, Grèce, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni), tandis que plusieurs pays ont accru les allègements fiscaux sur les dépenses en faveur de la R-D et des nouvelles technologies.

Les mesures prises récemment ou envisagées en vue de simplifier le système d'imposition contribuent à réduire les coûts de recouvrement et de respect des obligations fiscales, surtout pour les petites entreprises, dans quelques pays de l'Union européenne. L'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie et le Portugal ont avancé dans cette direction, en rationalisant les allègements fiscaux, en réduisant le nombre des tranches d'imposition, en supprimant les petits impôts, en simplifiant les formulaires de déclaration et/ou en améliorant les technologies de communication et d'information au sein de leurs administrations fiscales.

non seulement les politiques du marché du travail mais aussi des domaines comme la concurrence sur les marchés de produits, l'éducation, l'innovation et la technologie – ont permis de réduire le chômage structurel et d'accroître les taux d'activité²³.

23. OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi – Évaluation des performances et des politiques*, Paris.

**Tableau I.7. Objectifs de budget dans les Programmes de Stabilité
et de Convergence des pays de l'Union européenne**

En pourcentage du PIB

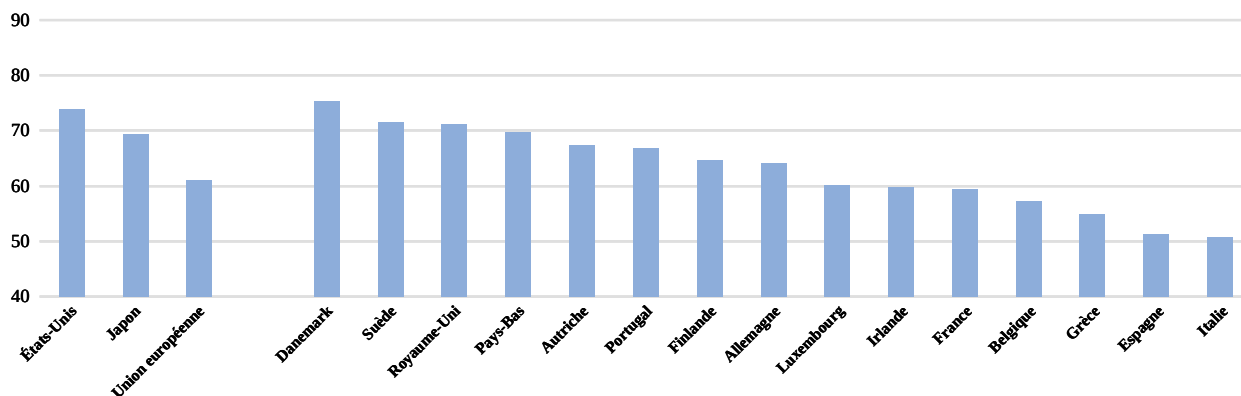
	Programme 1998-99	Programme 1999-2000	
	2002	2002	2003
Programme de stabilité			
Autriche	-1.4	-1.4	-1.3
Belgique	-0.3	0.0	0.2
Finlande	2.3	4.6	4.7
France	-0.8	-0.7	-0.3
Allemagne	-1.0	-1.0	-0.5
Irlande	1.6 ^a	2.5 ^a	n.a.
Italie	-1.0 ^a	-1.0 ^a	-0.1
Luxembourg	1.7	2.9	3.1
Pays-Bas	-1.1	-1.1	n.a.
Portugal	-0.8	-0.7	-0.3
Espagne	0.1	0.1	0.2
Programme de convergence			
Danemark	2.6 ^a	2.3	2.5
Grèce	-0.8 ^a	0.2	n.a.
Suède	2.5 ^a	2.0	n.a.
Royaume-Uni	-0.1	-0.1	-0.4

a) 2001.

Source : Commission européenne.

Graphique I.17. Taux d'emploi aux États-Unis, au Japon et dans l'Union européenne, 1998

Emploi en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans



Source : OCDE.

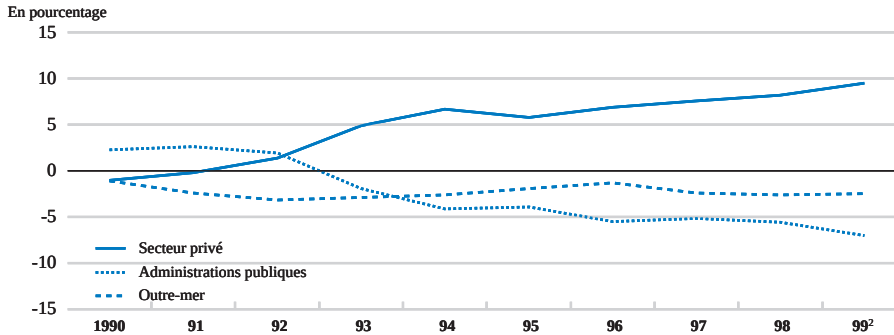
Japon : soutenir la reprise

*Au Japon, les impératifs
de la politique économique
restent les mêmes malgré
la reprise*

Les impératifs de la politique économique au Japon n'ont pas changé de façon sensible depuis l'automne dernier. En dépit de la situation ambiguë qui ressort des données économiques disponibles, la reprise qui s'est amorcée l'an passé semble être relativement bien engagée, mais on ne peut exclure qu'elle vienne à s'essouffler dans un avenir relativement rapproché. De fait, l'économie pourrait se stabiliser sur un sentier de croissance qui laissera subsister une marge importante de capacités

Graphique I.18. Capacité de financement par secteur au Japon¹

En pourcentage du PIB



1. Années fiscales. Les données de l'année fiscale 1998 sont corrigées de la prise en charge par l'administration centrale de la dette de la Japan National Railway Settlement Corporation et du compte spécial de la National Forest.

2. Estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

sous-utilisées et un chômage élevé, et son expansion est freinée par la restructuration des entreprises et les restrictions budgétaires inévitables. Dans ce contexte, la priorité reste de soutenir la reprise à court terme, sans compromettre de façon excessive la santé à long terme de l'économie, tout en rendant celle-ci plus dynamique et, partant, mieux à même de corriger les déséquilibres dont elle a hérité.

Les perspectives de l'économie japonaise ne permettent pas d'envisager d'importantes mesures d'assainissement budgétaire au cours des 12 à 18 prochains mois. En revanche, il ne semble plus nécessaire d'adopter des collectifs budgétaires d'urgence pour soutenir la reprise. Le report de l'assainissement des finances publiques entraînera un alourdissement de la dette publique, mais si les attentes d'une consolidation opportune sont bien établies il est peu probable que cela déstabilise les marchés de capitaux ou provoque une forte hausse des rendements obligataires dans le court terme. Les investisseurs sont prêts à financer l'important déficit budgétaire des administrations publiques sans exiger de taux d'intérêt plus élevés parce que l'abondante épargne privée dépasse les besoins de l'investissement privé (graphique I.18), une situation qui va probablement se maintenir dans le proche avenir, à moins que l'investissement ne se révèle beaucoup plus soutenu que prévu. En outre, la réduction des créances bancaires sur l'étranger à la suite de la crise financière qui a éclaté à la fin de 1997, de même que les excédents de liquidités des marchés monétaires qui permettent de maintenir le taux interbancaire près de zéro, ont incité les banques privées à accroître leurs portefeuilles de titres publics (tableau I.8). Tant que la politique de taux d'intérêt zéro sera maintenue et que le crédit extérieur des banques ne connaîtra pas d'expansion, ces facteurs continueront de soutenir le marché obligataire. A un certain stade, cependant, les taux d'intérêt augmenteront, ce qui viendra alourdir le coût du service de la dette et amplifier la spirale de la dette à court terme qui s'est amorcée.

Des déficits budgétaires toujours élevés sont justifiés étant donné la faiblesse de la conjoncture...

Si une forte réduction du déficit peut être évitée à court terme, il est nécessaire de commencer à préparer sans retard les mesures d'assainissement budgétaire à moyen terme. Étant donné l'ampleur de l'amélioration nécessaire des finances publiques, ne serait-ce que pour éviter une augmentation du ratio de la dette au PIB alors que le vieillissement de la population exerce des pressions sur le budget, des mesures

... mais il convient de préparer dès maintenant l'assainissement des finances publiques à moyen terme

**Tableau I.8. Acquisitions sectorielles d'actifs immobiliers
de l'administration centrale du Japon**

*En pourcentage d'augmentation réelle de l'encours des actifs immobiliers
de l'administration centrale*

	1996 ^a	1997 ^a	1998 ^a	1999 ^{a, b}
Banque centrale, épargne postale, fonds fiduciaire et autres institutions financières publiques	71	27	82	-3
Banque privées	-11	28	-10	64
Compagnies d'assurance et fonds de pension	32	-4	30	54
Autres secteurs intérieurs	3	15	0	28
Outre-mer	5	34	-2	-42

a) Année budgétaire.

b) Les trois premiers trimestres seulement.

Source : Bank of Japan, *Flow of Funds*.

devront être prises à la fois pour réduire les dépenses, notamment celles qui concernent les programmes de travaux publics, et pour accroître les recettes²⁴. Plusieurs pays de l'OCDE qui sont parvenus avec succès à réduire de sérieux déséquilibres budgétaires ont jugé utile d'établir des plans budgétaires à moyen terme comportant des objectifs spécifiques en matière de dépenses et/ou de recettes et une stratégie claire et transparente pour la réalisation de ces objectifs²⁵. Ces programmes ont aussi accru la transparence de la politique budgétaire et renforcé les responsabilités pour la réalisation des objectifs, et leur respect a été sanctionné en fin de compte par une plus grande crédibilité des autorités fiscales. Une stratégie claire pour l'établissement d'un plan budgétaire à moyen terme pourrait constituer pour les autorités japonaises un outil important lui permettant d'assainir les finances publiques de façon rationnelle et crédible.

La politique monétaire devra rester très souple, même si une légère augmentation des taux d'intérêt apparaît utile lorsque la reprise se confirme

Étant donné la faiblesse fondamentale de l'économie, la politique monétaire devra continuer à stimuler fortement l'activité à court terme, mais la politique de taux d'intérêt zéro pourra être progressivement abandonnée à mesure que la reprise se concrétisera. Le niveau extraordinairement bas des taux directeurs depuis mars 1999 a contribué à maintenir de faibles taux d'intérêt sur l'ensemble des échéances et a sans doute limité l'appréciation du yen. Cependant, si la reprise se poursuit comme le prévoit l'OCDE, il y aurait peut-être lieu de relever légèrement les taux directeurs au cours des 12 à 18 prochains mois. En revanche, si la reprise venait à s'essouffler, il serait souhaitable que les autorités monétaires donnent une impulsion supplémentaire à l'activité économique, notamment en achetant des obligations d'État.

Des progrès notables ont été accomplis sur certains aspects de la réforme financière...

Afin de développer le potentiel de croissance économique à plus long terme, les réformes financières doivent se poursuivre conformément aux plans établis. Des progrès notables ont déjà été accomplis dans deux grands domaines :

- Des aspects importants des réformes financières du « Big Bang » ont été mis en œuvre, et l'intensification effective et prévisible de la concurrence sur les marchés financiers encourage la rationalisation de ce secteur. Même lorsqu'elles

24. OCDE, *Étude économique de l'OCDE sur le Japon*, 1999, Paris.

25. Voir, par exemple, OCDE (1997), « La budgétisation dans une perspective d'avenir – Les prévisions budgétaires pluriannuelles », OCDE/GD(97)178 (disponible également sur le site web de l'OCDE: www.oecd.org/puma/online) ; et le numéro 60 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1996.

appartiennent à des groupes traditionnels différents, les banques locales se regroupent et la présence étrangère sur les marchés financiers s'est développée.

- La modification des règles comptables améliore considérablement la transparence des états financiers dans le secteur des entreprises. L'établissement de comptes consolidés est appliqué depuis le dernier exercice financier ; les états financiers pour la période en cours devront enregistrer les actifs financiers et immobiliers réalisables sur la base de leur valeur marchande actuelle et non au coût historique, et tenir expressément compte des obligations non financées au titre des pensions ; par ailleurs, la détention de titres pendant une longue période, et notamment les participations croisées, devront être évaluées aux prix du marché à partir du prochain exercice, les pertes en capital importantes devant être inscrites dans un compte de charges.

Ces mesures accentuent les pressions en faveur d'une accélération du processus de restructuration des entreprises, tout en stimulant la concurrence dans l'ensemble de l'économie et en améliorant l'efficacité.

Il y a cependant encore à faire en termes de réforme du secteur financier, et la santé de certains établissements financiers continue de susciter des doutes. Le passage d'un système de couverture intégrale à un système de garantie des dépôts plus limité a été reporté de 2001 à 2002 de manière à laisser plus de temps pour traiter le problème des prêts improductifs des mutuelles et des coopératives. L'injection massive de capitaux publics dans 15 grandes banques en mars 1999 a permis d'éliminer les créances improductives de leurs bilans. Cependant, un quart des prêts consentis par ces banques ne sont pas de la plus haute qualité, et comme les prêts immobiliers sont encore importants, de nouveaux problèmes pourraient apparaître si les prix immobiliers continuaient de fléchir. Les problèmes financiers du secteur des assurances ne sont pas encore réglés, et on constate un ralentissement des progrès dans l'élimination des créances irrécouvrables des sociétés de crédit au logement (*jusen*) et d'autres établissements financiers.

... mais il reste encore à faire pour éliminer les créances improductives dans le système bancaire

Des réformes sont également nécessaires sur les marchés de produits et les marchés du travail pour renforcer le dynamisme de l'économie. Des obstacles statutaires à l'entrée et d'autres réglementations entravent la concurrence dans de nombreux segments des marchés de produits et réduisent l'efficacité de la production. La reprise donne l'occasion d'intensifier les efforts de réforme de la réglementation et de mettre en œuvre les recommandations détaillées contenues dans le rapport intitulé *Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation* au Japon²⁶. Il conviendrait par ailleurs d'examiner sans retard si certaines institutions traditionnelles du marché du travail, comme l'emploi à vie, qui ont joué un rôle utile au Japon pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre, ne devraient pas être adaptées eu égard à l'augmentation du chômage et aux restructurations en cours dans les entreprises. Pour permettre à l'économie de tirer le meilleur parti des technologies de l'information et des communications, l'accent devrait être placé sur l'élimination des obstacles à la diffusion de l'informatique et de l'utilisation de l'Internet. La rapidité avec laquelle les téléphones mobiles ont été diffusés au Japon une fois que les obstacles ont été éliminés démontre la capacité de l'économie à adopter de nouvelles technologies lorsque les conditions d'ensemble sont réunies.

Des réformes doivent être mises en œuvre sur les marchés de produits et les marchés du travail

26. OCDE, *La réforme de la réglementation au Japon*, Paris, 1999.

Appendice : scénarios à moyen terme

La présente annexe décrit les principales caractéristiques de la version actuelle du scénario de référence à moyen terme de l'OCDE, qui est compatible avec les prévisions à court terme actuelles, et donne de plus amples détails sur les diverses hypothèses et simulations prises en compte dans l'analyse des scénarios « d'expansion mondiale » envisagés dans la partie du texte principal où sont évoqués les risques.

Le scénario de référence à moyen terme

Le scénario de référence à moyen terme étend les prévisions jusqu'à la fin de 2005

Le scénario de référence à moyen terme étend les prévisions à court terme actuelles jusqu'à la fin de 2005 (voir les tableaux I.I.9 et I.I.10 et le graphique I.19). Après une période de forte expansion à court terme, la croissance dans la zone de l'OCDE devrait se ralentir progressivement pour revenir vers un taux de croissance à moyen terme d'un peu plus de 2¾ pour cent, tandis que l'expansion des échanges mondiaux se ralentirait aussi par rapport au rythme qu'elle atteint actuellement, pour s'établir en moyenne à 7½ pour cent par an. Abstraction faite de certains pays à forte inflation, l'inflation dans l'ensemble de la zone reste à peu près stable aux alentours de 2 pour cent par an ; le taux de chômage moyen reste stationnaire au voisinage de 6 pour cent sous l'effet d'un recul de ¾ point en Europe mais d'une augmentation de l'ordre de 1 point aux États-Unis. L'évolution dans le sens d'un équilibre global des finances publiques devrait se poursuivre à moyen terme, mais la capacité de financement des administrations publiques reste très inégale suivant les pays et les régions, avec des excédents importants dans un certain nombre de pays. Globalement, la dette publique diminue quelque peu, surtout en Europe et dans la zone euro, mais elle reste élevée dans plusieurs pays et continue de s'accroître fortement au Japon. Malgré la réduction des écarts de production, les déséquilibres de balance courante entre les grands pays et régions de l'OCDE semblent devoir rester importants à moyen terme.

Portée et principales hypothèses

Le scénario suppose que les écarts de production disparaissent à moyen terme

Le scénario de référence à moyen terme, qui est construit au moyen d'un modèle INTERLINK de l'OCDE, repose sur des hypothèses spécifiques concernant la politique et l'évolution économique dans les pays et régions de l'OCDE et dans le reste du monde. Son principal objet est de permettre des comparaisons avec des scénarios bâtis sur d'autres hypothèses et de fournir des informations sur l'aggravation ou la réduction éventuelle de certains déséquilibres et tensions dans l'économie mondiale à moyen terme, ainsi que sur la possibilité de mettre en œuvre des politiques destinées à faciliter le processus d'ajustement. Le scénario de référence ne prévoit aucun profil temporel spécifique pour l'évolution de la conjoncture mais suppose au contraire un schéma de croissance se traduisant par la quasi-élimination de l'écart entre production effective et production potentielle dans tous les pays de l'OCDE, à moyen terme. Les prix des matières premières et les principaux taux de change sont censés rester constants en termes réels au-delà de l'horizon à court terme (à quelques exceptions près). Les politiques monétaires visent à maintenir l'inflation à un bas niveau où à un niveau conforme aux objectifs à moyen terme. Les politiques budgétaires sont compatibles avec les orientations

Tableau I.9. Résumé du scénario de référence à moyen terme

En pourcentage

	Croissance du PIB réel	Taux d'inflation ^a		Chômage ^b		Balance courante ^c		Taux d'intérêt à long terme	
	2002-2005	2001	2005	2001	2005	2001	2005	2001	2005
États-Unis	3.1	2.3	2.3	4.2	5.3	-4.4	-3.9	6.8	6.4
Japon	2.0	-0.1	0.2	4.8	4.0	2.9	3.2	2.2	3.5
Allemagne	1.9	1.4	1.4	7.7	7.2	0.4	2.0	6.2	5.6
France	2.2	1.6	1.6	8.8	8.2	2.6	2.5	6.3	5.6
Italie	2.4	2.2	1.8	10.5	9.8	2.2	2.8	6.4	5.7
Royaume-Uni	2.2	3.2	2.4	5.8	6.0	-2.0	-2.6	6.1	5.8
Canada	2.8	2.3	2.1	6.6	6.5	0.6	0.7	6.6	6.3
Total des pays ci-dessus	2.6	1.8	1.8	5.7	5.9	-1.3	-0.9	5.8	5.6
Australie	3.5	2.8	2.4	6.4	6.6	-4.1	-3.8	7.2	7.1
Autriche	2.2	1.8	1.7	4.5	4.8	-2.7	-2.2	6.4	5.8
Belgique	2.3	1.3	1.7	7.8	7.5	3.4	3.4	6.4	5.8
République tchèque	3.3	4.4	2.6	10.5	7.8	-2.9	-2.4	6.8 ^d	6.0 ^d
Danemark	2.1	2.5	2.1	5.4	6.0	2.7	3.3	6.6	6.3
Finlande	2.7	2.6	2.4	8.5	8.0	7.7	7.2	6.3	5.8
Grèce	3.6	2.7	2.7	9.8	8.9	-3.0	-2.4	5.1 ^d	4.5 ^d
Hongrie	4.9	5.2	3.5	6.2	5.5	-5.2	-3.2	10.6 ^d	7.7 ^d
Islande	2.2	6.1	5.1	1.9	3.8	-6.2	-3.9	11.9 ^d	9.5 ^d
Irlande	6.5	4.3	4.9	3.3	5.0	-0.3	-0.2	6.4	5.9
Corée	5.8	2.7	2.5	4.1	3.6	1.9	0.4	10.6	8.5
Luxembourg	3.8	1.7	1.6	2.7	4.3	0.0	0.0	6.4	5.8
Mexique	4.8	8.5	4.4	2.4	2.5	-3.6	-4.0	14.5	9.8
Pays-Bas	2.0	3.0	2.8	2.1	3.0	6.0	5.7	6.3	5.7
Nouvelle-Zélande	2.7	2.3	1.9	6.0	5.9	-6.0	-3.4	7.5	6.5
Norvège	2.3	0.9	2.4	3.6	4.0	13.9	12.7	7.1	5.5
Pologne	4.7	6.5	3.9	13.1	10.2	-7.4	-5.9	14.0 ^d	9.5 ^d
Portugal	3.1	2.9	2.9	4.0	4.8	-10.5	-9.6	6.4	5.8
Espagne	2.7	2.9	2.6	12.9	11.0	-3.2	-3.3	6.5	5.8
Suède	2.3	2.3	2.4	4.3	5.4	2.1	2.1	6.3	6.0
Suisse	1.8	1.7	2.0	1.8	1.8	12.4	12.4	4.7	4.2
Turquie	5.5	21.0	10.5	7.2	6.2	-2.1	-2.5	23.1	25.0
<i>Pour mémoire :</i>									
Total des pays européens ci-dessus	2.5	2.4 ^e	2.1 ^e	8.1	7.4	0.9	1.1	6.5 ^e	5.8 ^e
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	2.8	2.2 ^e	2.0 ^e	6.1	5.9	-1.0	-0.8	6.4 ^e	5.9 ^e
Zone euro	2.3	1.9	1.9	8.5	7.9	1.2	1.7	6.3	5.7

Note : Pour plus de détails voir « Sources et Méthodes ».

a) Pourcentage de variation de l'indice implicite de prix du PIB par rapport à la période précédente.

b) En pourcentage de la population active.

c) En pourcentage du PIB nominal.

d) Taux d'intérêt à court terme.

e) À l'exception de la Turquie.

Source : OCDE.

actuelles et, dans la plupart des cas, avec un assainissement des finances publiques, pour un ratio fixe de recettes fiscales au PIB, grâce à une réduction tendancielle de la consommation publique et des dépenses sociales. Conformément aux prévisions à court terme, le scénario de référence suppose une poursuite de la reprise dans les principales régions n'appartenant pas à la zone de l'OCDE, la croissance des importations s'ajustant régulièrement au cours de la période considérée pour revenir vers les taux de croissance tendanciel observés dans le passé.

Tableau I.10. Évolution de la fiscalité dans le scénario de référence à moyen terme

En pourcentage du PIB nominal

	Soldes financiers ^a		Engagements financiers bruts ^b			Dettes publiques brutes (définition de Maastricht) ^c	
	2001	2005	2001	2005	Variation entre 2001 et 2005	2001	2005
États-Unis	1.7	1.9	56.2	46.5	-9.7		
Japon	-6.3	-5.7	119.4	144.0	24.6		
Allemagne	-1.7	0.0	63.3	59.5	-3.8	60.8	57.1
France	-1.2	-0.6	62.6	57.7	-4.9	56.4	51.5
Italie	-1.1	0.3	108.9	94.7	-14.2	107.3	93.1
Royaume-Uni	0.9	-0.6	46.9	41.9	-5.0	39.9	34.8
Canada	2.2	1.7	80.3	65.2	-15.1		
Total des pays ci-dessus	-0.6	-0.1	72.8	69.9	-2.9	65.7	59.1
Australie	0.4	1.0	22.6	18.3	-4.3		
Autriche	-1.9	-0.8	63.4	60.3	-3.1	63.4	60.3
Belgique	0.5	1.2	104.8	86.6	-18.2	104.8	86.6
République tchèque	-6.0	-5.3					
Danemark	2.8	2.9	46.7	32.2	-14.5	43.9	29.4
Finlande	4.9	3.9	53.6	44.3	-9.2	37.3	28.0
Grèce	-0.8	0.8	100.3	84.1	-16.3	100.3	84.0
Hongrie	-3.6	-3.5					
Islande	2.2	1.9	35.1	24.1	-11.0		
Irlande	4.8	4.6	33.5	5.5	-28.0	33.5	5.5
Corée	2.5	4.2	16.4	17.6	1.2		
Pays-Bas	0.1	-0.7	56.5	49.6	-6.9	56.5	49.6
Nouvelle-Zélande	1.4	1.5					
Norvège	11.6	13.1	24.7	-1.4	-26.1		
Pologne	-2.6	-1.2					
Portugal	-1.4	-0.9	57.3	49.1	-8.2	55.8	47.6
Espagne	-0.1	0.0	62.1	53.8	-8.3	57.9	49.6
Suède	3.2	1.9	52.3	35.9	-16.4	49.5	33.1
<i>Pour mémoire :</i>							
Total des pays européens ci-dessus	-0.5	0.0	67.9	59.8	-8.1	64.8	57.0
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-0.3	0.1	68.9	65.1	-3.8		
Zone euro	-0.9	0.1	71.4	63.4	-8.0	69.2	61.2

Note : Pour plus de détails voir « Sources et Méthodes ».

a) Excédent (+) ou déficit (-) budgétaire des administrations publiques en pourcentage du PIB.

b) Comprenant tous les engagements financiers, tels qu'ils sont définis par le Système de comptabilité nationale (selon la disponibilité des données) et couvrant le secteur des administrations publiques, qui est une consolidation de l'administration centrale, de l'État et des collectivités locales et du système de sécurité sociale.

c) Les estimations de la dette publique brute selon la définition de Maastricht sont faites à partir de données fournies par la Commission des Communautés européennes pour 1998, et d'extrapolations basées sur les prévisions de l'OCDE pour le PIB et les engagements financiers bruts des administrations publiques.

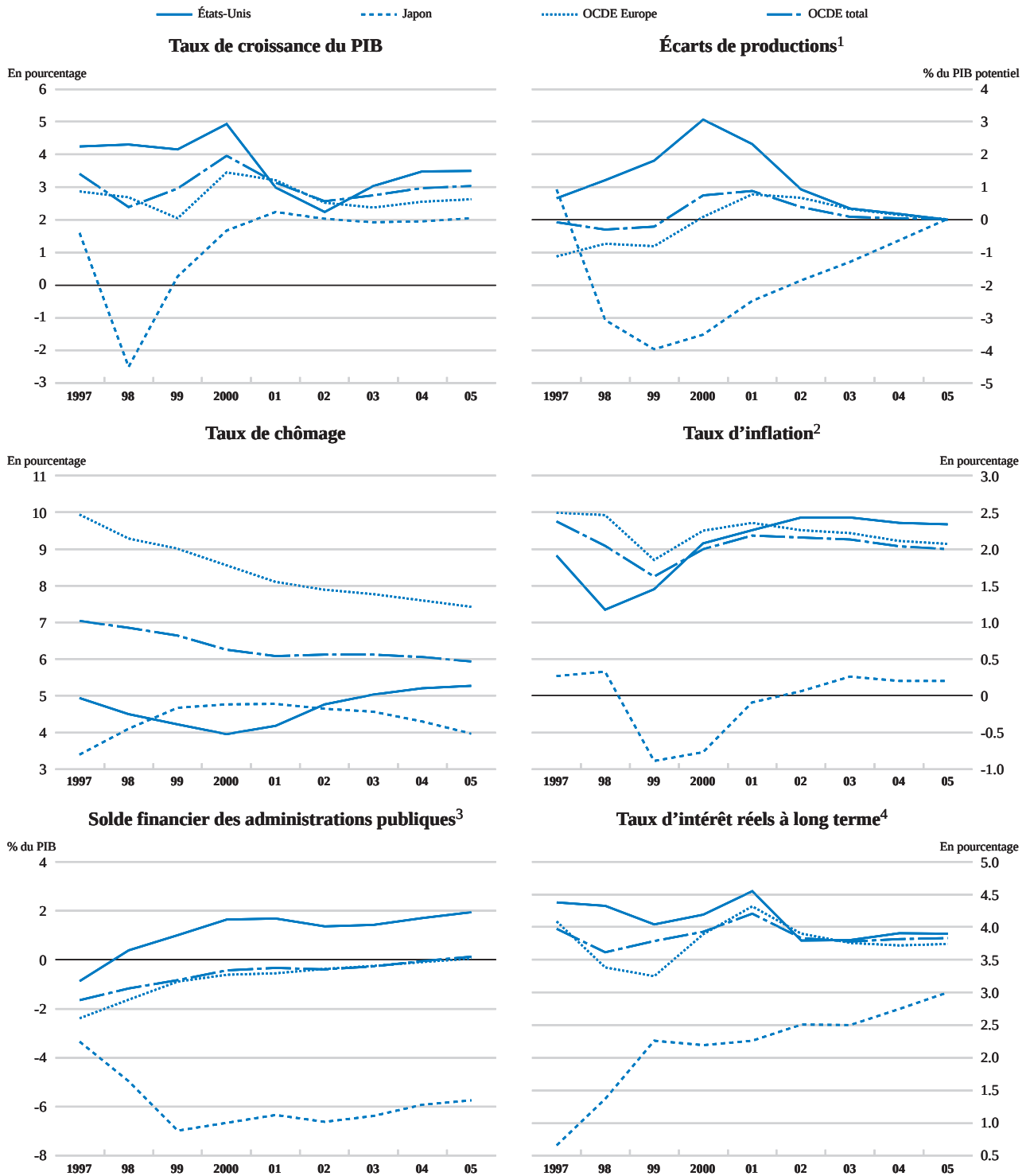
Source : OCDE.

Principales caractéristiques du scénario de référence

Le scénario prévoit un ralentissement de la croissance dans la zone de l'OCDE après 2001...

Après une période de croissance rapide mais de moins en moins forte aux États-Unis et une reprise soutenue en Europe, le rythme d'expansion de la production dans l'ensemble de la zone OCDE se ralentit quelque peu après 2001 et se stabilise à 2¾ pour cent par an en moyenne, permettant l'élimination de l'écart de production positif d'ici à 2005 (tableau I.9). Sur la même période, la croissance des échanges mondiaux se ralentit aussi par rapport à son rythme actuel de plus de 10½ pour cent, pour revenir à un taux plus stable de 7½ pour cent par an en 2002 et ensuite. Étant donné la grande disparité des positions conjoncturelles à court terme, la configuration

Graphique I.19. Scénario de référence à moyen terme



1. Différence en pourcentage entre le PIB effectif et son niveau potentiel.

2. Indices implicites de prix du PIB. Le total de l'OCDE et celui de l'OCDE Europe sont calculés en excluant la Turquie.

3. Les soldes financiers des administrations pour l'OCDE total et l'OCDE Europe sont calculés en excluant le Luxembourg, le Mexique, la Suisse et la Turquie.

4. Le taux de l'OCDE Europe est remplacé par la zone euro à partir de 1999 ; avant 1999, la courbe montre celui de l'Allemagne. L'OCDE total exclut la Turquie.

Source : OCDE.

et le profil temporel de la croissance sont assez différents d'une grande région de l'OCDE à une autre (voir le graphique I.19).

Après une progression toujours rapide de l'activité à court terme aux États-Unis et un accroissement de l'écart de production, le ralentissement ultérieur de la croissance du PIB à un rythme inférieur au taux de croissance potentiel est censé se poursuivre à moyen terme, reflétant une décélération de la demande intérieure sous l'effet du resserrement des conditions financières à court terme. Le ralentissement global cesse toutefois en 2003, et l'activité revient régulièrement à une croissance un peu plus soutenue, compatible avec le taux de croissance potentiel, à la fin de la période considérée²⁷.

En Europe, l'accélération récente de la reprise et une croissance encore soutenue à court terme impliquent l'apparition d'écarts positifs dans beaucoup de pays (à l'exception notable de l'Italie) de la région. Bien que restant soutenue grâce à la vigueur persistante des exportations et de la consommation privée et au redressement de l'investissement, l'expansion se modère quelque peu à moyen terme, la croissance du PIB se stabilisant à 2½ pour cent en moyenne dans les économies européennes de l'OCDE (2¼ pour cent dans la zone euro). Étant donné le niveau de départ, le processus d'ajustement à moyen terme est plus long dans le cas de l'économie japonaise. En dépit d'un certain ralentissement de la production potentielle ces dernières années (aux alentours de 1¼ pour cent) et du redressement prévu du PIB cette année et l'an prochain, l'écart de production négatif reste important (de l'ordre de 2 pour cent à la fin de 2001) et ne semble devoir disparaître que progressivement à moyen terme. Après s'être sensiblement accélérée en 2001, la croissance du PIB est censée se stabiliser ensuite aux alentours de 2 pour cent par an, à la faveur d'un raffermissement de la demande de consommation, de l'investissement et des exportations sous l'effet de la reprise persistante des échanges mondiaux et, en particulier, du redressement de l'activité dans la région de l'Asie.

... tandis que le chômage reste stable dans la zone de l'OCDE, avec un recul en Europe mais une augmentation aux États-Unis

La productivité du travail dans la zone de l'OCDE devrait s'accélérer quelque peu pour atteindre le rythme d'environ 2 pour cent par an, légèrement supérieur à la moyenne de la dernière décennie. La croissance de l'emploi dans l'ensemble de la zone devrait se maintenir au voisinage de 1 pour cent par an en moyenne et, la population active augmentant d'un peu moins de 1 pour cent, le chômage dans la zone ne devrait plus guère diminuer, se maintenant en moyenne à 6 pour cent au cours de la période considérée. Cependant, cette situation masque des mouvements qui se compensent mutuellement : aux États-Unis, le chômage augmente légèrement pour atteindre 5¼ pour cent environ à mesure que l'économie se ralentit au cours de la période considérée ; en Europe, en revanche, il baisse encore à mesure que la croissance se poursuit et que les effets des réformes du marché du travail se font progressivement sentir. Pour la zone euro, le taux de chômage recule encore de ½ point, revenant aux alentours de 8 pour cent en 2005, mais il reste égal ou supérieur à 9 pour cent en Italie et en Espagne. Pour le Japon, le chômage revient progressivement au voisinage de 4 pour cent.

27. Du fait des révisions récemment opérées dans les statistiques des comptes nationaux et les estimations de la productivité, les estimations du taux de croissance potentiel aux États-Unis effectuées par l'OCDE ont été révisées en hausse depuis novembre 1999, passant d'environ 3¼ pour cent à un peu plus de 3½ pour cent par an.

Compte tenu des hypothèses budgétaires actuelles et d'une croissance soutenue à moyen terme, le scénario fait apparaître de nouveaux progrès dans la réduction des niveaux de déficit effectif et structurel en pourcentage du PIB (tableau I.10). Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, les déficits publics diminuent progressivement, passant d'environ ½ pour cent du PIB cette année et l'an prochain à un quasi-équilibre en 2005. Globalement, le rythme de l'assainissement des finances publiques est suffisant pour réduire le ratio des engagements financiers bruts des administrations publiques au PIB, pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, à environ 70 pour cent en 2001, avec quelques améliorations progressives ensuite. Néanmoins, les différences entre les régions sont assez marquées.

Pour les États-Unis, les administrations publiques continuent de dégager un excédent budgétaire important et croissant au cours de la période considérée, atteignant près de 2 pour cent du PIB en 2005 et, en conséquence, la dette publique diminue sensiblement. En Europe, la plupart des pays sont censés réaliser de nouveaux progrès dans la réduction des déficits ou dégager des excédents et, pour la zone euro, le déficit total tombe d'environ 1 pour cent du PIB cette année à une situation de quasi-équilibre en 2005, ce qui implique une réduction importante du ratio de la dette publique au PIB. Pour le Japon, en revanche, la fragilité de la situation intérieure conjuguée à des programmes de relance budgétaire successifs se traduit par d'importants déficits effectifs et tendanciels en termes structurels. La reprise économique n'avançant que lentement à moyen terme, les possibilités d'assainissement des finances publiques sont extrêmement limitées et les réductions prévues du déficit (à environ 5¼ pour cent du PIB d'ici à 2005) ne sont obtenues qu'au prix d'un ralentissement sensible de la consommation publique et de réductions des dépenses d'investissement. De ce fait, le niveau de la dette publique augmente assez fortement au cours de la période considérée (de 5 points de PIB en moyenne par an).

L'orientation de la politique monétaire est censée permettre de maintenir l'inflation à un faible niveau à moyen terme, inférieur ou égal à 2 pour cent pour l'ensemble de la zone. Pour les États-Unis, la politique économique reste ferme face aux pressions inflationnistes sous-jacentes, les taux d'intérêt réels à long terme étant maintenus à environ 4 pour cent au cours de la période considérée et l'inflation à environ 2¼ pour cent. Pour le Japon, où l'écart de production négatif reste important et ne se comble que lentement, le taux d'inflation demeure proche de zéro pendant la plus grande partie de la période. En Europe, le taux d'inflation reste stable, aux alentours de 2 pour cent pour la zone euro.

Pour la zone de l'OCDE, le secteur extérieur continue d'enregistrer un léger déficit (¾ pour cent du PIB) pendant la plus grande partie de la période mais, en l'absence de changements marqués des taux de croissance potentiels ou de l'ouverture aux échanges et aux taux de change actuels en termes réels, les déséquilibres extérieurs courants entre les régions ne se résorbent guère. Pour les pays européens de l'OCDE, l'excédent extérieur courant augmente légèrement, atteignant environ 1¾ pour cent du PIB. Pour les États-Unis, le déficit extérieur diminue quelque peu, revenant aux alentours de 4 pour cent du PIB en 2005, tandis que dans le cas du Japon, l'excédent extérieur reste voisin de 3 pour cent du PIB.

Le scénario suppose de nouveaux progrès dans la réduction des déficits budgétaires

L'inflation reste faible...

... mais les déséquilibres de balance courante entre les grandes régions de l'OCDE demeurent importants

Scénarios d'expansion mondiale

Les prévisions se caractérisent par une croissance rapide dans les économies de l'OCDE et les économies non membres

L'une des caractéristiques importantes des présentes prévisions à court et à moyen terme est que la plupart des économies de la zone de l'OCDE (et bon nombre d'économies non membres) connaissent aujourd'hui une croissance soutenue ou une forte reprise s'accompagnant de taux de chômage bas ou en baisse²⁸. Malgré les incertitudes sur les niveaux précis des écarts de production, la direction des mouvements récents est très claire et cohérente avec une évolution vers des écarts plus positifs dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, aussi bien cette année que l'année prochaine²⁹. La combinaison de taux de chômage bas ou en baisse et d'une réduction des écarts de production donne à prévoir de plus vives tensions sur les marchés du travail et les marchés de produits et à une accentuation des pressions inflationnistes au cours de la période considérée. Dans les prévisions principales et le scénario de référence à moyen terme décrit plus haut, ces pressions sont censées être contenues et se dissiper grâce à la fermeté persistante des conditions monétaires et à la modération de la croissance dans l'ensemble de la zone. Néanmoins, il n'est pas à exclure que les facteurs qui stimulent la croissance soient plus vigoureux qu'on ne le prévoit actuellement, que la conjonction de la politique économique et des mécanismes d'équilibrage normaux ne suffise pas à ralentir la croissance ou, pire encore, que les politiques budgétaires de certains pays deviennent excessivement expansionnistes ou procycliques, l'amélioration des situations budgétaires engendrant des revendications en faveur d'un accroissement des dépenses ou d'une diminution des impôts, mesures qui viendraient encore stimuler la croissance à court terme.

Une croissance plus soutenue que prévu pourrait engendrer de plus fortes pressions inflationnistes

Une croissance plus soutenue que prévu dans l'une ou l'autre des régions de l'OCDE n'est pas en soi problématique si elle est compatible avec un potentiel plus élevé. En revanche, si tel n'est pas le cas et si cette situation se limite à une seule région, les mouvements relatifs des taux de croissance et d'inflation entre les régions entraînent généralement des disparités correspondantes de compétitivité et de résultats commerciaux, lesquelles ont généralement un effet stabilisateur pour la région concernée et sont le plus souvent neutres à l'échelle de la zone de l'OCDE. Cependant, lorsqu'une croissance rapide de la demande a lieu dans de nombreux pays à la fois, les mécanismes de stabilisation ne jouent plus leur rôle et les pressions inflationnistes sous-jacentes risquent de se renforcer d'elles-mêmes. L'analyse empirique tend aussi à confirmer l'existence d'asymétries importantes dans les liaisons entre les niveaux et les variations des écarts de production et des prix des matières premières dans l'ensemble de la zone. Ainsi, bien que la tendance générale des prix réels des matières premières non pétrolières au cours des dernières décennies ait régulièrement été à la baisse, les épisodes durant lesquels les prix des matières premières ont augmenté assez fortement ont aussi coïncidé avec des périodes d'expansion rapide et simultanée et avec de fortes augmentations des écarts de production dans les différentes régions³⁰.

28. Cette remarque vaut aussi pour le Japon dans la mesure où l'on prévoit une reprise sensible à court terme.

29. Pour estimer les écarts de production, l'OCDE utilise la méthodologie cohérente basée sur une fonction de production décrite par C. Giorno, P. Richardson, D. Roseveare et P. van den Noord, « Production potentielle, écarts de production et soldes budgétaires structurels », *Revue économique de l'OCDE*, n° 24, OCDE, Paris.

30. Il existe manifestement une corrélation entre les mouvements des prix des matières premières non pétrolières et le cycle économique mondial ; une analyse récente de l'OCDE (disponible sur demande) donne à penser que la relation asymétrique avec la réactivité des prix des matières premières est presque deux fois plus forte en période d'expansion qu'en période de récession. Cette analyse laisse en outre supposer qu'une augmentation de la production mondiale de 1 point au-delà du potentiel peut rapidement entraîner une accélération de la hausse des prix des matières premières non pétrolières de l'ordre de 10 à 15 pour cent par an.

Trois scénarios d'expansion mondiale illustrent les risques potentiels

Le scénario « d'expansion mondiale » examiné dans la partie du texte principal qui concerne les risques donne une idée de l'échelle que pourraient atteindre ces effets et de la force que pourraient avoir les effets de contagion sur le plan de l'inflation, sur la base de différents scénarios utilisant le modèle INTERLINK de l'OCDE. A partir du scénario de référence à moyen terme décrit plus haut, trois différentes séries de scénario ont été construites, sur l'hypothèse d'une croissance du PIB réel supérieure de $\frac{1}{2}$ et $\frac{3}{4}$ pour cent, en 2000 et 2001 respectivement, aux prévisions principales³¹. Ces scénarios sont les suivants :

- Expansions régionales individuelles, sans réaction explicite des autorités.
- Expansion mondiale, sans réaction explicite des autorités.
- Expansion mondiale, avec réactions des autorités budgétaires et monétaires.

A des fins d'illustration, les deux premiers scénarios supposent que le taux d'intérêt réel reste inchangé par rapport au scénario de référence, tandis que la politique budgétaire est censée être telle que le surcroît de recettes dû à l'accélération de la croissance en 2000 et 2001 est en partie dépensé, ce qui implique peu d'amélioration, voire aucune, des déficits budgétaires à court terme et un assainissement budgétaire conforme au scénario de référence ensuite. Ainsi, la politique monétaire est censée ne pas réagir à l'inflation et la politique budgétaire est procyclique, contribuant à accentuer encore la pression de la demande. Dans le dernier cas, la politique monétaire devient nettement rigoureuse aux États-Unis et en Europe, mais seulement une fois que les pressions inflationnistes sont devenues apparentes³². L'orientation de la politique budgétaire est telle que les déficits structurels sous-jacents sont inchangés, le surcroît de recettes étant utilisé pour réduire le déficit effectif. Les principaux résultats de ces scénarios sont indiqués au graphique I.20.

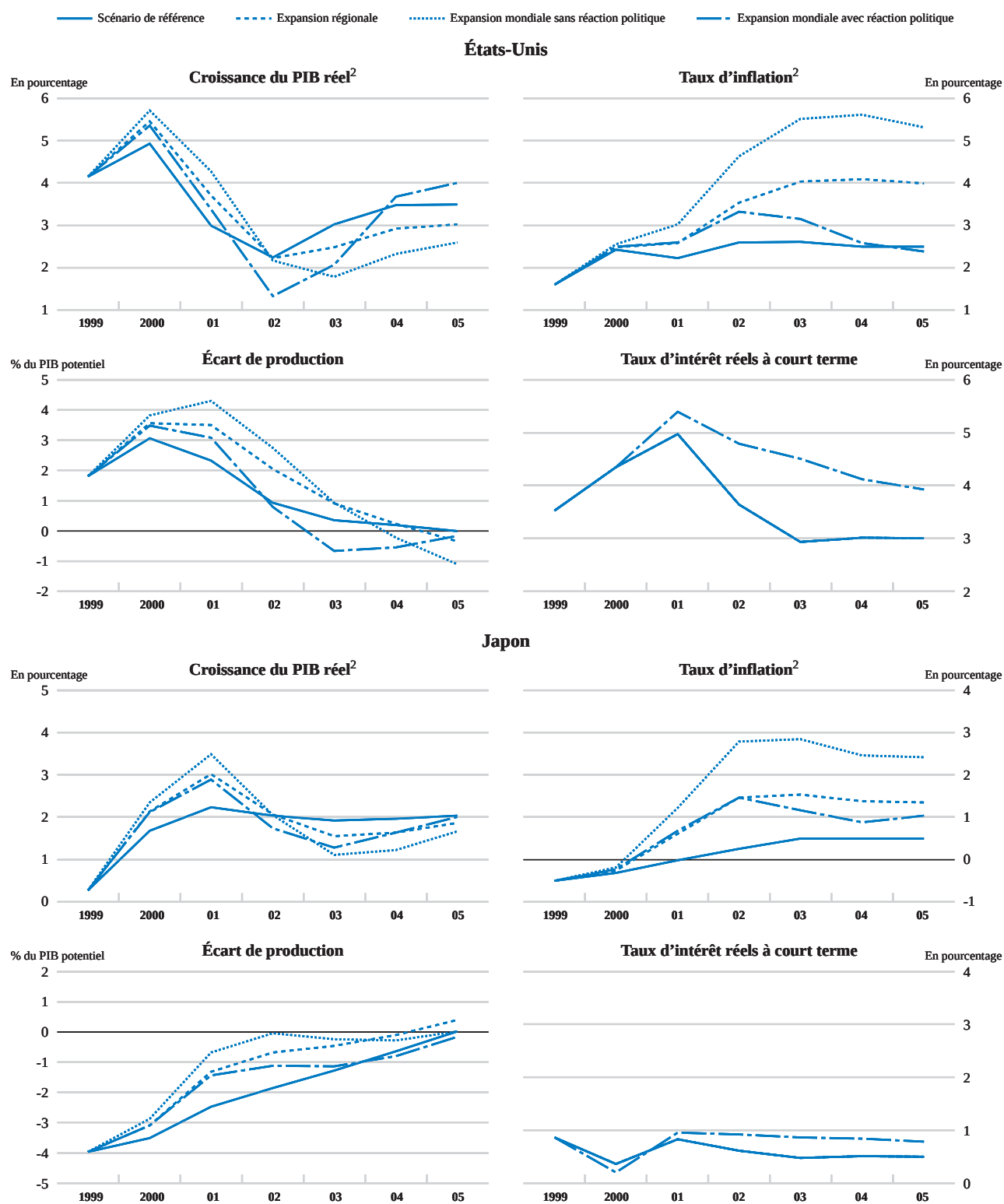
Les expansions régionales se caractérisent par un cycle plus accentué et par des variations des positions concurrentielles...

Le profil général des effets des chocs régionaux individuels est identique dans les différentes régions. A court terme, les mouvements du taux de croissance du PIB imposés par les hypothèses impliquent un élargissement brutal des écarts de production aux États-Unis et en Europe et un resserrement de l'écart négatif au Japon³³. Après 2001, la croissance se ralentit fortement sous l'effet de divers facteurs, dont une dégradation de la compétitivité internationale et l'influence d'une plus forte inflation sur le patrimoine, l'épargne et l'investissement des consommateurs et des entreprises. Ainsi, pour chaque région, une croissance plus forte que prévu à court terme entraîne un recul par la suite et une accentuation du cycle économique. Bien que l'écart de production se résorbe à moyen terme, la longue période pendant laquelle il est positif et élevé est suffisante pour entraîner une nette recrudescence de l'inflation, d'environ 1½ point aux États-Unis et au Japon et de l'ordre de 2 points en l'Europe, où les rigidités

31. Ces révisions à la hausse seraient à peu près équivalentes à la limite « supérieure » des prévisions du secteur privé pour l'ensemble de la zone. Pour les besoins de ces scénarios, la croissance plus soutenue du PIB en 2000 et 2001 est censée refléter une dépense plus forte dans le secteur privé comme dans le secteur public, sur la base des différents chocs régionaux. Les chocs mondiaux supposent la même stimulation de la demande ex ante, mais tiennent compte en outre de la transmission des effets de demande et de prix par le biais des liaisons internationales en termes de volume et de prix des échanges mondiaux, ainsi que par le biais des prix des matières premières.

32. Étant donné le très faible point de départ de l'inflation au Japon, un léger resserrement seulement est nécessaire pour maintenir l'inflation à un niveau raisonnable.

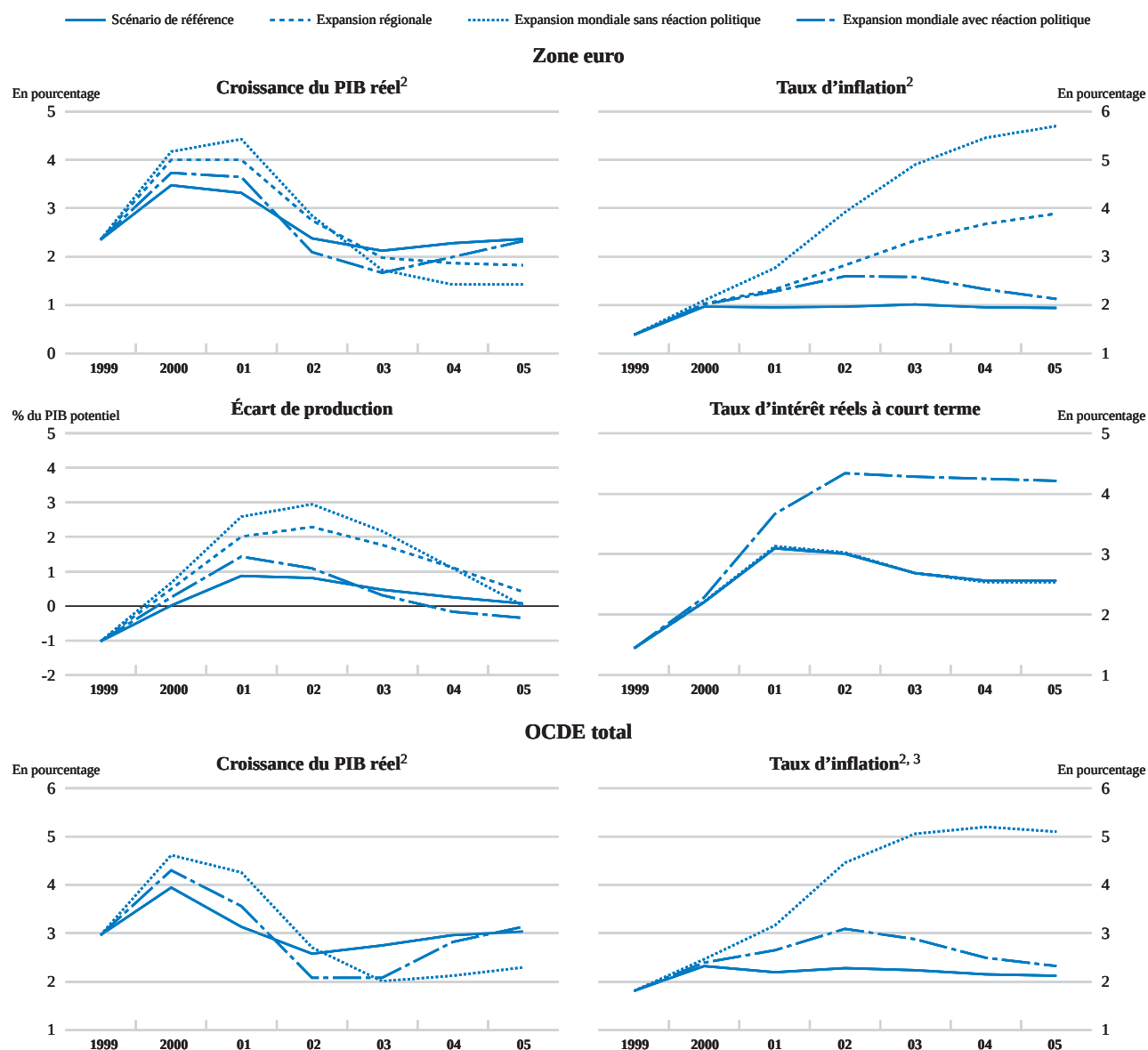
33. Bien que les niveaux précis des écarts de production actuels sont incertains, les effets d'une croissance bien au-dessus du potentiel ne sont aucunement ambigus.

Graphique I.20. Scénario d'expansion mondiale¹

1. Voir le texte pour une description des scénarios.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : OCDE.

Graphique I.20. Scénario d'expansion mondiale (suite)¹

1. Voir le texte pour une description des scénarios.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

3. À l'exception de la Turquie.

Source : OCDE.

nominales ont tendance à être plus fortes et le rythme d'ajustement plus lent. Dans le cas du Japon, l'inflation augmente, malgré un point de départ bas, en raison du resserrement rapide de l'écart et de l'inflation importée en raison des prix des matières premières. Ainsi, l'inflation se stabilise à moyen terme, mais à un niveau durablement plus élevé.

... mais une expansion mondiale implique des liaisons qui pourraient considérablement renforcer les pressions inflationnistes

Par comparaison, le choc mondial, sans réaction des autorités, implique une nouvelle et importante accentuation du cycle de croissance, l'expansion étant sensiblement plus forte (jusqu'à 50 pour cent de plus) à court terme du fait de l'importance des effets multiplicateurs des liaisons, et le recul ultérieur, pendant la deuxième phase, étant lui aussi plus prononcé³⁴. Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, l'écart de production atteint 2 à 3 pour cent au cours des trois prochaines années, c'est-à-dire des niveaux comparables à ceux observés au début des années 70. En l'absence de resserrement de la politique économique, les effets inflationnistes sont à peu près deux fois plus forts que ceux qui sont provoqués par des chocs régionaux individuels, principalement en raison de la puissance des mécanismes de transmission par les prix internationaux mais aussi des effets fortement asymétriques de la persistance d'une forte demande sur les prix des matières premières non pétrolières, qui augmentent dans des proportions allant jusqu'à 60 pour cent par rapport au scénario de référence. Sans réaction des autorités, l'inflation monte aux alentours de 5 pour cent pour l'ensemble de la zone.

... à moins que la politique ne soit durcie suffisamment tôt pour freiner le cycle et contenir l'inflation

Dans le dernier scénario, celui d'un choc global (résumé dans le graphique I.4 du texte principal), les autorités monétaires et budgétaires sont censées prendre des mesures plus appropriées (mais avec un certain retard) une fois que l'inflation commence à s'accroître. Dans ce cas, les taux d'intérêt réels à court terme sont sensiblement relevés (jusqu'à 1½ point) aux États-Unis, en Europe et, dans une moindre mesure, au Japon en 2001, et ils restent ensuite nettement plus élevés que dans le scénario de référence. La croissance est par conséquent freinée et elle passe plus rapidement que dans le cas précédent à un rythme légèrement inférieur à celui du scénario de référence, mais revient néanmoins vers son niveau potentiel de façon plus régulière, l'augmentation totale de l'écart de production étant intégralement résorbée au cours de la période considérée. L'inflation augmente encore un peu plus que dans le scénario de référence en raison de l'absence de mesures préventives, l'écart atteignant ¾ de point en 2002, si bien qu'elle dépasse légèrement la fourchette retenue comme objectif dans le cas des États-Unis, mais baisse régulièrement ensuite pour revenir entre 2 et 2¼ pour cent en moyenne en fin de période pour la zone de l'OCDE.

34. De fait, le recul pourrait même être plus marqué si, par exemple, les répercussions possibles de la « surprise inflationniste » sur les marchés d'actions étaient également prises en compte.

II. ÉVOLUTION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE

États-Unis

L'économie américaine en est à sa quatrième année de croissance au-dessus de 4 pour cent, un ralentissement étant toutefois prévu à partir du deuxième semestre de 2000. Malgré une nette augmentation du potentiel de croissance, la demande dépasse actuellement l'offre, créant des tensions inflationnistes qui commencent maintenant à se refléter dans l'inflation sous-jacente. Un écart de production important, un taux de chômage inférieur à 4 pour cent de la population active et un déficit des opérations courantes qui pourrait se situer à 4½ pour cent du PIB en 2000 ne seront probablement pas tenables.

Un nouveau resserrement sensible de la politique monétaire s'impose. La Réserve fédérale a déjà relevé les taux d'intérêt de 1¾ point depuis l'été de 1999, mais un nouveau relèvement à 7¼ pour cent serait approprié ces prochains mois. Cette mesure suffirait pour ralentir l'activité économique à un taux de croissance de 3 pour cent en 2001, vu la récente correction du marché boursier. Il faudrait que la politique budgétaire veille à ce que le rythme des dépenses fédérales discrétionnaires ne s'accélère pas davantage.

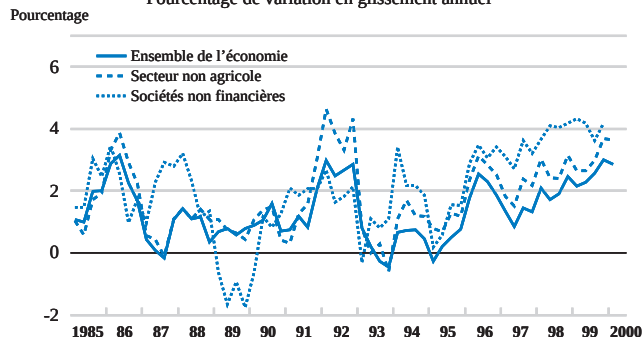
Les résultats économiques récents témoignent d'une nette accélération de la productivité, qui a permis de porter à plus de 3½ pour cent le taux de croissance potentielle de l'économie. L'accélération de la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie a été de l'ordre de ¾ de point depuis 1995 par rapport à la croissance moyenne au cours des deux décennies antérieures. Cela est dû en partie à des progrès techniques considérables dans l'informatique, mais l'amélioration paraît avoir touché la plupart des secteurs et on peut la constater même en faisant abstraction de l'informatique¹. Il est clair que cette augmentation de la productivité est en partie de nature structurelle.

La productivité s'est accélérée, en augmentant ainsi la croissance de la production potentielle

États-Unis

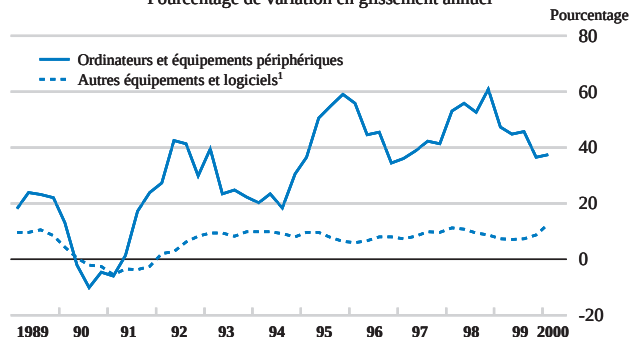
La productivité du travail s'est accélérée

Pourcentage de variation en glissement annuel



L'investissement en informatique s'est encore envolé

Pourcentage de variation en glissement annuel



1. Non compris les équipements de transport.

Sources : Bureau of Labor Statistics, Bureau of Economic Analysis et OCDE.

1. Cette évolution serait encore plus marquée si on mesurait la production par les indicateurs de revenu et non par les indicateurs de dépense, comme on le fait habituellement. De fait, les entreprises non financières (dont la production est mesurée sous l'angle du revenu) sont parvenues à améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre d'un peu plus de 3½ pour cent par an ces quatre dernières années.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi ^a	2.4	2.2	1.8	2.0	1.0
Taux de chômage ^b	4.9	4.5	4.2	4.0	4.2
Indice du coût de l'emploi	3.1	3.5	3.2	4.5	4.6
Rémunération par salarié ^c	4.0	4.9	4.4	4.4	4.8
Productivité ^c	2.0	2.2	2.5	3.2	2.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre ^c	2.0	2.6	1.8	1.2	2.6
Déflateur du PIB	1.9	1.2	1.5	2.1	2.3
Déflateur de la consommation privée	2.0	0.9	1.6	2.4	2.2
Revenu disponible réel des ménages	3.3	4.1	4.0	3.2	2.9

a) Ensemble de l'économie, pour plus de détails voir «Sources et méthodes».

b) En pourcentage de la population active.

c) Dans le secteur des entreprises.

Source: OCDE.

L'augmentation de l'investissement dans les technologies de l'information est le facteur qui a le plus contribué à cette amélioration

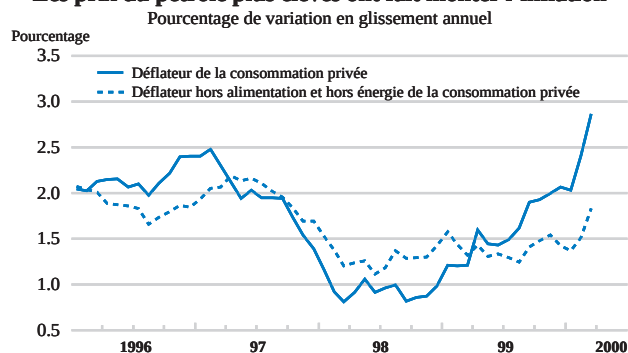
L'amélioration de la productivité tient principalement à la forte augmentation des dépenses pour les ordinateurs et les périphériques – le stock de ces équipements a plus que triplé ces cinq dernières années – qui a largement stimulé la croissance du capital en termes réels par salarié. Au total, l'impact global des technologies de l'information sur la croissance de la production, via l'accélération des gains de productivité dans le secteur de l'informatique et l'augmentation du capital par salarié en dehors de ce secteur, représente la majeure partie de la hausse de la croissance de la production potentielle, telle qu'estimée par le Secrétariat, qui est passée de 3 pour cent en 1995² à plus de 3½ pour cent en 1999.

L'accélération de la croissance de la productivité a gonflé les bénéfices et les patrimoines...

La vigueur du redressement de la productivité a permis aux entreprises d'accroître leurs bénéfices de plus de 5 pour cent en moyenne en 1999, la progression durant l'année atteignant près de 10 pour cent au dernier trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Les bénéfices comptables ont encore davantage

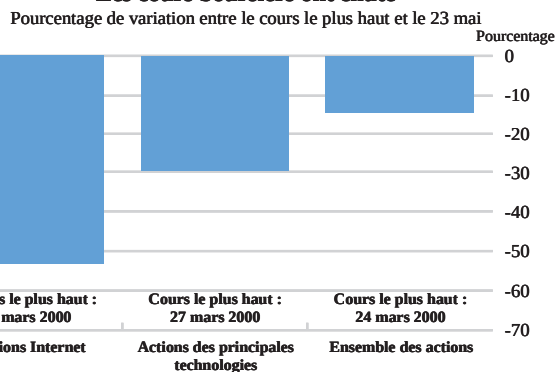
États-Unis

Les prix du pétrole plus élevés ont fait monter l'inflation



Sources : Bureau of Economic Analysis et Bloomberg.

Les cours boursiers ont chuté



2. La croissance du PIB potentiel pour 1995 était estimée à 2.7 pour cent avant les révisions statistiques récentes.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	4.5	3.7	2.4	1.1	1.5
Solde financier du secteur privé	-0.7	-2.6	-4.2	-5.5	-5.4
Solde financier des administrations publiques ^b	-0.9	0.4	1.0	1.6	1.7
Balance des opérations courantes ^b	-1.7	-2.5	-3.7	-4.5	-4.4
Taux d'intérêt à court terme ^c	5.7	5.5	5.4	6.8	7.3
Taux d'intérêt à long terme ^d	6.4	5.3	5.6	6.6	6.8

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Euro-dollar à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source: OCDE.

augmenté car, durant cette période, les stocks se sont valorisés. Ainsi, les entreprises ont-elles pu maintenir leur déficit financier à un niveau très faible et les frais financiers sont ainsi restés stables, à un niveau inférieur de près de moitié à celui du début des années 90. L'amélioration des bénéfices par action est particulièrement marquée dans le cas des entreprises du secteur de la technologie, qui ont enregistré globalement une progression de 66 pour cent, contre 20 pour cent seulement pour les autres grandes entreprises. Cette vive accélération des bénéfices a suscité l'espoir de résultats encore meilleurs à l'avenir et a conduit à une forte hausse des cours des titres de ces entreprises en 1999, alors que ceux des autres actions n'accusaient qu'une faible hausse. Au total, à la fin de 1999, le patrimoine des ménages exprimé en termes réels, a augmenté de 10½ pour cent par rapport à son niveau de l'année précédente.

Cet enrichissement des ménages a favorisé la consommation et contribué ainsi à une croissance de la demande plus rapide que celle de l'offre. Depuis le deuxième trimestre de 1999, les ventes intérieures finales sont en constante progression, à un rythme annuel qui atteignait 8 pour cent au premier trimestre de 2000. Comme la demande extérieure s'est accélérée elle aussi et le dollar est resté relativement stable jusqu'à ces derniers temps, les exportations ont renforcé l'expansion. En conséquence, la croissance du PIB est estimée en rythme annuel moyen à 6 pour cent entre le milieu de 1999 et le premier trimestre de 2000, de sorte que la production a dépassé de 3 pour cent environ son niveau potentiel. De plus, le chômage est tombé à moins de 4 pour cent de la population active, le recul étant encore plus marqué si l'on utilise les définitions les plus larges de la recherche d'un emploi. Avec de telles tensions sur le marché du travail, les salaires paraissent s'accélérer depuis peu ; mais, malgré tout, la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre est restée faible. Néanmoins, le taux sous-jacent de hausse de l'indice implicite des prix à la consommation est passé à 1.8 pour cent entre mars 1999 et mars 2000 et, avec la forte hausse des prix de l'énergie, le taux global a atteint 2.9 pour cent.

Le déséquilibre de plus en plus marqué entre l'offre et la demande, aussi bien sur les marchés de produits que sur le marché du travail, met en lumière la nécessité d'un net relèvement des taux d'intérêt pour maîtriser les tensions inflationnistes. On a tablé dans ces prévisions sur une nouvelle hausse du taux des fonds fédéraux de ¾ de point, à 7¼ pour cent en août. La probabilité de plus en plus grande d'un tel resserrement a probablement été l'un des facteurs qui ont abouti le 23 mai à une correction des marchés boursiers d'environ 15 pour cent par rapport à leur niveau le plus élevé, avec des baisses très prononcées dans le secteur Internet. Le marché bour-

*... en augmentant la demande
davantage que l'offre et
en créant des déséquilibres
économiques*

*Un relèvement des taux
d'intérêt s'impose pour
empêcher une accélération
permanente de l'inflation...*

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de \$	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1996)				
Consommation privée	5 237.5	3.4	4.9	5.3	5.5	2.7
Consommation publique	1 171.8	2.3	1.2	2.6	1.8	2.3
Formation brute de capital fixe	1 462.9	7.5	10.6	8.2	8.3	4.4
Secteur public	250.2	2.4	4.0	9.0	8.6	3.4
Secteur privé : résidentiel	313.3	2.4	9.2	7.4	-0.1	-1.4
Secteur privé : autres	899.5	10.7	12.7	8.3	10.8	6.2
Demande intérieure finale	7 872.2	4.0	5.4	5.5	5.6	3.0
variation des stocks ^a	30.0	0.5	0.1	-0.4	-0.1	0.1
Demande intérieure totale	7 902.1	4.5	5.5	5.1	5.4	3.1
Exportations de biens et services	874.2	12.5	2.2	3.8	6.8	7.9
Importations de biens et services	963.1	13.7	11.6	11.7	10.1	7.2
exportations nettes ^a	- 89.0	-0.3	-1.3	-1.2	-0.8	-0.2
PIB aux prix du marché	7 813.2	4.2	4.3	4.2	4.9	3.0
Production industrielle	—	6.3	4.3	3.5	5.5	3.0

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source: OCDE.

sier dans son ensemble était alors en dessous de 8 pour cent de son niveau atteint à la fin de 1999. La conjonction d'un repli des cours des actions et d'une amélioration des bénéfices a ramené à moins de 30 le coefficient de capitalisation des bénéfices pour l'ensemble du marché boursier. Si l'on exclut le secteur de la technologie, ce coefficient est en baisse à 24, son niveau du début de 1998. On a tablé dans ces prévisions sur une nouvelle baisse, de faible ampleur, des cours des actions par rapport à leur niveau de la mi-mai.

*... d'autant que la politique
budgétaire ne freinera
probablement pas la demande
cette année ni l'an prochain*

La politique budgétaire ne semble pas appeler à freiner la croissance de la demande l'an prochain, contrairement à la tendance récente. Les dépenses fédérales discrétionnaires ont nettement augmenté et devraient encore progresser en 2001, en dépassant de près de 60 milliards de dollars les plafonds, irréalistes, précédemment fixés. Toutefois, vu la bonne tenue des recettes, le budget fédéral devrait dégager à nouveau pour l'exercice actuel un excédent en augmentation, atteignant environ 210 milliards de dollars (2.2 pour cent du PIB). Pour préserver la liquidité du marché des titres d'emprunt publics et éviter l'allongement de l'échéance moyenne, le gouvernement a commencé en mars à procéder à des opérations de rachat, qu'il développera jusqu'à la fin de l'année. Cette mesure s'est traduite par un net recul des rendements des obligations publiques à partir de janvier, qui ne s'est pas totalement reproduite sur le marché des obligations des sociétés.

*Les conditions financières
devenant plus restrictives, la
croissance devrait se ralentir
cette année*

Les taux d'intérêt à court terme étant appelés à augmenter et les cours de bourse à diminuer, l'activité devrait se ralentir considérablement d'ici à la fin de 2000, le rythme d'expansion tombant au-dessous de la croissance potentielle. Malgré tout, le niveau moyen du PIB pourrait être supérieur de près de 5 pour cent à celui de 1999, ce qui donnerait une croissance sur l'ensemble de l'année de l'ordre de 4 pour cent. Mais la croissance en glissement annuel devrait se ralentir en 2001 à 3 pour cent et entraîner ainsi un certain accroissement du chômage. La principale composante de la

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	679.7	670.2	683.0	746	807
Importations de biens	876.4	917.2	1 030.2	1 181	1 259
Balance commerciale	- 196.7	- 246.9	- 347.1	- 435	- 452
Solde des invisibles	53.2	25.9	6.3	- 9	- 9
Balance des opérations courantes	- 143.5	- 221.0	- 340.8	- 444	- 461
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	14.5	2.1	4.0	7.3	8.0
Importations de biens en volume ^a	14.2	11.7	12.7	10.8	7.5
Résultats à l'exportation ^b	3.7	- 1.2	- 2.2	- 3.4	- 0.4
Termes de l'échange	1.5	3.0	- 1.4	- 1.7	1.0

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

dépense à l'origine du ralentissement prévu devrait être la consommation privée, la progression des revenus réels s'atténuant à mesure que l'effet de patrimoine s'inversera et que les ménages augmenteront en conséquence leur taux d'épargne. L'investissement des entreprises devrait lui aussi se ralentir, surtout en dehors du secteur de l'informatique, du fait du fléchissement de la croissance de la demande. Les pressions de la part de la demande pourraient toutefois persister, entraînant une certaine progression de l'inflation sous-jacente. C'est au niveau de l'indice implicite des prix du PIB que ce phénomène pourrait être le plus perceptible, car la hausse de l'indice implicite global de la consommation privée sera freinée du fait du repli prévu des prix du pétrole. La croissance de la demande intérieure aux États-Unis devenant inférieure à celle observée dans les autres pays, le déficit des opérations courantes devrait se stabiliser à environ 4½ pour cent du PIB.

Le principal risque entourant ces prévisions réside en ce que le resserrement des conditions financières pourrait être insuffisant pour ralentir au rythme prévu la croissance de l'économie. Cela pourrait se produire si les consommateurs devaient se révéler plus optimistes quant à l'évolution permanente de leurs revenus, la forte progression des investissements dans le secteur des technologies de pointe se révéler plus durable que prévu ou l'économie mondiale se montrer plus dynamique. En outre, s'il advenait que le dollar faiblisse, les pressions sur les coûts pourraient s'enraciner. Dès lors, une hausse des taux d'intérêt supérieure à celle prévue serait nécessaire pour freiner l'activité suffisamment de façon à empêcher la spirale salaire/prix qui s'amorce, ce qui provoquerait un fort ralentissement de l'économie.

*Mais les risques de fort
ralentissement
se sont amplifiés*

Japon

Les signes patents d'amélioration de l'activité économique ces derniers mois ont atténué les craintes antérieures de spirale déflationniste, malgré l'ambiguïté des données statistiques pour la deuxième moitié de 1999 (voir l'encadré). L'économie japonaise paraît maintenant sur la voie d'une reprise conjoncturelle, stimulée au premier semestre de cette année par les dépenses de travaux publics et par la construction de logements – sous l'effet des mesures prises par le gouvernement – dont la progression se poursuivra jusqu'au printemps prochain. Il est probable que la consommation privée se renforcera temporairement, mais sa tendance pourrait rester faible, la poursuite des restructurations des entreprises pesant sur la progression des revenus salariaux. La croissance de la production devrait atteindre de 3 pour cent en rythme annuel en 2000, et l'impact des mesures de relance budgétaire s'estompant, se ralentir à moins de 2 pour cent vers la fin de 2001.

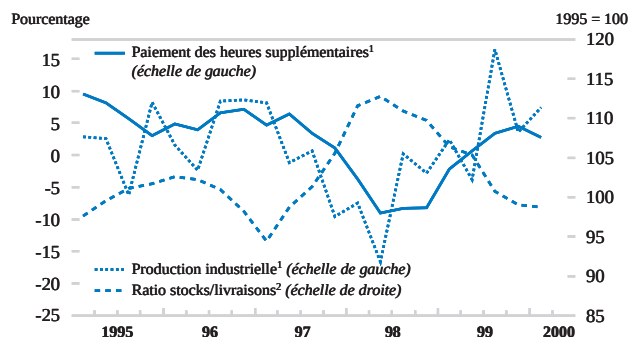
Des incertitudes subsistent quant à la solidité de la reprise en cours. Il faudrait donc éviter un brusque changement d'orientation de la politique économique. Il faut certes maintenir une politique monétaire souple, mais un nouveau budget supplémentaire ne se révélera probablement pas nécessaire pour stimuler la croissance, et il conviendrait de réorienter progressivement la politique budgétaire dans le sens d'un assainissement, en s'appuyant sur un cadre à moyen terme qui soit transparent. La restructuration de l'économie devrait être facilitée par la poursuite des réformes réduisant les barrières à l'entrée, responsabilisant davantage les gestionnaires et mettant en place un système de protection sociale plus efficient.

L'activité économique s'est accélérée...

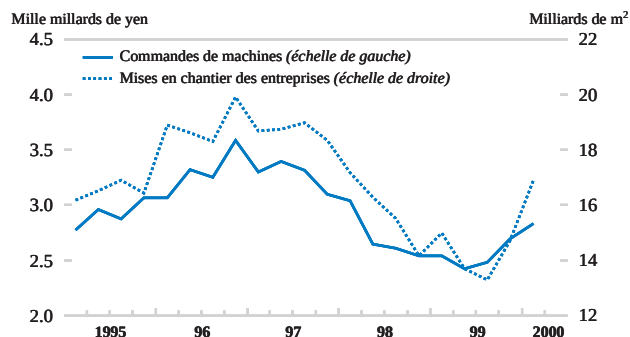
Bien que des données statistiques contradictoires compliquent l'interprétation de l'activité économique au second semestre de 1999 (voir encadré), les indicateurs conjoncturels indiquent clairement une accélération au début de cette année. La production industrielle, les commandes de machines, les indicateurs dans le secteur de la construction et les offres d'emploi sont en hausse. La reprise en cours est tirée par les exportations et l'investissement fixe des entreprises, ce dernier étant stimulé par les dépenses liées aux technologies de l'information et par une nette amélioration des bénéfices des entreprises grâce aux mesures de restructuration et à l'ajustement des stocks. La consommation est restée atone, les revenus salariaux ayant été limités par les restructurations des entreprises, bien qu'un redressement conjoncturel des revenus ait commencé à renforcer les dépenses des ménages.

Japon

La production industrielle a augmenté



L'investissement rebondit



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Le ratio couvre les produits finis de l'industrie manufacturière.

Sources : Ministère du Travail et Banque du Japon.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	1.1	-0.7	-0.8	-0.1	0.3
Taux de chômage ^a	3.4	4.1	4.7	4.8	4.8
Rémunération des salariés	2.1	-1.0	-1.1	0.1	0.7
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.5	1.5	-1.3	-1.6	-1.5
Revenu disponible des ménages	1.3	0.3	0.4	-0.1	1.8
Déflateur du PIB	0.3	0.3	-0.9	-0.8	-0.1
Déflateur de la consommation privée	1.7	0.2	-0.5	-0.3	0.0

a) En pourcentage de la population active.

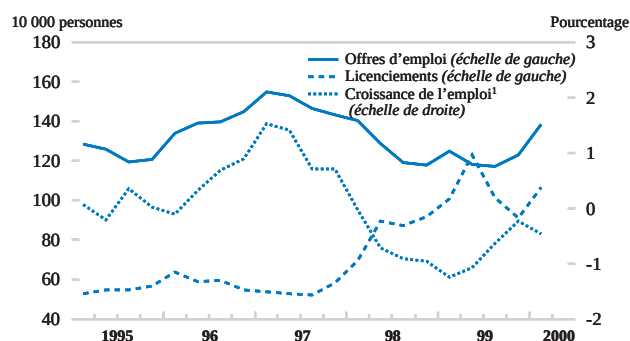
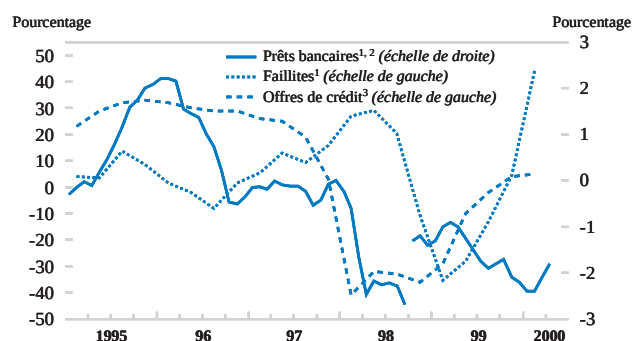
Source: OCDE.

Du fait de l'ampleur des capacités inutilisées dans l'économie, des pressions à la baisse ont continué de s'exercer sur les prix en 1999, l'indice implicite des prix du PIB accusant un recul de ¾ pour cent environ. Malgré tout, les prix à la consommation et les prix intérieurs de gros ont montré des signes de stabilisation en cours d'année, plusieurs éléments contradictoires compliquant néanmoins toute interprétation. La hausse des prix du pétrole et des produits de base a été compensée dans une certaine mesure par l'appréciation du yen et la déréglementation a contribué à une baisse salutaire des prix dans des secteurs comme les télécommunications et les services de courtage. Certains indicateurs de pressions déflationnistes, notamment les déséquilibres de l'offre et de la demande (enquête *Tankan*), dénotent une amélioration. En revanche, les prix de l'immobilier demeurent en repli, sauf pour les meilleurs emplacements.

... et les pressions
déflationnistes s'atténuent...

La restructuration des entreprises est inégale et continuera de peser sur l'économie. Le surendettement et les surcapacités demeurent un problème grave dans le commerce de détail, le commerce de gros, la construction et l'immobilier, où un certain nombre d'entreprises ne survivent que grâce à des taux d'intérêt anormalement bas et aux mesures budgétaires soutenant la construction. De fortes pressions s'exer-

... mais la restructuration
continuera de peser sur
les perspectives de croissance
à court terme

Japon**Le redéploiement de la main-d'œuvre****L'ajustement financier continue**

1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Ajusté pour l'annulation des créances douteuses à partir du troisième trimestre 1998.

3. Solde des réponses positives et négatives sur les attitudes de prêt des institutions financières.

Sources : Ministère du Travail et Banque du Japon.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	12.6	13.4	13.1	12.2	12.0
Solde financier des administrations publiques ^{b,e}	-3.3	-5.0	-7.0	-6.7	-6.3
Balance des opérations courantes ^b	2.2	3.2	2.5	2.6	2.9
Taux d'intérêt à court terme ^c	0.6	0.7	0.2	0.3	0.7
Taux d'intérêt à long terme ^d	2.4	1.5	1.8	1.9	2.2

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Certificats de dépôt de 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

e) Le déficit de 1998 aurait augmenté de 5,4 points de pourcentage si l'on prenait en compte la dette des chemins de fer et de l'office national des forêts, absorbée par le gouvernement central.

Source: OCDE.

cent encore sur les créanciers dans le sens d'une réduction de leurs actifs non performants et l'octroi, par les pouvoirs publics, de garanties de crédit en faveur des petites entreprises pour un an encore n'a pas empêché, ces derniers mois, un accroissement du nombre des faillites et des licenciements qui y sont liés. Le rythme de la restructuration pourrait s'accélérer avec la modification des règles comptables, qui rendront plus visibles les médiocres bilans d'un grand nombre d'entreprises, et la mise en place d'une nouvelle loi sur la faillite, qui facilitera la réorganisation des entreprises.

**Les conditions monétaires et
financières soutiennent
l'activité**

Les autorités japonaises ont continué de fournir des liquidités abondantes au marché monétaire pour la mise en œuvre de leur politique de «taux d'intérêt zéro», qui est parvenue à maintenir de faibles taux d'intérêt sur toute la courbe des rendements. Malgré tout, les indicateurs plus larges de la politique monétaire donnent un

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants mille milliards de yen	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	299.3	0.5	-0.5	1.2	1.3	2.1
Consommation publique	48.4	1.5	1.5	1.3	0.3	0.6
Formation brute de capital fixe	147.4	-0.8	-7.4	-1.0	1.3	2.1
Secteur public ^a	43.7	-10.4	-3.0	7.8	-3.9	-4.8
Secteur privé : résidentiel	27.5	-16.2	-14.4	1.4	0.5	2.0
Secteur privé : autres	76.2	9.0	-7.6	-5.6	4.2	5.5
Demande intérieure finale	495.2	0.1	-2.5	0.5	1.2	1.9
variation des stocks ^b	2.4	0.1	-0.6	0.1	0.1	0.2
Demande intérieure totale	497.6	0.2	-3.1	0.6	1.4	2.1
Exportations de biens et services	49.7	11.6	-2.5	1.9	8.0	4.8
Importations de biens et services	47.0	0.5	-7.6	5.3	6.7	4.5
exportations nettes ^b	2.7	1.4	0.5	-0.3	0.3	0.2
PIB aux prix du marché	500.3	1.6	-2.5	0.3	1.7	2.2
Production industrielle ^c	—	3.6	-7.1	0.5	5.9	2.5

a) Y compris les entreprises publiques.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

c) Industries extractives et manufacturières.

Source: OCDE.

Évaluation de la situation économique : problèmes statistiques

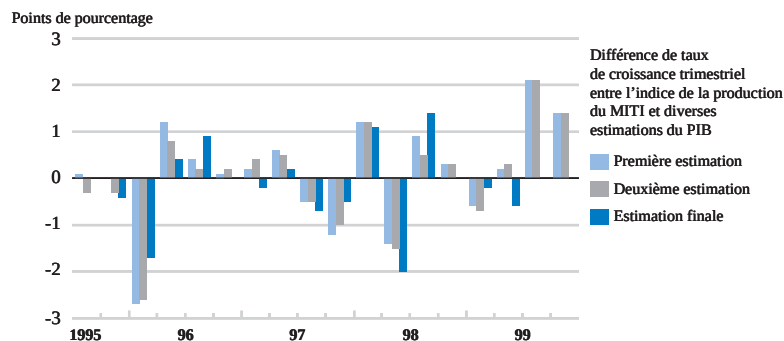
L'économie n'est pas entrée de nouveau dans une récession en 1999

Eu égard à la faiblesse de l'économie depuis 1997 et à l'extrême ampleur des mesures qui ont été mises en place pour y faire face, l'attention s'est portée sur les statistiques à haute fréquence, afin d'être mieux à même d'apprécier les progrès et, si nécessaire, de recommander de nouvelles mesures. Mais cela a créé une grande confusion, du fait que les différents types de données statistiques indiquent des évolutions économiques totalement différentes en 1999, surtout au second semestre. Plus précisément, les estimations initiales du PIB trimestriel dénotaient deux trimestres de croissance négative au second semestre après une nette accélération au premier semestre, alors que toute une série d'autres indicateurs, notamment les indices de l'activité dans le secteur tertiaire, de la production industrielle et de l'emploi, allaient pratiquement dans le sens inverse.

Il y a de bonnes raisons de penser que les estimations trimestrielles du PIB donnaient une image trompeuse de l'évolution économique en 1999. Ces estimations reposent essentiellement sur des statistiques de la demande et en particulier sur l'estimation de la consommation obtenue au moyen de l'enquête auprès des ménages. Cette enquête indiquait une baisse sensible du revenu et de la consommation des ménages, en particulier au second semestre, à cause d'une forte diminution des primes. L'enquête mensuelle sur la population active, qui ne couvre pas le même échantillon, dénotait une contraction bien plus faible du revenu des ménages. De plus, l'enquête auprès des ménages exclut les ménages constitués d'un seul individu, dont la consommation s'est fortement développée. Ces dépenses sont prises en compte dans les estimations trimestrielles au moyen d'une variable supplétive qui n'a pas donné les mêmes résultats qu'une enquête semestrielle spécifique réalisée auprès des ménages célibataires. Autre difficulté pour l'estimation du PIB pour 1999 à partir des statistiques concernant la

demande : l'absence d'informations complètes sur l'exécution des programmes de travaux publics décidés à la fin de 1998. Pour les comptes nationaux trimestriels initiaux, l'investissement public est estimé principalement à partir des statistiques relatives aux travaux de construction. Les chiffres sont ensuite révisés après clôture des comptes publics. Ces dernières années, le niveau effectif de la construction dans le secteur public a été inférieur à celui programmé du fait de la mauvaise situation financière des collectivités locales. La forte augmentation de l'investissement public au premier semestre de 1999 tient au fait qu'au deuxième semestre de 1998 cet investissement a été bien plus faible que ne l'indiquaient les statistiques sur les travaux de construction dans le secteur public. La vigueur apparente de l'investissement public au premier semestre de 1999 a pu être révisée à la baisse dès que les données effectives concernant les règlements effectués par les collectivités locales ont été disponibles. Le problème du suivi de l'investissement public s'inscrit dans la problématique plus large de la disponibilité de statistiques exactes et à jour sur les comptes des administrations publiques, été soulignée dans de précédentes *Études économiques de l'OCDE*. Des améliorations seraient salutaires dans ce domaine.

Autre mesure d'ensemble de l'activité économique, l'indice de la production globale – qui regroupe l'indice de la production industrielle et divers indicateurs de la production du secteur des services – allait dans le sens d'une poursuite de la croissance au deuxième semestre de 1999 après un premier semestre plutôt médiocre. La tendance était la même pour l'emploi. L'indice de la production globale diffère souvent des estimations trimestrielles du PIB fondées sur la demande bien qu'habituellement la différence s'inverse en général le trimestre suivant. Le deuxième semestre de 1999 est à cet égard inhabituel. Au total, l'activité s'est révélée nettement plus vigoureuse au second semestre que ne l'indiquaient les estimations trimestrielles initiales du PIB.

Une évolution temporelle différente de l'indice de la production et du PIB

Sources : Ministry of International Trade and Industry et Agence de planification économique.

(voir page suivante)

Évaluation de la situation économique : problèmes statistiques (suite)

Les données concernant la croissance semestrielle constituent un meilleur indicateur de l'activité économique cette année

Dans le cadre des *Perspectives économiques de l'OCDE*, les données annuelles concernant le PIB sont généralement un bon indicateur du rythme sous-jacent ou de la tendance de l'activité économique. Mais, en cas de forte instabilité résultant de problèmes statistiques ou de profils saisonniers inhabituels, ces données annuelles peuvent ne pas être satisfaisantes, puisque la croissance du PIB pour une année donnée reflète un effet de report de la dernière période de l'année précédente. Dans ces conditions, bien que l'OCDE prévoie des taux de croissance en rythme annuel de 3 pour cent pour chacun des deux semestres de 2000 (voir

tableau), la croissance annuelle n'atteindra environ qu'1¼ pour cent, parce que le taux de croissance officiellement enregistré au deuxième semestre de 1999 a été de -2½ pour cent. Mais si, en fait, le taux de croissance avait été égal par exemple, à environ 1 pour cent au deuxième semestre de 1999, le taux de croissance annuel pour 2000 atteindrait environ 2½ pour cent. Eu égard à cette incertitude, les prévisions semestrielles qui apparaissent dans le tableau ci-après donnent une meilleure image que les chiffres annuels de l'évolution probable de l'économie telle que l'envisage l'OCDE. L'estimation définitive révisée pour 1999 sera disponible à la fin de 2000, mais en pratique, le profil de croissance trimestrielle résultant des estimations initiales du PIB fondées sur la demande n'est pas fondamentalement révisé.

Estimations semestrielles du PIB et de ses grandes composantes

Taux annualisé corrigé des variations saisonnières

	1999 ^a		2000		2001	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2
PIB	3.4	-2.5	3.1	3.0	2.2	1.6
Consommation	2.8	-1.0	1.9	2.5	2.0	1.8
Formation brute de capital fixe	7.0	-6.6	4.5	3.4	2.2	.7
dont :						
Investissement non résidentiel des entreprises	-2.9	-.6	4.9	7.7	4.8	4.8

a) Sur la base des estimations trimestrielles officielles ; chiffres corrigés des variations saisonnières par l'OCDE.

résultat contrasté, à cause, en partie, de la poursuite du changement structurel dans l'économie. Malgré des réserves bancaires en excédent, la masse monétaire ne s'est que faiblement accrue jusqu'à ces derniers temps, le crédit bancaire ayant diminué de 2 pour cent environ en 1999 (6 pour cent si l'on tient compte des annulations de dettes). Les enquêtes sur la situation globale dans le domaine du crédit révèlent une nette amélioration, mais les petites entreprises signalent encore une attitude restrictive de la part des banques. De fait, les prêts à ces entreprises se sont sensiblement contractés. Les grandes entreprises paraissent quant à elles avoir choisi de réduire leurs emprunts. Le risque systémique ayant fléchi, la demande de fonds à titre de précaution a sans doute elle aussi diminué. Malgré un différentiel négatif de taux d'intérêt, le taux de change a encore subi des pressions à la hausse par rapport au dollar des États-Unis ; d'où des interventions, à plusieurs reprises, sur le marché des changes. L'économie se redressant et les craintes de déflation s'apaisant, ces prévisions tablent sur l'abandon de la politique de taux d'intérêt zéro d'ici à la fin de cette année, mais les taux courts devraient rester faibles.

La politique budgétaire reste expansionniste dans l'immédiat

La politique budgétaire devrait rester expansionniste du fait des mesures de relance budgétaire de novembre 1999, qui ne produiront pleinement leurs effets que cette année. La contraction prévue du déficit budgétaire structurel cette année et l'an

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	409.3	373.9	403.0	448	467
Importations de biens	307.7	251.5	279.3	321	334
Balance commerciale	101.6	122.4	123.7	127	134
Solde des invisibles	- 7.3	- 1.6	- 16.7	- 9	1
Balance des opérations courantes	94.3	120.8	107.0	118	134
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	11.8	- 1.2	2.1	8.4	5.2
Importations de biens en volume ^a	1.7	- 5.3	9.6	6.7	5.0
Résultats à l'exportation ^b	0.8	- 3.3	- 7.2	- 3.9	- 3.7
Termes de l'échange	- 3.9	6.5	4.9	- 4.8	0.2

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

prochain est trompeuse, car elle est due au versement d'impôts différés dus sur les comptes d'épargne postale, dont une grande partie vient à échéance depuis avril. Toutefois, en l'absence de nouvelles mesures de relance, la politique budgétaire devrait être un peu moins expansionniste en 2001. Le principal dispositif fiscal en faveur du logement, qui devait venir à expiration cette année, a été prorogé jusqu'en juin 2001. Au total, il faut s'attendre à un déficit des administrations publiques qui se situe encore à 6-7 pour cent du PIB, l'endettement brut passant de 105 pour cent du PIB en 1999 à près de 120 pour cent en 2001. Les émissions brutes de titres d'emprunt devraient atteindre environ 86 000 milliards de yen cette année, une plus forte proportion de ces emprunts étant souscrite par le secteur bancaire. Pour pouvoir placer des titres d'emprunt à cette échelle, tout en évitant une hausse des taux longs, il faudra une proportion croissante d'échéances courtes.

La croissance devrait nettement s'accélérer au cours de cette année, en atteignant en rythme annuel environ 3 pour cent (voir l'encadré) avant de se ralentir à environ 1½ pour cent vers la fin de 2001. La croissance potentielle actuellement de l'ordre de 1¼ pour cent, l'écart entre la production effective et la production potentielle diminuera et les tendances déflationnistes devraient s'estomper. L'amélioration de la croissance résultera d'une augmentation de l'investissement fixe des entreprises à la faveur de bénéfices plus confortables. Toutefois, comme on mettra davantage l'accent sur le taux de rentabilité dans la gestion des entreprises, l'investissement n'est pas appelé à retrouver les niveaux élevés du passé et devrait donc se ralentir en 2001 à un rythme plus tenable. Grâce à l'amélioration des bénéfices, les revenus des ménages devraient s'améliorer, via les primes, à partir de l'été 2000 ; ensuite, l'emploi se stabilisant et la confiance des consommateurs se raffermissant, la consommation privée devrait s'accroître. L'arrivée à échéance de dépôts d'épargne postale est également susceptible de soutenir la consommation ; il se pourrait néanmoins qu'une faible partie seulement de ces fonds soit dépensée. En revanche, l'investissement public devrait de plus en plus freiner la croissance au cours de la période considérée, car les travaux publics sont appelés à se contracter après leur gonflement du premier semestre de cette année.

De même, vu l'expiration programmée des dispositifs en faveur de l'investissement en logements, ces dépenses devraient commencer à diminuer, et eu égard à

Après une accélération de l'activité cette année, la croissance devrait se ralentir

l'ampleur des capacités en place, ce secteur devrait peser sur l'économie pendant un certain temps. Le faible niveau de la progression des salaires et des prix devrait continuer à préserver la compétitivité et, dans un contexte de marchés mondiaux en expansion, les exportations pourraient s'accroître de 8 pour cent environ cette année et de 5 pour cent en 2001. Dans le même temps, les taux d'intérêt mondiaux étant en hausse et les entreprises dégagant une forte rentabilité en dehors du Japon, les recettes au titre des revenus de facteurs devraient augmenter, entraînant une hausse de l'excédent de balance courante.

*Les risques sont maintenant
plus équilibrés*

Les aléas prévisionnels sont maintenant plus équilibrés qu'auparavant. En ce qui concerne les éléments positifs, la déréglementation et les possibilités de rattrapage dans le secteur des technologies de l'information pourraient se traduire par un investissement et une croissance nettement supérieurs aux prévisions. Mais les risques d'évolution négative sont tout aussi importants. Il reste beaucoup à faire dans le domaine de la restructuration, surtout du côté des entreprises non manufacturières, et une hausse sensible des taux d'intérêt intérieurs dégraderait les bilans dans un certain nombre de secteurs. La situation financière serait alors plus délicate et les banques pourraient accuser de fortes moins-values, ce qui amputerait leur capacité de crédit.

Allemagne

Le PIB réel a progressé de 1.5 pour cent en 1999, l'activité s'accroissant au deuxième semestre de l'année. L'expansion est tirée par l'exportation, mais la demande intérieure se renforce également. Le niveau élevé des commandes, aussi bien intérieures qu'étrangères, le raffermissement de la confiance des entreprises et l'augmentation des taux d'utilisation des capacités témoignent d'une nouvelle accélération de l'activité. Le renforcement de la consommation et de l'investissement bénéficie de la baisse programmée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des entreprises. La croissance devrait donc s'amplifier et passer à environ 3 pour cent en 2000 et en 2001.

Le déficit des administrations publiques s'est contracté à 1.1 pour cent du PIB en 1999 ; il devrait rester pratiquement inchangé en 2000 mais, du fait de la réforme fiscale, pourrait remonter à environ 1¼ pour cent du PIB en 2001. L'écart entre la production effective et la production potentielle se résorbant, il faudra que les autorités mènent une politique budgétaire rigoureuse, en maîtrisant mieux les dépenses afin d'améliorer les finances publiques à moyen terme. Il conviendrait que cette action s'accompagne de nouvelles réformes structurelles, en particulier dans le domaine du marché du travail et des transferts.

Le PIB a augmenté de 1.5 pour cent en 1999, l'activité s'accroissant au second semestre. L'expansion a été essentiellement tirée par l'exportation, le solde extérieur apportant une contribution positive à la croissance. Les ventes aux économies dynamiques d'Asie et au Japon ainsi qu'à l'Amérique latine et à l'Europe de l'Est se sont nettement améliorées et le renforcement de la croissance dans l'Union européenne a également soutenu les exportations allemandes. L'activité s'est appuyée sur une croissance régulière de la consommation privée, à la faveur d'une hausse du revenu disponible réel. En outre, l'investissement en équipements est resté solide tout en continuant de se ralentir au second semestre. La récession dans le secteur de la construction paraît avoir pris fin, sauf dans les nouveaux Länder.

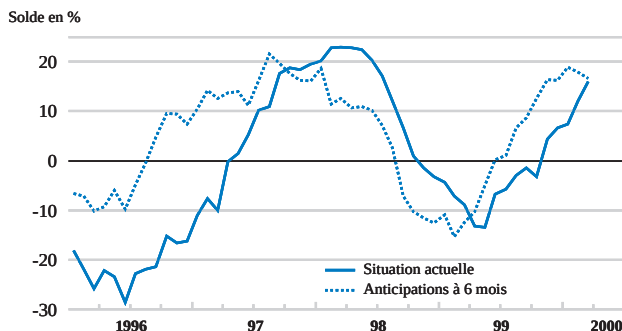
L'activité économique s'est accélérée au second semestre de 1999...

La production industrielle a encore augmenté au premier trimestre de 2000 et, à en juger par les indicateurs précurseurs, l'expansion se poursuit. Les nombreuses commandes enregistrées dans le secteur manufacturier depuis le milieu de 1999 témoignent d'une accélération de la demande intérieure. Le taux d'utilisation des

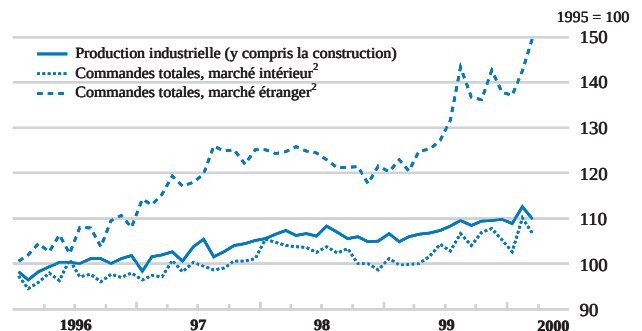
... et la conjoncture s'est nettement améliorée

Allemagne

Le climat des affaires¹ s'est nettement amélioré



Les commandes des industries sont élevées



1. Industries manufacturières, sauf alimentation.

2. Industries manufacturières, en volume.

Sources : IFO Institut, Deutsche Bundesbank et OCDE.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	-0.8	0.4	0.3	0.5	0.9
Taux de chômage ^a	9.8	9.3	9.0	8.5	7.7
Rémunération des salariés	0.3	1.6	2.1	2.2	3.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-1.1	-0.6	0.7	-0.6	0.0
Revenu disponible des ménages	2.0	2.8	2.3	3.6	4.6
Déflateur du PIB	0.8	1.0	1.0	0.6	1.4
Déflateur de la consommation privée	1.7	0.9	0.8	1.5	1.5

a) En pourcentage de la population active.

Source: OCDE.

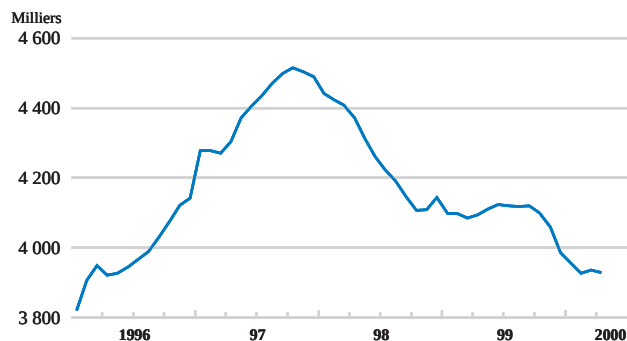
capacités dans le secteur manufacturier a atteint son niveau le plus élevé depuis 1991 et la confiance des entreprises s'est nettement raffermie.

La situation s'améliore également sur le marché du travail

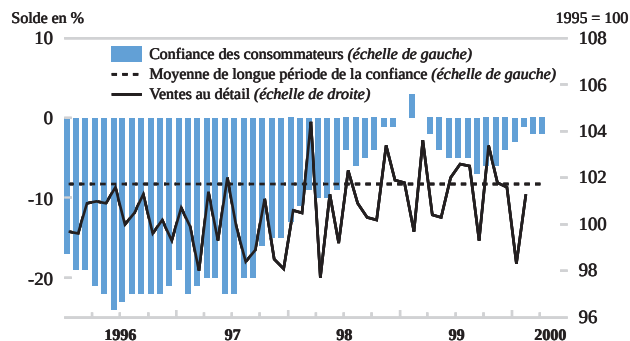
Dans cet environnement propice, l'emploi a commencé de progresser durant l'hiver (en chiffres corrigés des variations saisonnières), après un recul temporaire au cours de l'été, malgré les compressions effectuées dans les programmes de travaux publics. Le taux d'activité étant en baisse, le taux de chômage est en recul de près d'un point de pourcentage (également compte tenu des variations saisonnières) par rapport à l'été 1999. Les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de 0.7 pour cent en 1999, la productivité progressant plus lentement que l'année précédente tandis que la hausse des salaires était plus forte. Les résultats des principales négociations salariales pour 2000 et 2001 étant déjà connus, on peut s'attendre à une croissance des salaires réels n'atteignant pas les gains de productivité pour 2000 et 2001. Étant donné que les recettes provenant des taxes sur l'énergie sont affectées à une diminution des taux des cotisations de retraite, les coûts unitaires de main-d'œuvre devraient baisser en 2000 et rester pratiquement stables par la suite.

Allemagne

Le chômage¹ recule



La confiance des consommateurs s'améliore



1. Données désaisonnalisées, chômage déclaré.
Sources : Deutsche Bundesbank et OCDE.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	9.5	9.1	8.6	8.4	8.8
Solde financier des administrations publiques ^b	-2.6	-1.7	-1.1	-1.2	-1.7
Balance des opérations courantes ^b	-0.1	-0.2	-0.9	-0.5	0.4
Taux d'intérêt à court terme ^c	3.3	3.5	3.0	4.3	5.1
Taux d'intérêt à long terme ^d	5.7	4.6	4.5	5.8	6.2

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source: OCDE.

*Les conditions monétaires
restent favorables...*

L'inflation tendancielle est restée faible, bien que la hausse des prix à la consommation se soit légèrement accélérée pour atteindre environ 1¾ pour cent au premier trimestre de 2000, surtout à cause de la montée des prix du pétrole. Malgré le relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Banque centrale européenne, les conditions monétaires restent accommodantes. Les taux longs ont augmenté, mais cette progression plafonne depuis quelque temps et les taux réels demeurent faibles par rapport au passé. L'euro a continué de se déprécier et, malgré la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre l'an dernier, l'Allemagne reste très compétitive.

*... et la situation budgétaire est
propice à la croissance*

Le déficit des administrations publiques s'est établi à 1.1 pour cent en 1999, chiffre inférieur à celui attendu. La contraction du déficit tient pour une large part à une forte augmentation des recettes fiscales – due notamment à la réduction de certains avantages fiscaux – mais les compressions de dépenses ont également contribué

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de DM	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	2 055.4	0.7	2.3	2.1	2.3	2.7
Consommation publique	717.5	-1.1	0.5	0.2	0.5	0.3
Formation brute de capital fixe	779.4	0.5	1.4	2.3	2.8	3.4
Secteur public	76.7	-7.5	-3.9	5.1	0.5	0.7
Secteur privé : résidentiel	274.8	0.2	-3.6	-0.1	0.8	0.8
Secteur privé : autres	427.8	2.1	5.4	3.3	4.3	5.2
Demande intérieure finale	3 552.3	0.3	1.7	1.8	2.0	2.4
variation des stocks ^a	- 5.6	0.4	0.7	0.4	-0.2	-0.1
Demande intérieure totale	3 546.7	0.7	2.5	2.2	1.8	2.2
Exportations de biens et services	908.8	10.9	7.0	4.3	10.5	8.9
Importations de biens et services	869.5	8.3	8.5	7.1	7.0	6.5
exportations nettes ^a	39.3	0.8	-0.3	-0.7	1.1	0.9
PIB aux prix du marché	3 586.0	1.5	2.2	1.5	2.9	3.0
PIB aux prix du marché en milliards d' €	1 833.5					
Production industrielle	–	3.6	4.2	1.5	4.3	4.3
<i>Pour mémoire</i>						
Investissement en équipement et outillage	291.4	3.7	9.9	5.6	5.9	6.5
Investissement en construction	488.0	-1.4	-3.9	0.0	0.5	0.9

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source: OCDE.

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	510.7	542.6	540.6	544	593
Importations de biens	438.7	462.9	467.9	468	497
Balance commerciale	72.0	79.7	72.7	76	96
Solde des invisibles	- 75.1	- 84.4	- 92.5	- 87	- 88
Balance des opérations courantes	- 3.1	- 4.7	- 19.8	- 11	8
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	8.1	7.5	4.3	11.3	9.2
Importations de biens en volume ^a	6.6	10.9	4.0	8.3	6.6
Résultats à l'exportation ^b	- 1.4	0.6	- 4.2	0.6	0.5
Termes de l'échange	- 1.6	3.4	- 0.3	- 2.5	0.2

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

à ce résultat. Les conditions budgétaires devraient appuyer la croissance cette année et l'an prochain. En 2000, le relèvement des taxes sur l'énergie sera plus que compensé par la baisse des impôts sur le revenu – notamment pour les ménages – ainsi que des cotisations de sécurité sociale, de sorte que la charge fiscale totale devrait être allégée. Pour 2001, le gouvernement a décidé d'avancer les réformes de la fiscalité des revenus et des sociétés, initialement prévues pour 2002. Ces réformes comportent, entre autres, une baisse sensible des taux légaux d'imposition des revenus des personnes physiques et morales ainsi qu'un relèvement de l'abattement à la base au titre de l'impôt sur le revenu. L'assiette de l'impôt sera élargie, notamment en rendant plus restrictives les règles d'amortissement. Ces nouvelles mesures pourraient aboutir à des allègements d'impôt de l'ordre de 1 pour cent du PIB. C'est essentiellement pour cette raison que le gouvernement a révisé ses objectifs de déficit présentés à l'Union européenne (programme de stabilité). Il prévoit maintenant une légère diminution du ratio déficit/PIB en 2000, mais une augmentation de ½ pour cent en 2001. Dans les prévisions de l'OCDE, le déficit reste pratiquement inchangé par rapport au PIB en 2000, mais s'accroît d'environ ½ pour cent en 2001 pour atteindre 1¼ pour cent du PIB. Corrigé des influences conjoncturelles, le déficit devrait augmenter, pour passer d'un niveau proche de ¼ pour cent du PIB en 1999, à un niveau légèrement inférieur à 1 pour cent en 2000, et à 2 pour cent en 2001.

L'expansion devrait encore s'accélérer...

L'activité devrait se renforcer ces deux prochaines années, avec une croissance du PIB de l'ordre de 3 pour cent en 2000 et en 2001. Vu le dynamisme attendu pour le commerce mondial en 2000 et 2001, le principal moteur de la croissance cette année et l'an prochain devrait être l'accélération des exportations, la contribution du solde extérieur à la croissance atteignant environ 1 pour cent pour chacune des deux années considérées. Avec l'amélioration de l'emploi et la baisse de l'impôt sur le revenu, on assistera à une progression rapide du revenu disponible et la consommation privée est appelée à connaître une croissance de l'ordre de 2½ pour cent durant les deux années à venir. Sous l'effet d'une demande intérieure et extérieure en hausse, d'un niveau élevé d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier et d'une amélioration des bénéfices, la croissance de l'investissement devrait également se renforcer, malgré l'incidence d'une réduction des taux d'amortissement en 2001. La croissance restera toutefois faible dans la construction, surtout à cause des

ajustements à la baisse dans la partie orientale du pays. Le taux de chômage (dans l'optique des comptes nationaux) devrait tomber de 9 pour cent en 1999 à 7.7 pour cent en 2001, en partie grâce à l'évolution démographique. Vu la vigueur de l'économie, l'inflation devrait s'accélérer, tout en demeurant inférieure à 2 pour cent.

L'un des risques entourant ces prévisions serait celui d'un fort ralentissement aux Etat-Unis. Sur le plan intérieur, l'investissement pourrait se montrer plus vigoureux que prévu, mais ne pas lier les réformes fiscales à une stricte maîtrise des dépenses pourrait avoir un impact négatif sur la confiance des entreprises, avec pour résultat une croissance décevante.

*... mais l'activité pourrait subir
l'influence de risques externes
et internes*

France

L'économie française paraît appelée à connaître en 2000 et 2001 une période de forte croissance largement tirée par la demande intérieure, mais s'appuyant également sur un environnement international propice. Plusieurs facteurs expliquent l'expansion prévue de la demande intérieure : les conditions monétaires accommodantes, la croissance des salaires en termes réels et les créations d'emplois, qui se traduisent par un supplément de gains pour les ménages ; et, enfin, la confiance élevée des ménages et des entreprises. Les perspectives sont très bien orientées dans l'immédiat pour le marché du travail, l'emploi progressant rapidement et le chômage reculant régulièrement.

A court terme, la hausse des prix à la consommation devrait rester modérée, en partie grâce à la décision des pouvoirs publics d'abaisser le taux normal de la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Néanmoins, à terme, des tensions pourraient apparaître sur le marché du travail et sur les marchés de produits, avec les répercussions que cela pourrait avoir sur les salaires, les prix à la consommation et la compétitivité. Selon les enquêtes de conjoncture, on constate des goulots d'étranglement au niveau de la production dans certains secteurs. Certains employeurs rencontrent aussi des difficultés de recrutement. Dans ce contexte, une politique budgétaire prudente en 2000-01, fondée sur une maîtrise stricte des dépenses publiques, pourrait aider à jeter les bases d'une croissance forte et durable à moyen terme.

L'économie a connu une forte expansion de la production à la fin de 1999 et au début de 2000...

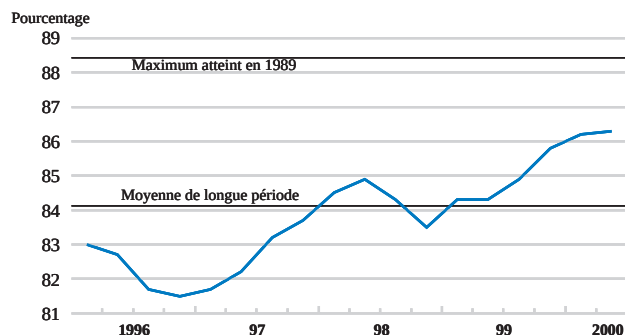
La production a fortement augmenté en 1999, comme dans la plupart des autres pays de la zone euro. Sur l'ensemble de l'année, le PIB réel s'est accru de 2.9 pour cent. L'expansion a été alimentée par la demande des ménages, l'investissement des entreprises et les exportations. La consommation privée a bénéficié d'une hausse régulière des salaires réels, d'une nette progression des créations d'emplois et d'une confiance très marquée de la part des consommateurs. Les achats de voitures neuves ont atteint leur niveau le plus élevé depuis dix ans, tandis que la demande de produits et de services dans le secteur des technologies de l'information progressait vivement. Les ménages ont tiré parti de l'amélioration de leurs revenus et du faible niveau des taux d'intérêt pour reprendre leurs achats de biens immobiliers. Bien qu'aucun élément statistique satisfaisant ne permette de conclure à un effet richesse, la hausse régulière des cours des actions et des prix des logements pourrait avoir alimenté elle aussi la consommation.

...contribuant, avec d'autres facteurs, à une forte création d'emplois

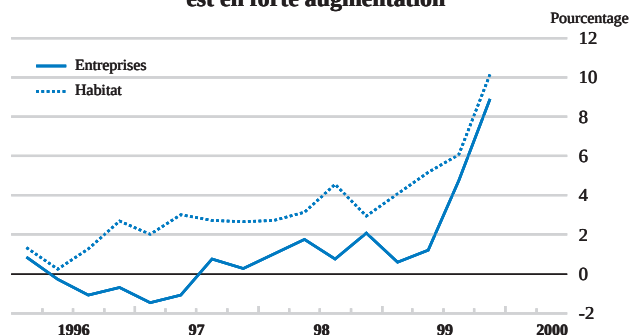
Après plusieurs années de performances très médiocres, l'investissement des entreprises a fortement augmenté. Les perspectives d'évolution de la demande s'améliorant, et les limites d'utilisation des capacités de production approchant, les entreprises industrielles ont développé et renouvelé leurs équipements. Les exporta-

France

L'utilisation des capacités de production s'est accrue



L'encours des crédits à long terme est en forte augmentation¹



1. Glissement annuel.
Sources : INSEE et OCDE.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	0.5	1.1	2.0	2.3	2.0
Taux de chômage ^a	12.4	11.8	11.1	9.8	8.8
Rémunération des salariés	2.8	3.9	3.9	4.5	4.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.9	0.6	0.9	0.8	1.7
Revenu disponible des ménages	3.0	3.7	3.0	3.8	4.6
Déflateur du PIB	1.2	0.8	0.3	1.0	1.6
Déflateur de la consommation privée	1.4	0.7	0.7	1.3	1.5

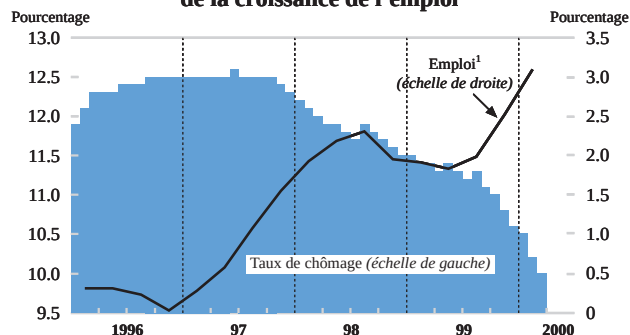
a) En pourcentage de la population active.

Source: OCDE.

tions ont fortement progressé au deuxième semestre de l'année, la demande étant très soutenue de la part des autres pays européens, de l'Amérique du Nord et de l'Asie de l'Est. On a pu constater au dernier trimestre une reconstitution des stocks en prévision, notamment, des problèmes que pouvait poser le bogue du millénaire. Dans ces conditions, l'emploi a rapidement augmenté, faisant reculer un chômage qui se situait à un niveau élevé et mettant fin à la baisse des taux d'activité, surtout parmi les jeunes. Les créations nettes d'emplois ont atteint un niveau sans précédent de 450 000 en 1999, surtout dans le secteur privé, où elles s'expliquent essentiellement par l'expansion de la production. L'inflation s'est légèrement accélérée au deuxième semestre 1999 sous l'effet de la progression des prix du pétrole, et la hausse des salaires horaires s'est accentuée en raison de la réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires.

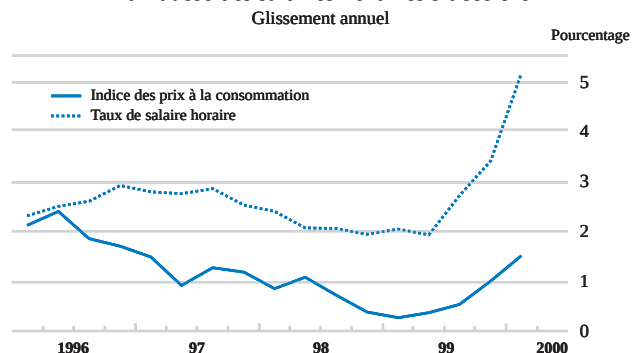
Les conditions monétaires ont été accommodantes en 1999 et devraient le rester en 2000. Vu le bas niveau des taux d'intérêt, les particuliers et les entreprises ont accru leur emprunts en 1999. Les ménages se sont davantage endettés pour payer leurs achats de biens immobiliers et de biens durables, tandis que les entreprises obtenaient de nouveaux crédits bancaires pour payer leurs équipements et financer

Les conditions monétaires accommodantes et les baisses d'impôts...

France**Forte baisse du chômage résultant de la croissance de l'emploi**

1. Glissement annuel.

Sources : INSEE et OCDE.

La hausse des salaires horaires s'accélère

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	16.0	15.6	15.7	15.2	15.0
Solde financier des administrations publiques ^b	-3.0	-2.7	-1.8	-1.4	-1.2
Balance des opérations courantes ^b	2.7	2.8	2.6	2.5	2.6
Taux d'intérêt à court terme ^c	3.5	3.6	3.0	4.3	5.1
Taux d'intérêt à long terme ^d	5.6	4.7	4.6	5.9	6.3

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source: OCDE.

une vague de fusions et d'acquisitions. Bien que les taux longs aient légèrement monté en 1999, cette tendance s'est inversée au premier trimestre de 2000. Dans le même temps, la baisse de l'euro par rapport au dollar des États-Unis et au yen a stimulé les exportations. Contrairement aux conditions monétaires, la politique budgétaire s'est révélée restrictive en 1999. Les recettes fiscales ont été supérieures aux prévisions, en particulier pour l'impôt sur les sociétés, ce qui a réduit sensiblement le déficit structurel des administrations publiques. A la suite de ces développements, les autorités ont décidé de diminuer les prélèvements à hauteur de 1 pour cent du PIB en 2000. Cette baisse des prélèvements touche la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe d'habitation, l'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale. Le déficit des administrations publiques devrait néanmoins baisser en 2000-01, grâce à la maîtrise des dépenses de l'État.

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	4 442.8	0.1	3.4	2.3	3.1	3.3
Consommation publique	1 922.9	2.1	0.3	2.6	1.8	1.4
Formation brute de capital fixe	1 469.2	0.0	6.6	7.1	5.6	3.5
Secteur public	256.0	-5.5	2.8	2.2	1.5	1.9
Secteur privé : résidentiel	362.5	0.9	3.6	7.7	6.0	2.6
Secteur privé : autres	850.7	1.3	9.0	8.2	6.5	4.2
Demande intérieure finale	7 834.9	0.6	3.3	3.3	3.3	2.9
variation des stocks ^a	- 12.2	0.1	0.7	-0.5	0.1	0.0
Demande intérieure totale	7 822.7	0.6	3.9	2.8	3.3	2.9
Exportations de biens et services	1 831.4	12.1	7.7	3.6	10.9	8.9
Importations de biens et services	1 700.2	7.1	11.3	3.1	10.2	9.3
exportations nettes ^a	131.2	1.3	-0.6	0.2	0.4	0.1
PIB aux prix du marché	7 953.9	1.9	3.2	2.9	3.7	2.9
PIB aux prix du marché en milliards d' €	1 212.6					
Production industrielle ^b	—	3.7	5.2	2.2	5.1	4.6

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

b) Indice trimestriel.

Source: OCDE.

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	285.7	301.5	291.8	300	326
Importations de biens	259.0	275.4	269.2	279	305
Balance commerciale	26.6	26.1	22.5	21	22
Solde des invisibles	12.1	14.6	15.2	12	13
Balance des opérations courantes	38.7	40.7	37.7	32	34
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	12.1	8.8	3.6	11.6	9.4
Importations de biens en volume ^a	7.4	12.3	4.2	10.8	9.8
Résultats à l'exportation ^b	2.3	- 0.3	- 0.4	1.3	1.0
Termes de l'échange	0.4	1.5	- 1.0	- 1.8	0.1

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

... devraient contribuer à l'expansion de la production en 2000 et 2001

Les dernières enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises et des consommateurs dénotent des perspectives très favorables dans l'immédiat. Dans tous les secteurs, les carnets de commandes sont bien remplis et les entreprises ont l'intention d'accroître leur production. Dans le secteur manufacturier, les entreprises indiquent également qu'elles ont l'intention d'augmenter leurs investissements en 2000. Les consommateurs restent très confiants et, selon les premières données disponibles, les ménages ont encore beaucoup dépensé dans les premiers mois de l'année. Les conditions monétaires accomodantes, de même que la baisse des impôts récemment annoncée, contribueront à maintenir dans l'immédiat une vive croissance de la demande intérieure. La croissance des exportations devrait se ralentir, après la forte progression enregistrée récemment, en raison de l'essoufflement de la demande extérieure, en particulier en provenance d'Amérique du Nord. Au total, le PIB réel devrait s'accroître de 3¼ pour cent en 2000. En 2001, la demande intérieure devrait rester vigoureuse, un ralentissement étant toutefois prévisible pour la formation brute de capital, surtout dans le secteur du logement. Dans ces conditions, la croissance du PIB réel devrait se poursuivre en 2001 à un rythme égal à environ 3 pour cent.

Le chômage devrait encore reculer, mais l'inflation devrait demeurer modérée

De telles bonnes perspectives pour la production devraient se traduire à nouveau par de fortes créations d'emplois. L'emploi total pourrait augmenter d'environ 500 000 personnes en 2000 et 450 000 en 2001, surtout dans le secteur privé, ce qui ramènerait le taux de chômage à environ 8¾ pour cent vers la fin de 2001, soit un peu moins que le niveau compatible avec une inflation stable. Dans ces conditions, les tensions qui commencent à apparaître actuellement sur le marché du travail pourraient s'étendre et les salaires augmenter. Puisque la phase actuelle d'expansion économique entrera dans sa cinquième année en 2001, il faut s'attendre à un ralentissement de la productivité du travail et, du fait d'une accélération des salaires, à une montée des coûts salariaux unitaires. Ces prix à l'importation devraient aussi s'accroître suite à la dépréciation de l'euro. Grâce à la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée, toutefois, la hausse des prix devrait rester modérée sur la période de projection.

Un degré significatif d'incertitude entoure ces prévisions

Ces prévisions sont entourées d'un certain degré d'incertitude, en raison de plusieurs éléments. Il est particulièrement difficile de prédire l'impact du passage aux 35 heures sur les coûts de main-d'œuvre et sur les goulots de production. Malgré la modération salariale, la flexibilité accrue des horaires de travail associées aux

accords des 35 heures récemment négociés et les aides de l'État aux entreprises, la réduction du temps de travail pourrait entraîner une hausse du coût du travail et des goulets de production. L'incertitude est grande également en ce qui concerne le comportement des consommateurs à court terme. A la différence d'autres pays de l'OCDE, les ménages français n'ont pas réduit sensiblement leur taux d'épargne, en consacrant toujours la même part de leur revenu à de nouvelles acquisitions d'actifs financiers. Mais cette attitude pourrait se modifier. L'amélioration constatée sur le marché du travail pourrait, par exemple, persuader les consommateurs que l'épargne de précaution est moins nécessaire. Si les coûts de main-d'œuvre et la demande intérieure devaient augmenter davantage qu'on ne le prévoit, il en résulterait indéniablement une accélération de l'inflation.

Italie

Le PIB réel semble devoir s'accroître de près de 3 pour cent cette année, à la faveur d'une accélération de la demande mondiale, d'une amélioration de la confiance des entreprises et d'une orientation de la politique macroéconomique propice à la croissance. L'élan donné par le secteur exportateur renforce la demande d'investissements. La consommation privée, actuellement moins tonique, devrait se raffermir à mesure que l'emploi progressera. La contribution des exportations nettes en termes réels restant positive, le rythme de croissance pourrait être maintenu en 2001. L'inflation sera de 2½ pour cent cette année, reflétant les répercussions de la montée des prix du pétrole et de la faiblesse de l'euro sur un rythme déjà relativement vif de hausse des prix intérieurs.

Pour respecter les objectifs de poursuite de l'assainissement budgétaire et d'allègement de la fiscalité, il faudra strictement maîtriser les dépenses publiques ; à cet effet, l'achèvement de la réforme des retraites et de nouveaux progrès dans l'efficacité de l'administration seront indispensables. À côté des mesures nécessaires pour améliorer la situation sur le marché du travail, il faudra aussi intensifier la concurrence et éliminer les barrières à l'entrée dans certains secteurs protégés relevant des services non financiers, si l'on veut réaliser les objectifs d'augmentation de l'emploi et de développement régional plus équilibré, et si l'on veut préserver la compétitivité extérieure.

L'activité économique s'est raffermie au deuxième semestre de 1999, la progression des exportations ayant stimulé la confiance des entreprises. Le niveau élevé des investissements fixes des entreprises s'est doublé d'un développement des travaux publics. Mais la consommation privée n'a augmenté que lentement, car l'accélération de l'inflation a freiné la croissance des revenus réels, en amplifiant l'effet restrictif d'une confiance déjà très fragile de la part des ménages.

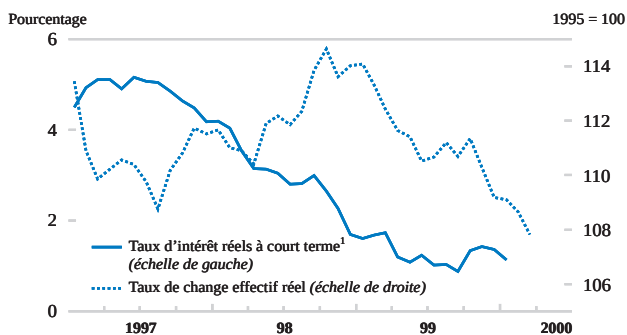
L'activité économique s'est accélérée...

Le taux d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier a dépassé son niveau du milieu de 1998 ; il reste toutefois inférieur de 2 points au sommet conjoncturel de 1990, ce qui dénote la persistance d'un écart négatif entre la production effective et la production potentielle. L'emploi a progressé en 1999, surtout grâce au développement du travail à temps partiel et des contrats atypiques dans les services. Le niveau de l'emploi reste bien supérieur à celui de l'année dernière, mais les données les plus récentes concernant le marché du travail sont mitigées : l'emploi a augmenté dans le Centre-Nord, mais diminué dans le Sud. Après correction des

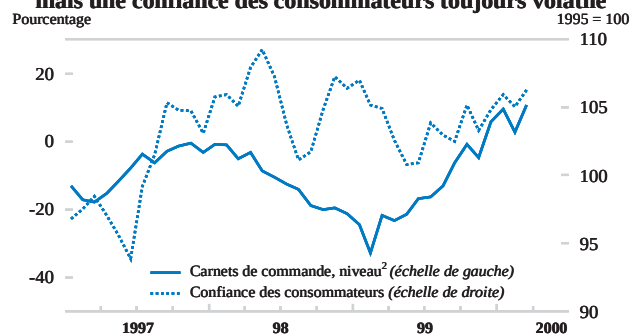
... tandis que l'emploi progressait

Italie

Les conditions monétaires soutiennent l'activité



Des carnets de commandes remplis mais une confiance des consommateurs toujours volatile



1. Taux d'intérêt à court terme ajusté d'après l'indice des prix à la consommation.
 2. Solde en pourcentage des réponses positives et négatives.
- Source : OCDE.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	0.4	1.1	1.2	1.5	1.3
Taux de chômage ^a	11.8	11.9	11.5	11.0	10.5
Rémunération des salariés	4.8	-0.6	3.9	4.0	4.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre ^b	2.9	-2.1	2.4	1.0	1.0
Revenu disponible des ménages	3.3	2.9	3.1	4.1	4.5
Déflateur du PIB	2.4	2.7	1.5	2.2	2.2
Déflateur de la consommation privée	2.2	2.1	2.2	2.6	2.3

a) En pourcentage de la population active.

b) L'estimation de 1998 tient compte de l'introduction de la taxe régionale (IRAP) qui était accompagnée de l'exemption partielle des contributions obligatoires des employeurs au système de santé.

Source: OCDE.

variations saisonnières, le taux global de chômage est passé de 11 à 11.2 pour cent au premier trimestre de 2000.

La croissance a été alimentée par un renforcement des exportations...

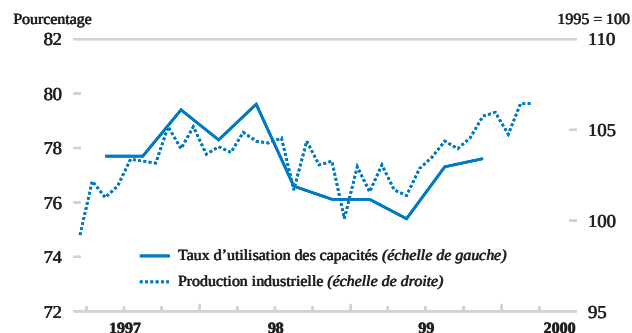
Sur le plan extérieur, plusieurs éléments expliquent la contraction de l'excédent commercial en 1999 : la vigueur des importations, le lent redressement des exportations et la nette dégradation des termes de l'échange. Toutefois, la croissance des exportations s'est nettement raffermie à partir du deuxième semestre de 1999, sous l'effet de la dépréciation de l'euro et d'une amélioration de la demande mondiale. Les gains de compétitivité se sont traduits, entre autres, par une progression des exportations de biens traditionnels (meubles et textiles, par exemple), qui avaient beaucoup pâti des gains de compétitivité des économies émergentes d'Asie de l'Est. A en juger par les développements récents, la zone euro joue un rôle de plus en plus grand dans les ventes italiennes à l'étranger.

... mais l'inflation s'accélère...

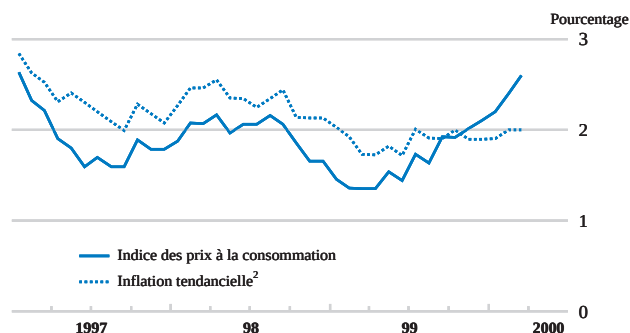
Avec la montée des prix du pétrole et l'affaiblissement de l'euro, le rythme annuel de hausse des prix à la consommation est passé à 2.5 pour cent en mars 2000 avant de s'améliorer quelque peu en avril (selon des données encore préliminaires).

Italie

L'utilisation des capacités et la production se redressent



L'IPC a dépassé l'inflation tendancielle¹



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Indice harmonisé des prix à la consommation non compris l'énergie, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac.

Sources : OCDE ; Eurostat.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	14.6	13.4	12.7	12.7	12.7
Solde financier des administrations publiques ^b	-2.7	-2.8	-1.9	-1.5	-1.1
Balance des opérations courantes ^b	2.9	1.9	1.0	1.6	2.2
Taux d'intérêt à court terme ^c	6.9	5.0	3.0	4.3	5.1
Taux d'intérêt à long terme ^d	6.9	4.9	4.7	6.0	6.4

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source: OCDE.

Pour remédier aux tensions inflationnistes, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures administratives temporaires, notamment une réduction des taxes sur les combustibles et un plafonnement des tarifs publics et des primes d'assurance. L'inflation «tendancielle» – c'est-à-dire sans l'énergie et les produits alimentaires – atteint le double du chiffre moyen pour l'ensemble de la zone euro (qui est de 1 pour cent). De plus, selon les enquêtes réalisées auprès des entreprises, on s'attend à ce que l'inflation tendancielle se rapproche progressivement de la hausse des prix à la consommation.

La progression des salaires reste relativement faible et un ample rattrapage de pouvoir d'achat est improbable cette année, car les négociations salariales prévues ne toucheront qu'une faible proportion de l'ensemble des salariés du secteur privé.

... et pourrait mettre en péril la compétitivité

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants mille milliards de L	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée ^a	1 109.4	3.0	2.3	1.7	1.5	2.2
Consommation publique	343.8	0.8	0.7	0.6	0.5	0.5
Formation brute de capital fixe	348.8	1.2	4.1	4.4	5.5	4.9
Équipement et outillage	190.5	4.2	7.4	6.2	5.7	5.3
Construction	158.4	-2.3	-0.1	1.8	5.2	4.2
Construction de logements	89.2	-2.7	-0.6	1.6	3.4	3.0
Autres	69.2	-1.8	0.5	1.9	7.5	5.7
Demande intérieure finale	1 802.0	2.2	2.4	2.0	2.1	2.5
variation des stocks ^b	6.4	0.3	0.6	0.4	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 808.5	2.5	2.9	2.5	1.8	2.4
Exportations de biens et services	491.1	6.5	3.3	-0.4	10.9	9.5
Importations de biens et services	397.3	10.2	9.1	3.4	7.1	7.5
exportations nettes ^b	93.8	-0.6	-1.3	-1.0	1.1	0.8
PIB aux prix du marché	1 902.3	1.8	1.5	1.4	2.9	3.1
PIB aux prix du marché en milliards d' €	982.4					
Production industrielle	—	3.8	1.3	0.0	3.7	3.5

a) Consommation finale des ménages sur le marché intérieur.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source: OCDE.

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	238.3	242.0	231.3	240	263
Importations de biens	191.1	199.8	209.3	215	232
Balance commerciale	47.1	42.2	22.0	25	31
Solde des invisibles	- 13.6	- 18.9	- 9.9	- 8	- 8
Balance des opérations courantes	33.6	23.2	12.0	17	24
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	4.6	1.8	0.2	11.4	9.9
Importations de biens en volume ^a	9.9	9.5	4.2	7.7	7.8
Résultats à l'exportation ^b	- 4.4	- 6.4	- 3.6	1.0	1.2
Termes de l'échange	- 0.7	5.6	- 1.2	- 2.9	- 0.2

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

Même s'il faut escompter en 2000 une accélération de la rémunération par salarié, mesurée en coûts unitaires de main-d'œuvre par rapport à la moyenne pour l'Union européenne, la compétitivité du secteur manufacturier à l'exportation ne se dégradera pas sensiblement. Malgré tout, la forte inflation intérieure dans un certain nombre de secteurs protégés fera encore monter les coûts non facteurs dans les secteurs des biens échangeables, ce qui aura tendance à éroder la compétitivité de l'Italie vis-à-vis de ses partenaires de la zone euro.

*Le niveau relativement faible
des taux d'intérêt réels stimule
la demande...*

Par rapport à la période récente, les conditions monétaires sont assez souples, malgré les mesures restrictives qu'a prises récemment la Banque centrale européenne. De fait, le rythme relativement rapide d'inflation effective et d'inflation escomptée en Italie se traduit par des taux d'intérêt réels à court terme qui sont relativement faibles. Depuis le début de 2000, ce phénomène se double d'une poussée du crédit aux ménages, dont l'expansion est rapide à partir d'un niveau relativement bas.

*... tandis que la politique
budgétaire a un effet
pro-cyclique*

Grâce essentiellement à des recettes budgétaires supérieures aux prévisions et à des paiements d'intérêts plus faibles, le résultat budgétaire pour 1999 a été légèrement inférieur à l'objectif initial de 2 pour cent du PIB. Le budget 2000 comporte des mesures en faveur de l'emploi et de l'activité économique, sous la forme d'allègements d'impôts et d'une augmentation des dépenses d'équipement dans le Sud, ces mesures représentant deux tiers d'un pour cent du PIB. Une correction budgétaire équivalente sera opérée, de sorte que l'objectif de déficit des administrations publiques est de 1½ pour cent du PIB. Cela ne sera pas néanmoins suffisant pour empêcher une contraction de l'excédent primaire structurel, tant et si bien que le budget aura un effet légèrement pro-cyclique.

*La croissance du PIB réel
devrait s'accélérer...*

La croissance du PIB réel devrait passer d'un peu moins de 1½ pour cent l'an dernier à environ 3 pour cent en 2000, ce rythme devant être maintenu en 2001. Les exportations et l'investissement sont actuellement les composantes les plus dynamiques de la demande. Tout en bénéficiant récemment de faibles taux d'intérêt réels, le secteur des entreprises devrait encore tirer parti du régime fiscal plus généreux des nouveaux investissements depuis la réforme fiscale de 1998. L'amélioration des

perspectives de l'emploi et la hausse des revenus des ménages devraient progressivement renforcer la consommation privée, mais avec un certain retard. Bien qu'on ait attribué dans ces prévisions un caractère temporaire au choc pétrolier récent et à la faiblesse de l'euro, le taux d'inflation, mesuré à travers l'indice implicite des prix à la consommation, devrait rester de l'ordre de 2¼-2½ pour cent. La vigueur de la demande intérieure et la concurrence insuffisante dans les secteurs protégés pourraient empêcher une baisse significative de l'inflation en 2001. A la même date, il faut s'attendre à une diminution du taux de chômage de 1 point ; le taux de chômage reviendrait ainsi à 10½ pour cent, niveau supérieur au taux structurel, ce qui donne à penser qu'il faudrait maîtriser les pressions généralisées sur les coûts salariaux, bien que certaines de ces pressions puissent être de nature régionale et sectorielle. Sur le plan extérieur, l'excédent commercial s'élargira grâce à la croissance des marchés à l'exportation et à la dépréciation du taux de change. Si l'on y ajoute une nouvelle réduction du déficit au titre des invisibles, il en résultera une amélioration de l'excédent des opérations courantes.

Ces prévisions sont entourées de plusieurs incertitudes. En ce qui concerne les aléas négatifs, l'accélération de l'inflation pourrait aboutir à des pressions sur les coûts intérieurs de nature à empêcher l'Italie d'exploiter pleinement les possibilités qui s'offrent à elle du fait de la reprise de la demande mondiale et de l'affaiblissement de l'euro. En outre, une plus forte inflation pourrait entamer la confiance des consommateurs. En revanche, si le rattrapage des salaires par rapport à la croissance de la productivité devait être plus marqué, la consommation s'en trouverait renforcée, mais au prix d'un enracinement des tensions inflationnistes. Ces risques pour l'avenir soulignent la nécessité de renforcer la concurrence sur les marchés de produits ainsi que la performance du marché du travail. De plus, il pourrait y avoir surchauffe si l'amélioration du côté de la demande intérieure et des facteurs externes était renforcée par un dérapage budgétaire, ce qui risque de se produire si l'on ne maîtrise pas mieux les dépenses courantes et les déficits des collectivités locales.

*... mais l'environnement
intérieur pourrait constituer
un risque*

Royaume-Uni

L'économie du Royaume-Uni a connu une forte expansion en 1999. L'activité reste soutenue par une solide demande intérieure, mais le déficit commercial continue à se creuser. La demande intérieure excédentaire s'est traduite par une accélération des prix des services, compensée jusqu'à présent par une faible hausse des prix des biens à la faveur de la fermeté de la livre. Ces pressions pourraient être plus difficiles à enrayer à l'avenir : les salaires se sont accélérés et la hausse des prix du pétrole et des produits de base n'a pas encore été entièrement répercutée.

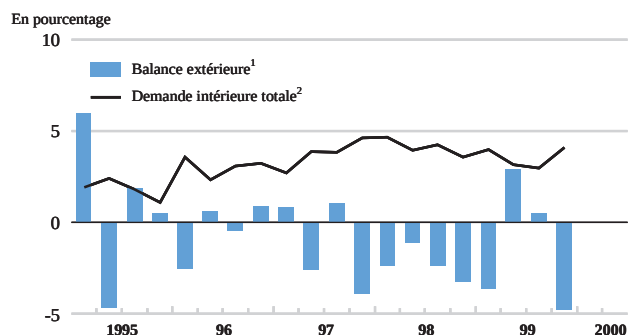
La politique monétaire a réagi à cette situation avec une série de relèvements des taux d'intérêt depuis septembre dernier, mais un nouveau resserrement sera probablement nécessaire si l'on veut obtenir une croissance du PIB qui reste conforme au potentiel et empêcher l'inflation de dépasser nettement l'objectif retenu. Plusieurs années marquées par un assainissement budgétaire de grande ampleur ont pavé la voie à une augmentation des dépenses publiques dans les domaines prioritaires du gouvernement et le budget de mars 2000 a prévu une forte accélération des dépenses, en particulier celles consacrées aux soins de santé. Bien qu'un accroissement substantiel des financements pour la santé et l'éducation paraisse justifié dans une perspective à long terme, il aura probablement un effet stimulant sur une économie ne bénéficiant que de faibles marges de capacité excédentaires. Malgré cela, la politique fiscale sera plus resserrée au cours des deux prochaines années que ce qui avait été prévu dans le budget de mars 1999.

Les pressions de la demande intérieure sont en partie absorbées par un déficit commercial croissant

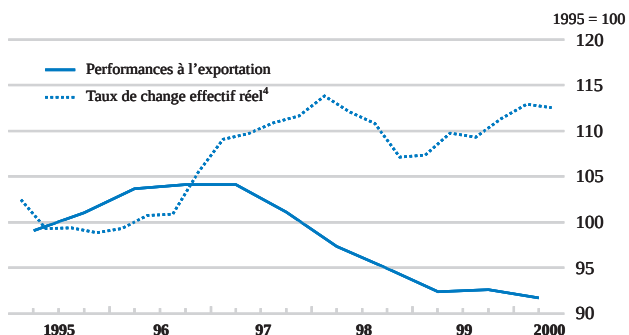
La croissance s'est vivement accélérée au deuxième semestre de 1999, de sorte qu'en moyenne annuelle elle a été légèrement supérieure à 2 pour cent, soit un peu au-dessous du potentiel. Elle s'est encore appuyée sur le dynamisme de toutes les grandes composantes de la demande intérieure finale, notamment les dépenses publiques qui se sont accrues de 4½ pour cent l'an dernier (progression la plus forte depuis 1979) ; ce dynamisme n'a été qu'en partie compensé par des destockages et un solde importateur net. Grâce à la bonne tenue des marchés extérieurs, les exportations en volume ont augmenté au cours de 1999, mais la fermeté persistante de la livre a entraîné de nouvelles pertes de parts de marché. Les importations enregistrant une forte hausse, le déficit commercial au titre des marchandises s'est nettement creusé, en atteignant 3 pour cent du PIB.

Royaume-Uni

La croissance reste soutenue par une forte demande domestique



La force de la livre a pesé sur les performances à l'exportation³



1. Contribution de la balance nette à la croissance du PIB.
 2. Pourcentage de variation en glissement annuel.
 3. Dans le secteur manufacturier.
 4. Sur la base des prix à l'exportation.
- Sources : ONS et OCDE.

Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

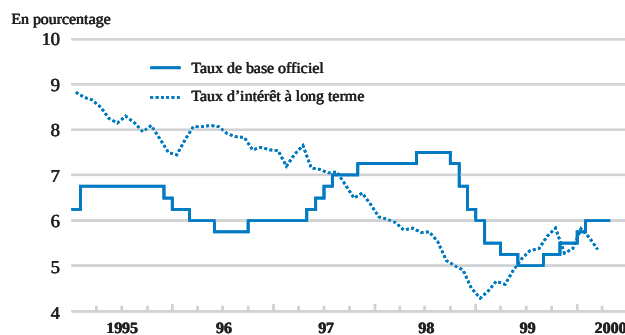
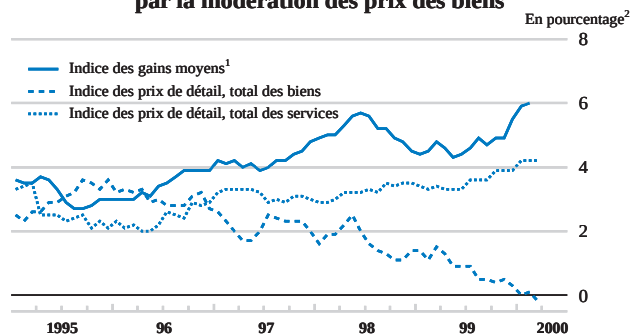
	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	1.6	1.2	1.0	0.9	0.5
Taux de chômage ^a	6.9	6.2	5.9	5.7	5.8
Rémunération des salariés	6.9	7.3	6.2	6.7	6.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.3	5.1	4.1	3.7	3.8
Revenu disponible des ménages	6.4	2.5	5.6	5.9	5.7
Déflateur du PIB	2.9	3.2	2.9	3.0	3.2
Déflateur de la consommation privée	2.5	2.5	2.4	2.5	2.8

a) En pourcentage de la population active.

Source: OCDE.

La productivité s'est accélérée ces dernières années, mais tel a été le cas également des salaires

L'emploi s'est encore amélioré au cours de 1999, quoiqu'à un rythme plus lent, et la productivité du travail, languissante depuis le milieu des années 1990, s'est redressée. La forte progression de l'emploi dans les services a été partiellement compensée par des délestages de main-d'œuvre dans les activités manufacturières les plus exposées à la concurrence étrangère. Les entreprises qui, tablant sur une fermeté temporaire de la livre, avaient jusqu'à présent réagi à la baisse de la demande en conservant des sureffectifs, ont vu leurs marges se comprimer encore en 1999 et ont dû réduire leurs coûts unitaires de main-d'œuvre, ce qui s'est traduit par un recul de 3 pour cent de l'emploi dans le secteur manufacturier. Dans ce contexte, le taux global de chômage s'est stabilisé légèrement au-dessous de 6 pour cent. Il pourrait se révéler difficile d'obtenir une nouvelle baisse non inflationniste du taux de chômage, eu égard en particulier à l'accélération des salaires à la fin de 1999. Les pressions de la demande intérieure ont été en partie absorbées par une forte hausse des importations au deuxième semestre de 1999, mais elles alimentent également l'inflation dans les services (reflet de l'inflation de source intérieure), qui dépassait 4 pour cent au début de 2000. Jusqu'à présent, ce phénomène a été largement neutralisé par un ralentissement des prix dans le secteur des biens, grâce à la baisse des prix à

Royaume-Uni**La politique monétaire s'est resserrée****Les pressions inflationnistes intérieures sont compensées par la modération des prix des biens**

1. Ensemble des salariés.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Sources : Bank of England et ONS.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	9.6	6.3	6.2	6.1	6.2
Solde financier des administrations publiques ^b	-2.0	0.2	1.1	1.1	0.9
Balance des opérations courantes ^b	0.8	-0.1	-1.4	-1.8	-2.0
Taux d'intérêt à court terme ^c	6.8	7.3	5.4	6.6	7.0
Taux d'intérêt à long terme ^d	7.0	5.5	5.1	5.7	6.1

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source: OCDE.

l'importation. De fait, la hausse de l'indice des prix de détail hors paiement d'intérêts de prêts hypothécaires est restée nettement inférieure à la cible de 2.5 pour cent. En termes d'indice harmonisé des prix à la consommation dans l'Union européenne, l'inflation a été inférieure à celle des autres pays de l'OCDE (en s'établissant à 1 pour cent ou moins) pour chacun des quatre premiers mois de 2000.

La Banque d'Angleterre a réagi rapidement pour ralentir la demande intérieure. Mais il faudra peut-être aller plus loin...

A mesure que l'activité se renforçait et que les risques d'évolution négative liés à la demande extérieure s'estompaient, la politique monétaire a été progressivement durcie à partir de septembre 1999, le taux officiel de prise en pension étant relevé à quatre reprises de 25 points de base pour passer à 6 pour cent. Les taux courts ont augmenté de façon à peu près similaire, mais les taux longs se sont récemment repliés, comme dans les autres pays, ce qui a entraîné une inversion de la courbe des rendements. Cette inversion traduit peut-être en partie une pénurie d'obligations

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de £	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	485.4	3.9	3.2	3.9	3.3	2.6
Consommation publique	146.1	-1.4	0.7	4.4	3.8	3.2
Formation brute de capital fixe	125.7	7.5	11.0	5.2	3.8	3.4
Secteur public ^a	13.0	-10.0	7.9	5.5	12.8	7.0
Secteur privé : résidentiel	27.5	2.5	1.8	0.4	3.6	2.7
Secteur privé : autres	85.1	11.8	14.1	6.4	2.8	3.2
Demande intérieure finale	757.2	3.5	4.1	4.2	3.5	2.9
variation des stocks ^b	1.6	0.3	0.0	-0.6	0.1	0.0
Demande intérieure totale	758.8	3.8	4.1	3.6	3.6	2.9
Exportations de biens et services	220.3	8.6	2.4	2.9	8.5	6.7
Importations de biens et services	224.5	9.2	8.8	7.5	9.8	7.7
exportations nettes ^b	- 4.2	-0.3	-2.1	-1.7	-0.9	-0.8
PIB aux prix du marché	754.6	3.5	2.2	2.1	2.9	2.3
Production manufacturière	—	1.3	0.3	-0.1	2.0	2.6

a) Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source: OCDE.

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	281.4	271.9	267.3	283	302
Importations de biens	300.9	305.9	310.4	331	358
Balance commerciale	- 19.5	- 34.1	- 43.1	- 48	- 56
Solde des invisibles	30.3	32.9	22.4	23	25
Balance des opérations courantes	10.8	- 1.1	- 20.7	- 26	- 31
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	7.6	1.6	1.3	7.5	6.2
Importations de biens en volume ^a	8.7	9.5	5.6	9.5	7.7
Résultats à l'exportation ^b	- 1.4	- 6.4	- 3.8	- 2.3	- 2.1
Termes de l'échange	1.5	1.7	1.4	0.9	0.3

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

publiques. Avec un faible volant de capacités inutilisées sur le marché du travail, un secteur du logement très actif, un déficit commercial qui se creuse et une inflation de source interne supérieure à 2.5 pour cent, la Banque d'Angleterre est confrontée à une tâche délicate : ralentir la demande intérieure tout en espérant qu'il n'en résultera pas trop de nouvelles pressions à la hausse sur le taux de change.

Alors que le budget 1999/2000 prévoyait une orientation neutre, on a constaté a posteriori un nouvel assainissement de grande ampleur des finances publiques. La croissance de la production et les élasticités de l'impôt ayant été supérieures à ce qu'on escomptait, le solde budgétaire a été en excédent de 1.6 pour cent du PIB ; alors qu'un déficit de 0.3 pour cent était prévu. Sur la base de l'année civile et dans l'optique des comptes nationaux, on estime que le solde budgétaire corrigé des influences conjoncturelles est passé d'un léger déficit en 1998 à un excédent de 0.9 pour cent du PIB en 1999. Dans ces conditions, et eu égard à la solidité des finances publiques, le budget 2000/01, a prévu une forte accélération des dépenses, en particulier pour les soins de santé, annulant ainsi partiellement le resserrement budgétaire inattendu de 1999. Bien que l'on prévoit un excédent effectif proche de 1 pour cent du PIB au cours de la période considérée, reflétant la vigueur de l'activité, une baisse de l'excédent corrigé des influences conjoncturelles jusqu'à un niveau d'environ ½ pour cent du PIB est prévue d'ici 2001.

... car la croissance rapide des dépenses privées se conjuguant à une hausse des dépenses publiques...

Les entreprises et les consommateurs étaient très confiants et eu égard à la perspective d'une forte progression du revenu réel disponible, la demande intérieure est appelée à rester vigoureuse au cours de l'an 2000. Bien qu'en partie compensée par une contribution négative du secteur extérieur, la croissance du PIB devrait dépasser la croissance potentielle, renforçant ainsi les pressions qui se manifestent au niveau des salaires et des prix. A mesure que les effets de l'appréciation du taux de change se feront de moins en moins sentir et que la hausse des prix des produits de base sera répercutée, l'indice des prix de détail hors paiements d'intérêts sur les prêts hypothécaires (RPIX) atteindra un niveau plus proche de l'objectif, ce qui exigera probablement un nouveau resserrement de la politique monétaire, mais peut-être à un moindre degré qu'à l'occasion du cycle précédent des taux d'intérêt, dépendamment, entres autres, de l'évolution du taux de change. Avec la montée des taux d'intérêt

... devrait aboutir à un PIB supérieur au potentiel en 2000

réels et le ralentissement de la progression des revenus, qui contribueront à freiner la demande intérieure, la croissance réelle du PIB devrait s'affaiblir et s'aligner sur la croissance potentielle en 2001. Mais cette décélération ne sera pas suffisante pour empêcher l'inflation de dépasser légèrement l'objectif.

Les risques pour la croissance de la production paraissent équilibrés, mais ils pourraient jouer dans le sens d'une accélération de l'inflation si la livre devait se déprécier rapidement

Parmi les risques susceptibles d'avoir un effet positif sur l'activité, des résultats à l'exportation meilleurs que prévu, malgré la fermeté de la livre, accentueraient les pressions liées à une demande intérieure excédentaire. Mais ces risques pourraient être moindres si l'on a sous-estimé l'intensification de la concurrence et l'accélération en cours de la productivité. Par ailleurs, une dépréciation trop rapide de la livre pourrait faire monter l'inflation, mettant ainsi véritablement à l'épreuve pour la première fois la crédibilité de la politique monétaire depuis que la Banque d'Angleterre s'est vu conférer son indépendance. Du côté des risques négatifs, une correction du marché boursier pourrait affaiblir la consommation et l'investissement.

Canada

L'expansion économique est restée forte et largement diffusée, sous l'effet du dynamisme de la demande américaine, de la hausse des prix mondiaux des produits de base et d'une amélioration de la confiance des consommateurs à la faveur de nombreuses créations d'emplois. Bien que, selon les indicateurs classiques, l'économie paraisse fonctionner à pleine capacité, voire un peu au-dessus, l'inflation sous-jacente (compte non tenu de l'énergie et d'autres postes instables) s'est bien maintenue dans la moitié inférieure de la fourchette officielle retenue comme objectif. A la fin de la période de prévision, la croissance devrait se ralentir en revenant de plus de 4 à moins de 3 pour cent, malgré des effets de stimulation budgétaire, à mesure qu'elle sera moins soutenue par la demande américaine et qu'un resserrement des conditions monétaires freinera les dépenses des ménages et des entreprises.

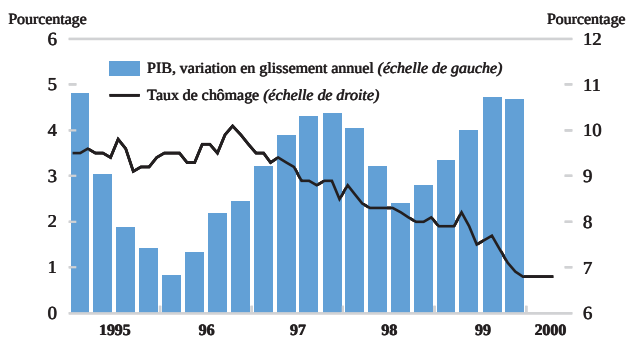
Même si certains éléments montrent depuis quelques années une augmentation du potentiel non-inflationniste de l'économie, une demande plus forte, interne et externe, pour la production canadienne, pourrait exercer des pressions à la hausse sur les prix. Dans ces conditions, pour faciliter la tâche de la politique monétaire, il faudrait qu'au cours de la période considérée tout excédent imprévu des recettes budgétaires nettes ne soit pas consacré à des dépenses publiques supplémentaires, mais à une accélération du désendettement.

Au cours des cinq trimestres précédant l'année 2000, la croissance du PIB réel a atteint en moyenne 4¾ pour cent par an et l'économie paraît avoir connu encore une solide expansion durant la première partie de cette année. La demande et la production ont fait preuve de vigueur dans la plupart des secteurs, les exportations et les investissements en machines et outillages jouant un rôle moteur, mais l'investissement en logements et la consommation privée progressant également à un bon rythme. Les dépenses des entreprises ont bénéficié d'une nette amélioration de la rentabilité, qui a atteint un niveau bien supérieur à la moyenne sur longue période, grâce à la hausse des prix des produits de base et à la forte expansion du secteur manufacturier. La demande des ménages a été stimulée par une augmentation du revenu disponible, sous l'effet d'une progression de l'emploi et d'allègements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les indicateurs les plus récents vont dans le sens d'un ralentissement de l'investissement des entreprises, mais il pourrait s'agir d'une retombée des dépenses informatiques consacrées en 1999 au passage à l'an 2000. La confiance des consommateurs s'est elle aussi effritée, bien que les ménages misent de plus en plus sur une évolution favorable de l'emploi. De fait, les

Avec la forte croissance en cours, le chômage a nettement reculé

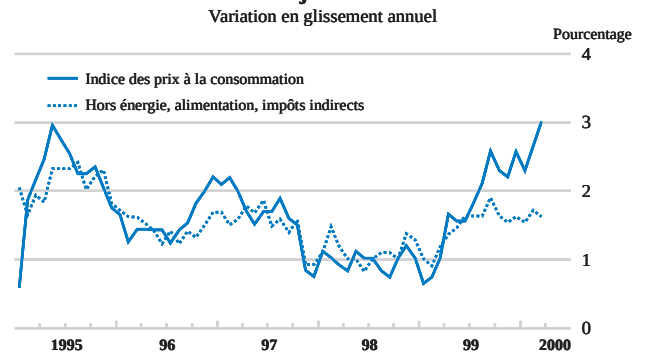
Canada

Une croissance plus forte a fait baisser le chômage



Source : Statistique Canada.

Mais l'inflation sous-jacente demeure modérée



Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	2.3	2.6	2.8	2.5	1.6
Taux de chômage ^{a)}	9.1	8.3	7.6	6.8	6.6
Rémunération des salariés	5.8	4.0	4.5	5.7	5.0
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.8	0.9	0.3	1.4	2.0
Revenu disponible des ménages	3.5	3.2	3.4	5.5	5.4
Déflateur du PIB	0.8	-0.6	1.7	2.9	2.3
Déflateur de la consommation privée	1.8	1.0	1.2	2.2	2.1

a) En pourcentage de la population active.

Source: OCDE.

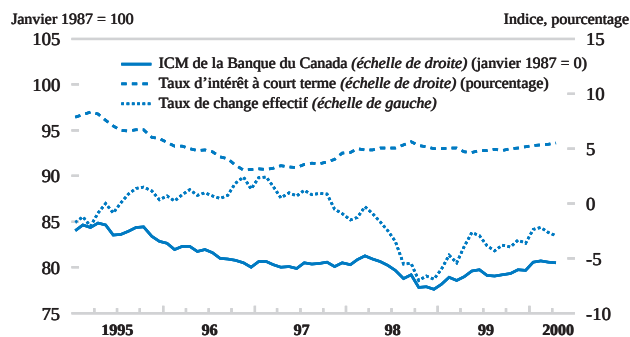
créations d'emplois sont restées nombreuses au premier trimestre de 2000, l'emploi étant en hausse de 3 pour cent par rapport à l'année précédente. En conséquence, le taux de chômage est tombé à moins de 7 pour cent, son niveau le plus bas depuis le milieu des années 70, malgré des taux d'activité en progression.

L'inflation sous-jacente est restée stable, malgré la vive hausse des prix de l'énergie

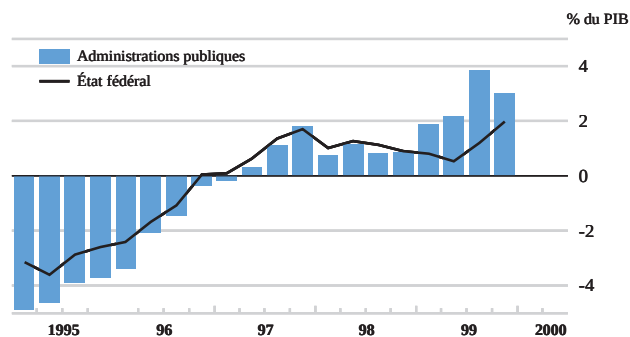
Ces derniers mois, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée à 3 pour cent, essentiellement du fait de l'augmentation des prix de l'essence et des combustibles. Mais l'indicateur d'inflation sous-jacente de la Banque du Canada (qui ne tient pas compte de l'énergie, des produits alimentaires et des impôts indirects) est resté relativement stable à environ 1½ pour cent, c'est-à-dire dans la partie inférieure de la fourchette de 1 à 3 pour cent retenue comme objectif. Alors que l'économie fonctionne un peu au-dessus de la production potentielle estimée, deux facteurs ont contribué à freiner l'inflation sous-jacente : les répercussions de la dépréciation de la monnaie de 1998 sur les prix à la consommation paraissent avoir atteint leur effet maximal et une accélération des salaires en 1999 a été en partie compensée par des gains de productivité. Le redressement des prix des produits de base se traduisant par une nette amélioration des termes de l'échange du Canada, la balance courante est maintenant pratiquement en équilibre. L'endettement net du

Canada

Les conditions monétaires se sont resserrées



Le solde budgétaire est demeuré excédentaire



Sources : Statistique Canada et Banque du Canada.

Indicateurs financiers

	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'épargne des ménages ^a	2.8	2.4	1.4	1.0	1.4
Solde financier des administrations publiques ^b	0.8	0.9	2.8	2.5	2.2
Balance des opérations courantes ^b	-1.6	-1.8	-0.5	0.4	0.6
Taux d'intérêt à court terme ^c	3.5	5.0	4.9	6.1	6.6
Taux d'intérêt à long terme ^d	6.5	5.5	5.7	6.4	6.6

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Papier de premier choix des sociétés à 3 mois.

d) Obligations d'État à plus de 10 ans.

Source: OCDE.

Canada a nettement diminué par rapport au PIB, à environ 32 pour cent, son niveau le plus bas depuis 20 ans.

Malgré un environnement peu inflationniste, la Banque du Canada a craint que le rythme d'activité ne devienne excessif, certains indicateurs montrant que l'économie ne dispose plus de capacités excédentaires. Pour réduire les risques d'inflation, elle a relevé à quatre reprises le taux bancaire depuis novembre, en s'alignant sur les décisions de la Réserve fédérale des États-Unis. Mais les taux d'intérêt canadiens sont restés inférieurs à ceux des États-Unis, puisque la Banque du Canada ne les a pas relevés lors de la phase initiale de resserrement de la politique monétaire américaine durant l'été 1999. Cela peut expliquer pourquoi le dollar canadien ne s'est pas apprécié autant qu'on aurait pu s'y attendre à en juger par la seule évolution des prix

Les conditions monétaires se sont resserrées

Demande et production

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de \$Can	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1992)				
Consommation privée	482.1	4.2	2.8	3.2	3.6	2.8
Consommation publique	172.2	-0.5	1.7	1.0	1.9	1.7
Formation brute de capital fixe	144.0	13.9	3.6	9.3	8.1	5.4
Secteur public ^a	19.1	-5.3	4.9	9.3	8.2	4.2
Secteur privé : résidentiel	39.6	12.6	-1.9	6.5	7.7	5.0
Secteur privé : autres	85.4	18.8	5.7	10.4	8.3	5.7
Demande intérieure finale	798.3	4.9	2.7	3.9	4.2	3.2
variation des stocks ^b	3.1	0.7	-0.4	0.1	0.3	0.0
Demande intérieure totale	801.4	5.7	2.2	4.0	4.4	3.1
Exportations de biens et services	321.0	8.5	8.2	9.7	8.7	6.4
Importations de biens et services	287.4	14.6	5.8	9.7	9.6	6.9
exportations nettes ^b	33.6	-1.7	1.0	0.2	-0.1	-0.1
erreur d'estimation ^b	- 1.1	0.2	-0.1	0.0	0.1	0.0
PIB aux prix du marché	833.9	4.0	3.1	4.2	4.3	3.0
Production industrielle	—	5.5	2.3	4.5	5.8	3.6

a) À l'exclusion des entreprises publiques et nationalisées.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source: OCDE.

Indicateurs extérieurs

	1997	1998	1999	2000	2001
<i>Milliards de \$</i>					
Exportations de biens	217.6	217.2	242.8	275	296
Importations de biens	200.4	204.5	220.0	246	265
Balance commerciale	17.1	12.7	22.9	29	31
Solde des invisibles	- 27.4	- 23.7	- 25.8	- 26	- 27
Balance des opérations courantes	- 10.3	- 11.1	- 2.9	3	4
<i>Pourcentages de variation</i>					
Exportations de biens en volume ^a	9.2	8.3	10.5	9.1	6.7
Importations de biens en volume ^a	16.9	7.3	10.4	10.2	7.2
Résultats à l'exportation ^b	- 3.2	- 1.6	- 1.5	- 1.3	- 0.8
Termes de l'échange	- 1.2	- 3.0	3.8	2.5	0.3

a) Statistiques douanières.

b) Rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour les biens.

Source: OCDE.

des produits de base. Ces prévisions supposent que de nouvelles hausses des taux d'intérêt à court terme seront nécessaires pour que l'inflation se maintienne sans problème au cours de la période considérée dans les limites visées. L'ampleur de la hausse nécessaire des taux d'intérêt est fonction, entre autres, de l'évolution du taux de change, censé être constant dans les prévisions. Les taux d'intérêt à long terme devraient rester légèrement inférieurs aux taux comparables américains, les pressions sur les capacités étant moins fortes qu'aux États-Unis et la situation budgétaire s'améliorant au Canada.

Après presque sept ans de restrictions, la politique budgétaire devient expansionniste

L'excédent financier des administrations publiques est passé de 1 pour cent du PIB en 1998 à 2¾ pour cent en 1999. Cela reflète en grande partie la forte hausse de l'excédent des provinces alors que celui de l'État fédéral est resté relativement stable, à environ 1 pour cent du PIB (dans l'optique des comptes nationaux). Bien que la vigueur de l'économie ait gonflé les recettes et réduit les dépenses, l'ample revirement du solde financier global en 1999 implique également un durcissement non conjoncturel de l'orientation budgétaire (de l'ordre de 1 pour cent du PIB, abstraction faite des facteurs spéciaux). Depuis 1993, le solde budgétaire structurel s'est amélioré de 8 points de PIB selon les estimations de l'OCDE. Toutefois, les baisses d'impôts (notamment la réindexation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques) et les dépenses supplémentaires (en particulier pour la santé et l'innovation) annoncées dans les budgets récents de l'État fédéral et des provinces devraient se traduire par un net assouplissement de l'orientation budgétaire au cours de la période prévision, compensant en gros le resserrement de 1999 du point de vue du solde primaire structurel.

Les perspectives de croissance sont favorables

Au cours de la période considérée, le rythme d'expansion économique devrait se ralentir tout en restant relativement vif, le PIB réel enregistrant encore en 2001 une croissance moyenne de 3 pour cent. Cette évolution tient à la fois à des facteurs externes et internes. Le Canada a jusqu'à présent bénéficié de l'étroitesse de ses liens commerciaux avec les États-Unis, de sorte que le ralentissement attendu de l'économie américaine entraînera une nette décélération de la croissance des marchés canadiens à l'exportation. Dans le même temps, les mesures antérieures et prévisibles de resserrement monétaire devraient freiner la croissance de la demande intérieure. En

revanche, la dépense intérieure devrait augmenter sous l'effet d'une politique budgétaire devenue expansionniste, encore que les ménages puissent choisir de tirer parti de la baisse des impôts pour assainir leur situation financière, surtout dans le cas d'une correction sur le marché boursier. Un tel scénario « d'atterrissage en douceur » éviterait l'apparition de fortes tensions et de déséquilibres marqués dans l'économie, l'inflation restant alors dans les limites visées et la balance des opérations courantes dégagant un léger excédent.

Ces prévisions sont toutefois entourées d'un certain nombre d'aléas. L'un d'entre eux réside en ce que, durant la période considérée, l'économie canadienne pourrait fonctionner un peu au-dessus de ses capacités non inflationnistes telles qu'estimées par l'OCDE, bien que ces estimations intègrent une très forte accélération de la croissance de la production potentielle (à plus de 3 pour cent par an) grâce, en partie, à des gains d'efficacité. La persistance d'une faible inflation sous-jacente pourrait signifier que le niveau soutenable de la production est même supérieur aux estimations, mais il est très difficile de déterminer dans quelle mesure le progrès technologique a amélioré les performances du Canada en matière de productivité. En fait, les deux secteurs leaders de la « nouvelle économie » (le matériel électronique et les machines industrielles) représentent au total, par rapport aux États-Unis, une part bien plus faible de la production et ont également enregistré une moindre amélioration de leur productivité. Néanmoins, la rationalisation du capital liée au niveau élevé des dépenses informatiques pourrait générer des gains de productivité du travail. Ces incertitudes quant au potentiel de production de l'économie mettront à l'épreuve le dispositif d'objectif d'inflation, d'autant que la forte hausse des prix de l'énergie pourrait faire monter les anticipations inflationnistes. L'autre risque majeur pour les perspectives économiques est associé à un éventuel fort ralentissement de l'économie des États-Unis, qui aurait à l'évidence de lourdes conséquences pour le Canada, vu l'étroitesse des liens commerciaux et financiers entre les deux pays.

*Mais jusqu'à quel point la
« nouvelle économie » s'est-elle
installée au Canada ?*

Australie

La croissance économique est restée forte au second semestre de 1999, étayée par la vigueur de la demande intérieure et par une nette reprise des exportations. L'emploi ayant continué de progresser, le chômage a encore reculé, tandis que les pressions inflationnistes sont restées très peu virulentes. Avec l'amélioration des perspectives mondiales, les exportations seront sans doute un puissant moteur de la croissance.

Compte tenu de l'ampleur du déficit de la balance courante, la politique budgétaire devrait rester axée sur le maintien de l'excédent budgétaire existant, ce qui devrait aider à entretenir la confiance sur les marchés de capitaux. Les autorités monétaires devraient rester vigilantes face aux risques de recrudescence de l'inflation y compris peut-être une deuxième vague provoquée par l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services au milieu de 2000. Le taux de chômage étant toujours élevé au cours de la neuvième année d'expansion économique, des réformes structurelles supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer la capacité de réaction conjoncturelle du marché du travail.

L'expansion économique s'est poursuivie à un taux annuel de plus de 4 pour cent au second semestre de 1999 et elle a conservé son élan au début de l'an 2000. Les dépenses des ménages ont été dopées par une accélération de la progression de l'emploi, des plus-values en capital dues à la hausse des prix des logements et des actions, la facilité d'accès à des prêts peu coûteux et un niveau élevé de confiance des consommateurs. L'activité économique a été également soutenue par la reprise marquée des exportations après le ralentissement dû à la crise asiatique, et par une offre accrue en provenance de nouveaux projets exploitant des ressources naturelles et d'une abondante production agricole.

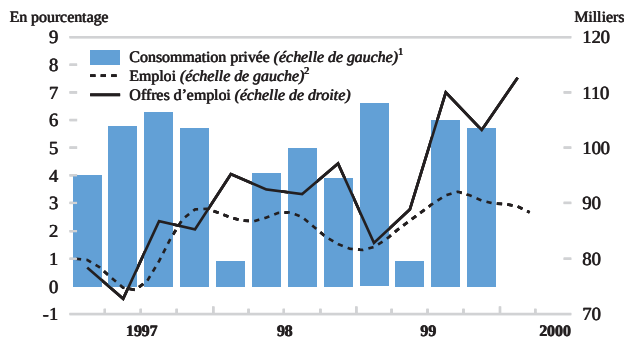
L'activité économique a été soutenue par le dynamisme des dépenses des ménages

L'emploi s'est raffermi au second semestre de 1999 et au début de 2000, de sorte que, malgré l'augmentation de la population active, le taux de chômage est tombé à moins de 7 pour cent au premier trimestre de 2000. Les pénuries grandissantes de main-d'œuvre qualifiée n'ont pas entraîné d'accélération importante des taux de salaire horaires, qui ont continué de croître d'environ 3 pour cent au second semestre de 1999, avec toutefois une légère accélération au début de 2000. Ces facteurs, conjugués à des gains de productivité appréciables, ont aidé à maintenir l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre à un rythme très modéré. Néanmoins,

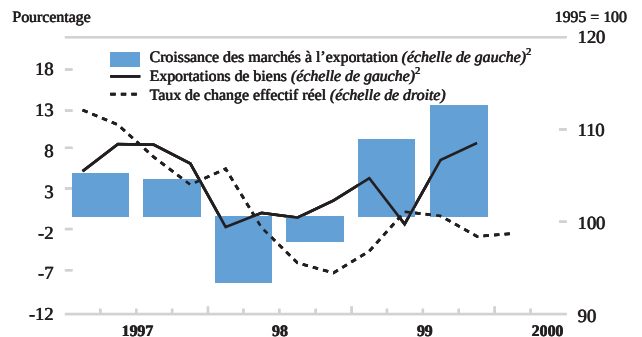
La progression de l'emploi a fait reculer encore le chômage, tandis que l'inflation est restée conforme à l'objectif

Australie

Une économie intérieure forte



Des exportations en progrès



1. Données désaisonnalisées en volume. Pourcentage de variation par rapport à la période précédente, en taux annuels.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : Australian Bureau of Statistics.

Demande, production et prix

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants, milliards de \$A	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1997/98)				
Consommation privée	307.5	3.8	4.1	4.5	3.8	3.6
Consommation publique	96.8	2.0	2.8	5.0	2.5	3.4
Formation brute de capital fixe	116.5	11.3	6.7	5.7	3.9	4.5
Demande intérieure finale	520.8	5.1	4.4	4.9	3.6	3.8
variation des stocks ^a	1.7	-1.6	1.7	0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	522.5	3.5	6.2	5.1	3.5	3.7
Exportations de biens et services	100.8	11.5	-0.4	5.0	10.0	8.4
Importations de biens et services	101.7	10.3	5.9	9.4	5.2	6.3
exportations nettes ^a	- 0.9	0.2	-1.3	-1.0	0.8	0.4
divergence statistique ^a	- 0.1	0.1	0.2	0.2	-0.5	-0.4
PIB aux prix du marché	521.5	3.9	5.1	4.4	3.9	3.7
Déflateur du PIB	—	1.4	0.4	1.0	2.8	2.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.4	1.3	1.1	4.0	3.5
Production industrielle	—	1.8	0.8	2.3	3.0	3.3
Taux de chômage	—	8.5	8.0	7.2	6.7	6.4
Taux d'épargne des ménages ^b	—	4.1	2.6	1.7	1.7	1.9
Solde des administrations publiques ^c	—	-0.5	0.6	1.6	0.7	0.4
Balance des opérations courantes ^c	—	-3.1	-5.0	-5.7	-4.8	-4.1

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

L'inflation tendancielle est montée dans la moitié inférieure de la fourchette de 2-3 pour cent fixée comme objectif par la Reserve Bank à la fin de 1999, alimentée en partie par les prix plus élevés des logements à l'achat. L'inflation générale a été majorée par l'augmentation des prix de l'essence et des impôts sur le tabac, malgré des réductions des cotisations d'assurance-maladie et de certains impôts indirects.

La politique monétaire devient plus restrictive...

La Reserve Bank (RBA) a relevé le taux au jour le jour retenu comme objectif de ¼ point en novembre 1999, lorsqu'il est apparu plus clairement que la crise asiatique était pratiquement terminée et que la politique monétaire d'accompagnement alors en vigueur n'était plus de mise. Cela a été la première augmentation depuis près de cinq ans. Avec des conditions monétaires encore assez souples et un risque grandissant d'inflation importée dû à la faiblesse du taux de change au début de 2000, la RBA a de nouveau relevé à trois reprises le taux au jour le jour, à titre préventif, de 1 point au total, entre février et mai 2000, le portant ainsi à 6 pour cent. Les prévisions ci-dessous retiennent l'hypothèse de nouvelles hausses du taux au jour le jour suivant à peu près les variations du taux des fonds fédéraux aux États-Unis.

... tandis que la demande sera soutenue par une modeste relance budgétaire

Avec le dynamisme attendu de l'activité économique, le solde budgétaire des administrations publiques restera sans doute positif au cours de la période couverte par les prévisions, ce qui réduira sensiblement le ratio dette/PIB. Les principaux éléments de l'ensemble de mesures fiscales du gouvernement fédéral, *The New Tax System*,

sont l'instauration d'une taxe de 10 pour cent sur les produits et services (TPS), dont seront exemptés les produits alimentaires de première nécessité, et la suppression progressive de divers autres impôts indirects. Il est prévu aussi de fortes réductions de l'impôt sur le revenu et des augmentations des prestations sociales au cours de l'exercice budgétaire 2000-01, les effets de ces mesures sur les finances publiques étant partiellement compensés par une augmentation des recettes de la fiscalité indirecte. Au total, l'orientation de la politique budgétaire fournira sans doute un léger soutien à l'activité au cours de la période couverte par les prévisions.

La croissance économique faiblira un peu par suite d'un ralentissement de la demande intérieure. Les entreprises investiront moins cette année, comme indiqué lors des enquêtes sur les intentions d'investissement, en raison de l'arrivée dans la phase de maturité du cycle de l'investissement et du report prévisible de certaines dépenses de capital au-delà du 1^{er} juillet 2000, date à partir de laquelle la nouvelle TPS réduira le coût des dépenses de ce type. Les dépenses des ménages pourrait aussi se ralentir du fait de l'augmentation des taux d'intérêt et de la hausse de leur endettement brut. La croissance semblant maintenant devoir être tirée principalement par les exportations et par l'amélioration des termes de l'échange, le déficit extérieur courant pourrait diminuer notablement. Avec la vigueur attendue de l'expansion économique, le chômage devrait continuer de baisser. Avec la TPS, l'inflation mesurée des prix à la consommation dépassera sans doute largement l'objectif de la RBA au second semestre de 2000 et au premier semestre de 2001, mais cette évolution ne devrait pas s'ancrer dans le noyau dur de l'inflation. En particulier, les réductions d'impôt sur le revenu et l'augmentation des transferts sociaux feront plus que compenser, à dessein, les effets de la TPS sur le coût de la vie.

Un risque majeur réside dans le fait que l'amélioration en cours sur le marché du travail et le niveau élevé des prix des actifs pourraient maintenir les dépenses des ménages plus fortes que prévu. En outre, l'effet de la nouvelle TPS sur le niveau des prix pourrait rejaillir sur les revendications salariales, ce qui obligerait à durcir la politique monétaire. En revanche, les perspectives de croissance seraient probablement assombries en cas de ralentissement brutal de l'activité aux États-Unis.

Un ralentissement progressif de la croissance économique aidera à contenir les pressions inflationnistes conjoncturelles...

... mais il subsiste des risques

Autriche

La croissance économique s'est ralentie à 2¼ pour cent en 1999 car les effets négatifs d'un repli des exportations et d'une décélération de l'investissement dans le secteur des entreprises et du logement ont annulé l'impact positif d'une consommation privée plus dynamique. Cependant, une amélioration de la compétitivité, due à une baisse du taux de change effectif nominal, et une demande extérieure plus vigoureuse devraient relancer les exportations et, partant, améliorer les perspectives d'investissement des entreprises. La consommation privée devrait être soutenue par une progression toujours forte des revenus réels, grâce à des baisses d'impôts et à un relèvement des prestations familiales. Ces conditions favorables devraient permettre une accélération de la croissance du PIB à près de 3 pour cent cette année et l'an prochain.

La récente réforme fiscale et l'ensemble de mesures prises en faveur de la famille ont obligé le nouveau gouvernement à mettre en œuvre des mesures ambitieuses d'assainissement des finances publiques afin d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme de stabilité de l'Autriche. Toutefois, ces mesures ne mettant guère l'accent sur l'allégement des dépenses au titre des programmes d'aide et des prestations sociales, il faudra des efforts supplémentaires pour améliorer la viabilité budgétaire à moyen terme. L'écart entre la production effective et la production potentielle tendant à se combler et la demande de main-d'œuvre continuant de croître, des réformes structurelles s'imposent si l'on veut éviter l'apparition de pressions inflationnistes.

La croissance s'accélère...

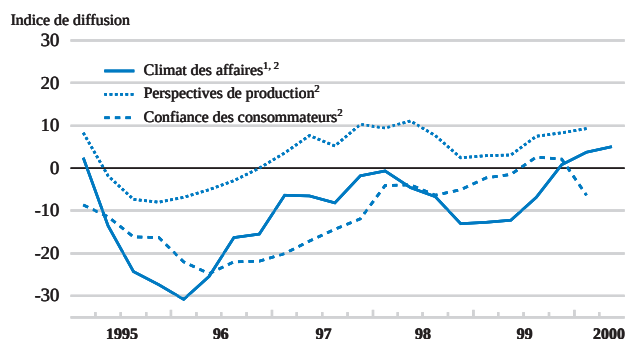
La croissance économique s'est accélérée au deuxième semestre de 1999, en raison principalement de la reprise de la consommation privée et des exportations. Après un ralentissement au premier semestre, les exportations se sont redressées au cours des six derniers mois, à la faveur d'une nette amélioration dans le secteur du tourisme. En revanche, la faible progression de la consommation et de l'investissement publics, avec une baisse marquée de l'investissement dans le secteur du logement et dans le secteur public, a freiné l'activité. Du fait du ralentissement des importations qui s'en est suivi, les exportations nettes ont continué d'apporter une contribution de plus de ½ point de pourcentage à la croissance.

... et la demande de main-d'œuvre augmente

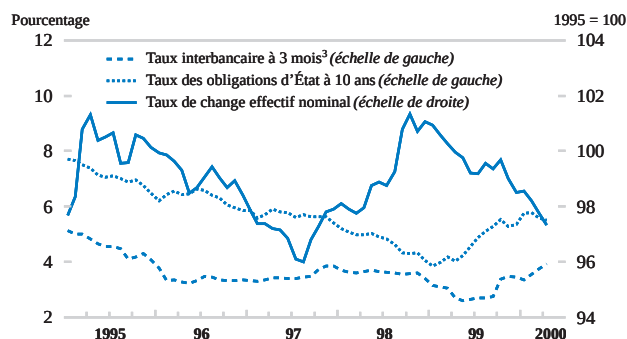
La vigoureuse progression de l'emploi, de 1½ pour cent en 1999, a touché principalement les services et a été étayée par les programmes de création d'emplois dans le secteur public. L'amélioration des perspectives d'évolution de l'emploi a déclenché une

Autriche

La confiance reste élevée



Les conditions monétaires sont soutenues



1. Anticipation de la conjoncture.

2. Données désaisonnalisées. Solde des réponses positives et négatives.

3. A partir de janvier 1999, Euribor.

Sources : WIFO et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Sch	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	1 406.9	0.1	1.5	2.4	2.5	2.6
Consommation publique	496.7	-0.4	2.0	0.8	0.5	0.5
Formation brute de capital fixe	570.0	0.8	6.8	2.8	3.7	4.6
Demande intérieure finale	2 473.5	0.2	2.8	2.2	2.4	2.7
variation des stocks ^a	11.2	0.3	-0.1	-0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 484.8	0.5	2.7	2.1	2.2	2.7
Exportations de biens et services	969.9	10.1	8.7	4.7	8.5	7.9
Importations de biens et services	996.2	9.4	6.9	3.5	6.7	7.2
exportations nettes ^a	- 26.3	0.2	0.7	0.6	0.9	0.4
PIB aux prix du marché	2 453.2	1.2	2.9	2.2	3.0	3.1
PIB aux prix du marché en milliards d'€	178.3					
Déflateur du PIB	—	1.6	0.6	0.6	1.4	1.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.8	0.7	0.7	1.6	1.7
Production industrielle	—	6.6	8.3	5.4	5.8	6.5
Taux de chômage ^b	—	5.6	5.7	5.3	5.0	4.5
Solde des administrations publiques ^c	—	-1.9	-2.4	-2.0	-1.9	-1.9
Balance des opérations courantes ^c	—	-2.5	-2.3	-2.8	-3.2	-2.7

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Voir données en annexe pour plus de détails.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

forte réaction de l'offre de main-d'œuvre, ce qui a limité la baisse du taux de chômage. L'expansion continue de l'emploi au début de 2000 a encore fait reculer le chômage déclaré, qui est tombé à 6 pour cent. La hausse des salaires s'est accélérée au second semestre de 1999. L'inflation des prix à la consommation s'est aussi renforcée, passant à 1¾ pour cent au début de 2000, sous l'effet principalement d'une augmentation des prix du pétrole et des importations.

Avec la baisse de 2½ pour cent environ du taux de change effectif nominal due à la dépréciation de l'euro depuis l'été de 1999, les conditions monétaires sont restées expansionnistes. Certaines des hausses des taux d'intérêt à long terme de 1999 ont été inversées depuis janvier 2000, et les taux réels restent peu élevés par rapport à leur niveau du passé. Au cours de la période sous revue, un resserrement des conditions monétaires est à prévoir du fait que la Banque centrale européenne réagira à l'entrée en phase de maturité du cycle économique dans la zone euro.

Les conditions monétaires ont continué d'accompagner la conjoncture...

Les allègements d'impôt sur le revenu et l'augmentation des prestations familiales entrés en vigueur en janvier 2000 pourraient se traduire par un manque à gagner de recettes budgétaires d'environ 1.1 pour cent du PIB cette année. Pour que ces mesures ne creusent pas le déficit des administrations publiques, qui s'est établi à 2 pour cent du PIB en 1999, le gouvernement fédéral a adopté un programme d'assainissement des finances publiques prévoyant à la fois des compressions de dépenses et des recettes supplémentaires, qui sera incorporé dans le budget 2000. S'il est intégralement mis en œuvre, ce programme pourrait permettre de ramener le déficit des

... tandis que des allègements fiscaux et de nouvelles prestations ont nécessité des mesures d'assainissement supplémentaires

administrations publiques à 1.7 pour cent du PIB, conformément au Programme de stabilité de l'Autriche, à supposer que les collectivités locales maintiennent leurs excédents. Bien que cela paraisse peu probable, on a retenu dans ces prévisions un ratio de déficit en baisse à moins de 2 pour cent en 2000. En 2001, toutefois, le déficit restera probablement inchangé en proportion du PIB, malgré une accélération de la croissance économique, car une grande partie des mesures d'assainissement budgétaire prises en 2000 ont un caractère ponctuel.

*Les perspectives de croissance
sont favorables...*

Une croissance soutenue de l'emploi et les allègements d'impôt sur le revenu devraient aider à maintenir la progression de la consommation privée aux alentours de 2½ pour cent au cours de la période couverte par les prévisions. Du fait de la forte compétitivité de l'Autriche et de l'intensification des échanges mondiaux, les exportations devraient se redresser, tirant ainsi l'investissement des entreprises. En revanche, l'investissement résidentiel ainsi que l'investissement et la consommation publics devraient rester faibles. Au total, la croissance du PIB devrait se renforcer au cours de la période considérée pour avoisiner 3 pour cent en 2000 et en 2001.

*... même s'il subsiste des
risques d'origine intérieure*

Ces perspectives favorables de croissance contribueront à améliorer la situation budgétaire, mais le déficit risque d'être en réalité plus élevé que prévu si l'ensemble de mesures d'assainissement des finances publiques n'est pas mis en œuvre intégralement. Par ailleurs, le rythme rapide de création d'emplois qui est prévu pourrait solliciter davantage un marché du travail de plus en plus tendu, ce qui risque d'intensifier les pressions inflationnistes.

Belgique

Après un bref ralentissement, la croissance du PIB réel s'est accélérée de nouveau et atteindra probablement 3½ pour cent en 2000 et 3¼ pour cent en 2001, les exportations demeurant l'un des principaux moteurs de l'expansion. La vigoureuse progression de l'emploi devra se poursuivre, ramenant le taux de chômage à moins de 8 pour cent en 2001. L'euro étant faible et les ressources inutilisées se raréfiant, il est possible que l'inflation se renforce un peu. Le budget des administrations publiques devrait devenir sans doute excédentaire en 2001, encore que, corrigé des influences conjoncturelles, il devrait rester proche de l'équilibre.

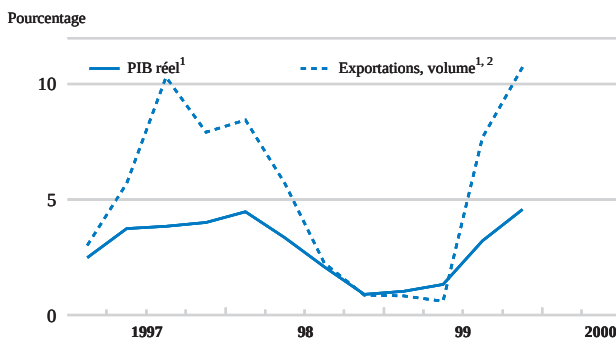
Compte tenu du dynamisme de l'économie, il faudrait renforcer l'assainissement des finances publiques, en accélérant ainsi la réduction du ratio dette publique/PIB, qui est encore élevé. Il faudra poursuivre la réforme structurelle sur un large front et notamment sur le marché du travail, où les réductions des coûts de main-d'œuvre non salariaux et les mesures actives devront être complétées par la mise en place d'un processus plus flexible de détermination des salaires et de plus fortes incitations au travail.

Après une période de relative atonie, l'activité économique s'est nettement redressée au second semestre de 1999, mais on estime que, sur l'ensemble de l'année, la croissance du PIB réel s'est ralentie à 2,5 pour cent. Le rebond, qui s'est poursuivi au cours des premiers mois de cette année, a été imputable essentiellement à la vigueur des exportations. Néanmoins, l'investissement fixe des entreprises a été dynamique dans le secteur non industriel et, du fait de meilleures perspectives d'évolution de la demande, le secteur manufacturier est passé d'une phase de déstockage massif à une phase de reconstitution des stocks. L'expansion marquée de l'emploi a résulté en partie de la création d'un grand nombre d'emplois dans le secteur public ou de programmes spéciaux en faveur du marché du travail. Le taux de chômage standardisé a baissé progressivement et, à 8,5 pour cent en mars 2000, il était proche du taux de chômage structurel estimé par l'OCDE. La hausse prononcée des prix à la consommation au début de l'année 2000 (2 pour cent en glissement annuel en avril 2000) est imputable principalement à la flambée des prix du pétrole. L'augmentation des coûts salariaux et de main-d'œuvre est restée modérée.

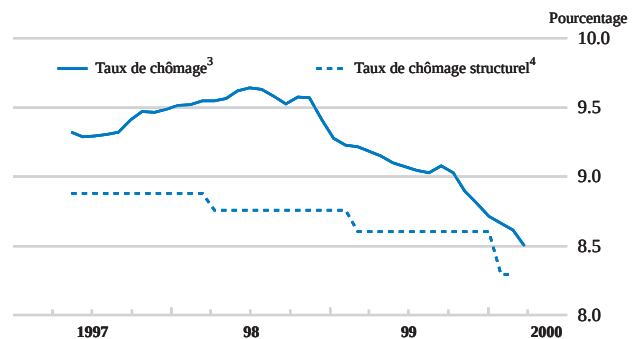
Tirée par les exportations, la croissance économique s'est accélérée

Belgique

La croissance axée sur les exportations a repris



Le chômage a encore reculé



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.
 2. Biens et services.
 3. Taux de chômage standardisé.
 4. Ou NAWRU.
- Source : OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FB	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	4 504.3	2.2	3.8	2.0	2.8	2.5
Consommation publique	1 807.2	0.0	1.4	2.8	2.3	2.5
Formation brute de capital fixe	1 687.1	6.5	3.7	5.4	4.0	4.7
Demande intérieure finale	7 998.7	2.6	3.3	2.9	3.0	3.0
variation des stocks ^a	- 28.9	0.1	0.8	-1.0	0.4	0.1
Demande intérieure totale	7 969.8	2.7	4.1	1.8	3.4	3.1
Exportations de biens et services	5 917.2	6.7	4.2	5.0	8.8	7.7
Importations de biens et services	5 582.9	5.8	6.3	4.1	8.8	7.9
exportations nettes ^a	334.3	0.9	-1.2	0.8	0.4	0.2
PIB aux prix du marché	8 304.1	3.5	2.7	2.5	3.6	3.2
PIB aux prix du marché en milliards d'€	205.9					
Déflateur du PIB	—	1.3	1.6	0.9	0.7	1.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.5	0.8	1.1	1.9	1.7
Production industrielle	—	4.9	3.2	0.9	2.5	3.0
Taux de chômage	—	9.4	9.5	9.0	8.3	7.8
Taux d'épargne des ménages ^b	—	12.5	12.2	12.9	12.7	12.8
Solde des administrations publiques ^c	—	-1.8	-1.0	-0.7	0.0	0.5
Balance des opérations courantes ^c	—	4.8	4.1	4.0	3.4	3.4

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

*Au total, la politique
macroéconomique semble à
peu près neutre...*

Le budget pour l'année 2000 prévoit un léger assouplissement discrétionnaire de l'action budgétaire, en raison principalement d'une accélération du plan pluriannuel de réduction des cotisations de sécurité sociale. Toutefois, la croissance du PIB réel semblant devoir dépasser largement le taux retenu comme hypothèse dans le Programme de stabilité (2.5 pour cent), le budget des administrations publiques sera sans doute en équilibre dès 2000 et, dans l'hypothèse de politiques économiques inchangées, il pourrait afficher un léger excédent en 2001. Toutefois, en chiffres corrigés des influences conjoncturelles, il est probable que le budget restera proche de l'équilibre. Les conditions monétaires vont sans doute se durcir un peu du fait du redressement de l'activité dans la zone euro et de la hausse de l'inflation.

*... et d'autres forces
soutiennent l'activité*

Plusieurs indicateurs laissent entrevoir une poursuite de l'expansion en 2000 : la confiance des consommateurs et les taux d'utilisation des capacités sont élevés par rapport au passé, et les indicateurs conjoncturels de la Banque nationale de Belgique, qui ne devançant l'activité économique que de quelques mois, se sont nettement redressés depuis un an environ. Au-delà de ces signes, les exportations resteront sans doute le principal moteur de la croissance, du fait à la fois du dynamisme des marchés extérieurs et de la forte compétitivité des entreprises belges résultant de la nette dépréciation de l'euro et de la bonne tenue des coûts unitaires de main-d'œuvre. On peut s'attendre à ce que presque toutes les composantes de la demande se montrent relativement vigoureuses, de sorte que l'expansion devrait toucher un grand nombre de secteurs.

Tirée par les exportations, la croissance du PIB réel se renforcera probablement pour atteindre environ 3½ pour cent en 2000 et 3¼ pour cent en 2001. Du fait d'une intensification de la création d'emplois dans le secteur privé, la progression de l'emploi total devrait s'accélérer et le taux de chômage standardisé pourrait tomber aux alentours de 7¼ pour cent en 2001, un peu en dessous du taux structurel. Il est probable que des tensions apparaîtront, mais la loi sur l'emploi et la compétitivité (qui lie l'augmentation maximale de la rémunération par salarié à la hausse moyenne pondérée prévue en Allemagne, en France et aux Pays-Bas), en conjonction avec le plan pluriannuel de réduction des cotisations patronales de sécurité sociale, devrait limiter l'accélération de la rémunération par salarié. La nette progression des prix à l'importation accentuera la hausse des prix de la consommation privée pour la porter à près de 1¼ pour cent. L'augmentation de « l'indice santé » – qui, entre autres choses, ne tient pas compte des produits énergétiques et qui est utilisé pour l'indexation des salaires et des prestations de sécurité sociale – devrait être moins marquée. Néanmoins, le principal risque attaché à ces prévisions tient au fait que, avec l'intensification des pressions sur l'utilisation des ressources et l'indexation généralisée (même si elle s'opère sur la base de « l'indice santé »), la hausse des prix à l'importation pourrait renforcer l'inflation intérieure.

Les perspectives sont, dans l'ensemble, favorables mais une hausse de l'inflation est à prévoir

Corée

Presque tous les indicateurs des performances de l'économie coréenne ont été très positifs en 1999 et début 2000, ce qui s'explique par les progrès très importants de la réorganisation du secteur financier et de l'assainissement des bilans des entreprises. Après avoir connu en 1998 sa pire récession depuis la guerre, l'économie coréenne s'est redressée en 1999 avec un taux de croissance de la production de près de 11 pour cent. Le taux de chômage a été fortement réduit à moins de 5 pour cent, et l'inflation reste faible, aux alentours de 1½ pour cent. La croissance de la production devrait retrouver en 2001 un rythme plus viable d'environ 6 pour cent, car la demande contenue tend à diminuer, la contribution de la formation des stocks à la croissance s'atténue et le processus d'assainissement budgétaire est engagé.

Pour soutenir l'expansion, il est crucial d'assurer la mise en application effective des réformes structurelles récentes afin de progresser sur le plan des restructurations des banques et des entreprises. A mesure que cette expansion s'affermira, les autorités monétaires devront réagir rapidement à tout signe avant-coureur de tensions inflationnistes. L'un des objectifs prioritaires devrait être de limiter la croissance des dépenses publiques pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2004 et éviter d'accumuler davantage de dettes.

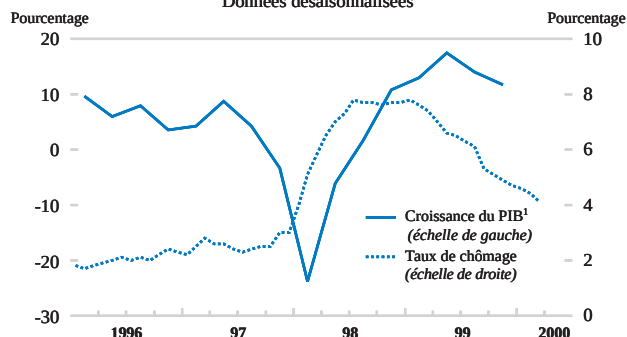
**La reprise en 1999 a été forte,
mais l'inflation est restée
modérée**

Après une baisse de la production de près de 7 pour cent en 1998, la forte reprise de 1999 a été tirée par un redressement de la consommation privée et par la contribution considérable de l'accumulation de stocks et des investissements en biens d'équipement professionnel. Cette reprise a stimulé les importations et conduit à une réduction de l'excédent de la balance des opérations courantes, de 13 pour cent du PIB en 1998 à environ 6 pour cent en 1999. Le regain de croissance de l'emploi a permis de ramener le taux de chômage de son niveau maximum de plus de 8 pour cent du début de 1999 à environ 4¾ pour cent une année plus tard. En dépit du rythme rapide de l'expansion, la hausse des prix à la consommation est restée modérée, surtout celles des prix à la consommation hors énergie et hors produits agricoles. Il reste quelques zones de dépression dans l'économie : par rapport aux normes passées, le taux de chômage est encore élevé et le taux de participation de la main-d'œuvre est toujours faible ; le taux d'utilisation des capacités est inférieur au niveau atteint pendant les périodes d'expansion précédentes.

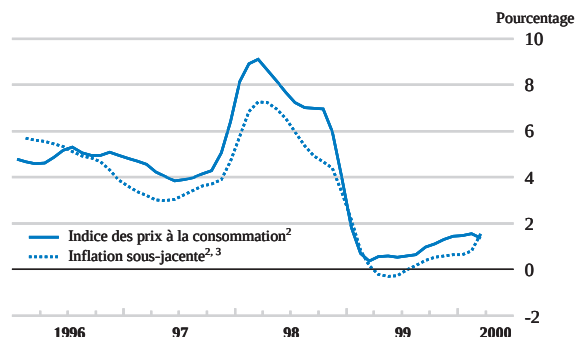
Corée

La forte reprise réduit le chômage

Données désaisonnalisées



L'inflation reste modérée



1. Pourcentage de variation par rapport au trimestre précédent, au taux annuel.

2. Moyenne mobile de trois mois en glissement annuel.

3. Hors produits agricoles (sauf céréales) et énergie.

Sources : Banque de Corée et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants mille milliards de won	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	233.6	3.5	-11.4	10.3	7.7	6.4
Consommation publique	42.5	1.5	-0.4	-0.6	1.5	1.0
Formation brute de capital fixe	154.0	-2.2	-21.2	4.1	12.5	5.8
Demande intérieure finale	430.1	1.2	-13.8	7.1	8.6	5.7
variation des stocks ^a	4.8	-2.0	-5.5	4.8	1.7	0.3
Demande intérieure totale	434.9	-0.8	-19.6	13.4	10.7	6.1
Exportations de biens et services	123.5	21.4	13.2	16.3	18.0	12.8
Importations de biens et services	140.7	3.2	-22.4	28.9	28.0	15.2
exportations nettes ^a	- 17.2	5.7	12.3	-0.8	-0.7	0.7
divergence statistique ^a	0.8	0.1	0.1	0.3	0.0	0.0
PIB aux prix du marché	418.5	5.0	-6.7	10.7	8.5	6.0
Déflateur du PIB	—	3.1	5.3	-1.6	0.6	2.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	5.5	8.6	0.5	2.9	2.8
Production industrielle	—	4.7	-6.5	23.2	11.5	7.0
Taux de chômage	—	2.6	6.8	6.3	4.5	4.1
Taux d'épargne des ménages ^b	—	17.6	16.7	16.6	17.1	17.3
Solde de l'administration centrale consolidée ^c	—	-1.5	-4.2	-2.9	-2.1	-1.5
Balance des opérations courantes ^c	—	-1.5	12.8	6.1	2.1	1.9

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

La reprise a été soutenue par les progrès de la mise en œuvre des réformes structurelles, l'assouplissement de la politique monétaire...

... et une forte augmentation des dépenses publiques

La mise en œuvre réussie des réformes structurelles et le soutien de la politique macroéconomique ont été des facteurs déterminants de cette reprise précoce et soutenue. Le taux d'intérêt au jour le jour n'a pas dépassé 5 pour cent depuis le début de 1999, ce qui est bien inférieur au niveau d'avant la crise, et le rendement des obligations d'État à long terme est resté inférieur à 10 pour cent pendant la majeure partie de l'année. L'effondrement à la mi-1999 du groupe Daewoo (le deuxième plus gros conglomérat de Corée) a entraîné un léger affaiblissement du taux de change et une forte hausse des taux d'intérêt à long terme. Toutefois, les pouvoirs publics ont pris les mesures nécessaires pour atténuer l'impact de l'effondrement de Daewoo sur les marchés de capitaux et ont réussi à en limiter les conséquences fâcheuses pour l'économie réelle. Le won a repris sa progression et s'est apprécié, depuis septembre 1999, d'environ 10 pour cent par rapport au dollar, mais il reste inférieur d'environ 20 pour cent à son niveau d'avant la crise.

La politique budgétaire a également soutenu cette reprise économique. Les dépenses publiques ont augmenté d'un quart entre 1997 et 1999, en raison de l'importance accrue des programmes d'aide aux chômeurs. Le déficit budgétaire s'est creusé et la dette publique est passée de 14 à 22 pour cent du PIB pendant cette période, ce qui reste très inférieur à la moyenne dans les autres pays de l'OCDE. En outre, 64 000 milliards de won (14 pour cent du PIB) d'emprunts garantis par l'État ont été affectés à la restructuration du secteur financier. Une forte hausse des recettes fiscales en 1999 a permis de réduire le déficit budgétaire de 4 pour cent du PIB en 1998 à moins de 3 pour cent en 1999. À partir de 2000, la progression des dépenses

sera plafonnée à 2 points de moins que la croissance de la production en termes nominaux, dans l'objectif de parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2004.

*L'économie devrait retrouver
un rythme de croissance plus
viable en 2001*

Le processus d'assainissement budgétaire étant engagé et la formation de stocks marquant le pas, la croissance de la production devrait se ralentir, passant de 8½ pour cent en 2000 à environ 6 pour cent en 2001, taux correspondant à peu près au potentiel de l'économie. Une reprise de la croissance sur les marchés offrant des débouchés aux exportations de la Corée devrait permettre de maintenir un excédent de la balance des opérations courantes d'environ 2 pour cent du PIB en 2001. Les principaux risques entourant ces prévisions résident dans une dépréciation des principales monnaies asiatiques et un ralentissement de la croissance sur les marchés étrangers les plus importants. En outre, une correction sur les marchés boursiers américains aurait des répercussions importantes sur Corée, si l'on en juge par l'étroite corrélation observée récemment entre les deux places financières. Si ces risques ne se concrétisent pas, la poursuite de l'expansion devrait permettre de ramener le taux de chômage à environ 4 pour cent. L'inflation pourrait rester inférieure à 3 pour cent pendant toute l'année 2001, soit à un niveau proche de l'objectif de 2.5 pour cent retenu par la banque centrale dans un contexte de taux d'intérêt en légère hausse.

Danemark

L'activité économique s'est ralentie l'an dernier du fait que le resserrement budgétaire a bridé la demande des ménages, tandis que la formation brute de capital fixe a diminué et que les stocks ont été ajustés en forte baisse. Par contre, la dépréciation du taux de change effectif a dopé les exportations et contenu l'accroissement des importations. Les pressions sur le marché du travail se sont atténuées, et l'inflation semble avoir atteint son point culminant. La vigoureuse expansion des exportations devrait continuer d'étayer l'activité et, progressivement, rejaillir sur la demande intérieure, entraînant une accélération progressive de la croissance de la production, qui atteindrait près de 2½ pour cent d'ici à 2001.

La production devant probablement rester proche de son niveau potentiel, il faut éviter un dérapage budgétaire et poursuivre les réformes structurelles visant à accroître l'offre de main-d'œuvre. Les politiques actuelles paraissent, dans l'ensemble, de nature à maintenir l'activité économique et à éviter les risques d'une reprise de l'inflation.

L'activité s'est ralentie au début de 1999, après une longue période de forte expansion, surtout en ce qui concerne la demande intérieure, mais elle s'est redressée au second semestre. La faible hausse du revenu disponible des ménages a freiné l'expansion de la consommation privée. Cette évolution, conjuguée à une diminution de l'investissement fixe et à un phénomène de déstockage, a réduit la croissance du PIB pour l'année à 1.6 pour cent, le taux le plus faible depuis 1993. Cependant, les exportations ont fait un bond de 7 pour cent et les importations ont manqué de dynamisme, de sorte que le solde extérieur a majoré le PIB de 2¼ points.

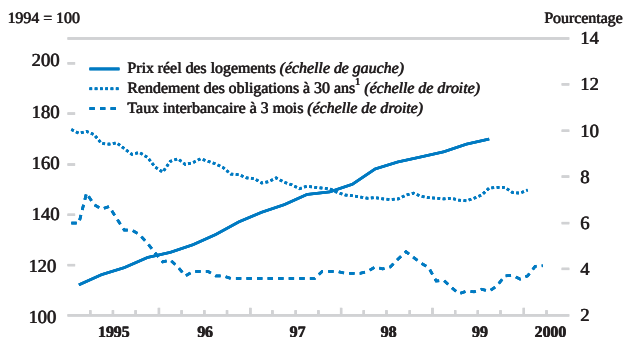
La croissance s'est ralentie au début de 1999, mais elle s'est accélérée de nouveau au cours de l'année

Les hausses de salaires dans le secteur privé sont revenues à un taux annuel de 4 pour cent, ce qui semble indiquer une atténuation des pressions sur le marché du travail, bien que l'emploi ait continué de croître à un rythme proche de 1 pour cent par an et que le chômage ait continué de reculer. Les gains de productivité ont été faibles. La hausse des prix à la consommation a fait un bond à plus de 3 pour cent, en raison notamment du renchérissement des prix de l'énergie, mais aussi à cause d'un alourdissement de la fiscalité indirecte. Elle est actuellement proche du critère de convergence de Maastricht, après l'avoir dépassé ces derniers mois.

Les pressions sur le marché du travail se sont atténuées

Danemark

Les prix des logements ont-ils atteint leur apogée ?

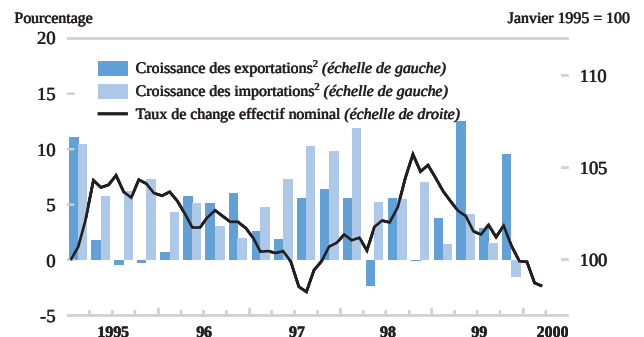


1. Obligations hypothécaires.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Sources : Statistics Denmark et Danmarks Nationalbank.

Une reprise des exportations



Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de KrD	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	533.2	3.7	3.5	0.7	1.4	1.8
Consommation publique	274.6	1.3	3.0	1.1	1.1	1.0
Formation brute de capital fixe	198.4	8.0	6.7	-0.7	1.2	1.6
Demande intérieure finale	1 006.2	3.9	4.0	0.5	1.3	1.6
variation des stocks ^a	2.5	0.5	0.3	-1.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 008.7	4.4	4.3	-0.5	1.3	1.6
Exportations de biens et services	379.4	4.1	2.2	7.0	6.5	6.3
Importations de biens et services	327.2	8.0	7.3	1.3	4.4	4.6
exportations nettes ^a	52.2	-1.1	-1.6	2.1	1.0	0.9
PIB aux prix du marché	1 060.9	3.1	2.5	1.6	2.2	2.4
Déflateur du PIB	—	1.6	2.1	2.6	2.7	2.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	2.0	1.8	2.5	2.8	2.5
Production industrielle	—	5.8	2.1	2.6	2.5	2.5
Taux de chômage	—	7.7	6.4	5.5	5.4	5.4
Taux d'épargne des ménages ^b	—	4.8	5.7	5.1	5.0	5.1
Solde des administrations publiques ^c	—	0.1	0.9	3.0	2.8	2.8
Balance des opérations courantes ^c	—	0.6	-1.1	1.1	2.1	2.7

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

**Une politique budgétaire plus
restrictive a contribué
grandement à refroidir
l'économie...**

La politique budgétaire a pris un tour plus restrictif en 1999 et l'on suppose qu'elle restera à peu près neutre dans le court terme, en l'absence d'initiatives importantes en matière de fiscalité ou de dépenses dans le budget pour 2000. La réduction de la déductibilité fiscale des paiements d'intérêts hypothécaires, mesure qui est mise en place progressivement, a contribué largement à ralentir l'économie intérieure en freinant la progression du revenu disponible réel. Cependant, les ménages ont pu se tourner vers des prêts hypothécaires à taux variable afin de profiter du net écart entre les taux à court terme et à long terme, de sorte que les prix des logements ont continué d'augmenter.

**... mais la dépréciation du taux
de change effectif a limité
l'ampleur du ralentissement**

Alors que l'appréciation du taux de change effectif nominal en 1998 avait aidé à ralentir un peu l'économie, l'évolution plus récente du taux de change effectif, reflétant celle de l'euro, a eu un effet positif sur le PIB et a compensé jusqu'à un certain point la faiblesse de la demande intérieure. La dépréciation du taux de change effectif a également renforcé la balance courante en réorientant l'activité vers le secteur des biens échangeables. Si l'on y ajoute un regain de dynamisme des marchés d'exportation du Danemark, cela explique le net redressement de l'activité d'exportation évoqué plus haut.

**L'économie devrait se
renforcer quelque peu...**

Avec le dynamisme de l'activité prévu pour les principaux partenaires commerciaux du Danemark et si l'on retient comme hypothèse un taux de change effectif constant au cours de la période sous revue, les exportations nettes contribueront sans doute pour environ un point à la croissance du PIB cette année et l'an prochain. La

demande intérieure privée devrait se redresser lentement à mesure que l'impulsion donnée par le secteur extérieur se propagera progressivement au reste de l'économie, mais les nouvelles réductions prévues de la déductibilité fiscale des paiements d'intérêts hypothécaires et le ralentissement de la progression des salaires devraient maintenir la consommation des ménages à un niveau relativement bas. Au total, la croissance du PIB réel pourrait s'établir à 2¼ pour cent cette année et 2½ pour cent en 2001. Toutefois, du fait du retour prévisible à des gains de productivité plus élevés que ceux de ces dernières années, il est probable que la croissance de l'emploi se ralentira et que le taux de chômage restera proche de ses niveaux actuels.

La production étant proche de son potentiel, l'économie risque de connaître une situation de surchauffe. Indépendamment des évolutions extérieures, les facteurs de risque importants à cet égard seraient une nouvelle accélération de la hausse des salaires et un dérapage budgétaire. Des efforts continus en vue d'accroître l'offre de main-d'œuvre aideraient à compenser toute résurgence de pressions sur le marché du travail et à accroître la capacité de production de l'économie. En revanche, une correction brutale des prix des logements ou des hausses imprévues des taux d'intérêt ralentiraient le rythme de l'activité. Toutefois, les politiques actuelles devraient permettre à la croissance de rester équilibrée, si l'on fait abstraction de l'incertitude qui entoure le résultat du référendum de septembre sur la participation à part entière à l'Union économique et monétaire.

*... mais une reprise
de l'inflation reste à craindre*

Espagne

L'activité est restée en forte expansion au second semestre de 1999 malgré un certain ralentissement de la demande intérieure, en raison de la reprise des exportations. L'inflation des prix à la consommation est montée à 3 pour cent au début de 2000 et les salaires ont amorcé une légère accélération. Les exportations tireront sans doute l'activité économique en 2000 tandis que l'emploi continuera de se développer rapidement.

Dans ce contexte de vigoureuse croissance et afin de réduire les risques de surchauffe, il faudrait resserrer la politique budgétaire. De nouvelles réformes sur les marchés de produits sont nécessaires afin de renforcer la concurrence et de réduire l'inflation sous-jacente. Par ailleurs, il faudrait assouplir la législation relative à la protection de l'emploi et réformer le processus de négociations salariales afin de supprimer l'indexation des salaires sur l'inflation et de mieux tenir compte de l'évolution de la productivité.

Les exportations se sont accélérées, mais la demande intérieure s'est ralentie

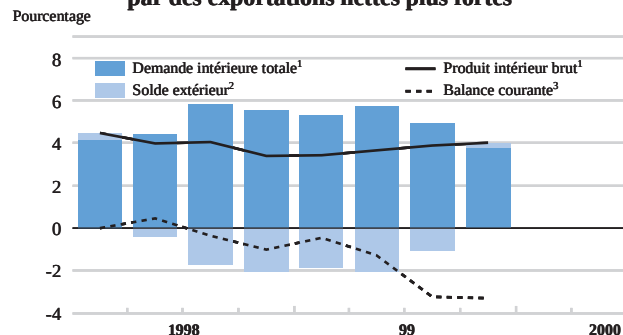
L'économie a conservé un taux de croissance élevé, l'accélération des exportations compensant la légère décélération de la demande intérieure en 1999. L'expansion de la consommation privée, favorisée par de nombreuses créations d'emplois et par des allègements d'impôt sur le revenu des personnes physiques, semble se ralentir mais elle demeure vive. L'investissement dans la construction et en machines s'est aussi ralenti à la fin de 1999 après avoir enregistré des taux de croissance très élevés au cours des mois précédents. Cependant, la dépréciation de l'euro et la reprise en Europe continentale ont dopé les exportations de sorte que, malgré le dynamisme des importations, la progression du PIB est restée forte. Le solde de la balance courante s'est toutefois dégradé en raison d'une perte des termes de l'échange. La création d'emploi est restée dynamique, même si l'ampleur des hausses est peut-être surestimée par l'enquête sur la population active. Le chômage a continué de reculer, mais à un rythme plus lent, car une hausse du taux d'activité a compensé en partie la progression de l'emploi.

La hausse des prix du pétrole a accentué l'inflation générale

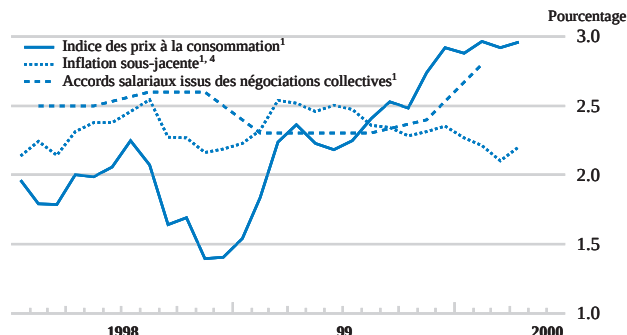
L'inflation des prix à la consommation a atteint 3 pour cent au début de 2000, sous l'impulsion du renchérissement des prix du pétrole et de la dépréciation de l'euro, même si l'inflation sous-jacente est redescendue à un niveau proche de 2 pour

Espagne

La croissance de la production a été soutenue par des exportations nettes plus fortes



L'inflation totale s'est inscrite en hausse



1. Variations en glissement annuel.

2. Contribution aux variations du PIB.

3. En pourcentage du PIB.

4. Hors produits alimentaires non transformés et énergie.

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances et Institut national de statistiques.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Ptas	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	45 978.1	2.9	4.1	4.4	3.7	3.5
Consommation publique	13 867.5	2.7	2.0	1.8	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	16 674.8	5.0	9.2	8.3	7.8	7.4
Demande intérieure finale	76 520.4	3.3	4.9	4.9	4.3	4.1
variation des stocks ^a	211.8	-0.1	0.1	0.1	-0.1	0.1
Demande intérieure totale	76 732.2	3.2	5.0	4.9	4.1	4.2
Exportations de biens et services	18 442.1	15.1	7.1	8.5	14.5	12.1
Importations de biens et services	18 061.0	12.8	11.1	12.6	13.4	12.5
exportations nettes ^a	381.1	0.6	-1.0	-1.2	0.2	-0.3
PIB aux prix du marché	77 113.4	3.8	4.0	3.7	4.3	3.9
PIB aux prix du marché en milliards d'€	463.5					
Déflateur du PIB	—	2.1	2.3	3.1	2.9	2.9
<i>Pour mémoire</i>	—					
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.0	2.8	3.1	2.8
Production industrielle	—	6.1	5.4	3.2	4.0	3.4
Taux de chômage	—	20.8	18.8	15.9	14.1	12.9
Taux d'épargne des ménages ^b	—	11.4	11.1	10.2	10.0	10.0
Solde des administrations publiques ^c	—	-3.2	-2.6	-1.1	-0.5	-0.1
Balance des opérations courantes ^c	—	0.4	-0.2	-2.1	-3.2	-3.2

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

cent en avril 2000. L'écart d'inflation par rapport à la moyenne de la zone euro est resté voisin de 1 point. Jusqu'à présent, les hausses de salaires sont restées modérées, puisqu'ils n'ont pratiquement pas progressé en termes réels en 1999, mais les récents accords font apparaître une certaine accélération, en partie en réaction à la hausse d'inflation qui a été plus forte que prévu l'an dernier.

En raison principalement du contexte économique favorable, le déficit budgétaire de l'ensemble des administrations est tombé à 1.1 pour cent du PIB en 1999, en-dessous de l'objectif initial de 1.8 pour cent. La très forte croissance des recettes fiscales, l'allègement des paiements d'intérêts et les restrictions à l'embauche des fonctionnaires ont contribué à ce résultat meilleur que prévu. Les restrictions à l'embauche seront maintenues en 2000, encore qu'elles puissent devenir plus difficiles à appliquer en raison de signes grandissants de pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs des administrations publiques. D'autres mesures budgétaires, telles que le gel des droits d'accise en 2000, des incitations plus fortes à l'investissement dans la R-D et un renforcement des mesures actives sur le marché du travail auront tendance à assouplir l'orientation de la politique budgétaire. De plus, les pensions ont été majorées afin de compenser une inflation plus forte que prévu. Au total, l'orientation budgétaire demeurera à peu près neutre en 2000. Malgré de récentes hausses des taux d'intérêt à court terme, les conditions monétaires apparaissent toujours souples au regard de la position conjoncturelle avancée de l'économie espagnole. Globalement, les politiques macro-économiques semblent donc accommodantes pour une économie croissant à un rythme supérieur à son potentiel et avec des taux d'utilisation des capacités élevés.

L'orientation de la politique budgétaire reste neutre et les conditions monétaires sont détendues

*Les exportations continueront
de stimuler l'activité et
l'économie risque une
surchauffe*

Les exportations pourraient porter la croissance du PIB à près de 4 pour cent en 2000 et 2001. Cependant, le renchérissement des importations devrait plus que compenser la progression des exportations nettes et gonfler le déficit de balance courante, qui s'établira à plus de 3 pour cent du PIB. La consommation privée augmentera sans doute moins vite qu'en 1999 du fait de la dissipation des effets de la réforme de l'impôt sur le revenu et d'un ralentissement des créations d'emplois. Avec des taux d'intérêt plus élevés, l'investissement privé marquera probablement aussi une décélération, surtout dans le secteur de la construction, mais il devrait rester quand même dynamique. De ce fait, il est probable que la croissance de la demande intérieure reviendra aux alentours de 4 pour cent. L'inflation dépendra en partie de la récente évolution des prix du pétrole en 2000, et l'indice implicite des prix à la consommation pourrait augmenter de 3 pour cent en moyenne, avant de redescendre à 2¾ pour cent en 2001. Les salaires réels devraient se redresser suite à l'amélioration de la productivité du travail. Le principal risque concerne l'évolution des prix et des coûts. Une hausse plus marquée des salaires due à une intensification de l'inflation pourrait conduire à une perte de compétitivité-coûts. Par ailleurs, la consommation et l'investissement pourraient moins ralentir que prévu. Dans le contexte d'un niveau élevé de confiance des consommateurs et de pression grandissante sur la capacité, une demande plus vigoureuse que prévu ajouterait aux risques de surchauffe.

Finlande

Après un ralentissement temporaire et peu marqué en 1999, l'activité économique semble devoir être dynamique du fait du redressement de la demande intérieure et mondiale. Malgré un taux de chômage encore légèrement supérieur à 10 pour cent, des pénuries de main-d'œuvre dans certaines régions et certains secteurs conduiront probablement à une accélération des hausses de salaires.

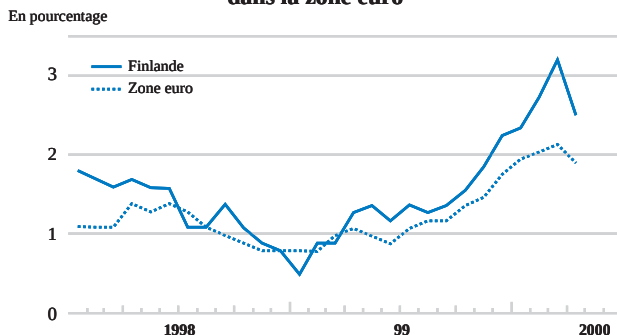
La principale difficulté pour les autorités consistera à éviter une surchauffe et l'effondrement qui s'ensuivrait tout en améliorant les conditions dans le secteur de l'offre. La politique budgétaire devra par conséquent rester prudente. Au minimum, il ne faudrait pas profiter du fait que les dépenses de sécurité sociale et les paiements d'intérêts sur la dette ont été moins élevés que prévu pour augmenter d'autres dépenses. Les réformes structurelles devront être accélérées, surtout celles qui ont un effet immédiat sur l'offre de main-d'œuvre.

En 1999, l'affaiblissement de la demande extérieure a ralenti la croissance de la production à 3.5 pour cent, contre 5 pour cent un an auparavant, mais le second semestre a été marqué par une forte reprise par suite d'un regain de vigueur des exportations. Le secteur des équipements électroniques est resté l'un des moteurs de la croissance en 1999, contribuant pour 1¼ point à l'accroissement du PIB. Le ralentissement n'a pas empêché l'expansion de l'emploi de s'accélérer à 3½ pour cent. En dépit d'un gain supérieur à 10 pour cent dans le secteur des équipements électroniques, la productivité globale n'a donc pas augmenté, du fait de la création d'emplois à faible productivité dans le secteur des services et d'une certaine rétention de main-d'œuvre dans les secteurs exportateurs traditionnels. Malgré une nouvelle baisse sensible, le taux de chômage est resté élevé, à 10½ pour cent en mars 2000, mais les pénuries de main-d'œuvre ont déjà créé d'importants goulets d'étranglement dans certains secteurs et régions. La tension sur le marché du logement a conduit à de fortes hausses de prix, surtout dans la région de la capitale, où le renchérissement des logements a atteint 15 pour cent en 1999. L'inflation des prix à la consommation qui s'élevait en moyenne à 1.2 pour cent en 1999, a augmenté légèrement ces derniers mois sous l'effet principalement de la brutale augmentation des prix du pétrole, pour atteindre 3.2 pour cent en mars, le deuxième taux le plus élevé, et supérieur de 1.1 point à la moyenne, dans la zone euro.

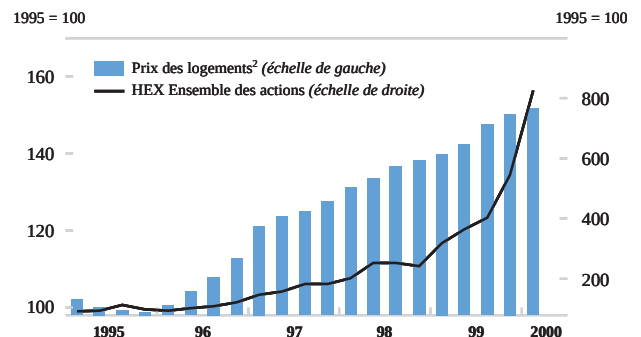
Une vigoureuse expansion conduit à des pénuries de main-d'œuvre

Finlande

L'inflation¹ se redresse plus rapidement qu'ailleurs dans la zone euro



Niveau record pour le prix des logements et le cours des actions



1. Indice harmonisé des prix à la consommation, pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Prix réels, corrigés de l'indice des prix à la consommation.

Sources : Statistics Finland et Eurostat.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FIM	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	308.5	3.5	4.6	2.9	3.4	3.3
Consommation publique	135.6	4.1	1.5	0.3	0.5	0.6
Formation brute de capital fixe	99.7	11.9	7.8	4.8	6.6	6.2
Demande intérieure finale	543.9	5.2	4.5	2.7	3.4	3.3
variation des stocks ^a	- 1.5	0.7	0.8	-0.7	0.0	-0.1
Demande intérieure totale	542.3	6.0	5.4	1.9	3.4	3.1
Exportations de biens et services	219.9	14.1	9.3	7.4	9.9	8.7
Importations de biens et services	175.6	11.3	8.5	3.4	6.2	5.8
exportations nettes ^a	44.3	2.0	1.1	2.0	2.4	2.1
PIB aux prix du marché	585.9	6.3	5.0	3.5	5.4	4.8
PIB aux prix du marché en milliards d'€	98.5					
Déflateur du PIB	—	2.1	2.9	1.0	2.4	2.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.3	2.1	2.1	2.6	2.5
Taux de chômage	—	12.7	11.4	10.2	9.2	8.5
Solde des administrations publiques ^b	—	-1.5	1.3	2.3	3.8	4.9
Balance des opérations courantes ^b	—	5.5	5.6	5.2	6.5	7.7

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

**Les accords salariaux
successifs laissent prévoir une
augmentation des coûts de
main-d'œuvre**

Après des accords salariaux centralisés qui ont donné des hausses modérées pour la période 1996-99, les négociations de cette année se sont déroulées par branche d'activité. Les premiers accords couvrant 90 pour cent des salariés ont été relativement modérés, relevant les salaires de 3.1 pour cent. Toutefois, les suivants prévoient des hausses plus marquées, de 4 à 5 pour cent, et ils entraîneront sans doute des effets de rattrapage en 2001.

**La politique budgétaire prend
un tour moins restrictif**

La politique budgétaire est demeurée restrictive en 1999 et il en sera sans doute de même en 2000, mais elle pourrait se détendre un peu en 2001 malgré une intensification des pressions sur la demande. L'excédent du budget des administrations publiques s'est accru de 1 point pour s'établir à 2.3 pour cent du PIB en 1999 et il pourrait atteindre 5 pour cent en 2001. L'impôt sur le revenu a été réduit d'environ 1.5 milliard de markkaa (¼ pour cent du PIB) en 2000 et le Programme du gouvernement prévoit de nouveaux allègements en 2001. Du fait de la dépréciation marquée de l'euro et en dépit des récentes hausses des taux de la Banque centrale européenne, les conditions monétaires restent très souples au regard de la phase avancée du cycle économique en Finlande.

**La croissance semble devoir
continuer de se renforcer**

Les perspectives de croissance à court terme sont favorables. En 2000 et 2001, les exportations devraient être dopées par une vigoureuse demande internationale tandis que la consommation privée sera sans doute soutenue par une nette progression de l'emploi, contribuant à une hausse appréciable du revenu disponible réel, et par les effets de patrimoine liés à l'envolée des prix des logements. Le PIB réel pourrait augmenter de 5½ pour cent en 2000 pour revenir à un taux de croissance de 5 pour cent en 2001. Le léger ralentissement prévu l'an prochain est dû principalement

à l'absence d'un volant de capacités inutilisées dans le secteur du papier et à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des équipements électroniques. Grâce à des créations d'emplois massives, le taux de chômage devrait encore baisser pour tomber à 8½ pour cent d'ici à 2001. Les pénuries grandissantes de main-d'œuvre conduiront probablement à une accélération de l'inflation des salaires en 2001. La hausse des prix à la consommation semble devoir s'intensifier en 2000, en raison principalement du renchérissement des prix du pétrole, pour se stabiliser autour de 2½ pour cent en 2001.

Le principal risque qui s'attache à ces prévisions a trait à l'évolution des coûts de main-d'œuvre. Les salaires pourraient s'accélérer davantage encore que prévu en raison de pénuries sur le marché du travail. Cela stimulerait la demande intérieure et la production dans le court terme, mais il pourrait y avoir des effets négatifs à moyen terme à cause de la perte de compétitivité-coûts.

*L'inflation des salaires
demeure un facteur de risque*

Grèce

La croissance est restée vigoureuse en 1999 et semble devoir s'accroître encore en 2000 et 2001, grâce à une forte expansion de la consommation, au dynamisme de l'investissement et à l'amélioration des perspectives d'évolution des exportations. L'inflation générale s'est intensifiée au premier trimestre de 2000 en raison du renchérissement des prix de l'énergie. Cependant, la Grèce satisfait déjà au dernier critère d'inflation qu'il lui restait à respecter en vue de l'adhésion à la zone euro, qui sera examinée prochainement dans la perspective d'une participation en janvier 2001. Les prévisions tablent sur une stabilisation du taux d'inflation dans les deux ans à venir, bien qu'on ne puisse exclure une accélération de la hausse des prix à la consommation vu les pressions croissantes du côté de la demande.

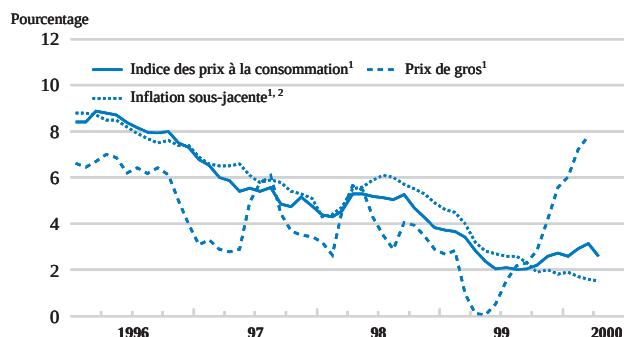
La Grèce doit impérativement maintenir durablement une faible inflation, à des niveaux proches de la moyenne dans la zone euro, en contenant les pressions sur la demande si elle veut assurer sa compétitivité et stimuler la croissance de l'emploi. Afin de compenser la détente prévisible des conditions monétaires avant l'entrée dans la zone euro, il faudrait accélérer le processus d'assainissement budgétaire en réduisant les dépenses publiques. Une concurrence accrue sur les marchés de produits et une ouverture à la concurrence des activités de réseau plus rapide que celle qui est prévue actuellement maintiendraient les coûts de production à un niveau peu élevé et aideraient à brider l'inflation.

**L'activité est restée dynamique,
tandis que l'inflation s'est
renforcée**

L'activité économique a bien résisté en 1999, avec une croissance du PIB estimée à environ 3¼ pour cent, soutenue par une vigoureuse consommation et une forte activité d'investissement. La production industrielle a encore manqué de vigueur en 1999, mais les entreprises reprennent confiance du fait de l'amélioration des perspectives d'exportation. L'activité dans le secteur de la construction s'est aussi affaiblie. Après un creux à 2 pour cent en septembre 1999, la hausse générale de l'IPC s'est accélérée en glissement annuel à 3.1 pour cent en mars 2000, sous l'effet de la montée des prix du pétrole. Elle est revenue toutefois à 2.6 pour cent en avril à la faveur d'une progression plus modérée des prix de l'énergie, d'une baisse des tarifs téléphoniques et des effets de l'allègement de la fiscalité indirecte sur les prix des automobiles, du fioul domestique, de l'essence et de l'électricité. L'inflation tendancielle des prix à la consommation est restée peu virulente, même si des hausses marquées des prix de gros laissent prévoir un nouvel alourdissement des coûts dans le court terme. Le taux moyen d'inflation de l'IPC harmonisé sur 12 mois étant tombé à

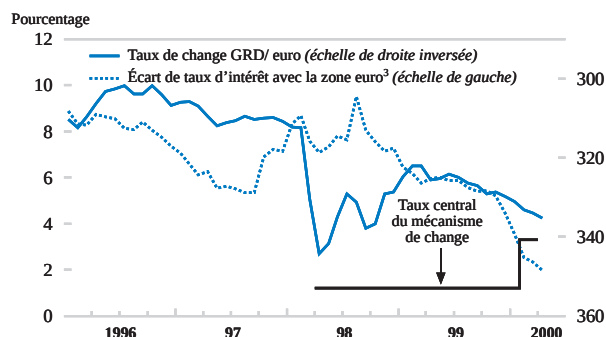
Grèce

Des prix énergétiques plus élevés ont fait augmenter l'inflation



1. Variation en glissement annuel.
 2. Hors produits alimentaires frais et produits énergétiques.
 3. Taux des bons du Trésor et de l'EURIBOR à 12 mois.
- Sources : Banque de Grèce et Banque centrale européenne.

Les conditions monétaires devraient encore s'assouplir



Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Dr	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	22 050.8	2.7	2.1	2.6	2.9	3.1
Consommation publique	4 348.0	1.7	2.0	0.5	0.5	0.5
Formation brute de capital fixe ^a	5 829.1	13.1	8.1	7.1	6.2	7.9
Demande intérieure finale	32 227.9	4.5	3.2	3.2	3.3	3.8
variation des stocks ^{b,c}	95.5	-0.4	-0.1	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	32 323.4	4.1	3.2	3.2	3.3	3.8
Exportations de biens et services	5 245.6	7.9	4.2	6.2	11.1	9.0
Importations de biens et services	7 633.9	9.5	1.9	5.4	7.1	7.3
exportations nettes ^b	-2 388.3	-1.1	0.3	-0.3	0.2	-0.2
PIB aux prix du marché	29 935.1	3.4	3.7	3.2	3.8	3.9
Déflateur du PIB	—	6.7	4.9	2.5	2.2	2.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	5.6	4.7	2.6	2.7	2.6
Production industrielle	—	1.0	3.4	0.5	3.0	3.5
Taux de chômage	—	9.7	10.9	10.7	10.3	9.8
Solde des administrations publiques ^d	—	-3.9	-2.5	-1.6	-1.5	-0.8
Balance des opérations courantes ^{d,e}	—	-6.2	-3.0	-3.1	-2.9	-3.0

a) À l'exclusion des navires opérant à l'étranger.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

c) Y compris l'erreur statistique.

d) En pourcentage du PIB.

e) Sur la base des règlements.

Source: OCDE.

2 pour cent en février 2000, la Grèce a officiellement satisfait au dernier critère qu'il lui restait à remplir en vue de l'adhésion à la zone euro. Sa candidature à l'entrée dans l'Union économique et monétaire européenne à compter de janvier 2001 sera examinée en juin 2000.

Les conditions monétaires se sont assouplies, la Banque de Grèce ayant réduit ses principaux taux d'intervention de 2¾ pour cent depuis novembre 1999. Néanmoins, l'écart de taux d'intérêt à court terme avec la zone euro demeure très prononcé, ce qui nécessitera une détente nettement plus marquée des conditions monétaires en vue de l'adhésion à l'Union monétaire. La levée progressive prévue des mesures de limitation du crédit et la forte réduction du coefficient de réserves obligatoires des banques commerciales, conformément aux règles de la Banque centrale européenne, pourraient encore gonfler la liquidité. Afin de compenser partiellement les effets du desserrement de la politique monétaire sur l'inflation, le taux central de la drachme dans le mécanisme de change européen a été revalorisé de 3½ pour cent en janvier 2000. La mise en œuvre du budget 1999 a été conforme au programme, le déficit des administrations publiques revenant à 1.6 pour cent du PIB, un peu au-dessous de l'objectif initial. La forte augmentation des recettes au titre de la TVA et de l'impôt sur les sociétés ainsi que le rendement élevé du droit de timbre sur les opérations de bourse ont largement contrebalancé un dépassement de 0.5 pour cent de PIB des dépenses primaires courantes. Sous l'effet de l'ensemble de mesures fiscales et sociales adopté en septembre 1999, l'orientation de la politique budgétaire est devenue moins restrictive en 2000, malgré une nouvelle diminution attendue du

**Maintenir durablement
l'inflation à un niveau peu
élevé est le principal objectif
des autorités**

déficit budgétaire due à l'allègement des paiements d'intérêts sur la dette. Sur la base des politiques actuelles, l'orientation de l'action budgétaire restera sans doute à peu près neutre en 2001 ; elle pourrait cependant devenir plus expansionniste si les réductions d'impôt supplémentaires et les augmentations de dépenses sociales promises par le gouvernement récemment réélu devenaient effectives.

*La croissance devrait
s'accélérer, mais les risques
d'inflation demeurent*

Tirée par le dynamisme des exportations et de la consommation privée, la croissance va probablement s'accélérer au cours des deux années à venir, à un rythme proche de 4 pour cent en 2000 et en 2001. Des taux d'intérêt réels moins élevés devraient relancer l'investissement des entreprises et aider aussi au redémarrage de la construction, tandis que l'investissement public bénéficiant de l'aide de l'Union européenne devrait rester important. Malgré tout, une modération salariale persistante et des taux d'intérêt plus faibles devraient limiter l'alourdissement des coûts des entreprises, de sorte qu'au total la hausse de l'indice implicite des prix de la consommation privée pourrait se stabiliser à environ 2¾ pour cent ces deux prochaines années. Mais l'inflation pourrait être plus forte que prévu étant donné l'accélération de la demande intérieure, du fait de l'assouplissement de la politique économique, et la disparition de l'impact bénéfique de la baisse des impôts indirects.

Hongrie

La croissance du PIB s'est accélérée au deuxième semestre de 1999, s'établissant pour l'ensemble de l'année à 4.5 pour cent. Une amélioration des exportations a inversé la tendance du déficit de la balance des opérations courantes à se creuser, ce qui, conjugué à des résultats budgétaires meilleurs que prévu, a restauré la confiance des investisseurs et permis une baisse des taux d'intérêt. L'inflation, qui reculait lentement, a commencé à s'accroître au deuxième semestre de 1999 sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, des changements au régime de subventionnement des produits pharmaceutiques et des tensions sur le marché du travail. La croissance devrait rester forte, ce qui, compte tenu de la hausse des prix du pétrole, devrait aboutir à un léger creusement du déficit de la balance des opérations courantes et à un ralentissement temporaire du processus de désinflation.

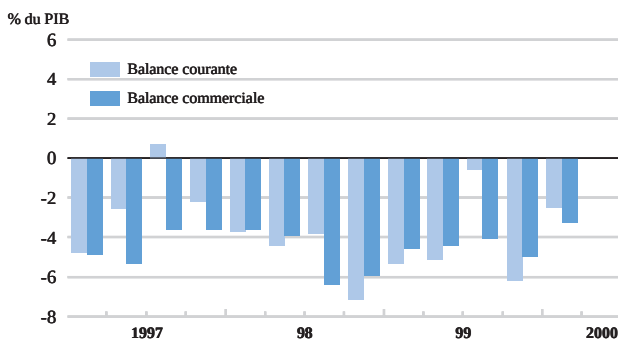
Si des signes de surchauffe se manifestent, les autorités devraient durcir encore leur politique budgétaire, en procédant de préférence à des coupes dans les dépenses courantes, plutôt qu'en cherchant à freiner l'inflation mesurée par un report à une date ultérieure des hausses des prix réglementés. En particulier, si les recettes se gonflent sous l'effet d'une vive croissance et d'une accélération de l'inflation, il faudrait que le gouvernement laisse opérer les stabilisateurs automatiques et résiste à la tentation d'augmenter les dépenses, même si cela doit se traduire par un déficit inférieur à l'objectif visé.

Le PIB a augmenté de 4.5 pour cent en 1999, grâce à la progression des exportations au deuxième semestre et à une augmentation de la consommation des ménages. En outre, la bonne tenue de la production industrielle et des ventes au détail pendant les premiers mois de 2000 laisse penser que cette tendance se poursuit. Dans ces conditions favorables du côté de la demande, l'emploi a progressé de 3 pour cent en 1999, les meilleures performances ayant été enregistrées dans les régions les moins favorisées du pays. Le taux de chômage est donc descendu au-dessous de 7 pour cent. En revanche, la forte croissance et la hausse des prix du pétrole ont contribué à l'accélération de l'inflation mensuelle en glissement annuel, qui a atteint un sommet de 11.2 pour cent en décembre 1999 avant de redescendre à 9.2 pour cent en avril 2000.

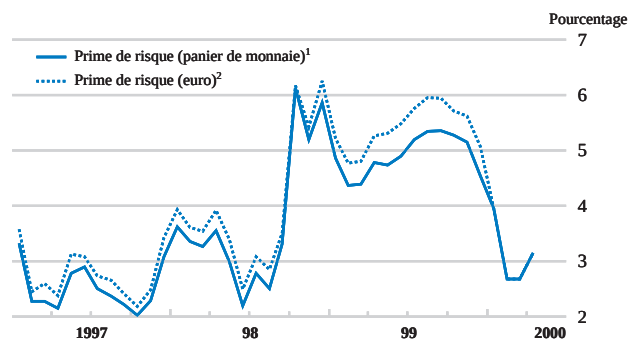
La vigueur des exportations a entraîné une accélération de l'activité économique au deuxième semestre de 1999...

Hongrie

La balance courante s'améliore



La prime de risque baisse



1. Le taux annualisé des bons du Trésor hongrois à 90 jours duquel on déduit la dévaluation, annoncée en avance, de la monnaie au cours de la même période ainsi que la moyenne pondérée des taux d'intérêt des États-Unis et de la Zone euro jusqu'en décembre 1999, puis ceux de la Zone euro uniquement.
2. Comme au-dessus sauf que des taux d'intérêt de la Zone euro sont utilisés pendant la période entière, ainsi les deux primes de risque sont identiques en 2000. Les estimations de la Banque centrale européenne sont utilisées pour la période avant janvier 1999, c'est-à-dire avant l'existence de l'euro.

Source : OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de HUF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	3 499.0	1.9	4.8	5.1	5.2	5.0
Consommation publique	1 594.4	3.1	2.8	2.5	2.0	1.5
Formation brute de capital fixe	1 475.5	9.2	13.3	6.6	8.3	10.0
Demande intérieure finale	6 568.9	3.8	6.3	4.8	5.2	5.5
variation des stocks ^a	399.9	0.4	1.9	-0.2	0.1	0.1
Demande intérieure totale	6 968.8	4.0	7.8	4.3	5.0	5.2
Exportations de biens et services	2 678.7	26.4	16.7	13.2	15.0	14.2
Importations de biens et services	2 753.6	24.6	22.8	12.3	14.3	14.2
exportations nettes ^a	- 74.9	0.6	-2.9	0.1	0.1	-0.3
PIB aux prix du marché	6 893.9	4.6	4.9	4.5	5.2	5.0
Déflateur du PIB	—	18.5	12.6	9.0	7.4	5.2
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	18.3	14.2	10.0	8.0	6.0
Déflateur de la consommation privée	—	18.0	13.3	9.9	8.5	6.0
Production industrielle	—	11.0	12.5	10.2	10.0	9.0
Taux de chômage	—	8.9	8.0	7.1	6.5	6.2
Taux d'épargne des ménages ^b	—	13.6	16.7	17.5	17.7	18.2
Solde des administrations publiques ^{c,d}	—	-6.9	-6.1	-5.7	-4.6	-3.6
Balance des opérations courantes ^c	—	-2.1	-4.9	-4.3	-4.5	-5.2

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

d) Estimation de l'OCDE qui ajuste des données officielles afin d'accroître leur cohérence dans le temps et avec les données des autres pays.

Source: OCDE.

... et une amélioration du déficit de la balance des opérations courantes

Le déficit budgétaire et le déficit des paiements courants n'ayant cessé de croître au premier semestre de 1999, le forint s'est retrouvé temporairement au point médian de sa marge de fluctuation. La confiance des investisseurs s'est affaiblie et la prime de risque sur le forint est montée à 5.5 pour cent, ce qui a entraîné un net durcissement des conditions monétaires. Les autorités ont réagi en freinant les investissements, en gelant les salaires des fonctionnaires et en cédant des actifs, de sorte que le déficit officiel du budget des administrations publiques a pu être ramené à moins de 4 pour cent. Comme les exportations ont en outre beaucoup augmenté au deuxième semestre de 1999, le déficit de la balance des opérations courantes a cessé de se creuser, les entrées de capitaux ont repris à un rythme rapide et la prime de risque a nettement diminué. En fait, au dernier trimestre de 1999, la banque centrale est régulièrement intervenue sur le marché pour empêcher que ces entrées de capitaux ne provoquent une appréciation de la monnaie.

Le dynamisme des exportations et de la demande intérieure devrait stimuler la production globale...

Selon les prévisions, le PIB devrait augmenter d'un peu plus de 5 pour cent en 2000 et en 2001, la consommation privée et l'investissement étant les principaux moteurs de la croissance. Une forte demande émanant d'Europe de l'Ouest devrait soutenir la croissance rapide des exportations, mais la contribution du secteur extérieur à la croissance sera sans doute atténuée par les importations. Cette évolution, conjuguée à la hausse des prix du pétrole, devrait entraîner un creusement du déficit de la balance des opérations courantes en 2001. En dépit du rythme rapide de la croissance,

l'augmentation du taux d'activité devrait tempérer la baisse du chômage et, dans ces conditions, l'inflation ne refluera que progressivement.

Les principaux risques qui entourent sur ces prévisions ont trait à la réaction des salaires face aux tensions sur le marché du travail et aux effets inflationnistes de la hausse des prix du pétrole. De fait, si les salaires augmentent plus vite que prévu, la demande de consommation se renforcera sans doute, mais le déficit de la balance des opérations courantes se creusera, la compétitivité sera réduite et l'inflation sera plus forte et plus durable. Les pressions à la hausse de la monnaie seront certes allégées, et les recettes publiques en bénéficieront, mais cela risque d'aboutir à une surchauffe de l'économie et une nouvelle détérioration de la balance des opérations courantes. Dans ce contexte, et surtout parce que le régime de parité mobile et les entrées de capitaux imposent certaines contraintes à la politique monétaire, l'inflation pourrait s'accélérer malgré les efforts déployés pour la maîtriser en freinant le rythme de la hausse des prix réglementés, à moins de durcir encore la politique budgétaire.

... mais si les revendications salariales augmentent sous l'effet d'une accélération de l'inflation, l'économie risque de connaître une surchauffe

Irlande

La vigoureuse expansion de tous les secteurs de l'économie se poursuivra probablement cette année, facilitée par un rapide accroissement de la population active. Cependant, comme les exportations nettes se ralentissent et que l'inflation s'intensifie, la croissance du PIB réel pourrait revenir d'environ 10 pour cent cette année à 8 pour cent en 2001.

Les politiques budgétaire et structurelle étant les seuls instruments disponibles pour le moment, l'effort doit être centré sur le renforcement de l'offre et sur la mise en œuvre effective du nouvel accord salarial conclu à l'échelon national. L'excédent budgétaire doit être maintenu à son haut niveau actuel afin de contribuer à l'épargne nationale et de financer les engagements futurs. De plus, il faut poursuivre les réformes des systèmes d'imposition et de sécurité sociale en vue de renforcer les incitations au travail. Le développement d'infrastructures efficaces demeure une priorité.

La croissance est restée forte...

La croissance du PIB réel a été d'environ 9 pour cent en 1999 et elle s'est accélérée en cours d'année grâce au dynamisme de l'investissement. L'emploi a progressé de 6.3 pour cent – avec une expansion particulièrement marquée dans le secteur de la construction et les services aux entreprises – d'où une rapide hausse du revenu des ménages. Les ventes réelles au détail (compte non tenu des ventes de voitures, très variables) ont augmenté à un taux annualisé de 11 pour cent au début de cette année.

... et l'inflation s'accélère

L'inflation des prix à la consommation (l'indice harmonisé européen, IPCH) était de l'ordre de 4¾ pour cent au début de cette année, contre 2 pour cent un an plus tôt. Cette accélération a été imputable, pour 80 points de base, à une taxe sur les cigarettes. Les prix des biens ont été grandement influencés par la dépréciation de la monnaie et le renchérissement du pétrole. Les hausses des prix des services ont continué de s'accroître, en raison d'une forte demande et de la nécessité de payer des salaires analogues à ceux versés dans le secteur manufacturier, où la productivité est élevée. L'évolution démographique, la progression du revenu des ménages et l'insuffisance de l'offre expliquent pour une grande part l'augmentation continue des prix des logements en 1999 (25 pour cent, contre 30 pour cent en 1998).

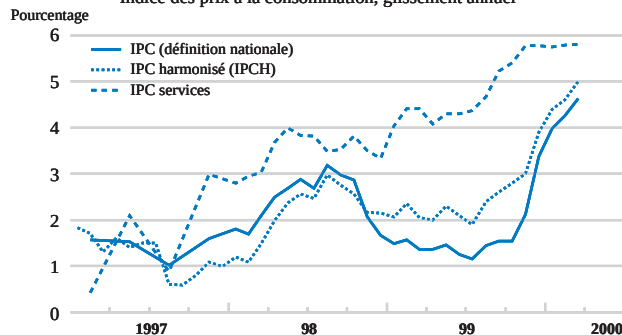
La politique budgétaire est axée sur l'offre

Les autorités ont payé d'avance les engagements extrabudgétaires au titre des pensions, représentant l'équivalent de 2 pour cent du PIB en 1999 (et 2¼ pour cent cette année). Si l'on tient compte de ces transactions (et des versements à une future

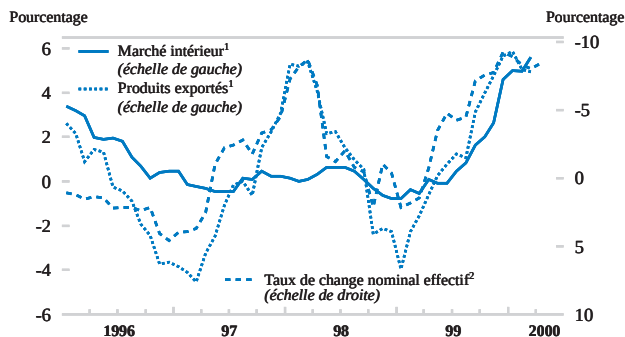
Irlande

L'inflation s'est accélérée

Indice des prix à la consommation, glissement annuel



La faiblesse du taux de change a poussé les prix à la hausse



1. Glissement annuel de l'indice des prix de gros.

2. Glissement annuel.

Sources : Central Statistics Office et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de £lr	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	25.1	7.3	7.4	7.8	8.0	8.0
Consommation publique	6.5	4.8	5.9	3.6	4.8	3.8
Formation brute de capital fixe	8.6	17.4	16.8	11.6	11.0	11.3
Demande intérieure finale	40.1	9.0	9.3	8.1	8.3	8.3
variation des stocks ^a	0.4	0.5	0.2	-0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	40.6	9.5	9.4	7.6	8.2	8.2
Exportations de biens et services	34.3	17.0	20.5	14.0	17.1	11.1
Importations de biens et services	29.4	16.1	23.2	14.5	16.3	11.7
exportations nettes ^a	5.0	2.5	0.6	1.3	2.7	1.0
PIB aux prix du marché	45.2	10.7	8.9	8.7	9.9	8.0
PIB aux prix du marché en milliards d'€	57.4					
Déflateur du PIB	—	3.5	5.7	4.0	4.5	4.3
PNB aux prix du marché	40.1	9.0	8.1	7.7	8.7	7.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	3.7	3.8	4.2	3.8
Production industrielle	—	15.3	15.8	12.0	14.0	10.5
Taux de chômage	—	10.4	7.6	5.5	3.6	3.3
Taux d'épargne des ménages ^b	—	11.7	11.7	11.3	11.7	11.6
Solde des administrations publiques ^c	—	0.6	2.2	1.7	2.0	4.8
Balance des opérations courantes ^d	—	2.5	2.0	0.3	0.9	-0.3

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

d) En pourcentage du PNB.

Source: OCDE.

caisse de retraite), l'orientation de la politique budgétaire paraît être à peu près neutre, même si des variations de la position du budget structurel indiquent une politique expansionniste cette année et nettement restrictive en 2001. Les mesures ont été centrées sur l'offre, les réformes fiscales visant à encourager l'activité. Les allègements d'impôt ont joué un rôle décisif dans la conclusion d'un nouvel accord national qui prévoit une progression des salaires d'environ 5½ pour cent par an au cours des deux à trois prochaines années et vise à modifier le système de détermination des salaires dans le secteur public, où les hausses ont été particulièrement marquées. En outre, afin de corriger le manque d'infrastructures, l'investissement public augmentera sans doute notablement cette année et en 2001, dans la cadre du Plan de développement national. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse selon laquelle le gouvernement ne mettra en œuvre que certains éléments de base de son programme d'allègements fiscaux en 2001 et l'investissement public, programmé pour cette année, ne sera pas totalement réalisé avec cependant une croissance plus marquée l'an prochain.

Une croissance du PIB d'environ 10 pour cent est prévue en 2000 dans tous les secteurs de l'économie, accompagnée d'une rapide augmentation de la population active en raison de réformes fiscales encourageant une plus grande activité des femmes et l'immigration. Une expansion vigoureuse et durable de l'emploi pourrait réduire le taux de chômage à environ 3¼ pour cent en 2001. Les pressions sur le marché du travail se traduiront probablement par des hausses de salaires plus rapides que celles que prévoit l'accord national, ce qui renforcera encore l'inflation. La progression

La croissance semble devoir rester forte cette année, pour se ralentir en 2001...

du PIB pourrait se ralentir à un taux plus proche de son potentiel (8 pour cent) en 2001 du fait que la contribution du secteur extérieur reviendra de 2¾ pour cent cette année à 1 pour cent. L'expansion des exportations se ralentissant tandis que les importations conservent leur dynamisme, il est probable que la balance des opérations courantes deviendra déficitaire.

*... mais il existe un risque
inflationniste important qui
menacerait la compétitivité*

Le principal risque attaché à ces prévisions tient au fait que l'inflation pourrait s'accélérer et la compétitivité s'éroder davantage que prévu. Cela accentuerait le ralentissement de la croissance de la production prévu en 2001 et ne devrait pas être une source de préoccupation sauf si ce phénomène s'accompagnait d'un net raffermissement du taux de change effectif nominal, ce qui nécessiterait un rapide ajustement de la progression des salaires. Une brutale correction en baisse des prix des logements risquerait aussi de déstabiliser l'économie. Cependant, avec un contrôle strict des banques ce risque demeure gérable.

Islande

La surchauffe économique demeure. La croissance de la production semble devoir être proche de 4 pour cent en 2000, après quatre années de taux moyens d'expansion de 5 pour cent. L'inflation a fait un bond – frôlant les 6 pour cent dernièrement. Le rythme de l'activité pourrait se ralentir légèrement l'an prochain avec la décélération des revenus réels. Vu le faible niveau du chômage, il ne faut cependant pas s'attendre à un recul de l'inflation, et le déficit de balance courante restera sans doute important.

Une réaction s'impose face aux tensions inflationnistes. Il faudra donc encore relever les taux d'intérêt pour rétablir la stabilité des prix, même si cela doit provoquer une nouvelle appréciation de la monnaie. Bien que le budget de l'État soit excédentaire, un nouveau resserrement de la politique budgétaire serait aussi utile.

Même si la croissance de la demande intérieure s'est nettement ralentie en 1999 du fait de l'achèvement de plusieurs grands projets d'investissement et d'une décélération de la consommation privée, le PIB réel s'est accru de 4½ pour cent environ car l'affaiblissement de la croissance de la demande s'est traduit dans une large mesure par un ralentissement des importations. Le chômage est par conséquent revenu à un taux moyen de 1.9 pour cent de la population active, le rythme annuel d'inflation s'accroissant sensiblement pour atteindre 5.9 pour cent en mai 2000.

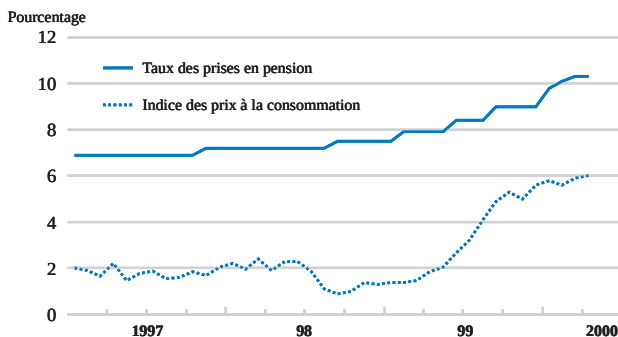
L'économie est dans une situation de surchauffe

La banque centrale a réagi à l'accélération de l'inflation en relevant les taux d'intérêt directeurs en 1999 et de nouveau au début de 2000. Ces initiatives sont cependant intervenues avec un certain retard par rapport à l'inflation. En mai 2000, le taux officiel des prises en pension – à 10.1 pour cent – n'était supérieur que de 2.2 points à ce qu'il était un an plus tôt, alors que l'inflation était en hausse de 4.4 points. De plus, la croissance de la masse monétaire reste forte, à plus de 17 pour cent, et le crédit bancaire connaît une expansion rapide, le secteur bancaire multipliant ses emprunts à l'étranger. Les prévisions sont fondées sur l'hypothèse d'un relèvement des taux directeurs à 12 pour cent l'an prochain. Lorsque les taux d'intérêt ont été relevés pour la dernière fois en février, la banque centrale a aussi, judicieusement, élargi les bandes de fluctuation du taux de change, qui s'est ensuite rapproché de son ancienne limite supérieure. Les dépenses publiques ont accentué la croissance de la demande en 1999, mais l'exceptionnel dynamisme des recettes fiscales a accru l'excédent budgétaire, porté à 2¼ pour cent du PIB. Cette année,

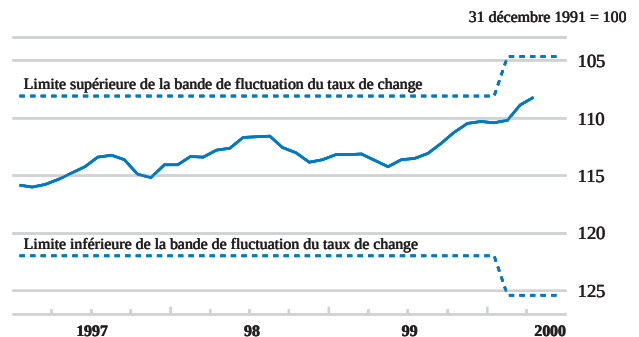
Les taux d'intérêt semblent devoir continuer d'augmenter

Islande

La politique monétaire a été restrictive



Le taux de change s'est apprécié



Sources : Banque centrale d'Islande et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Kr1	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	296.8	6.0	11.0	7.2	4.3	2.0
Consommation publique	100.4	3.1	3.6	4.7	3.5	2.5
Formation brute de capital fixe	87.3	10.5	25.9	-2.0	9.1	0.2
Demande intérieure finale	484.5	6.2	12.3	4.8	5.1	1.7
variation des stocks ^a	- 1.2	0.0	0.1	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	483.3	6.2	12.5	4.7	5.1	1.7
Exportations de biens et services	176.8	5.7	2.2	5.8	2.8	6.6
Importations de biens et services	173.8	8.5	23.3	6.3	6.5	3.5
exportations nettes ^a	3.1	-0.9	-7.7	-0.6	-1.8	0.8
PIB aux prix du marché	486.4	5.3	4.7	4.4	3.7	2.7
Déflateur du PIB	—	3.5	5.8	4.1	5.3	6.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.8	1.7	3.3	5.5	5.9
Taux de chômage	—	3.9	2.8	1.9	1.7	1.9
Solde des administrations publiques ^b	—	0.0	0.5	2.2	2.4	2.2
Balance des opérations courantes ^b	—	-1.4	-5.6	-6.2	-7.6	-6.2

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

L'incidence des dépenses publiques devrait être plus neutre, permettant une nouvelle réduction de la dette nette des administrations publiques à 25 pour cent du PIB.

Cependant, l'inflation pourrait se stabiliser à un taux élevé...

En 2000, une légère décélération de l'activité économique semble probable. La progression du revenu réel s'est ralentie sensiblement du fait que les récents accords salariaux n'ont pas suivi l'inflation. Cependant, les ménages continueront de profiter d'une flambée des prix des logements et des actions, qui accroît notablement leur patrimoine. Il pourrait en résulter une légère diminution du taux d'épargne, ce qui freinerait la décélération des dépenses des ménages. L'investissement dans le logement devrait toutefois rester dynamique. En revanche, aucune vente de navires à des étrangers n'étant attendue cette année, la formation de capital des entreprises devrait augmenter fortement, en particulier dans le secteur de la pêche, mais cela sera compensé par une diminution équivalente des exportations, de sorte qu'il n'y aura pas d'incidence sur le PIB. Au total, la croissance de la demande intérieure et du PIB devrait tomber à moins de 4 pour cent. En 2001, le niveau plus élevé des taux hypothécaires à court terme et indexés devrait brider l'activité, ramenant la croissance réelle à moins de 3 pour cent. Néanmoins, le chômage restera probablement peu élevé, accentuant les pressions inflationnistes malgré la récente appréciation du taux de change. En affaiblissant la compétitivité, cette appréciation pourrait toutefois rendre plus difficile la réduction du déficit de balance courante, actuellement élevé.

... augmentant le risque d'un ralentissement brutal de l'activité

Le risque d'avoir à ralentir brutalement l'activité afin de ramener l'inflation à un niveau analogue à celui des autres pays s'est accru. Les récents accords salariaux prévoient des hausses supérieures à celles qui seraient compatibles avec des prix stables, et une dérive des salaires est possible. De plus, la croissance du crédit demeure excessive, ce qui accroît la possibilité d'un ralentissement brutal de l'activité en cas de relèvement des taux d'intérêt.

Luxembourg

La croissance du PIB réel s'est à nouveau établie, selon les estimations, à 5 pour cent en 1999 et devrait légèrement s'accroître aux alentours de 5½ pour cent en 2000 et en 2001, en raison d'un renforcement de l'expansion dans les pays voisins. Du fait de la hausse des prix à l'importation et de certaines tensions intérieures, l'inflation pourrait avoisiner 2 pour cent. Avec un taux de création d'emplois jamais atteint depuis plus de dix ans et un taux de chômage inférieur à 3 pour cent, le marché du travail est très tendu et de plus en plus tributaire des travailleurs frontaliers.

Compte tenu de la vigueur de l'expansion et de l'apparition de tensions inflationnistes, il faudrait que les réformes structurelles et les réformes de la réglementation remplacent les subventions aux nouvelles industries dans les priorités de la politique économique. En particulier, un renforcement des incitations à travailler et la mise en place d'une réglementation moins coûteuse en matière de temps de travail – surtout pour les travailleurs à temps partiel – amélioreraient le fonctionnement du marché du travail et rendraient l'économie en général plus flexible.

La croissance du PIB réel s'est sans doute stabilisée autour de 5 pour cent en 1999. On estime que la demande intérieure a été particulièrement forte, en raison du dynamisme de l'investissement et de la consommation privée, stimulés par les allègements d'impôt et l'activation du seuil d'indexation des salaires et des prestations de sécurité sociale. En revanche, du fait du contenu élevé en importations de l'investissement et de la demande intérieure en général, et en raison aussi de la situation conjoncturelle hésitante sur de nombreux marchés d'exportation, la contribution du solde extérieur à l'expansion a nettement diminué. S'il est vrai que la hausse des prix à la consommation n'a pas dépassé, en moyenne, 1 pour cent en 1999, elle s'est accélérée notablement au cours de l'année, sous l'effet principalement du renchérissement de l'énergie. Malgré une progression de l'emploi de l'ordre de 5 pour cent en 1999, le taux de chômage (selon la définition nationale) n'a que légèrement diminué pour s'établir à 2.8 pour cent. La plupart des nouveaux emplois ont été de nouveau occupés par les travailleurs frontaliers, qui représentent maintenant environ 28 pour cent de l'emploi intérieur total.

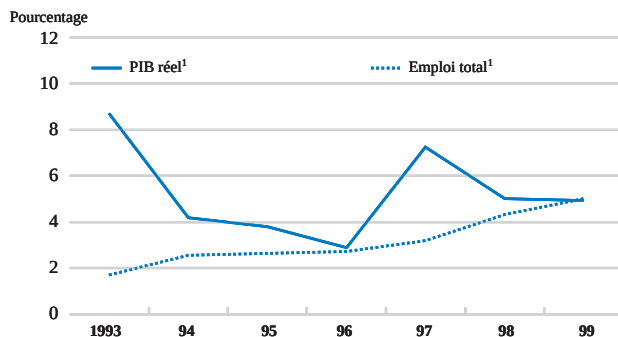
La croissance économique a été très forte...

Au cours de la période de prévision, l'économie devrait profiter de l'accélération de l'expansion dans les pays voisins et de l'amélioration de sa compétitivité internationale par suite de la dépréciation de l'euro. Avec l'intensification de l'inflation, le prochain seuil d'indexation des salaires et des prestations de sécurité sociale

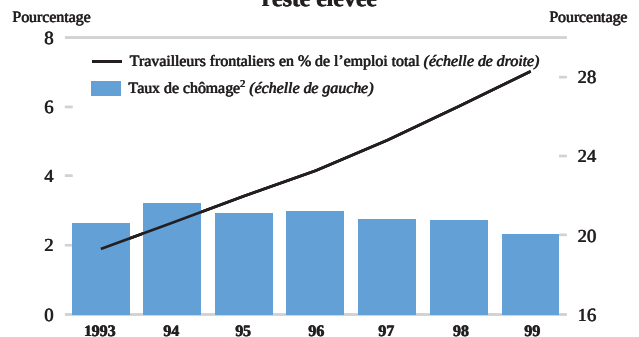
... et sera encore renforcée par le redressement des exportations

Luxembourg

La croissance est restée forte



L'augmentation du nombre des travailleurs frontaliers reste élevée



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Taux de chômage standardisé.

Sources : Stateg ; OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FL	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	273.7	3.8	2.3	3.0	2.8	3.1
Consommation publique	102.8	2.1	2.8	3.3	3.3	3.0
Formation brute de capital fixe	114.3	10.9	1.9	9.0	5.1	5.3
Demande intérieure finale	490.8	5.1	2.3	4.5	3.5	3.7
variation des stocks ^a	- 0.7	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	490.1	5.6	2.3	4.5	3.5	3.6
Exportations de biens et services	597.7	10.5	9.9	5.2	8.9	7.9
Importations de biens et services	524.3	9.3	8.3	4.9	7.7	7.1
exportations nettes ^a	73.4	2.5	3.0	1.2	2.7	2.3
PIB aux prix du marché	563.5	7.3	5.0	4.9	5.6	5.3
PIB aux prix du marché en milliards d'€	14.0					
Déflateur du PIB	—	3.3	1.5	1.2	1.9	1.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	1.7	1.7	1.0	2.0	1.8
Production industrielle	—	7.3	4.3	3.1	4.5	5.0
Taux de chômage	—	3.3	3.1	2.9	2.8	2.7

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source: OCDE.

pourrait être atteint avant la fin de 2000. L'orientation de l'action budgétaire paraît à peu près neutre, l'excédent des administrations publiques semblant devoir augmenter un peu – il était de 2½ pour cent du PIB en 1999 – du fait de la vigueur de l'expansion.

*Les perspectives sont favorables
mais il y a un risque d'inflation*

La phase actuelle de remarquable croissance économique et de rapide création d'emplois se poursuivra probablement en 2000 et en 2001. La progression du PIB réel pourrait atteindre environ 5½ pour cent en 2000 et 2001, tirée par les exportations de biens et, surtout, de services. La demande intérieure totale devrait perdre un peu de son dynamisme, mais la contribution du solde extérieur à l'expansion pourrait passer à plus de 2 points de pourcentage. La croissance de l'emploi devrait rester supérieure à 4 pour cent, les travailleurs frontaliers occupant de nouveau la plupart des nouveaux postes. A moins de 3 pour cent, le taux de chômage est sans doute essentiellement structurel et pourrait revenir à 2.7 pour cent en 2001. Il est possible que l'inflation monte s'élève à 2 pour cent en 2000, en raison principalement de l'augmentation des prix de l'énergie, et qu'elle ne diminue que légèrement en 2001, du fait de la persistance des pressions inflationnistes générales. Dans le contexte actuel de forte tension du marché du travail et de vives pressions sur l'utilisation des ressources, le recours généralisé à l'indexation, en répercutant sur les salaires la hausse des prix à l'importation, risque d'avoir un effet nocif sur les anticipations inflationnistes et de renforcer l'inflation intérieure.

Mexique

La production s'est accélérée en 1999 et au début de 2000, soutenue par le dynamisme persistant de l'économie américaine et par une reprise de la demande intérieure. Le processus de désinflation a repris et le déficit de la balance des opérations courantes a diminué. La demande intérieure sera freinée cette année par l'orientation restrictive de la politique macroéconomique dans la transition politique. Elle devrait se raffermir en 2001, et comme on attend un ralentissement de l'économie américaine, elle deviendrait le principal moteur de la croissance. L'inflation va probablement continuer à reculer et s'établir à environ 7½ pour cent en décembre 2001, tandis que le déficit de la balance des opérations courantes pourrait se creuser légèrement.

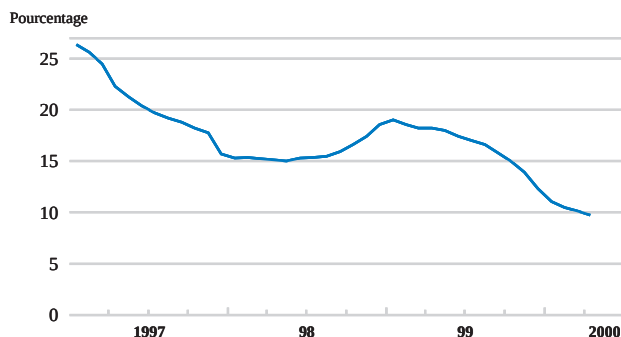
La politique macroéconomique devra rester restrictive cette année pour rendre le pays moins vulnérable à des revirements de confiance de la part des investisseurs. La banque centrale devra rester vigilante si elle veut atteindre avant 2003 son objectif ambitieux de convergence de l'inflation avec les principaux partenaires commerciaux du Mexique. Pour maintenir la discipline budgétaire tout en renforçant les programmes essentiels de dépenses publiques, il conviendrait d'accroître les recettes fiscales. Afin de créer des conditions saines pour le développement des entreprises, il faut intensifier la concurrence dans plusieurs secteurs de réseaux, notamment celui de l'électricité.

Après un ralentissement de l'activité dû aux remous financiers de la fin 1998, la croissance du PIB s'est accélérée à partir du deuxième semestre de 1999, sous l'impulsion des bons résultats à l'exportation vers les États-Unis et d'une reprise de la demande intérieure privée. L'expansion se diffusant dans les différentes branches d'activité, l'emploi dans le secteur formel a beaucoup progressé. Les salaires réels ont fortement augmenté, mais la persistance de gains élevés de productivité dans le secteur manufacturier ont permis d'éviter une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre. Les exportations de produits manufacturés sont restées dynamiques et le déficit de la balance des opérations courantes a été ramené à un peu moins de 3 pour cent du PIB en 1999. Le peso étant relativement stable par rapport au dollar depuis mars 1999, le taux de change effectif s'est apprécié. Cette évolution a contribué au ralentissement de la hausse des prix à la consommation qui s'est établie à moins de 10 pour cent en avril 2000.

Accélération de la croissance de la production, recul de l'inflation et réduction du déficit de la balance des opérations courantes

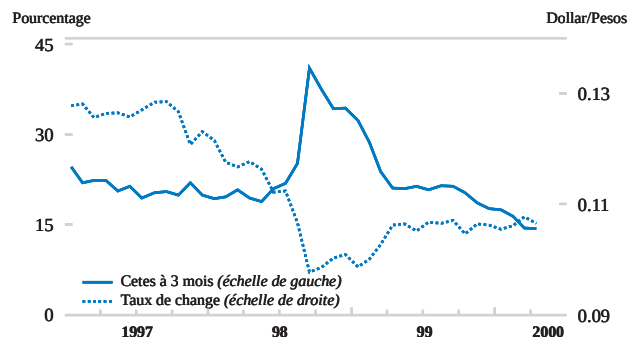
Mexique

Le processus de désinflation a repris¹



1. Hausse des prix à la consommation, pourcentage de variation en glissement annuel.
Source : OCDE.

Les taux d'intérêt ont baissé alors que le peso est resté stable



Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Pesos	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1993)				
Consommation privée	1 644.9	6.5	5.4	4.3	5.2	5.0
Consommation publique	243.7	2.9	2.2	1.0	4.0	3.0
Formation brute de capital fixe	451.1	21.0	10.3	5.8	6.9	9.8
Demande intérieure finale	2 339.7	8.5	6.0	4.3	5.4	5.8
variation des stocks ^a	136.8	1.2	0.2	-0.8	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 476.5	9.6	6.0	3.4	5.3	5.7
Exportations de biens et services	812.9	10.7	12.1	13.9	12.5	8.2
Importations de biens et services	759.5	22.7	16.5	12.8	14.0	10.0
exportations nettes ^a	53.4	-2.5	-1.1	0.3	-0.5	-0.7
PIB aux prix du marché	2 529.9	6.8	4.8	3.7	4.8	5.0
Déflateur du PIB	—	17.7	15.5	15.9	10.2	8.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	16.5	20.5	16.4	10.0	8.6
Taux de chômage ^b	—	3.7	3.2	2.5	2.4	2.4
Balance des opérations courantes ^c	—	-1.9	-3.7	-2.9	-3.2	-3.6

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Sur la base de l'Enquête nationale sur l'emploi urbain.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

La politique budgétaire devrait rester restrictive...

Bien que la croissance du PIB ait été en moyenne plus faible en 1999 qu'en 1998, le déficit des finances publiques est resté quasiment inchangé, à 1¼ pour cent du PIB, et l'excédent primaire s'est élargi à 2½ pour cent. Dans un contexte de baisse des taux d'intérêt intérieurs, de hausse des prix du pétrole et de renforcement de la croissance, le budget 2000 a pour objectif de réduire légèrement le déficit du secteur public, et prévoit une augmentation de l'excédent primaire d'environ ½ point. Les revenus liés au pétrole représentent le tiers des recettes de l'État et le prix moyen du pétrole étant nettement supérieur aux prévisions du budget 2000, l'objectif budgétaire devrait être facilement atteint. Les clauses relatives aux recettes exceptionnelles intégrées dans le budget devraient limiter le risque qu'un surplus de recettes pétrolières n'entraîne un excès de dépenses. Pour 2001, les prévisions sont fondées sur l'hypothèse du maintien d'une orientation budgétaire prudente.

... et la politique monétaire demeure prudente

La rigueur monétaire sera encore d'actualité cette année, l'objectif étant de protéger le pays de l'instabilité qui pourrait être associée à la transition politique. La réduction des taux d'intérêt à court terme en 1999 est restée proche du recul de l'inflation, de sorte que les taux d'intérêt réels sont restés relativement élevés. Le programme monétaire pour 2000 a pour principal objectif de réduire l'inflation à 10 pour cent au plus en décembre, un taux vers lequel les anticipations de prix ont déjà convergé. Au-delà, l'objectif est de ramener l'inflation à un taux proche de celui des principaux partenaires commerciaux du Mexique en 2003. La persistance des tensions inflationnistes a entraîné un durcissement de la politique monétaire en janvier 2000. Mais après avoir augmenté temporairement, les taux d'intérêt à court terme se sont réinscrits à la baisse, le taux des *Cetes* à trois mois tombant à 14 pour cent en avril, avant de remonter en mai à la suite d'un nouveau durcissement monétaire. Au vu des incertitudes liées aux élections au Mexique et des anticipations de

hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, l'OCDE n'a pas intégré dans ses prévisions de nouvelle baisse des taux d'intérêt réels au Mexique sur le reste de l'année 2000. L'année prochaine, après la formation du nouveau gouvernement, les taux d'intérêt réels devraient se détendre légèrement.

La croissance du PIB en termes réels devrait se situer entre 4½ et 5 pour cent cette année et l'an prochain. Comme on prévoit un ralentissement de l'expansion aux États-Unis, la croissance sera de plus en plus dépendante de la demande intérieure privée. Dans ces conditions, le déficit de la balance des opérations courantes devrait se creuser. L'inflation devrait se ralentir progressivement et s'établir à 7½ pour cent en décembre 2001, sur la base d'un taux de change nominal inchangé. Les incertitudes entourant ces prévisions concernent essentiellement les conditions extérieures, notamment l'évolution de l'économie américaine, car un ralentissement plus net de l'activité et des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis pourraient avoir des retombées défavorables.

*Les conditions sont favorables
à une croissance durable,
en dépit d'incertitudes
à court terme*

Norvège

La croissance de la production a repris à partir du milieu de 1999, sous l'effet d'une politique macroéconomique plus expansionniste et d'un regain de vigueur des exportations. L'intensification de la demande mondiale et la solide position de patrimoine des ménages continueront sans doute de stimuler la production en Norvège continentale en 2000 et 2001, ce qui fera apparaître des contraintes de capacité. L'excédent de balance courante pourrait dépasser 10 pour cent du PIB, en raison non seulement de la hausse très prononcée des prix du pétrole mais aussi de l'accroissement notable attendu de la production pétrolière.

Comme le manque de capacité de l'économie était déjà très peu marqué lorsque la reprise s'est amorcée, les risques de surchauffe sont importants. L'offre de main-d'œuvre sera réduite par l'introduction progressive d'une cinquième semaine de congés, la forte augmentation des prestations pour enfant à charge et le report des mesures visant à limiter les départs en retraite anticipée. La politique budgétaire étant, au mieux, neutre, il faudra absolument resserrer encore la politique monétaire.

La pause de la croissance est terminée...

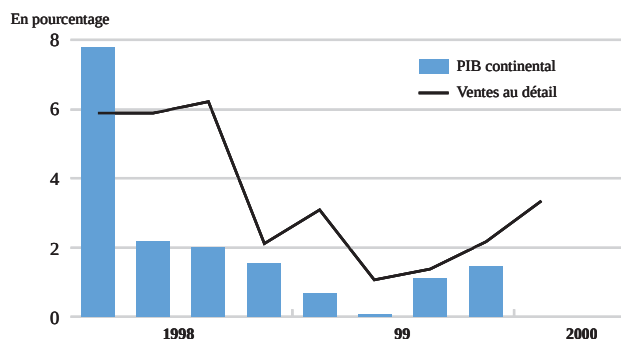
Le ralentissement de l'activité en 1998-99, qui avait résulté d'une compression des marges bénéficiaires due à des hausses de salaires excessives, d'une politique économique restrictive et d'une diminution de l'investissement dans le secteur pétrolier, a pris fin. Depuis le milieu de 1999, l'activité s'est redressée sous l'effet d'une intensification de la demande mondiale, de taux d'intérêts moins élevés sur les dépenses des ménages et de la reprise de l'investissement. Au quatrième trimestre, le PIB de la Norvège continentale était en hausse de 1.5 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente, au lieu d'une croissance nulle au deuxième trimestre. Malgré la reprise observée durant l'année, la production de la Norvège continentale s'est ralentie sensiblement d'une année sur l'autre, revenant de 3.3 pour cent en 1998 à 0.8 pour cent en 1999, le taux le plus bas des années 90. Cependant, le taux de chômage n'a augmenté que légèrement, passant à 3.8 pour cent au premier trimestre de 2000, et des goulets d'étranglement dus à des pénuries de main-d'œuvre ont persisté dans certains secteurs.

... et l'inflation s'est ravivée

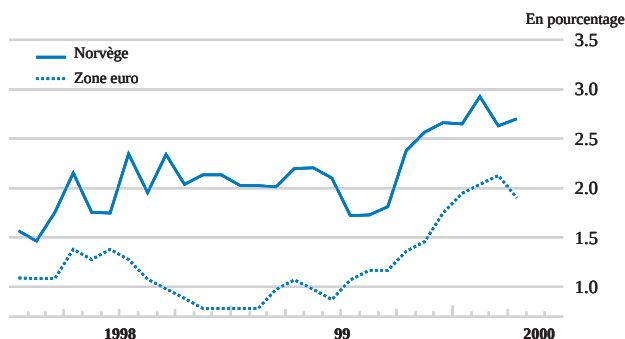
La croissance plus rapide de la production observée depuis le milieu de 1999 s'est accompagnée d'une légère accélération de l'inflation des prix à la consommation, proche de 3 pour cent au début de 2000. Indépendamment de la hausse

Norvège

Rebond de l'activité au second semestre de 1999¹



L'inflation² est bien supérieure à la moyenne de la zone euro



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Indice harmonisé des prix à la consommation, pourcentage de variation en glissement annuel.

Sources : Statistics Norway et Eurostat.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de NOK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	490.4	3.6	3.3	2.4	2.9	2.8
Consommation publique	206.8	1.9	3.8	2.7	2.2	2.0
Formation brute de capital fixe	216.2	13.9	5.8	-5.6	-5.8	2.1
Demande intérieure finale	913.3	5.7	4.0	0.4	0.6	2.5
variation des stocks ^a	15.8	0.6	1.4	-1.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	929.2	6.3	5.5	-1.0	0.4	2.5
Exportations de biens et services	414.5	6.1	0.3	1.7	7.4	4.3
Importations de biens et services	327.1	11.3	9.3	-3.1	1.1	4.0
exportations nettes ^a	87.4	-1.0	-3.3	2.0	3.0	0.6
PIB aux prix du marché	1 016.6	4.7	2.0	0.9	3.4	2.8
Déflateur du PIB	—	3.0	-0.8	6.5	12.2	0.9
<i>Pour mémoire</i>	—					
PIB continental aux prix du marché ^b	—	4.2	3.3	0.8	1.8	2.5
Déflateur du PIB continental ^b	—	3.0	3.9	2.8	2.9	2.1
Exportations non manufacturières (incluant l'énergie)	—	2.7	-2.8	-0.7	11.2	3.8
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.7	2.2	2.7	2.6
Taux de chômage	—	4.0	3.2	3.2	3.5	3.6
Taux d'épargne des ménages ^c	—	4.8	6.6	6.7	6.6	6.4
Solde des administrations publiques ^d	—	7.9	3.6	4.9	10.7	11.6
Balance des opérations courantes ^d	—	5.1	-1.5	3.6	14.2	13.9

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

c) En pourcentage du revenu disponible.

d) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

brutale des prix du pétrole et de facteurs spéciaux tels que l'augmentation des taxes sur l'énergie, cette accélération est due à la tension des marchés des produits et du travail dans le secteur abrité. Les prix des logements ont aussi continué d'augmenter rapidement, surtout dans la région d'Oslo où la valeur des appartements s'est accrue d'un quart sur la période de douze mois se terminant en février 2000.

Sous l'effet d'une politique monétaire visant à obtenir un taux d'inflation peu élevé comme condition préalable essentielle pour la stabilité du taux de change, les pressions inflationnistes ont conduit à une hausse d'un quart de point du taux créditeur, qui est passé à 5.75 pour cent en avril. Un nouveau durcissement monétaire est prévu durant l'année 2000. L'intensification des pressions sur la demande n'a pas conduit à une réévaluation de l'orientation de la politique budgétaire et, hors recettes pétrolières, le budget de l'État restera déficitaire. Dans le budget national révisé soumis au parlement en mai, le gouvernement a annoncé qu'il maintiendrait une orientation neutre pour 2000 s'accompagnant de compressions de dépenses afin de compenser les dépassements. Si l'on tient compte des recettes pétrolières, toutefois, l'excédent budgétaire augmentera fortement, pour dépasser 10 pour cent du PIB.

La politique monétaire exerce une action restrictive

La reprise semble devoir se confirmer en 2000 et 2001

Dynamisée par l'intensification de la demande mondiale et la solide position de patrimoine des ménages, la croissance économique pourrait se renforcer encore. La contraction des investissements pétroliers, qui reviendront à un niveau plus normal, freinera l'activité en 2000 mais il est prévu pour 2001 une expansion légèrement supérieure au taux potentiel de 2¼ pour cent. L'emploi devrait commencer de croître de nouveau en 2001 tandis que le chômage se stabiliserait au niveau actuel, peu élevé. La répercussion de la hausse des prix du pétrole et la tension qui caractérise le secteur abrité pourraient conduire à une nouvelle accélération de l'inflation des prix à la consommation. En 2000, toutefois, la progression des salaires négociés se ralentira sans doute, mais restera supérieure à celle des principaux partenaires commerciaux de la Norvège, faisant apparaître des doutes sur la viabilité de l'approche en cours de « l'alternative de solidarité » concernant la fixation des salaires.

Peut-on éviter une surchauffe ?

Pour le moment, des incertitudes considérables entourent encore l'évolution des salaires et la rareté de la main-d'œuvre pourrait conduire à des hausses de salaires plus fortes que prévu. L'accord salarial conclu dans le secteur manufacturier risque d'être dépassé par les autres secteurs. En outre, l'augmentation des recettes pétrolières pourrait saper encore la discipline budgétaire, faisant peser la charge du refroidissement de l'économie exclusivement sur les autorités monétaires.

Nouvelle-Zélande

L'économie a terminé les années 90 sur une note de dynamisme, avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à 10 pour cent au second semestre de 1999. La souplesse des conditions monétaires, conjuguée à un redressement de l'activité, qui avait beaucoup souffert de la sécheresse, ont contribué à la reprise. L'écart de production s'est rétréci rapidement, mais les pressions inflationnistes ont été quand même contenues. Le déficit de la balance courante, en revanche, s'est creusé notablement même abstraction faite des facteurs spéciaux, mais il devrait maintenant diminuer un peu grâce au redémarrage de l'agriculture et à la hausse des prix des produits de base. La récente accélération de la demande intérieure se confirmera probablement en 2000 avant un ralentissement dû au freinage exercé par de fortes hausses des taux d'intérêt.

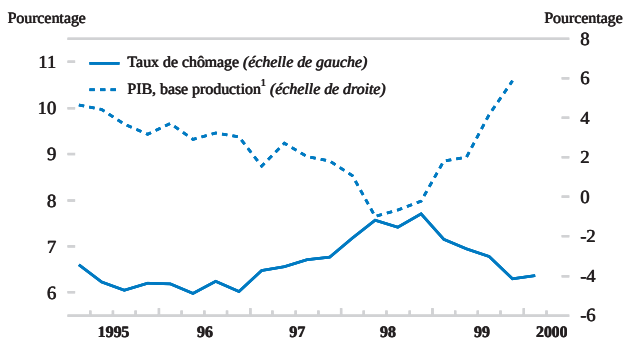
Comme l'écart de production devrait devenir positif en 2000, il faudra resserrer les conditions monétaires afin d'atténuer les pressions sur la demande et de bien maintenir l'inflation dans la fourchette d'objectifs fixée par les autorités. Les exportations nettes s'amélioreront sans doute du fait d'une position concurrentielle favorable, mais le déficit extérieur restera important, soulignant la nécessité de maintenir la discipline budgétaire.

L'accélération de la croissance du PIB au cours des deux derniers trimestres de 1999 a touché l'ensemble de l'économie. Cette évolution tient en grande partie au redressement de l'activité après la période de sécheresse, avec le redémarrage de la production agricole, des industries alimentaires et de la formation de stocks. En même temps, l'augmentation de l'emploi et des revenus a renforcé la confiance des consommateurs, soutenant les dépenses des ménages et l'investissement dans le logement, encore que les indicateurs les plus récents laissent entrevoir un ralentissement dans ce dernier secteur, en raison peut-être des hausses des taux d'intérêt intervenues dernièrement. Le bas niveau des taux d'intérêt qui a prévalu pendant la majeure partie de 1999, conjugué à l'amélioration de la rentabilité, a aussi contribué à stimuler l'investissement des entreprises, qui a été l'un des facteurs à l'origine de la forte expansion des importations. Les exportations commençant seulement à se redresser après la sécheresse, le déficit de la balance courante a fait un bond aux alentours de 8 pour cent du PIB en fin d'année, dont environ 0.6 point imputable à l'importation d'une nouvelle frégate. Entre-temps, la vigoureuse progression de la production a développé l'emploi et fait reculer le taux de chômage à 6.4 pour cent au début

L'activité économique s'est renforcée au second semestre de 1999...

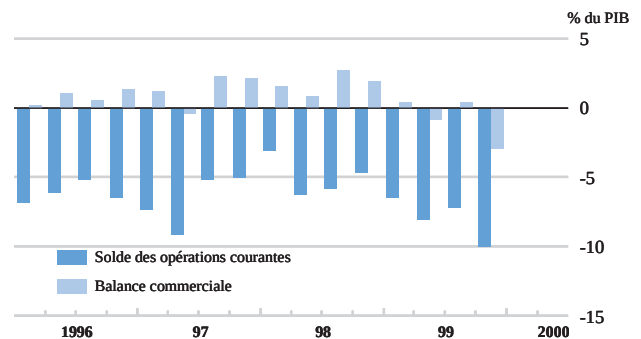
Nouvelle-Zélande

La croissance économique se redresse



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.
Source : Statistics New Zealand.

Le compte courant se détériore



Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de \$NZ	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1991/92)				
Consommation privée	59.2	2.8	1.8	2.5	3.3	2.5
Consommation publique	13.7	5.2	-1.0	8.5	-2.0	0.8
Formation brute de capital fixe	20.1	3.8	-2.0	8.5	5.3	4.5
Demande intérieure finale	93.0	3.4	0.5	4.7	2.9	2.7
variation des stocks ^{a,b}	0.9	-0.1	-0.7	1.1	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	93.9	3.3	-0.2	5.8	2.8	2.7
Exportations de biens et services	27.7	3.0	1.6	6.3	8.5	6.5
Importations de biens et services	26.9	4.2	2.7	11.8	4.1	5.4
exportations nettes ^a	0.8	-0.4	-0.4	-2.1	1.3	0.2
PIB (dans l'optique de la dépense) aux prix du marché	94.7	2.9	-0.6	3.9	4.2	3.0
Déflateur du PIB	—	0.0	1.7	0.0	2.7	2.3
<i>Pour mémoire</i>						
PIB (dans l'optique du produit)	—	2.0	-0.2	3.5	4.2	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	1.0	1.9	1.2	2.3	2.3
Taux de chômage	—	6.6	7.5	6.8	6.1	6.0
Balance des opérations courantes ^c	—	-6.7	-5.0	-7.9	-6.4	-6.0

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Y compris l'erreur statistique.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

de 2000, encore un peu au-dessus de son niveau structurel estimé. L'inflation est donc restée faible, en dépit d'une réduction de l'écart de production à environ 1 pour cent.

... grâce à des conditions monétaires très souples

Les conditions monétaires (variations conjuguées des taux d'intérêt et de change) sont restées souples en 2000, malgré une hausse cumulée de 200 points de base du taux au jour le jour, passé à 6.5 pour cent, depuis novembre 1999. Le taux de change, malgré la forte progression du PIB et la perspective d'un redressement des prix des produits de base, est quand même soumis à des pressions à la baisse en raison de l'importance du déficit extérieur. Selon la Reserve Bank, l'ampleur des futurs relèvements de taux d'intérêt dépendra principalement de la vigueur des dépenses de consommation et de leur sensibilité aux niveaux très élevés d'endettement des ménages. Les prévisions reposent sur l'hypothèse selon laquelle un nouveau resserrement sensible des conditions monétaires sera nécessaire pour freiner la demande intérieure et bien maintenir l'inflation dans la fourchette d'objectifs de 0 à 3 pour cent.

Le budget est resté excédentaire

Compte tenu du brusque revirement de la conjoncture économique, le nouveau gouvernement prévoit, pour l'exercice budgétaire en cours, un excédent en augmentation – faible néanmoins – qui atteindrait progressivement 1½ pour cent du PIB sur les deux années à venir. Sa déclaration de politique budgétaire annonce un certain assouplissement des objectifs à moyen terme de l'action budgétaire par rapport au programme du gouvernement précédent. En particulier, l'objectif de dépenses est fixé à 35 pour du PIB (contre 30 pour cent précédemment), et l'objectif concernant la dette nette à 20 pour cent du PIB (contre 15 pour cent), mais les autorités maintiennent leur objectif d'excédents budgétaires pendant le cycle économique (afin de permettre les contributions régulières à un organisme de retraite dont la création est proposée).

Les conditions économiques favorables vont sans doute maintenir la croissance du PIB réel au-dessus de son taux potentiel d'environ 2½ pour cent au cours des deux prochaines années. La consommation devrait croître fortement en 2000, soutenue par la progression des salaires et de l'emploi, mais la demande intérieure devrait se ralentir ensuite sous l'effet de fortes hausses des taux d'intérêt. Entre temps, les exportations nettes enregistreront probablement une nette amélioration à la faveur d'une vive expansion des marchés extérieurs, d'un redressement des prix des produits de base et de coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre favorables. Avec une production qui dépassera cette année son potentiel, l'inflation s'intensifiera probablement, mais le taux d'inflation générale devrait commencer de baisser en 2001, à mesure que les effets du choc des prix du pétrole se dissiperont.

La croissance de la production devrait s'accélérer...

L'ample déficit de balance courante de la Nouvelle-Zélande, même s'il diminue un peu, ajoutera encore au passif extérieur déjà lourd du pays, ce qui pourrait exercer une pression à la baisse sur le taux de change et faire augmenter la prime de risque sur les taux d'intérêt. Par ailleurs, au cas où les pressions inflationnistes entraîneraient des hausses de salaires plus rapides que prévu, il faudrait peut-être durcir encore la politique monétaire, ce qui ralentirait la croissance.

... mais l'ampleur du déficit extérieur pourrait faire augmenter la prime de risque

Pays-Bas

Après un tassement en 1999, la croissance du PIB en termes réels devrait se renforcer pour s'établir à environ 4 pour cent en 2000 et 2001, grâce à la vigueur des exportations et à la réforme de l'impôt sur le revenu en 2001. La situation sur le marché du travail sera un peu plus tendue et le taux de chômage pourrait être ramené aux environs de 2 pour cent en 2001, avec un risque de surchauffe. Malgré le grand dynamisme de l'économie, l'excédent des administrations publiques devrait pratiquement disparaître du fait de l'assouplissement de la politique budgétaire et de la mise en place de la réforme de l'impôt sur le revenu.

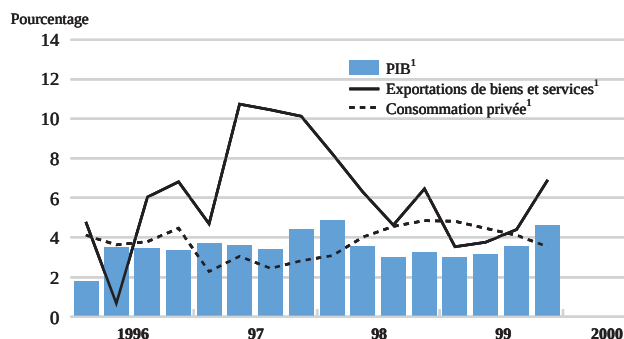
L'économie étant très dynamique, les autorités devraient pleinement profiter de la souplesse que leur offre le dispositif budgétaire des Pays-Bas pour accélérer le processus d'assainissement budgétaire et réduire ainsi les risques d'une surchauffe dont les signes se manifestent déjà. Il faudrait également accélérer les réformes structurelles et s'assurer de la mise en application effective des mesures récentes visant à tirer parti du vaste gisement de bénéficiaires de prestations qui n'occupent pas d'emploi.

Depuis quelques trimestres, la croissance économique s'accélère de nouveau

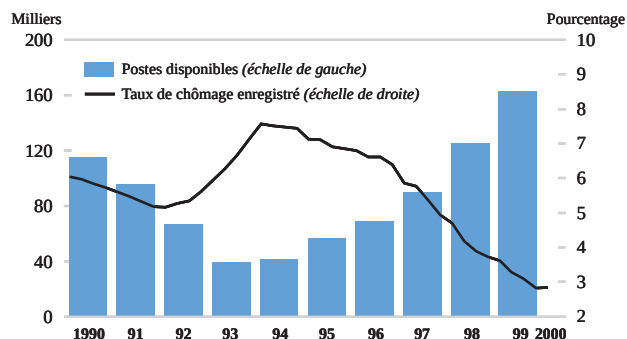
Les exportations ont affiché une forte progression au deuxième semestre de 1999 et la croissance du PIB en termes réels s'est accélérée, cette tendance se confirmant au début de 2000. Pour l'ensemble de l'année 1999, la croissance économique, de 3.6 pour cent, ne s'est guère modifiée. Les pressions s'exerçant sur l'utilisation des ressources sont restées très fortes, notamment dans le secteur des services. Le nombre d'offres d'emploi est maintenant supérieur à son point haut du cycle précédent du début des années 90, période de surchauffe de l'économie. Le taux de chômage (selon la définition nationale) est tombé à moins de 3 pour cent, ce qui est bien inférieur au taux de chômage structurel estimé par l'OCDE. Les tensions sur le marché du travail ont entraîné une hausse des salaires et de la rémunération par salarié dans le secteur privé, l'augmentation atteignant dans ce dernier cas 3.6 pour cent en 1999, contre 2.5 pour cent en moyenne dans l'Union européenne. La hausse des prix à la consommation s'est ralentie à environ 2 pour cent durant les premiers mois de 2000, sous l'effet de la suppression de la redevance télévisuelle au début de l'année.

Pays-Bas

Déplacement de la croissance vers les exportations



Le marché du travail s'est resserré



1. Volume, pourcentage de variation en glissement annuel.
Sources : Statistique Pays-Bas et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FI	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	346.1	2.6	4.1	4.2	3.8	4.2
Consommation publique	160.6	3.3	3.3	2.6	2.5	2.5
Formation brute de capital fixe	146.3	5.9	5.2	5.7	5.3	5.0
Demande intérieure finale	653.0	3.5	4.2	4.1	3.8	4.0
variation des stocks ^a	1.5	-0.1	0.1	-0.3	0.1	0.1
Demande intérieure totale	654.4	3.5	4.2	3.8	3.9	4.0
Exportations de biens et services	402.1	9.0	6.4	4.7	9.0	8.0
Importations de biens et services	362.2	9.0	7.7	5.1	8.9	8.4
exportations nettes ^a	39.9	0.6	-0.3	0.0	0.6	0.2
PIB aux prix du marché	694.3	3.8	3.7	3.6	4.3	4.0
PIB aux prix du marché en milliards d'€	315.1					
Déflateur du PIB	—	2.0	1.9	1.3	2.7	3.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	2.1	1.8	1.9	2.6	3.4
Production industrielle	—	5.5	2.4	1.2	5.0	4.5
Taux de chômage	—	5.5	4.2	3.2	2.5	2.1
Taux d'épargne des ménages ^b	—	5.7	4.2	2.8	2.4	3.7
Solde des administrations publiques ^c	—	-1.2	-0.8	0.5	0.6	0.1
Balance des opérations courantes ^c	—	7.3	6.5	5.8	6.2	6.0

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible, à l'exception des contributions nettes (effectives et fictives) à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

L'articulation de la politique macroéconomique évolue, la politique budgétaire étant appelée à devenir expansionniste...

... et d'autres facteurs soutiennent également la croissance...

Un net assouplissement discrétionnaire de la politique budgétaire est programmé pour 2000 et 2001 : une partie des rentrées budgétaires exceptionnelles servira à financer de nouvelles dépenses et 2001 verra la mise en place d'une réforme de l'impôt sur le revenu qui se traduira par un allègement non récurrent de la charge fiscale de plus de ½ pour cent du PIB. La réforme comporte également un redéploiement de la fiscalité en faveur des impôts indirects et une baisse du taux de remplacement des prestations sociales. Du fait de la vigueur de l'expansion, le budget des administrations publiques pourrait rester légèrement excédentaire, mais il accusera probablement un déficit substantiel en 2001 en données corrigées des influences conjoncturelles.

Sous l'effet de la reprise des marchés à l'exportation et des gains de compétitivité internationale résultant de la forte dépréciation de l'euro, les exportations nettes devraient conforter la vive croissance de la demande intérieure en alimentant une vigoureuse expansion de la production. La consommation privée devrait rester soutenue grâce à la réforme de l'impôt sur le revenu et à l'effet de richesse – qui s'atténue néanmoins – dû à la forte hausse des prix des logements ces dernières années. Les taux d'utilisation des capacités étant élevés et les perspectives économiques favorables, l'investissement fixe des entreprises est appelé à poursuivre sa rapide croissance, malgré la hausse progressive des taux d'intérêt.

*... de sorte que l'activité
économique devrait s'accélérer,
renforçant les pressions
inflationnistes*

La croissance du PIB en termes réels devrait s'accélérer pour s'établir à 4 pour cent ou plus en 2000 et 2001, l'estimation par l'OCDE du taux tendanciel de croissance étant légèrement supérieure à 3 pour cent. De ce fait, l'écart de production positif devrait s'élargir à nouveau, et le taux de chômage pourrait tomber à 2 pour cent en 2001. L'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix à la consommation privée devrait être proche de 3½ pour cent en 2001, dont ¾ de point sont attribuables à la réforme fiscale. Même si l'on tient compte de l'alourdissement de la fiscalité indirecte, la baisse des impôts directs aura pour effet d'accroître fortement le revenu disponible en termes réels. Mais on ne sait pas dans quelle mesure cette augmentation du revenu disponible et d'autres éléments de la réforme fiscale, notamment la réduction des taux de remplacement pour les prestations sociales, modérera les revendications salariales qui devraient normalement aller de pair avec les tensions que connaît le marché du travail. De ce fait, la marge d'erreur des prévisions concernant les salaires et les prix est assez large. L'augmentation des prix à l'importation et des impôts indirects pourrait avoir un effet préjudiciable sur l'inflation et porter préjudice à la modération des salaires, ce qui pourrait accroître les risques de surchauffe.

Pologne

L'économie polonaise s'est redressée vigoureusement en 1999, libérée des effets de la crise russe. Des taux d'intérêt moins élevés, conjugués à une croissance soutenue des salaires réels, ont conduit à une vive reprise de la consommation privée. La formation brute de capital s'est montrée dynamique, avec des entrées continues d'investissements directs étrangers. L'inflation s'est toutefois renforcée, l'ample déficit de balance courante s'est creusé et le déficit budgétaire s'est aggravé. Face à ces évolutions, la politique monétaire a été resserrée et la politique budgétaire ajustée.

Sous l'effet de politiques économiques plus restrictives, l'expansion de la demande intérieure devrait se ralentir au second semestre de 2000 et en 2001 pour revenir à des taux plus viables, ce qui devrait aider à calmer l'inflation et à stabiliser le déficit de la balance courante, quoiqu'à un niveau élevé. Dans l'ensemble, l'orientation de l'action gouvernementale est donc appropriée. Mais, du fait de l'ouverture accrue sur les marchés financiers internationaux, des dérapages comme ceux qui se sont produits l'an dernier pourraient coûter cher. En particulier, sur la base des tendances récentes, les objectifs d'inflation en fin d'année semblent avoir peu de chances d'être atteints. En conséquence, il serait judicieux de faire en sorte d'éviter toute nouvelle erreur d'appréciation dans la mise en œuvre des politiques économiques.

Après le ralentissement dû à la contagion de la crise russe, l'économie polonaise s'est redressée vigoureusement en 1999. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PIB réel a enregistré une progression d'environ 4 pour cent en moyenne, qui s'est accélérée au dernier trimestre (à près de 7 pour cent de croissance en glissement annuel). Le niveau peu élevé des taux d'intérêt, conjugué à une nette amélioration du revenu disponible réel, a stimulé la demande intérieure, et plus particulièrement la consommation privée qui, au quatrième trimestre, était en hausse de 5½ pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La formation brute de capital s'est montrée elle aussi très dynamique, avec une expansion de près de 10 pour cent au quatrième trimestre, à la faveur d'entrées d'investissements directs étrangers représentant près de 5 pour cent du PIB durant l'année.

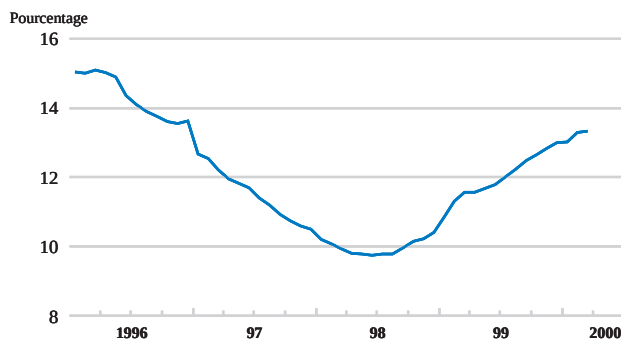
Le PIB s'est nettement redressé en 1999...

La rapide reprise économique, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, a toutefois fait naître des tensions inflationnistes et creusé le déficit de la balance courante. Après avoir atteint un point bas de 6 pour cent en mars 1999, la hausse des prix à la consommation sur douze mois est remontée à un peu plus de 10 pour cent au premier

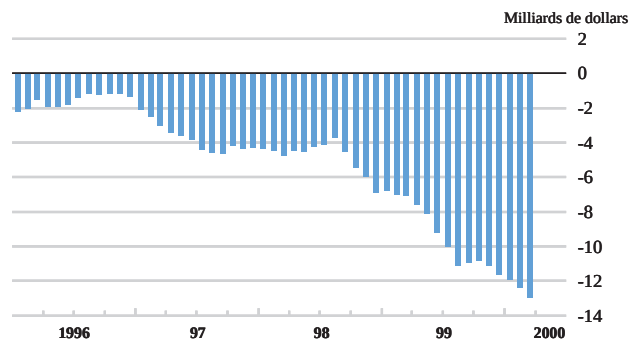
... renforçant l'inflation et creusant le déficit extérieur

Pologne

Le taux de chômage augmente¹



Le solde de la balance courante continue de se détériorer²



1. Chômeurs inscrits.

2. Cumulé sur douze mois.

Sources : Office central de statistique et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de Zł	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	243.2	6.9	4.7	5.0	4.6	4.0
Consommation publique	63.4	3.1	1.6	4.5	2.1	2.0
Formation brute de capital fixe	80.4	21.8	14.2	6.9	9.5	9.0
Demande intérieure finale	387.1	9.4	6.4	5.4	5.4	5.1
variation des stocks ^{a,b}	4.4	0.1	0.1	0.0	0.1	0.0
Demande intérieure totale	391.5	9.4	6.4	5.4	5.5	5.0
Exportations de biens et services	94.2	12.2	14.3	-0.7	7.5	9.0
Importations de biens et services	100.2	21.4	18.5	4.0	8.0	8.5
exportations nettes ^a	- 6.0	-2.7	-1.8	-1.6	-0.7	-0.4
PIB aux prix du marché	385.4	6.8	4.8	4.0	5.0	4.8
Déflateur du PIB	—	14.0	11.7	6.9	9.6	6.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	14.7	11.5	7.3	9.6	6.5
Production industrielle	—	11.5	4.9	4.5	6.0	6.5
Taux de chômage	—	11.5	10.0	12.0	13.1	13.1
Solde des administrations publiques ^c	—	-3.0	-2.5	-3.5	-3.0	-2.6
Balance des opérations courantes ^c	—	-4.0	-4.4	-7.6	-8.0	-7.4

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Y compris l'erreur statistique.

c) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

trimestre de 2000. Le déficit de la balance courante s'est nettement creusé en 1999 pour s'établir à 7½ pour cent du PIB, et cette tendance s'est poursuivie au début de 2000, en partie à cause de la hausse de prix du pétrole. Le taux de chômage a aussi augmenté rapidement, atteignant près de 14 pour cent de la population active en février 2000, en raison de délestages de main-d'œuvre dans les entreprises en restructuration.

**L'orientation des politiques
monétaire et budgétaire est
devenue moins expansionniste
en 2000...**

Face à l'intensification de l'inflation, le Conseil de la politique monétaire de la Banque nationale de Pologne a augmenté son taux d'intérêt directeur de 13 à 17½ pour cent, par étapes, depuis septembre 1999. Par ailleurs, au milieu d'avril 2000, les autorités ont laissé le zloty flotter librement. Cette décision, qui était attendue depuis un certain temps, permet d'axer la politique monétaire essentiellement sur l'objectif d'inflation. En dépit de ces diverses mesures, l'inflation ne semble pas devoir baisser suffisamment pour qu'on puisse atteindre la fourchette d'objectif de 5.4-6.8 pour cent fixée par les autorités pour la fin de 2000. La politique monétaire restera donc sans doute restrictive pendant quelque temps. L'action budgétaire a été aussi resserrée dans le cadre du budget 2000, après d'importants dérapages l'an dernier dans la situation financière de l'organisme de sécurité sociale (ZUS). Les autorités ont pour objectif de réduire le déficit des administrations publiques de 1 point de PIB en le ramenant à 2½ pour cent. A cette fin, la taxe sur la valeur ajoutée et les droits d'accise ont été majorés et rapprochés des niveaux en vigueur dans l'Union européenne, et la collecte fiscale a été renforcée. Dans l'ensemble, l'orientation de l'action macroéconomique est par conséquent plus restrictive en 2000 que l'année dernière.

Dans ce contexte, la croissance du PIB réel devrait se ralentir au second semestre de 2000 et en 2001, en raison principalement d'une décélération de la demande intérieure et plus particulièrement de la consommation privée. La hausse plus élevée des taux d'intérêt et l'aggravation du chômage devraient réduire les emprunts des ménages. L'alourdissement de la fiscalité indirecte renforcera sans doute temporairement l'inflation, en amputant les salaires réels. En revanche, le solde extérieur devrait apporter une contribution moins négative à la croissance de la production, et le déficit de la balance courante devrait cesser de se creuser. Avec l'accélération de l'expansion économique en Europe occidentale et le libre flottement du zloty, les exportations devraient commencer de se redresser, mettant un terme à la tendance décevante observée récemment. Les importations se ralentiront sans doute en même temps que la demande intérieure. Au total, l'économie polonaise devrait retrouver progressivement un rythme d'expansion plus lent mais plus viable, avec une croissance moyenne du PIB proche de 5 pour cent cette année et l'an prochain et un retour progressif de la hausse des prix à la consommation au-dessous de la barre des 10 pour cent. Les perspectives pour les créations d'emplois et le chômage restent toutefois peu brillantes du fait de l'arrivée sur le marché du travail de nombreux jeunes en fin de scolarité.

*... d'où un ralentissement
de la croissance et de l'inflation*

Le principal risque attaché à ces prévisions découle d'un changement d'attitude possible sur les marchés. Actuellement, les participants au marché sont rassurés par les résultats généralement bons de l'action gouvernementale et par l'importance des réserves de devises. Néanmoins, le déséquilibre de balance courante de plus en plus marqué et l'ouverture des marchés de capitaux aux non-résidents pourraient entraîner une instabilité temporaire des marchés, notamment du marché des changes. Un tel changement d'attitude pourrait conduire à une baisse du taux de change et à un renforcement de l'inflation et, éventuellement, à une hausse des taux d'intérêt et à un ralentissement de la croissance de la production en termes réels.

*L'instabilité du marché
financier demeure
un risque potentiel*

Portugal

L'activité économique vers la fin de 1999, dynamisée par une reprise des exportations et étayée par la vigueur de l'investissement et de la consommation. Le chômage a continué de reculer et l'inflation est demeurée stable. La croissance de la production pourrait atteindre environ 3½ pour cent en 2000 et 2001, l'expansion des exportations compensant largement un ralentissement progressif de la demande intérieure. Le déficit de la balance courante semble devoir se creuser jusqu'à 10 pour cent du PIB en 2000, sous l'effet d'une accélération des importations et d'une détérioration des termes de l'échange. L'inflation des prix à la consommation va sans doute s'accroître dans les secteurs abrités car le marché du travail reste tendu.

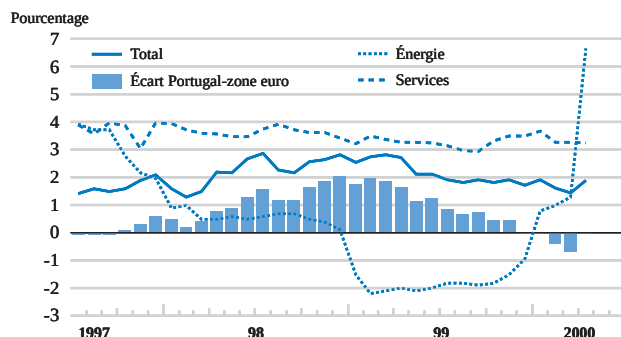
Prévenir une intensification des pressions sur les prix et les salaires exige des objectifs plus ambitieux en matière d'assainissement des finances publiques et une accélération des réformes structurelles. Une forte progression des recettes a permis une nouvelle réduction du déficit budgétaire malgré des dépassements de dépenses répétés. Cependant, si l'on ne s'attaque pas aux causes structurelles de ces dépassements, les objectifs budgétaires pour 2000 et 2001 ne seront probablement pas atteints sans nouvelles mesures de politique budgétaire et ce d'autant plus que de nouvelles hausses des taux d'intérêts sont prévisibles.

L'expansion de la production s'est accélérée mais l'inflation est restée modérée

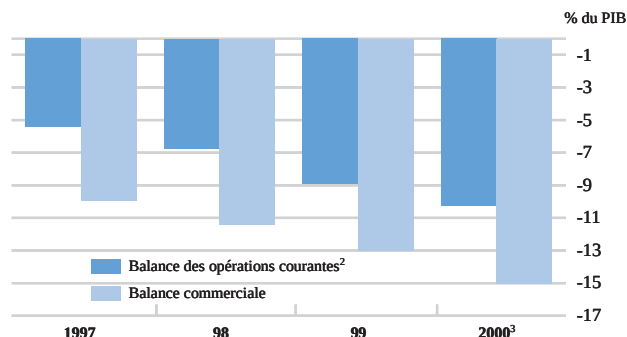
L'économie est entrée dans sa septième année de croissance, avec toutes les composantes de la demande globale en forte expansion. Les dépenses de consommation et d'investissement sont restées dynamiques, soutenues par une hausse du revenu disponible et la rapide expansion du crédit intérieur. Après une pause au début de 1999, les exportations ont redémarré au milieu de l'année, entraînant un raffermissement de l'activité. La croissance de la production réelle est estimée à 3.1 pour cent pour l'ensemble de l'année 1999. L'expansion de l'emploi s'est accélérée, surtout dans le secteur des services, et le taux de chômage a continué de baisser, tombant à un creux de 4 pour cent au début de 2000. L'inflation des prix à la consommation est restée à peu près stable aux alentours de 2 pour cent. L'augmentation rapide des prix des services a été compensée par la baisse des prix de l'énergie jusqu'en avril 2000, car la hausse des prix internationaux du pétrole n'avait pas été répercutée sur les consommateurs nationaux avant cette date. Dans le secteur extérieur, on estime que le déficit de la balance courante s'est établi à près de 9 pour cent du PIB en 1999 du fait que la forte croissance des importations a creusé le déficit commercial.

Portugal

L'inflation reste modérée¹



Le déficit des opérations courantes se creuse



1. Indice harmonisé des prix à la consommation. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. La balance des opérations courantes est présentée selon la nouvelle méthodologie.

3. Estimation.

Sources : Banco de Portugal ; Eurostat.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards d'Esc	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	10 896.5	3.0	5.2	4.7	3.8	3.5
Consommation publique	3 045.5	2.5	3.3	3.4	3.0	2.8
Formation brute de capital fixe	3 996.2	11.3	9.5	6.5	6.3	6.0
Demande intérieure finale	17 938.2	5.1	6.1	5.1	4.4	4.2
variation des stocks ^a	83.3	0.1	0.5	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	18 021.5	5.2	6.5	5.1	4.4	4.1
Exportations de biens et services	5 191.5	8.4	9.3	5.0	9.0	8.9
Importations de biens et services	6 427.6	10.4	13.3	8.5	9.0	8.7
exportations nettes ^a	-1 236.1	-2.1	-3.5	-3.0	-1.7	-1.6
PIB aux prix du marché	16 785.3	3.7	3.9	3.0	3.6	3.4
PIB aux prix du marché en milliards d'€	83.7					
Déflateur du PIB	—	2.0	4.3	2.6	2.4	2.9
<i>Pour mémoire</i>	—					
Déflateur de la consommation privée	—	2.0	2.8	2.3	2.5	2.6
Production industrielle ^b	—	2.6	5.7	2.0	4.5	3.5
Taux de chômage	—	6.8	5.0	4.4	4.1	4.0
Taux d'épargne des ménages ^c	—	10.4	10.6	9.5	8.7	8.2
Balance des opérations courantes ^d	—	-5.4	-6.8	-8.9	-10.3	-10.5

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Indice de la production industrielle.

c) En pourcentage du revenu disponible.

d) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

Le déficit budgétaire a continué de se rétrécir

Le déficit budgétaire s'est établi, selon les estimations, à 1.9 pour cent du PIB en 1999, niveau légèrement inférieur à l'objectif. Comme les années précédentes, d'importants dépassements de dépenses, surtout dans le secteur de la santé, ont été largement compensés par le dynamisme des recettes fiscales dû à l'amélioration du recouvrement des impôts et à la vigueur de la demande intérieure. Le coût du service de la dette publique a aussi diminué légèrement du fait du remboursement de la partie plus ancienne de la dette à long terme, dont les intérêts étaient élevés. Le nouveau Programme de stabilité et de croissance prévoit une réduction du déficit budgétaire à 1.5 pour cent en 2000 et 1.1 pour cent en 2001, ce qui amènerait à l'équilibre budgétaire en 2004. Les autorités comptent que les recettes courantes augmenteront plus vite que le PIB, en raison essentiellement des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, tandis que les dépenses courantes se ralentiront. Du fait de la hausse prévisible des taux d'intérêt et étant donné que les bénéfices de la lutte contre la fraude fiscale iront probablement en diminuant, les objectifs de déficit pour 2000 et 2001 ne seront vraisemblablement pas atteints sans nouvelles mesures budgétaires, surtout si les autorités ne réussissent pas à contrôler la hausse rapide de la masse salariale dans la fonction publique et les dépassements de dépenses dans les secteurs de la santé et de la sécurité sociale.

L'activité devrait rester dynamique mais l'inflation va sans doute se renforcer

La croissance de la production pourrait s'élever à 3½ pour cent en 2000 et 2001 du fait que la demande extérieure continue de s'intensifier. Les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, tels que la construction de logements et la consommation de biens durables, connaîtront probablement un ralentissement de l'activité dans l'hypothèse

d'une hausse des taux d'intérêt dans la zone euro. Globalement, toutefois, l'expansion de la demande intérieure devrait rester forte, alimentée par la progression des revenus disponibles. Le chômage devrait se stabiliser autour de 4 pour cent jusqu'à la fin de la période couverte par les prévisions car les pertes d'emplois dans le secteur de la construction et dans les industries textiles seront largement compensées par des créations dans d'autres branches et plus particulièrement dans les services. L'inflation des prix à la consommation se renforcera probablement en raison de la hausse des prix intérieurs des produits pétroliers et d'une intensification des pressions sur les salaires due à la tension du marché du travail. Le déficit de la balance courante devrait dépasser 10 pour cent du PIB en 2000, en partie à cause de pertes des termes de l'échange.

*Les incertitudes concernent
principalement l'inflation des
salaires et des prix*

La principale incertitude intérieure attachée à ces prévisions a trait à l'évolution des salaires et des prix du fait que l'économie continue de tourner à un niveau proche de son potentiel : si les salaires augmentent plus vite que prévu, il en résultera à la fois une intensification des pressions inflationnistes dans les secteurs orientés vers le marché intérieur et une érosion de la compétitivité, ce qui aggravera encore le déséquilibre extérieur et ralentira la croissance de l'emploi.

République tchèque

Le PIB a connu une croissance modérée au deuxième semestre de 1999, sous l'effet d'un gonflement de la demande européenne d'exportations tchèques, et cette croissance marque la fin de la récession. En dépit d'une aggravation du chômage, l'inflation qui avait beaucoup reculé pendant l'année a repris une courbe ascendante au premier trimestre 2000, essentiellement en raison de la hausse des prix du pétrole. D'après les données préliminaires, la reprise n'a pas encore une large assise et en dépit d'un redressement attendu de l'investissement, la demande intérieure ne devrait augmenter que lentement en 2000 et en 2001.

Bien que l'assouplissement de la politique macroéconomique en 1999 ait contribué à la reprise de la demande intérieure, il faudrait désormais concentrer les efforts sur la restructuration de l'industrie, la réduction des désincitations au travail et le resserrement des orientations budgétaires. Pour faire en sorte que la conduite de la politique monétaire reste prudente, le gouvernement devra veiller à ce que les modifications envisagées de la loi sur la Banque nationale tchèque et de la constitution ne risquent pas de compromettre en aucune manière l'indépendance de la Banque.

Le PIB a diminué de 0.2 pour cent en 1999, avec un recul sensible au premier trimestre suivi d'un redressement. Sur l'ensemble du deuxième semestre, la croissance modérée de la consommation publique et privée a été en grande partie neutralisée par une baisse de 7.1 pour cent de l'investissement. Par ailleurs, la vigueur de la demande en provenance d'Europe de l'Ouest a favorisé la reprise de la croissance des exportations et permis de ramener le déficit de la balance des opérations courantes à 2 pour cent du PIB en 1999. Plus récemment, durant les trois premiers mois de 2000, la production industrielle a augmenté de 4.8 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente et le déficit commercial est resté pratiquement inchangé malgré l'alourdissement de la facture pétrolière.

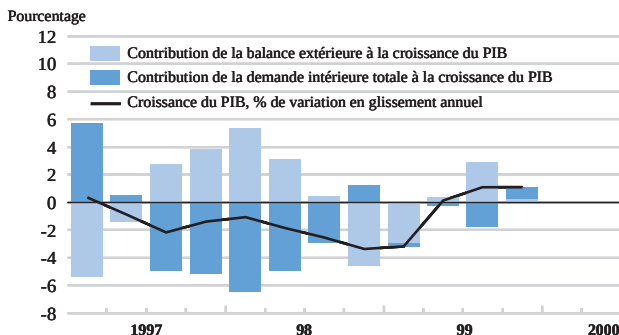
La récession est arrivée à son terme au deuxième semestre de 1999...

L'inflation, qui avait connu un net recul (elle était en moyenne de 10.8 pour cent en 1998 et est tombée en glissement annuel à 1.1 pour cent en juillet 1999), a repris une courbe ascendante à l'automne pour s'établir à 3.4 pour cent en avril 2000. Parallèlement, l'inflation nette (hausse des prix des biens et services non réglementés), de 1.7 pour cent en avril, reste inférieure à l'objectif visé par la banque centrale pour la fin de l'année, de 4.5 ± 1 pour cent. En dépit de la modération des salaires nominaux

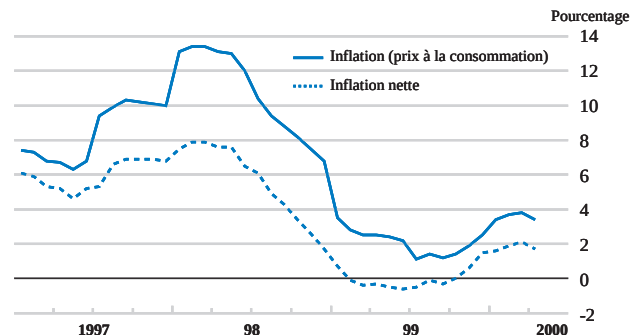
... alors que l'inflation s'accélère à nouveau après un net ralentissement, et que le chômage continue à augmenter

République tchèque

Une reprise faible



L'inflation¹ reprend



1. Pourcentage de variation en glissement annuel. L'inflation nette ne prend pas en compte l'effet des variations des prix réglementés et des impôts indirects.
Sources : Banque nationale de République tchèque et OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de KrT	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	810.7	2.1	-2.8	1.2	0.8	0.8
Consommation publique	312.5	3.6	0.6	-0.1	0.2	2.0
Formation brute de capital fixe	500.6	-4.3	-3.8	-5.5	2.2	4.5
Demande intérieure finale	1 623.8	0.3	-2.5	-1.1	1.1	2.1
variation des stocks ^a	48.9	0.0	-0.8	0.8	0.0	0.1
Demande intérieure totale	1 672.7	0.3	-3.2	-0.3	1.1	2.1
Exportations de biens et services	831.3	8.1	10.7	6.6	10.0	8.0
Importations de biens et services	931.7	7.2	7.9	5.8	8.8	7.3
exportations nettes ^a	- 100.4	0.0	1.1	0.1	0.3	0.1
PIB aux prix du marché	1 572.3	0.3	-2.3	-0.2	1.4	2.3
Déflateur du PIB	—	6.5	11.0	2.4	4.1	4.4
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	8.5	10.7	2.2	3.8	4.7
Déflateur de la consommation privée	—	7.7	9.7	2.1	3.9	4.6
Production industrielle	—	4.7	3.1	-3.1	3.0	5.0
Taux de chômage	—	4.8	6.5	8.8	10.2	10.5
Taux d'épargne des ménages ^b	—	8.3	9.3	10.3	10.2	9.6
Solde des administrations publiques ^{c,d}	—	-2.0	-2.4	-4.3	-5.9	-6.0
Balance des opérations courantes ^c	—	-6.1	-2.4	-2.0	-2.8	-2.9

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du revenu disponible.

c) En pourcentage du PIB.

d) Estimation de l'OCDE qui ajuste des données officielles afin d'accroître leur cohérence dans le temps et avec les données des autres pays.

Source: OCDE.

et de la hausse du chômage (9 pour cent au dernier trimestre de 1999), le ralentissement inattendu et considérable de l'inflation a entraîné une forte croissance des salaires réels.

La politique macroéconomique s'est nettement assouplie en 1999, ce qui a soutenu la demande, mais la restructuration du secteur bancaire a eu des effets inverses

La reprise de la demande en 1999 a été facilitée par un assouplissement sensible des politiques budgétaire et monétaire. En mai 2000, le taux des prises en pension de la Banque centrale à deux semaines s'établissait à 5.25 pour cent, soit presque le tiers du niveau de l'année précédente. Par ailleurs, sous l'effet de fortes augmentations des dépenses conjoncturelles et discrétionnaires, le déficit des administrations publiques (net des recettes de privatisations et corrigé par l'OCDE pour faciliter les comparaisons entre pays et dans le temps) a atteint 4.3 pour cent du PIB en 1999. Ce relâchement a stimulé la demande, mais le durcissement de la réglementation prudentielle et la privatisation de plusieurs banques contrôlées par l'État ont entraîné un assainissement des bilans dans le secteur bancaire et une diminution de la distribution de nouveaux crédits, provoquant une accélération du rythme des restructurations dans l'industrie et un ralentissement de la croissance globale.

La reprise devrait se raffermir en 2000 et 2001...

La reprise amorcée en 1999 devrait se renforcer légèrement cette année et l'année prochaine. D'après les prévisions, les salaires réels n'augmenteront que modérément en 2000, les entreprises cherchant à rétablir un équilibre après la hausse imprévue de l'année précédente. Si l'on y ajoute le manque persistant de dynamisme du marché du travail, la croissance de la consommation privée se trouvera freinée.

Malgré la reprise attendue des dépenses d'investissement et la vigueur relative des exportations, la croissance globale devrait être modérée et le chômage devrait continuer à augmenter, à un rythme plus lent toutefois que ces derniers mois. L'inflation devrait encore s'accélérer en raison de la hausse des prix du pétrole, des produits alimentaires et des matières premières. Elle devrait néanmoins rester modérée par rapport aux tendances passées. Si les autorités ne changent pas d'orientation, le déficit des administrations publiques devrait se creuser pour atteindre 6 pour cent du PIB en 2001.

Les performances économiques futures seront tributaires du rythme des réformes structurelles et de la rapidité de réaction de l'économie. Le recul impressionnant de l'inflation l'an dernier donne à penser que la restructuration des entreprises a sensiblement amélioré la flexibilité de l'économie. Toutefois, si le rythme des réformes marque le pas, la restructuration des entreprises pourrait s'enliser. Dans ce cas, il y aura moins de chômage et la demande sera plus soutenue à court terme, mais à long terme, il y a un risque de baisse de la productivité et de ralentissement du processus de convergence avec les niveaux de revenus des autres pays de l'OCDE. Enfin, le chômage élevé risque de devenir endémique, à moins de revoir les systèmes de prestations sociales de façon à limiter les désincitations au travail.

... mais sa résistance et sa durée dépendront du rythme des réformes sur le front de l'offre

Suède

La croissance économique a été forte en 1999 et elle s'accroîtra sans doute encore cette année. En conjonction avec une plus forte expansion des marchés à l'exportation, l'intensification de la demande sous l'effet d'une politique budgétaire expansionniste et de l'accroissement du patrimoine des ménages compensera probablement l'incidence d'un taux de change plus élevé et d'un léger durcissement des conditions monétaires. Avec une progression du PIB de près de 4½ pour cent attendue cette année, la production pourrait dépasser largement son potentiel. En 2001, il est probable que la croissance du PIB reviendra aux alentours de 3 pour cent du fait de l'apparition de contraintes de capacité, ce qui accentuera l'inflation et provoquera des pertes de parts de marché.

Comme en 1999, la politique budgétaire devrait en 2000 donner une impulsion supplémentaire à la demande intérieure. Le budget de printemps pour 2001 est en grande partie conforme aux plafonds de dépenses fixés auparavant, et les décisions d'allègements fiscaux sont reportées à l'automne. Malgré le confortable excédent budgétaire, tout allègement fiscal supplémentaire devrait être compensé par une réduction des dépenses publiques, faute de quoi la politique monétaire pourrait être mise à rude épreuve, renforçant la nécessité de relever les taux d'intérêt afin d'éviter une aggravation importante des pressions inflationnistes.

La croissance a été forte et générale en 1999...

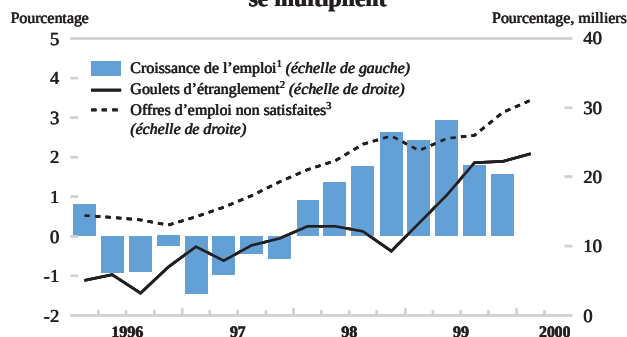
L'économie a connu en 1999 une vigoureuse expansion, fondée sur une rapide croissance de la consommation et de l'investissement privés mais aussi sur des niveaux d'importations étonnamment bas. Malgré un léger ralentissement au second semestre, l'emploi a progressé de plus de 2 pour cent sur l'ensemble de l'année, et le chômage a baissé de près de 1 point pour revenir à 5.5 pour cent à la fin de l'année. Les hausses de salaires dans le secteur privé sont restées à peu près inchangées, à un niveau tout juste supérieur à la moyenne de l'Union européenne, et l'inflation est encore inférieure aux taux enregistrés dans le reste de l'Union européenne, essentiellement du fait d'une appréciation de la couronne de plus de 10 pour cent par rapport à l'euro depuis le début de 1999. Les anticipations inflationnistes restent faibles et à la suite de l'annonce récente d'un plan de rachat d'obligations publiques, le taux d'intérêt à long terme est même tombé au-dessous des niveaux allemands.

... devrait encore s'accroître...

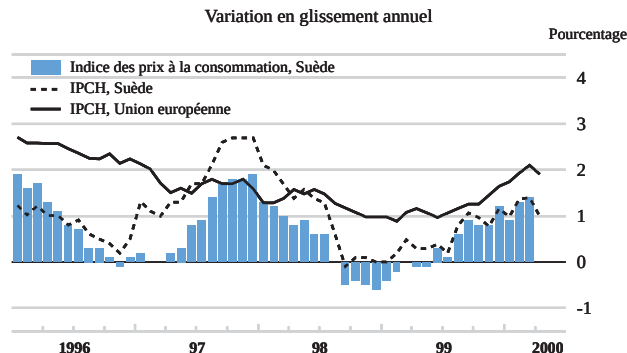
Le dynamisme de la demande intérieure en 1999 a été imputable à des conditions monétaires stimulantes et à une hausse des dépenses publiques. Dès lors, la confiance

Suède

Les goulets d'étranglement sur le marché du travail se multiplient



Mais l'inflation demeure inférieure à celle de l'UE



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Restrictions dans la production dues à la pénurie de travailleurs qualifiés. Solde des opinions en pourcentage.

3. Milliers.

Source : OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de KrS	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	884.1	1.7	2.4	4.1	5.0	4.3
Consommation publique	476.1	-1.0	2.2	1.8	-0.5	1.6
Formation brute de capital fixe	276.3	-2.2	9.4	8.1	7.0	7.4
Demande intérieure finale	1 636.5	0.3	3.5	4.2	3.9	4.2
variation des stocks ^a	2.7	0.5	0.3	-0.5	-0.2	0.1
Demande intérieure totale	1 639.1	0.8	3.9	3.6	3.6	4.3
Exportations de biens et services	685.9	13.0	7.3	5.2	9.0	5.0
Importations de biens et services	568.7	11.8	10.4	5.0	7.5	8.0
exportations nettes ^a	117.2	1.3	-0.5	0.5	1.3	-0.8
PIB aux prix du marché	1 756.4	2.0	3.0	3.8	4.4	3.0
Déflateur du PIB	—	1.2	1.3	0.5	1.0	2.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	2.2	1.0	0.7	1.1	2.2
Production industrielle	—	6.5	4.6	2.4	7.0	4.0
Taux de chômage ^b	—	8.0	6.5	5.6	4.8	4.3
Taux d'épargne des ménages ^c	—	2.0	2.4	1.6	1.0	0.2
Solde des administrations publiques ^{d,e}	—	-1.7	1.9	1.9	2.4	3.2
Balance des opérations courantes ^d	—	3.1	2.9	2.5	2.8	2.1

Note: Les données de comptabilité nationale étant basées sur des indices chaîne, il existe un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir «Sources et méthodes».

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) Fondé sur les enquêtes mensuelles sur la population active.

c) En pourcentage du revenu disponible.

d) En pourcentage du PIB.

e) Définition Maastricht.

Source: OCDE.

des consommateurs s'est raffermie et les prix des logements ont augmenté encore plus vite. La consommation privée a sans doute été encore stimulée par la forte progression des cours de bourse, qui affichaient au premier trimestre de cette année une hausse de près de 80 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Les conditions sous-jacentes de la demande sont même plus favorables cette année, malgré le récent relèvement des taux d'intérêt directeurs. Une forte expansion des marchés extérieurs et des allègements d'impôt de 12 milliards de couronnes (0.7 pour cent du PIB) devraient, par leurs effets conjugués, provoquer une nouvelle accélération des revenus disponibles réels et, finalement, des dépenses des ménages.

L'excédent budgétaire des administrations publiques devrait augmenter sensiblement cette année, à la faveur d'une forte progression des recettes de nature conjoncturelle. Toutefois, du fait des allègements fiscaux, l'excédent corrigé des influences conjoncturelles pourrait revenir de 2.1 pour cent du PIB en 1999 à 1½ pour cent cette année. Le budget de printemps pour 2001 tel qu'annoncé, sur lequel se fondent les prévisions de l'OCDE, maintient les dépenses juste dans la limite des plafonds fixés précédemment, ce qui devrait permettre à l'excédent corrigé des influences conjoncturelles d'augmenter de près de ½ point pour s'établir à 2 pour cent du PIB l'an prochain. Cette amélioration tient principalement aux effets favorables des modifications apportées précédemment aux politiques et pratiques du marché du travail concernant le chômage structurel, et elle implique que et le solde

*... avec une politique
budgétaire toujours
expansionniste...*

effectif pourrait dépasser 3 pour cent du PIB. Cependant, une décision au sujet de l'opportunité de réduire encore les impôts sera prise à l'automne.

... ce qui aggrave le risque de surchauffe

Avec une croissance du PIB de près de 4½ pour cent attendue cette année, un important écart positif de production devrait apparaître et le chômage pourrait rester inférieur à son niveau structurel. Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée se généralisent, mais on est loin des niveaux atteints précédemment. En outre, le nombre des nouvelles offres d'emploi et des offres non satisfaites est en forte hausse. Ces tensions risquent de s'aggraver durant la période couverte par les prévisions, ce qui contribuera à accélérer la hausse des salaires en 2001, année où aura lieu le prochain cycle de négociations salariales pour le secteur privé.

Dans ces conditions, la politique monétaire est appelée à se durcir...

Dès lors, la politique monétaire va sans doute se durcir. On a retenu comme hypothèse une hausse de 2 points des taux d'intérêt à court terme, qui s'établiraient ainsi à 5¾ pour cent à la fin de l'année prochaine, de sorte que l'écart par rapport aux pays de la zone euro se creusera de ½ point. De ce fait, et à cause également de l'apparition de contraintes de capacité – se traduisant par des pertes de marché pour les producteurs suédois, tant en Suède qu'à l'étranger – la croissance du PIB devrait se ralentir à 3 pour cent l'an prochain. Cependant, même si le ralentissement de l'activité n'est peut-être pas assez marqué pour empêcher l'écart de production de s'accroître, il est probable que l'accélération de l'inflation ne sera pas forte au point que le taux d'inflation dépasse le milieu de la fourchette d'objectif de 1 à 3 pour cent fixée par la Banque centrale. La balance courante restera sans doute largement excédentaire mais une dégradation de 3¼ de point de PIB est prévisible au cours de la période considérée.

... mais l'incertitude est grande

Une incertitude considérable entoure le degré de surchauffe que l'économie pourrait connaître, surtout en 2001. La production potentielle pourrait être supérieure au niveau évalué dans les prévisions de l'OCDE. En revanche, un repli de la couronne ou une détente de la politique budgétaire pourrait intensifier encore les pressions sur la demande.

Suisse

L'économie s'est redressée vigoureusement au second semestre de 1999 après quatre trimestres d'atonie, grâce à une vive expansion des exportations et au dynamisme de la consommation des ménages. De nombreux indicateurs suggèrent une activité toujours forte en 2000, soutenue par une expansion marquée des marchés d'exportation et un climat économique globalement favorable. Le taux de chômage pourrait tomber à son niveau le plus bas, d'environ 1¼ pour cent, l'an prochain, tandis que l'inflation restera sans doute inférieure au plafond de 2 pour cent fixé par la Banque nationale.

La reprise économique étant encore récente et l'inflation peu élevée, les autorités monétaires devraient tenir compte de l'absence de tension existant dans l'économie. La politique budgétaire devrait rester axée sur l'effacement du déficit du budget fédéral en 2001 et il faudrait mettre en œuvre la législation envisagée, qui vise à équilibrer les finances des administrations publiques sur la durée du cycle économique. Il faudrait redoubler d'efforts pour renforcer la concurrence dans les secteurs abrités afin d'accroître la productivité totale des facteurs et de permettre une croissance plus forte.

Le PIB réel s'est accru à un taux annuel de 3¼ pour cent au second semestre de 1999, tiré par une croissance des exportations de biens et de services supérieure à 10 pour cent et étayé par la vigueur de la consommation et de l'investissement fixe des ménages. Un aspect nouveau de la reprise est le redressement, attendu depuis longtemps, de l'investissement dans le secteur de la construction, qui avait freiné la croissance économique pendant la majeure partie des années 90. Les tout derniers indicateurs laissent entrevoir un dynamisme continu de la demande intérieure et extérieure en 2000, l'indicateur conjoncturel prospectif de l'Institut KOF/ETH étant à son niveau le plus élevé depuis la fin des années 80.

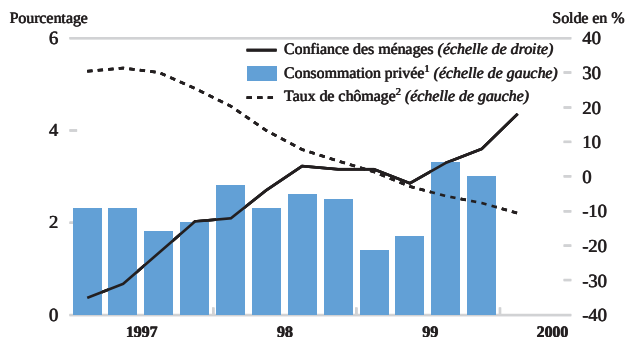
Une reprise économique généralisée est en cours, tirée par une vigoureuse expansion des exportations

La croissance de l'emploi s'est accélérée à la fin de 1999 après deux trimestres de quasi-stagnation. Le taux de chômage déclaré est tombé à 2 pour cent de la population active au printemps 2000, mais des indicateurs plus larges – qui tiennent compte aussi des demandeurs d'emploi participant à des programmes en faveur du marché du travail – laissent penser que le sous-emploi est beaucoup plus élevé. Malgré une légère intensification de l'inflation générale, la hausse des prix hors énergie sur douze mois reste inférieure à 1 pour cent, ce qui correspond à peu près à l'inflation des prix à la production pour les biens d'origine intérieure.

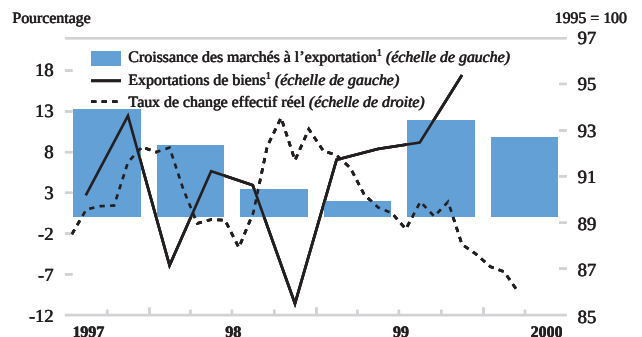
Le chômage a continué de baisser tandis que le noyau dur de l'inflation reste conforme à l'objectif

Suisse

La confiance des ménages se raffermir



L'environnement extérieur s'améliore



1. Données désaisonnalisées en volume. Pourcentage de variation par rapport à la période précédente, en taux annuels.

2. En pourcentage de la population active.

Sources : KOF/ETH ; OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants milliards de FS	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	219.8	1.3	2.3	2.2	2.2	2.2
Consommation publique	56.6	0.6	-0.2	0.3	0.7	-0.2
Formation brute de capital fixe	73.9	1.5	4.4	3.7	4.8	5.4
Demande intérieure finale	350.3	1.2	2.4	2.3	2.7	2.7
variation des stocks ^a	0.5	0.1	1.7	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	350.8	1.3	4.1	2.1	2.7	2.6
Exportations de biens et services	131.5	9.0	4.6	4.4	7.7	7.2
Importations de biens et services	116.4	8.1	9.4	5.3	7.3	7.0
exportations nettes ^a	15.0	0.4	-2.0	-0.5	0.0	0.0
PIB aux prix du marché	365.8	1.7	2.1	1.7	2.8	2.6
Déflateur du PIB	—	-0.1	0.2	0.7	1.4	1.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	0.6	-0.3	0.4	1.6	1.8
Production industrielle	—	4.7	3.5	2.0	2.5	3.2
Taux de chômage	—	5.2	3.9	2.7	2.0	1.8
Balance des opérations courantes ^b	—	10.1	9.3	11.3	12.1	12.4

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

Les conditions monétaires se resserrent...

La Banque nationale suisse (BNS) a abandonné le système de fixation d'objectifs pour la base monétaire, qui était devenu instable, et a adopté, à la fin de 1999, un système de fixation d'objectifs en matière d'inflation, le taux Libor à trois mois pour le franc suisse étant le principal instrument d'intervention. Compte tenu des possibles conséquences inflationnistes de la reprise actuelle, la BNS a relevé sa fourchette d'objectifs pour le Libor, la portant de 1¼-2¼ pour cent au départ à 2½-3½ pour cent, en deux étapes, en février et mars 2000, tout en annonçant son intention de maintenir le taux effectif proche du centre de cette fourchette. Les prévisions ci-dessous sont fondées sur l'hypothèse d'un nouveau durcissement des conditions monétaires, correspondant à peu près aux mesures prises par la Banque centrale européenne et compatible avec l'hypothèse de taux de change constant.

... tandis que l'assainissement budgétaire se poursuit

Le déficit budgétaire de la Confédération s'est établi à ¾ pour cent du PIB en 1999 et il est censé tomber à ½ pour cent en 2000, celui des administrations publiques semblant devoir représenter 1¼ pour cent du PIB. Les résultats budgétaires de la Confédération ayant été meilleurs que prévu en 1999 et les perspectives économiques étant plus favorables qu'au moment de l'établissement du budget, le déficit fédéral pourrait finalement se révéler nettement plus bas. Dans ces conditions, il est fort probable que le budget fédéral sera en équilibre en 2001.

La reprise, après une décennie de croissance ralentie, pourrait combler l'écart de production

La reprise économique touchera sans doute tous les secteurs. Les dépenses des ménages resteront probablement importantes en raison de l'amélioration des revenus disponibles réels et du niveau élevé de la confiance des consommateurs lié à l'évolution favorable sur le marché du travail. Les exportations sont dopées par une accélération de l'expansion des marchés extérieurs et par des gains de compétitivité-prix et cela devrait conduire à un redressement de l'investissement des entreprises. L'activité de construction sera alimentée par de grands projets publics (chemins de fer, tunnels

dans les Alpes). Cependant, du fait de la forte pénétration des importations, la croissance du PIB ne dépassera peut-être pas 2¾ pour cent au cours des deux années à venir. Le taux de chômage ne baissera sans doute guère davantage compte tenu de l'accroissement conjoncturel attendu de la population active et de réductions des programmes en faveur du marché du travail. Il est donc probable que l'écart de production sera éliminé en 2001, ce qui est compatible avec un taux d'inflation au-dessous du plafond de 2 pour cent fixé par la BNS.

L'évolution de l'état d'esprit des marchés des changes au sujet de la valeur du franc suisse et les conséquences à en attendre pour la compétitivité internationale de l'économie restent un élément d'incertitude majeur dans ces prévisions. Un franc plus faible pourrait donner aux exportations une impulsion plus forte que prévu, tandis qu'une appréciation du taux de change aurait un effet modérateur sur le secteur exposé de l'économie.

*Le taux de change demeure
la principale source
d'incertitude*

Turquie

La Turquie a subi une grave récession en 1999, les répercussions de la crise financière mondiale venant s'ajouter aux conséquences des tremblements de terre d'août et de novembre. Ces épreuves sont en voie d'être surmontées. La confiance des marchés s'est raffermie sous l'effet d'un programme rigoureux de lutte contre l'inflation établi en accord avec le Fonds monétaire international, entraînant une forte baisse des taux d'intérêt réels. En outre, les efforts de reconstruction après les tremblements de terre et les conditions extérieures plus favorables devraient permettre à la Turquie de connaître une reprise de la production dans les deux ans qui viennent, bien que le rythme de cette reprise risque d'être ralenti par les coûts à court terme de la transition vers un régime de faible inflation.

Pour que la stratégie de désinflation soit crédible, il convient de durcir fortement les conditions budgétaires afin de stabiliser la dette publique. Les progrès accomplis en matière de réformes structurelles au niveau des banques, de l'agriculture, de la sécurité sociale et des entreprises d'État sont des éléments essentiels pour une véritable maîtrise des dépenses et il faut poursuivre les efforts si l'on veut trouver un remède durable à l'inflation chronique.

La récession de 1999 a été grave

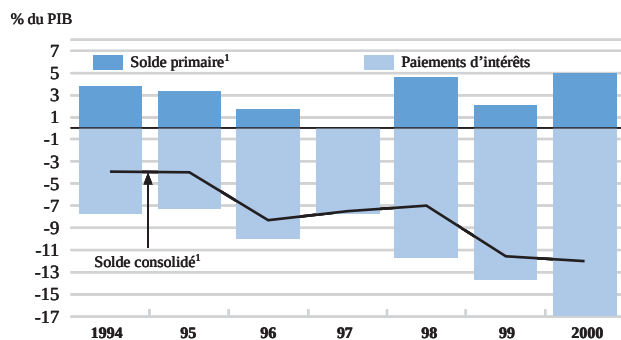
Le PIB réel a baissé de 5 pour cent en 1999, sous l'effet d'une série de chocs négatifs. Les taux d'intérêt réels extrêmement élevés à la suite de la crise sur les marchés financiers mondiaux ont continué à encourager les placements financiers en titres d'État, au détriment de l'investissement et de la consommation réels. La perte totale de production imputable aux tremblements de terre, qui ont touché les régions constituant le centre industriel du pays, représente probablement de ½ à 1 point de PIB, tandis que les revenus du tourisme s'effondraient. En dépit de la faiblesse de l'activité économique, l'inflation mesurée par les prix à la consommation s'est accrue à partir du milieu de 1999, atteignant un pic d'environ 70 pour cent en février 2000, avant de baisser à nouveau.

Les marchés ont réagi favorablement au programme du Fonds monétaire international

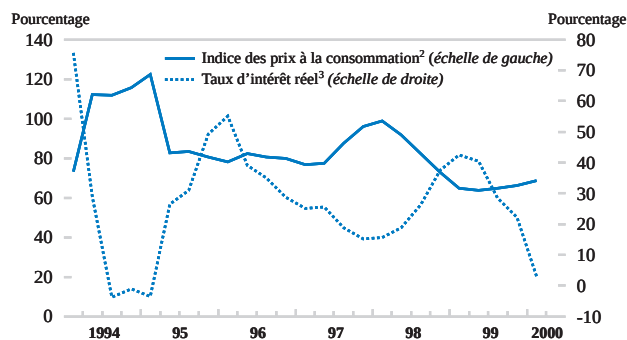
La confiance du marché a été stimulée par l'accord conclu avec le Fonds monétaire international sur un programme ambitieux, qui est entré en vigueur cette année, et dont l'objectif est de parvenir à une inflation de moins de 10 pour cent avant 2002. Les politiques monétaire, des prix, et des revenus constituent le point d'ancrage nominal des anticipations d'inflation, puisque le rythme d'ajustement de la parité

Turquie

Le solde primaire augmente



Les taux d'intérêt réels ont baissé



1. Définition des autorités turques, non compris les recettes provenant des privatisations. Objectif officiel pour 2000.

2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

3. Taux d'intérêt à court terme ajusté d'après l'indice des prix de gros ; en janvier 2000, un cadre prospectif a été adopté pour les anticipations inflationnistes.

Sources : State Planning Organisation ; OCDE.

Demande, production et prix

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	prix courants mille milliards de LT	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1987)				
Consommation privée	9 938	8.4	0.6	-3.1	3.0	4.5
Consommation publique	1 709	4.1	7.8	6.5	4.3	4.0
Formation brute de capital fixe	3 706	14.8	-3.9	-16.0	10.6	8.1
Demande intérieure finale	15 353	9.9	-0.2	-6.0	5.0	5.4
variation des stocks ^a	- 80	-0.9	0.9	2.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	15 274	9.0	0.6	-4.0	4.9	5.3
Exportations de biens et services	3 182	19.1	12.0	-7.0	10.0	4.5
Importations de biens et services	4 111	22.4	2.3	-3.7	11.5	8.5
exportations nettes ^a	- 928	-1.9	2.6	-0.9	-1.0	-1.7
erreur d'estimation ^a	427	-0.1	-0.1	0.1	0.0	0.0
PIB aux prix du marché	14 772	7.5	3.1	-5.0	4.2	3.9
Déflateur du PIB	—	81.5	75.7	56.0	52.0	21.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur de la consommation privée	—	82.1	83.0	60.7	53.8	20.2
Taux de chômage	—	6.4	6.3	7.3	7.2	7.2
Balance des opérations courantes ^b	—	-1.3	1.1	-0.9	-2.3	-2.1

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source: OCDE.

mobile, les prix du secteur public, les loyers, le salaire minimum (qui concerne une grande partie de la population active) et les salaires des fonctionnaires sont tous indexés sur l'objectif d'inflation. A la suite de l'accord passé avec le Fonds monétaire international (FMI), les taux d'intérêt intérieurs ont baissé fortement, revenant d'environ 90 pour cent en novembre 1999 à moins de 40 pour cent au début de l'année 2000, ce qui reflète une révision à la baisse des anticipations d'inflation et une forte chute des primes de risque.

Le budget 2000 intègre une correction budgétaire de quelque 6½ pour cent du PIB par rapport à la projection de référence (sans changement de politique et compte tenu des coûts du tremblement de terre), l'excédent primaire en proportion du PIB devant passer à 5 pour cent (4 pour cent selon la définition du FMI). Même dans ces conditions, le déficit consolidé atteindra 12 pour cent du PIB cette année, étant donné que les paiements d'intérêts représenteront 17 pour cent du PIB. L'incidence budgétaire positive des baisses récentes des taux d'intérêt ne se fera sentir qu'en 2001. Grâce au programme de privatisation accéléré qui devrait rapporter 7.5 milliards de dollars à l'État, la dette devrait néanmoins se stabiliser après avoir grimpé de 44 à 58 pour cent du PIB en 1999. Les réformes structurelles ont jeté les bases d'un meilleur contrôle des dépenses, et des mesures importantes ont été prises au niveau de la sécurité sociale, de l'agriculture et des banques détenues par l'État.

L'inflation devrait diminuer régulièrement, mais des augmentations dans certaines catégories de salaires et de prix ainsi que les retombées de l'inflation élevée des premiers mois de l'année laissent penser que l'objectif de 25 pour cent de hausse des prix à la consommation à la fin de l'année ne sera probablement pas atteint avant le début 2001. La Turquie devrait parvenir à ramener son inflation à moins de 10 pour

Le programme prévoit un fort durcissement des conditions budgétaires

Mais la croissance sera soutenue par la baisse des taux d'intérêt réels, au fur et à mesure de la désinflation

cent au cours de l'année 2002. La croissance de la production devrait prendre son essor grâce à la baisse des taux d'intérêt et aux effets positifs de la reconstruction (qui devrait représenter 1 point de croissance en 2000) sur les investissements. Les exportations de biens et de services vont sans doute s'accroître sous l'effet de l'accélération de l'activité mondiale, notamment avec une recrudescence des « transactions non classées » avec la Russie et une reprise du tourisme. Cependant, on prévoit des pertes de parts de marché à l'exportation et une plus forte pénétration des importations en raison d'une appréciation probable du taux de change en termes réels. Les revenus réels des travailleurs dont les salaires ont été indexés vont sans doute diminuer en 2000, mais les effets de la baisse des taux d'intérêt auront un effet positif, ce qui soutiendra la croissance de la consommation. La croissance du PIB pourrait ainsi atteindre 4 pour cent cette année et l'année prochaine. Sous l'effet d'une forte croissance des importations, le déficit de la balance des opérations courantes devrait se creuser jusqu'à environ 2¼ pour cent du PIB cette année, se réduisant quelque peu en 2001.

*L'engagement politique en
faveur du programme est
crucial*

Les principaux risques ont trait à la mise en œuvre du programme de désinflation. Ce n'est qu'en maintenant le rythme des réformes structurelles et budgétaires que l'on pourra progresser dans la réduction des anticipations d'inflation.

III. ÉVOLUTION DANS UN CERTAIN NOMBRE D'ÉCONOMIES NON MEMBRES DE L'OCDE

Les perspectives économiques dans la plupart des économies non membres se sont améliorées ces six derniers mois. Dans la majeure partie des économies dynamiques d'Asie, la reprise a été plus forte que prévu et, en Chine, la croissance économique ne se ralentit plus et devrait s'accélérer légèrement ces deux prochaines années. En Russie, l'industrie a été le moteur de la reprise, celle-ci a bénéficié également d'une hausse des prix à l'exportation, et le progrès est encourageant pour la stabilisation macroéconomique et l'assainissement budgétaire. Dans une grande partie de l'Amérique du Sud, en particulier au Brésil, la croissance paraît également s'accélérer.

Ces tendances positives devraient persister dans un proche avenir. Au total, les risques négatifs se sont notablement atténués, mais sans disparaître entièrement. C'est probablement la possibilité d'un fort ralentissement de l'économie américaine qui constitue le risque externe majeur, plusieurs économies non membres restant toutefois vulnérables face aux difficultés financières de leurs banques et entreprises.

Économies dynamiques d'Asie et Chine

La reprise économique a continué de s'amplifier dans les économies dynamiques d'Asie. C'est en Malaisie, en Thaïlande, à Singapour et, plus récemment, à Hong-Kong, Chine, qu'elle a été la plus forte. La principale exception est l'Indonésie, où la croissance a repris mais reste bien plus faible et bien plus fragile que dans les autres pays de la région. La reprise s'est appuyée en 1999 sur une vive croissance des exportations et une politique budgétaire expansionniste ; elle a été également stimulée par une reconstitution des stocks, qui a conduit à une nette accélération des importations.

La reprise économique s'accélère dans les économies dynamiques d'Asie

Les principaux paramètres économiques vont dans le sens d'une poursuite de l'expansion économique qui s'appuiera de plus en plus sur la demande intérieure privée. La consommation privée se redresse et devrait encore s'accélérer à mesure que l'emploi s'améliore sous l'effet de l'augmentation de la production. À en juger par la vigueur des marchés monétaires et des marchés boursiers dans la région, la confiance s'est nettement raffermie. L'inflation mesurée s'est légèrement accrue avec la hausse des prix du pétrole, mais l'inflation tendancielle reste relativement faible. La politique monétaire devrait donc une fois encore soutenir la croissance et les conditions monétaires pourraient encore s'assouplir si la situation financière des banques et des entreprises s'assainit suffisamment pour alléger les contraintes actuelles qui s'exercent sur la distribution du crédit. Ces facteurs représentent une base solide pour une reprise de l'investissement des entreprises, même si des prix bas dans l'immobilier et de fortes capacités excédentaires, toutefois en baisse, sont susceptibles de différer jusqu'à l'année prochaine une augmentation des investissements. Les exportations devraient rester importantes, étant donné la rapidité de l'expansion prévisible du commerce mondial. Mais la décélération des exportations et la progression des investissements se traduiraient probablement par une nette dégradation des balances courantes, qui resteront néanmoins excédentaires dans la plupart des cas.

La situation est propice à la poursuite d'une croissance fondée sur la demande privée

*Les problèmes financiers
s'atténuent progressivement*

Des progrès sensibles, mais graduels, ont encore été accomplis dans le règlement des problèmes financiers du secteur bancaire et du secteur des entreprises. En Thaïlande, où le gouvernement s'en est largement remis à une restructuration fondée sur les mécanismes du marché, les prêts improductifs ont nettement diminué, tout en restant proches de 40 pour cent pour l'ensemble du crédit bancaire à la fin de 1999. La situation s'améliore progressivement du côté de la restructuration des créances douteuses dans le secteur des entreprises et de la réduction des ratios dette/fonds propres, mais il reste beaucoup à faire. La restructuration financière se poursuit en Malaisie, les progrès étant dus en partie au fait que l'organisme public de restructuration des banques, Danaharta, a pris en charge plus d'un tiers des prêts improductifs. En Indonésie, la restructuration financière est bien moins avancée et elle continue de peser sur la reprise économique. La réforme du secteur bancaire a été freinée par divers problèmes auxquels s'est trouvé confronté l'organisme de restructuration des banques et seule une faible fraction de la dette extérieure du secteur des entreprises a été restructurée. Le coût de la restructuration financière et les mesures prises pour atténuer les conséquences sociales de la récession antérieure ont abouti à un net gonflement du déficit budgétaire et de l'endettement dans les pays ayant connu la crise qui devront opérer ces prochaines années un assainissement budgétaire de grande ampleur.

*Les risques négatifs sont
moindres, mais n'ont pas
totalement disparu*

Au total, les risques négatifs ont très nettement diminué, mais sans disparaître entièrement. Vu les paramètres fondamentaux généralement favorables et sous réserve que la restructuration financière se déroule normalement, la hausse des prix du pétrole ne devrait avoir qu'un impact négatif modéré sur la croissance réelle dans la région. Toutefois, la reprise, qui a été financée en 1999 en grande partie par des crédits commerciaux et d'autres sources externes, sera de plus en plus sensible aux reculs que pourrait subir le processus de restructuration financière, car la croissance est de plus en plus tributaire de la dépense intérieure privée. Le risque extérieur majeur est probablement un fort ralentissement éventuel de l'économie américaine, en particulier s'il se doublait d'une forte hausse des taux d'intérêt américains. Les répercussions sur les taux d'intérêt et les exportations des économies dynamiques d'Asie pourraient sensiblement freiner la reprise dans ces pays, mais n'y mettraient pas fin.

*La croissance ne se ralentit
plus en Chine...*

En Chine, la croissance a fini de se ralentir au deuxième semestre de 1999, à la faveur d'une reprise de la consommation et des échanges nets de marchandises. A en juger par un certain nombre d'éléments, la croissance pourrait connaître actuellement une légère accélération. La consommation a commencé récemment de se redresser, comme le montre l'augmentation des ventes au détail. Cette reprise traduit une plus forte croissance des revenus réels, qui tient en partie à une hausse des prestations sociales et à un relèvement de la rémunération des fonctionnaires. La rentabilité déclarée des entreprises s'est améliorée en 1999 pour la première fois depuis 1996. L'investissement des entreprises autres que les entreprises d'État a également amorcé un redressement. La baisse des prix se ralentit depuis le milieu de 1999. Après s'être repliées en 1998 et durant la première moitié de 1999, les exportations chinoises ont augmenté fortement à partir du deuxième semestre de 1999, grâce à une vive croissance de la demande au niveau mondial et, encore davantage, au niveau régional.

*... et la croissance du PIB réel
devrait s'accélérer
légèrement...*

La croissance du PIB réel devrait s'accélérer légèrement en 2000-2001, pour atteindre 7.5 à 8 pour cent, grâce à une nouvelle progression de la consommation, à une politique budgétaire expansionniste et à des exportations toujours en hausse. Les taux d'intérêt réels devraient diminuer, les prix cessant de baisser. En plus de l'aug-

mentation des dépenses publiques au titre des dispositifs de sécurité sociale, le gouvernement émettra 100 milliards de yuan (environ 12 milliards de dollars) d'obligations extrabudgétaires destinées à financer des projets d'infrastructure, surtout dans les régions occidentales sous-développées, et à financer également une amélioration technique des entreprises d'État.

A condition que la demande extérieure reste vigoureuse, la croissance des exportations se maintiendra. Toutefois, les importations devraient continuer d'augmenter rapidement, sous l'effet des dépenses publiques pour les infrastructures et de l'accroissement des investissements des entreprises. La solide croissance des exportations, constituées essentiellement de biens transformés utilisant les importations, gonflera également les importations. L'excédent de balance courante devrait s'amoindrir au cours de la période considérée, le solde restant néanmoins positif. L'attente

... la situation restant favorable du côté de la balance des paiements

— Tableau III.1. Prévisions pour un certain nombre d'économies d'Asie^a —

	1998	1999	2000	2001
Chine				
Croissance du PIB réel	7.8	7.1	7.7	7.9
Croissance de la demande intérieure	7.9	7.6	7.8	8.2
Inflation	-2.5	-2.9	-1.0	0.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	29.3	13.5	10.7	7.4
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	3.1	1.4	1.0	0.6
Hong-Kong, Chine				
Croissance du PIB réel	-5.1	2.9	5.2	5.5
Croissance de la demande intérieure	-8.5	-2.2	5.9	6.1
Inflation	2.6	-3.3	-0.5	1.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	0.8	7.0	5.8	4.6
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	0.5	4.2	3.3	2.5
Indonésie				
Croissance du PIB réel	-13.2	-0.5	3.0	4.2
Croissance de la demande intérieure	-17.2	-3.0	2.8	6.2
Inflation	60.0	20.0	2.6	5.0
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	4.0	6.5	8.0	4.5
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	4.6	5.0	5.7	3.0
Malaisie				
Croissance du PIB réel	-7.5	5.1	6.2	6.0
Croissance de la demande intérieure	-25.2	2.1	8.2	8.2
Inflation	5.3	0.0	2.5	3.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	9.6	12.6	11.7	9.0
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	13.8	16.6	14.3	10.0
Philippines				
Croissance du PIB réel	-0.5	3.0	3.5	3.7
Croissance de la demande intérieure	-7.5	-1.7	5.5	5.5
Inflation	9.4	7.0	5.0	5.0
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	1.4	7.2	5.7	3.3
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	2.1	9.7	6.1	3.9
Thaïlande				
Croissance du PIB réel	-10.0	4.2	5.5	6.1
Croissance de la demande intérieure	-26.2	5.0	7.8	8.0
Inflation	8.1	0.0	2.0	3.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	14.2	11.2	8.9	6.9
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	12.5	8.6	6.5	4.6

a) Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente. L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation, sauf pour la Chine, où elle est mesurée par la variation de l'indice des prix de détail. Les estimations de la balance courante de Hong-Kong, Chine, correspondent aux exportations nettes des biens et services dans l'optique de la comptabilité nationale et excluent de ce fait les revenus d'investissements et les transferts.

Source : Les chiffres pour 1999 sont des données préliminaires provenant de sources nationales ou d'estimations de l'OCDE. Les chiffres pour 2000 et 2001 sont des prévisions de l'OCDE.

d'une accession prochaine de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait entraîner une augmentation des entrées d'investissements directs, qui ont diminué l'an dernier.

*Les réformes structurelles
se poursuivront...*

Il faut s'attendre à ce que le gouvernement redouble d'efforts ces prochaines années dans la réforme d'un secteur des entreprises d'État en difficulté, d'un secteur financier fragile et d'un système de sécurité sociale encore embryonnaire. Les résultats des entreprises d'État se sont améliorés l'an dernier grâce à plusieurs mesures : une nette réduction des capacités excédentaires et des sureffectifs dans les secteurs clés, l'annulation de dettes et la conversion de créances en fonds propres dans le cas des grandes entreprises d'État, la baisse régulière des taux d'intérêt, la campagne anti-coulage et la cessation d'activité d'un grand nombre d'entreprises d'État les moins performantes. Cette année, les autorités continueront d'accélérer la réforme des entreprises d'État grandes et moyennes, le but étant que la majorité d'entre elles retrouvent une situation de rentabilité en 2001. Les opérations de rationalisation et de restructuration du secteur des entreprises d'État devraient également s'accélérer, le gouvernement ayant annoncé en septembre 1999 que l'État se retirerait de la plupart des industries, sauf celles jugées stratégiques pour l'économie. L'entrée prévisible de la Chine à l'OMC donnera un élan supplémentaire aux réformes, car les entreprises d'État et les banques devront se préparer à une plus vive concurrence étrangère.

*... mais il faut progresser
assez vite*

A plus long terme, les résultats macroéconomiques de la Chine seront très largement fonction du succès des réformes structurelles en cours et d'une croissance soutenue des composantes de l'économie autres que les entreprises d'État. Malgré les progrès accomplis à ce jour, le secteur des entreprises d'État demeure assailli de nombreuses difficultés et les performances des autres entreprises se sont elles aussi sensiblement dégradées. En même temps, il faut que les réformes donnent des résultats assez rapidement, de manière à ne pas devoir prolonger à l'excès la relance budgétaire. Sinon, vu le gonflement rapide de la dette publique (bien qu'à moins de 20 pour cent du PIB l'endettement soit faible par rapport à d'autres pays), les lourdes charges que devrait créer l'apurement des prêts improductifs des banques et la nécessité de mettre en place un système complet de sécurité sociale, la viabilité budgétaire pourrait peser lourdement sur la croissance réelle et sur le processus de réforme.

Fédération de Russie et Europe centrale et orientale

*L'économie russe présente
encore des signes de reprise et
d'expansion industrielle*

Les signes d'une reprise et d'une expansion industrielle restent apparents pour l'économie russe. Un grand nombre de branches tournées vers l'exportation et le remplacement des importations ont tiré avantage de l'affaiblissement du rouble et, depuis la deuxième moitié de 1999, de la hausse des prix du pétrole et de quelques autres grandes exportations. Bien que la croissance de 1999 puisse s'expliquer dans une large mesure par la reprise après une année 1998 particulièrement mauvaise, les données préliminaires indiquent une accélération du redressement depuis la fin de 1999 et le début de 2000, tendance que confirment également les enquêtes de conjoncture. La production industrielle a augmenté de 10 pour cent au premier trimestre 2000 par rapport à la même période de 1999.

Tout en restant à un niveau déprimé, les revenus réels et la demande intérieure ont connu un certain redressement depuis le dernier trimestre de 1999 et pourraient maintenant contribuer à l'évolution à la hausse de la production. L'alimentation et les industries légères ont enregistré une croissance particulièrement forte durant la deuxième moitié de 1999 et le commerce de détail a également augmenté en volume. L'investissement n'a pas autant progressé que la production, bien que les estimations officielles récemment révisées dénotent une reprise partielle de l'investissement fixe en 1999, qui s'est produite pour l'essentiel au deuxième semestre de l'année. Le retour à la rentabilité d'un certain nombre d'entreprises industrielles n'est peut-être pas dû uniquement à l'affaiblissement du rouble et à la vigueur des prix à l'exportation, mais aussi à des prix intérieurs étroitement encadrés dans le secteur de l'énergie et des transports, ce qui laisse subsister des doutes quant à la qualité et la durabilité de la croissance actuelle dans l'industrie.

La demande et l'investissement intérieurs se redressent progressivement, mais des zones d'ombre subsistent

La situation est encourageante sur le plan de la stabilisation macroéconomique. Après la très forte inflation du deuxième semestre de 1998 et du début de 1999, la hausse mensuelle des prix à la consommation a été en moyenne inférieure à 2 pour cent entre mars 1999 et mars 2000. Bien que le niveau des réserves de devises, faible en valeur absolue, et l'ampleur du service de la dette témoignent d'une fragilité persistante, les réserves brutes de la Russie en or et devises ont commencé de s'accroître, en passant de 11 milliards de dollars environ au cours des trois premiers trimestres de 1999 à plus de 16 milliards en avril 2000. Parallèlement, la position de la balance des opérations courantes s'est très nettement renforcée, essentiellement grâce à une forte contraction des importations après la dépréciation du rouble. L'excédent des opérations courantes atteignait 25 milliards de dollars en 1999, contre 2 milliards en 1998.

L'évolution est encourageante pour la stabilisation macroéconomique et la position de la balance des opérations courantes s'est renforcée

Le relèvement des taxes à l'exportation et la progression des rentrées de TVA par rapport à l'ensemble des recettes ont permis de dépasser nettement les objectifs fixés dans la loi de finances de 1999 pour la collecte de l'impôt et les recettes budgétaires (de trésorerie) au niveau fédéral. Tout en dépensant davantage que le prévoyait le budget, l'État fédéral est parvenu à atteindre son objectif d'excédent primaire de 2 pour cent en 1999, le déficit fédéral global s'établissant à 1.7 pour cent. L'évolution budgétaire est restée positive au début de 2000 et l'État fédéral a dégagé de fait un excédent budgétaire au premier trimestre. La situation budgétaire au niveau régional et local demeure plus problématique. En 1999, la part des recettes fiscales dans les budgets régionaux consolidés (à distinguer du budget fédéral) a diminué de 0.5 pour cent du PIB, tandis que l'on continuait de faire largement appel aux divers substituts monétaires, représentant 35 pour cent de l'ensemble des recettes fiscales.

Les objectifs ont été atteints pour l'assainissement budgétaire au niveau fédéral

Les perspectives d'ensemble pour l'économie russe paraissent plus satisfaisantes qu'elles ne l'étaient récemment. Le redémarrage de la production industrielle devrait contribuer à une nouvelle année de croissance du PIB au minimum modérée tandis que le redressement des revenus, de la demande intérieure et de l'investissement devrait se poursuivre progressivement. La reprise de la demande se traduira par une légère progression des importations en 2000, mais la hausse des prix moyens d'un certain nombre d'exportations russes devrait avoir pour effet d'améliorer encore la balance courante en 2000 par rapport à 1999. Comme les autorités russes ne souhaitent pas une appréciation nominale de la monnaie et que les possibilités d'intervention sur le marché des changes à des fins de stérilisation demeurent limitées du fait de la faiblesse des marchés de capitaux, le raffermissement de la balance courante pourrait entraîner un léger dépassement des objectifs

Les perspectives d'ensemble pour l'économie russe paraissent plus favorables

officiels d'évolution de la masse monétaire et de l'inflation. La Russie progresse dans l'amélioration de ses relations avec ses créanciers étrangers, comme en témoigne l'accord important de restructuration de la dette conclu dans le cadre du Club de Londres en février 2000. La fin des incertitudes politiques après les élections parlementaires de la fin de 1999 et l'élection présidentielle de mars 2000, se conjuguant à la reprise économique, offre la possibilité au gouvernement russe de progresser dans les grandes réformes structurelles. Les perspectives à moyen et long terme restent tributaires de ces réformes.

*La République slovaque
a connu un ajustement interne
et externe de grande ampleur...*

En République slovaque, les autorités ont redoublé d'efforts pour remédier aux graves déséquilibres des comptes budgétaires et de la balance des opérations courantes. Le déficit du budget de l'État a été légèrement inférieur à l'objectif de 2 pour cent du PIB, mais le déficit des administrations publiques a atteint près du double à cause des déficits des fonds extrabudgétaires et des organismes sociaux. La faiblesse de la demande intérieure alors même que les exportations augmentaient nettement, en particulier à destination de l'Union européenne, a entraîné une contraction spectaculaire du déficit de balance courante. L'inflation s'est accélérée avec l'assouplissement des contrôles des prix, mais les pressions inflationnistes tendanciellles demeurent peu marquées.

*... et des progrès ont été
accomplis dans
la restructuration
du secteur bancaire*

Après une série de plans d'austérité, la croissance s'est ralentie sous l'effet du recul de la consommation et de l'investissement publics, et le chômage est monté à des niveaux records. Malgré tout, la croissance du PIB pour l'ensemble de l'année a été proche de 2 pour cent. Le gouvernement sera confronté à de fortes pressions budgétaires en 2000-2001 à mesure qu'il poursuivra la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires à une croissance durable. Ces réformes concernent en particulier le secteur des entreprises et la protection sociale. Les progrès sont nets dans le secteur bancaire. Les principales banques commerciales d'État ont été recapitalisées et une forte proportion des prêts improductifs a été transférée à des organismes de

Tableau III.2. **Prévisions pour la Russie et la République slovaque^a**

	1998	1999	2000	2001
Russie				
Croissance du PIB réel	-4.9	3.2	4.0	3.0
Inflation	84.4	36.7	20.0	20.0
Chômage (définition du BIT)	13.3	12.0	11.0	11.5
Solde budgétaire consolidé (en % du PIB) ^b	-5.6	-2.0	-1.5	-1.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	2.4	25.0	35.0	16.0
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	0.5	14.0	15.4	5.7
République slovaque				
Croissance du PIB réel	4.4	1.9	2.0	3.0
Inflation ^a	5.6	14.2	10.0	8.0
Chômage	15.6	19.2	18.5	16.0
Solde budgétaire consolidé (en % du PIB) ^b	-4.8	-3.6	-4.5	-4.0
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	-2.0	-1.1	-1.1	-1.2
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-10.1	-5.6	-5.5	-5.0

a) Les données relatives au PIB sont des pourcentages de variation par rapport à l'année précédente. L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation en fin d'année.

b) Dans le cas de la Russie, ce chiffre inclut les budgets de l'administration fédérale et des administrations régionales et locales. Pour la République slovaque, il recouvre les budgets de l'administration centrale et des administrations locales ainsi que les fonds publics.

Source : Les chiffres pour 1999 sont des données préliminaires provenant de sources nationales ou d'estimations de l'OCDE. Les chiffres pour 2000 et 2001 sont des prévisions de l'OCDE.

consolidation à capitaux publics. Le gouvernement a l'intention de céder en 2000 la majorité du capital des trois grandes banques commerciales. Il lui faudra toutefois faire preuve d'une extrême détermination politique pour accomplir les réformes nécessaires qui restent à mener.

Dans les autres pays en transition, les ajustements sont également en cours. Dans les trois États baltes plus particulièrement, les séquelles de la crise monétaire russe d'août 1998 sont en voie de disparition, le redressement ne se faisant toutefois pas au même rythme partout. N'ayant guère de possibilités d'action monétaire dans le cadre d'un régime de taux de change fixe, ces pays ont dû durcir leur politique budgétaire. En conséquence, la demande intérieure ne devrait connaître qu'une lente amélioration. La croissance dans l'Union européenne imprimera un élan supplémentaire à la réorientation du commerce extérieur dont la crise russe a été le catalyseur. La situation est médiocre dans le sud-est de l'Europe. Les Balkans ont été aux prises avec l'instabilité politique découlant du conflit dans l'ex-Yougoslavie et les ressources attendues dans le cadre du Pacte de stabilité pour le sud-est de l'Europe n'atteignent pas encore l'ampleur espérée.

Les perspectives sont très variables dans les autres pays en transition

Amérique du Sud

En Amérique du Sud, la reprise amorcée à la fin de 1999 est en voie d'accélération. À l'exception de l'Argentine, où la situation reste fragile, et de l'Équateur où la crise financière n'a pas été réglée et où de grandes incertitudes subsistent quant à la viabilité du plan de dollarisation, la plupart des pays connaissent une vive reprise. L'ajustement budgétaire entrepris dans beaucoup d'entre eux et la priorité accordée aux réformes du marché du travail et à d'autres réformes structurelles ont contribué à une attitude plus favorable des marchés à l'égard de cette région. La production devrait progresser en Amérique du Sud en 2000 ; tirée par la croissance des exportations au premier semestre de 2000 et par la demande intérieure au deuxième semestre, elle devrait s'accélérer en 2001. La croissance sera sans doute modérée en 2000 (environ 2½ pour cent), parce qu'il faudra encore durcir la politique budgétaire dans la plupart des pays et que des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt s'exercent au niveau international. Le risque négatif majeur pour l'Amérique du Sud serait une réaction défavorable des marchés internationaux de capitaux, à un resserrement monétaire aux États-Unis, se doublant éventuellement d'un affaiblissement de l'activité.

La reprise est en cours en Amérique du Sud

Au Brésil, la progression des ventes d'automobiles et des opérations bancaires de trésorerie traduit une certaine reprise de la demande intérieure. La confiance des consommateurs se raffermi régulièrement depuis novembre 1999. Dans le même temps, la hausse des prix à la consommation est restée modérée autour de 7 à 8 pour cent. L'appréciation de la monnaie depuis le point bas d'octobre 1999, a contribué à atténuer les tensions inflationnistes. La balance commerciale a dégagé un excédent de 26 millions de dollars au premier trimestre de 2000, après un déficit de 816 millions de dollars au premier trimestre de l'an dernier.

Au Brésil, la croissance reprend...

Une politique monétaire prudente a également aidé à maîtriser les tensions inflationnistes. Les taux d'intérêt officiels ont diminué de ½ point pour s'établir à 18½ pour cent à la fin de mars ; c'était le premier ajustement depuis septembre 1999. Néanmoins, d'autres mesures entraînent un certain assouplissement monétaire,

... dans un contexte de stabilisation macroéconomique soutenue

notamment l'abaissement récent des réserves obligatoires des banques commerciales, qui devrait permettre d'accroître le crédit à la consommation. Les objectifs du programme budgétaire ont été atteints en 1999 et la réforme budgétaire continue d'avancer, le budget consolidé restant toutefois l'une des principales préoccupations. Le Congrès a récemment adopté deux lois de première importance : une loi de responsabilité budgétaire, qui vise à améliorer la discipline budgétaire pour les dépenses publiques au niveau des États, et une loi créant un Fonds de stabilisation, qui a pour but de ménager plus de souplesse et de faciliter les réductions de dépenses dans le budget fédéral.

Les perspectives sont globalement positives...

A la faveur d'un environnement extérieur propice, l'économie brésilienne devrait enregistrer en 2000 une croissance supérieure à 3 pour cent, s'appuyant à la fois sur des facteurs internes et des facteurs externes. L'amélioration de l'emploi, la progression des revenus réels et un certain assouplissement des conditions monétaires devront stimuler la consommation privée au deuxième semestre de l'année. La consommation et l'investissement privés devraient contribuer à une croissance du PIB de 4 pour cent en 2001. Après l'ample ajustement de 1999, la politique budgétaire pèsera moins sur la croissance cette année et l'an prochain ; dans le même temps, la diminution des paiements d'intérêts et l'accélération de la croissance rendront possible une réduction de moitié du déficit budgétaire. La vigueur des exportations devrait se traduire par des excédents commerciaux en 2000 et 2001. Mais cela ne compensera guère le lourd déficit de la balance des revenus des investissements, de sorte que le déficit de balance courante restera probablement supérieur à 3 pour cent du PIB.

... mais la situation monétaire extérieure pourrait avoir des conséquences négatives

Les aléas prévisionnels sont surtout négatifs. Sur le plan extérieur, une réaction défavorable à un durcissement de la politique monétaire aux États-Unis et en Europe, aboutissant à une forte hausse des taux d'intérêt internationaux, pourrait mettre fin à la reprise naissante et remettre en cause la viabilité des finances publiques. Sur le plan interne, un relâchement de la discipline budgétaire et l'absence de réformes à moyen et long terme, en particulier dans le domaine de la sécurité sociale, entameraient la confiance des marchés et feraient monter les taux d'intérêt. L'inflation, déjà proche du haut de la fourchette officielle, pourrait subir les effets de la hausse des prix du pétrole, du relèvement des prix administrés et de la majoration du salaire minimum de 11 pour cent en avril. Une accélération de l'inflation exigerait un resserrement de la politique monétaire qui affaiblirait la croissance.

Lente reprise économique en Argentine...

En Argentine, l'activité industrielle présente enfin certains signes de reprise, se limitant pour le moment aux secteurs tournés vers l'exportation et au secteur de l'automobile, ce dernier ayant bénéficié de la mise en place d'avantages fiscaux temporaires en cas de remplacement d'un véhicule. La demande intérieure demeure atone, les ventes au détail ayant encore reculé durant les deux premiers mois de l'année et la confiance des entreprises et des consommateurs restant médiocre. L'augmentation des prix des combustibles exerce des pressions à la hausse sur les prix dans un contexte autrement déflationniste. Le déficit commercial s'amenuise avec la montée des prix du pétrole, de fortes exportations de blé et des importations qui se situent à un faible niveau.

... avec le nouveau gouvernement qui entreprend des réformes structurelles...

Le nouveau gouvernement, entré en fonctions en décembre 1999, est parvenu à faire adopter par le Congrès le budget 2000 comportant des relèvements d'impôts. Celui-ci a récemment approuvé une réforme du marché du travail relativement modeste, actuellement examinée par le Sénat, et le gouvernement a également préparé un programme complet de réformes structurelles dans d'autres domaines. Il

Tableau III.3. Prévisions pour l'Argentine et le Brésil

	1998	1999	2000	2001
Brésil				
Croissance du PIB réel	-0.1	0.8	3.2	4.1
Inflation ^a	3.5	4.3	7.5	5.5
Solde budgétaire (en % du PIB) ^b	-8.0	-10.0	-5.0	-4.0
Solde budgétaire primaire (en % du PIB)	0.0	3.0	3.3	3.5
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	-33.6	-24.4	-21.2	-21.1
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-4.3	-4.4	-3.5	-3.3
Argentine				
Croissance du PIB réel	3.9	-3.0	2.6	3.5
Inflation ^a	0.7	-1.2	1.0	2.0
Solde budgétaire (en % du PIB) ^c	-1.4	-2.6	-1.5	-1.0
Balance des opérations courantes (en milliards de \$)	-14.5	-12.8	-13.2	-14.1
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-4.8	-4.5	-4.4	-4.5

a) Taux de croissance annuel moyen de l'indice des prix à la consommation.

b) Administrations publiques.

c) Administration centrale, à l'exclusion des reçus de privatisation.

Source : Les chiffres pour 1999 sont des données préliminaires provenant de sources nationales ou d'estimations de l'OCDE. Les chiffres pour 2000 et 2001 sont des prévisions de l'OCDE.

s'agit en particulier de modifier le régime de financement des provinces afin de renforcer la discipline budgétaire, d'assainir les comptes de la sécurité sociale, d'améliorer l'administration publique et d'intensifier la concurrence dans des secteurs comme l'énergie et les télécommunications. A l'appui de l'ensemble de la stratégie économique, un nouvel accord a été conclu avec le Fonds monétaire international en mars ; cet accord prévoit un prêt de confirmation sur trois ans d'un montant de 7.2 milliards de dollars. Le financement de la dette sur les marchés internationaux ne soulève pas de difficultés, malgré l'ampleur des besoins de financement, mais les marges de taux d'intérêt restent élevées.

En 2000, l'amélioration de la confiance des marchés et un contexte propice du point de vue de la demande extérieure devraient appuyer la reprise. Toutefois, on n'a tablé dans ces prévisions que sur une croissance relativement faible, puisque la diminution de la prime de risque pays qui pourrait résulter des réformes structurelles sera en partie compensée par la hausse des taux d'intérêt internationaux. L'alourdissement de la fiscalité devrait également freiner la consommation privée. En 2001, de moindres besoins de financement des administrations publiques devraient permettre une nouvelle baisse des taux d'intérêt intérieurs. Si l'on y ajoute une plus forte compétitivité grâce à la mise en œuvre des réformes structurelles, cela devrait aboutir à une croissance du PIB de 3½ pour cent. La principale hypothèse pour ces perspectives est une baisse progressive des taux d'intérêt intérieurs, tributaire de l'adoption en temps voulu des réformes actuellement à l'examen et d'une action déterminée du gouvernement pour la réalisation des objectifs budgétaires. Malgré le niveau déprimé et de la demande intérieure, l'ampleur du déficit de balance courante reste très préoccupante.

... qui sont fondamentales pour
les perspectives économiques

IV. LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION DANS LES INDUSTRIES DE RÉSEAU : ENSEIGNEMENTS A TIRER ET PROBLÈMES ACTUELS

Introduction

A un rythme plus ou moins soutenu selon les cas et en commençant à différentes périodes au cours des vingt dernières années, les pays de l'OCDE ont réformé la réglementation des marchés de produits, amélioré les techniques de réglementation et adapté celles-ci à l'évolution des marchés et des technologies. Les réformes ont concerné aussi bien des secteurs intrinsèquement concurrentiels (comme les transports routiers de marchandises et le commerce de détail) que des industries dites de réseau, dans lesquelles coexistent des segments non concurrentiels et des segments concurrentiels¹. Dans un certain nombre de marchés jusqu'alors restreints, l'accès et les prix ont été libéralisés. Le rôle de l'État en tant que propriétaire d'entreprises vendant des biens et services marchands a été réduit. De nouvelles réglementations ont été élaborées dans le but de promouvoir la concurrence et de veiller à ce que les objectifs relevant traditionnellement de l'intérêt public puissent être atteints dans un cadre de plus en plus concurrentiel. Les réformes de la réglementation ont visé à réduire les coûts, améliorer le bien-être du consommateur et inciter davantage les producteurs à innover.

Une réforme généralisée de la réglementation a eu lieu au cours des deux dernières décennies...

Le présent chapitre fait la synthèse des principaux enseignements que l'on peut tirer de l'expérience récente, en s'appuyant sur un ensemble substantiel de travaux d'analyse². Mettant l'accent sur les branches d'activité qui comportent des éléments de réseau fixe, il décrit quels types de réformes ont été menées dans les pays Membres et comment elles l'ont été, dans quelle mesure les objectifs ont été atteints et à quels nouveaux enjeux les pouvoirs publics se trouvent confrontés dans un marché libéralisé.

... et certaines leçons peuvent en être tirées en ce qui concerne les industries de réseau

1. Dans le présent chapitre, il faut entendre par industries de réseau les industries dans lesquelles les biens ou services ne peuvent être offerts aux utilisateurs finals qu'au moyen d'infrastructures fixes, comme les câbles téléphoniques ou électriques, les réseaux ferroviaires ou les installations aéroportuaires.
2. On trouvera une analyse plus approfondie des tendances de la réforme réglementaire, de ses effets et des questions qu'elle soulève dans Gonenc *et al.* (2000). La réforme de la réglementation dans le commerce de détail et les transports routiers a été analysée par Boylaud (2000). Des analyses détaillées de la réforme de la réglementation et de ses effets dans les télécommunications, l'électricité et les transports aériens dans les pays de l'OCDE sont présentées respectivement dans Boylaud et Nicoletti (2000), Steiner (2000) et Gonenc et Nicoletti (2000).

L'évolution de la réglementation : tendances et conséquences

Les réformes de la réglementation ont revêtu trois principales dimensions, souvent de façon simultanée : libéralisation, désengagement de l'État et élaboration de nouvelles réglementations. Dans les industries de réseau, la libéralisation et le désengagement de l'État ont surtout visé à ouvrir l'accès à des marchés jusque-là fermés par des obstacles juridiques et réglementaires et à transférer au secteur privé des activités qui étaient auparavant assurées directement par l'État. La présente section donne un aperçu de l'évolution de ces deux aspects de la réforme de la réglementation à l'échelle de la zone de l'OCDE, en s'appuyant en partie sur les données figurant dans la base de données internationale de l'OCDE sur la réglementation (voir encadré IV.1)³. Les questions concernant l'élaboration de nouvelles réglementations, plus difficiles à résumer et exigeant une analyse plus détaillée, sont examinées dans la section suivante.

Encadré IV.1. La base de données internationale de l'OCDE sur la réglementation

La base de données internationale de l'OCDE sur la réglementation est un ensemble complet d'informations comparables au niveau international sur l'état de la réglementation et les structures des marchés dans les pays de l'OCDE. Pour chaque pays Membre, la base rassemble environ 1 000 observations, aussi bien quantitatives que qualitatives. Les domaines couverts sont les réglementations macroéconomiques concernant les marchés de produits (contrôle de l'État sur les entreprises commerciales, obstacles juridiques et administratifs à l'activité d'entreprise, obstacles aux échanges et aux investissements internationaux, politiques de la concurrence) ainsi que les réglementations et structures de marché sectorielles (télécommunications, électricité, transports

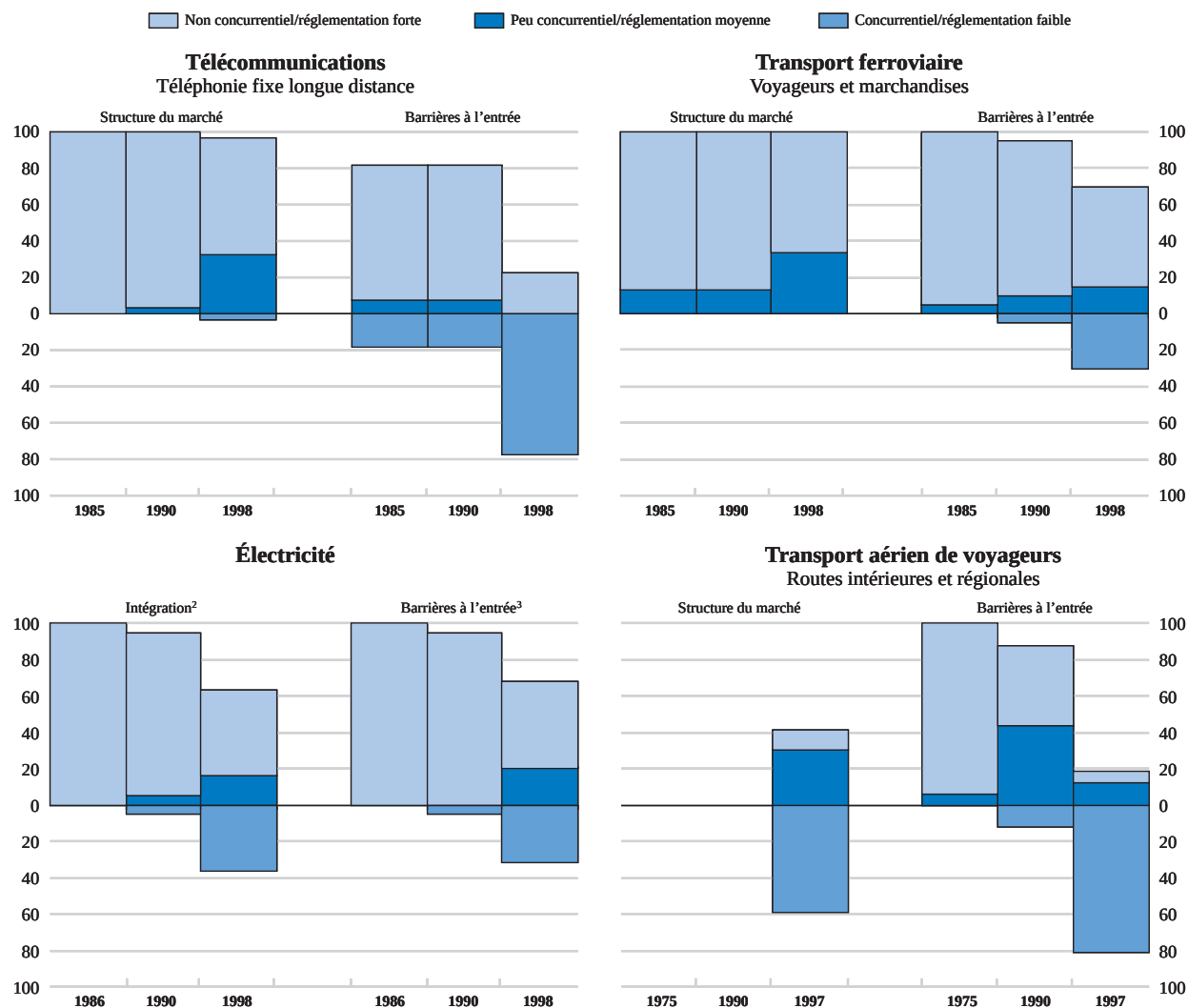
et commerce de détail). La base de données présente un « instantané » de l'état de la réglementation et des marchés en 1998, ainsi que (pour certains secteurs) des séries chronologiques concernant la réglementation et la structure des marchés au cours des 15 dernières années. Les principales sources d'information sont des réponses des pays de l'OCDE à un questionnaire spécifique, les recherches effectuées par le Secrétariat de l'OCDE et les données publiées par l'OCDE et d'autres organisations internationales. Les données rassemblées ont été vérifiées de façon approfondie par des spécialistes de l'OCDE et des gouvernements des pays Membres. La base de données sera mise à la disposition du public sur le site web de l'OCDE (www.oecd.org) au cours de l'été 2000.

Les marchés ont été libéralisés, notamment dans les transports aériens et les télécommunications...

Le graphique IV.1 montre comment les obstacles à l'entrée et les structures de marché (ou les structures industrielles) ont évolué dans les transports aériens, les télécommunications, l'électricité et les chemins de fer. Il s'agit là de branches d'activité dans lesquelles des segments non concurrentiels (infrastructures de réseau fixes) coexistent avec des segments potentiellement concurrentiels en amont ou en aval (fourniture d'intrants ou de services finaux). La libéralisation de l'accès aux segments concurrentiels de la branche d'activité est un aspect essentiel des réformes qui visent à réduire au minimum le poids de la réglementation. Les changements les plus remarquables en termes de réglementation ont eu lieu dans les transports aériens et les télécommunications. Au cours des années 90, les monopoles légaux (et les

3. On ne dispose pratiquement pas de séries chronologiques sur la réglementation. Par conséquent, seuls des indicateurs très simples peuvent être construits pour étudier l'évolution de la réglementation dans les pays de l'OCDE. Les indicateurs dynamiques utilisés ici s'appuient sur diverses sources : OCDE (1992), Boylaud et Nicoletti (2000), Steiner (2000), Gonenc et Nicoletti (2000), Conférence européenne des ministres des Transports (1998), Banque mondiale (1996) et Base de données internationale de l'OCDE sur la réglementation (voir Nicoletti *et al.* 1999).

Graphique IV.1. Libéralisation des industries de réseau dans les pays de l'OCDE

Pourcentage de pays de l'OCDE dans chaque catégorie¹

1. Le nombre de pays inclus diffère selon les secteurs et les indicateurs, allant de 15 pays dans les transports ferroviaires à 28 pays dans les télécommunications. Afin de comparer l'évolution de la réglementation dans le temps dans les pays de l'OCDE, les pays qui ont rejoint l'OCDE après 1975 ont été exclus.

2. Réglementation forte = intégration verticale ; réglementation moyenne = dégroupement vertical limité ; et réglementation faible = dégroupement vertical.

3. Dans la production d'électricité.

Source : Gonenc *et al.* (2000).

restrictions concernant les tarifs) qui existaient dans les transports aériens intérieurs et régionaux ont été supprimés dans la plupart des pays de l'OCDE⁴ et l'entrée dans le secteur des télécommunications à longue distance (nationales et internationales) a été largement libéralisée. Depuis 1998, l'accès aux télécommunications locales et mobiles est aussi libéralisé (ou limité exclusivement par spectre de fréquences) dans

4. Les marchés régionaux sont les marchés formés par des groupes de pays de l'OCDE, comme l'Union européenne ou l'Amérique du Nord. En 1998, seuls cinq pays de l'OCDE restreignaient encore l'accès à leur marché intérieur.

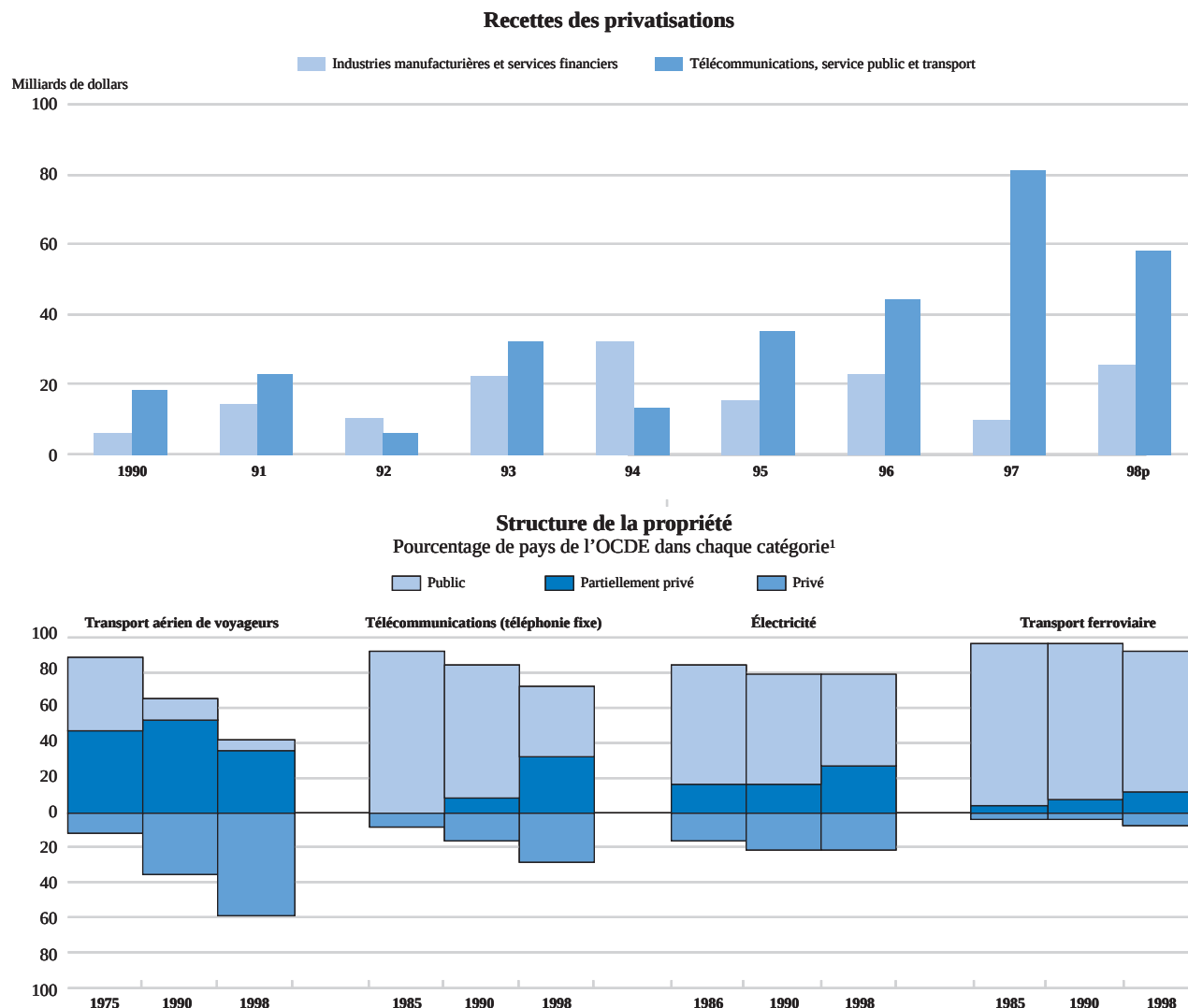
la plupart des pays de l'OCDE. Globalement, les pressions concurrentielles se sont intensifiées dans ces branches d'activité, mais le rôle des entreprises en place reste important. Ce rôle n'est pratiquement pas remis en cause dans les transports aériens internationaux (en dehors des accords régionaux), qui restent dominés par des accords bilatéraux très restrictifs en matière de services, ainsi que dans la téléphonie fixe locale, où l'accès à la boucle locale (c'est-à-dire la connexion entre l'appareil téléphonique et le central local) est encore problématique. Les changements intervenus dans les chemins de fer et l'électricité ont été plus limités. Dans le secteur de l'électricité, la libéralisation de la production s'est accompagnée dans certains pays d'une réorganisation des structures industrielles se traduisant par la séparation verticale de certains segments (production et transport, par exemple). Dans les chemins de fer, une libéralisation limitée de l'accès (notamment aux services de transport de marchandises) n'a pas encore profondément transformé la structure traditionnellement concentrée de ce marché.

... et le secteur des entreprises publiques a été réduit

Historiquement, la propriété étatique d'entreprises commerciales a servi à promouvoir des objectifs de politique publique dans des domaines d'activité concurrentiels et à remplacer (ou compléter) les règles de pleine concurrence dans les activités dont on pensait qu'elles se caractérisaient par un dysfonctionnement du marché. Les privatisations ont généralement été motivées par deux principaux facteurs. Premièrement, le rôle que l'État peut utilement jouer dans le secteur commercial a été réévalué, la conclusion étant que le champ d'activité dans lequel pouvaient opérer les entreprises publiques était plus restreint qu'on ne le pensait précédemment⁵. Deuxièmement, on a estimé que les cadres dirigeants seraient stimulés par les privatisations, y compris par la rupture des liens qui les reliaient aux responsables politiques, ce qui permettrait de réduire les pertes sèches liées à la recherche d'influence⁶. D'après certaines estimations, dans la zone de l'OCDE, le secteur des entreprises publiques aurait diminué de plus de moitié par rapport au début des années 80⁷. Après de multiples opérations de privatisation, souvent précédées et complétées par la transformation d'entreprises publiques en entreprises commerciales, les entreprises d'État n'occupent plus une place importante que dans un petit nombre de pays (voir OCDE, 1999). Comme le donne à penser le graphique IV.2, durant les années 90, les privatisations ont de plus en plus concerné des industries comportant des éléments de réseau fixe. Parmi celles-ci, on constate une réduction sensible de la propriété publique dans les transports aériens de passagers et les télécommunications, tandis que les changements intervenus dans les secteurs de l'électricité et des chemins de fer restent très limités.

-
5. Au cours des deux dernières décennies, des analyses des droits de propriété et des choix publics ont limité le champ des entreprises publiques aux situations (relativement rares) dans lesquelles *a)* les qualités inobservables d'un produit sont importantes et ne peuvent être contrôlées (*ex post*) de façon indépendante ; *b)* l'innovation en matière de produits ou de procédés n'est pas indispensable et *c)* la concurrence et le choix du consommateur sont des aspects peu importants et la réputation est un aspect négligeable (Hart *et al.* 1997).
 6. L'influence de la structure de propriété sur l'attitude des cadres dirigeants est soulignée par Shleifer (1998). Les effets des privatisations sur la capacité des groupes de pression à influencer les décisions des cadres dirigeants sont illustrés par Boycko *et al.* (1996). Foster (1992) décrit les pressions exercées sur les dirigeants des anciennes entreprises publiques au Royaume-Uni ; OCDE (1994) montre de quelle manière s'exercent les influences politiques sur les holdings publics en Italie.
 7. Megginson et Netter (1999) citent diverses sources donnant à penser que, dans la zone de l'OCDE, la part globale du secteur des entreprises publiques dans le PIB serait passée d'environ 10 pour cent à moins de 5 pour cent depuis la fin des années 70.

Graphique IV.2. La privatisation dans les pays de l'OCDE



Note : 1998p = données provisoires.

1. Le nombre de pays inclus diffère selon les secteurs et les indicateurs, allant de 17 pays dans le transport aérien de voyageurs à 26 pays dans les chemins de fer. Afin de comparer l'évolution de la réglementation dans le temps dans les pays de l'OCDE, les pays qui ont rejoint l'OCDE après 1975 ont été exclus.

Sources : Gonenc *et al.* (2000), OCDE, World Bank et SBC Warburg.

**La libéralisation a
généralement amélioré
l'efficacité et la qualité tout
en réduisant les prix...**

Les données empiriques dont on dispose sur les effets de la libéralisation et de la privatisation donnent à penser que la libéralisation a été globalement bénéfique en termes d'efficacité et de bien-être des consommateurs des pays concernés. D'après une analyse récemment consacrée, dans le cadre du Programme de l'OCDE sur la réforme de la réglementation, à des études économétriques concernant les effets de la libéralisation et du développement de la concurrence sur les performances des industries de réseau, l'efficacité de la production et la qualité des services ont tendance à augmenter et les prix ont tendance à baisser après les réformes (Gonenc *et al.*, 2000). Il semblerait aussi qu'au niveau des branches d'activité, les réformes ont tendance à

entraîner une amélioration des performances macroéconomiques, sous la forme par exemple d'une croissance plus soutenue et d'un accroissement de l'emploi. Cependant, les effets bénéfiques des réformes ont parfois été réduits par certains défauts de la réglementation concernant l'accès des concurrents aux réseaux fixes (aéroports, par exemple), par une incapacité de réduire le pouvoir de marché des entreprises en place dans les segments concurrentiels des branches concernées et par la difficulté de surmonter les problèmes techniques complexes qui se posent une fois libéralisées les conditions fondamentales d'accès (comme dans le cas de l'électricité).

*... comme l'ont fait les
privatisations, lorsqu'elles se
sont accompagnées de réformes
adéquates*

Il semblerait aussi que, globalement, les privatisations aient amélioré les performances des entreprises des industries de réseau (Gonenc *et al.*, 2000). Il est cependant difficile de faire la part des effets dus au transfert de propriété et des effets qui découlent d'une intensification des pressions du marché dans les segments concurrentiels de ces industries, car la privatisation et la libéralisation vont souvent de pair. Par ailleurs, les effets des privatisations dépendent aussi de la capacité de remplacer le contrôle direct de l'entreprise par des règles de pleine concurrence efficaces, ainsi que d'autres facteurs externes comme l'environnement juridique et les structures de gouvernement d'entreprise dans lesquels ont lieu les privatisations.

Améliorer la réglementation lorsqu'elle demeure nécessaire

*Une réglementation demeure
nécessaire dans de nombreuses
branches d'activité, mais sa
qualité peut être améliorée*

La réforme de la réglementation ne vise pas seulement à éliminer les restrictions là elles ne sont plus nécessaires, mais aussi, et surtout, à améliorer la qualité de la réglementation dans les domaines où celle-ci est inévitable (OCDE, 1997). Les industries de réseau comprennent généralement un segment qui n'est pas concurrentiel. Par exemple, la boucle locale de télécommunications, le transport et la distribution d'électricité et les réseaux ferroviaires se caractérisent tous par des économies d'échelle qui donnent lieu à un monopole naturel. La présence des caractéristiques d'un monopole naturel empêche souvent de recourir à la concurrence pour obtenir un résultat optimal pour la collectivité, si bien qu'une forme ou une autre d'intervention publique peut être souhaitable dans ces branches d'activité.

Beaucoup d'industries de réseau présentent aussi des avantages collectifs que l'industrie ne peut pas pleinement s'approprier (les « externalités de réseau »). Ces avantages apparaissent lorsque la demande de consommation du produit ou service considéré augmente avec la taille du réseau, car il est avantageux d'être connecté à un réseau plus important (télécommunications, guichets automatiques de banque, par exemple). En dépit des externalités de réseau, la concurrence peut être viable ; les marchés qui se caractérisent par des externalités de réseau peuvent comporter plusieurs entreprises⁸. Cependant, en présence de ces externalités, une industrie non réglementée peut avoir tendance à privilégier une taille de réseau inférieure à celle qui serait efficiente pour la collectivité. Les coûts collectifs liés à la non-interconnexion des réseaux peuvent être importants, et c'est pourquoi il est souvent justifié de rendre

8. Les branches d'activité qui se caractérisent par des externalités de réseau mais ne peuvent pas réaliser d'économies d'échelle sur les coûts (télécommunications par fax et par téléphone mobile, guichets automatiques de banque, par exemple) ont généralement des structures de marché relativement concurrentielles.

l'interconnexion obligatoire. Par ailleurs, la présence d'effets de réseau incite manifestement les entreprises à adopter un comportement anticoncurrentiel⁹. C'est la raison pour laquelle l'interconnexion des réseaux et les questions d'accès revêtent autant d'importance du point de vue de la politique de la concurrence (Economides et White, 1994).

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs aspects de l'approche des autorités à l'égard de la réglementation des industries de réseau ont changé. L'évolution des technologies et l'expansion de la demande ont entraîné une réévaluation des différences entre les segments concurrentiels et non concurrentiels de ces industries, tandis que l'amélioration des méthodes de réglementation a permis de circonscrire plus facilement la réglementation aux segments non concurrentiels. A mesure que les restrictions d'accès aux segments concurrentiels ont été levées, des règles ont dû être élaborées pour permettre un accès non discriminatoire et efficient aux segments non concurrentiels par de multiples prestataires de services. Lorsque la libéralisation s'est accompagnée de la scission de monopoles verticalement intégrés en plusieurs entités indépendantes (« dégroupage »), des marchés ont dû être créés pour remplacer des transactions qui avaient précédemment lieu à l'intérieur d'une même entreprise. Lorsque des objectifs (non économiques) d'intérêt public étaient poursuivis dans le cadre d'un environnement non concurrentiel réglementé, il a fallu trouver le moyen de rendre ces objectifs compatibles avec la concurrence. Enfin, lorsque des entreprises ont été privatisées ou des activités ont été sous-traitées, la réglementation découlant de la propriété étatique a dû être remplacée par une réglementation de pleine concurrence efficace. La tendance générale observée dans l'élaboration de nouvelles réglementations s'est caractérisée par : i) un recours accru aux incitations, surtout celles qui reposent sur les mécanismes du marché, et la volonté d'éviter les mécanismes susceptibles de créer des distorsions, notamment dans la tarification de l'accès aux réseaux intégrés ; ii) une préférence pour la réglementation structurelle plutôt que comportementale, visant par exemple à scinder verticalement ou horizontalement des services d'utilité publique précédemment intégrés ; iii) une réévaluation du champ des objectifs non économiques et du financement de leur réalisation ; enfin, iv) une prise en compte des conséquences économiques de la conception des mécanismes et institutions de réglementation.

Les nouvelles approches mettent l'accent sur le rôle des incitations, la nécessité d'éviter les distorsions et l'importance des mesures structurelles et de la conception des institutions

Politiques en matière d'accès et de tarification

Les gouvernements des pays de l'OCDE ont de plus en plus conscience qu'en mettant l'accent sur les incitations, il est possible de rendre la réglementation plus efficace tout en réduisant la charge qu'elle représente. C'est pourquoi les nouvelles approches réglementaires visent à accroître le volume d'informations (sur le marché et les entreprises) mises à la disposition du régulateur, ainsi qu'à encourager les entreprises réglementées à adopter des techniques de production peu coûteuses et novatrices. Deux aspects essentiels de la réglementation incitative concernent l'accès aux segments d'une industrie dans lesquels la concurrence est possible et la conception de nouvelles règles de tarification dans les segments où le pouvoir de marché reste important.

L'accent sur les incitations peut améliorer l'efficacité de la réglementation et réduire au minimum la charge qu'elle représente

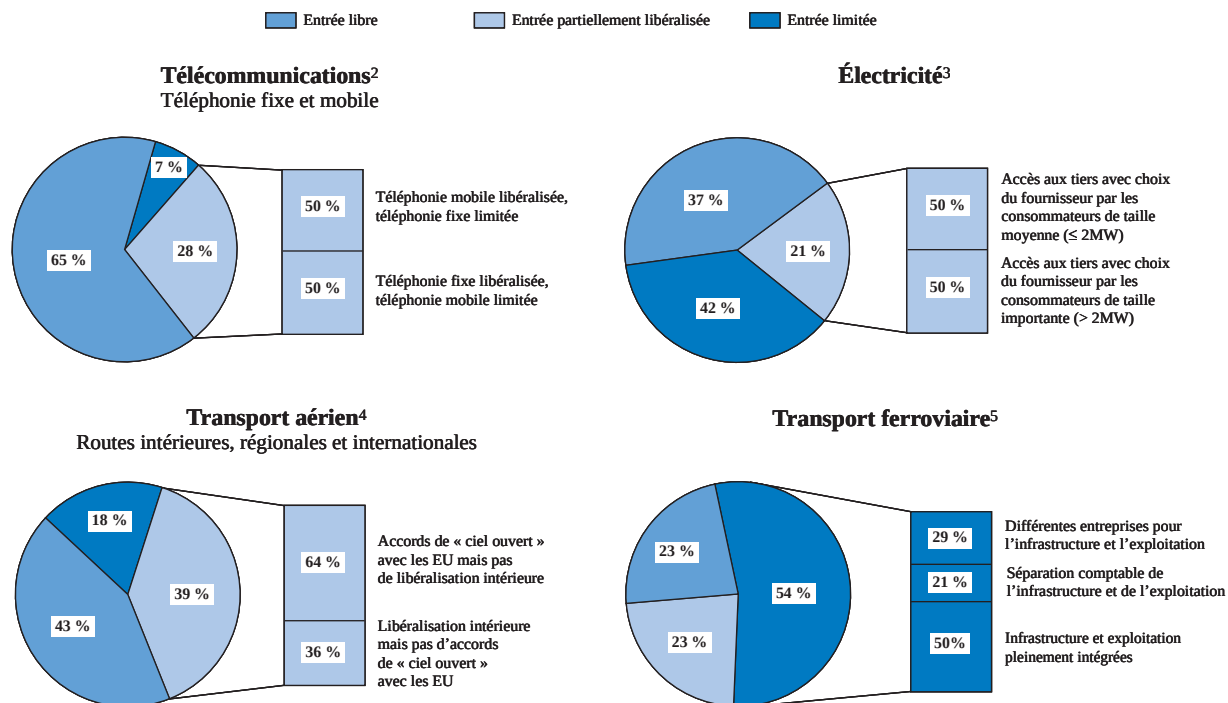
9. Par exemple, les coûts de changement de fournisseur et les effets de verrouillage contribuent à accroître le pouvoir de marché et les entreprises (Farrell et Shapiro, 1988 et 1989). Voir également Salop et Scheffman (1983) pour une analyse des effets stratégiques des pratiques ayant pour but d'accroître les coûts des concurrents.

Les incitations du marché sont renforcées par la libéralisation de l'accès...

Les politiques en matière d'accès se traduisent souvent par une libéralisation complète des activités qui sont potentiellement concurrentielles (la fourniture de services de télécommunications, par exemple). L'introduction de la concurrence dans ces activités accroît l'efficacité de la réglementation car elle permet au régulateur de connaître la structure des coûts et de la demande dans les activités concurrentielles et non concurrentielles, information qui est utile pour réglementer plus efficacement les entreprises en place. Par ailleurs, à mesure que la concurrence s'instaure, l'entrée de nouveaux concurrents réduit la charge représentée par la réglementation en limitant le domaine dans lequel celle-ci est nécessaire. Le graphique IV.3 indique de façon détaillée l'étendue et les caractéristiques de la libéralisation de l'entrée sur le marché dans quatre industries de réseau à l'échelle de l'OCDE. Ce graphique donne à penser que, bien que l'on s'en remette de plus en plus aux forces du marché, l'accès concurrentiel au réseau fixe n'est véritablement possible pour l'instant que dans les télécommunications¹⁰. Il convient toutefois de noter que l'entrée dans la boucle locale et encore pratiquement inexistante dans la plupart des pays (OCDE, 1999a).

Graphique IV.3. Accès aux réseaux, 1998

Pourcentage de pays de l'OCDE dans chaque catégorie¹



1. Le nombre de pays inclus diffère selon les secteurs et les indicateurs, allant de 19 pays dans l'électricité à 29 pays pour les télécommunications.

2. La téléphonie mobile est libéralisée quand l'entrée est uniquement restreinte par le spectre et limitée lorsqu'il existe un duopole légal.

3. Entrée libre signifie qu'il y a accès aux tiers (TPA) et que le consommateur a entièrement le choix du fournisseur. Entrée limitée signifie aucun choix et pas de TPA.

4. 1996. Entrée libre signifie que les routes intérieures ou régionales sont libéralisées et que des accords de « ciel ouvert » existent avec les États-Unis. Entrée limitée signifie qu'il n'y a pas de libéralisation des routes intérieures et pas d'accords de « ciel ouvert ».

5. Entrée partiellement libéralisée signifie que l'entrée est libre dans certaines parties du réseau, pour les services voyageurs ou alternativement pour le transport de marchandises.

Source : Base de données internationale sur la réglementation, OCDE.

10. Le graphique concerne les communications mobiles et à longue distance (intérieures et internationales). Depuis 1998, la situation des communications locales évolue de la même manière que celle des communications à longue distance.

Dans les domaines où la concurrence n'est pas viable (infrastructures présentant des caractéristiques des monopoles naturels, par exemple), il est parfois possible d'introduire un élément de concurrence en mettant aux enchères le droit d'exercer une activité dans les segments non concurrentiels de l'industrie concernée. Le recours à un système d'enchères pour les nouvelles capacités peut être bénéfique pour les consommateurs et permet par ailleurs d'obtenir des informations sur le coût marginal des activités non concurrentielles, à condition que les entreprises soient tenues de soumissionner au plus bas prix pour la fourniture de nouvelles capacités¹¹. Pour veiller à ce que les nouvelles capacités restent intégrées au réseau existant, on peut alors mettre en œuvre des politiques d'interconnexion appropriées.

... et une concurrence ex ante peut parfois être instaurée sur des marchés non concurrentiels

Des règles de tarification bien conçues sont indispensables pour assurer le bon fonctionnement des industries de réseau réglementées. Lorsque l'entreprise en place dispose d'un pouvoir de marché important, la réglementation des prix de détail doit l'empêcher de fixer des prix supérieurs aux coûts aux dépens des consommateurs, mais maintenir des incitations suffisantes pour l'encourager à réduire ses coûts au minimum et à réaliser des investissements utiles. Lorsque les entreprises en place sont intégrées verticalement et sont en concurrence avec de nouvelles entreprises dans des marchés libéralisés, les droits d'accès au réseau de l'entreprise en place doivent refléter les coûts effectivement encourus pour assurer cet accès. Lorsque les réseaux sont congestionnés, les redevances doivent aussi refléter la structure de la demande (tarification des heures de pointe, par exemple), de manière à ce que la capacité du réseau puisse être répartie plus efficacement entre les utilisateurs pendant les périodes de pointe.

Les règles de tarification peuvent inciter à une affectation efficace des ressources tout en permettant un contrôle du pouvoir de marché

La réglementation par plafonnement des prix (encadré IV.2) est la méthode la plus largement utilisée pour la tarification des télécommunications et des transports ferroviaires dans la zone de l'OCDE (graphique IV.4)¹². Le secteur de l'électricité, en revanche, est encore principalement régi par une réglementation fondée sur les coûts (réglementation en termes de taux de rendement, par exemple), peut-être parce qu'il est plus facile d'obtenir des informations sur les coûts dans ce secteur que dans ceux des télécommunications et des transports ferroviaires¹³. Contrairement à la réglementation fondée sur les coûts, le plafonnement des prix ne nécessite pas d'informations détaillées et permanentes sur les coûts et la demande¹⁴. Par contre, le plafonnement des prix vise à inciter l'entreprise à se concentrer sur ses coûts et à adopter les méthodes les moins coûteuses. De fait, le principal argument en faveur du plafonnement des prix est que cette méthode est moins vulnérable que la réglementation en

Le plafonnement des prix peut améliorer l'efficacité de la production au bénéfice des consommateurs...

11. Dans le cas contraire, les enchères ne permettent pas de réduire les rentes de monopole et ont seulement pour effet de les redistribuer, les transférant des entreprises vers les pouvoirs publics et, au bout du compte, aux contribuables, sans que cela ait des effets positifs directs pour l'utilisateur final et l'efficacité globale (voir, par exemple, Heimler, 2000).
12. La réglementation des redevances d'interconnexion ou d'accès repose principalement sur les coûts. Dans la téléphonie mobile, les tarifs ne sont généralement pas réglementés. Pour de plus amples détails sur la réglementation des prix des télécommunications, voir Boylaud et Nicoletti (2000). Le plafonnement des prix est de plus en plus utilisé, également, pour contrôler le pouvoir de marché des opérateurs d'aéroports.
13. Il est plus facile de répartir les coûts dans le secteur de l'électricité car le « produit » est relativement homogène. En revanche, les réseaux téléphoniques assurent différentes catégories de services (communications locales, à longue distance, mobiles, transmission de données, etc.). Par conséquent, dans les communications, où les besoins d'information sont importants, des mesures plus incitatives peuvent être nécessaires pour promouvoir l'efficacité. L'Italie, la Norvège et le Royaume-Uni sont les seuls pays où les prix du transport de l'électricité sont réglementés par un système de plafonnement.
14. Lorsque la réglementation porte sur les taux de rendement, les tarifs sont généralement fixés chaque année de telle manière que l'entreprise soumise à réglementation puisse couvrir ses coûts de production et dégager un taux de rendement raisonnable sur son investissement. Étant donné que la réglementation est fondée sur les coûts, le régulateur doit disposer d'informations détaillées et vérifiables sur ceux-ci.

Encadré IV.2. Réglementation par plafonnement des prix

Avec la réglementation par plafonnement des prix, le régulateur fixe un prix plafond, comprenant un facteur d'ajustement X , qui est valable pour une certaine période et que l'entreprise peut pratiquer pour un panier précis de biens et services¹. A intervalles assez longs, les facteurs d'ajustement et les paniers de produits et services sont revus et, éventuellement, modifiés. Mais, pour la période préalablement fixée, l'entreprise peut modifier comme elle le souhaite les prix, dès lors que le prix moyen du panier de biens et services est inférieur ou égal au prix plafond². Ainsi, l'entreprise est incitée à réduire ses coûts et une partie de cette réduction peut être répercutée sur les consommateurs par le biais du facteur d'ajustement X . Cependant, la réglementation par plafonnement des prix n'offre pas une solution universelle à tous les problèmes de réglementation. En effet, quelle que soit la forme de la réglementation des prix, l'asymétrie d'information fait que le régulateur est inévitablement mal informé par rapport aux entreprises qu'il réglemente et elle incite l'entreprise réglementée à adopter un comportement stratégique.

Avec la réglementation par plafonnement des prix, une question importante concerne la façon de déterminer les plafonds et leur périodicité d'ajustement, et surtout la valeur de X . Plus l'intervalle est bref entre chaque fixation des prix plafond, plus la réglementation de type IPC- X est proche de la réglementation en termes de taux de rendement (voir Acton et Vogelsang, 1989). En effet, lorsqu'il révisé la valeur de X , le régulateur est influencé, dans l'évaluation des possibilités d'amélioration des performances, par les résultats que l'entreprise en place a obtenus dans un passé récent et qui se reflètent dans son taux de profit. Puisqu'en définitive le régulateur utilise le taux de rendement comme référence pour fixer le plafond, l'entreprise peut être incitée à gonfler ou fausser ses coûts. Un autre problème se pose lorsqu'une rentabilité excessive aboutit à une modification imprévue de la valeur de X , puisqu'une telle modification peut affaiblir les incitations que la réglementation par

plafonnement des prix est censée créer et peut nuire aussi bien à l'investissement qu'à l'entrée dans le secteur. La réglementation par plafonnement des prix expose en outre les entreprises à de plus grands risques et peut donc augmenter leur coût du capital (Alexander et Timothy, 1996). En transférant une partie du risque sur le public, la réglementation en termes de taux de rendement peut diminuer la prime de risque demandée par l'entreprise réglementée.

Un autre problème tient au fait que, comme dans le cas de la réglementation en termes de taux de rendement, si les plafonds sont inappropriés, ils n'empêcheront pas les subventions croisées, qui sont inefficaces du point de vue de l'allocation des ressources et qui peuvent être utilisées à des fins anticoncurrentielles. Cette situation peut se présenter lorsque les entreprises vendent certains biens ou services sur des marchés potentiellement concurrentiels : l'entreprise en place peut grouper des services concurrentiels et des services monopolistiques et elle est incitée à fixer les prix (dans les marges prévues par le plafonnement) au détriment de la concurrence. Il est donc important de déterminer avec soin la composition du panier de biens et services assujéti au prix plafond. Par exemple, en fixant des sous-plafonds pour les activités non concurrentielles, la réglementation des prix peut être utilisée pour empêcher des subventions croisées anticoncurrentielles. Il peut cependant se révéler plus facile de supprimer les incitations aux subventions croisées en séparant les activités non concurrentielles des activités concurrentielles.

1. Des sous-plafonds peuvent également être fixés pour différents services inclus dans le panier.
2. La plupart des pays utilisent l'indice des prix de détail moins X . Certains pays (l'Australie, par exemple) utilisent toutefois l'indice des prix à la consommation comme indice représentatif au lieu de l'indice des prix de détail.

termes de taux de rendement aux risques de surcapitalisation puisque l'entreprise est incitée à réduire tous ses coûts au minimum¹⁵. Une partie de cette amélioration attendue de l'efficacité peut alors être répercutée sur les consommateurs.

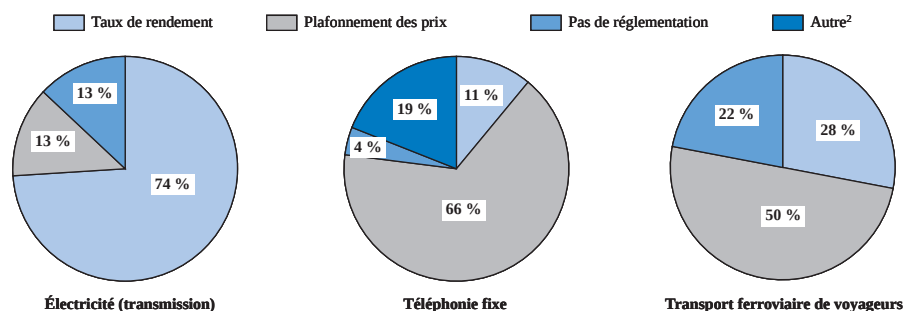
... mais les effets de cette forme de réglementation dépendent de la manière dont elle est appliquée dans la pratique

Bien qu'en principe le plafonnement des prix incite davantage à améliorer l'efficacité de la production, ses avantages par rapport à la réglementation en termes de taux de rendement dépendent de la manière dont il est appliqué dans la pratique (voir l'encadré IV.2)¹⁶. Il existe entre la réglementation en termes de taux de rendement et le plafonnement des prix une forme intermédiaire de réglementation consistant à partager

15. Cela tient au fait que la réglementation par plafonnement des prix permet à l'entreprise de conserver les bénéfices supplémentaires qu'elle peut dégager entre deux révisions des plafonds (mais elle doit aussi absorber toute perte éventuelle) (Beesley et Littlechild, 1989). Avec la réglementation en termes de taux de rendement, l'entreprise n'est guère incitée à réduire ses coûts mais est encouragée à se surcapitaliser, ce qui introduit des inefficiences dans la production (Averch et Johnson, 1962).

16. Lorsque la qualité est difficile à observer, la réglementation en termes de taux de rendement peut être préférable, car elle incite moins l'entreprise réglementée à réduire ses coûts aux dépens de la qualité des produits.

Graphique IV.4. La réglementation des prix, 1998

Pourcentage de pays de l'OCDE dans chaque catégorie¹

1. Le nombre de pays inclus diffère selon les secteurs et les indicateurs, allant de 18 pays dans l'électricité à 27 pays dans les télécommunications.

2. Y compris l'approbation discrétionnaire des tarifs.

Sources : Base de données internationale sur la réglementation, OCDE et OCDE (2000).

les bénéfices, ce qui permet de répartir les risques et les avantages entre les opérateurs et les consommateurs. Cette formule incite, comme le plafonnement des prix, à réduire les coûts au minimum tout en limitant les risques de modification imprévue du contrat de réglementation, laquelle pourrait avoir des effets défavorables sur les incitations des entreprises soumises à réglementation (voir plus loin).

Les droits d'interconnexion ou d'accès, qui déterminent les prix auxquels les nouveaux venus auront accès au réseau de l'entreprise en place, verticalement intégrée, influent de façon déterminante sur le succès ou l'échec de l'entrée dans des services concurrentiels. Étant donné le pouvoir de marché des entreprises en place, les droits d'accès doivent généralement être réglementés¹⁷. Le problème, pour le régulateur, est de trouver des règles qui permettent de fixer les droits d'accès à un niveau qui autorisera seulement l'entrée de concurrents capables d'assurer les activités concurrentielles considérées de façon au moins aussi efficiente que l'entreprise en place. Si les redevances sont trop élevées par rapport aux coûts encourus par l'entreprise en place pour assurer l'accès, les nouveaux venus seront dissuadés d'entrer dans les marchés concurrentiels, des concurrents potentiellement plus efficaces ne pourront pas survivre et des investissements potentiellement inutiles dans des réseaux parallèles seront encouragés¹⁸. En revanche, si les droits d'accès sont inférieurs aux coûts encourus par l'entreprise en place (ce qui revient à subventionner les entrants), le processus concurrentiel sera également faussé, car cette situation

Les droits d'accès ont une influence déterminante sur les effets de la libéralisation de l'entrée sur le marché, et il convient donc de rechercher des règles qui soient neutres vis-à-vis de la concurrence

17. Cette réglementation peut prendre diverses formes. La Nouvelle-Zélande a opté pour une réglementation peu interventionniste, les redevances d'accès étant librement négociées entre les opérateurs et les clauses des contrats étant rendues publiques. Il incombe aux autorités de la concurrence de maîtriser le pouvoir de marché des entreprises en place, avec la menace d'un plus grand interventionnisme réglementaire (ou d'une réglementation « standard ») en cas de comportement anticoncurrentiel (OCDE, 1999b).

18. Lorsque les redevances d'accès ou d'interconnexion sont fixées à un niveau supérieur aux coûts, l'arrivée de nouveaux concurrents peut entraîner une duplication du réseau inefficace (« contournement inefficace »). Puisque le prix final au détail reflétera les redevances d'accès, cette situation peut aussi favoriser l'entrée dans des activités concurrentielles de concurrents qui seront moins efficaces que l'entreprise en place pour la fourniture des services considérés. Par exemple, les grandes entreprises utilisatrices pourront être incitées à construire des installations de remplacement pour contourner le réseau et éviter les redevances d'accès, tout en se fournissant à eux-mêmes des services dans les activités concurrentielles. Cette entrée est inefficace dès lors qu'elle ne se serait pas produite si les prix avaient reflété les coûts sous-jacents.

encouragera l'entrée de concurrents qui fourniront les services concurrentiels de façon moins efficiente que l'entreprise en place (« entrée inefficiente »).

La tarification en fonction de la congestion peut améliorer la répartition de capacités limitées

La tarification en fonction de la congestion est un mécanisme de réglementation utile qui permet d'améliorer la répartition de la capacité d'un réseau et encourage la création de nouvelles capacités pour répondre à l'évolution à long terme de la demande¹⁹. Par exemple, les gouvernements des pays de l'OCDE ont parfois essayé de promouvoir la tarification des services aéroportuaires en fonction de la congestion dans le but de remédier à l'absence de mécanismes de marché pour l'attribution des créneaux. Dans certains pays, un système de tarification en fonction des périodes de pointe a été mis en œuvre, les redevances d'atterrissage et de décollage étant fonction du niveau de la demande aux différentes heures de la journée. Dans un petit nombre d'aéroports de pays de l'OCDE, la liberté des prix est autorisée dans le cadre d'un marché des créneaux (plus ou moins organisé). Ces deux mécanismes reposent sur le même principe, même si la tarification des créneaux est potentiellement plus efficace que la tarification en fonction des périodes de pointe pour équilibrer l'offre et la demande et répartir les capacités entre les utilisateurs les plus efficaces²⁰.

Mesures structurelles

La privatisation peut être une condition préalable au libre jeu des mécanismes du marché...

La privatisation des monopoles publics peut souvent être une condition préalable et nécessaire au libre jeu des mécanismes du marché. Elle peut aussi renforcer les incitations à l'égard des cadres dirigeants des entreprises en place et instaurer de meilleures conditions pour la libéralisation de l'entrée sur le marché. Dans un marché qui se caractérise par la présence d'une entreprise d'État, les pouvoirs publics sont fortement incités à avoir un comportement qui favorise cette entreprise aux dépens des autres entreprises du secteur, en particulier si celle-ci est en difficulté. Ce comportement peut à son tour décourager les concurrents potentiels, qui peuvent craindre une concurrence « inéquitable ». La privatisation peut aussi faciliter le démantèlement horizontal ou vertical de certaines activités qui étaient intégrées dans l'ancien monopole public. La cession de ces activités à différents investisseurs privés peut améliorer la concurrence et faciliter la tâche du régulateur en lui fournissant des critères pour évaluer les performances des entreprises réglementées²¹.

... à condition que le marché et l'environnement réglementaire soient propices à la concurrence

L'expérience des pays de l'OCDE conduit toutefois à penser que la privatisation doit s'accompagner de réformes permettant d'adapter l'environnement réglementaire pour que l'ancienne entreprise publique puisse fonctionner comme une entreprise privée. Ces réformes consistent à i) cantonner les segments non concurrentiels (par

19. Il y a congestion lorsque les droits de propriété ne sont pas bien définis ou lorsque les échanges mutuels et les dispositifs contractuels sont exclus.

20. Les deux approches se distinguent par le fait que la tarification en fonction des heures de pointe est assimilable à un contrat à la prestation, tandis que la tarification des créneaux équivaut à un contrat de longue durée portant sur un droit d'atterrissage à une heure et en un lieu donnés. En général, la tarification en fonction des heures de pointe ne permet pas de modifier la répartition existante des créneaux entre les compagnies aériennes (en raison de clauses d'antériorité), elle peut se traduire par de très fortes fluctuations des redevances aéroportuaires si l'on veut équilibrer l'offre et la demande, et elle peut aussi aboutir à des pertes de bien-être, si les redevances ne sont pas fixées au niveau d'équilibre du marché. D'un autre côté, la tarification des créneaux n'est intéressante que s'il existe des dispositions réglementaires appropriées (*ex ante* ou *ex post*) empêchant une concentration des créneaux entre les mains de certaines compagnies aériennes et si un volume suffisant de créneaux est mis sur le marché.

21. Dans certains cas, comme celui des aéroports, la conjonction de la tarification en fonction de la congestion et de la privatisation peut permettre d'obtenir une relation plus étroite entre l'expansion des infrastructures fixes et l'évolution de la demande, réduisant ainsi les distorsions liées au phénomène de congestion.

une séparation verticale, par exemple) et exposer à la concurrence les segments concurrentiels de l'activité de l'entreprise, *ii*) donner au régulateur les pouvoirs et les moyens nécessaires pour encourager l'efficacité, contrôler le pouvoir de marché et veiller à la qualité des produits de l'entreprise privatisée²² ; et *iii*) veiller à ce que la réglementation par le marché soit compatible avec l'objectif d'un cadre de gouvernement d'entreprise aussi efficace que possible.

Une séparation verticale entre les activités concurrentielles et les activités non concurrentielles (épaulée par des restrictions empêchant la réintégration dans les activités concurrentielles) réduit le besoin de réglementation ainsi que la tentation, pour les propriétaires des réseaux, de restreindre l'accès à des entreprises rivales sur des marchés (potentiellement concurrentiels) en amont ou en aval²³. En particulier, lorsqu'il est difficile d'obtenir des informations fiables sur les coûts et la demande auprès de l'entreprise réglementée, la séparation verticale réduit la possibilité et la tentation de transférer les coûts et les bénéfices d'un secteur de l'entreprise à l'autre pour des raisons de stratégie vis-à-vis des entreprises rivales et du régulateur²⁴. Des formes de séparation moins rigoureuses, comme la séparation comptable et la séparation « fonctionnelle », n'empêchent pas la société en place de « jouer » de ses avantages avec le régulateur et de restreindre la concurrence dans les activités concurrentielles, puisqu'il lui est toujours possible de redistribuer ses coûts dans une optique stratégique et d'adopter d'autres comportements anticoncurrentiels²⁵. Cependant, il arrive souvent que des économies d'envergure soient possibles entre les diverses composantes des industries de réseau (économies de coordination dans les transports ferroviaires, par exemple), ce qui milite en faveur d'une intégration verticale. Au bout du compte, les avantages apportés par l'intégration verticale doivent donc être mis en balance avec ses inconvénients²⁶. Les pays de l'OCDE sont de plus en plus nombreux à instituer une forme ou une autre de séparation verticale dans les industries de réseau (tableau IV.1), mais beaucoup utilisent la séparation comptable comme moyen de réglementation.

La séparation verticale réduit le poids de la réglementation en facilitant l'entrée sur le marché et en empêchant les comportements anticoncurrentiels

22. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, il a fallu pour cela enlever à l'entreprise en place les pouvoirs de réglementation qui lui avaient été confiés et/ou créer de nouvelles autorités de régulation (horizontales ou sectorielles) juridiquement indépendantes de l'État (voir plus loin).

23. Une structure verticalement intégrée est moins problématique si la concurrence peut se substituer à la réglementation. Par exemple, dans la mesure où il existe une concurrence de la part des transports aériens et routiers, l'intégration verticale dans le secteur des chemins de fer ne constitue sans doute pas un problème très sérieux, à moins que le secteur des chemins de fer se trouve à l'abri de cette concurrence (en raison de subventions, par exemple).

24. Par exemple, la séparation verticale permet d'éviter le casse-tête réglementaire de l'imputation des coûts communs dans une branche d'activité verticalement intégrée et ne nécessite des informations que sur les coûts des équipements du réseau. Lorsque la concurrence est suffisante dans les segments potentiellement concurrentiels du secteur considéré, une séparation verticale de ces segments et de la composante non concurrentielle du réseau peut rendre possible une déréglementation totale du prix final en réglementant uniquement le prix de la composante non concurrentielle.

25. Hilmer (1993) considère que si la réforme des infrastructures au Royaume-Uni (dans le secteur du gaz, par exemple) n'a pas apporté tous les gains de bien-être escomptés, c'est surtout parce qu'on n'a pas totalement séparé la propriété et le contrôle, malgré les mesures de libéralisation et de privatisation.

26. La perte d'économies d'envergure est moindre lorsque des dispositifs contractuels verticaux peuvent être utilisés pour tirer avantage de l'intégration verticale. Cela peut dépendre en partie de la nature du système juridique. Un système juridique répondant aux besoins des contrats de longue durée joue en faveur de la séparation verticale, tandis qu'un système juridique faible ou imparfait joue en faveur de l'intégration. Voir Biggar (2000) pour une analyse des situations dans lesquelles les sociétés réglementées doivent faire l'objet d'une séparation verticale.

Tableau IV.1. Séparation verticale dans les secteurs de l'électricité et du transport ferroviaire, 1998

	Électricité		Transport ferroviaire
	Intégration verticale (de la production à la distribution)	Production et transmission	Infrastructure et services
États-Unis	Intégrée	Séparation comptable	Intégrés ^a
Japon	Mixte	Intégrées	Intégrés
Allemagne	Dégroupée	Séparation comptable	Séparation comptable ^a
France	Intégrée	Intégrées	Entreprises distinctes ^b
Italie	Intégrée	Intégrées	Séparation comptable ^c
Royaume-Uni	Dégroupée	Entreprises distinctes	Entreprises distinctes
Canada	Intégrée	Intégrées	Intégrés
Australie	Mixte	Entreprises distinctes	Régimes différents selon les États
Autriche	—	—	Séparation comptable
Belgique	Intégrée	Intégrées	Séparation comptable
République tchèque	—	—	Séparation comptable ^c
Danemark	Intégrée	Séparation comptable	Entreprises distinctes
Finlande	Dégroupée	Entreprises distinctes	Entreprises distinctes
Grèce	Intégrée	Intégrées	—
Hongrie	—	—	Séparation comptable
Irlande	Mixte	Séparation comptable	Intégrés
Corée	—	—	Intégrés
Pays-Bas	Mixte	Intégrées	Entreprises distinctes ^d
Nouvelle-Zélande	Mixte	Entreprises distinctes	Intégrés
Norvège	Dégroupée	Entreprises distinctes	Entreprises distinctes
Pologne	—	—	Séparation comptable
Portugal	Mixte	Séparation comptable	Entreprises distinctes
Espagne	Mixte	Séparation comptable	Séparation comptable ^c
Suède	Mixte	Entreprises distinctes	Entreprises distinctes
Suisse	—	—	Séparation comptable ^c
Turquie	—	—	Intégrés

a) Dispositions sur l'ouverture de l'accès.

b) Infrastructure indépendante, mais gérée et entretenue par le gestionnaire des services.

c) Infrastructure : département distinct pour la gestion des services.

d) Infrastructure : filiale du gestionnaire des services.

Sources : Conférence européenne des ministres des Transports 1998 ; Base de données de l'OCDE sur la réglementation internationale.

La séparation horizontale peut aussi favoriser la concurrence et faciliter la tâche du régulateur

La séparation horizontale, c'est-à-dire le dégroupage d'activités similaires jusqu'alors assuré par la même entreprise, peut aussi contribuer à améliorer la concurrence et à faciliter la tâche du régulateur. Par exemple, dans beaucoup de pays, l'instauration de la concurrence dans le secteur de la production d'électricité peut être rendue plus efficace par un dégroupage (au moins partiel) des capacités de production appartenant aux anciens monopoles publics et par leur cession à différents investisseurs. En l'absence d'un tel dégroupage, les nouveaux concurrents en parviendront sans doute pas à remettre en cause la position de l'entreprise en place après la libéralisation. Le dégroupage horizontal peut aussi être une condition préalable à l'application des méthodes de l'étalonnage concurrentiel, qui compare les performances de l'entreprise réglementée à celles des autres entreprises, ce qui a pour effet de mettre davantage d'informations à la disposition du régulateur²⁷. Par exemple, dans la distribution d'électricité et les services aéroportuaires, le contrôle de

27. Les critères utilisés peuvent être les coûts de certains intrants, le taux de rendement et le coûts du capital d'entreprises ayant des technologies ou des besoins en capital similaires. Dans certains cas, le régulateur peut aussi s'appuyer sur les performances d'entreprises comparables d'autres pays.

l'efficacité par rapport aux coûts peut être grandement facilitée par l'existence de plusieurs opérateurs indépendants au niveau local²⁸.

Objectifs non économiques

Des industries de réseau comme les télécommunications, l'énergie et les chemins de fer se voient souvent imposer par les pouvoirs publics l'obligation d'exercer des activités non commerciales qui entrent dans deux grandes catégories : les obligations d'assurer un service de base à toute personne qui le demande à un prix uniforme et/ou « abordable » (obligation de « service universel » ou « d'opérateur de dernier recours »), et les obligations de service collectif (fourniture de publiphones, par exemple) ou les concessions spéciales en faveur de consommateurs dont on estime qu'ils ont besoin de certaines aides (tarifs spéciaux pour les petits consommateurs et pour les services de type social, ou fourniture d'équipements spéciaux pour les handicapés, par exemple). Dans les branches d'activité où les risques pour la santé publique et l'environnement apparaissent les plus élevés, comme les transports et l'énergie, les objectifs non économiques concernent aussi la sécurité et la viabilité environnementale.

Les objectifs non économiques continuent d'occuper une place importante dans la politique publique...

Les objectifs non économiques continuent d'occuper une place importante dans la politique publique, mais leur réalisation dans un environnement concurrentiel soulève des problèmes du point de vue de la conception de la réglementation et du choix des instruments d'action les plus efficaces. Dans certains pays, la crainte de voir menacées les obligations de service universel et autres obligations de service public ou obligations sociales, parfois attisée par les entreprises en place, constitue l'un des principaux obstacles à la libéralisation des marchés. Or, l'expérience tend de plus en plus à prouver, dans les télécommunications au moins, que ces obligations ne sont pas menacées par l'ouverture à la concurrence. En effet, soit leur suppression ne se traduit pas toujours par un alourdissement sensible de la charge qui pèse sur les consommateurs, notamment dans les industries parvenues à maturité où les taux de pénétration sont déjà élevés, soit leur coût relativement faible pour les entreprises en place ne compromet pas toujours la capacité de celles-ci à soutenir la concurrence. Si les coûts pour les consommateurs ou les entreprises en place sont plus importants, ils peuvent être financés par des moyens compatibles avec la concurrence sur les marchés.

... mais la crainte de les voir menacées par la concurrence est souvent infondée

Les obligations de service public et autres obligations sociales impliquent que les prix ne sont pas suffisants pour couvrir certains coûts marginaux. Historiquement, ces obligations ont été financées au moyen de subventions croisées. Cependant, le financement des obligations sociales et des obligations de service universel au prix de distorsions dans les structures tarifaires est souvent incompatible avec une tarification efficiente et avec le développement de la concurrence et il peut encourager l'entrée de concurrents moins efficaces que les entreprises en place²⁹. C'est la raison pour laquelle la plupart des pays de l'OCDE ont entrepris de rééquilibrer les tarifs de

Le maintien d'obligations de service public ne doit pas faire obstacle à une plus grande concurrence et à la modulation des prix en fonction des coûts

28. Certains observateurs ont reproché à la privatisation intégrale de British Airport Authority de ne pas avoir instauré la concurrence entre les aéroports de la zone métropolitaine de Londres et donc de ne pas permettre une réglementation sur la base de comparaisons (voir Vickers et Yarrow, 1988, et Starkie et Thompson, 1985).

29. Il y a entrée de concurrents inefficients lorsqu'il existe des possibilités « d'écrémage » dues au fait que les prix de certains produits sont supérieurs à leurs coûts en raison de distorsions dans la structure des tarifs. Des subventions croisées peuvent intervenir entre activités concurrentielles et activités non concurrentielles (par exemple, les tarifs des communications téléphoniques à longue distance peuvent servir à financer le coût des communications locales) ou peuvent prendre la forme de structures tarifaires uniformes alors que les coûts sont sensiblement différents (redevances uniformes pour le transport de l'électricité quelle que soit la zone géographique desservie, par exemple).

téléphonie fixe (et, beaucoup moins fréquemment, ceux de la fourniture d'énergie) afin de mieux refléter les coûts. De cette manière, les coûts et les prix des services concurrentiels peuvent être abaissés et les possibilités d'introduction de services novateurs peuvent être améliorées, au profit des consommateurs. Dans les cas où les obligations sociales représentent une charge importante, le processus de rééquilibrage oblige à se poser la question de savoir comment financer une éventuelle indemnisation des entreprises en place qui restent soumise aux dites obligations mais ne peuvent pas recourir à des subventions croisées, et comment compenser tout effet indésirable sur la distribution des revenus.

Il est possible de trouver des mécanismes de financement des obligations de service public qui soient à la fois efficaces par rapport à leur coût et neutres à l'égard de la concurrence...

Il peut être nécessaire d'indemniser les entreprises en place, car si le coût des obligations sociales n'est pas remboursé aux opérateurs, le prestataire du service universel se trouve désavantagé dans un régime concurrentiel. Des mécanismes de financement très divers ont été adoptés par les pays de l'OCDE dans le secteur des télécommunications (tableau IV.2). Pour financer ces obligations, de nombreux pays (le Canada, la France et la Nouvelle-Zélande, par exemple) ont recours à des redevances d'interconnexion, mais cette formule peut aller à l'encontre de l'objectif de promotion de la concurrence³⁰. Une autre solution consiste à partager ce coût entre les opérateurs au prorata de leur part des « recettes éligibles », de manière qu'aucun opérateur ne soit désavantagé (c'est le cas aux États-Unis et en Australie, par exemple)³¹.

... et les effets redistributifs indésirables peuvent être traités au moyen de mesures budgétaires

Si les craintes concernent les effets du rééquilibrage des tarifs sur les ménages à bas revenus, les subventions croisées peuvent être remplacées par des transferts monétaires directs en faveur des consommateurs ou par des aides directes aux opérateurs qui desservent des zones rurales isolées à des tarifs inférieurs au prix de revient ou qui assument d'autres obligations sociales. Cette dernière approche est de plus en plus considérée comme un moyen pour financer les obligations de service public dans les transports aériens et ferroviaires³². La charge budgétaire s'en trouve alourdie, mais le coût du respect des obligations est plus transparent. Le régulateur peut recourir à des procédures d'appel d'offres dans lesquelles les entreprises soumissionnent pour assurer des obligations de service public au moindre coût, réduisant ainsi au minimum l'aide qui doit être apportée par l'État.

L'expérience du secteur des transports aériens donne à penser que des règles de sécurité peuvent être maintenues dans un environnement libéralisé...

L'analyse économique et l'expérience conduisent à penser que, dans des secteurs sensibles comme les transports et l'énergie, les niveaux de sécurité souhaitables et les objectifs environnementaux ne peuvent pas être atteints par les seuls mécanismes du marché. Cependant, l'effet conjugué des incitations créées par les réformes, du recours accru à des instruments économiques (écotaxes, droits d'émission négociables) et d'une meilleure réglementation peut contribuer à une réalisation plus efficace de ces objectifs.

30. Par exemple, le financement des obligations de service public sur les redevances d'interconnexion peut aboutir à des redevances d'accès qui non seulement sont dissuasives pour les concurrents potentiels, mais risquent aussi d'empêcher des concurrents existants plus efficaces de subsister (Baumol, 1999). En outre, les mécanismes de financement reposant sur des droits d'accès ou sur des tarifs géographiquement uniformes peuvent entraîner un contournement inefficace (Vogelsang et Mitchell, 1997).

31. Cette approche est plus efficace que le financement par des subventions croisées dans la structure des tarifs ou par des redevances d'interconnexion, mais elle ne résout qu'en partie le problème de financement. Ce problème tient au fait que les contributions sont fondées sur les recettes et non sur les bénéfices. Par exemple, si l'entreprise en place parvient à équilibrer ses coûts avant d'apporter sa contribution au fonds, elle enregistrera une perte après y avoir contribué, puisque les contributions sont assises sur les recettes. Cependant, le fait de calculer les contributions sur la base des bénéfices pose un autre problème, dans la mesure où les bénéfices sont intrinsèquement difficiles à mesurer.

32. Aux États-Unis, le programme « Essential Air Service » en faveur des petites collectivités utilise cette approche. L'Union européenne a adopté et recommande une politique analogue pour le financement des obligations de service public dans les transports aériens régionaux.

Tableau IV.2. **Financement des obligations de service public dans les télécommunications, 1999**

	Mécanisme de financement
Australie	Les coûts de l'obligation de service universel doivent être partagés entre les opérateurs sans en pénaliser aucun. A cet effet, ils sont répartis au prorata des « recettes éligibles » de chaque opérateur. Avec l'accord des opérateurs concernés, le ministre peut définir un autre mécanisme de partage des coûts.
Canada	Les opérateurs sont tenus de contribuer au service universel par le biais d'une « subvention transférable ». Cette subvention est financée par un prélèvement explicite sur tout le trafic à longue distance acheminé sur le réseau téléphonique local. Les fonds sont répartis entre tous les opérateurs locaux en fonction de leurs besoins de subvention pour les services résidentiels d'accès au réseau ou équivalents par tranche de tarification.
Danemark	S'il est prouvé que la fourniture du service universel engendre un déficit, le régulateur prélèvera une contribution auprès des fournisseurs de services de téléphonie vocale fixe sur la base de leur chiffre d'affaires.
Espagne	Telefonica a été désigné opérateur dominant et est tenu, à ce titre, de financer le service universel jusqu'à la fin de 2005.
États-Unis	Tout opérateur qui fournit des services de télécommunications à l'intérieur d'un État ou entre États doit contribuer à la fourniture du service universel sur une base équitable et non discriminatoire.
Finlande	Il n'y a pas de système universel spécifique et les coûts du service universel ne sont pas supportés par les autres acteurs du marché. Il incombe à l'opérateur historique de supporter tous les coûts du service universel.
France	Un fonds national de compensation pour le service universel a été créé en 1997. Le coût net de la desserte de l'ensemble du territoire sera couvert par des majorations des redevances d'interconnexion jusqu'au 31 décembre 2000 au plus tard.
Japon	Les opérateurs désignés doivent supporter les coûts de l'obligation de service universel, qui sont financés par des redevances d'accès uniformes et par les tarifs à longue distance. Le financement de cette obligation doit être réexaminé en 2000.
Norvège	L'opérateur historique supporte les coûts de l'obligation de service universel conformément aux dispositions de la licence qui lui a été accordée.
Nouvelle-Zélande	L'obligation de service universel (« Kiwi Share Obligation ») est assumée par TCNZ qui la finance au moyen d'une majoration des redevances d'interconnexion. La publication des coûts de cette obligation est obligatoire depuis janvier 2000.
Pologne	Le projet de loi sur les télécommunications prévoit la création d'un fonds pour le financement de l'obligation de service universel.
Royaume-Uni	C'est BT qui doit fournir le service universel mais le coût de cette obligation ne lui est pas remboursé. Kingston Telecom doit également s'acquitter de l'obligation de service universel dans sa zone de desserte.
Suisse	La licence de service universel est attribuée périodiquement par voie d'appel d'offres. Si un financement se révèle nécessaire, les autorités compétentes (ComCom/OFCOM) peuvent soumettre les entreprises titulaires d'une licence à une redevance.
Union européenne	La Commission européenne autorise mais n'exige pas la mise en place de mécanismes de partage des coûts pour financer les obligations de service universel. Elle indique que neuf États membres (sur 15) ont décidé soit que les coûts de l'obligation de service universel ne constituent pas une charge injuste pour l'opérateur, soit que les coûts de création d'un fonds ne sont pas justifiés. Le rééquilibrage qui s'opère en Europe, dans la mesure où il réduit les contraintes relatives à la récupération des coûts, a sans doute fait diminuer la charge qui pèse sur les opérateurs historiques.

Sources : OCDE (2000) ; Productivity Commission (1999).

Par exemple, contrairement aux mises en garde largement relayées par les médias contre les risques de détérioration de la sécurité sous l'effet de la concurrence, les réformes des transports aériens semblent en général s'être accompagnées d'une nette amélioration de la sécurité. Si l'on veut formuler des conclusions sur la base de ces expériences, il faut faire la part des évolutions technologiques à long terme, des incitations commerciales introduites par les réformes et des effets de l'amélioration des règles de sécurité.

Dans les domaines examinés ici, des progrès moins sensibles ont été accomplis sur le plan de l'environnement (contrôle des émissions de gaz de combustion, émissions sonores et congestion du trafic), où un recours accru à une réglementation incitative pourrait contribuer à limiter les distorsions. Par exemple, des instruments économiques pourraient utilement compléter, voire remplacer, les réglementations dirigistes telles que les normes internationales, régionales ou nationales concernant les émissions sonores et les émissions de gaz. Bien que les taxes sur les carburants soient souvent élevées (sauf en Amérique du Nord), elles sont rarement calculées sur la base (et en proportion) des effets externes et leur taux varie souvent suivant le mode de transport, ce qui ne permet pas de combler la différence entre les coûts

... et un recours accru à une réglementation incitative peut contribuer à la réalisation d'objectifs environnementaux

collectifs et les coûts privés des transports suivant les modes et introduit des distorsions dans la répartition modale de l'utilisation des transports. En particulier, les émissions de gaz en vol ne sont pas réglementées et le carburant avion est exempté de taxes dans la plupart des pays³³. A mesure que les préoccupations liées à l'environnement, et notamment au changement climatique, font augmenter les coûts de l'énergie pour d'autres modes de transport, l'absence de taxes sur le carburant des avions constitue une distorsion de plus en plus importante. Un autre instrument économique potentiel concerne la pollution sonore. Les gouvernements pourraient imposer des taxes variables sur le bruit dans les aéroports et autoriser les échanges de permis d'émission sonore correspondant à différentes heures de la journée³⁴.

Mécanismes et institutions de réglementation

Les risques de captation de la réglementation et d'excès de pouvoir de réglementation doivent être pris en compte

Le régulateur a le pouvoir de créer des rentes et de les redistribuer envers différents groupes d'intérêt, par exemple en créant ou en préservant des situations de monopole ou en maintenant des subventions croisées dans les structures tarifaires. Par conséquent, les entreprises réglementées ou les bénéficiaires de la réglementation (les groupes d'utilisateurs par exemple) ont tout intérêt à essayer de « capter » la réglementation de manière à ce qu'elle serve leurs propres intérêts. On peut aussi craindre qu'une utilisation excessive de son pouvoir discrétionnaire par le régulateur introduise des distorsions dans les incitations à l'investissement au sein de la branche d'activité concernée, en faisant planer trop d'incertitudes sur les dispositions réglementaires auxquelles les entreprises seront soumises par la suite. Par conséquent, le risque de captation de la réglementation et les effets d'une incertitude excessive en matière de réglementation doivent être pris en compte dans l'élaboration des mécanismes et institutions de réglementation.

« L'indépendance » du régulateur peut réduire le risque de captation...

Nombre de pays de l'OCDE ont cherché à limiter le risque de captation de la réglementation en essayant de créer des institutions de régulation « indépendantes » de l'exécutif (voir le tableau IV.3 pour une description succincte des institutions de régulation dans les pays de l'OCDE). En rendant le statut du régulateur moins tributaire du pouvoir politique, on limite le risque que des groupes de pression du secteur privé utilisent leur influence politique pour peser sur des décisions réglementaires³⁵. Cependant, cela n'élimine pas le risque de captation par l'industrie réglementée. Si l'indépendance totale n'est sans doute pas possible dans la pratique, il est néanmoins souhaitable de veiller i) à donner au régulateur un mandat officiel (dans lequel seraient également définies les conditions des procédures d'annulation éventuelle de ses décisions) ; ii) à ce que le régulateur soit structurellement isolé et autonome vis-à-vis du gouvernement ; iii) à définir un processus multipartite pour sa désignation (faisant par exemple intervenir des organes exécutifs et des organes législatifs) ; iv) à le protéger de toute révocation arbitraire (au moyen de mandats de

33. A l'exception de la Suède, qui a institué une taxe d'aéroport sur les carburants en 1989.

34. Les échanges de permis d'émission sonore dans certains aéroports et à certaines heures de la journée pourraient faciliter une application plus souple des seuils de tolérance existants en matière de bruit, en faveur des compagnies aériennes qui leur accorderaient le plus de valeur. Ces permis pourraient constituer une incitation positive envers les compagnies qui réduisent le bruit de leurs appareils, en leur permettant de commercialiser leurs « économies de bruit ».

35. Ce risque est particulièrement élevé dans le cas des entreprises d'utilité publique, dont la clientèle correspond à peu de choses près à l'électorat (OCDE, 1999b). Un autre argument qui n'est pas développé ici consiste à considérer que les hommes politiques accordent l'indépendance à des organismes surtout lorsque celle-ci peut contribuer à les décharger de la responsabilité de décisions politiquement difficiles à prendre (Fiorina, 1982).

— Tableau IV.3. Synoptique des institutions de réglementation dans le secteur des télécommunications, 1999 —

Nombre de pays de l'OCDE dans chaque catégorie

Institutions	Rôle		Compétences					
			Responsabilités réglementaires dans la délivrance des licences			Interconnection		Qualité du service
	Oui	Non	Attribution	Surveillance des dispositions	Fusions	Approbation des redevances fixées par les opérateurs dominants	Arbitrage des litiges	
Département ministériel	19	10	14	8	4	5	4	4
Autorités de la concurrence	22	7	0	1	21	1	1	1
Autorité de régulateur sectorielle	25	4	16	20	6	18	24	23
dont:								
– le directeur est nommé par le président ou le premier ministre (et non par le ministre de tutelle)	15	12						
– la décision ne peut pas être annulée par l'exécutif	20	7						
– le fonctionnement est financé par des redevances du secteur (et non sur le budget de l'État)	17	10						

Source : Gonenc *et al.* (2000).

durée fixe, par exemple) ; v) à définir ses normes professionnelles et des niveaux de rémunération adéquats ; et vi) à mettre en place un système de financement fiable (redevances versées par les entreprises, par exemple)³⁶.

Si le principe « d'indépendance » est largement reconnu, les structures institutionnelles varient suivant les pays de l'OCDE. Les principales structures observées sont soit plusieurs autorités de régulation sectorielles, comme aux États-Unis (à l'échelon fédéral) et dans la plupart des pays européens, soit une autorité de régulation polyvalente compétente pour plusieurs branches d'activité réglementées, comme en Australie et dans de nombreux États des États-Unis³⁷. Les deux catégories d'institutions présentent des avantages et des inconvénients. La présence de plusieurs régulateurs sectoriels peut permettre de disposer d'une meilleure base d'information pour élaborer la réglementation, mais ces régulateurs peuvent aussi être plus facilement « captés » par les branches qu'ils régissent et donner lieu à des disparités de réglementation suivant les branches d'activité, introduisant dans certains cas des distorsions dans les incitations à l'investissement (Helm, 1994)³⁸. Les autorités de régulation polyvalentes auront peut-être moins d'informations à leur disposition, mais elles pourront sans doute assurer la cohérence de la réglementation et son efficacité, tout en étant moins exposées aux risques de captation³⁹.

... mais les avis divergent quant aux structures institutionnelles les plus appropriées

36. On trouvera dans OCDE (2000) un examen des conditions à respecter pour assurer l'indépendance du régulateur dans le secteur des télécommunications. Voir également Smith (1997).

37. La Nouvelle-Zélande est le seul pays à recourir exclusivement à l'application du droit général de la concurrence.

38. Les asymétries sont réduites parce que la séparation des différents régulateurs accroît la quantité totale d'informations disponibles et limite le volume d'informations privées que chaque régulateur peut utiliser (Laffont et Martimort, 1999) et permet de comparer le comportement de différents régulateurs (Neven *et al.*, 1993). Un moyen plus direct de réduire les asymétries d'information consiste à accroître la transparence de la réglementation et du processus de réforme de la réglementation pour le public.

39. Étant donné que les autorités de régulation polyvalentes arbitrent les intérêts de plusieurs branches d'activité en même temps, leur captation par une branche donnée exigera en principe plus de ressources que ce ne serait le cas avec des autorités de régulation sectorielles. En outre, les membres des organes de décision des autorités polyvalentes n'auront sans doute pas les connaissances sectorielles approfondies susceptibles de les rendre particulièrement intéressants, par la suite, comme salariés ou lobbyistes d'entreprises réglementées (OCDE, 1999b).

Les mécanismes de régulation devraient aussi être conçus de manière à limiter les risques réglementaires...

L'octroi de pouvoirs discrétionnaires trop importants au régulateur accroît aussi le « risque réglementaire » auquel s'exposent les entreprises réglementées, avec des effets potentiellement défavorables sur l'efficacité de la réglementation. Par exemple, si le rétablissement de tarifs plafonnés entre périodes de révision ou l'interdiction de financer des investissements en capital sur le produit du tarif de base peuvent se justifier *ex post* par des motifs économiques ou redistributifs, le risque de voir appliquer de telles mesures peut avoir des effets peu souhaitables sur l'investissement des entreprises réglementées. Pour éviter que le régulateur ait des pouvoirs discrétionnaires excessifs, il est possible de recourir à des obligations statutaires ou légales garantissant que les entreprises pourront financer leurs activités réglementées, d'adopter des dispositions *ex ante* assurant le partage des bénéfices entre les entreprises dont les tarifs sont plafonnés et les usagers (Baron, 1995)⁴⁰, de donner aux entreprises réglementées la possibilité de demander l'arbitrage des autorités de la concurrence et/ou des tribunaux, et enfin d'accroître la transparence du processus de décision réglementaire et de la diffusion d'informations par les entreprises.

... mais il convient de rechercher un équilibre entre l'engagement préalable et la flexibilité

Il faudrait que les mécanismes réglementaires comportent un certain degré d'engagement préalable, de façon à limiter le risque de non-rentabilité d'investissements des entreprises à cause de décisions réglementaires ultérieures, tout en empêchant, le cas échéant, l'exercice de pressions politiques lorsque les choix réglementaires sont rendus publics. Toutefois, il ne faudrait pas que l'engagement préalable et les restrictions au pouvoir d'appréciation du régulateur portent atteinte à l'efficacité de l'application des réglementations et aux possibilités d'ajustement de la régulation en fonction de l'évolution de la technologie et des marchés.

Conclusions

Il y a plus de deux décennies que la réforme de la réglementation s'est amorcée dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, et l'accent a été mis de plus en plus sur les industries de réseau. Dans l'ensemble, les réformes semblent avoir amélioré l'efficacité de la production et le choix des consommateurs tout en faisant baisser les prix. Dans certaines industries, elles se sont traduites par l'élimination de contrôles réglementaires, mais dans d'autres, la réglementation demeure nécessaire et les réformes ont eu pour objet d'en améliorer la qualité et l'efficacité. Les gouvernements ont souvent eu recours à un processus d'apprentissage pour traiter ces questions par des moyens novateurs et efficaces. Ce processus d'apprentissage restera certainement important, dans la mesure où les réformes de la réglementation devront s'adapter constamment à l'évolution des technologies, de la demande de consommation et de la structure des marchés. La comparaison des approches et des résultats des réformes de la réglementation suivant les pays en constitue un élément important.

40. Ces dispositions peuvent parfois contribuer à réduire les pressions politiques en faveur du déplafonnement des tarifs lorsque les taux de rendement sont plus élevés que prévu. Elles ont été utilisées aux États-Unis pour plafonner le prix des redevances d'accès aux réseaux téléphoniques locaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ACTON, J. et I. VOGELSANG (1989),
« Symposium on price-cap regulation: introduction », *Rand Journal of Economics*, vol. 20, pp. 369-372.
- ALEXANDER, I., et I. TIMOTHY (1996),
« Price Caps, Rate-of-return, Regulation and the Cost of Capital », *Private Sector*, note n° 87, Banque mondiale.
- AVERCH, H. et L. JOHNSON (1962),
« Behavior of the firm under regulatory constraint », *American Economic Review*, vol. 52, pp. 1053-1069.
- BANQUE MONDIALE (1996),
« Industry Structure and Regulation in Infrastructure: a Cross-Country Survey », *Private Sector Development Department Occasional Paper* n° 25.
- BARON, D.P. (1995),
« The economics and politics of regulation: perspectives, agenda and approaches », in J.S. Banks et E.A. Hanuser (dir. pub.), *Modern political economy*, Cambridge University Press.
- BAUMOL, W.J. (1999),
« Interconnection prices: making telephone competition a reality », *Japan and the World Economy*, vol. 11, pp. 575-577.
- BEESELEY, M. et S. LITTLECHILD (1989),
« The regulation of privatised monopolies in the United Kingdom », *Rand Journal of Economics*, vol. 37, pp. 373-391.
- BIGGAR, D. (2000),
« When Should Regulated Companies be Vertically Separated? » in G. Amato et L. Laudati (dir. pub.) : *The Anticompetitive Impact of Regulation*, à paraître.
- BOYCKO, M., A. SHLEIFER et R.W. VISHNY (1996),
« A theory of privatisation », *The Economic Journal*, mars.
- BOYLAUD, O. (2000),
« Regulatory reform in two competitive industries: road freight and retail distribution », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître), Paris.
- BOYLAUD, O. et G. NICOLETTI (2000),
« Regulation, market structure and performance in telecommunications », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 237, Paris.
- CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS (1998),
La restructuration des chemins de fer en Europe. OCDE, Paris.
- ECONOMIDES, N. et L. WHITE (1994),
« Networks and compatibility: Implications for antitrust », *European Economic Review*, vol. 38, pp. 651-667.
- FARRELL, J. et C. SHAPIRO (1988),
« Dynamic competition with switching costs », *Rand Journal of Economics*, vol. 19, pp. 123-137.
- FARRELL, J. et C. SHAPIRO (1989),
« Optimal contracts with lock-in », *American Economic Review*, vol. 79, pp. 51-68.
- FIORINA, M. (1982),
« Legislative choice of regulatory forms: legal process or administrative process », *Public Choice*, vol. 39, pp. 33-66.

- FOSTER, C.D. (1992),
Privatization, Public Ownership and the Regulation of Natural Monopoly, Blackwell Publishers.
- GONENC, R., M. MAHER et G. NICOLETTI (2000),
« The implementation and the effects of regulatory reform: past experience and current issues », *Documents de travail du Département des affaires économiques* (à paraître), Paris.
- GONENC, R. et G. NICOLETTI (2000),
« Regulation, market structure and performance in air transportation », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître), Paris.
- HART, O. et J. MOORE (1988),
« Incomplete Contracts and Renegotiation », *Econometrica*, vol. 56, pp. 755-786.
- HART, O., A. SHLEIFER, et R.W. VISHNY (1997),
« The proper scope of government: Theory and an application to prisons », *Quarterly Journal of Economics*, pp. 1127-1161, novembre.
- HEIMLER, A. (2000),
« Competition and regulation in public utilities », *Privatisation, Competition and Regulation*, (Actes de la réunion d'Helsinki, septembre 1998), Centre pour la coopération avec les non-membres, OCDE, Paris.
- HELM, D. (1994),
« British Utility Regulation: Theory, Practice, and Reform », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 10, pp. 17-39.
- HILMER, F. (1993),
National Competition Policy: Report by the Independent Committee of Inquiry, août.
- LAFFONT, J-J. et D. MARTIMORT (1999),
« Separation of regulators against collusive behavior », *RAND Journal of Economics*, vol. 30, n° 2, été, pp. 232-262.
- MEGGINSON, W.L. et J.M. NETTER (1999),
« From state to market: A survey of empirical studies on privatization », *Economics Energy Environment*, Nota di lavoro 1.99, Fondazione ENI Enrico Mattei.
- NEVEN, D., R. NUTTALL et P. SEABRIGHT (1993),
« Regulatory capture and the design of the European merger policy », in D. Neven, R. Nuttall et P. Seabright (dir. pub.), *Merger in Daylight*, Londres : CEPR Press.
- NICOLETTI, G., S. SCARPETTA et O. BOYLAUD (1999),
« Summary indicators of product market regulation with an extension to employment protection legislation », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 226, OCDE, Paris.
- OCDE (1992),
Réforme réglementaire, privatisation et politique de la concurrence, Paris.
- OCDE (1994),
Études économiques 1992-1993, Italie, Paris.
- OCDE (1997),
Rapport de l'OCDE sur la réforme de la réglementation, Paris.
- OCDE (1999a),
Perspectives des communications de l'OCDE, Paris.
- OCDE (1999b),
La relation entre les responsables de la réglementation et les autorités chargées de la concurrence, Table ronde n° 22 sur la politique de la concurrence, Comité du droit et de la politique de la concurrence.

- OCDE (2000),
Réglementation des télécommunications : structures et responsabilités des institutions,
Politique de l'information, de l'informatique et des communications (à paraître).
- SALOP, S. et D. SCHEFFMAN (1983),
« Raising rival's costs », *American Economic Review*, vol. 73, pp. 267-271.
- SHLEIFER, A. (1998),
« State versus private ownership », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 12, n° 4,
pp. 133-150.
- SMITH, W. (1997),
« Utility Regulators: The Independence Debate », *Private Sector*, note n° 127, Banque
mondiale.
- STARKIE, D., et D. THOMPSON (1985),
« The airport's policy white paper: Privatisation and regulation », *Fiscal Studies*, vol. 6, n° 4,
pp. 30-42.
- STEINER, F. (2000),
« Regulation, industry structure and performance in the electricity supply industry », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 238, Paris.
- VICKERS, J. et G. YARROW (1988),
Privatisation: An Economic Analysis, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.
- VOGELSANG, I. et B. MITCHELL (1997),
Telecommunications Competition, The Last Ten Miles, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

V. TENDANCES RÉCENTES DE LA CROISSANCE DANS LES PAYS DE L'OCDE

Introduction

Ce chapitre analyse l'évolution des taux de croissance dans les pays de l'OCDE au cours des dix dernières années

Les tendances récentes de la croissance dans certains pays de l'OCDE ont retenu largement l'attention. En particulier, la forte croissance non inflationniste des États-Unis, ainsi que le taux élevé d'utilisation de la main-d'œuvre, la généralisation des technologies de l'information et des communications (TIC) et la poursuite, observée au niveau microéconomique, de la restructuration des procédés de production sont autant de facteurs qui ont contribué à donner l'impression que des changements fondamentaux s'étaient probablement produits. La reprise soutenue de la croissance économique que l'on constate également dans un petit nombre d'autres pays de l'OCDE conduit à se demander si (et comment) une expansion plus rapide pourra se propager dans le proche avenir. Le présent chapitre tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions en examinant la croissance de la production et de la productivité au cours de la période 1990-98 et en identifiant le rôle joué par les déterminants traditionnels de la croissance ainsi que par de nouveaux facteurs étroitement liés aux TIC¹.

Il convient dès le départ de souligner que les comparaisons internationales des profils de croissance sont limitées par un certain nombre de problèmes de mesure. Premièrement, malgré les efforts des offices statistiques nationaux et des organisations internationales, des problèmes de données ne permettent pas encore de comparer parfaitement les performances de la croissance d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre². Deuxièmement, nul n'ignore la difficulté de mesurer la production du secteur des services, qui fait largement appel aux TIC et où les aspects qualitatifs sont particulièrement importants. Enfin, s'il n'est jamais très facile de dissocier les variations tendancielle de l'évolution conjoncturelle, le problème est particulièrement complexe si l'on considère les observations les plus récentes. A cela s'ajoute le fait que tout au long des années 90, les conditions conjoncturelles des différents pays ont été très dissemblables. Pour tenter de remédier à ces problèmes, on a fréquemment recours dans le présent chapitre à des séries corrigées des variations conjoncturelles³.

1. Ce chapitre s'inspire de l'analyse plus détaillée des tendances récentes de la croissance présentée dans Scarpetta *et al.* (2000), et de la documentation rédigée par la Direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie (DSTI).
2. Des problèmes de comparabilité ont toujours affecté l'analyse internationale des performances en matière de croissance mais ils prennent une ampleur particulière aujourd'hui, le rythme et l'ampleur des modifications apportées aux techniques de mesure des comptes nationaux ayant varié selon les pays (voir encadré 1.3 dans OCDE, 1999a).
3. On a estimé les séries tendancielles de la production, de l'emploi et de la productivité du travail en utilisant une version élargie du filtre de Hodrick-Prescott (Hodrick et Prescott, 1997), qui vise à remédier au problème bien connu des changements de phase à l'intérieur de la période étudiée en extrapolant les données effectives sur la base du taux de croissance moyen observé sur la période 1980-98. Néanmoins, si les taux de croissance passés ne rendent pas raisonnablement bien compte des profils futurs de croissance, cette extrapolation peut introduire un biais sur les valeurs finales de la série à laquelle le filtre est appliqué. Pour la majorité des pays, ce biais ne paraît pas très important : en extrapolant les données au moyen d'une autre méthode – fondée sur les prévisions du scénario de référence à moyen terme de l'OCDE – on a obtenu des résultats largement identiques. On a cependant constaté un petit nombre d'exceptions. Dans les cas de l'Allemagne, de la France et du Canada, l'utilisation des prévisions retenues dans le scénario de référence à moyen terme de l'OCDE aboutit à un taux de croissance tendanciel légèrement plus élevé pendant les années 90 ; en revanche, ces mêmes données conduisent à un taux plus faible dans le cas du Japon.

La première section du chapitre examine les profils internationaux de la croissance tendancielle du PIB et du PIB par habitant et leurs principaux déterminants dans la zone de l'OCDE au cours des vingt dernières années. La deuxième section traite de la productivité du travail, de l'utilisation de la main-d'œuvre et de l'évolution du capital humain. La troisième section fait une première analyse du rôle joué par les technologies de l'information et des communications en tant que moteur de la croissance dans les pays de l'OCDE au cours de la dernière décennie, à la fois directement, du fait de l'expansion des industries productrices de TIC, et indirectement, par le biais de l'utilisation des TIC comme facteurs de production dans d'autres secteurs. La quatrième section examine la croissance de la productivité multifactorielle pour tenter de déterminer les changements significatifs du rythme du progrès technologique, et, par là même, du potentiel de croissance. La dernière section présente un certain nombre de conclusions et un résumé des principaux problèmes que les tendances observées de la croissance posent aux responsables de la politique économique.

Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant

Dans un petit nombre de pays, le ralentissement en longue période de la croissance paraît s'être inversé pendant les années 90

Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, aussi bien la croissance du PIB effectif que du PIB tendanciel ont été plus faibles pendant les années 90 que lors des deux décennies antérieures, poursuivant la tendance largement commentée à un ralentissement des taux de croissance en longue période (tableau V.1). Le mouvement s'est cependant inversé aux États-Unis et dans plusieurs petits pays de l'OCDE (principalement en Australie, en Irlande, en Norvège et aux Pays-Bas ; voir l'appendice, tableau V.5)⁴. L'évolution démographique ne se faisant généralement qu'avec lenteur, les taux de croissance tendanciels du PIB par habitant – plus révélateurs du niveau de vie national – ont suivi plus ou moins la même évolution (tableau V.1)⁵.

Tableau V.1. Performances en matière de croissance dans les pays de l'OCDE

Taux de croissance annuel moyen

	Taux de croissance effectif du PIB				Taux de croissance tendancielle du PIB		Taux de croissance tendancielle du PIB par habitant	
	1970-80	1980-90	1990-98	1999	1980-90	1990-98	1980-90	1990-98
États-Unis	3.2	3.2	3.0	4.2	2.9	3.1	2.0	2.2
Japon	4.4	4.0	1.4	0.3	3.8	1.9	3.3	1.6
Union européenne ^a	3.0	2.4	1.7	2.3	2.3	1.8	2.0	1.5
OCDE ^{a, b}	3.4	3.0	2.3	2.7	2.8	2.4	2.1	1.8

a) Le taux de croissance de l'Union européenne et de l'OCDE est obtenu en calculant la moyenne pondérée des taux de croissances des différents pays, les pondérations étant le niveau du PIB des différents pays exprimé en parités.

b) Non compris la République tchèque, la Hongrie, la Corée et la Pologne.

Source : OCDE.

4. Le Danemark figure également dans le tableau de l'appendice parmi les pays où la croissance du PIB tendanciel s'est accélérée. Néanmoins, les données utilisées dans le présent chapitre ne prennent pas en compte les toutes dernières révisions (mai 2000) du système danois de comptabilité nationale, qui semblent aboutir à un léger ralentissement du taux de croissance du PIB pendant les années 90.
5. A strictement parler, la croissance du PNB par habitant serait même encore préférable, mais dans la pratique, les deux concepts ne diffèrent guère pour ce qui est des taux de croissance tendanciels. Il existe cependant un petit nombre d'exceptions, parmi lesquelles la Suisse et l'Irlande : en Suisse, le taux de croissance annuel effectif du PIB a dépassé de 0.2 point de pourcentage le taux de croissance du PIB (0.5 pour cent), tandis qu'en Irlande, il a été inférieur de 0.6 point de pourcentage au taux de croissance annuel du PIB (6.1 pour cent).

Ces profils différents expliquent que les disparités de croissance du PIB se soient accentuées pendant les années 90 comparativement aux années 80 (appendice, tableau V.5).

Reflétant ces tendances de la croissance, les données pour 1998 placent les États-Unis au premier rang des pays de l'OCDE pour ce qui est des niveaux de revenus, suivis par la Norvège et la Suisse dont le PIB par habitant est inférieur de 15 à 20 points à celui des États-Unis (graphique V.1). L'essentiel des pays de l'OCDE, y compris toutes les autres grandes économies, affichent des PIB par habitant en retrait de 25 à 35 points sur celui des États-Unis.

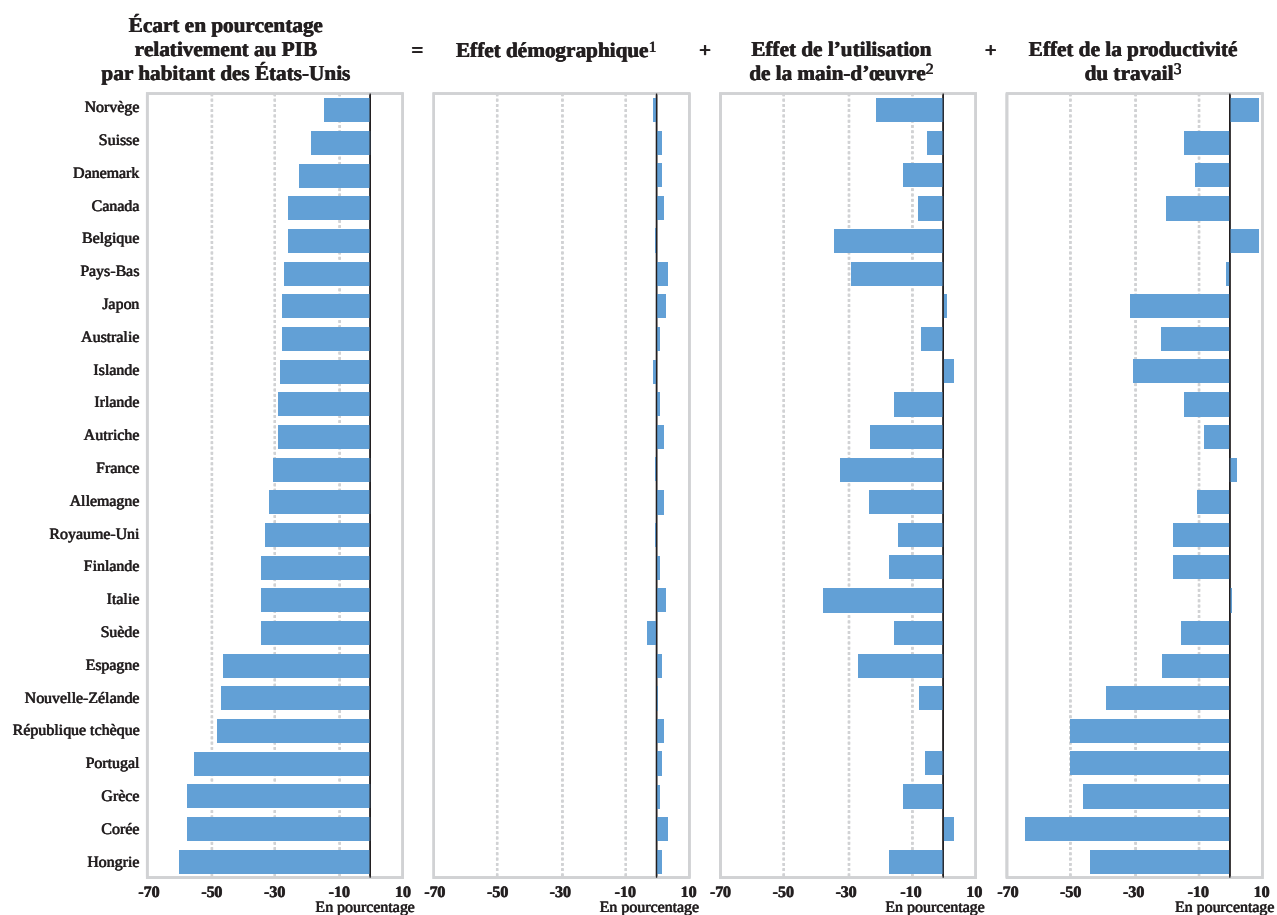
Les différences de revenu par habitant restent importantes...

Pendant les années 50 et 60, bon nombre de pays de l'OCDE s'étaient rapidement rapprochés des niveaux de revenu beaucoup plus élevés des États-Unis, en partie grâce aux technologies et au savoir importés de ce pays mais aussi, dans certains cas, du fait de la reconstruction postérieure à la guerre. Le processus de convergence

... le mouvement de convergence s'étant généralement interrompu

Graphique V.1. Écarts entre le PIB par habitant et leurs déterminants, 1998

Différence en point de pourcentage du PIB par habitant en PPA relativement aux États-Unis



1. Basé sur le rapport entre la population en âge de travailler (15-64 ans) et la population totale.

2. Basé sur le taux d'emploi (emploi sur population en âge de travailler) et le nombre moyen d'heures travaillées.

3. PIB par heure travaillée.

Source : OCDE.

s'est ralenti pendant les années 70 et 80, et si l'on considère aussi bien les niveaux que les taux de croissance, seuls quelques pays (Irlande ou Corée par exemple) semblent encore aujourd'hui engagés dans un processus de rattrapage. En raison de la forte croissance des États-Unis pendant les années 90, l'écart entre le revenu par habitant de ce pays et ceux de la plupart des autres Membres de l'OCDE a commencé à se creuser à nouveau au cours de la décennie.

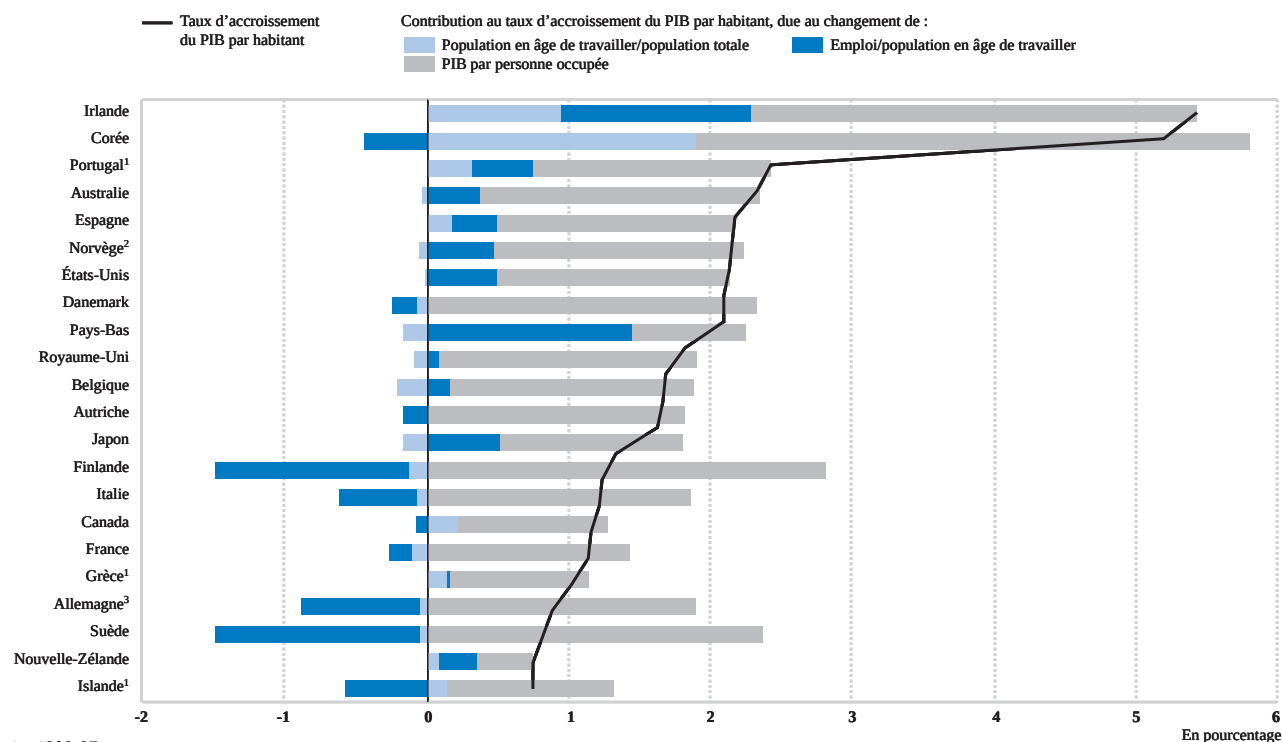
Décomposition de la croissance du PIB par habitant : évolution démographique, productivité du travail et utilisation de la main-d'œuvre

La décomposition de la croissance du PIB par habitant montre que...

Pour analyser la croissance du PIB par habitant, il est bon de la ventiler en trois principales composantes, correspondant aux taux de croissance : i) du rapport personnes d'âge actif (15-64 ans)/population totale ; ii) du rapport personnes employées/population d'âge actif (ce que l'on appelle le « taux d'emploi ») ; et iii) de la productivité du travail (graphique V.2).

Graphique V.2. Croissance tendancielle du PIB par habitant et ses composantes, 1990-98

Variation annuelle moyenne, en pourcentage



1. 1990-97.

2. Norvège continentale uniquement.

3. 1991-98.

Source : OCDE.

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, l'évolution démographique n'a eu qu'un rôle mineur dans la croissance du PIB par habitant au cours des années 90. Les seuls pays dans lesquels la démographie a contribué de manière positive et significative à la progression du PIB par habitant ont été la Corée et l'Irlande, celle-ci ayant vu s'inverser les flux migratoires traditionnels pendant les années 90 (OCDE, 1999c). Dans certains pays de la zone, l'évolution démographique a commencé (du point de vue considéré ici) à exercer un léger effet de freinage sur la croissance du PIB par habitant. Cette tendance devrait prendre plus d'importance à l'avenir en raison de l'élargissement plus rapide de la part des personnes âgées dans la population totale (OCDE, 1998).

... l'évolution démographique n'y contribue que faiblement

L'augmentation de la productivité du travail – c'est-à-dire le PIB par personne employée – a contribué au moins pour moitié à la croissance du PIB par habitant dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des années 90. Comparativement à la décennie antérieure, la productivité du travail s'est accélérée dans un certain nombre de pays, notamment les États-Unis, l'Australie, la Norvège, le Portugal – où ce mouvement est allé de pair avec des taux d'emploi stables ou croissants – ainsi que l'Allemagne, la Finlande et la Suède – où les taux d'emploi n'ont progressé que faiblement (voir l'appendice, tableau V.5).

D'autre part, la productivité du travail joue un rôle majeur...

Le nombre d'heures ouvrées ayant reculé dans la plupart des pays au cours des années 90, notamment en Europe continentale, la croissance de la productivité du travail a été plus forte sur une base horaire que rapportée aux effectifs employés. La baisse du nombre d'heures ouvrées tient à la fois au raccourcissement imposé par la loi (ou négocié par les partenaires sociaux) de la durée hebdomadaire du travail et, notamment dans un certain nombre de pays d'Europe, à un sensible développement du travail à temps partiel. La forte progression des emplois à temps partiel est généralement allée de pair avec une élévation du taux d'activité des femmes (OCDE, 1999b).

Au cours des années 90, les taux d'emploi ont évolué de manière très divergente: parmi les grandes économies, les États-Unis et le Japon ont enregistré des hausses, à la nette différence de l'Allemagne, de la France et de l'Italie où ces taux ont baissé. Des contrastes encore plus accusés ont été observés entre certains des petits pays : alors que les taux d'emploi se sont inscrits en forte hausse en Irlande et aux Pays-Bas, ils ont reculé en Finlande et en Suède.

... de même que les variations des taux d'emploi

L'utilisation de la main-d'œuvre explique aussi pour une large part les différences de niveau du PIB par habitant d'un pays à l'autre. C'est ce qui apparaît au graphique V.1 ci-dessus, où l'on observe de fortes disparités dans l'utilisation de la main-d'œuvre (qui combine taux d'emploi et nombre d'heures ouvrées), tandis que les différences de la pyramide des âges ne jouent qu'un rôle très mineur. Dans un certain nombre de pays (par exemple les États-Unis et le Japon), les taux d'emploi sont élevés et le nombre d'heures ouvrées est supérieur à la moyenne, tandis que la plupart des pays nordiques affichent des taux d'emploi encore plus élevés mais un nombre d'heures ouvrées plus faible. En revanche, les taux d'emploi peu élevés de certains pays (par exemple l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche, la Belgique et l'Espagne) conjugués à la faiblesse relative des heures ouvrées expliquent pour plus de 20 points de pourcentage l'écart entre leur revenu par habitant et celui des États-Unis.

On retrouve ce même schéma si l'on considère les niveaux de PIB par habitant des différents pays

Les contributions de la productivité du travail et de l'utilisation de la main-d'œuvre au PIB par habitant sont interdépendantes : les personnes non

employées d'âge actif ont généralement des niveaux d'instruction – et donc une productivité potentielle – plus faibles que celles qui ont un emploi. Le processus de convergence vers le niveau d'utilisation de la main-d'œuvre des États-Unis pourrait donc être associé à une baisse de la productivité relative dans les pays où l'utilisation de la main-d'œuvre est faible. Néanmoins, même si la productivité du travail à la marge est inférieure de moitié au niveau moyen de la productivité, l'augmentation de l'utilisation de la main-d'œuvre dans ces pays permettrait encore une sensible progression du PIB par habitant.

Le rôle des qualifications et de l'utilisation de la main-d'œuvre dans la croissance de la productivité du travail

La croissance de la productivité du travail peut partiellement s'expliquer par l'amélioration des qualifications de l'emploi...

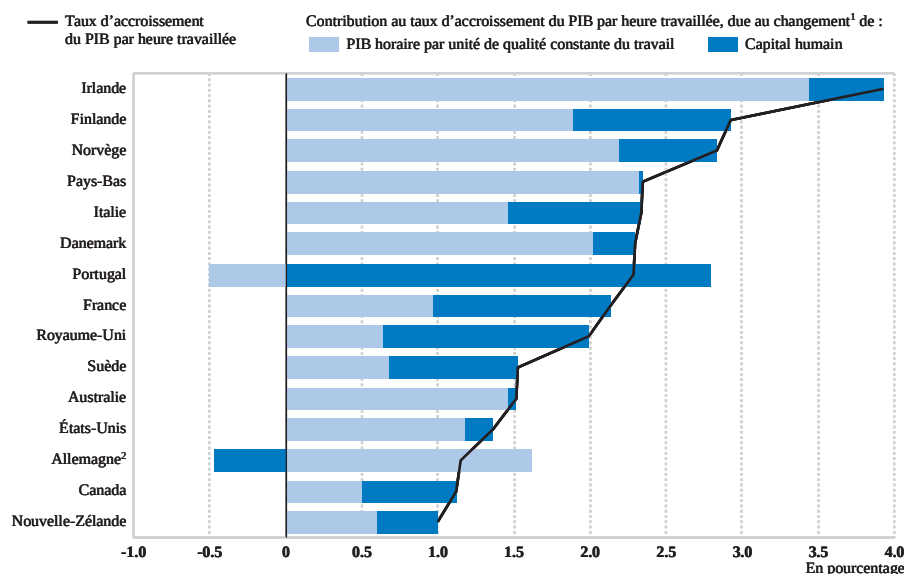
La croissance du PIB par personne employée tient en partie à l'amélioration du niveau moyen de qualifications, ou du « capital humain », des personnes ayant un emploi. C'est ce que l'on peut observer au graphique V.3, qui illustre l'incidence des variations du capital humain moyen des travailleurs sur la croissance du PIB tendanciel par heure ouvrée. On se fonde à cet effet sur un indicateur de la consommation de travail qui additionne des groupes de travailleurs ayant des niveaux différents d'instruction formelle, avec dans chaque cas une pondération en fonction du salaire relatif. Ce calcul a deux raisons d'être : premièrement, le niveau d'instruction est étroitement lié au capital humain des travailleurs ; et deuxièmement, les salaires relatifs obtenus à différents niveaux d'instruction donnent une indication chiffrée raisonnablement satisfaisante de la productivité relative de travailleurs ayant des niveaux d'instruction différents⁶. Étant donné l'élévation en longue période du niveau d'instruction dans la zone de l'OCDE, il n'est pas surprenant que dans la plupart des pays le capital humain ait apporté une contribution positive à la croissance du PIB par personne employée⁷ ; et, par voie de conséquence, les taux de croissance de la productivité ajustés pour tenir compte de la qualité sont généralement plus faibles que ceux obtenus au moyen des calculs classiques. Si l'on considère les ordres de grandeur, l'amélioration du capital humain paraît avoir sensiblement contribué au PIB tendanciel par heure ouvrée, mais moins que les gains de productivité à l'intérieur de chaque groupe de la population active correspondant à un niveau d'instruction déterminé (c'est-à-dire croissance du PIB horaire pour une main-d'œuvre de qualité constante).

6. Les données disponibles limitent le choix des pays couverts et de la période étudiée (1985-96). Le calcul est fait séparément pour les hommes et pour les femmes afin de tenir compte de la forte disparité des rémunérations entre les deux sexes. En principe, on pourrait aussi prendre en compte d'autres facteurs susceptibles de déterminer le capital humain, tels que les années d'expérience professionnelle ; néanmoins, l'absence de données internationalement comparables n'a pas permis d'affiner le calcul dans ce cas particulier. Il convient de souligner que si l'on considère généralement que les salaires reflètent les différentes productivités de la main-d'œuvre, cette hypothèse ne tient en fait que lorsque les entreprises ont des rendements d'échelle constants sur des marchés d'intrants et de produits concurrentiels et optimisent leurs profits en alignant la rémunération de chaque travailleur sur sa contribution à la production. Le Bureau of Labor Statistics (BLS, 1993) a tenté de déterminer comment une modification de ces conditions affecte la relation entre la contribution à la production et la rémunération.

7. Le résultat de l'Allemagne tient à la baisse exceptionnelle du niveau moyen d'instruction de la population active à la suite de la réunification du pays.

Graphique V.3. Effets du capital humain sur la croissance de la productivité horaire du travail, 1985-96

Variation annuelle moyenne, en pourcentage



1. Basée sur la décomposition : accroissement du PIB par personne occupée = (productivité du travail corrigée des heures travaillées et du capital humain) + (croissance du capital humain). Les variations du capital humain sont mesurées de manière approchée par les variations de la composition de l'éducation des personnes exerçant un emploi, voir texte principal.

2. Avant 1991, les données se réfèrent à l'Allemagne de l'Ouest.

Source : OCDE.

L'amélioration des qualifications des travailleurs est particulièrement sensible en Europe, où ce processus s'est accompagné d'une croissance peu soutenue de l'emploi, des gains de productivité ayant été obtenus notamment par le licenciement ou le non-recrutement de travailleurs ayant de faibles qualifications⁸. Aux États-Unis, en Australie, au Danemark et aux Pays-Bas en revanche, l'amélioration des qualifications n'a joué qu'un rôle relativement modéré dans la croissance du PIB par personne employée. L'amélioration des conditions du marché du travail a élargi le potentiel d'emplois dans ces pays, notamment pendant les années 90, ce qui a permis à des travailleurs peu qualifiés de trouver un emploi.

... mais dans certains pays, ceci tient partiellement à l'exclusion des personnes peu qualifiées de l'emploi...

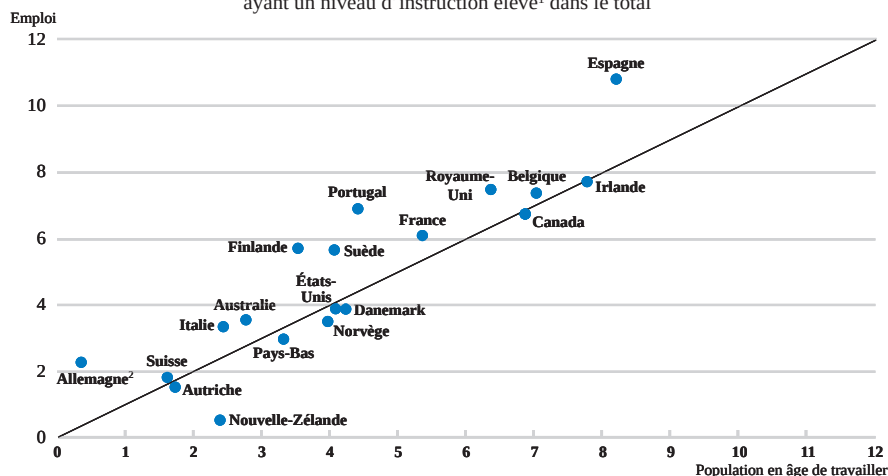
Pour illustrer ce qui précède, le graphique V.4 compare les variations du pourcentage d'individus ayant un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou plus qui occupent un emploi et les variations de leur pourcentage dans la population totale d'âge actif. Bien que l'amélioration des qualifications des personnes employées soit pour une large part associée à une amélioration généralisée du niveau d'instruction de la population d'âge actif, les variations de l'emploi ont généralement tendu à privilégier les individus les mieux instruits (la plupart des pays se situent au-dessus de la diagonale au graphique V.4). Néanmoins, il ne s'agit pas là d'un phénomène généralisé : les pays dans lesquels les conditions du marché du travail

... comme en témoigne l'amélioration des qualifications des personnes employées par rapport à l'ensemble de la population d'âge actif

8. Compte tenu du paragraphe précédent, l'amélioration des qualifications signifie ici un élargissement de la place faite aux travailleurs ayant un niveau d'instruction relativement élevé dans l'emploi, et non une amélioration du capital humain de chaque travailleur.

Graphique V.4. Croissance du capital humain de la population en âge de travailler et de l'emploi, 1989-96

Changement en point de pourcentage de la part des personnes ayant un niveau d'instruction élevé¹ dans le total



1. Un niveau d'instruction élevé correspond aux codes CITE 5, 6 et 7.

2. 1991-96.

Source : Calculs basés sur les données de l'OCDE, *Regards sur l'éducation*, différents numéros.

sont restées favorables ou se sont sensiblement améliorées ont obtenu des résultats plus équilibrés en termes d'emploi relatif (ils se situent généralement sur la diagonale du graphique V.4 ou en dessous).

Le rôle des déplacements sectoriels dans la croissance de la productivité totale du travail

Les déplacements sectoriels n'expliquent que marginalement les tendances de la productivité du travail dans les différents pays...

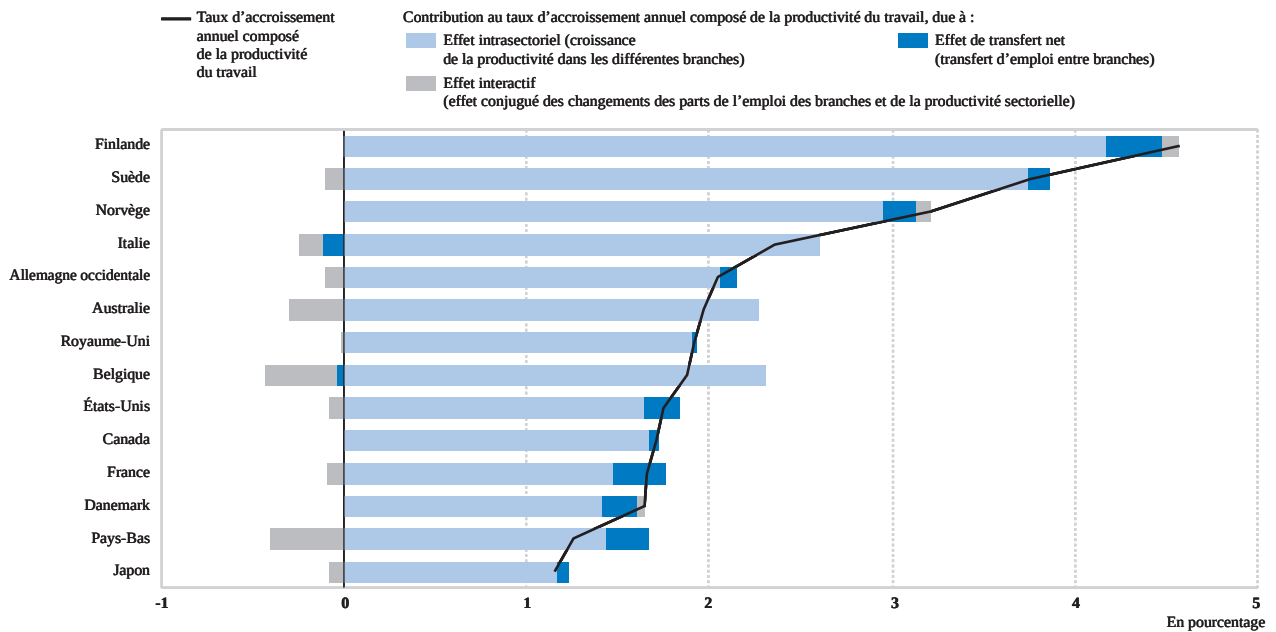
Dans le passé, les déplacements d'emplois des secteurs peu productifs vers les secteurs qui l'étaient davantage expliquaient souvent pour une large part les tendances de la croissance à long terme et les différences internationales de la productivité du travail. Les données recueillies pour les années 90 donnent cependant à penser que les profils de croissance de la productivité globale ont principalement résulté des variations de la productivité à l'intérieur des branches d'activité, et non pas d'importants déplacements d'emplois entre les branches d'activité. C'est ce qu'illustre le graphique V.5 qui ventile la croissance de la productivité du travail selon qu'elle résulte d'un effet intrasectoriel, d'un effet intersectoriel ou d'un effet d'interaction⁹. Les gains de productivité du travail dus à des effets intrasectoriels ont expliqué l'essentiel de la croissance de la productivité globale pendant les années 90, bien que le résultat ait sans doute été affecté par le choix des branches utilisées pour procéder à la ventilation¹⁰.

9. L'effet d'interaction a une contribution négative lorsque les branches dont la productivité relative s'accroît perdent de leur importance ou lorsque les branches où la productivité baisse tendent à se développer. Les données sont extraites de la base de données sectorielles et internationales STAN de l'OCDE (positions à 2 chiffres de la CITI pour les services, et à 3-4 chiffres pour les industries manufacturières).

10. L'existence d'une forte contribution des gains de productivité intrasectoriels est cependant confirmée par des études réalisées au niveau des entreprises. Les données récentes sur l'évolution de la productivité au niveau des entreprises sont résumées dans Bartelsman et Doms (2000).

Graphique V.5. **Décomposition du taux d'accroissement composé de la productivité du travail entre les effets intrasectoriels et intersectoriels, 1990-97**

Secteur des entreprises non agricoles



Source : OCDE.

La thèse selon laquelle les gains de productivité résulteraient pour une large part d'une amélioration de la productivité au sein des branches d'activité n'est peut-être pas surprenante pour les pays examinés au graphique V.5, dans lesquels la part des services s'est stabilisée aux alentours de 70 pour cent de la valeur ajoutée. En revanche, dans d'autres économies de l'OCDE, parmi lesquelles l'Irlande ainsi que certains pays à faible revenu, les secteurs de services ont une taille beaucoup plus restreinte, ce qui donne à penser que de nouveaux changements structurels seraient possibles à ce niveau. De plus, de nouvelles modifications structurelles et une amélioration de l'affectation des ressources entre les différentes branches d'activité examinées au graphique V.5 sont probablement possibles. C'est notamment le cas des secteurs de services qui couvrent un large éventail d'activités (par exemple les services aux entreprises).

... bien que la dimension réduite des secteurs de services dans certains pays donne à penser que de nouveaux changements structurels sont possibles

Le rôle des technologies de l'information et des communications

Le débat actuel sur la croissance accorde une large place au rôle des technologies de l'information et des communications (TIC). Les TIC peuvent affecter les taux potentiels de croissance par le biais de trois principaux mécanismes : i) une accélération de la productivité dans les secteurs producteurs de TIC eux-mêmes, et un élargissement de la place occupée par ces secteurs dans l'économie ; ii) un renforcement de l'intensité capitalistique dans l'ensemble de l'économie, du fait de la rapidité des investissements en équipements liés aux TIC, et une forte accélération de la productivité du travail ; et iii) des retombées largement répandues des TIC

Les TIC peuvent affecter la croissance de la production et de la productivité

sur la productivité. La présente section traite des deux premières contributions des TIC, la troisième faisant l'objet de la section suivante dans le cadre plus large de l'analyse des tendances de la productivité multifactorielle.

Le secteur producteur de TIC

*Le secteur producteur de TIC
est encore relativement
restreint...*

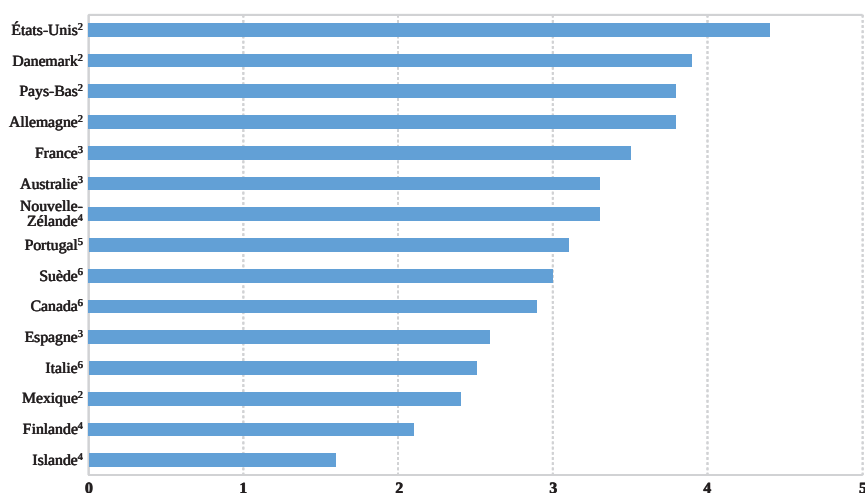
La contribution du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) proprement dit à la production globale est encore faible dans la plupart des pays de l'OCDE (graphique V.6). Les données internationalement comparables établies par l'OCDE sur la valeur ajoutée produite par les trois principaux segments du secteur des TIC (mais à l'exclusion des logiciels) montrent qu'elle n'atteignait pas 5 pour cent du PIB au milieu des années 90 dans aucun des pays pour lesquels on disposait de données. Les contributions plus élevées observées dans certains pays résultent de l'utilisation de données plus complètes (couvrant notamment les logiciels) : ainsi, aux États-Unis et au Japon, on estime que plus de 7 pour cent du PIB a été créé dans le secteur des TIC au sens large. Néanmoins, dans la plupart des pays d'Europe continentale, le secteur des TIC reste limité, même si l'on en donne une définition élargie.

*... bien qu'il ait apporté une
contribution non négligeable à
la croissance de la productivité
du travail aux États-Unis*

Malgré sa faible contribution à la valeur ajoutée totale, le secteur producteur de TIC a vu sa productivité accuser une forte poussée aux États-Unis, notamment pendant la dernière partie des années 90. On estime que cette accélération intrasectorielle a gonflé la productivité totale du travail dans le secteur des entreprises des États-Unis de 0.2 à 0.3 point de pourcentage au cours de la période 1995-99¹¹. De

Graphique V.6. Valeur ajoutée dans les industries des technologies de l'information et des communications¹, dans le milieu des années 1990

En pourcentage du PIB total



1. Défini comme CITI Rév.2 classes 3825 (Machines de bureau et matériel de traitement de l'information), 3832 (équipement de radio, TV et communication) et 72 (services de communication).

2. 1996.

3. 1997.

4. 1995.

5. 1993.

6. 1994.

Source : OCDE (2000), *Perspectives des technologies de l'information*, Paris.

11. Voir Gordon (1999) ; Oliner et Sichel (2000) ; Council of Economic Advisors (2000).

plus, on commence à observer une accélération de la productivité dans le secteur producteur de TIC d'autres pays. Lorsque l'on analyse ces observations, il convient de rappeler que certains pays peuvent sous-estimer l'amélioration de la qualité des produits liés aux TIC (voir encadré V.1). Cette réserve étant faite, les statistiques industrielles confirment que la productivité du travail dans les deux secteurs qui

Encadré V.1. Production et dépenses informatiques : comment prendre en compte l'évolution des prix et des volumes

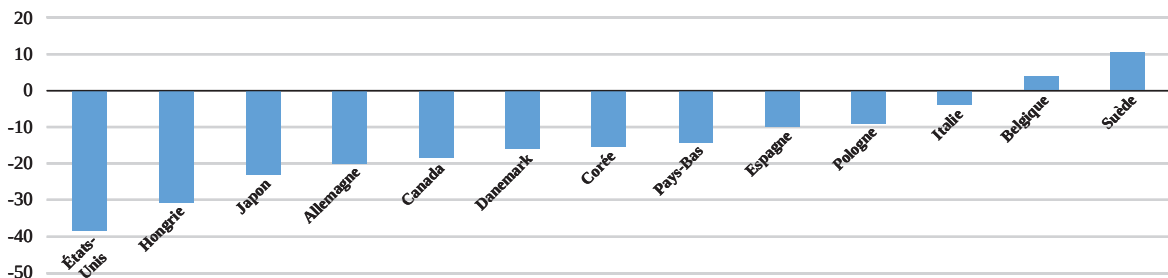
La rapidité du progrès technologique dans le secteur informatique complique la tâche du statisticien s'il s'agit de déterminer la part de l'évolution des prix et celle de l'évolution des volumes dans les changements observés en termes nominaux. La capacité d'un ordinateur individuel type à traiter, stocker et transmettre des informations a progressé de manière spectaculaire au cours des 10 à 15 dernières années. Au cours des années 90, la rapidité du microprocesseur de base a été multipliée par 16, et la capacité de stockage aussi bien que la vitesse de transmission ont été multipliées par plus de 200. Compte tenu de tous ces changements qualitatifs de l'ordinateur individuel de base, on peut difficilement comparer une unité aujourd'hui et une unité il y a dix ans ou même il y a encore plus longtemps. Le matériel de télécommunications a lui aussi connu de très importants changements sur le double plan des prix et de la qualité.

Différentes méthodes sont utilisées pour mesurer la place de l'évolution des prix et celle des volumes dans la production et les dépenses informatiques (voir aussi Schreyer, 2000). Elles vont de l'absence de tout ajustement pour tenir compte de l'évolution de la qualité à des approches plus subjectives visant à mieux prendre en compte la qualité par le biais de méthodes « hédonistes » et autres. Lorsque aucun ajustement n'est opéré, l'indice de prix est calculé à partir du prix de l'unité informatique, et l'indice de volume est fondé sur le nombre d'unités produites ou vendues. La méthode « hédoniste » ventile le prix marchand de l'ordinateur pour en

isoler les principales caractéristiques techniques, et déterminer séparément le prix de chacune de ces caractéristiques au moyen d'une analyse de régression. L'indice de prix « hédoniste » est le prix moyen de toutes les caractéristiques, et l'indice de volume est fondé sur les valeurs nominales déflatées par cet indice de prix. Les fortes divergences de l'évolution des prix à la production dans des secteurs des machines de bureau, machines comptables et machines informatiques d'un pays à l'autre tiennent probablement dans une large mesure à l'utilisation de méthodologies différentes. Ainsi, la forte chute des prix de ces produits aux États-Unis tient à l'utilisation de méthodes « hédonistes ». En revanche, la baisse limitée ou même l'augmentation des prix à la production des machines de bureau, machines comptables et machines informatiques dans bon nombre de pays européens tiennent peut-être à la place prédominante faite aux méthodes « classiques » pour établir les indices de prix. On peut donc en déduire que les quantités produites, et l'évolution de la productivité, dans les secteurs des machines de bureau, machines comptables et machines informatiques sont sous-estimées dans ces pays. Si les prix informatiques sont biaisés à la hausse, un biais à la baisse caractérise les mesures de volume, telles que celles de l'investissement réel ou de la consommation. L'ampleur de l'impact exercé sur les chiffres du PIB global dépend de l'importance du secteur des TIC dans le pays considéré et de sa propension à importer du matériel de ce type.

Prix à la production du matériel de bureau, de comptabilité et de calcul

3^e trimestre 1999, en pourcentage de variation par rapport à la moyenne de 1995



Note : À l'exception des États-Unis, les données proviennent de OCDE, *Indicateurs des activités industrielles*. Les données pour les États-Unis sont des moyennes pondérées des prix à la production pour les ordinateurs et les machines et matériel de bureaux et magasins.

Sources : OCDE, *Indicateurs des activités industrielles* ; US Department of Labor.

— Tableau V.2. **Productivité du travail dans le secteur manufacturier
et dans 2 secteurs des technologies de l'information
et des communications, au cours du troisième trimestre de 1999**

1995 = 100

	Machines de bureau, machines comptables et matériel de traitement de l'information	Équipement de radio, télévision et télécommunications	Manufacture
États-Unis	460	172	125
Japon	..	112	104
Allemagne	186	129	117
France	..	128	115
Royaume-Uni	160	..	103
Canada	97	141	105
Autriche	116	134	130
Danemark	99	151	109
Finlande	127	193	119
Corée	454	322	150
Mexique	117	144	119
Portugal	..	195	122

Source : OCDE (1999), *Indicateurs des activités industrielles*, n° 4.

contribuent le plus à la production d'équipements liés aux TIC (machines de bureau, machines comptables et machines informatiques ; et radio, télévision et communications) a généralement augmenté nettement plus vite que dans le secteur manufacturier dans son ensemble, notamment pendant la dernière partie des années 90 (tableau V.2).

Investissements en TIC et renforcement de l'intensité capitalistique

*La baisse des prix des TIC
favorise une substitution en
faveur des investissements en
TIC et du renforcement de
l'intensité capitalistique*

Le deuxième mécanisme par l'intermédiaire duquel les technologies de l'information et des communications (TIC) affectent la production et la productivité du travail est le renforcement de l'intensité capitalistique. Le progrès technologique s'est notamment manifesté par la baisse des prix des équipements de TIC (notamment lorsqu'on les corrige pour tenir compte de la qualité). Après ajustement pour tenir compte des améliorations qualitatives, les baisses annuelles des prix des équipements de TI ont été généralement supérieures à 10 pour cent. La baisse des prix a non seulement entraîné le remplacement d'autres biens de capital par des équipements de TIC, mais a également élevé le niveau global des investissements, conduisant ainsi à un renforcement de l'intensité capitalistique.

*La part des TIC dans
l'investissement augmente
rapidement*

Les TIC ont certainement eu une incidence sur les schémas d'investissement des différents pays de l'OCDE. Dans les sept grands pays, la part des biens d'équipement liés aux TI dans les dépenses totales d'investissement a régulièrement augmenté depuis le début des années 90, pour atteindre 13 pour cent de la formation totale brute de capital fixe non résidentiel en 1996, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres internationalement comparables (tableau V.3). La part du matériel de communications a elle aussi augmenté, mais moins rapidement, et représentait environ 5 pour cent du total de l'investissement non résidentiel. De plus, le volume des investissements en équipements de TI a progressé à des taux annuels allant de 11 pour cent en France à 24 pour cent aux États-Unis au cours de la période 1990-96. De récentes observations faites aux États-Unis font apparaître une accélération des

Tableau V.3. Évolution de l'investissement dans les technologies de l'information et des communications, dans les pays du G7

	Canada	France	Allemagne occidentale	Italie	Japon	Royaume-Uni	États-Unis
Part dans la formation brute de capital fixe non résidentiel des :							
Équipements des technologies de l'information							
1985	6.9	6.1	3.4	3.4	3.4	5.2	6.3
1990	7.3	5.0	3.5	4.1	3.8	7.5	8.7
1996	10.1	6.0	6.1	4.2	4.6	11.7	13.4
Équipements des communications							
1985	4.2	4.0	3.7	2.4	0.8	5.2	5.8
1990	5.3	3.8	3.7	3.6	1.5	5.8	7.0
1996	6.1	4.9	4.8	5.4	3.5	6.6	6.5
Taux d'accroissement annuel moyen des dépenses à prix constants des :							
Équipements des technologies de l'information							
1985-90	17.2	16.2	18.8	20.8	23.6	25.5	19.6
1990-96	17.6	11.0	18.6	12.9	14.5	17.6	23.8
Équipements des communications							
1985-90	20.6	19.0	18.4	25.6	34.7	20.3	16.7
1990-96	4.3	2.1	3.4	9.2	15.0	2.2	5.1
Déflateur de prix^{a)} :							
Équipements des technologies de l'information							
1985-90	-9.4	-10.2	-10.3	-8.1	-12.0	-6.7	-10.4
1990-96	-11.1	-9.2	-10.7	-9.1	-12.5	-9.1	-11.5
Équipements des communications							
1985-90	1.3	0.5	0.4	2.7	-1.3	4.0	0.3
1990-96	-0.7	1.2	-0.4	1.3	-2.2	1.2	-1.1

a) Les chiffres se réfèrent à un déflateur « harmonisé » qui suppose que les différences entre les changements de prix des biens d'équipement des technologies de l'information et des communications et des autres biens d'équipement sont identiques dans tous les pays.

Source : Schreyer (2000).

investissements en TI dont le taux de croissance aurait été d'environ 38 pour cent par an au cours de la période 1996-99.

Le dynamisme des investissements en technologies de l'information et des communications (TIC) a contribué de plus en plus largement à la croissance de la production globale. Pendant les années 80, les équipements liés aux TIC (matériel) ne représentaient qu'environ 0.1-0.2 point de pourcentage par an du taux de croissance tendanciel de la production du secteur des entreprises (graphique V.7)¹². La contribution des TIC à la croissance était encore relativement faible dans la mesure où le taux de développement des équipements de ce type, bien que déjà élevé, s'appliquait à une base restreinte. Pendant la première moitié des années 90, la contribution des équipements en TIC à la croissance de la production s'est élargie dans la plupart des pays, et tout particulièrement aux États-Unis où elle a progressé de 0.4 point de pourcentage par an, et où elle représentait environ 14 pour cent de la croissance de la production totale.

Des données d'observation plus récentes concernant les États-Unis (Oliner et Sichel, 2000) montrent que la contribution des TIC à la croissance de la production s'est fortement accélérée pendant la seconde moitié des années 90, grâce à une nette accélération du taux de croissance des équipements liés aux TIC : en particulier, le

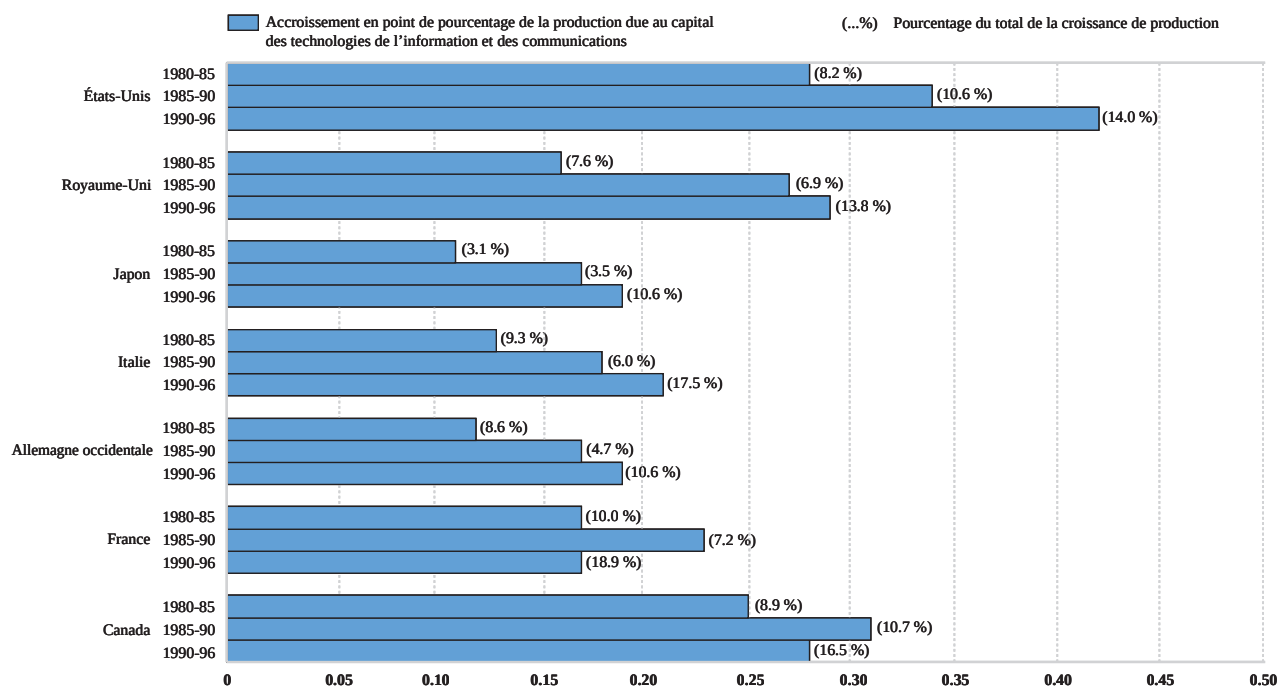
Bien que restant faible, la contribution des équipements des TIC à la croissance de la production s'est de ce fait élargie...

... et elle s'est encore renforcée ces toutes dernières années, au moins aux États-Unis

12. La contribution du secteur des TIC à la production ne dépassait pas en moyenne 1 à 3 pour cent dans les différents pays du G7.

Graphique V.7. Contribution du capital des technologies de l'information et des communications dans la croissance de la production

Ensemble des industries, basé sur un indice des prix des technologies de l'information et des communications harmonisé



Source : Schreyer (2000).

rythme de progression de matériels informatiques et des équipements de communication a doublé au cours de la période 1996-99 comparativement à la première moitié de la décennie. La contribution globale des équipements liés aux TIC (logiciels compris) à la croissance de la production a été d'environ 1.1 point de pourcentage, soit près de deux fois le taux relevé au début des années 90.

Croissance de la productivité multifactorielle

Les indicateurs de la productivité multifactorielle mettent en lumière différents aspects du progrès technologique

Outre les effets exercés par les TIC sur l'activité et sur la productivité du travail par le biais de la production et de l'utilisation de biens d'équipement, les investissements en TIC peuvent générer des retombées ou des effets de « réseau » dans l'économie. Ainsi, les avantages économiques d'une amélioration de la communication entre les entreprises par l'intermédiaire de l'Internet ne découlent pas tous directement des améliorations qualitatives apportées au parc d'ordinateurs individuels mais tiennent aussi à l'adoption de méthodes différentes – et moins coûteuses – d'organiser la production et les ventes (certains avantages étant donc non incorporés ou « immatériels »). Ces effets de réseau et d'autres aspects non incorporés du progrès technologique peuvent en théorie être mesurés à partir des estimations de la croissance de la productivité multifactorielle. Ce concept désigne la croissance résiduelle de la production une fois prise en compte la contribution directe des modifications quantitatives et qualitatives de capital et de travail. Dans la pratique cependant, une définition aussi simple de la productivité multifactorielle est difficile à utiliser pour au moins deux raisons : i) les modifications de la qualité et de la

composition du stock de capital ne sont pas totalement prises en compte dans la décomposition des biens de capital utilisée dans ce chapitre et sont couvertes par la variable résiduelle correspondant à la productivité ; et *ii*) pour les pays non membres du G7, les données disponibles ne permettent pas d'évaluer les effets directs ou indirects des TIC (pas plus que d'autres modifications de la composition ou de la qualité du capital), mais là encore, ces effets sont couverts par la productivité résiduelle.

Compte tenu de ce qui précède, le tableau V.4 présente différents indicateurs de la croissance de la productivité multifactorielle dans le secteur des entreprises des sept grands pays au cours des deux dernières décennies. Le premier indicateur correspond au chiffre résiduel obtenu une fois que l'on a tenu compte du nombre global d'heures ouvrées et du stock brut de capital (c'est-à-dire non corrigé pour tenir compte des modifications de la qualité du travail et du capital). C'est là l'indicateur le plus large de la croissance de la productivité qui intègre les effets de l'amélioration du capital humain ainsi que du progrès technologique incorporé (dans le capital physique) et non incorporé¹³. Le

Tableau V.4. Estimation du taux d'accroissement de la productivité multifactorielle dans les pays du G7, 1980-98

Taux d'accroissement annuel moyen

(basé sur des séries tendancielles, en utilisant des parts de facteurs qui évoluent dans le temps)

		1980-90	1990 ^a -98 ^b	1995-98 ^b	1990 ^a -96
États-Unis	Taux d'accroissement de la PMF	0.8	1.0	1.0	1.0
	en tenant compte du capital humain	0.8	0.8	1.0	0.9
	... et de la composition/qualité du capital physique	0.6	..	..	0.8
Japon	Taux d'accroissement de la PMF	2.0	1.6	1.6	1.5
	en tenant compte du capital humain	..	..	..	..
	... et de la composition/qualité du capital physique	..	..	..	..
Allemagne ^c	Taux d'accroissement de la PMF	1.6	1.4	1.5	1.4
	en tenant compte du capital humain	1.6	1.9	1.3	2.0
	... et de la composition/qualité du capital physique	1.5	..	..	..
France	Taux d'accroissement de la PMF	2.1	1.1	1.1	1.1
	en tenant compte du capital humain	1.9	0.7	1.0	0.5
	... et de la composition/qualité du capital physique	1.5	..	..	0.4
Italie	Taux d'accroissement de la PMF	1.5	1.2	1.0	1.2
	en tenant compte du capital humain	1.4	0.6	0.7	0.5
	... et de la composition/qualité du capital physique	1.3	..	..	0.4
Royaume-Uni	Taux d'accroissement de la PMF	..	1.3	1.4	1.3
	en tenant compte du capital humain	..	0.5	1.2	0.5
	... et de la composition/qualité du capital physique	..	..	..	0.3
Canada	Taux d'accroissement de la PMF	0.4	0.8	0.8	0.8
	en tenant compte du capital humain	0.4	0.8	0.8	0.8
	... et de la composition/qualité du capital physique	0.2	..	..	0.4

Note : Pour chaque pays la première ligne montre l'estimation du taux d'accroissement de la PMF en ne tenant pas compte des changements dans la composition/qualité du travail et du capital ; la seconde tient compte des changements dans la composition du travail ; alors que la troisième tient compte des changements dans la composition/qualité du capital physique.

a) 1991 pour l'Allemagne.

b) 1997 pour l'Italie et les États-Unis, 1996 pour le Royaume-Uni.

c) Allemagne occidentale avant 1991.

Source : OCDE.

13. Pour les pays qui utilisent des indices de prix hédonistes (ou analogues) pour certains biens d'équipement (par exemple les TIC), cet indicateur du taux de croissance de la productivité multifactorielle n'intègre pas le progrès technologique incorporé dans ces biens (le stock de capital étant augmenté par les améliorations de la qualité des biens liés aux TIC). Bassanini *et al.* (2000) tentent d'identifier cette composante de la croissance de la productivité multifactorielle au sens large en examinant les différences des taux de croissance des indices de prix hédonistes et non hédonistes des TIC. Pour les États-Unis, la composante supplémentaire (incorporée) de la croissance de la productivité multifactorielle serait d'environ 0.2 point de pourcentage au cours de la période 1980-90 et d'environ 0.3 point au cours de la période 1990-96.

deuxième indicateur tient compte de l'élévation générale des niveaux d'instruction en utilisant une mesure de l'apport de travail corrigée en fonction de la qualité. Enfin, le troisième indicateur de la variable résiduelle prend lui aussi en compte les modifications de la « qualité » et de la composition du stock de capital (obtenu par l'agrégation de six catégories de biens de capital). On peut considérer que cet indicateur constitue une variable représentative du progrès technologique réellement non incorporé, bien que la décomposition des biens de capital physiques soit encore très limitée et ne reflète donc pas les variations qui se produisent à un niveau de désagrégation plus poussé¹⁴. Pour les petits pays, seuls les deux premiers indicateurs de la productivité multifactorielle ont pu être calculés (voir l'appendice, tableau V.6).

Les taux de croissance de la productivité multifactorielle ont été très différents à l'intérieur des sept principaux pays

La comparaison des différentes estimations de la productivité multifactorielle présentée au tableau V.4 met en lumière de sensibles divergences au sein des sept grands pays. Aux États-Unis et au Canada, la croissance de la productivité multifactorielle s'est redressée, inversant ainsi une tendance longue à la baisse¹⁵. À l'inverse, tous les indicateurs des taux de croissance de la productivité multifactorielle ont sensiblement baissé en France et en Italie. Une fois prises en compte les modifications de la composition du travail et du capital utilisés, la productivité multifactorielle mesurée tend à se réduire, une partie de la croissance de la productivité étant attribuée à une amélioration de la qualité des facteurs de production utilisés (c'est-à-dire incorporés dans les facteurs de production).

C'est seulement dans quelques petits pays que la croissance de la productivité multifactorielle a clairement et fortement augmenté pendant les années 90 comparativement à la décennie antérieure. Ainsi, l'Australie, le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède ont tous enregistré des taux moyens de croissance de la productivité multifactorielle d'au moins 0.5 point de pourcentage (dans la plupart des cas à partir de taux relativement bas pendant les années 80).

De récentes données d'observation concernant les États-Unis suggèrent un sensible redressement de la productivité, tiré par le secteur des TIC et par une plus large utilisation des équipements de TIC dans les autres secteurs...

Il convient de souligner que les séries tendanciennes du genre de celles utilisées dans le présent chapitre peuvent sous-estimer la reprise de la production et de la productivité qui pourrait s'être produite au cours des toutes dernières années. Selon une étude très récente (Jorgenson et Stiroh, 2000), l'accélération de la productivité multifactorielle dans le secteur des TIC pendant la seconde moitié des années 90 a été suffisamment forte pour avoir une incidence positive sur le taux de croissance de la productivité multifactorielle dans l'ensemble de l'économie des États-Unis. Deux autres études (Whelan, 2000 ; Oliner et Sichel, 2000) établissent également un lien entre l'utilisation croissante de matériels et de logiciels informatiques et l'accélération de la croissance de la productivité multifactorielle globale aux États-Unis. Selon ces travaux, le taux de croissance de la productivité du travail aurait presque doublé au cours de la période 1996-99 par rapport à la première partie de la décennie : l'utilisation des technologies de l'information et la production d'ordinateurs expliqueraient environ les deux tiers de cette accélération.

14. Un certain nombre d'hypothèses ont été également retenues pour calculer les stocks de capital par six biens de capital différents, pour dériver les équations représentant les coûts d'utilisation ; et pour procéder à l'agrégation des différents actifs. Ainsi, un effort particulier a été fait pour construire une série d'indices de prix harmonisés au plan international (sur la base d'ajustements hédonistes) pour les investissements en actifs du type « technologie de l'information et des communications » (voir Schreyer, 2000 pour plus de détails).

15. En Allemagne également, les taux de croissance de la productivité multifactorielle établis sur la base d'indicateurs ajustés pour tenir compte de la qualité du travail étaient un peu plus élevés pendant les années 90 que pendant les années 80, bien que l'on ait constaté un retour à la moyenne au cours des toutes dernières années. Il convient cependant de souligner que les indicateurs ainsi ajustés sont un peu moins fiables dans le cas de l'Allemagne, la réunification ayant entraîné au début des années 90 une forte baisse de la qualité des facteurs de production, baisse qui a été ultérieurement effacée, sans que la production connaisse des modifications d'égale ampleur.

Les données disponibles ne permettent pas d'identifier clairement les effets de retombée (c'est-à-dire le coup de fouet donné au progrès technologique immatériel) dans les secteurs utilisant les TIC, en partie du fait de problèmes de mesure. En particulier, la comptabilisation de la production dans certaines des branches qui utilisent le plus intensivement les TIC se heurte à de sérieuses difficultés. Ainsi, la mesure de la production des banques et des institutions financières, grosses consommatrices des technologies de l'information, est généralement jugée médiocre, et les éventuelles améliorations de la productivité dues à l'utilisation d'ordinateurs dans ces secteurs pourraient être largement ignorées dans les comptes nationaux.

... bien que la mesure de la production dans les secteurs utilisant des équipements de TIC reste problématique...

Il est par ailleurs difficile d'évaluer l'impact des entreprises et marchés innovants fondés sur les TIC et qui se trouvent pour la plupart au tout début de leur développement. Ainsi, les éventuels gains de productivité qui pourraient résulter de la réorganisation des entreprises afin de mettre à profit l'Internet et d'autres réseaux n'apparaîtront sans doute clairement qu'au-delà d'un certain seuil d'utilisation des réseaux. Il ressort cependant d'observations ponctuelles qu'Internet – auquel les entreprises n'ont accès que depuis le milieu des années 90 – est désormais à l'origine de profondes modifications dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment dans les transactions entre entreprises. Les entreprises mettent plus largement à profit l'amélioration des systèmes d'information en temps réel qui leur permettent de rationaliser la gestion de coûteux stocks de précaution et la distribution de leurs produits. Les entreprises ont également commencé à réduire leurs coûts en associant plus étroitement leurs fournisseurs à la conception et à la fabrication des produits, en même temps qu'elles utilisent le web pour sous-traiter des activités jusque-là menées en interne. Grâce au développement des échanges d'information entre clients et producteurs, les entreprises sont mieux à même de réduire les sureffectifs qui leur sont nécessaires pour faire face aux augmentations imprévues de la demande. En ce qui concerne les opérations entre entreprises et consommateurs, le commerce électronique en est encore à ses balbutiements et n'a sans doute guère eu d'effet sur la productivité globale à ce jour, mais son développement rapide à l'avenir pourrait fortement améliorer l'efficacité de la distribution et contribuer à renforcer la concurrence, avec des effets positifs sur la productivité (voir chapitre VI du présent numéro des Perspectives).

... et les effets de « réseau » (dus à la généralisation de l'Internet ou du commerce électronique par exemple) pourraient commencer seulement à se concrétiser

Conclusions

Le présent chapitre illustre les fortes disparités des taux de croissance des pays de l'OCDE pendant les années 90, même après correction des influences conjoncturelles. Ces disparités résultent des taux de croissance tendanciels régulièrement supérieurs à la moyenne dans certains pays engagés dans un processus de rattrapage (par exemple la Corée et l'Irlande), mais aussi des taux élevés de croissance de certains pays relativement riches comme les États-Unis, l'Australie, la Norvège et les Pays-Bas, et des faibles taux de croissance de la plupart des pays d'Europe continentale et du Japon. Les disparités des taux de croissance du PIB tendanciel se sont accentuées pendant les années 90 comparativement aux années 80, en grande partie du fait des différences croissantes des taux d'utilisation de la main-d'œuvre.

Les taux de croissance des pays de l'OCDE pendant les années 90 ont présenté de fortes disparités...

Dans le cas particulier des États-Unis, l'accélération de la croissance de la production et de la productivité du travail pendant les années 90 est allée de pair avec d'importants progrès technologiques, comme en témoigne l'élévation des taux de croissance de la productivité multifactorielle – notamment au cours des toutes dernières

... qui auraient pu tenir en partie à la généralisation des TIC dans certains pays...

années. Des signes de plus en plus nombreux montrent que l'accélération de la productivité résulte pour l'essentiel de la généralisation des technologies de l'information et des communications. La forte augmentation de la productivité dans le secteur producteur de TIC lui-même a largement contribué à l'accélération de la productivité du travail et de la productivité multifactorielle au niveau macroéconomique pendant les années 90. La plus large utilisation des équipements liés aux TIC dans les autres secteurs a contribué à la croissance globale de la production et de la productivité, contribution qui s'est intensifiée au cours des toutes dernières années. Certaines données éparses suggèrent en outre une rapide expansion des aspects de « réseau » des TIC aux États-Unis par le biais du développement de l'Internet et du commerce électronique, bien que l'incidence de cette évolution sur la croissance de la productivité multifactorielle n'ait pas encore été véritablement démontrée et que des problèmes de mesure restent à résoudre. Certaines de ces tendances se poursuivront probablement et pourraient présager une élévation relative des taux de croissance potentielle d'ici un certain temps.

On constate également une accélération des investissements en TIC et un élargissement du rôle du secteur producteur de TIC dans d'autres pays de l'OCDE, même si le niveau de départ y est généralement plus faible qu'aux États-Unis. De même, les réseaux liés aux TIC se sont développés dans la plupart des pays, rendant possibles de profondes modifications des modes d'organisation des entreprises et créant potentiellement de nouvelles opportunités de croissance.

... mais aussi à l'aptitude d'autres pays à mobiliser du travail et du capital, le facteur déterminant étant à cet égard les réformes qui seront opérées sur les marchés du travail et des produits

Le rythme inégal d'adaptation aux nouvelles technologies n'est que l'une des explications de la diversité des taux de croissance des pays de l'OCDE. Les conditions macroéconomiques ont une importance certaine ; les pays où la croissance tendancielle a été relativement forte au cours de la dernière décennie ont également connu une conjoncture dynamique, une faible inflation et des finances publiques en voie d'assainissement. Les conditions « cadres » microéconomiques jouent elles aussi un rôle important : la croissance de la productivité multifactorielle s'est sensiblement accélérée dans la plupart des pays qui ont engagé des réformes structurelles et dans lesquels la croissance s'accompagne d'un taux d'emploi plus élevé que dans le passé. Les changements structurels semblent avoir permis une plus forte utilisation du travail ainsi qu'une utilisation plus productive des facteurs (ou une amélioration de la productivité des facteurs si l'on tient compte de l'évolution qualitative de ces derniers).

Le développement des TIC permet également de cerner les domaines particuliers appelant une action des pouvoirs publics. Ainsi, les technologies de l'information et des communications ne pourront être pleinement exploitées que si l'on identifie de nouvelles opportunités industrielles et commerciales, que si l'on crée de nouvelles entreprises, que si l'on modifie l'organisation de celles qui existent déjà, etc. Des conditions-cadres autorisant une réaffectation flexible des ressources à l'intérieur des économies pourraient de ce fait devenir encore plus importantes que par le passé.

APPENDICE

Tableau V.5. Performances en matière de croissance dans les pays de l'OCDE

Taux de croissance annuel moyen

	Taux de croissance effectif du PIB				Taux de croissance effectif du PIB par habitant				Taux de croissance tendancielle du PIB par habitant		Taux de croissance tendancielle du PIB par personne occupée	
	1970-80	1980-90	1990 ^a -98	1999	1970-80	1980-90	1990 ^a -98	1999	1980-90	1990-98	1980-90	1990-98
États-Unis	3.2	3.2	3.0	4.2	2.1	2.3	2.0	3.2	2.0	2.2	1.1	1.7
Japon	4.4	4.0	1.4	0.3	3.3	3.4	1.1	0.1	3.3	1.6	2.6	1.3
Allemagne	2.7	2.2	1.4	1.5	2.6	2.0	1.0	1.4	1.9	0.9	1.6	1.9
France	3.3	2.4	1.4	2.9	2.7	1.8	0.9	2.5	1.6	1.2	1.9	1.4
Italie	3.6	2.2	1.3	1.4	3.1	2.2	1.2	1.3	2.3	1.3	2.2	1.9
Royaume-Uni	1.9	2.7	2.0	2.1	1.8	2.5	1.7	1.7	2.2	1.8	1.9	1.8
Canada	4.3	2.8	2.2	4.2	2.8	1.6	1.1	3.4	1.5	1.2	1.0	1.1
Australie	3.3	3.3	3.5	4.4	1.9	1.7	2.3	3.1	1.6	2.4	1.2	2.0
Autriche	3.7	2.3	1.9	2.2	3.5	2.1	1.3	2.1	2.1	1.7	2.0	1.8
Belgique	3.4	2.0	1.8	2.5	3.2	1.9	1.5	2.3	1.9	1.7	1.8	1.7
République tchèque	..	..	0.4	-0.2	..	..	0.4	-0.1	..	..	..	..
Danemark	2.2	1.9	2.3	1.6	1.8	1.9	1.9	1.2	2.0	2.1	1.5	2.4
Finlande	3.4	3.1	1.5	3.5	3.1	2.6	1.0	3.2	2.2	1.3	2.4	2.9
Grèce	4.7	1.6	2.0	3.2	3.7	1.1	1.4	2.9	1.3	1.3	0.9	1.0
Hongrie	..	..	-0.2	4.5	..	..	0.1	4.9	..	..	..	..
Islande	6.3	2.7	2.2	4.4	5.2	1.6	1.3	3.3	1.7	0.8	1.3	1.2
Irlande	4.7	3.6	6.3	8.7	3.3	3.3	5.5	7.4	3.0	5.6	3.5	3.2
Corée	7.6	8.9	5.2	10.7	5.8	7.6	4.1	9.7	7.2	5.3	5.6	4.0
Luxembourg	2.6	4.5	5.3	4.9	1.9	3.9	3.9	3.6	4.0	4.0	2.8	2.4
Mexique	6.6	1.8	3.0	3.7	3.4	0.0	1.3	1.4	0.3	1.2	..	-0.2
Pays-Bas	2.9	2.2	2.6	3.6	2.1	1.6	2.0	3.0	1.6	2.1	1.1	0.8
Nouvelle-Zélande	1.6	2.4	2.2	3.9	0.5	1.7	0.7	3.4	1.2	0.8	1.6	0.4
Norvège ^b	4.2	1.5	3.1	0.8	3.6	1.1	2.6	0.2	1.4	2.2	2.1	2.5
Pologne	..	..	3.5	4.0	..	..	3.4	4.0	..	..	..	..
Portugal	4.7	2.9	2.4	3.0	3.4	2.9	2.3	2.7	2.9	2.5	1.6	1.7
Espagne	3.5	3.0	2.1	3.7	2.4	2.6	1.9	3.6	2.3	2.2	2.4	1.7
Suède	1.9	2.1	1.1	3.8	1.6	1.8	0.6	3.7	1.5	0.9	1.6	2.4
Suisse	1.9	2.1	0.5	1.7	1.7	1.5	-0.3	1.5	1.6	0.1	0.4	0.4
Turquie	4.1	5.2	4.2	-5.0	1.8	2.8	2.4	-6.6	2.0	2.3	2.8	2.6

Coefficients de variation des séries tendancielle^c

	PIB		PIB par habitant		PIB par personnes occupées		PIB par heure travaillée	
	1980-90	1990-98	1980-90	1990-98	1980-90	1990-98	1980-90	1990-98
OCDE ^d	0.47	0.54	0.56	0.66				
Union européenne	0.28	0.58	0.31	0.61	0.33	0.33	0.28	0.32
OCDE 24 ^e	0.28	0.51	0.32	0.61	0.40	0.41	0.35	0.40

a) 1991 pour la République tchèque et l'Allemagne.

b) Norvège continentale uniquement.

c) Rapport entre l'écart-type et la moyenne des taux de croissance tendancielle des différents pays.

d) Non compris la République tchèque, la Hongrie et la Pologne.

e) Non compris la République tchèque, la Hongrie, la Corée, le Mexique et la Pologne.

Source : OCDE.

**Tableau V.6. Estimation du taux d'accroissement
de la productivité multifactorielle dans les petits pays, 1980-98**

*Taux d'accroissement annuel moyen
(basé sur des séries tendancielles, en utilisant des parts de facteurs
qui évoluent dans le temps)*

		1980 ^a -90	1990-98 ^b
Australie	Taux d'accroissement de la PMF	0.9	2.1
	en tenant compte du capital humain	0.9	2.0
Belgique	Taux d'accroissement de la PMF	1.4	1.0
	en tenant compte du capital humain	..	..
Danemark	Taux d'accroissement de la PMF	1.0	1.8
	en tenant compte du capital humain	0.9	1.9
Finlande	Taux d'accroissement de la PMF	2.4	3.2
	en tenant compte du capital humain	2.2	2.8
Grèce	Taux d'accroissement de la PMF	0.6	0.3
	en tenant compte du capital humain	..	..
Irlande	Taux d'accroissement de la PMF	3.9	3.9
	en tenant compte du capital humain	3.8	3.6
Pays-Bas	Taux d'accroissement de la PMF	2.2	1.7
	en tenant compte du capital humain	2.2	1.7
Nouvelle-Zélande	Taux d'accroissement de la PMF	0.7	1.1
	en tenant compte du capital humain	0.6	1.2
Norvège ^c	Taux d'accroissement de la PMF	1.1	2.1
	en tenant compte du capital humain	0.9	1.9
Portugal	Taux d'accroissement de la PMF	1.9	2.2
	en tenant compte du capital humain	1.9	..
Espagne	Taux d'accroissement de la PMF	2.2	0.6
	en tenant compte du capital humain	..	..
Suède	Taux d'accroissement de la PMF	0.8	1.3
	en tenant compte du capital humain	0.6	1.0
Suisse	Taux d'accroissement de la PMF	..	0.2
	en tenant compte du capital humain	..	0.2

Note : Pour chaque pays la première ligne montre l'estimation du taux d'accroissement de la PMF en ne tenant pas compte des changements dans la composition/qualité du travail et du capital; la seconde tient compte des changements dans la composition du travail.

a) 1984 pour le Danemark, 1986 pour la Nouvelle-Zélande et le Portugal.

b) 1997 pour l'Australie, la Belgique, la Norvège et l'Espagne, 1996 pour la Finlande, la Grèce, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et la Suède, 1995 pour la Suisse, 1992 pour le Portugal.

c) Norvège continentale uniquement.

Source : OCDE.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTELSMAN, E.J. et M. DOMS (2000),
« Understanding Productivity: Lessons from Longitudinal Microdata », *Journal of Economic Literature*, à paraître.
- BASSANINI, A., S. SCARPETTA et I. VISCO (2000),
« Knowledge, Technology and Growth: Recent Evidence from OECD Countries », paper presented at the conference « How to Promote Economic Growth in the Euro Area? », National Bank of Belgium, 11-12 mai.
- BUREAU OF LABOR STATISTICS (1993),
« Labor Composition and U.S. Productivity Growth, 1948-90 », *U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Bulletin 2426*, décembre.
- COUNCIL OF ECONOMIC ADVISERS (2000),
Economic Report of the President-2000, février.
- GORDON, R.J. (1999),
« Has the "New Economy" Rendered the Productivity Slowdown Obsolete? », Northwestern University, *mimeo*.
- HODRICK, R.J. et E.C. PRESCOTT (1997),
« Post-War U.S. Business Cycles: An Empirical Investigation », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 29, n° 1.
- JORGENSEN, D.W. et K.J. STIROH (2000),
« Raising the Speed Limit: U.S. Economic Growth in the Information Age », *mimeo*.
- OCDE (1998),
Préserver la prospérité dans une société vieillissante, Paris.
- OCDE (1999a),
Perspectives économiques, décembre, Paris.
- OCDE (1999b),
La Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Assessing Performance and Policy, Paris.
- OCDE (1999c),
Études économiques de l'OCDE – Irlande, Paris.
- OLINER, S.D. et D.E. SICHEL (2000),
« The Resurgence of Growth in the late 1990s: Are Computers the Story? », *Journal of Economic Perspectives*, à paraître.
- SCARPETTA, S., A. BASSANINI, D. PILAT et P. SCHREYER (2000),
« Economic Growth in the OECD Area: Recent Trends at the Aggregate and Sectoral Level », *OECD Economics Department Working Paper*, à paraître.
- SCHREYER, P. (2000),
« The Contribution of Information and Communication Technology to Output Growth: A Study of the G7 Countries », *OECD STI Working Paper 2000/2*.
- WHELAN, K. (2000),
« Computers, Obsolescence and Productivity », Federal Reserve Board, février, *mimeo*.

VI. LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE : CONSÉQUENCES ET DÉFIS POUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Introduction¹

Alors qu'en 1991 l'Internet comptait moins de 3 millions d'utilisateurs dans le monde et n'était pas encore utilisé pour le commerce électronique, on estime qu'en 1999, 250 millions d'utilisateurs ont eu accès à ce réseau et qu'environ un quart ont effectué des achats en ligne sur des sites de commerce électronique, pour une valeur d'environ 110 milliards de dollars. Si, comme on peut le penser, l'expansion du commerce électronique se poursuit à ce rythme rapide, dans quatre à cinq ans le commerce électronique interentreprises (B2B) et entre entreprises et consommateurs (B2C) représentera environ 5 pour cent du total des transactions entre entreprises et des ventes de détail. A plus long terme, le commerce électronique devrait représenter une part importante des achats des consommateurs et des entreprises, même si elle est difficile à cerner avec précision.

Le commerce électronique est une application relativement récente de l'Internet...

Cette perspective n'est que l'une des raisons pour lesquelles l'Internet suscite un tel intérêt. Le caractère ouvert et le faible coût d'Internet permettent de combiner des technologies de l'information et des communications nouvelles et plus anciennes et de proposer aux entreprises et aux consommateurs un système d'information novateur et puissant et une autre forme de communication. Il est ainsi possible de rapprocher plus efficacement les acheteurs et vendeurs, ce qui crée de nouveaux marchés et des possibilités de réorganisation des processus économiques. Cette évolution modifie également la façon dont les produits sont adaptés aux consommateurs, distribués et échangés et celle dont les entreprises et les consommateurs recherchent et consomment ces produits.

... qui crée de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités de réorganisation des processus de production...

Dans les décennies à venir, l'exploitation de toutes les possibilités qu'offrent ces évolutions pourrait avoir de profondes conséquences dans les différents secteurs de l'économie de même que sur les performances macroéconomiques et les politiques économiques. Au niveau agrégé, la productivité et la croissance économique pourraient augmenter, du moins pendant un certain temps, du fait d'une gestion plus efficace des approvisionnements et de la distribution, de l'abaissement des coûts de transaction, de la diminution des obstacles à l'entrée et d'un meilleur accès à l'information². De plus, même si l'incidence du commerce électronique sur le PIB est faible et incertaine, celui-ci pourrait procurer des gains de bien-être en termes, par exemple, d'économies de temps, de commodité et d'accès accru à un plus large éventail de biens et de services, plus finement adaptés aux besoins individuels. Néanmoins, pour pouvoir exploiter

... ce qui peut avoir des incidences à la fois sur la croissance et le bien-être et sur les politiques économiques

1. Ce chapitre a largement bénéficié des indications et commentaires reçus des Directions de la science, la technologie et de l'industrie (DSTI) et des affaires financières, fiscales et des entreprises (DAFFE) de l'OCDE.

2. Voir le précédent chapitre de cette édition des Perspectives pour une analyse des performances en matière de croissance économique dans les pays Membres de l'OCDE.

pleinement ces possibilités, il y a encore beaucoup à faire pour renforcer la confiance des utilisateurs et des consommateurs, élargir l'accès aux infrastructures et aux services Internet et créer un environnement réglementaire stable et prévisible³. L'évaluation des performances potentielles et des conséquences économiques du commerce électronique, des forces qui interviennent dans son expansion et des répercussions possibles sur la gestion des politiques structurelles et macroéconomiques constitue l'axe principal de ce chapitre⁴. Étant donné le caractère nouveau d'Internet et le fait que l'on ne dispose que de peu d'informations empiriques, il faut toutefois souligner que les implications du commerce électronique pour l'action gouvernementale ne peuvent au stade actuel avoir qu'un caractère spéculatif et sont à bien des égards à échéance éloignée.

Définition et mesure du commerce électronique

L'expression commerce électronique n'a pas de définition admise par tous...

L'expression commerce électronique n'a pas de définition communément admise par tous. Au sens large, elle signifie avoir une activité économique sur Internet, vendre des biens et des services qui sont livrés par les canaux traditionnels aussi bien que des produits pouvant être « numérisés » et diffusés en ligne, comme les logiciels informatiques⁵. Les échanges peuvent s'opérer entre entreprises ou entre entreprises et consommateurs. Mais l'Internet rend également possible un éventail beaucoup plus large d'activités commerciales et d'échanges d'informations potentiels. Par exemple, il fournit aux entreprises, aux particuliers et aux pouvoirs publics une infrastructure électronique sur laquelle il est possible de créer pour certains biens et services des marchés d'enchères virtuels qui n'existaient pas auparavant. *Ebay.com*, par exemple, a été l'un des premiers sites à fournir un cadre à l'intérieur duquel les consommateurs peuvent échanger un large éventail de biens et de services entre eux (commerce de consommateur à consommateur, ou C2C) et, du moins en principe, avec des entreprises (consommateur à entreprise, ou C2B). De la même manière, dans certains pays, notamment l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, les pouvoirs publics sont engagés dans une réorganisation de la gestion de leurs systèmes de marchés publics – lesquels représentent quelque 10 pour cent du PIB – sur Internet, ce qui offre la perspective d'un volume appréciable de transactions B2G. Les administrations utilisent également les nouvelles technologies pour la transmission ou la réception d'informations (G2B, G2C) de manière à améliorer la commodité et à abaisser le coût des systèmes de paiement et du respect des obligations fiscales (C2G), et les entreprises font de même pour améliorer la gestion de leur service après-vente et développer le marketing direct. Le présent chapitre est cependant centré essentiellement sur deux volets de l'économie du commerce électronique, à savoir le B2B et le B2C, dont le développement et l'essor sont les plus importants à ce jour, et qui sont collectivement désignés ici par l'expression de commerce électronique (graphique VI.1).

3. Ces questions ainsi que d'autres ont été évoquées lors de la réunion ministérielle de l'OCDE sur le commerce électronique tenue à Ottawa en 1998. Les participants à cette conférence ministérielle se sont accordés sur un plan d'action destiné à lever les obstacles au développement futur du commerce électronique et à rechercher les moyens de maximiser ses retombées. Pour plus de précisions, voir le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/subject/e_commerce.

4. Une analyse plus détaillée de certaines de ces questions peut être trouvée dans des publications de l'OCDE consacrées spécifiquement au commerce électronique comme OCDE, 1999a, OCDE, 1999b et OCDE, 2000a.

5. Le terme « numérisé » signifie qu'un bien ou service se présentant sous une forme physique peut être codé au moyen d'une technologie numérique et donc distribué sur Internet.

Graphique VI.1. Le commerce électronique et les applications plus générales d'Internet

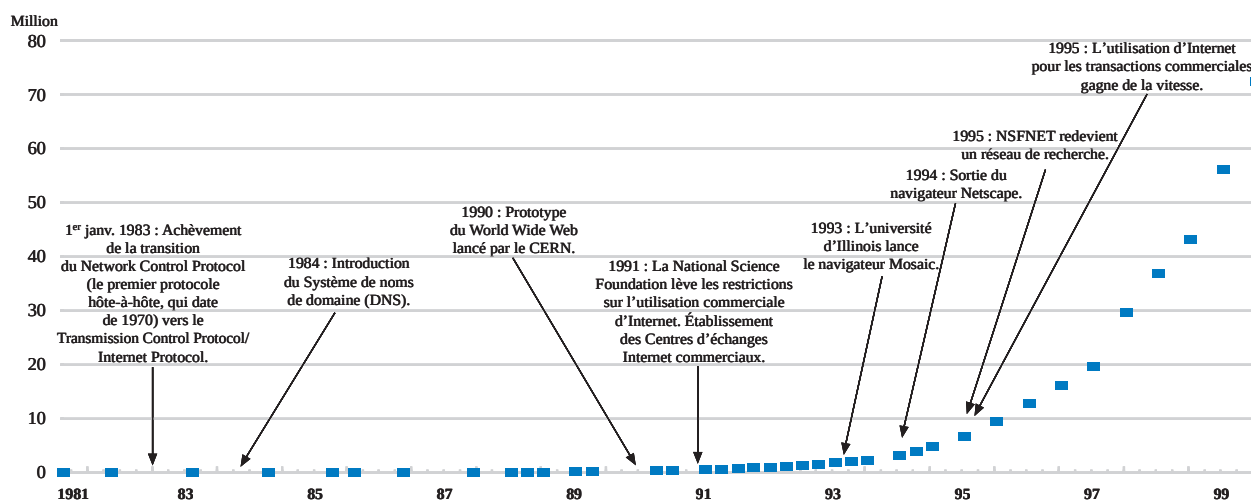
	Gouvernement	Entreprises	Consommateurs
Gouvernement	G2G par exemple : coordination	G2B par exemple : information	G2C par exemple : information
Entreprises	B2G par exemple : marchés publics	B2B par exemple : commerce électronique	B2C par exemple : commerce électronique
Consommateurs	C2G par exemple : formalités fiscales	C2B par exemple : comparaison de prix	C2C par exemple : marchés d'enchères

Source : OCDE.

... et peu de statistiques comparables au plan international ont été publiées...

Il est difficile de mesurer le niveau de diffusion du commerce électronique. Deux indicateurs souvent cités qui sont comparables au plan international sont le nombre des hôtes Internet et celui des serveurs sécurisés⁶. Ces indicateurs montrent que le commerce électronique se développe à un rythme très rapide. En mars 2000, on dénombrait 66 810 serveurs sécurisés, soit une progression de 97 pour cent par rapport à l'année précédente et le nombre des hôtes Internet a cru de façon exponentielle (graphique VI.2).

Graphique VI.2. Nombre d'hôtes Internet



Source : OCDE (www.oecd.org/dsti/sti/it/index.htm) ; Internet Software Consortium (www.isc.org) ; CERN (public.web.cern.ch/public/) ; NSF (www.nsf.gov) ; Hobbes' Internet TimeLine v.5.0 (www.isoc.org/zakon/internet/history/hit.html).

6. Un hôte Internet est défini comme tout système informatique doté d'une adresse du Protocole Internet (IP) raccordé au réseau. Ces chiffres ne permettent pas de parfaitement dénombrer les utilisateurs, car les enquêtes ne recensent pas la totalité des systèmes informatiques raccordés à Internet (par exemple ordinateurs situés derrière un pare-feu) et on ne dispose donc que d'une indication de la taille minimale d'Internet. Grâce aux serveurs sécurisés, les utilisateurs peuvent chiffrer les informations relatives, par exemple, à leur carte de crédit, ce qui facilite le commerce électronique. Le dénombrement des serveurs sécurisés constitue donc un indicateur raisonnable de la diffusion du commerce électronique dans les différents pays.

D'autres indicateurs de l'utilisation d'Internet, comme le nombre d'utilisateurs du web, de sites web et d'enregistrements de nouveaux noms de domaine témoignent également d'une croissance rapide (Thompson, 1999). Mais les disparités entre pays et régions sont importantes. Plus de 90 pour cent des hôtes Internet sont implantés dans la zone de l'OCDE et, rapportée au nombre d'habitants, la densité de serveurs sécurisés et d'hôtes Internet est la plus forte d'une manière générale dans les pays anglophones et dans les pays nordiques (tableau VI.1).

... mais les indicateurs disponibles suggèrent que le commerce électronique va sans doute continuer de se développer à un rythme rapide

Un élément encore plus difficile à mesurer est la valeur du commerce électronique⁷. Peu d'organismes statistiques mesurent de façon systématique les transactions électroniques même si un certain nombre de pays se proposent – ou sont en train – d'élaborer des indicateurs en relation avec les activités de commerce électronique⁸. Un certain nombre de grandes sociétés de conseil ont cependant publié des estimations. Celles-ci varient dans des proportions considérables, du fait de disparités dans les définitions et le champ couvert⁹. Néanmoins, prises globalement, elles révèlent toutes un taux de croissance extrêmement rapide – doublement de la valeur des transactions tous les 12 à 18 mois – alors qu'initialement cette valeur était pratiquement nulle¹⁰ au milieu des années 90, et toutes prévoient le maintien d'un taux de croissance rapide dans l'avenir immédiat (tableau VI.2). Les estimations les plus prudentes prévoient un quintuplement au cours des trois à quatre prochaines années et les plus optimistes, une multiplication par plus de dix.

Les trois quarts environ des ventes électroniques se font entre entreprises, et cette forme de commerce électronique (B2B) devrait progresser plus rapidement que le commerce entre entreprises et consommateurs (B2C)

La majeure partie des transactions de commerce électronique se fait entre entreprises (ces transactions représentent actuellement entre 70 et 85 pour cent de l'ensemble des ventes électroniques) et le commerce électronique interentreprises (B2B) devrait progresser plus rapidement que le commerce électronique entre entreprises et consommateurs (B2C) au cours des prochaines années (graphique VI.3). La progression des ventes interentreprises s'explique en partie par le fait que des solutions Internet sont rapidement adoptées pour la gestion des chaînes logistiques, en remplacement des réseaux EDI fermés et relativement coûteux. Mais elle tient aussi aux possibilités de désintermédiation offertes aux

7. L'une des enquêtes les plus complètes sur le commerce électronique est celle réalisée par le Centre de recherche sur le commerce électronique de l'Université du Texas. L'économie de l'Internet est divisée en quatre secteurs : l'infrastructure Internet, les applications sur Internet, les intermédiaires sur Internet et le commerce sur Internet. Néanmoins, il reste difficile d'isoler les transactions de commerce électronique et d'éviter les doubles comptages, dans la mesure où beaucoup d'entreprises opèrent sur plusieurs de ces secteurs à la fois.
8. Un problème majeur dans la compilation de statistiques sur le commerce électronique est la tenue à jour du registre des entreprises dans la mesure où la majorité des entreprises sur lesquelles s'appuie le commerce électronique n'existaient pas il y a quelques années, qu'il s'agit essentiellement d'entreprises de petite taille et que celles-ci sont nombreuses à disparaître. Mais des progrès sont réalisés. Le bureau d'analyse économique de l'US Census publie maintenant une estimation chiffrée de la valeur des ventes de détail sur Internet. D'autres organismes statistiques nationaux réalisent ou sont sur le point de réaliser également des enquêtes sur les transactions sur Internet, notamment en Australie, au Canada, en France et dans les pays nordiques. Pour une analyse plus détaillée des problèmes de définition et de mesure du commerce électronique voir Colecchia, Pattinson et Atrostic (2000, à paraître).
9. Ces disparités dans les estimations du commerce électronique publiées par des sociétés de conseil traduisent en partie la diversité des besoins de leurs clients. Il est également difficile de rapprocher leurs estimations dans la mesure où les valeurs des transactions reposent sur des enquêtes dont les questions et réponses ne sont généralement pas publiquement disponibles, dont la taille des échantillons varie considérablement d'une enquête à l'autre et dont les déclarants sont très mal connus.
10. L'échange de données informatisées (EDI) s'est développé plus tôt. L'EDI correspond à une norme pour le traitement et la transmission d'informations entre ordinateurs sur des réseaux de communication privés appelés réseaux à valeur ajoutée (RVA). Il nécessite des logiciels à façon coûteux et complexes, des liaisons de communication dédiées et, très souvent, des équipements strictement compatibles. Il est surtout utilisé par les grandes entreprises et leurs fournisseurs principaux. La norme EDI est maintenant en perte de vitesse du fait de son coût relativement élevé, comparé à celui des systèmes TCP/IP, basés sur Internet et plus polyvalents.

Tableau VI.1. Nombre d'hôtes Internet et de serveurs sécurisés dans les pays de l'OCDE

	Serveurs sécurisés		Hôtes Internet	
	Mars 2000		Septembre 1999	
	Nombre	Par million d'habitants	Nombre (milliers)	Par millier d'habitants
États-Unis	47 056	170	44 230	160
Japon	1 946	15	2 373	19
Allemagne	2 835	34	1 676	20
France	1 058	18	778	13
Italie	619	11	534	9
Royaume-Uni	3 243	55	2 073	35
Canada	2 689	87	2 346	76
Australie	2 227	119	1 037	55
Autriche	344	42	229	28
Belgique	240	24	302	30
République tchèque	133	13	108	11
Danemark	210	40	317	60
Finlande	281	54	634	123
Grèce	69	6	70	7
Hongrie	49	5	116	11
Islande	54	194	27	97
Irlande	177	48	52	14
Corée	154	3	318	7
Luxembourg	37	87	21	49
Mexique	127	1	200	2
Pays-Bas	462	29	817	52
Nouvelle-Zélande	355	93	241	63
Norvège	219	49	391	88
Pologne	119	3	155	4
Portugal	89	9	65	7
Espagne	619	16	382	10
Suède	631	71	615	69
Suisse	672	92	315	43
Turquie	96	1	79	1
OCDE	66 810	60	60 502	54

Sources : OCDE (www.oecd.org/dsti/it/cm/), Netcraft (www.netcraft.com) et Telcordia Technologies (www.netsizer.com).

entreprises qui peuvent traiter directement avec leurs fournisseurs et donc abaisser leurs coûts d'achat et de stockage, et utiliser cette technologie pour offrir un meilleur service à leurs clients.

Tableau VI.2. Estimations du commerce électronique mondial par des sociétés de conseil

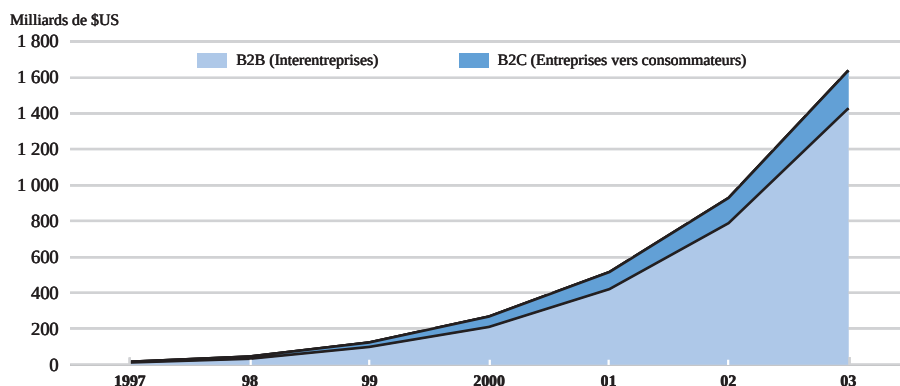
Milliards de dollars

	1999	2003	Croissance annuelle moyenne
e-Marketer	98.4	1 244	89
IDC	111.4	1 317	85
ActivMedia	95	1 324	93
Forrester Low ^a	70	1 800	125
Forrester High ^a	170	3 200	108
Boston Consulting Group	1 000	4 600	46

a) Comprend l'EDI sur Internet.

Source : Cité dans e-Marketer (2000) et Boston Consulting Group (1999b).

— Graphique VI.3. Valeurs récentes et prévisions du commerce B2B et B2C —



Source : Internet Commerce Market Model v6.1, IDC (2000).

Les ventes B2B et B2C représentent encore moins de 1 pour cent des achats intermédiaires des entreprises et de la consommation privée, respectivement

Malgré la croissance extrêmement rapide des ventes dans le cadre du commerce électronique B2C, celles-ci ne représentent encore qu'une très petite part de l'ensemble des transactions (tableau VI.3). Aux États-Unis, où sont réalisées la plupart des transactions sur Internet – et essentiellement entre résidents des États-Unis – les ventes au dernier trimestre de 1999 ont représenté environ 0.6 pour cent des ventes de détail¹¹. En Europe, le B2C représente tout juste 0.2 pour cent des ventes de détail, bien que dans certains pays comme la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, le taux de pénétration soit similaire à celui observé aux États-Unis. Ces chiffres ne tiennent pas compte des ventes réalisées par les canaux traditionnels pour lesquelles l'Internet a été utilisé comme source d'information (par exemple pour des comparaisons de prix) avant achat. Ce peut être un élément particulièrement important, notamment pour des produits coûteux comme les automobiles¹². Le taux de pénétration relativement faible du commerce électronique B2C traduit le nombre encore limité de particuliers utilisant l'Internet à des fins de consommation. Indépendamment des États-Unis, environ 10 pour cent seulement des utilisateurs d'Internet font leurs achats sur le réseau, et ceux-ci correspondent en général à des transactions de faible valeur¹³.

Toutefois, dans certains secteurs comme les logiciels et le matériel informatique, le taux de pénétration du commerce électronique est relativement élevé

Dans certains secteurs toutefois, les ventes de commerce électronique bénéficient d'un taux de pénétration important, l'Internet assurant par exemple plus d'un quart des transactions sur les valeurs mobilières aux États-Unis. Plus généralement, une étude du Boston Consulting Group sur le commerce B2C (1999a) indique qu'aux États-Unis et en Europe l'Internet est utilisé pour plus de 2 pour cent des services de courtage de titres et de ventes de matériels et logiciels informatiques, de livres, de musique et de vidéo (graphique VI.4). De plus, les biens et services qui

11. Ce chiffre ne comprend pas les services en ligne d'agences de voyage, de courtiers et intermédiaires financiers, et d'agences de billetterie.

12. Une étude réalisée en 1998 par Cyber Dialogue, société de conseil Internet, estime la valeur des commandes par voie traditionnelle aux États-Unis pour lesquelles l'Internet a eu une influence à environ 50 milliards de dollars, soit environ le double de la valeur estimée des achats en ligne pour l'année considérée. Selon une autre estimation, bien que 2.7 pour cent seulement des ventes de voitures neuves aux États-Unis aient été réalisées en 1999 via Internet, dans au moins de 40 pour cent des cas l'Internet a été utilisé pour comparer les prix, observer les modèles les plus récents ou obtenir d'autres types d'information.

13. En Australie, par exemple, deux tiers du nombre des transactions B2C correspondent à des achats d'une valeur inférieure à 300 dollars des États-Unis, voir Australian Bureau of Statistics (2000).

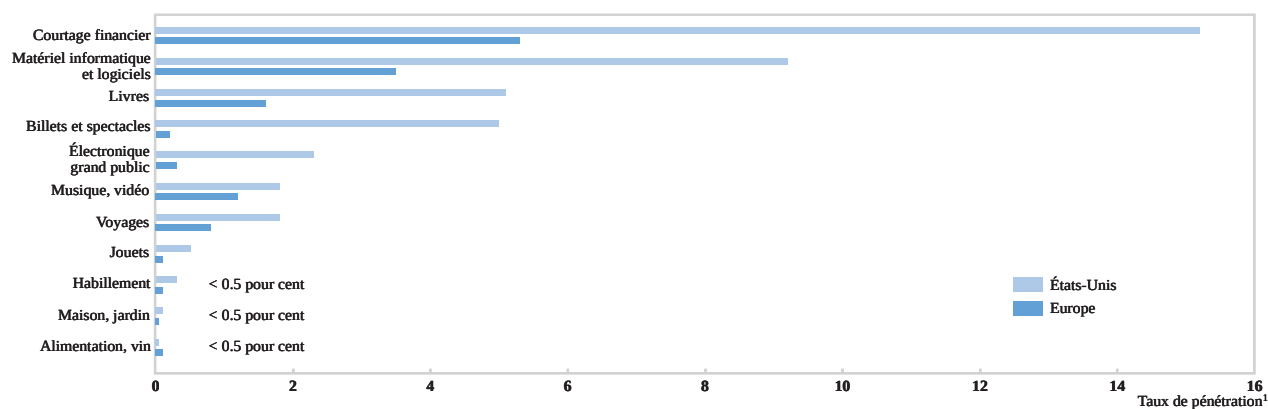
Tableau VI.3. Commerce électronique B2C dans certains pays Membres de l'OCDE

	Valeur des transactions, 1999, en millions dollars	Valeur des transactions, taux de croissance (1999/98)	Taux de pénétration pourcentage des ventes de détail	Nombre d'acheteurs, milliers, fin 1998	Nombre d'acheteurs, en pourcentage des internautes	Nombre d'acheteurs, en pourcentage de la population en âge de travailler
États-Unis	24 170	195	0.48	19 666	39	11.1
Japon	1 648	334	0.06	..	..	..
Allemagne	1 199	200	0.30	1 370	13	2.4
France	345	215	0.14	310	8	0.8
Italie	194	145	0.09	360	12	0.9
Royaume-Uni	1 040	280	0.37	970	11	2.5
Canada	774	166	0.26	811	12	4.0
Australie	..	..	..	803	13	6.4
Autriche	96	210	0.23	120	13	2.2
Belgique	82	420	0.16	90	11	1.3
Danemark	46	220	0.20	90	8	2.5
Finlande	51	160	0.22	160	10	4.7
Grèce	..	..	..	30	11	0.4
Irlande	..	..	..	40	13	1.6
Pays-Bas	182	210	0.34	320	13	3.0
Norvège	61	200	0.26	100	10	3.5
Portugal	70	185	0.06	50	11	0.7
Espagne	70	185	0.06	220	11	0.9
Suède	232	170	0.68	260	10	4.6
Suisse	127	110	0.29	130	12	2.7

Sources : Secrétariat de l'OCDE ; Boston Consulting Group ; Warburg Dillon Read ; Retail Council of Canada ; MITI (Japon) ; et Australian Bureau of Statistics.

peuvent être « numérisés » et distribués sur Internet, tels que les services financiers, progressent de façon particulièrement rapide et offrent des perspectives considérables de conquérir des parts appréciables du marché global. En revanche, les principaux secteurs dans lesquels on observe des transactions B2B sont l'automobile, le transport maritime, la chimie et les équipements industriels et de haute technologie, dans lesquels un nombre croissant d'entreprises intègrent leur chaîne logistique via Internet.

Graphique VI.4. Pénétration du commerce électronique par produit, 1999



1. En pourcentage des ventes.

Source : Boston Consulting Group (1999a).

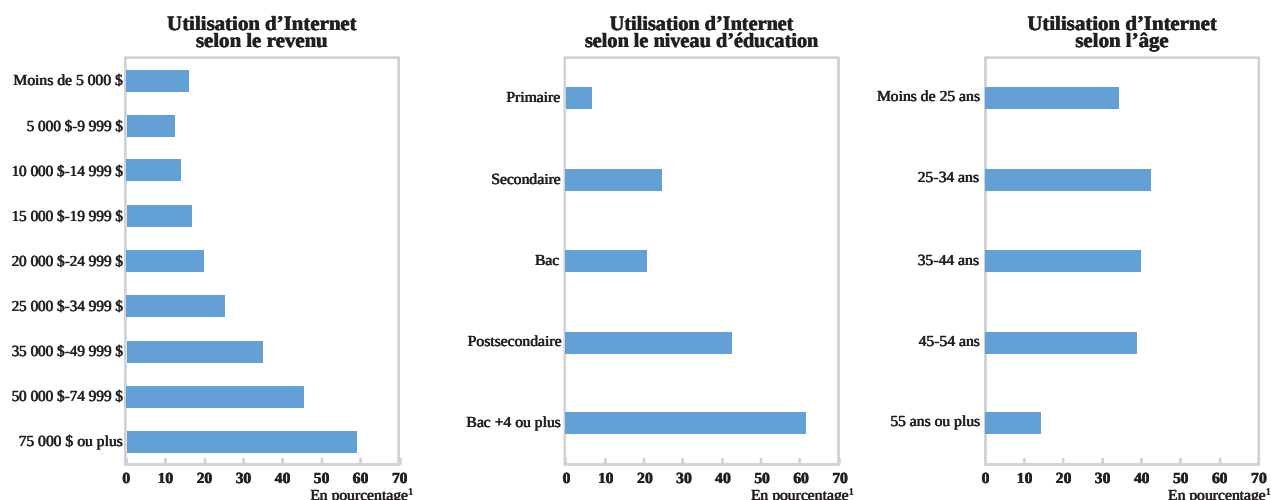
Les usagers du commerce électronique B2C sont essentiellement des personnes jeunes, à fort revenu et à niveau d'instruction élevé

Le revenu, le niveau d'instruction et l'âge sont les principaux déterminants du profil de l'internaute et de l'utilisateur du commerce B2C. Aux États-Unis par exemple, les titulaires d'un diplôme universitaire utilisent l'Internet trois fois plus que ceux qui ne possèdent qu'un diplôme de fin d'études secondaires ou de niveau inférieur, et plus de la moitié des ménages disposant de revenus annuels supérieurs à 50 000 dollars accèdent à Internet, contre moins de 20 pour cent pour ceux ayant des revenus annuels égaux ou inférieurs à 20 000 dollars (graphique VI.5). Ces grandes tendances quant aux modes d'utilisation se retrouvent dans les autres pays Membres de l'OCDE ayant des statistiques sur les profils des utilisateurs d'Internet. Deux différences notables sont toutefois à relever, qui concernent le profil selon l'âge des utilisateurs d'Internet et la proportion d'utilisateurs effectuant des achats en ligne¹⁴. Aux États-Unis, près de la moitié des internautes avaient en 1998 effectué un achat en ligne au cours des six derniers mois, contre 13 pour cent des adultes australiens ayant accédé à Internet sur les 12 mois ayant précédé le mois de novembre 1999 et 11 pour cent des internautes européens au cours du premier trimestre de 1998 (International Data Corporation, 1999). Toutefois, dans les pays pour lesquels on dispose de données, la proportion d'internautes effectuant des achats en ligne par rapport à l'ensemble des utilisateurs augmente rapidement.

Les utilisations d'Internet par les entreprises révèlent également un écart entre grandes et petites entreprises et entre industries de services et industries manufacturières

Les utilisations d'Internet par les entreprises révèlent également que les grosses entreprises utilisent sensiblement plus le réseau que les petites entreprises, mais il existe des différences marquées selon le secteur d'activité. Les secteurs des services financiers, juridiques et autres se caractérisent par des taux de pénétration d'Internet plus élevés que les industries manufacturières et extractives, et au Japon par exemple le taux de pénétration d'Internet parmi les entreprises de plus de 300 salariés a atteint 80 pour cent, alors qu'il n'est que de 20 pour cent parmi celles qui comptent moins

Graphique VI.5. Profil de l'utilisateur d'Internet américain, 1998



1. En pourcentage de la population.

Source : US Department of Commerce (1999a).

14. Aux États-Unis, c'est parmi les personnes d'âge moyen que l'on observe les taux d'utilisation les plus élevés, alors que dans d'autres pays, ce sont les jeunes qui constituent le groupe le plus actif et parmi lequel l'utilisation se développe le plus rapidement. Cette différence traduit peut-être le fait qu'aux États-Unis les données selon l'âge regroupent tous les utilisateurs de moins de 25 ans, alors que dans d'autres pays, les données correspondantes couvrent les jeunes adultes mais ne comprennent pas les jeunes de moins de 18 ans.

de 6 salariés. Les principales utilisations d'Internet par les entreprises sont notamment l'accès à des bases de données ou des services commerciaux, la publicité, la commande de biens et de services, le suivi des prix et les applications de courrier électronique.

Conditions pour le développement du commerce électronique

La progression rapide aussi bien du nombre de personnes utilisant l'Internet que des applications commerciales de ce réseau a été stimulée par les innovations techniques et leur diffusion. Conjuguées aux réformes économiques et réglementaires, notamment dans le secteur des télécommunications, ces avancées technologiques ont abaissé les coûts et amélioré la qualité de l'accès à Internet. Les gains de productivité dans la fabrication des ordinateurs – qui sont le principal moyen d'accès à Internet – ont conduit à des baisses brutales des prix de ces équipements. En 1999, l'indice du prix des ordinateurs aux États-Unis, corrigé des effets de qualité, avait baissé de plus de 90 pour cent, par rapport au début de la décennie¹⁵. Les ordinateurs bon marché ont stimulé la diffusion auprès des ménages. Au cours de la décennie écoulée, le pourcentage de ménages équipés d'un ordinateur dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données a plus que doublé, pour atteindre quelque 40 pour cent en 1998, et le rythme de diffusion s'est accéléré ces dernières années. De fait, l'utilisation d'Internet par les ménages suit la diffusion des ordinateurs, bien que ce ne soit pas dans une même proportion dans tous les pays. En Italie par exemple, 18 pour cent des ménages ont accès à un ordinateur personnel mais cependant moins de 5 pour cent ont accès à l'Internet, alors que les chiffres correspondants sont de 42 et 26 pour cent respectivement aux États-Unis.

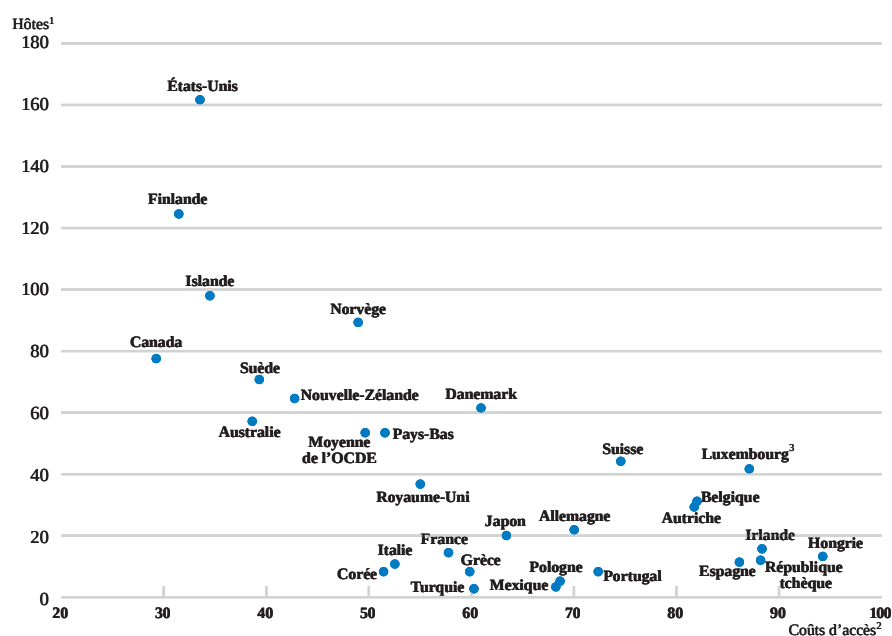
Les innovations technologiques et leur diffusion, conjuguées aux réformes de la réglementation, en particulier dans le secteur des télécommunications, ont stimulé le commerce électronique

Indépendamment de la diffusion des équipements informatiques, les écarts entre pays dans la proportion d'internautes dans la population sont également liés aux coûts d'accès au service téléphonique. Bien que les coûts d'utilisation aient baissé, en partie en liaison avec la libéralisation des réseaux de télécommunications fixes, dans certains pays Membres de l'OCDE les coûts d'accès à Internet n'ont pas suivi la même évolution du fait du niveau élevé des tarifs des télécommunications locales – lesquels constituent l'un des éléments de coût les plus significatifs pour les consommateurs et petites entreprises qui souhaitent prendre part au commerce électronique (graphique VI.6). Les coûts d'accès sont en général constitués de trois éléments : les coûts d'abonnement, le coût des communications téléphoniques et la redevance acquittée au fournisseur d'accès à Internet. En moyenne, le coût total dans les pays Membres de l'OCDE pour 40 heures en période de pointe est passé de 92 dollars en 1999 à 76 dollars en

Le niveau et la structure des coûts d'utilisation d'Internet ont également été des facteurs importants

15. Les pays Membres de l'OCDE n'utilisent pas tous des indices de prix dits « hédoniques » pour l'ajustement des prix des ordinateurs en fonction des améliorations de qualité (voir l'encadré dans le précédent chapitre de ces Perspectives), mais des baisses analogues dans les prix corrigés sont vraisemblables, dans la mesure où le commerce des ordinateurs est mondial.

Graphique VI.6. Coûts d'accès et utilisation d'Internet



1. Nombre d'hôtes Internet par milliers d'habitants, juillet 1999.

2. Coûts moyens d'accès Internet pour 20 heures par mois en période creuse, 1995-2000, en dollars sur la base des PPA.

3. Les données concernant les prestataires pour le Luxembourg datent de mi-1999.

Sources : OCDE (www.oecd.org/dsti/sti/it/cm) et Telcordia Technologies (www.netsizer.com).

mars 2000¹⁶. Toutefois, parmi les pays Membres de l'OCDE, on note un éventail assez important de prix et les disparités ont augmenté. Les coûts de communication aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Finlande et en Australie ne représentent qu'environ la moitié de la moyenne OCDE, et ils sont d'environ trois fois inférieurs à ceux pratiqués en Belgique, en République tchèque, en Hongrie et en Pologne, pays qui sont les plus chers pour 40 heures d'accès en période de pointe. Les pays où les coûts des communications Internet sont les plus élevés sont également le plus souvent ceux dans lesquels la structure de tarification est telle que le coût de l'appel local entre pour une part relativement importante dans le coût global. En moyenne, les communications téléphoniques locales représentent actuellement environ les deux tiers du coût total mensuel pour un panier de 40 heures d'accès à Internet en période de pointe, alors que dans les quatre pays les plus chers de l'OCDE, leur part est d'environ 75 pour cent. La structure de tarification évolue toutefois, les fournisseurs d'accès à Internet dans certains pays offrant maintenant aux utilisateurs des forfaits pour un nombre donné d'heures d'accès par mois, qui incluent le prix des communications locales. De manière alternative, les fournisseurs ont tendance à se faire rémunérer par l'opérateur de télécommunications et proposent un accès gratuit aux utilisateurs d'Internet.

16. L'OCDE suit l'évolution des prix d'accès à Internet pratiqués dans les pays Membres par le principal opérateur de télécommunications pour des paniers de 20, 30 et 40 heures d'accès par mois en période de pointe et période creuse, exprimés en dollars des États-Unis, par conversion des prix en monnaie nationale sur la base à la fois des taux de change et des parités de pouvoir d'achat (PPA). Les chiffres cités dans le texte sont en dollars des États-Unis sur la base des PPA. Pour chacune des séries, les prix ont baissé au cours des deux dernières années dans des proportions variables qui reflètent la structure de la tarification de l'utilisation du téléphone. Ainsi, il ressort que les pays où les appels locaux ne sont pas tarifés à la durée sont relativement meilleur marché, plus le nombre d'heures d'accès considéré est grand ou si l'on se réfère aux tarifs en période de pointe.

La tarification de l'accès à Internet va sans doute continuer d'évoluer, à mesure que des dispositifs d'accès nouveaux et plus rapides vont arriver sur le marché et quand la boucle locale – qui est l'un des principaux obstacles pour rendre abordable l'accès – des réseaux de télécommunications sera libéralisée¹⁷. L'avantage pour les usagers du commerce électronique sur Internet dans les pays où les appels locaux ne sont pas tarifés à la durée est que ceux-ci ont la possibilité de surfer et d'acheter sans avoir à se préoccuper de leur facture téléphonique. D'un autre côté, l'absence de tarification à la durée des connexions au réseau risque de créer des problèmes de saturation du réseau et de réduire l'utilité du commerce électronique¹⁸. Le commerce B2B, en revanche, repose principalement sur l'utilisation de lignes louées à grand débit, ce qui est essentiel pour rendre attrayante l'utilisation d'Internet. En ce qui concerne les ménages, le coût de l'accès varie sensiblement et il est généralement plus élevé dans les pays où les opérateurs de télécommunications historiques restent en position dominante. Ainsi, sur une liaison où la concurrence n'est pas autorisée aux deux extrémités, une ligne louée peut être vendue 14 fois plus cher que le meilleur prix disponible sur les marchés libéralisés, où les prix diminuent fortement (OCDE, 1999b).

Des dispositifs novateurs d'accès à Internet et la libéralisation des réseaux de télécommunications stimuleront de nouveaux changements dans la tarification de l'accès à Internet

Deux facteurs majeurs vont sans doute influencer sur l'expansion future du commerce électronique, à savoir le développement de la capacité des réseaux et la vitesse de transmission de données. L'un et l'autre sont importants pour assurer l'utilité maximale d'Internet, et ils dépendent dans une large mesure du niveau et de la nature des dépenses d'investissement. En termes agrégés, l'investissement dans les technologies de l'information et de la communication a fortement augmenté dans la quasi-totalité des pays Membres de l'OCDE, et on considère que c'est l'un des principaux facteurs à l'origine de la bonne performance de l'économie américaine (voir le précédent chapitre de ces Perspectives). Il en résulte notamment une progression rapide des liaisons à large bande et à grand débit (à savoir fibres optiques, liaisons hertziennes et lignes numériques d'abonnés) à des prix relativement bas par capacité unitaire, qui permettront aux commerçants sur le web de créer des sites plus attrayants et de proposer aux internautes des accès beaucoup plus rapides que les liaisons par modem et accès commuté actuellement utilisées¹⁹.

L'expansion future du commerce électronique dépendra notamment de l'importance des investissements destinés à accroître la capacité des réseaux et la vitesse de transmission des données

Le niveau relatif d'investissement dans le développement des infrastructures de communication et des logiciels d'application sur Internet est en général plus élevé dans les pays qui ont libéralisé plus tôt leurs marchés des télécommunications (États-Unis, Royaume-Uni, Japon, Finlande, Suède et Australie)²⁰. La plupart de ces pays sont parmi ceux qui comptent le plus de lignes privées et de sites de commerce électronique. Cinq pays Membres de l'OCDE maintiennent un monopole sur la

Les pays qui ont libéralisé les premiers leurs marchés des télécommunications ont davantage investi dans l'Internet

17. La boucle locale est le lien final entre le réseau téléphonique et la prise au foyer ou dans le bureau. Par le passé, les grands opérateurs de télécommunications locales disposaient d'un monopole sur cette boucle locale. En 1998, l'Union européenne a décidé de libéraliser la fourniture de services locaux de téléphonie vocale et de réformer les réglementations régissant l'accès à l'infrastructure de la boucle locale. A ce jour toutefois la mise en œuvre de cette Directive s'est faite avec lenteur, bien qu'un certain nombre de pays se propose de l'appliquer avant la fin de l'année 2000.

18. Ces problèmes ont surtout des chances d'apparaître quand les opérateurs de télécommunications s'intègrent dans un environnement non concurrentiel et strictement réglementé.

19. Par exemple, avec un accès téléphonique commuté traditionnel sur ligne de cuivre, il faut environ une heure pour télécharger un fichier vidéo de 3 minutes et demi, alors qu'avec une liaison par câble ou par ligne numérique d'abonné, il faut moins de 30 secondes.

20. Pour plus de précisions sur la libéralisation et la structure des marchés des télécommunications dans les pays de l'OCDE, voir Boylaud et Nicoletti (2000) et OCDE (1999b).

fourniture de services de télécommunications sur le réseau fixe, mais tous sont engagés sur la voie de la libéralisation, laquelle a elle-même généralement un effet fortement positif sur la productivité et la qualité des services et un effet fortement négatif sur les prix (voir Boylaud et Nicoletti, 2000). D'une manière plus générale, l'analyse montre que la concurrence est propice à la diffusion de l'innovation (Romer, 1990).

Un certain nombre d'obstacles techniques et juridiques au développement du commerce électronique demeurent

Malgré la croissance phénoménale d'Internet pour des utilisations commerciales, il subsiste un certain nombre d'obstacles techniques et juridiques qui pourraient empêcher que l'on puisse exploiter pleinement le potentiel du commerce électronique. Ainsi, l'environnement virtuel des marchés électroniques fait qu'il est plus difficile de déterminer l'identité des parties contractantes, de connaître le lieu d'implantation d'un opérateur de commerce électronique ou de savoir si cet opérateur respecte toutes les dispositions légales et les régimes réglementaires. Cela peut créer une incertitude juridique et réglementaire quant à la compétence et au droit applicable en cas de litiges et faire qu'il est difficile pour les entreprises de commerce électronique d'adapter leurs sites pour qu'ils soient en conformité avec les règles nationales. Ainsi, les réglementations en matière de publicité interdisent l'utilisation de l'anglais en France, la publicité destinée aux enfants au Danemark et la publicité comparative en Allemagne, alors que le contenu sur Internet est fondamentalement sans frontière. On ne voit pas encore clairement comment les pays appliqueront ces règles à l'Internet.

Il subsiste aussi des préoccupations quant au respect de la vie privée, à la protection des consommateurs, à la fiabilité des systèmes de paiement et à la modernisation des codes de commerce

Les problèmes techniques ont trait à des questions telles que le respect de la vie privée, la protection des consommateurs, la sécurité des achats par cartes de crédit et l'exécution et la distribution des commandes. Et l'absence de codes de commerce et de reconnaissance juridique couvrant des aspects comme l'acceptation des signatures et documents numériques, l'exécution des contrats et le régime de responsabilités quant aux dommages pouvant résulter de transactions électroniques pourrait freiner l'expansion du commerce électronique, notamment dans le domaine B2B²¹. Ces préoccupations prendront encore plus d'acuité dans le cas des transactions transfrontalières. En outre, il existe un certain nombre de problèmes liés à la gestion du réseau Internet lui-même. Avec le développement du commerce électronique le nombre d'adresses Internet requises va considérablement augmenter et rendre encore plus urgente une nouvelle réforme du Système des noms de domaine (DNS). Il importera que ces adresses soient fiables et aisées à obtenir, qu'elles soient assorties de mécanismes de règlement des litiges et qu'elles soient structurées de manière à offrir des possibilités d'expansion. La réforme du DNS et du système de numérotage du Protocole Internet (IP) pourrait également se révéler importante pour permettre aux autorités de tutelle de s'acquitter de leurs missions, pour le contrôle du respect des dispositions légales et fiscales, pour la protection des consommateurs, pour la protection des droits de propriété intellectuelle et pour la protection des mineurs²².

21. Aux États-Unis, un projet de texte est actuellement soumis au Congrès (projet de loi sur la signature électronique) qui reconnaîtrait comme juridiquement contraignantes à l'échelle du pays les signatures numériques. Par ailleurs, en novembre 1999, l'Union européenne a adopté une directive reconnaissant les signatures numériques.

22. Le DNS et le système de numérotage IP peuvent être assimilés à des « panneaux de signalisation » sur les autoroutes de l'information, qui permettent aux réseaux de fonctionner.

Conséquences économiques et enjeux possibles du commerce électronique

Si au cours des décennies à venir le commerce électronique devait continuer à se développer à un rythme rapide, il pourrait avoir de fortes incidences sur la structure et le fonctionnement des économies au niveau des entreprises et sectoriel ainsi qu'au niveau agrégé. Ces changements sont multiples, touchant notamment les prix, la composition des échanges, les marchés du travail et les recettes fiscales. Pour adapter les cadres d'action et les institutions à ces changements et faire en sorte qu'il soit possible de tirer pleinement parti du commerce électronique, la politique structurelle devra relever un certain nombre de défis. De plus, l'ampleur même des mutations structurelles devrait avoir des répercussions sur la politique macroéconomique et les performances économiques, ce qui pourrait modifier la façon dont les responsables interprètent les évolutions conjoncturelles et même influencer sur la capacité à conduire et mettre en œuvre efficacement la politique macroéconomique. On trouvera dans cette section un aperçu de ces questions, qui du fait du développement très récent du commerce électronique ont nécessairement un caractère spéculatif.

Le commerce électronique présente un certain nombre d'enjeux pour les pouvoirs publics

Incidence sur les prix

En principe, le commerce électronique devrait procurer des gains d'efficience par la réduction des coûts de transaction et de recherche sur le web, le renforcement de la concurrence et la rationalisation du fonctionnement des entreprises. Ces gains pourraient prendre diverses formes, notamment des baisses de prix, des modifications plus fines mais plus fréquentes des prix et une moindre dispersion des prix pour des produits identiques. L'abaissement des coûts de recherche sur le web pourrait également amener les consommateurs sur Internet à être plus sensibles aux variations de prix. A ce jour toutefois, les informations empiriques disponibles sont contrastées. Certaines des premières études ont montré que les prix des biens vendus via Internet étaient en général plus élevés que ceux des produits équivalents auprès des détaillants traditionnels²³. Une étude plus récente, toutefois, (Brynjolfsson et Smith, 1999) a constaté que les prix des livres et des CD étaient en moyenne inférieurs d'environ 10 pour cent sur Internet à ceux pratiqués par les détaillants traditionnels aux États-Unis²⁴. Ces études ainsi que d'autres (par exemple Clemons, Hann et Hitt, 1998, qui analysent plus spécifiquement le cas des billets d'avion) font également ressortir que la dispersion des prix n'est pas plus faible en ligne et que les prix tendent à changer plus fréquemment, ce qui traduirait de moindres coûts d'affichage – à savoir les coûts qu'encourt un détaillant lorsqu'il modifie un prix affiché – sur les marchés Internet. Les éléments disponibles sur la sensibilité de la demande par rapport

Des gains d'efficience sont généralement attendus

23. Voir par exemple Bailey (1998) pour les livres, les CD et les logiciels informatiques. Lee (1997) pour les voitures d'occasion et Goldman Sachs (1997) pour un panier de 30 produits. Pour une analyse des travaux empiriques publiés, voir Smith, Bailey et Brynjolfsson (1999).

24. Le fait que les premiers travaux aient mis en évidence des prix plus élevés sur Internet qu'auprès des détaillants traditionnels pour des produits identiques pourrait s'expliquer par la concurrence limitée qui régnait pendant les premières années de développement du commerce B2C. En revanche, les prix plus bas maintenant observés sur l'Internet pour certains biens de consommation pourraient traduire la vive concurrence que se livrent les entreprises de B2C pour s'approprier des parts de marché et se forger une image de marque. Les volumes de ventes importants et en augmentation rapide malgré les pertes qu'accumulent de nombreux détaillants de commerce électronique B2C corroborent dans une certaine mesure cette interprétation.

au prix sont également contrastés, certains travaux faisant état d'une faible élasticité-prix (Degeratu, Rangaswamy et Wu, 1998) et d'autres d'une forte élasticité-prix de la demande (Goolsbee, 1998).

Pris globalement, ces résultats n'étaient guère la prévision selon laquelle le commerce électronique – B2C en tout cas – accentue les pressions concurrentielles et améliore l'efficacité économique. L'explication tient peut-être en partie au fait que certaines réductions de coûts sont contrebalancées par des frais généraux plus élevés ailleurs. Ainsi, les grands canaux de distribution (des entrepôts vers les centres commerciaux) sont remplacés par des canaux à plus faible débit (des usines vers les zones résidentielles). Certains de ces surcoûts peuvent cependant refléter aussi des gains accrus pour le consommateur, comme le fait de passer moins de temps sur les lieux d'achat. Il se peut donc que des prix plus élevés ne traduisent pas une moindre efficacité. Une autre explication est que les détaillants de commerce électronique ont une meilleure connaissance des préférences de leurs clients²⁵, qui rend possible une commercialisation plus directe et une individualisation de masse des produits et peut aussi conduire à une discrimination plus finement modulée et sophistiquée des produits par les prix. Si les prix sont basés sur une compréhension de la valeur individuelle que le consommateur attache au produit, il n'y a pas de raison d'escompter qu'ils convergent vers une valeur unique pour tous les détaillants ou tous les clients. De plus, une diversité des prix pour des produits approximativement similaires n'implique pas nécessairement qu'il y a inefficacité. À cet égard, la question essentielle est de savoir si la discrimination par les prix conduit à une augmentation ou une diminution de la taille du marché²⁶.

Les principaux gains d'efficacité sont réalisés dans le commerce B2B

Les plus grandes perspectives de réduction des prix grâce au commerce électronique concernent les biens et services pouvant être numérisés, opération qui procure des réductions substantielles des coûts de production et de distribution et qui, pour le commerce et les plates-formes d'échange B2B, offre des possibilités de gains d'efficacité par un abaissement des coûts d'achat et de stockage et une meilleure gestion de la chaîne logistique. De nombreuses entreprises prétendent qu'en mettant en ligne ces chaînes elles ont réalisé ou vont réaliser d'importantes réductions de coûts. Selon une étude de Goldman Sachs (2000), ces gains varient entre 2 et 40 pour cent du coût total des inputs, suivant la branche, ce qui pourrait conduire à une réduction de prix à l'échelle de toute l'économie de près de 4 pour cent, encore que ces estimations reposent sur de nombreuses hypothèses et sont donc sujettes à caution (tableau VI.4)²⁷. L'interprétation de ces résultats appelle donc la plus grande prudence. De plus, les estimations de l'incidence du commerce électronique sur les prix ne peuvent prendre en compte de façon adéquate d'autres caractéristiques du commerce électronique auxquelles les entreprises sont attachées, comme l'amélioration de l'information et du choix.

25. Cette connaissance peut être obtenue au moyen de « cookies » qui sont de petits programmes logiciels qui permettent à un site web de savoir qui visite le site et pendant combien de temps. En combinant ces informations avec des données sur les achats, il est possible de construire une base de données hautement personnalisée. Les données sur la consultation des sites peuvent toutefois varier dans des proportions considérables, selon le système de suivi utilisé, et certains sites ont artificiellement gonflé le nombre de leurs visiteurs et donc leurs recettes publicitaires potentielles en utilisant des programmes logiciels qui génèrent un trafic factice.

26. Pour plus de précisions, voir Varian (1985).

27. Les possibilités de réduction de coûts sont vraisemblablement plus fortes en Europe et surtout au Japon, étant donné le caractère moins concurrentiel des marchés de produits, les marges de distribution plus élevées et les marges bénéficiaires moyennes pratiquées (Oliveira Martins, Scarpetta et Pilat, 1996). D'une manière générale, plus la chaîne logistique est étirée, plus les gains potentiels grâce au commerce électronique B2B sont importants, dans la mesure où la technologie permet aux entreprises de réduire le nombre des intermédiaires.

**Tableau VI.4. Réductions potentielles de coûts
associées au commerce électronique B2B
dans les industries américaines**

En pourcentage du coût total des facteurs

Industrie	Réduction des coûts
Construction aérospatiale	11
Chimie	10
Charbon	2
Communications/bande passante	5-15
Informatique	11-20
Composants électroniques	29-39
Produits alimentaires	3-5
Produits forestiers	15-25
Transport de marchandises	15-20
Soins de santé	5
Sciences de la vie	12-19
Usinage (métaux)	22
Média et publicité	10-15
Maintenance, réparation et révision	10
Pétrole et gas	5-15
Papier	10
Sidérurgie	11

Source : Goldman Sachs (2000).

Incidence sur la concurrence et la politique de la concurrence

La persistance d'une dispersion des prix sur les marchés Internet et l'absence de baisse sensible des prix ont conduit à se demander si la structure des coûts sur certains marchés Internet ne pourrait pas à terme avoir un effet préjudiciable sur la concurrence. C'est sans doute avec les produits « numérisés » et à forte intensité de connaissances que les possibilités de comportement non concurrentiel sont les plus grandes. Pour ce type de produits, une fois que la première copie, par exemple d'un logiciel d'application, a été réalisée, le coût de la deuxième copie est pratiquement nul. Une telle structure de coût correspond à des rendements d'échelle croissants. L'enjeu pour les entreprises consiste à trouver un moyen de tarifier leur production de manière à vendre à la clientèle la plus large possible, pour pouvoir récupérer le coût initial élevé par unité de production. Un moyen d'y parvenir est de différencier le bien ou service de base, pour viser différents segments du marché. Les services d'information, par exemple, sont parfois différenciés pour offrir différents niveaux de qualité en termes de commodité, d'actualité et de fréquence de mise à jour, de possibilité d'accès à un soutien technique, de couverture et de puissance de l'interface utilisateur²⁸. Le risque toutefois est que les possibilités de différenciation de la production soient limitées et que cela conduise à une situation dans laquelle l'entreprise qui réalise la plus forte production est en mesure de casser les prix et à terme d'évincer ses concurrents²⁹.

Les rendements d'échelle croissants et les éventuelles externalités de réseau pourraient nuire à la concurrence sur les marchés Internet...

28. Pour une analyse plus détaillée de la structure et des comportements des marchés de produits à forte intensité de connaissances, voir Varian (1999).

29. Meijers (1999) a montré que la structure de coût dans de nombreux secteurs et notamment dans celui des produits logiciels évolue vers une augmentation des coûts fixes et une diminution des coûts marginaux, et que donc la marge moyenne par rapport aux coûts marginaux a augmenté.

Un corollaire étroit avec les rendements d'échelle croissants est que l'Internet semble aussi offrir un bon exemple de l'existence d'externalités de réseau : à chaque nouvel utilisateur du réseau, la valeur de celui-ci augmente pour les autres utilisateurs. Dans ces conditions, les entreprises des industries de réseau sont fortement incitées à élargir leur clientèle et elles ont un intérêt stratégique à le faire le plus rapidement possible. Les start-up peuvent ainsi avoir des difficultés à se lancer sur le marché en raison des coûts de marketing élevés qu'elles doivent engager pour accroître leur visibilité et leur notoriété. Il est encore trop tôt pour connaître l'ampleur de ces barrières et savoir si l'Internet encouragera ou non l'apparition de marchés de commerce électronique contestables³⁰. Une faible contestabilité pourrait conduire à des situations fortement polarisées dans lesquelles un intervenant « rafle la totalité de la mise », ce qui pourrait freiner l'innovation et la concurrence et requérir de ce fait l'intervention des pouvoirs publics.

... mais dans d'autres secteurs de l'économie, l'Internet devrait diminuer les obstacles à l'entrée et rendre les marchés plus contestables

D'un autre côté, l'Internet devrait diminuer les obstacles à l'entrée et rendre les marchés plus contestables dans d'autres secteurs de l'économie. Grâce aux normes ouvertes et interopérables d'Internet les possibilités de domination des marchés pourraient être atténuées du fait de l'extension de la taille des marchés. En exposant les entreprises à la concurrence mondiale, l'Internet pourrait également accélérer l'introduction de réformes sur les marchés de produits. De même, les consommateurs pourraient bénéficier de la mise au point « d'agents intelligents » plus puissants, qui parcourent Internet et automatisent, par exemple, la recherche et les comparaisons de prix sur différents sites de commerce électronique. En réduisant les coûts de recherche et en facilitant la circulation de l'information, l'Internet pourrait donc aboutir en pratique à un transfert de pouvoir des producteurs vers les consommateurs et rendre plus difficile pour les entreprises le maintien de prix élevés.

Questions liées à la fiscalité, aux échanges et à la réglementation

Le commerce électronique pourrait entraîner une érosion des assiettes fiscales

La croissance et le développement rapides du commerce électronique suscitent un certain nombre de questions sur la fiscalité et la politique fiscale. Certains se sont inquiétés du fait que le commerce électronique pourrait entraîner une érosion des assiettes fiscales. Les taxes à la consommation sont perçues selon le principe de l'imposition sur le lieu de consommation et selon des barèmes fixés par les différents pays, ou les différents États dans les pays à structure fédérale. Or le commerce électronique pourrait entraver l'application des règles fiscales intérieures et nationales. Dans les systèmes de type TVA (taxe sur la valeur ajoutée), par exemple, s'agissant notamment des transactions entre entreprises et consommateurs, le fournisseur qui est normalement chargé de percevoir les taxes à la consommation peut n'avoir que des moyens limités pour prouver le lieu où se trouve son client. Le fournisseur peut également être situé en dehors de la zone de juridiction des autorités fiscales du lieu où intervient la consommation. Dans la pratique, cette question semble plus aiguë pour les produits qui peuvent être « numérisés » et diffusés en ligne. En ce qui concerne les risques de manque à gagner fiscal sur des produits physiques faisant l'objet d'échanges transfrontaliers, mais commandés sur Internet, de nombreux pays pratiquent une exonération des transactions de faible valeur, de sorte qu'en dessous d'un certain niveau, les transactions sur ces produits ne sont légalement pas soumises à

30. Un marché contestable est un marché sur lequel les pressions concurrentielles exercées par les entrants potentiels contraignent le comportement des fournisseurs en place. Pour qu'un marché soit contestable il faut notamment qu'il n'existe pas d'obstacle significatif à l'entrée et à la sortie, que les entrants potentiels aient accès à la même technologie de production que les fournisseurs établis et qu'un entrant n'ait pas à supporter de coûts particuliers, dont seraient dispensées les entreprises établies.

l'impôt. Les nouvelles questions qui se posent à cet égard sont la nécessité de limiter les distorsions à la concurrence et de trouver le meilleur équilibre entre le coût de recouvrement et le manque à gagner fiscal. Étant donné l'importance actuelle du commerce électronique, il n'y a pas à craindre pour le moment d'érosion sérieuse de l'assiette fiscale. Mais à l'avenir, le problème pourrait prendre une plus grande acuité pour les autorités fiscales. Des approches et des solutions mondiales seront peut-être nécessaires, pour que les entreprises comme les pouvoirs publics obtiennent le degré de cohérence et de certitude qu'ils recherchent³¹.

La technologie utilisée pour le commerce électronique ouvre également un certain nombre de possibilités dont les autorités fiscales devraient se saisir pour améliorer l'efficacité de l'administration de l'impôt et le service au contribuable (exemples d'applications Internet C2G et B2G). La technologie Internet pourrait considérablement améliorer la communication entre les autorités fiscales et les contribuables ainsi que l'accès à l'information pour les autorités, en les aidant à encourager le respect volontaire des obligations fiscales. En particulier, l'Internet facilite l'évaluation, la déclaration et le recouvrement de l'impôt par des moyens électroniques. Globalement donc le commerce électronique ne devrait pas être uniquement considéré comme une menace sur le produit de l'impôt mais aussi comme un moyen de réduire les coûts de l'obligation fiscale et d'améliorer le recouvrement de l'impôt.

En ce qui concerne les échanges, le commerce électronique, notamment avec les produits « numérisés », conduit à une disparition de la notion de frontières géographiques, par exemple entre lieu de prestation et lieu de résidence. Comme la politique commerciale – à l'instar de la politique fiscale – s'appuie sur de telles distinctions, les pouvoirs publics peuvent avoir des difficultés à déterminer la compétence et les droits en matière de recettes douanières. De plus, les lois et réglementations dont dépend un consommateur pour sa protection dans son pays peuvent ne pas être applicables dans le pays du vendeur. De fait, certains craignent que cette possibilité offerte par Internet de s'affranchir des frontières nationales érode la capacité des organismes de réglementation à remplir leurs objectifs. Il faut donc actualiser les cadres réglementaires et renforcer la coopération entre organismes de réglementation pour mener à bien les objectifs des réglementations économiques, sans toutefois entamer les gains d'efficience que l'on peut escompter de l'essor du commerce électronique.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a commencé à examiner un certain nombre de ces questions³². L'approche adoptée a consisté à considérer le commerce électronique comme un moyen d'échange comme un autre et donc à le soumettre aux mêmes règles et réglementations que les transactions traditionnelles : c'est le principe du traitement équivalent. Un autre obstacle possible au développement du commerce électronique international est l'incertitude quant à l'application des droits de douane en vigueur. Les usagers du commerce électronique B2C sont rarement informés des droits qu'ils sont supposés acquitter et les vendeurs ont des difficultés à fournir des informations sur la multitude des réglementations douanières en vigueur dans les différents pays³³. Il arrive donc souvent que le consommateur ne connaisse pas avec

L'Internet peut également contribuer à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale ainsi que le service au contribuable

Le commerce électronique fait disparaître la notion de frontières géographiques et rend difficile la détermination de la compétence et des droits en matière de recettes douanières

31. Pour plus de précisions et une analyse concernant les questions en jeu, voir sur le site web de l'OCDE : www.oecd.org/subject/e-commerce/ebooks/ecom2_1.pdf.

32. Pour un complément d'informations sur les questions touchant la politique commerciale dans le domaine du commerce électronique, voir sur le site de l'OMC : www.wto.org/wto/ecom/ecom.htm.

33. Dans une enquête récente, Forrester, qui est un organisme de recherche sur Internet, a estimé que 85 pour cent des entreprises en ligne étaient incapables de livrer à l'étranger. De fait, la plupart des transactions de commerce électronique s'effectuent à l'intérieur des frontières. Selon un rapport du Boston Consulting Group (1999a) les exportations au-delà des frontières nationales représentent 7 pour cent du chiffre d'affaires des vendeurs de détail en ligne européens.

certitude le coût final et qu'il ait à subir des délais de livraison dans l'attente du dédouanement de sa commande. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) a travaillé sur ces problèmes et préconisé des procédures de simplification du dédouanement, de développement de l'informatisation et d'amélioration de la transparence.

Politique en matière d'emploi et de marché du travail

Il ne faut pas escompter que les emplois nouveaux dans les entreprises de commerce électronique permettront de remédier aux problèmes actuels sur le marché du travail de certains pays...

Le développement du commerce électronique devrait avoir des incidences tant directes qu'indirectes sur les marchés du travail de même que sur la structure de l'emploi. La croissance rapide du commerce électronique à laquelle beaucoup s'attendent devrait doper la demande d'emplois dans les entreprises de commerce électronique, mais comme l'importance de cette activité à court ou moyen terme par rapport à l'activité globale devrait encore rester faible, il ne faut pas escompter que ces nouveaux emplois permettront de remédier aux problèmes actuels sur le marché du travail de certains pays³⁴. La solution de ces problèmes doit toujours être recherchée dans la mise en œuvre de politiques appropriées vis-à-vis des marchés du travail en général.

... mais on pourrait observer des déplacements importants dans la structure de l'emploi

Même si le commerce électronique a peu de chances d'avoir des conséquences directes importantes sur l'emploi, celui-ci devrait induire de profonds changements en modifiant la composition des emplois requis pour produire et distribuer un produit ou un service. Ainsi, pour une vente de détail sur Internet, il faut sans doute moins de personnel de vente, mais par ailleurs des personnes ayant des qualifications dans le domaine des technologies de l'information pour développer et programmer des logiciels et assurer l'exploitation et la maintenance des serveurs et réseaux informatiques, des personnes ayant des compétences graphiques pour que les sites web conservent leur attrait, et d'autres personnes encore, pour traiter les commandes. De plus, les entreprises devront modifier leurs processus de production pour tirer parti des possibilités du commerce B2B et B2C sur Internet. Certains emplois, notamment ceux qui se caractérisent par un transfert d'information entre agents, comme les agences de voyages, les courtiers en assurances et les agents de change assisteront sans doute à une redéfinition de leur rôle et verront leur nombre baisser. L'accélération de l'innovation et de la diffusion technologique pourrait également entraîner une plus grande rotation des effectifs. Dans un tel environnement, il est important que les travailleurs aient la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et que soit favorisée la réaffectation rapide de la main-d'œuvre en fonction de l'évolution des besoins de l'économie. Sinon, les possibilités nouvelles offertes par Internet seront perdues ou inutilement retardées.

Performance économique et politique macroéconomique

Les investissements dans les nouvelles technologies en général et dans l'Internet en particulier ont été au centre d'un débat récent sur les interactions entre l'investissement, le progrès technologique et la croissance

Le rôle que les investissements dans les technologies de l'information et de la communication en général et dans l'Internet en particulier jouent dans les économies de l'OCDE a été au centre d'un débat récent sur les liens entre l'investissement, le progrès technologique et la croissance (voir le chapitre précédent de ces Perspectives). La large diffusion de ces technologies s'inscrit de fait dans un débat plus général sur la question de savoir si cela représente ou non une mutation technologique fondamentale, ayant de larges répercussions sur les différents secteurs et des effets durables sur la croissance de la productivité (ce que l'on appelle la « nouvelle

34. Une étude concernant les États-Unis estime que seulement 120 000 emplois ont été à ce jour créés directement dans le commerce électronique.

économie »)³⁵. Au niveau de l'entreprise ou du secteur, les possibles conséquences économiques des nouvelles technologies sont considérées en partie comme le résultat de l'utilisation accrue et du développement d'Internet.

Un certain nombre d'études ont tenté de chiffrer l'incidence du commerce électronique au niveau macroéconomique. Une étude du Gouvernement australien (Department of Communication, Information Technology and the Arts, 1999) a estimé que l'effet net pourrait être une augmentation de 2.7 pour cent du niveau de la production nationale. Goldman Sachs (2000) estime que le développement du commerce électronique B2B entraînera à long terme une augmentation de 5 pour cent du PIB³⁶. Ces études, toutefois, reposent sur un certain nombre d'hypothèses assez restrictives, et leurs résultats doivent être interprétés avec prudence. Pour l'évaluation des incidences sur la politique macroéconomique, il convient également de garder à l'esprit que l'Internet influe aussi la demande globale, comme on l'a vu plus haut dans le chapitre « Évaluation générale de la situation macroéconomique ».

Les estimations de l'incidence du commerce électronique au niveau macroéconomique devraient être interprétées avec prudence.

Le développement d'Internet et du commerce électronique pourrait également modifier le caractère cyclique de l'activité économique dans les différents pays et la façon dont les paiements sont effectués. Il pourrait donc en résulter des répercussions sur le cadrage et le fonctionnement de la politique monétaire. Les caractéristiques cycliques des économies pourraient évoluer dans la mesure où le commerce électronique facilite une gestion plus efficace des stocks, d'où des inventaires moins importants en proportion des ventes. Il pourrait par ailleurs également modifier le cycle de constitution des stocks. De plus, du fait de la concurrence accrue sur les marchés de produits, l'économie pourrait absorber davantage d'emplois, sans que cela alimente l'inflation pendant un certain temps, et les entreprises seraient soumises à davantage de pressions pour freiner la progression des salaires. Au total, cela pourrait modifier le mécanisme inflationniste, et donc le caractère cyclique de l'inflation. On pourrait également observer des changements dans le fonctionnement de la politique monétaire. Friedman (1999) a fait valoir que les technologies liées à l'Internet pourraient accélérer les opérations financières, ce qui pose le problème de savoir comment les taux d'intérêt devraient être fixés, et si la fixation du taux d'intérêt à court terme devrait se faire sur une période plus courte, c'est-à-dire avec une fréquence inférieure à la journée. Certains économistes ont même envisagé un monde dans lequel les évolutions technologiques privent carrément les banques centrales de leurs moyens de contrôle monétaire (King, 1999). Tel pourrait être le cas si de nouvelles technologies (et les autorités chargées de la réglementation) permettaient une tarification et un échange en temps réel de biens sur Internet, sans intervention d'un système monétaire indépendant administré par une banque centrale. Dans un tel environnement, les pouvoirs publics perdraient leur bénéfice de seigneurage et ne seraient plus en mesure d'injecter de nouvelles liquidités en imprimant de la monnaie.

Le commerce électronique pourrait modifier le cadrage de la politique monétaire et ses mécanismes de transmission

35. Pour des éléments récents concernant les effets des technologies de l'information et de la communication sur l'économie des États-Unis, voir par exemple Oliner et Sichel (2000), Council of Economic Advisors (2000), OCDE (2000b) et Schreyer (2000).

36. Les activités de commerce électronique pourraient aussi avoir une incidence sur les contours de la production marchande et donc sur l'importance du PIB. Ainsi, la banque électronique transfère une partie de la production marchande vers les ménages (ce qui réduit le PIB), tandis que l'achat en ligne de produits de consommation courante transfère des activités vers le marché (ce qui augmente le PIB).

*La monétique n'est pas encore
parvenue à ce jour
à s'approprier une part
importante du système
de paiement*

Les systèmes les plus susceptibles de se développer sans qu'ils remplacent les banques centrales sont les systèmes de monétique, tels que les cartes préchargées et le porte-monnaie électronique³⁷. La monétique n'est pas encore parvenue à ce jour à s'approprier une part importante du système de paiement, la plupart des achats sur Internet étant toujours effectués par carte de crédit, en dépit du fait que les utilisateurs s'inquiètent des possibilités de fraude et préféreraient utiliser une méthode de paiement plus sûre (tableau VI.5). Le manque relatif d'attrait de la monétique tient probablement en partie au fait que la mise en place des moyens nécessaires entraîne des coûts appréciables pour les commerçants. Il semble également qu'ils soient mal acceptés par le public, pour des raisons de sécurité et de protection de la vie privée dans la mesure où la plupart des systèmes peuvent garder trace de ce que les utilisateurs achètent. Les cartes préchargées vont sans doute remplacer les espèces et l'argent électronique va s'imposer pour les dépôts. Si les fournisseurs de moyens de paiement électronique parviennent à régler les problèmes de sécurité et d'anonymat, les perspectives d'une introduction généralisée de ces systèmes, notamment du porte-monnaie électronique, s'en trouveront considérablement améliorées. Si les moyens de paiement électronique devaient effectivement s'approprier une part importante du système de paiement, leur très grande substitutabilité avec d'autres instruments de paiement poserait alors des problèmes quant à la définition des agrégats monétaires, leur stabilité et la capacité des banques centrales à contrôler l'offre de monnaie. De plus, les recettes de seigneurage des banques centrales pourraient baisser. Enfin, un autre point de préoccupation avec la monnaie électronique est qu'elle peut être utilisée pour le blanchiment de capitaux.

Tableau VI.5. Utilisation des cartes préchargées dans certains pays de l'Union européenne^a

	Cartes préchargées (milliers)			Valeur moyenne par (re)chargement (ECU) ^b			Valeur moyenne par achat ^b		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997	1995	1996	1997
Autriche	17	3 101	3 400	..	45.8	49.9	..	15.0	13.2
Belgique	30	761	3 430	33.3	33.7	32.1	4.9	4.1	3.9
Danemark	295	390	..	136.5	135.9	..	1.2	1.3	1.3
Finlande ^c	846	1 175	189	35.0	48.6	18.9	0.9	0.8	2.2
Allemagne	..	22 000	35 000	..	67.4	..	..	13.6	10.3
Italie	..	..	62	..	..	..	..	..	6.8
Portugal	161	299	384	14.1	15.3	16.1	1.9	1.9	1.9
Espagne	..	1 344	3 502	0.0	15.2	16.0	..	5.8	3.1
Royaume-Uni	0	25	113	0.0	29.7	20.5	0.0	..	..
Union européenne ^d	1 349	29 095	46 080	20.2	24.1	25.2	1.6	1.9	4.0

a) « .. » signifie non disponible.

b) Les taux de change moyens ECU/dollars sont les suivants : 1995 = 0.765 ; 1996 = 0.7878 ; 1997 = 0.8824.

c) Pour les pays indiqués, quand les données sont disponibles.

d) Ne comprend que les pays ci-dessus ayant des données disponibles.

Source : BCE (1999), *The effects of technology on the EU banking systems*.

37. Les cartes préchargées correspondent à des fonds stockés sous forme électronique, qui peuvent être utilisés pour effectuer des paiements auprès de commerçants participants et, potentiellement, avec tous les autres titulaires d'une telle carte. Une fois que le crédit préchargé est épuisé, la carte peut être rechargée. Le porte-monnaie électronique désigne des fonds qui peuvent être conservés sur des dispositifs électroniques, tels que le disque dur d'un ordinateur, et transférés sur des réseaux de communications comme Internet.

BIBLIOGRAPHIE

- AUSTRALIAN BUREAU OF STATISTICS (2000),
« Use of the Internet by Householders », Cat. n° 8147.0, diverses éditions.
- BAILEY, J. (1998),
« Questions sur les prix et la protection du consommateur liées au commerce électronique de trois produits : livres, disques compacts et logiciels », DSTI/ICCP/IE(98)4/Final.
- BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (1998),
Report on Electronic Money.
- BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, (1999),
The Effects of Technology on the EU Banking Systems.
- BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX (1999),
Retail Payments in Selected Countries: A Comparative Study.
- BOSTON CONSULTING GROUP (1999a),
« The race for online riches – e-retailing in Europe », Silver Spring, Maryland.
- BOSTON CONSULTING GROUP (1999b),
« The state of online retailing », Q3 1999 Update, *Shop.Org*, 30 novembre, Silver Spring, Maryland.
- BOYLAUD, O. et G. NICOLETTI (2000),
« Réglementation, structure du marché et performance dans le secteur des télécommunications », *Document de travail n° 237 du Département des affaires économiques de l'OCDE*.
- BRYNJOLFSSON, E. et M.D. SMITH (1999),
« Frictionless commerce? A comparison of Internet and conventional retailers » in Brynjolfsson and Kahin (éds), *Understanding the Digital Economy*, à paraître.
- CLEMONS, E., I. HANN et L. HITT (1998),
« The nature of competition in electronic markets: An empirical investigation of online travel agent offerings », *Working Paper*, Wharton School, University of Pennsylvania.
- COLECCHIA, A., B. PATTINSON et B. ATROSTIC (2000),
« Defining and measuring electronic commerce », *Document de discussion de la DSTI/OCDE*, à paraître.
- COUNCIL OF ECONOMIC ADVISORS (2000),
Economic Report of the President, Washington DC.
- CYBER DIALOGUE (1998),
« Building Customer Relationships Through Digital Media », www.cyberdialogue.com.
- DATABANK CONSULTING (1998),
« Preliminary estimates of the multiplier effects of electronic commerce on the EU economy and employment », *FAIR Working Paper* n° 47.
- DATAMONITOR (1999),
Business-to-business electronic commerce.
- DEGERATU, A., A. RANGASWAMY et J. WU (1998),
« Consumer choice behaviour in online and regular stores: the effects of brand name, price and other search attributes », Document présenté lors de la Mini-Conference Marketing Science and the Internet, INFORM College on Marketing, Cambridge, Massachusetts, 6-8 mars.
- DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS, INFORMATION TECHNOLOGY AND THE ARTS (1999),
E-commerce Beyond 2000, Gouvernement australien, Canberra.
- ELECTRONIC COMMERCE PROMOTION COUNCIL OF JAPAN (ECOM) (1999),
Survey and Analysis of the Economic Impact of EC on the Japanese Economy.

- FREEDMAN, C. (1996),
Electronic Money: Monetary Policy and Seignorage Issues, Rapport préparé par le Comité directeur de la BRI sur la politique monétaire et les incidences de la monnaie électronique sur le seigneurage, Bâle.
- FRIEDMAN, B. (1999),
« The future of monetary policy: the central bank as an army with only a signal corps? », *International Finance* (2:3), pp 321-338.
- GOLDMAN SACHS (1997),
Cyber Commerce: Internet Tsunami.
- GOLDMAN SACHS (1999),
B2B: 2B or Not 2B, E-commerce/Internet, Goldman Sachs Investment Research, 14 septembre.
- GOLDMAN SACHS (2000),
« The shocking economic effect of B2B », *Global Economics Paper*, n° 37.
- GOOLSBEE, A. (1998),
« In a world without borders: the impact of taxes on Internet commerce », *Working Paper*, University of Chicago.
- INTERNATIONAL DATA CORPORATION (IDC) (1999),
« Internet insights, 1999 », *The Grey Sheet*, vol. 33, n° 21-22, 23 mars.
- KING, M. (1999),
« Challenges for monetary policy: new and old », Document préparé pour le Symposium on New Challenges for Monetary Policy, Jackson Hole, Wyoming.
- LEE, H. (1997),
Do electronic marketplaces lower the price of goods? *Communications of the ACM*. Volume 41, numéro 12.
- MARGHERIO, L. et al. (1998),
The Emerging Digital Economy, US Department of Commerce, Washington DC.
- MEEKER, M. (1997),
« Internet retailing report », Morgan Stanley, <http://www.ms.com>, 28 mai.
- MEIJERS, H. (1999),
« Low inflation in the information economy and the role of the Internet », Document préparé pour un Atelier sur l'économie d'Internet, Groningue, 21 décembre 1999.
- OCDE (1999a),
Les incidences économiques et sociales du commerce électronique – Résultats préliminaires et programme de recherche, Paris.
- OCDE (1999b),
Perspectives des communications de l'OCDE, Édition 1999, Paris.
- OCDE (2000a),
Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE, Édition 2000, Paris.
- OCDE (2000b),
Étude économique des États-Unis, Édition 2000, Paris.
- OLINER, S. et D. SICHEL (2000),
« The resurgence of growth in the late 1990s: is information technology the story », *Journal of Economic Perspectives*, à paraître.
- OLIVEIRA MARTINS, J., S. SCARPETTA et D. PILAT (1996),
« Mark-up ratios in manufacturing industries », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 162.
- ROMER, P.M. (1990),
« Endogenous technological change », *Journal of Political Economy*, vol. 98, n° 5.

SCHREYER, P. (2000),

« The contribution of information and communication technology to output growth: a study of the G7 countries », *Document de travail de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE*.

SMITH, M., J. BAILEY et E. BRYNJOLFSSON (1999),

« Understanding digital markets: review and assessment », in E. Brynjolfsson and B. Kahin, édés (à paraître), *Understanding the Digital Economy*, MIT Press.

THOMPSON, M. (1999),

« My how we've grown », *The Industry Standard*, 26 avril.

UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE (1999a),

Falling Through the Net: Defining the Digital Divide, Washington DC.

UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE (1999b),

The Emerging Digital Economy II, Washington DC.

VARIAN, H.R. (1985),

« Price discrimination and social welfare », *American Economic Review*, vol. 75(4).

VARIAN, H.R. (1999),

« Market structure in the network age », Document présenté à la conférence organisée sur le thème Understanding the Digital Economy, les 25 et 26 mai 1999 au Department of Commerce, Washington DC. OMC (1998), *Electronic Commerce and the Role of the WTO*, Genève.

VII. PERFORMANCE RÉCENTE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET RÉFORMES STRUCTURELLES

Les trois dernières années ont été marquées par une évolution favorable des marchés du travail dans la plupart des pays Membres. Aux États-Unis, l'emploi a continué de progresser à un rythme rapide et le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis trente ans : cela n'a été accompagné jusqu'à présent que d'une hausse modérée de l'inflation sous-jacente. Dans nombre de pays européens, la création d'emplois n'a jamais été aussi vive depuis la période de forte expansion de la fin des années 80. Le Canada et l'Australie ont aussi enregistré une progression sensible de l'emploi et une diminution des taux de chômage. L'exception la plus notable à ces évolutions favorables est le Japon, où la récession a fait grimper le nombre de sans-emploi jusqu'à des niveaux inégalés. L'amélioration de l'environnement macro-économique a joué un rôle majeur dans ces évolutions, mais les réformes structurelles mises en œuvre durant la dernière décennie ont beaucoup contribué à l'embellie sur les marchés du travail. La première partie de la présente note passe brièvement en revue l'évolution récente des marchés du travail des pays de l'OCDE alors que la deuxième rend compte des réformes structurelles qui l'ont influencée.

Dans la plupart des pays Membres, les marchés du travail ont connu une situation favorable ces dernières années

Évolution des marchés du travail depuis 1997

À l'exception du Japon et de la Corée, le taux global de chômage a sensiblement diminué dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 1997 (tableau VII.1). Aux États-Unis, le nombre de sans-emploi était déjà nettement en recul en 1997 grâce à la reprise économique ayant suivi la récession de 1990-91, mais sa baisse s'est poursuivie, ramenant le taux de chômage à son plus bas niveau depuis les années 60. En revanche, le taux de chômage de l'Union européenne n'a commencé de diminuer qu'en 1997. Bien qu'il ait fléchi de 1½ point de pourcentage, il n'est pas encore revenu au niveau auquel il se situait en 1990 (il était alors légèrement supérieur à 8 pour cent), sans parler des niveaux beaucoup plus faibles enregistrés dans les années 60 et 70. La moyenne pour l'Union européenne masque des différences frappantes entre les pays membres. L'Italie n'est parvenue qu'à réduire faiblement son taux de chômage, alors que, dans certains des autres pays de l'Union européenne, le nombre des sans-emploi a considérablement fléchi. De fait, les taux de chômage au Royaume-Uni, au Danemark, en Irlande et aux Pays-Bas sont revenus à leur plus bas niveau depuis les années 70.

Les taux de chômage ont diminué dans la plupart des pays de l'OCDE ces dernières années...

Les réductions du chômage aux États-Unis et, plus récemment, en Europe sont le résultat de fortes créations d'emplois (graphique VII.1). Aux États-Unis, les gains continus de l'emploi depuis 1997 sont intervenus dans le contexte d'une croissance étonnamment robuste de la productivité du travail à ce stade avancé de l'expansion, ce qui pourrait tenir à des changements fondamentaux de l'économie¹. En Europe, le contenu de la croissance en emplois a augmenté par rapport aux années 80, mais l'arrivée sur le marché du travail de travailleurs à plus faible productivité n'est peut-être pas étrangère à

... grâce à une forte progression de l'emploi...

1. Voir chapitre V « Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE ».

Tableau VII.1. Taux de chômage et taux d'activité de la population active

Pourcentage

	Taux de chômage ^a			Taux d'activité de la population active ^b		
	1990	1997	1999	1990	1997	1999
États-Unis	5.6	4.9	4.2	76.5	77.4	77.2
Union européenne	8.1	10.6	9.2	67.3	67.9	69.0
dont:						
Allemagne	4.8	9.9	8.7	68.4	71.0	71.2
France	9.0	12.3	11.3	66.0	67.1	67.8
Italie	9.0	11.7	11.4	59.8	57.7	59.6
Royaume-Uni	7.1	7.0	6.1	77.8	76.2	76.3
Espagne	16.3	20.8	15.9	60.9	62.5	63.9
Pays-Bas	6.2	5.2	3.3	66.2	71.5	73.6
Belgique	6.7	9.4	9.0	58.7	62.6	64.6
Suède	1.7	9.9	7.2	84.6	78.7	78.5
Autriche	..	4.4	3.7	..	70.9	71.6
Grèce	6.4	9.8	..	59.1	60.8	62.3
Portugal	4.6	6.8	4.5	70.9	69.8	70.6
Danemark	7.7	5.6	5.2	82.4	79.8	80.6
Finlande	3.2	12.7	10.3	76.6	72.1	73.6
Irlande	13.4	9.9	5.8	60.2	62.7	66.3
Luxembourg	1.7	2.8	2.3	60.1	61.5	63.1
Japon	2.1	3.4	4.7	70.1	72.6	72.4
Canada	8.1	9.1	7.6	76.6	74.9	75.9
Australie	7.0	8.5	7.2	73.0	72.4	73.6
Nouvelle-Zélande	7.8	6.7	6.8	73.0	75.6	75.2
Corée	2.5	2.7	6.5	62.8	65.4	63.9
Suisse	..	4.2	..	81.1	81.5	82.2

a) Taux de chômage standardisés sauf pour la Corée.

b) Population active âgée de 15 à 64 ans.

Source : Les Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2000, Paris.

cette évolution (voir ci-après). Les gains sur le front de l'emploi ont, toutefois, été inégalement répartis entre les pays membres de l'Union européenne. Par exemple, les niveaux d'emploi en Allemagne sont restés pratiquement inchangés entre 1997 et 1999, alors qu'ils se sont accrus de 18 pour cent en Irlande au cours de la même période.

... et les taux d'activité ont augmenté ou sont restés inchangés

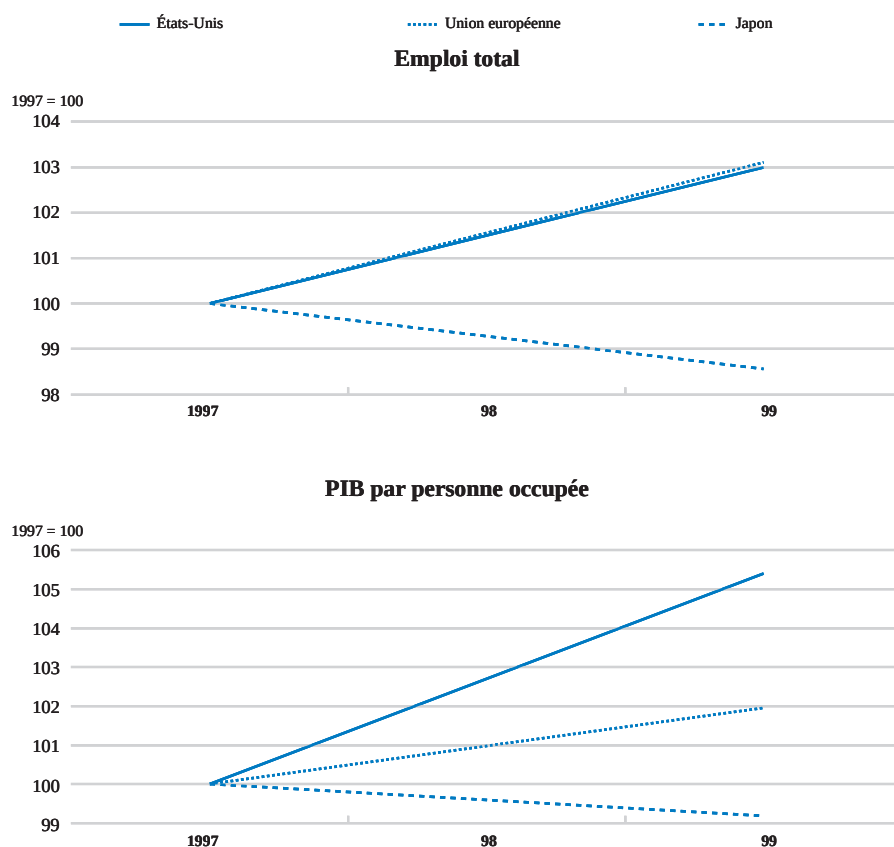
Les taux d'activité sont restés pratiquement inchangés ou ont légèrement augmenté dans la plupart des pays Membres ces trois dernières années. Aux États-Unis, les taux records atteints en 1997 ont été maintenus. Au Japon, la hausse tendancielle des taux d'activité a aussi été stoppée en 1997, lorsque la récession a frappé l'économie, et la faiblesse persistante de l'activité enregistrée depuis lors a pesé sur ces taux. Dans la plupart des pays de l'Union européenne, en revanche, la part des actifs entrant sur le marché du travail a continué de s'accroître mais les taux d'activité restent nettement inférieurs à ceux observés aux États-Unis et au Japon (à l'exception toutefois des pays nordiques de l'Union européenne et du Royaume-Uni).

La situation des groupes défavorisés s'est généralement améliorée grâce à une meilleure performance globale...

Les groupes défavorisés sur le marché du travail ont bénéficié de l'amélioration intervenue ces trois dernières années et, dans certains cas, leur situation s'est améliorée davantage que la situation du marché du travail dans son ensemble même si leur part dans le chômage total n'a pas toujours diminué.

— *Chômeurs de longue durée.* La part dans la population active des personnes au chômage depuis plus de six ou douze mois a diminué dans tous les pays qui ont

Graphique VII.1. Emploi et productivité



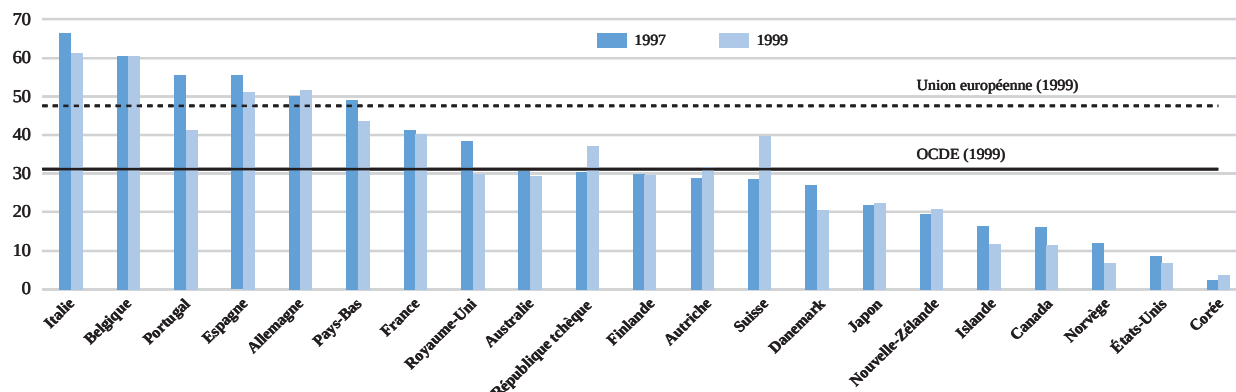
Source : OCDE.

enregistré une baisse générale de leur taux de chômage. Cependant, mesuré en pourcentage du chômage total, le chômage de longue durée n'a que légèrement reculé ces trois dernières années dans la majorité de ces pays (graphique VII.2). Il a diminué sensiblement (de plus de 5 points de pourcentage) au Portugal, au Royaume-Uni, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège, mais s'est sensiblement accru en Suisse. Il reste très élevé en Italie et en Belgique.

- *Jeunes.* A l'exception de la Belgique, du Danemark et de la Suisse, le taux de chômage des moins de 25 ans (tableau VII.2) a diminué davantage que celui des travailleurs de 25 à 54 ans. En Espagne, le taux de chômage des jeunes a fléchi de près de 10 points depuis 1997 ; la réduction a été d'environ 5 points ou plus en Irlande, en Suède et au Portugal. Malgré leur fléchissement récent, les taux de chômage des jeunes restent élevés dans nombre de pays européens, notamment la France, l'Italie et l'Espagne. La baisse du chômage des jeunes ne s'étant pas accompagnée d'une diminution des taux d'activité (sauf au Royaume-Uni et au Danemark), les taux d'emploi des jeunes se sont sensiblement accrus.
- *Plus de 54 ans.* Les taux d'emploi de la population âgée de 55 à 64 ans ont eu tendance à augmenter légèrement ces trois dernières années (graphique VII.3). L'augmentation a été la plus marquée (plus de 3 points de pourcentage) aux

Graphique VII.2. Incidence du chômage de longue durée (12 mois ou plus)

En pourcentage du chômage total



Source : OCDE, Perspectives de l'emploi, 2000.

Pays-Bas, en Irlande, en Finlande, au Portugal et, en dehors de l'Europe, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Néanmoins, les taux d'emploi n'ont augmenté que faiblement en Allemagne et en Italie et ils restent très faibles dans un certain nombre de pays, avec plus de sept personnes sur dix âgées de 55 à 64 ans qui ne travaillent pas en Italie, Autriche et Belgique.

Tableau VII.2. Taux de chômage pour les jeunes et les femmes

Pourcentage

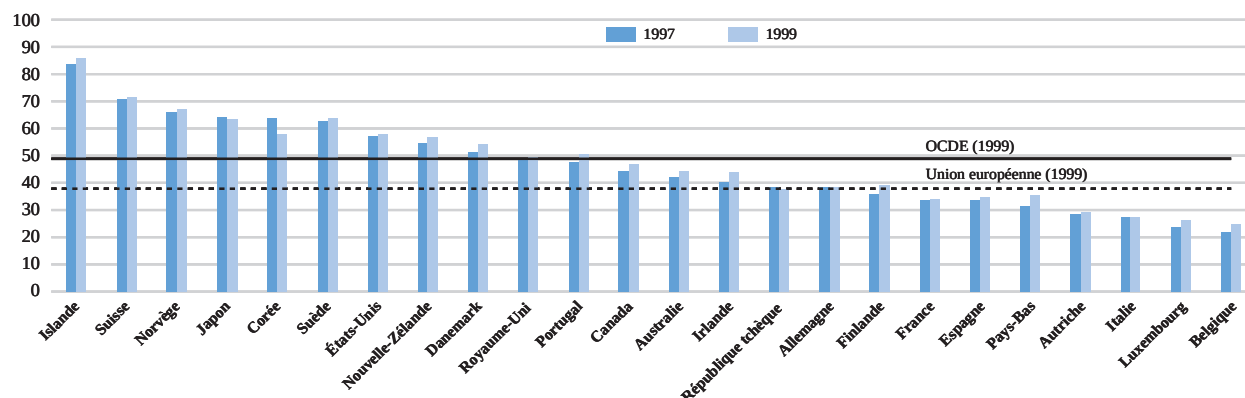
	Jeunes ^{a)}			Femmes		
	1990	1997	1999	1990	1997	1999
États-Unis	11.2	11.3	9.9	5.6	5.1	4.4
Union européenne	15.8	20.5	17.2	10.8	12.4	10.9
dont:						
Allemagne	5.6	10.2	8.5	7.5	10.7	9.3
France	19.1	28.1	26.6	12.1	14.2	13.7
Italie	28.9	33.6	32.9	15.8	16.8	16.4
Royaume-Uni	10.1	13.5	12.3	6.5	5.8	5.1
Espagne	30.1	37.1	28.5	24.4	28.4	23.2
Pays-Bas	11.1	9.7	7.4	10.9	7.2	4.9
Belgique	14.5	21.3	22.6	11.5	11.6	10.3
Suède	4.5	22.5	14.2	1.8	9.9	6.7
Autriche	..	7.6	5.9	..	5.3	4.8
Grèce	23.3	31.0	..	12.0	15.1	..
Portugal	9.6	14.6	8.7	7.0	8.2	5.3
Danemark	11.5	8.1	10.0	9.0	6.5	5.9
Finlande	9.4	25.3	21.5	2.7	13.1	10.8
Irlande	17.6	16.1	8.5	14.0	10.4	5.5
Luxembourg	3.7	7.3	6.8	2.5	3.7	3.3
Japon	4.3	6.6	9.3	2.3	3.6	4.7
Canada	12.4	16.2	14.0	8.1	8.9	7.3
Australie	13.2	15.9	13.9	7.2	8.1	7.2
Nouvelle-Zélande	14.1	13.1	13.7	7.3	6.7	6.6
Corée	7.0	7.7	14.2	1.9	2.4	5.3
Suisse	3.2	6.0	5.6	2.6	4.0	3.6

a) De 15 à 24 ans.

Source : Les Perspectives de l'emploi de l'OCDE, Paris, 2000.

Graphique VII.3. Taux d'emploi pour les personnes âgées de 55 à 64 ans

En pourcentage de la population âgée de 55 à 64 ans

Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 2000.

- *Femmes*. Dans la plupart des pays, le taux de chômage des femmes (voir tableau VII.2) a enregistré la même baisse en points de pourcentage que le taux de chômage total. Dans certains pays européens (notamment la Belgique), les taux de chômage féminins ont reculé plus rapidement que le taux de chômage total. Malgré les récentes baisses, le taux de chômage des femmes reste très élevé dans un certain nombre de pays européens, en particulier en Espagne. Le taux d'activité des femmes restant stable ou augmentant, leur taux d'emploi a augmenté dans la plupart des pays Membres depuis 1997.
- *Travailleurs moins qualifiés et moins instruits*. Aux États-Unis, la croissance soutenue de l'emploi des adultes ayant le plus faible niveau d'instruction (personnes n'ayant pas poursuivi leurs études jusqu'à la fin du deuxième cycle du secondaire) s'est traduite par une réduction du taux de chômage de ce groupe de 1½ point depuis la fin de 1997 (le ramenant à 6 pour cent au début de 2000)². Faute de données à jour, il est difficile d'évaluer la situation sur le marché du travail des travailleurs moins instruits en Europe. Cependant, il semblerait qu'une légère amélioration soit intervenue dans quelques pays au cours de la dernière partie des années 90. Ainsi, en France, la baisse tendancielle de la part des personnes ayant le plus faible niveau d'instruction dans l'emploi total du secteur privé a été stoppée au milieu des années 90 et une légère augmentation a été observée depuis le début de 1997³.
- *Disparités régionales du marché du travail*. Les régions à fort chômage en Espagne et au Royaume-Uni ont bénéficié de l'amélioration du marché national du travail (tableau VII.3). Cependant, le taux de chômage dans le sud de l'Italie a augmenté légèrement depuis 1997, alors qu'en Allemagne, il a moins diminué dans les nouveaux *Länder* que dans les anciens.

2. Voir tableau A-5 dans Department of Labor des États-Unis, *Employment and Earnings*, divers numéros.

3. Voir A. Gubian, « Six ans d'allègement de cotisations employeurs sur les bas salaires », dans *Bilan de la Politique de l'Emploi en 1998, les Dossiers de la DARES*, n° 3-4/99, La documentation française ; OCDE, *Études économiques de l'OCDE 1999-2000* – France, Paris, 2000.

Tableau VII.3. Taux de chômage régional^a dans certains pays

	Pourcentage		
	1997	1998	1999
Allemagne			
Ancien Länder	9.8	9.4	8.8
Nouveau Länder	18.1	18.2	17.6
Italie			
Nord	6.4	6.1	5.4
Centre	9.8	9.5	9.2
Sud	21.3	21.9	21.9
Royaume-Uni ^b			
Régions à haut taux de chômage	8.8	7.9	7.6
Régions à bas taux de chômage	5.3	4.5	4.1
Autres régions	6.8	6.4	6.2
Belgique			
Flandres	6.4	6.2	..
Bruxelles	13.4	14.3	..
Wallonie	12.4	13.5	..
Espagne ^c			
Sud	29.4	27.5	24.5
Est	17.6	14.9	11.6
Nord	18.5	17.0	15.1
Centre	18.5	17.1	13.8

a) Taux de chômage recueillis par enquête sauf pour l'Allemagne.

b) Régions à haut taux de chômage : Nord-Est, pays de Galles, Écosse, l'Irlande du Nord et Londres.

Régions à bas taux de chômage : Est, Sud-Est et le Sud-Ouest.

Autres régions : Nord-Ouest, Yorkshire et Humber, East Midlands and West Midlands.

c) Sud : Andalucía, Canarias, Extremadura, Ceuta y Melilla ; Est : Aragon, Baléares, Cataluna, Comunidad Valenciana, Murcia ; Nord : Asturias, Cantabria, Galicia, Navarra, Pais Vasco; Centre : Castilla-La Mancha, Castilla-Leon, Madrid, Rioja.

Source : OCDE.

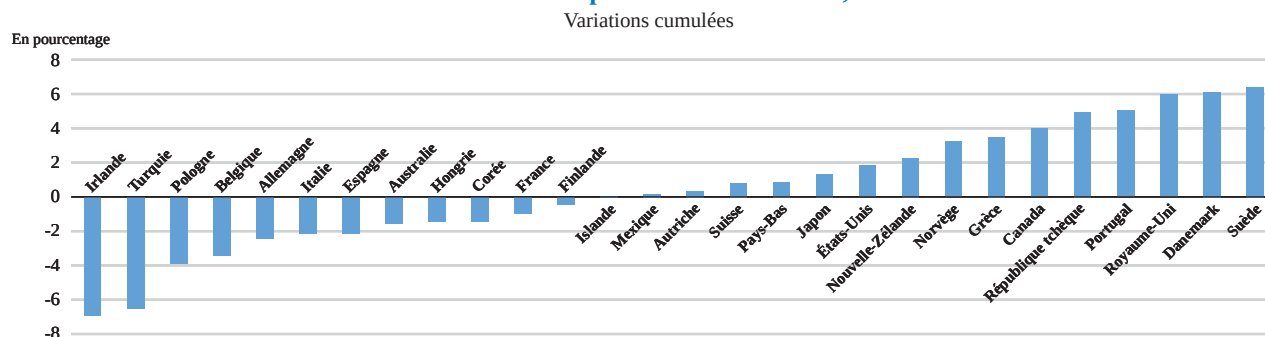
... mais ces groupes ont été
durement touchés au Japon et
en Corée

La dégradation de la situation du marché du travail au Japon et en Corée depuis 1997 n'a épargné aucun groupe. Les jeunes ont été tout particulièrement touchés, leur taux de chômage augmentant de plus de deux fois plus que celui des travailleurs de 25 à 54 ans. Le taux de chômage des 55 à 64 ans a quadruplé en Corée, alors qu'au Japon, il a moins augmenté que le taux de chômage total. Au Japon comme en Corée, le taux de chômage des femmes s'est accru moins que le taux global, mais leur taux d'activité a diminué en Corée alors qu'il est resté stable au Japon. L'incidence du chômage de longue durée ne s'est que modérément accentuée dans les deux pays.

L'évolution des salaires réels a
été très différente selon
les pays Membres

L'évolution des coûts réels de main-d'œuvre a été très différente selon les pays Membres au cours des trois dernières années. La croissance des salaires réels et des coûts de main-d'œuvre non salariaux est restée inférieure à celle de la productivité du travail dans plusieurs pays européens (graphique VII.4), y compris les grands pays continentaux, ce qui a favorisé la création d'emplois. Cette modération salariale a été très prononcée en Irlande, où la productivité du travail dans le secteur des entreprises a progressé au total de plus de 6 pour cent depuis 1996, alors que les coûts réels de main-d'œuvre par salarié ne se sont accrus que de 1 à 2 pour cent. A l'opposé, on trouve quelques pays européens (Suède, Danemark, Royaume-Uni et Portugal), où la rémunération réelle par salarié a augmenté sensiblement plus vite que la productivité du travail sur les trois dernières années. Malgré une évolution très contrastée de leurs marchés du travail ces trois dernières années, les États-Unis et le Japon ont connus tous deux un accroissement des coûts de main-d'œuvre légèrement supérieurs à celui de la productivité du travail.

Graphique VII.4. Différence entre la croissance du salaire réel
et la croissance de la productivité du travail, 1996-99



Note : Les salaires réels sont définis comme la rémunération par salarié dans le secteur des entreprises divisée par l'indice implicite des prix du PIB du secteur des entreprises ; la productivité du travail est définie comme le PIB par employé dans le secteur des entreprises.
Source : OCDE.

Les forces à l'œuvre : politiques structurelles

Les évolutions du marché du travail examinées plus haut ont été influencées par les mesures prises par les pouvoirs publics pour encourager la croissance de l'emploi et réduire le chômage. Dans certains cas, ces réformes peuvent se répercuter rapidement sur la performance du marché du travail. Cependant, l'expérience montre qu'il faut parfois beaucoup de temps avant que les mesures structurelles ne se traduisent par une augmentation de l'emploi. Par exemple, les effets bénéfiques des réformes visant à renforcer les incitations au travail qui sont mises en œuvre lorsque l'économie est peu dynamique peuvent ne se faire sentir que lorsque la situation économique s'améliore. De même, les entreprises peuvent ne réagir à la baisse des coûts de main-d'œuvre découlant d'un assouplissement de la législation en matière de protection de l'emploi que lorsque la demande se redresse. Pour toutes ces raisons, l'amélioration des marchés du travail observée ces trois dernières années peut sans doute être rattachée pour partie aux mesures mises en œuvre au cours des années 90, voire avant.

L'amélioration du marché du travail ces trois dernières années tient pour partie aux réformes structurelles mises en œuvre dans les années 90

Comme on l'a vu dans le rapport de l'an dernier sur la mise en œuvre de la *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*⁴, les progrès réalisés dans la réforme des marchés du travail et de produits dans les années 90 ont été importants mais inégaux entre les pays et ils diffèrent suivant les secteurs considérés. Compte tenu de leur fort taux de chômage, ce sont les pays européens qui ont ressenti de la façon la plus pressante la nécessité d'une réforme. Les réformes engagées dans certains de ces pays ont souvent reposé sur une réduction des coûts de main-d'œuvre pour les groupes cibles, un recours accru aux prestations liées à l'exercice d'un emploi pour les bas salaires, un ajustement de la législation en matière de protection de l'emploi pour les travailleurs temporaires et/ou permanents, un renforcement des incitations à l'emploi au moyen d'un durcissement des conditions d'attribution des indemnités de chômage, et des réformes des marchés de produits.

Dans plusieurs pays européens, la croissance de l'emploi a été stimulée par diverses réformes...

4. OCDE, *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi – Évaluation des performances et des politiques*, Paris, 1999.

... réduction des prélèvements pour les bas salaires...

Quelques pays européens ont pris des mesures pour faire baisser les coûts de main-d'œuvre de groupes particuliers grâce à des réductions des cotisations patronales à la sécurité sociale. Ces dispositifs ont été largement utilisés en France et en Belgique (depuis 1993) et aux Pays-Bas (depuis 1996). Comme on l'a vu dans le n°66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*⁵, les dispositifs mis en œuvre en France et aux Pays-Bas en 1999 ont réduit de 12 à 13 pour cent les coûts totaux de main-d'œuvre pour les travailleurs rémunérés au salaire minimum. Une proportion importante de l'ensemble des salariés était couverte par des programmes de ce type en 1999 : un quart en France, un cinquième en Belgique et un sixième aux Pays-Bas. Pour encourager les entreprises à adopter la semaine de 35 heures, le dispositif français a été élargi en 1999 de façon à s'appliquer aux travailleurs gagnant jusqu'à 1.8 fois le salaire minimum et le montant de l'abattement a été accru. Le Royaume-Uni a réduit les taux des cotisations patronales sur les bas salaires en 1999.

... et pour d'autres groupes cibles...

En Espagne et en Italie, des réductions des cotisations patronales à la sécurité sociale sont aussi venues compléter d'autres modifications de la politique du marché du travail. Pour encourager la généralisation des nouveaux contrats permanents introduits lors de la réforme espagnole de 1997 (voir ci-après), les cotisations patronales à la sécurité sociale pour les travailleurs titulaires de ces contrats ont été temporairement réduites pour deux années (puis pour trois années). Ces réductions ont varié entre 20 et 60 pour cent, la diminution des coûts totaux de main-d'œuvre pour l'ouvrier moyen se situant entre 5 et 14 pour cent. En Italie, la réforme de 1997 a conduit à une diminution (d'environ deux tiers) des taux de cotisation pour certaines catégories de contrats de travail atypiques, soit une baisse des coûts totaux de main-d'œuvre pour ces contrats de plus de 15 pour cent.

... introduction ou expansion des prestations liées à l'exercice d'un emploi ou des crédits d'impôt...

Quelques pays ont essayé d'encourager l'emploi des travailleurs à faible productivité en introduisant ou élargissant les prestations liées à l'exercice d'un emploi ou les crédits d'impôt, qui constituent des compléments de ressources pour les bas salaires. Le Royaume-Uni a développé son dispositif de soutien financier lié à l'exercice d'un emploi avec l'établissement en 1999 du crédit d'impôt pour les familles qui travaillent. En Irlande, le seuil de revenu applicable pour le supplément de revenu familial a été relevé afin de renforcer l'incitation à l'emploi. Des dispositifs de crédit d'impôt au titre des revenus du travail et/ou d'allègement fiscal pour les dépenses de garde d'enfants ont aussi été introduits ou développés en Belgique, en Finlande, en Italie et aux Pays-Bas.

... assouplissement des réglementations applicables aux contrats de durée déterminée et aux agences de travail temporaire...

Les années 90 ont été marquées par un assouplissement généralisé des réglementations applicables aux contrats de durée déterminée et aux agences de travail temporaire⁶. Par exemple, le nombre de reconductions autorisées, de même que la durée globale des contrats à durée déterminée et des contrats d'intérim, ont été progressivement augmentés en Allemagne et en Belgique. Les restrictions concernant le recours aux contrats de durée déterminée ont été assouplies en Belgique et en Suède, et les agences de travail temporaire ont été autorisées en Espagne et en Suède. La réforme italienne de 1997 (« *Pacchetto Treu* ») a permis l'ouverture d'agences de travail temporaire et également un recours accru aux contrats de durée déterminée, qui ont représenté l'essentiel de la croissance de l'emploi depuis 1997. Plus récemment, les règles applicables aux contrats d'intérim pour les travailleurs peu qualifiés ont été simplifiées en Italie⁷. L'assouplissement des réglementations applicables au travail

5. Voir chapitre V, « La valorisation du travail » dans le n° 66 des *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1999.

6. Voir par exemple le chapitre 2 des *Perspectives pour l'emploi de l'OCDE*, 1999.

7. Voir OCDE, *Études économiques de l'OCDE – Italie*, Paris, 2000.

temporaire dans nombre de pays européens a vraisemblablement contribué à la croissance de l'emploi dans les années 90. Cependant, la coexistence de dispositions strictes de protection de l'emploi pour les travailleurs permanents et d'une protection minimale pour les travailleurs temporaires pourrait ne pas améliorer le fonctionnement du marché du travail à long terme⁸.

Si la législation en matière de protection de l'emploi a généralement peu changé pour les travailleurs permanents en Europe, l'une des rares exceptions – la réforme espagnole de 1997 – illustre le potentiel de créations d'emplois de tels changements. La réforme en question a introduit de nouveaux contrats permanents prévoyant des indemnités de licenciement réduites pour les personnes les plus exposées au chômage ou celles avec peu d'expérience professionnelle (jeunes, travailleurs âgés, chômeurs de longue durée), alors que les règles concernant les contrats de durée déterminée ont été quelque peu durcies. En fait, ces nouveaux contrats ont remporté un vif succès auprès des employeurs et le nombre total de personnes employées à ce titre représentait 5½ pour cent de l'ensemble des salariés en 1998 et en 1999. Il ne fait guère de doute que cette évolution a contribué à la progression globale de l'emploi en Espagne et, en particulier, à la forte création d'emplois pour les jeunes. Cependant, il reste à voir dans quelle mesure la popularité de ces contrats est liée à la réduction temporaire des contributions patronales à la sécurité sociale et non à la flexibilité accrue qu'ils offrent. En Allemagne, le seuil au-delà duquel les entreprises sont passibles de la législation en matière de protection de l'emploi a été relevé de cinq à dix salariés, mais cet assouplissement *de facto* des réglementations a été inversé en 1999.

... libéralisation de la législation en matière de protection de l'emploi pour les travailleurs permanents...

Bien que la générosité et la durée des allocations de chômage n'aient pas beaucoup varié dans les années 90, une tendance au durcissement des conditions d'attribution et à l'application plus stricte des critères correspondants est nettement apparue dans un grand nombre de pays européens. Certains de ceux qui ont le mieux réussi à réduire le chômage dans les années 90 ont pris des mesures allant dans ce sens⁹ :

... Le durcissement des conditions d'attribution des indemnités de chômage et l'application plus stricte de ses critères...

- Au Royaume-Uni, les conditions d'attribution des indemnités ont été progressivement durcies. Par exemple, la mise en œuvre plus stricte des critères en 1994 a conduit une nette aggravation des sanctions en cas de non-respect des règles et un nouveau cadre législatif d'ensemble concernant les critères d'éligibilité a été introduit en 1996. Dans le cadre du programme « New Deal » de 1998, certains groupes sont tenus de contacter le service public de l'emploi, le refus d'accepter les mesures recommandées se traduisant par le retrait des prestations.
- Au Danemark, la durée pendant laquelle les offres d'emploi peuvent être refusées sous prétexte qu'elles ne sont pas conformes à l'emploi précédent a été peu à peu réduite ; les chômeurs sont plus rapidement aiguillés vers les programmes du marché du travail et ils sont tenus de se conformer à cette décision. Des efforts redoublés ont été faits pour suivre l'application des critères d'attribution et faire en sorte que des sanctions soient appliquées lorsque ces critères ne sont pas respectés.

8. Voir OCDE, *Perspectives pour l'emploi de l'OCDE*, Paris, 2000.

9. Voir chapitre IV « Conditions d'attribution des indemnités de chômage », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris, 2000 ; OCDE, *Études économiques de l'OCDE – Irlande*, Paris, 1999.

- Aux Pays-Bas, les autorités ont durci les sanctions applicables en cas de rejet d'une offre convenable d'emploi ou de participation à un programme du marché du travail et ont apparemment utilisé des sanctions pour encourager les bénéficiaires de prestations à trouver des emplois.
- En Irlande, les critères de disponibilité pour l'emploi et de recherche d'un emploi ont été précisés en 1998. Les jeunes sont désormais tenus de se présenter pour un entretien au service public de l'emploi après une certaine période de chômage, un refus des interventions proposées conduisant à l'arrêt des prestations.

Le durcissement des règles d'attribution des indemnités dans ces pays européens et dans d'autres a contribué pour partie à réduire le chômage recensé des jeunes et le chômage de longue durée.

... et réformes des marchés de produits visant à renforcer la concurrence

Les ambitieuses réformes des marchés de produits mises en œuvre dans la plupart des pays membres européens dans les années 90 ont aussi vraisemblablement eu des effets bénéfiques sur l'évolution du marché du travail. La concurrence dans l'Union européenne s'est renforcée dans les années 90 du fait du programme du marché unique et de l'établissement d'une monnaie commune pour onze des quinze pays concernés. Dans plusieurs pays, la concurrence au niveau national a été favorisée par des législations plus strictes et plus rigoureusement appliquées et les réformes de la réglementation, décidées dans une large mesure au niveau de l'Union européenne, ont renforcé la discipline sur plusieurs marchés de produits, notamment certains segments des industries de réseaux traditionnellement intégrées.

Des réformes ont aussi été mises en œuvre aux États-Unis et dans d'autres pays

Les États-Unis et certains autres pays de l'OCDE non européens ont aussi introduit des réformes qui ont influé sur l'évolution récente du marché du travail. Le recours accru aux crédits d'impôt pour les bas salaires aux États-Unis a encouragé les travailleurs à faible capacité de gain à entrer sur le marché du travail. Associée à des réformes radicales des transferts sociaux qui ont réduit les contre-incitations au travail¹⁰, la plus grande générosité du programme de crédits d'impôt au titre des revenus du travail a joué un rôle important dans l'augmentation des taux d'activité des groupes cibles (par exemple les parents célibataires avec enfant). La refonte des régimes de prestations au Canada en 1996 a sans doute contribué à la forte croissance de l'emploi. En Australie, la réforme des systèmes de relations entre partenaires sociaux s'est poursuivie, mais elle ne portera vraisemblablement ses fruits que progressivement.

Les réformes examinées plus haut contribuent de toute évidence à la réduction des taux structurels de chômage. Étant donné que certaines d'entre elles n'ont été appliquées que récemment, ce n'est que dans les années à venir que les taux structurels de chômage en ressentiront tous les effets. Néanmoins, en l'absence de nouvelles réformes visant à mieux mobiliser les personnes sous-employées, les taux structurels de chômage devraient encore rester vraisemblablement élevés dans nombre de pays, notamment en Europe. Poursuivre le processus de réforme des marchés du travail et de produits est le meilleur moyen d'accroître les niveaux de vie de manière générale et de réduire le coût social d'un fort chômage.

10. Une simulation montre que l'élargissement du crédit d'impôt par les bas salaires au milieu des années 90 a conduit à une augmentation brute de 145 millions d'heures de travail. Dans l'hypothèse où les nouveaux entrants travaillent 400 heures par an, cela se traduit par une augmentation d'environ 360 000 emplois. Sur une base nette, l'augmentation du nombre d'heures de travail est beaucoup plus faible dans la mesure où le crédit d'impôt crée des incitations à la réduction du temps de travail pour les personnes qui occupaient déjà un emploi. Voir J.K. Scholz, « In-work benefits in the United States: The Earned Income Tax Credit », *Economic Journal*, 106, pp. 156-169, 1996.

VIII. LA POLITIQUE MONÉTAIRE DANS UN ENVIRONNEMENT FINANCIER EN MUTATION

Introduction

Dans la zone de l'OCDE, un grand nombre de banques centrales ont entrepris de resserrer la politique monétaire. La forte valorisation des actifs observée actuellement constitue un important élément supplémentaire dans l'ensemble des informations prises en compte par les autorités. Dans plusieurs pays, malgré les reculs récents, les cours des actions cotées en bourse ont atteint des sommets qui auraient été jugés peu vraisemblables il y a quelques années. Plus récemment, les prix de l'immobilier ont aussi commencé d'augmenter dans certains pays. La valorisation des actifs amène à s'interroger sur la mesure dans laquelle la modification des structures financières affecte l'impact de la politique monétaire sur l'économie réelle et, par conséquent, la façon dont la politique monétaire doit être mise en œuvre¹.

Les modifications intervenues dans l'environnement financier...

L'incidence de la politique monétaire sur l'activité et, en fin de compte, sur l'inflation, est multiformes. On considère généralement qu'elle s'exerce surtout par le biais de l'influence que les taux d'intérêt ont directement sur la demande de biens des ménages et des entreprises. Mais la politique monétaire peut aussi agir sur l'activité du fait de son incidence sur la valeur des actifs, laquelle influe sur le comportement des entreprises et des ménages, notamment en modifiant le patrimoine et aussi les coûts d'emprunt (en raison de l'impact sur les bilans). Les évolutions récentes des marchés de capitaux ont sans doute rendu ces effets de la politique monétaire plus importants mais aussi moins faciles à prévoir. En particulier, la taille de ces marchés a augmenté par rapport à l'activité réelle et les actifs facilement négociables jouent un rôle de plus en plus important par rapport aux autres actifs financiers. Les prix de ces actifs sont en règle générale sensibles aux modifications des anticipations du marché quant à l'évolution de la situation économique dans son ensemble et des taux d'intérêt en particulier.

... peuvent influencer sur le fonctionnement de la politique monétaire

Dans le présent chapitre, on examinera tout d'abord l'augmentation de la taille des marchés de capitaux², les modifications intervenues dans la distribution des portefeuilles d'actifs ainsi que l'évolution des bilans des entreprises, des ménages et des banques. Sont ensuite exposées les conséquences de ces facteurs pour le fonctionnement de l'économie et l'élaboration de la politique monétaire.

-
1. L'importance de la prise en compte des prix des actifs a été soulignée récemment par Greenspan (1999).
 2. Par taille des marchés de capitaux on entend la valeur des actifs fournis aux emprunteurs ultimes (par exemple les entreprises et les ménages) par les prêteurs initiaux (par exemple les ménages) ; on ne tient pas compte des différentes étapes intermédiaires.

Évolution des marchés de capitaux et conséquences pour les bilans des ménages et des entreprises

Des marchés de capitaux de plus grande taille et plus diversifiés

La part des financements dans le PIB s'est accrue, surtout pour ce qui est des financements directs sur les marchés de capitaux

Les marchés de capitaux ont connu une forte expansion de leur taille et une diversification marquée ces deux dernières décennies. Entre 1985 et 1998, la valeur de l'encours total des crédits et des valeurs mobilières a augmenté sensiblement pour passer de 150 à 250 pour cent environ du PIB des grandes économies de l'OCDE (tableau VIII.1)³. Si le crédit bancaire reste la principale source de financement dans la plupart des pays, sa part relative a diminué au profit de celle des titres (en raison notamment de la titrisation des prêts, en particulier les prêts hypothécaires des banques). Du fait de ces évolutions, le patrimoine financier s'est réorienté des dépôts bancaires vers les investisseurs institutionnels et la détention directe d'obligations et d'actions (tableau VIII.2), cette réorientation étant surtout marquée aux États-Unis. Ainsi, la part du patrimoine financier sous la formes d'actifs à la fois liquides et

Tableau VIII.1. Intermédiation du crédit et des actions

Valeurs en fin d'année, en pourcentage du PIB

	Crédit bancaire au secteur privé non bancaire				Titres de créances nationaux du secteur privé ^a				Dont :		Capitalisation boursière des marchés d'action ^b			
	1985	1990	1995	1998	1985	1990	1995	1998	Institutions financières	Émissions des entreprises	1985	1990	1995	1998
États-Unis	68	70	64	69	..	50	56	71	43	27	52	58	82	123
Japon	99	122	118	118	..	33	30	40	22	18	58	125	72	57
Allemagne	93	98	103	118	..	39	42	53	53	½	21	24	22	48
France	76	96	87	80	..	41	39	33	27	6	12	29	32	65
Italie	51	56	58	60	..	26	32	31	30	1	10	15	18	46
Royaume-Uni	47	116	116	120	..	16	17	28	19	8	62	86	119	169
Canada	68	78	79	88	..	9	9	14	6	8	41	47	61	94
Belgique	25	36	75	77	..	49	52	46	34	12	21	36	35	93
Pays-Bas	61	80	94	107	..	16	16	11	8	3	35	49	81	146
Suède	87	129	103	..	..	55	57	50	43	7	31	47	67	121
Suisse	141	168	168	167	..	68	59	50	37	13	68	73	117	150
G10 ^c	75	88	84	86	..	39	42	52	35	17	44	63	67	98
G10 – Japon ^c	70	81	78	80	..	41	45	54	37	17	41	49	66	106

a) Montants souscrits par les pays émetteurs

b) Les données ne se rapportent qu'aux actions cotées.

c) Pondéré par le PIB ajusté par le PPA.

Source : FMI *Statistiques financières internationales* ; BRI, *Évolution du marché international bancaire et financier*, différentes éditions ; Fédération Internationale des Bourses des Valeurs ; et OCDE.

3. La capitalisation du marché donne une idée faussée de l'ampleur du financement sur les marchés de valeurs car l'augmentation de la capitalisation du marché boursier pourrait tenir à des effets de valorisation (mesures des anticipations des gains futurs) ainsi qu'à une progression des émissions de capital. Aux États-Unis, par exemple, la capitalisation du marché a augmenté de façon assez sensible, alors que les émissions nettes ont été négatives de 1994 à 1999, retirant environ 150 milliards de dollars du marché.

Tableau VIII.2. Instruments de l'épargne

Avoir financiers en pourcentage du PIB

	Investisseurs institutionnels				Dépôts bancaires			
	1985	1990	1995	1997	1985	1990	1995	1997
États-Unis	93	114	152	186	50	49	41	43
Japon	..	..	73	73	88	106	104	104
Allemagne	29	36	45	59	58	63	60	64
France	27	51	78	97	65	60	64	67
Italie	..	13	32	54	62	59	55	48
Royaume-Uni	92	104	164	185	38	91	99	101
Canada	44	57	83	101	61	72	75	75
Belgique	26	41	60	76	33	38	75	82
Pays-Bas	94	109	139	164	66	74	75	77
Suède	..	80	103	..	44	40	38	41
Suisse	..	..	75	93	109	106	117	135
G10 ^a	..	..	110	134	60	67	63	64
G10-Japon ^a	73	86	117	145	54	58	55	56

Ventilation des investisseurs institutionnels

	Compagnies d'assurance ^b				Caisses de retraite ^c				Société de placement et autres ^d			
	1985	1990	1995	1997	1985	1990	1995	1997	1985	1990	1995	1997
États-Unis	26	32	38	40	39	43	57	72	29	39	57	73
Japon	..	..	42	41	..	..	..	16	..	30	32	17
Allemagne	20	24	28	33	3	3	3	3	5	9	15	23
France	13	20	41	56	..	..	..	..	14	30	36	41
Italie	..	6	11	14	..	3	3	3	..	4	18	38
Royaume-Uni	37	43	74	80	44	50	69	79	11	12	22	26
Canada	20	24	28	29	22	28	37	43	3	5	18	28
Belgique	21	26	30	34	2	2	4	5	3	13	27	37
Pays-Bas	29	37	52	61	65	72	85	101	0	0	2	2
Suède	..	32	47	..	..	2	2	..	..	46	54	..
Suisse	..	..	61	72	..	..	..	..	..	..	14	21
G10 ^a	..	..	38	42	..	..	..	49	..	27	39	47
G10-Japon ^a	24	29	38	42	33	34	44	56	21	27	40	53

a) Pondéré par le PIB ajusté par le PPA.

b) Compagnies d'assurance et d'assurance-vie.

c) Caisses de retraite autonomes et non-autonomes. Les caisses de retraite autonomes gèrent des capitaux distincts mis en place afin d'assurer des revenus de retraite pour des groupes spécifiques qui sont organisés, et dirigés, par des employeurs du secteur privé ou public, ou à la fois par les employeurs et les employés. Ces caisses engagent des transactions financières sur leurs propres comptes. Les caisses de retraite non-autonomes sont des organismes dans lesquels les employeurs conservent des réserves spéciales qui sont isolées des autres réserves même si elles ne constituent pas des unités institutionnelles séparées. En Suisse ces données n'existent que depuis quelques années.

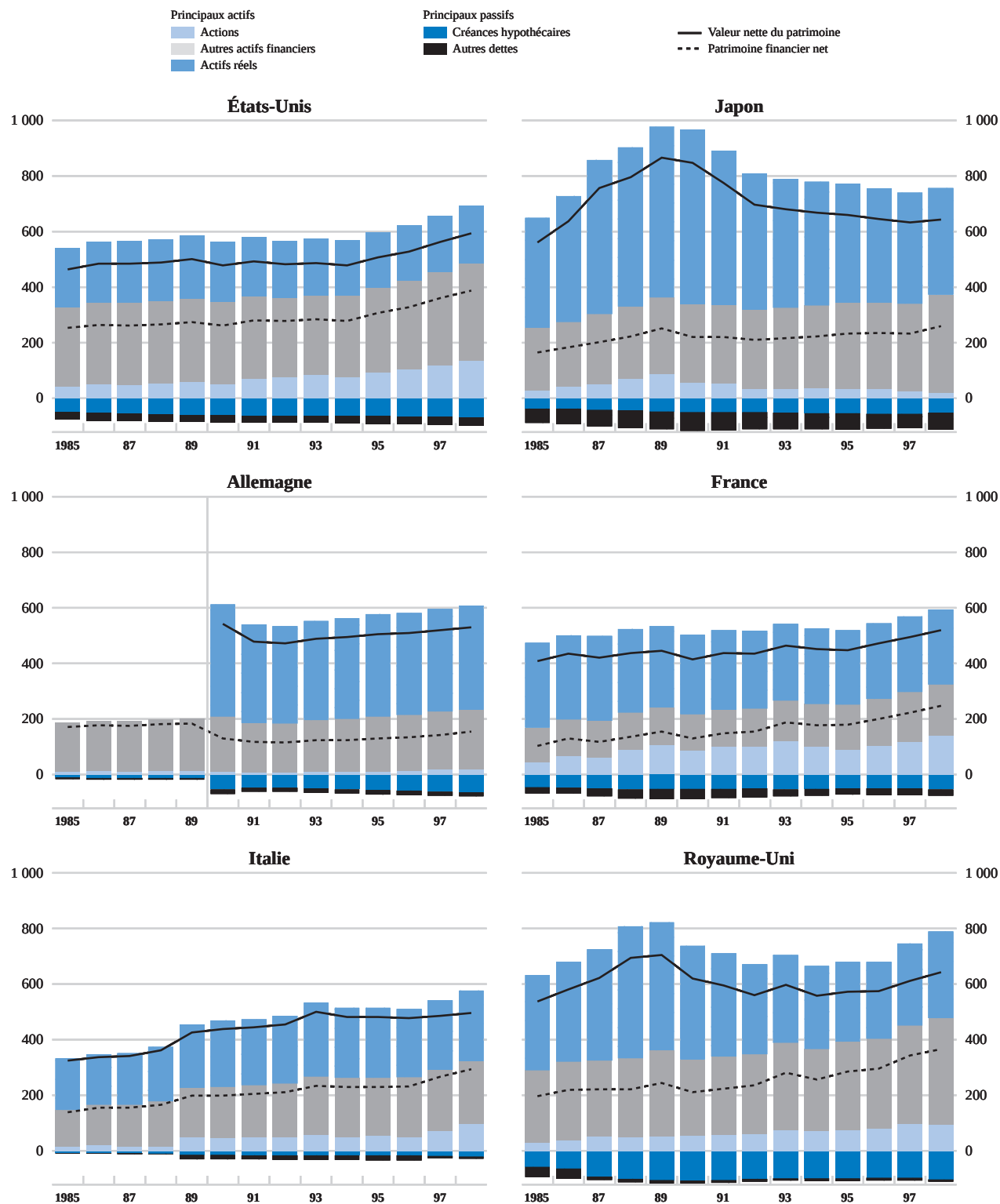
d) Les sociétés de placement représentent un type d'intermédiaire financier qui récolte les fonds d'investisseurs et les utilise pour acheter des créances financières. En retour les investisseurs reçoivent des parts de la société de placement, et donc possèdent indirectement une part des actifs financiers de cette société. Cela comprend des sociétés d'investissement à capital non-variable, des sociétés de gestion, des sociétés non directives ou des sociétés d'investissement de fonds communs de placement et à capital variable. Les autres représentent les compagnies bancaires de dépôt à l'exclusion des compagnies d'investissement etc.

Source : OCDE Investisseurs institutionnels, Annuaire statistique, 1998 ; BRI ; FMI Statistiques financières internationales.

négociables s'est accrue considérablement, aussi bien par rapport au PIB que par rapport aux actifs financiers totaux (Vickers, 1999). De ce fait, une forte proportion du patrimoine total pourrait désormais être plus sensible aux fluctuations du marché en général et à de brusques modifications de valeur.

Graphique VIII.1. Créances et dettes du secteur des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages



Source : Voir le paragraphe à la fin du chapitre.

Évolution des bilans des entreprises et des ménages

L'augmentation du montant total des financements et leur diversification sont reflétées dans les bilans des entreprises et les comptes des ménages. Dans certains grands pays de l'OCDE⁴, la richesse nette des ménages représente cinq à six fois le revenu disponible et a légèrement augmenté au cours des années 90, à l'exception notable du Japon⁵. L'amélioration de la richesse nette du secteur des ménages est due essentiellement à l'augmentation du patrimoine financier. En fait, dans plusieurs pays, le patrimoine sous forme d'actifs financiers dépasse maintenant les actifs immobiliers.

La situation financière des ménages est plus solide grâce aux gains découlant de la valorisation du marché boursier...

L'endettement des ménages représente une part importante du revenu disponible (sauf en Italie) mais reste, néanmoins, peu important par rapport à la valeur des actifs. Cependant, les derniers indicateurs disponibles donnent à penser qu'au cours des douze derniers mois environ (chiffres non indiqués dans le graphique VIII.1), les appels au crédit des ménages ont sans doute progressé plus rapidement dans certains pays, ce qui semble dû en partie à la plus grande facilité d'emprunt. Par exemple, il est désormais plus aisé et moins coûteux d'obtenir des crédits à la consommation adossés à des hypothèques (« home-equity loans » et « cash-out refinancing ») ou d'acheter des actions grâce à des comptes de marge. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, l'évolution dans ce sens a été particulièrement rapide en 1999 et devrait le rester en 2000. Aux États-Unis, bien que les bilans soient sains dans l'ensemble, le nombre de faillites personnelles dépasse actuellement le niveau atteint lors de la récession de 1991, encore qu'il ait diminué par rapport au pic de 1998.

... qui ont largement compensé l'augmentation de leurs niveaux d'endettement

La part dans le PIB des actifs financiers des entreprises (sans compter la valeur de leurs capitaux propres) s'est accrue dans tous les pays de l'OCDE couverts ici, à l'exception du Japon (graphique VIII.2). Dans le cas des États-Unis, cette progression est allée de pair avec une augmentation de l'endettement qui a atteint un pourcentage élevé du PIB. Sans doute en raison de ces tendances, les marges entre les taux sur les obligations de sociétés et les taux sur les titres d'État tendent à s'élargir depuis 1997. Néanmoins, dans tous ces pays, la valeur élevée des actifs donnent aux entreprises un volant de sécurité supplémentaire pour amortir des évolutions négatives du marché. Leurs bilans bénéficient aussi d'une baisse spectaculaire des rapports valeur nette/capitalisation boursière en raison de la valorisation du marché boursier. Le patrimoine net des entreprises en pourcentage du PIB (indiqué pour quatre des pays couverts) reste faible aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, mais pas en France. Cependant, pour la France, cela est sans doute dû aux plus-values boursières liées aux participations croisées.

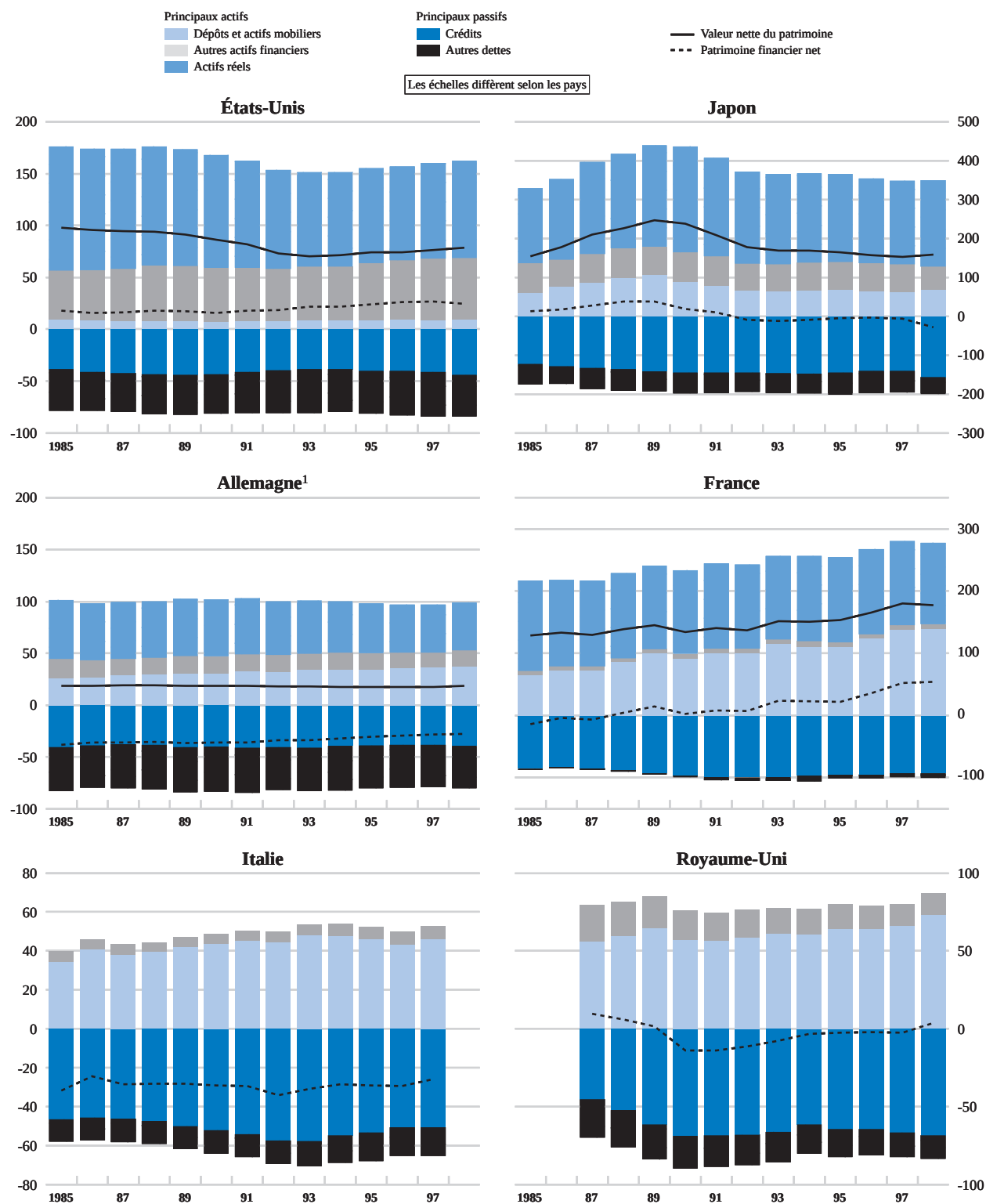
Les bilans des entreprises se sont aussi améliorés

4. On trouvera une analyse similaire pour un plus grand nombre de pays de l'OCDE dans Mylonas *et al.* (2000).

5. Dans le cas du Japon, les bulles immobilière et boursière de la fin des années 80 ont accru considérablement la richesse nette et contribué à une forte poussée de la production. L'effondrement ultérieur de ces marchés a conduit à une récession prolongée.

Graphique VIII.2. Évolution du bilan du secteur des entreprises

En pourcentage du PIB



1. Ne comprend que les entreprises de l'ex-Allemagne de l'Ouest.

Source : Voir le paragraphe à la fin du chapitre.

Conséquences de la valorisation des actifs pour le fonctionnement de l'économie

Ces changements dans les bilans des entreprises et des ménages peuvent avoir des conséquences sur l'influence exercée par une modification des taux d'intérêts directs sur la production et sur l'objectif ultime de la Banque centrale, à savoir l'inflation. La politique monétaire affecte l'économie directement du fait de l'influence des taux d'intérêt du marché sur les dépenses. Mais les variations des taux d'intérêt directs peuvent avoir des effets supplémentaires du fait des changements induits dans les valeurs des actifs et les bilans.

La politique monétaire peut influencer sur l'activité réelle de plusieurs manières

Effets de richesse et distribution des portefeuilles d'actifs des ménages

Une hausse des taux d'intérêt à long terme suite à un resserrement de la politique tend à entraîner une baisse de la valeur des actifs et, partant, du patrimoine des ménages. Face à cette perte (permanente) de richesse, l'épargne est appelée à augmenter dans le secteur des ménages et la consommation à reculer. La croissance des actifs des ménages, sous l'effet notamment de la flambée récente des marchés boursiers, renforcera vraisemblablement de façon significative l'effet de richesse. Plus simplement, une augmentation donnée en pourcentage de la valeur du patrimoine, qu'il s'agisse de biens immobiliers ou de titres boursiers, a un effet plus important sur la consommation lorsque la part du patrimoine augmente par rapport à celle du revenu.

L'augmentation de la richesse des ménages peut renforcer l'incidence de la politique monétaire...

L'effet de richesse agira de façon d'autant plus marquée sur la consommation que la distribution des portefeuilles d'actifs, traditionnellement détenus pour l'essentiel par un pourcentage peu important de la population, tend à s'élargir. Aux États-Unis, il ressort de la *Survey of Consumer Finances* de 1998 que la moitié des ménages détiennent aujourd'hui des actions contre un tiers en 1989 et que le rapport des portefeuilles de valeurs au revenu du ménage moyen a plus que doublé pour atteindre un quart au cours de la dernière décennie. Cependant, la répartition des portefeuilles d'actions entre les différentes catégories de revenu ne s'est pas modifiée sensiblement depuis 1989 (Starr-McClure, 1998 ; et Tracy *et al.* ; 1999). Dans la plupart des autres pays, la part des ménages détenant des actions est sensiblement moins importante qu'aux États-Unis (elle était de 13 pour cent par exemple en France en 1998 mais sensiblement moindre au Japon et en Allemagne).

... en particulier du fait de la distribution plus large des portefeuilles d'actifs

Cela dit, les données ponctuelles dont on dispose pour la zone euro donnent à penser que la détention d'actions se développe rapidement, sous l'effet de la privatisation ainsi que de la multiplication des introductions en bourse, suite à la mise en place de l'euro. Des changements pourraient intervenir rapidement au Japon également. Il est probable que les ménages se désengageront partiellement des dépôts à la caisse d'épargne postale au profit des marchés boursiers, après la venue à échéance d'importants dépôts à terme à un moment où les taux d'intérêt sont très faibles. Les différences entre les pays pour ce qui est de la détention de portefeuilles boursiers tiennent en partie aux conditions structurelles, entre autres les régimes fiscaux, les normes comptables et les autres réglementations. Par exemple, les incitations fiscales pour le logement et l'épargne-retraite aux États-Unis et la prévalence de régimes

... et cette évolution devrait se poursuivre, notamment en Europe et au Japon

publics de retraite par répartition en Europe continentale ont sensiblement contribué à la composition actuelle des structures financières dans les différents pays. Mais ces caractéristiques pourraient aussi changer, face aux pressions de la concurrence mondiale et à l'évolution démographique.

L'immobilier, qui représente l'essentiel du patrimoine net des ménages, peut engendrer d'importants effets de richesse

Alors que la détention de portefeuilles d'actions est assez limitée, bien plus de la moitié des ménages dans la majorité des pays de l'OCDE sont propriétaires de leur logement, ce qui donne à penser qu'une hausse des prix des logements aura des effets de richesse bien plus importants que des augmentations équivalentes des cours des actions (tableau VIII.3). Les exceptions notables sont l'Allemagne, la Suède, la

Tableau VIII.3. Propriétés immobilières

Taux d'occupation en pourcentage

	1970	1980	1990	1995
États-Unis	65	68	64	67
Japon	59	62	61	..
Allemagne	36	40	38	41
France	45	51	54	54
Italie	50	59	67	67
Royaume-Uni	49	56	68	67
Canada	60	62	61	..
Belgique	55	59	62	66
Pays-Bas	35	42	44	47
Suède	35	41	42	43
Suisse	28	30	31	..

Source : Oswald, A (1999), « The housing market and Europe's unemployment: a non-technical paper », *mimeo*, mai ; European Mortgage Federation ; et *Études économiques de l'OCDE – Danemark* (1999).

Suisse et les Pays-Bas. Néanmoins, même dans ces pays, les biens immobiliers des ménages représentent deux à trois fois le revenu disponible. En outre, le capital latent que représente un logement (c'est-à-dire la valeur du bien, nette de l'hypothèque) entre pour l'essentiel dans la richesse nette du ménage à revenu médian. Pour les États-Unis, par exemple, il atteint 90 pour cent (Tracy *et al.*, 1999).

Effets de bilan

Ménages et entreprises non financières

Les effets de bilan auront vraisemblablement une incidence plus restrictive en Europe et au Japon qu'aux États-Unis

La politique monétaire influe aussi sur l'activité du fait de son incidence sur les comptes des ménages et les bilans des entreprises. Les fluctuations de la valeur marchande des actifs, associées à des remboursements inchangés au titre des dettes existantes, influent sur la solvabilité des emprunteurs potentiels et, donc, sur leur aptitude à obtenir les financements qu'ils souhaitent⁶. Cette incidence sera vraisemblablement importante car les coûts supportés par les institutions financières, dont

6. Les effets de bilan peuvent donc restreindre les possibilités pour les entreprises et les ménages de financer les biens de consommation durables et les biens d'équipement dans la mesure où les prêteurs ne sont pas entièrement satisfaits de leur solvabilité ; par exemple la valeur des garanties sur les bilans. Dans ce cas, les banques augmentent les taux débiteurs ou rationnent le crédit (Bernanke *et al.* 1998 ; Bernanke et Gertler, 1999). Bien que l'on s'accorde généralement à reconnaître que l'effet de bilan existe, son ampleur, au niveau global, restent à déterminer et les données microéconomiques disponibles sont partagées (Gilchrist et Himmelberg, 1998).

sont tributaires les emprunteurs, se trouvent accrus du fait de la nécessité d'évaluer les caractéristiques du risque dans chaque cas.

Les effets de bilan n'auront pas la même importance dans tous les pays. Ils sont généralement moindres dans les pays où le développement et la diversification des marchés de capitaux permettent aux emprunteurs d'avoir accès à différentes sources de financement. Pour les ménages, compte tenu de leur petite taille et de leur bref passé d'emprunteurs auprès des institutions financières, les effets de bilan seront vraisemblablement plus marqués. Pour les entreprises, la taille peut servir d'indicateur, certes imparfait, de l'importance de cette composante de l'effet de bilan, car les petites entreprises sont celles qui risquent le plus d'être confrontées à des contraintes financières. Dans les pays d'Europe continentale et au Japon, la part des petites entreprises mesurée par l'emploi (moins de 100 salariés) est plus importante qu'aux États-Unis, où ce sont les grandes entreprises (plus de 500 salariés) qui dominent (tableau VIII.4). Dans ces conditions, l'effet de bilan sera plus important dans les premiers pays que dans le deuxième. Cependant, à terme, la tendance au regroupement des entreprises devrait contribuer à réduire les contraintes de financement.

Tableau VIII.4. **Distribution des entreprises par taille^a**

Répartition par nombre d'employés en pourcentage

		Emploi					Chiffre d'affaire/production ^b				
		0-9 ^c	10-19	20-99	100-499 ^d	500+	0-9 ^c	10-19	20-99	100-499 ^d	500+
États-Unis	1995	11.8	7.7	18.4	14.6	47.5	10.8	6.1	17.0	13.1	53.0
Japon	1997	11.7	6.0	12.3		70.0	7.1	6.8	23.2		63.0
Allemagne ^e	1996	28.4		20.2	11.1	40.3	13.4		17.9	23.4	45.3
France	1997	19.9	8.3	21.4	19.1	31.3	..	..	..	..	..
Italie	1995	47.0	10.7	17.0	10.3	15.1	29.2	10.4	21.7	15.2	23.5
Royaume-Uni	1997	28.8	7.2	12.7	12.6	38.7	12.8	5.6	16.0	21.6	44.1
Canada	1995		20.4	18.2	16.2	45.3	..	..	..	..	..
Belgique	1997	16.7	8.9	21.1	17.9	35.4	28.3	8.6	22.0	17.4	23.6
Pays-Bas ^e	1996	24.3		17.0	19.4	39.2	17.6		21.6	24.3	36.5
Suède	1996	22.1	9.1	18.6	17.4	32.8	19.9	8.2	19.0	19.1	33.9
Suisse	1995	29.0	10.0	20.6	16.8	23.5	..	..	..	..	..

e) Pour le Japon, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas tous les secteurs ne sont pas représentés.

f) Production pour les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, chiffre d'affaire pour les autres pays.

g) 4-9 pour le Japon, 1-9 pour l'Italie et la Suisse, 1-19 pour le Canada. En France 0-9 comprend des non-répertoriés.

h) Pour le Japon : plus de 100.

i) Pour l'Allemagne et les Pays-Bas la répartition est : 0-9, 10-49, 50-249 et plus de 250.

Source : OCDE et Commission de la Communauté Européenne.

Lorsqu'ils sont importants, les effets de bilan auront tendance à renforcer le cycle d'activité, car la richesse nette et la trésorerie des emprunteurs augmentent généralement en même temps que l'activité. En outre, l'incidence de la politique monétaire dépendra de l'état des bilans. Par exemple, un resserrement de cette politique tendra à réduire la valeur des garanties des emprunteurs. Si les bilans sont satisfaisants, comme c'est le cas actuellement dans nombre de pays de l'OCDE, le resserrement de la politique monétaire devra peut-être être plus important car une

**Des bilans solides peuvent
amortir l'incidence d'un
resserrement de la politique
monétaire**

réduction de la valeur des garanties aura un effet moins restrictif que lorsque les bilans sont déjà déficients.

La part des actifs liquides dans les bilans des entreprises a augmenté, ce qui accroît leur vulnérabilité face à de brusques variations de valeur

Toutefois, l'augmentation de la part des actifs fortement négociés (y compris ceux libellés en devises), observée dans la plupart des pays, a accru le risque de fluctuations fortes et brusques de la valeur des bilans suite à des modifications des anticipations de la politique monétaire ou à d'autres évolutions. Une inversion des cours pourrait conduire un grand nombre d'emprunteurs à une situation de déséquilibre non souhaitée entre les actifs et les passifs (endettement involontaire), exigeant dans certains cas des garanties supplémentaires. Plus les positions brutes actifs/passifs sont importantes par rapport à la position nette, plus grande sera l'incidence potentielle sur les bilans de fluctuations des taux d'intérêt ou de modifications des autres anticipations. La politique monétaire influant sur les prix des actifs, ces évolutions ont vraisemblablement renforcé l'importance de la transmission de la politique monétaire par le biais des bilans⁷.

Évaluer l'importance de ces effets est difficile, en grande partie en raison des problèmes liés à la détermination de la situation des bilans dans divers secteurs, en particulier celui des entreprises. Les données ne sont pas très fiables dans la plupart des pays et, parfois, elles n'existent pas ou ne sont établies qu'avec un grand décalage⁸.

Banques

La bonne santé des bilans des banques limite vraisemblablement l'incidence de la politique monétaire sur le crédit bancaire...

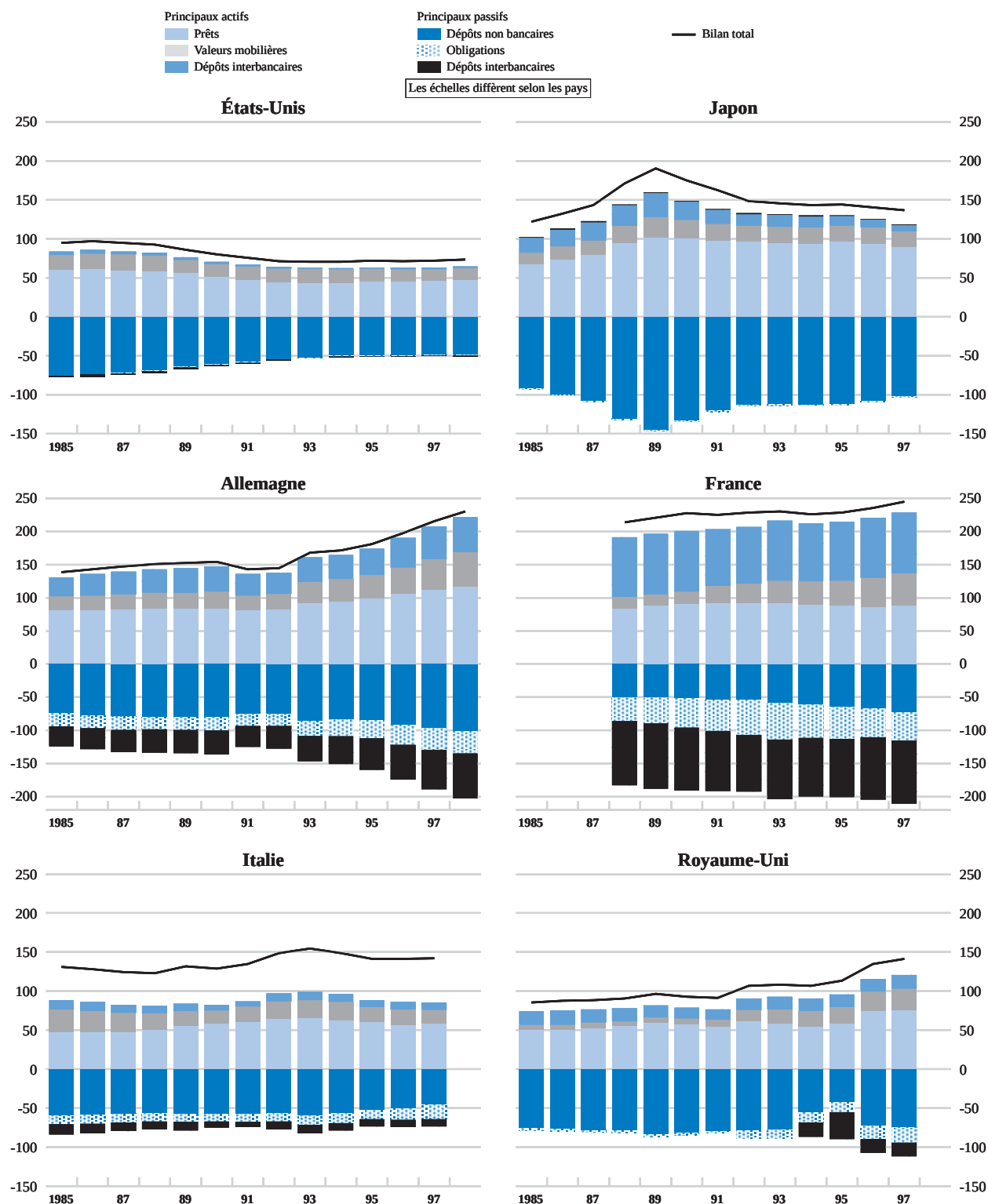
La bonne santé des bilans bancaires peut aussi influencer sur la capacité de financement des banques et, par conséquent, sur leur aptitude à reprêter aux ménages et aux entreprises. La transmission de la politique monétaire à l'activité par cette voie est sujette à controverse. En tout état de cause, les bilans bancaires, les ratios de fonds propres et la rentabilité sont généralement solides dans les grands pays, à l'exception du Japon où aussi bien les ratios de fonds propres que les taux de rentabilité sont actuellement faibles (graphique VIII.3). Dans l'ensemble, il est donc peu probable que des modifications de la politique monétaire aient des effets marqués par le biais des bilans bancaires et des restrictions correspondantes de l'offre de crédit (Favero *et al.*, 1999 et de Bandt et Davis, 1999). En outre, dans les pays où ces effets de bilan pourraient être les plus marqués – c'est-à-dire ceux où le marché du crédit est constitué d'un grand nombre de banques de relativement petite taille et où le système financier repose davantage sur les banques – les établissements bancaires ont d'autres actifs dans leurs bilans qui peuvent amortir un resserrement de la politique monétaire. Dans ces pays, l'important marché interbancaire constitue une source supplémentaire de financement pour les banques. Le pays qui a le moins d'actifs pouvant jouer un rôle d'amortisseur semble être le Japon où les banques ont rencontré des difficultés

7. Dans le cas des entreprises, les positions hors bilan sur les marchés dérivés constituent une nouvelle source importante de risques.

8. Les modifications des normes comptables nationales sont une autre source de lacunes dans les données. Pour les comptes des entreprises, on distingue trois problèmes essentiels. Premièrement, sauf dans quelques cas, il est difficile d'évaluer la valeur de marché de tous les différents éléments des bilans. Deuxièmement, les comparaisons des bilans et des patrimoines nets sont souvent faussées par les pratiques comptables des différents pays. Troisièmement, il n'est pas tenu compte de l'activité hors bilan, où le degré d'endettement est généralement plus élevé, ni des engagements implicites, comme les régimes de retraite sous-financés.

Graphique VIII.3. Évolution du bilan du secteur bancaire

En pourcentage du PIB



Source : OCDE, Rentabilité des banques, 1999.

exceptionnelles en raison de la nécessité d'une restructuration⁹. Mais, même dans le cas du Japon, les banques détiennent des actifs étrangers qu'elles peuvent vendre.

... et le renforcement de la concurrence pourrait encore affaiblir les effets de bilan

A terme, toutefois, le renforcement de la concurrence sur les marchés financiers européens après l'introduction de l'euro réduira vraisemblablement ces volants de sécurité. Mais ce qui importe sans doute davantage, c'est que ces évolutions peuvent fournir d'autres sources de financement non bancaires aux ménages et aux entreprises et également accélérer le rythme de la consolidation dans le secteur financier. Cela pourrait accroître l'offre globale de financements pour les ménages et les entreprises. La situation au Japon évolue aussi rapidement, suite aux problèmes exceptionnels rencontrés actuellement par les banques. Ces problèmes ont conduit à un mouvement de consolidation dans le secteur bancaire et favorisé l'expansion des sources non bancaires de crédit.

Sensibilité des prix des actifs aux variations des taux d'intérêt et à d'autres chocs

Les valeurs des actifs pourraient être plus sensibles aux actions engagées sur le front monétaire en raison de...

Plusieurs évolutions ont peut-être affecté la façon dont les taux d'intérêt à long terme, et les prix des actifs de manière plus générale, sont influencés par la politique monétaire. L'intégration des marchés et le recours accru à des techniques visant à réduire le risque pour les investisseurs pourraient accentuer la sensibilité de la valeur des actifs aux actions monétaires, alors que la plus grande prévisibilité de la politique monétaire a sans doute renforcé l'incidence des actions engagées.

Plus grande intégration des marchés des actifs

... l'intégration des marchés

La plus grande intégration des marchés de capitaux est généralement considérée comme un facteur d'accentuation de la sensibilité des prix des actifs à la politique monétaire et à d'autres variations des taux d'intérêt, ayant leur origine sur d'autres marchés et dans d'autres régions. Les marchés des obligations et des actions sont désormais plus intégrés et le rapport au PIB du montant brut des titres étrangers en portefeuille continue d'augmenter dans tous les grands pays. Aux États-Unis et en Allemagne, par exemple, il a progressé de 30 pour cent du PIB entre 1985 et 1998. En raison de ces évolutions, les cours sur les marchés des obligations et des actions aux États-Unis et en Europe sont désormais plus corrélés.

Rôle des marchés dérivés¹⁰

Le recours accru aux produits dérivés contribue à accélérer le mécanisme de transmission

Le recours accru aux produits dérivés a deux conséquences importantes pour le fonctionnement des marchés financiers (BRI, 1995). Premièrement, il a sans doute accéléré la transmission de la politique monétaire depuis les taux d'intérêt à court terme, plus sensibles aux évolutions de cette politique, jusqu'au prix des actifs sur

9. L'une des raisons pour lesquelles les banques japonaises ont un faible niveau de fonds propres est que les réglementations leur permettaient de détenir 45 pour cent de plus-values latentes sur les avoirs en actions dans les fonds propres du deuxième tiers. Après la correction importante et durable des marchés boursiers vers la fin des années 80 et au début des années 90, les bilans bancaires se sont nettement affaiblis (Kato, Ui et Watanabe 1999).

10. Les produits dérivés sont des instruments financiers qui peuvent soit offrir aux participants au marché une meilleure couverture contre les variations des prix des actifs ou des taux d'intérêt soit leur permettre de prendre des positions sur ces variations. Par exemple, des investisseurs détenant des titres qu'ils doivent vendre à un moment donné à l'avenir peuvent acheter un contrat d'option ou un contrat à terme. Le premier leur donne le droit, mais pas l'obligation, de vendre les titres à un prix fixe jusqu'à une certaine date. Le deuxième type de contrat est une obligation de procéder à la transaction à une date prédéterminée à l'avenir. Dans ces conditions, la position des investisseurs est couverte dans les deux cas.

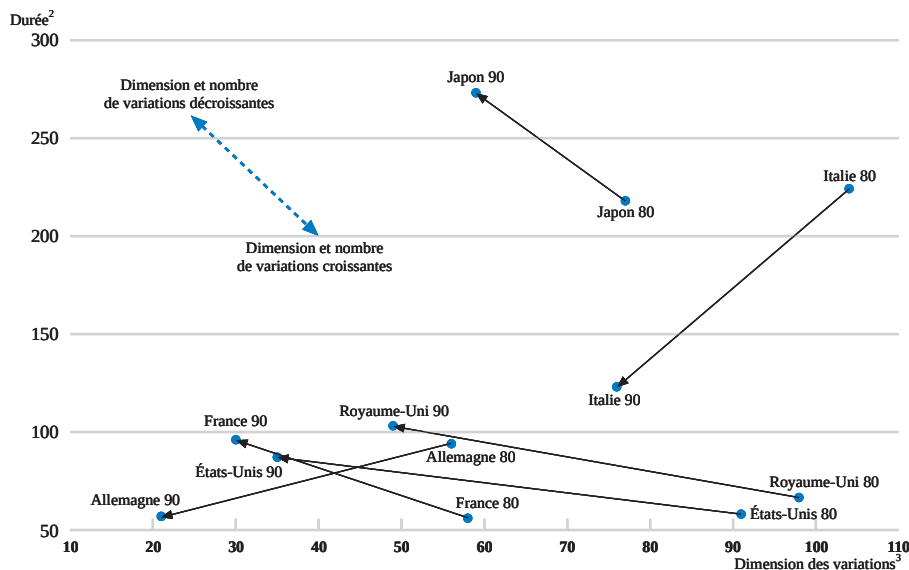
d'autres marchés. Cette évolution a résulté, en partie d'une plus grande substituabilité des prix des actifs entre les différents marchés (Cohen, 1995). Par exemple, un contrat d'option sur taux d'intérêt, assis sur des titres d'État, peut être utilisé pour se protéger contre les variations du taux d'intérêt sur une valeur de société. Cette pratique renforce le lien entre les marchés des titres d'État et ceux des titres de sociétés. Deuxièmement, le recours accru aux produits dérivés peut diminuer le caractère abrupt de la réaction de marché financier à la politique monétaire car ces produits visent à protéger les entreprises, du moins temporairement, de variations inattendues de leurs recettes et/ou de leurs charges au titre du service de la dette.

Prévisibilité accrue de la politique monétaire

Les marchés comprennent mieux désormais les stratégies suivies par les banques centrales, ce qui peut influencer sur la sensibilité des taux d'intérêt à long terme aux variations des taux d'intérêt à court terme. Depuis quelque temps déjà, bon nombre de banques centrales suivent une stratégie gradualiste – variant les taux par petites touches successives allant toutes dans le même sens (graphique VIII.4). Du fait de ce comportement plus systématique et plus prévisible des banques centrales, les marchés peuvent désormais s'attendre à ce qu'une faible action initiale soit suivie d'autres actions de même nature. Dans ces conditions, même une légère variation des taux à court terme peut générer une réaction importante des taux à long terme, voire

En outre, l'incidence de la politique monétaire s'est sans doute renforcée en raison de sa plus grande prévisibilité

— Graphique VIII.4. Évolution des taux directeurs dans les années 80 et 90¹ —



1. Les années 80 se réfèrent à la période de 1980 à 1988 inclus ; les années 1990 de 1989 à 1999 inclus.

2. Durée moyenne, mesurée par le nombre de jours, y compris les fins de semaine et les jours fériés. Une durée longue correspond à un petit nombre de variations pendant la période considérée.

3. Moyenne de la valeur absolue des variations en points de base.

Explication : Les mouvements des taux directeurs des banques centrales sont habituellement caractérisés par une série de petites variations dans la même direction, avec peu de grands mouvements ou d'inversions de tendance. Une mesure simple de ce schéma, souvent désigné sous le nom de « gradualisme », consiste à calculer la taille moyenne des changements des taux directeurs (axe horizontal) et le nombre de jours entre chaque changement conséquent (axe vertical).

Source : OCDE.

être précédée d'une telle réaction¹¹. En tout état de cause, il semble que la réaction des taux d'intérêt à long terme aux taux d'intérêt à court terme ait changé aux États-Unis, et éventuellement au Japon, mais pas sensiblement dans les autres grands pays¹².

Conséquences pour la politique monétaire

En résumé, les évolutions des marchés de capitaux peuvent modifier le fonctionnement de la politique monétaire

Dans les sections précédentes, il a été avancé que l'évolution significative des marchés de capitaux et leur forte croissance par rapport au PIB ont sans doute modifié la façon dont la politique monétaire influe sur l'activité réelle, et en fin de compte sur l'inflation¹³. L'incidence nette sur l'efficacité des variations des taux d'intérêt directs est incertaine toutefois. Globalement, la politique monétaire peut être plus performante du fait de ses effets sur les valeurs des actifs, qui renforcent l'incidence directe traditionnelle des taux d'intérêt sur la demande. Cependant, il faudra sans doute plus de temps pour qu'elle influe sur l'économie car les effets de patrimoine et de bilan sont plus longs à se faire sentir.

Les incertitudes quant à leurs effets peuvent justifier un gradualisme monétaire

Le facteur déterminant à ce stade est, semble-t-il, le rythme auquel le resserrement de la politique monétaire, actuellement en cours, doit intervenir. Lorsque les autorités monétaires sont à peu près certaines de l'ampleur du resserrement requis, elles peuvent passer rapidement au niveau plus élevé nécessaire des taux d'intérêt. Cependant, lorsqu'il y a plus d'incertitudes quant aux effets de l'infléchissement de la politique monétaire, en raison notamment de l'évolution des marchés de capitaux, une approche plus gradualiste paraît s'imposer. Ces incertitudes pourraient en effet accroître le risque qu'une action trop énergique ne conduise à des résultats peu souhaitables. En suivant une stratégie gradualiste, les banques centrales sacrifient la vitesse à laquelle leur objectif (d'inflation) est réalisé afin d'éviter de dépasser cet objectif¹⁴. Dans certains cas, le degré de gradualisme sera dicté par d'autres considérations, comme la crédibilité des banques centrales dans la lutte contre l'inflation. Si cette crédibilité est médiocre, on peut craindre qu'une réponse graduelle n'accroisse les anticipations inflationnistes.

11. Un impact plus important des taux d'intérêt à court terme sur les taux d'intérêt à long terme, du fait de la prévisibilité accrue de l'action des banques centrales, n'est pas incompatible avec un engagement crédible en faveur de la stabilité des prix à moyen terme. Pour qu'une politique soit crédible, il faut que les taux d'intérêt à court terme restent pendant plusieurs années relativement non influencés par la politique monétaire. Cependant, une action monétaire peut accroître les taux à long terme – qui sont une moyenne des taux à court terme actuels et futurs – en raison d'anticipations de taux d'intérêt à court terme plus élevés dans le proche avenir.

12. Il ressort de l'analyse de régression établie par l'OCDE que la réaction des taux longs à une hausse de cent points de base des taux courts est passée de 35 points de base dans les années 80 à 60-70 points de base depuis 1992 dans le cas des États-Unis. Ces résultats prennent en compte l'impact du taux d'intérêt à court terme ainsi que les autres déterminants éventuels de la modification des taux longs, entre autres la production industrielle et l'inflation.

13. En outre, le fonctionnement des économies est sans doute plus incertain et plus sujet aux facteurs affectant les dépenses, qui se répercutent ensuite souvent sur les prix des actifs. Par exemple, les États-Unis ont connu un important choc positif du côté de l'offre et les hausses des cours des actions se répercutent sur la demande courante en raison de l'extrapolation des gains futurs de production.

14. Les incertitudes quant à l'ampleur du décalage dans le mécanisme de transmission monétaire permettent aussi de penser que les banques centrales préfèrent agir plus progressivement (Haldane, 1997 et Ha 1999).

Une politique gradualiste peut rendre plus difficile l'arbitrage entre actions préventives et actions correctrices. Compte tenu du risque de « sous-réaction », il se pourrait qu'une politique gradualiste doive être suivie de mesures plus agressives, si les choses semblent évoluer différemment que prévu. Par exemple, si la bonne santé des bilans affaiblissait les effets d'une hausse des taux d'intérêt, alors même que les effets de patrimoine stimulent la consommation, le risque de « sous-réaction » de la politique monétaire serait encore plus grand¹⁵.

Cependant, cette stratégie peut rendre plus difficile l'arbitrage entre les actions préventives et les actions correctrices en raison du risque de « sous-réaction »

Ces difficultés d'arbitrage mettent en évidence l'importance de la crédibilité et de la transparence des autorités monétaires. Si les anticipations d'inflation sont bien ancrées, les actions engagées par les autorités peuvent être plus efficaces et le changement à opérer pour atteindre un objectif donné sera vraisemblablement moins important. Un engagement crédible à l'égard d'un faible niveau d'inflation garantit ainsi contre le risque de « sous-réaction ». La transparence réduit le risque de déstabilisation des marchés du fait des changements d'orientation, en permettant aux anticipations de s'ajuster comme il se doit et en contribuant ainsi à éviter des variations désordonnées des prix des actifs.

Dans ces conditions, la crédibilité et la prévisibilité de la politique monétaire peuvent jouer un rôle utile

15. Une politique plus agressive peut aussi être requise dans d'autres cas. Premièrement, si l'économie souffre d'effets persistants, tels que ceux découlant de l'indexation des salaires, une telle action pourrait compenser la préférence initiale pour le gradualisme (Shuetrim et Thompson, 1999). Deuxièmement, dans un environnement de faible inflation, le fait de réagir en règle générale de façon plus préventive aux écarts par rapport aux objectifs fixés par la Banque peut réduire la probabilité de voir l'économie arriver à un point où les taux d'intérêt nominaux doivent être nuls – bien que, dans la pratique, ce problème ne se soit posé que pour le Japon (Reifschneider et Williams, 1999).

BIBLIOGRAPHIE

- BERNANKE, B.S. et M. GERTLER (1999),
« Monetary policy and asset price volatility », dans *New Challenges for Monetary Policy*, Colloque parrainé par la Federal Reserve Bank de Kansas City, Jackson Hole, Wyoming, 26-28 août.
- BERNANKE, B.S., M. GERTLER et S. GILCHRIST (1998),
« The financial accelerator in a quantitative business cycle framework », *NBER Working Paper* n° 6455, mars.
- BRI (1995),
Financial Structure and the Monetary Policy Transmission Mechanism, Bâle, mars.
- COHEN, B.H. (1995),
« Derivatives and asset-price volatility: a test using variance ratios », *Document de travail de la BRI*, Département monétaire et économique, Bâle.
- DE BANDT, O. et E.P. DAVIS (1999),
« A cross-country comparison of market structures in European banking », *Série des documents de travail de la BCE*, Document n° 7, septembre.
- FAVERO C.A., F. GIAVAZZI et L. FLABBI (1999),
« The transmission mechanism of monetary policy in Europe: evidence from banks' balance sheets », *NBER Working Paper* n° 7231, juillet.
- GILCHRIST, S. et C. HIMMELBERG (1998),
« Investment: fundamentals and finance », *NBER Macroeconomics Annual*.
- GOLDMAN SACHS (1999),
« US: how far can the bond market do the Fed's dirty work? », *Global Economics Weekly*, 17 novembre.
- GREENSPAN, A. (1999),
« Introductory remarks », dans *New Challenges for Monetary Policy*, Colloque parrainé par la Federal Reserve Bank de Kansas City, Jackson Hole, Wyoming, 26-28 août.
- HA, Y. (1999),
« Uncertainty about the length of the monetary policy transmission lag: implications for monetary policy », Economics Department, Reserve Bank of New Zealand, *Sveriges Riksbank Monetary Policy Workshop*, août.
- HALDANE, A.G. (1997),
« Designing inflation targets », rapport présenté à la Conférence de la Reserve Bank of Australia sur le thème *Monetary Policy and Inflation Targeting*, juillet.
- KATO, R., T. UI et T. WATANABE (1999),
« Asymmetric effects of monetary policy: Japanese experience in the 1990s », *document non publié*.
- MYLONAS, P., S. SCHICH et G. WEHINGER (2000),
« A changing financial environment and the implications for monetary policy », *Document de travail n° 243 du Département des affaires économiques de l'OCDE*.
- REIFSCHNEIDER D. et J.C. WILLIAMS (1999),
« Three lessons for monetary policy in a low inflation era », Federal Reserve Board, Washington, septembre.
- SHUETRIM, G. et C. THOMPSON (1998),
« The implications of uncertainty for monetary policy », *Reserve Bank of New Zealand Conference on Monetary Policy under Uncertainty*, 29-30 juin.
- STARR-McCLUER, M. (1998),
« Stock market wealth and consumer spending », *document non publié*, Federal Reserve Board, Washington.

TRACY, J., H. SCHNEIDER et S. CHAN (1999),
« Are stocks overtaking real estate in household portfolios? », *FRBNY Current Issues in Economics and Finance*, vol. 5, n° 5, avril.

VICKERS, J. (1999),
« Monetary policy and asset prices », *Intervention à la 31^e Conférence annuelle du Money, Macro and Finance Group*, Université d'Oxford, Royaume-Uni, 22 septembre.

SOURCES

Graphique 1

États-Unis: Communiqué statistique de la Réserve fédérale, *Flow of Funds Account of the United States*, divers numéros.

Japon: Agence de planification économique, *Annual Report on National Accounts*, 1999. Les valeurs de 1998 sont tirées de *Flow of Funds Accounts* de la Banque du Japon (et ne sont pas strictement comparables avec les années précédentes). Les chiffres des actifs réels de 1998 sont des estimations tenant compte de l'augmentation des prix des logements.

Allemagne: Deutsche Bundesbank, *Ergebnisse der gesamtwirtschaftlichen Finanzierungsrechnung der Deutschen Bundesbank*.

France: INSEE, *25 ans de Comptes de Patrimoine (1969-1993)* et *Rapport sur les Comptes de la Nation*. Les valeurs de 1998 sont des estimations fondées sur les *Tableaux des opérations financières* de la Banque de France. Les chiffres des actifs réels de 1998 sont des estimations tenant compte de l'augmentation des prix des logements.

Italie: Banca d'Italia, *Supplementi al Bolletino Statistico*; Ando, A., L. Guiso et I. Visco (1994), *Saving and the Accumulation of Wealth*; OCDE, *Comptes financiers des pays de l'OCDE*.

Royaume-Uni: Bureau central de statistique, *United Kingdom National Accounts, Financial Statistics*.

Graphique 2

États-Unis: Communiqué statistique de la Réserve fédérale, *Flow of Funds Accounts of the United States*, divers numéros.

Japon: Agence de planification économique, *Annual Report on National Accounts*, 1999. Les valeurs de 1998 sont tirées du *Flow of Funds Accounts* de la Banque du Japon (et ne sont pas strictement comparables avec celles des années précédentes). Les chiffres des actifs réels de 1998 sont des estimations tenant compte de la hausse de l'indice implicite des prix de la formation de capital fixe dans le secteur privé non résidentiel. Les valeurs boursières ont été ajustées pour tenir compte des participations croisées sur la base des estimations de Shuichi Uemura et Takeshi Kimura, « Japanese share prices », *Conference papers de la BRI* vol. 5, Bâle, mars 1998, pp. 139-176.

Allemagne: Deutsche Bundesbank, *Jahresabschlüsse westdeutscher Unternehmen 1971 bis 1996 (Comptes annuels des entreprises ouest-allemandes 1971 à 1996)*, mars 1999 et « Rentabilité et financement des entreprises ouest-allemandes en 1998 », dans le rapport mensuel de la *Deutsche Bundesbank*, mars 2000, pp. 31-54.

France: INSEE, *Comptes Nationaux*. Les données sont tirées de ESA 1980. Toutefois, les données tirées de ESA 1995 font apparaître des valeurs beaucoup plus faibles pour les actifs, essentiellement en raison des réductions dans la valeur des actions non cotées. Les données chronologiques établies selon la nouvelle méthodologie ne remontent pas pour le moment au-delà de 1995. Les valeurs de 1998 sont des estimations fondées sur les *Tableaux des opérations financières* de la Banque de France. Les chiffres des actifs réels de 1998 sont des

estimations tenant compte de l'augmentation de l'indice implicite des prix de la formation de capital fixe dans le secteur privé non résidentiel. L'ajustement au titre des participations croisées a été estimé par le Secrétariat de l'OCDE.

Italie: Banca d'Italia, Comptes financiers (non publié).

Royaume-Uni: Office for National Statistics, Londres, *Financial Statistics*, divers numéros.

Annexe statistique

Cette annexe contient des données sur quelques-uns des principaux agrégats économiques, qui permettent de mettre en perspective les évolutions économiques récentes dans la zone de l'OCDE telles qu'elles sont décrites dans le corps de ce rapport. Les chiffres pour 1999-2001 sont des estimations et des prévisions de l'OCDE. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées en fonction des concepts et définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE. Dans chaque tableau, les totaux et sous-totaux régionaux sont basés uniquement sur les pays qui y sont mentionnés. Les données agrégées indiquées dans l'annexe, sauf celles relatives à la zone euro (voir ci-après), sont calculées avec la pondération du PIB de 1995, fondée sur les parités de pouvoir d'achat de 1995 (voir page suivante pour les poids utilisés). Par ailleurs, les statistiques agrégées du commerce extérieur et des balances des paiements sont fondées sur les taux de change de l'année en cours pour les données en valeur, et sur les taux de change d'une année de référence pour les données en volume.

Étant donné le progrès inégal des pays membres de l'Union européenne dans leur passage vers le nouveau Système européen des comptes (SEC95) (voir encadré I.2 du chapitre I « Évaluation générale de la situation macroéconomique » des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 65), la publication des trois tableaux suivants de l'annexe a été suspendue temporairement. Lorsque la cohérence des données et la couverture des pays seront suffisantes pour fournir des séries relativement homogènes d'un pays à l'autre, l'OCDE reprendra leur publication.

- Tableau annexe 24. Parts du revenu du capital dans le secteur des entreprises
- Tableau annexe 25. Taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises
- Tableau annexe 59. Productivité dans le secteur des entreprises

Les méthodes de prévision, les définitions statistiques et les sources utilisées par l'OCDE sont décrites de manière détaillée dans « Sources et méthodes : Perspectives économiques de l'OCDE », qui peut être téléchargé du site Internet de l'OCDE (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>). Le document intitulé « Inventaire de la banque de données des Perspectives économiques » peut également être téléchargé (<http://www.oecd.org/eco/data/eoinv.pdf>). La construction des séries macroéconomiques de la zone euro est décrite dans un autre document (<http://www.oecd.org/eco/data/euroset.htm>).

NOTE SUR LE TRAITEMENT STATISTIQUE DE L'ALLEMAGNE, DE LA HONGRIE, DE LA POLOGNE ET DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Dans cette publication, les données pour l'Allemagne ne concernent que l'Allemagne occidentale jusqu'à la fin 1990 et, sauf indication contraire, l'ensemble de l'Allemagne à partir de 1991. Dans les tableaux indiquant les pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, les données concernent l'ensemble de l'Allemagne à partir de 1992. Pour des raisons techniques, les données pour la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, sont présentées et incluses dans le total de l'OCDE à partir de 1993 seulement. Dans les tableaux indiquant les pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, les données (pour la Hongrie, la Pologne et la République tchèque) sont incluses à partir de 1994.

Classification des pays

OCDE	
Les sept grands pays de l'OCDE	États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada.
Les petits pays de l'OCDE	Australie, Autriche, Belgique, Corée, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Suède, Suisse et Turquie.
Union européenne	Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Suède.
Zone euro	Allemagne, France, Italie, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.
Pays n'appartenant pas à l'OCDE	
Afrique et Moyen-Orient	Pays d'Afrique et pays suivants (Moyen-Orient) : Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe de Syrie et Yémen.
Économies dynamiques d'Asie (EDA)	Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.
Autres pays d'Asie	Pays d'Asie et d'Océanie non membres de l'OCDE, à l'exclusion de la Chine, des EDA et des pays du Moyen-Orient.
Amérique latine	Pays d'Amérique centrale et du Sud.
Europe centrale et orientale	Albanie, Bulgarie, République slovaque, Roumanie, Communauté des nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique et pays Baltes.

Mode de pondération pour les données agrégées

En pourcentage

États-Unis	35.27	Irlande	0.31
Japon	13.55	Islande	0.03
Allemagne	8.33	Luxembourg	0.07
France	5.72	Mexique	2.97
Italie	5.50	Nouvelle-Zélande	0.29
Royaume-Uni	5.19	Norvège	0.48
Canada	3.25	Pays-Bas	1.57
Total des pays ci-dessus	76.82	Pologne	1.28
Australie	1.82	Portugal	0.63
Autriche	0.82	République tchèque	0.61
Belgique	1.05	Suède	0.84
Corée	2.92	Suisse	0.86
Danemark	0.57	Turquie	1.66
Espagne	2.84	Total des petits pays	23.18
Finlande	0.46	Total OCDE	100.00
Grèce	0.64	<i>Pour mémoire</i>	
Hongrie	0.44	Union européenne	34.55
		Zone euro	27.30

Note : La pondération est fondée sur le PIB et les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 1995.

Tableaux annexes

Demande et production

1. PIB en volume.....	269
2. PIB nominal	270
3. Consommation privée en volume.....	271
4. Consommation des administrations publiques en volume.....	272
5. Formation brute de capital fixe en volume	273
6. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume	274
7. Formation brute de capital fixe du secteur privé, en volume : construction de logements.....	275
8. Demande intérieure totale en volume	276
9. Exportations de biens et services en volume	277
10. Importations de biens et services en volume	278
11. Écarts de production	279

Salaires, coûts et inflation

12. Rémunération par employé dans le secteur des entreprises.....	280
13. Coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie	281
14. Indices implicites de prix du PIB.....	282
15. Indices implicites de prix de la consommation privée.....	283
16. Prix à la consommation.....	284
17. Marché du pétrole et autres matières premières	285

Population active, emploi et chômage

18. Population active.....	286
19. Taux d'activité de la population active	287
20. Emploi.....	288
21. Taux de chômage : définitions courantes	289
22. Taux de chômage standardisés.....	290
23. Population active, emploi et chômage	291

Secteur des entreprises

24. Parts du revenu du capital dans le secteur des entreprises (<i>Publication temporairement suspendue</i>)	
25. Taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises (<i>Publication temporairement suspendue</i>)	

Épargne

26. Taux d'épargne des ménages	292
27. Épargne nationale brute	293

Soldes budgétaires et endettement des administrations publiques

28. Dépenses totales des administrations publiques	294
29. Recettes courantes des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale.....	295
30. Solde financier des administrations publiques.....	296
31. Solde structurel des administrations publiques.....	297
32. Solde financier primaire des administrations publiques	298
33. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques.....	299
34. Engagements financiers bruts des administrations publiques.....	300
35. Engagements financiers nets des administrations publiques	301

Taux d'intérêt et taux de change

36. Taux d'intérêt à court terme	302
37. Taux d'intérêt à long terme	303
38. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis).....	304
39. Taux de change effectifs.....	305

Commerce extérieur et balances des paiements

40. Volume des exportations	306
41. Volume des importations	307
42. Prix des exportations (valeurs unitaires moyennes).....	308
43. Prix des importations (valeurs unitaires moyennes)	309
44. Positions concurrentielles : coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre	310
45. Positions concurrentielles : prix relatifs à l'exportation	311
46. Résultats à l'exportation des biens.....	312
47. Parts dans les exportations et importations mondiales.....	313
48. Balances commerciales	314
49. Solde des services	315
50. Solde des revenus d'investissements.....	316
51. Balance des opérations courantes	317
52. Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB.....	318
53. Structure des balances des opérations courantes des principales régions.....	319

Autres données de base

54. Prévisions semestrielles de la demande et de la production	320
55. Prévisions semestrielles des prix, des coûts et du chômage	322
56. Contributions aux variations du PIB en volume dans les principaux pays de l'OCDE	323
57. Contributions aux variations du PIB en volume dans les autres pays de l'OCDE	324
58. Épargne, patrimoine net et endettement des ménages	325
59. Productivité dans le secteur des entreprises (<i>Publication temporairement suspendue</i>)	
60. Solde financier des administrations centrales	326
61. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht	326
62. Agrégats monétaires et crédit : évolution récente et objectifs	327
63. Croissance des marchés et résultats à l'exportation des biens manufacturés	328
64. Décomposition géographique du commerce de l'OCDE.....	329

Annexe : Tableau 1. PIB en volume
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	2.4	4.3	7.3	3.8	3.4	3.4	4.2	3.5	1.8	-0.5	3.1	2.7	4.0	2.7	3.6	4.2	4.3	4.2	4.9	3.0
Japon	3.8	2.3	3.9	4.4	2.9	4.2	6.2	4.8	5.1	3.8	1.0	0.3	0.6	1.5	5.1	1.6	-2.5	0.3	1.7	2.2
Allemagne	1.9	1.8	2.8	2.0	2.3	1.5	3.7	3.6	5.7	5.0	2.2	-1.1	2.3	1.7	0.8	1.5	2.2	1.5	2.9	3.0
France	2.7	1.0	1.6	1.6	2.3	2.5	4.2	4.3	2.5	1.1	1.3	-0.9	1.8	1.9	1.1	1.9	3.2	2.9	3.7	2.9
Italie	3.2	1.2	2.8	3.0	2.5	3.0	3.9	2.9	2.0	1.4	0.8	-0.9	2.2	2.9	1.1	1.8	1.5	1.4	2.9	3.1
Royaume-Uni	1.4	3.7	2.4	3.8	4.2	4.4	5.2	2.1	0.6	-1.5	0.1	2.3	4.4	2.8	2.6	3.5	2.2	2.1	2.9	2.3
Canada	3.2	2.8	5.7	5.4	2.6	4.1	4.9	2.5	0.3	-1.9	0.9	2.3	4.7	2.8	1.7	4.0	3.1	4.2	4.3	3.0
Total des pays ci-dessus	2.6	3.1	5.1	3.6	3.1	3.4	4.6	3.6	2.7	1.0	2.0	1.3	3.0	2.3	3.0	3.1	2.4	2.7	3.7	2.8
Australie	2.9	0.0	6.9	5.1	2.1	4.9	4.5	4.4	1.5	-0.9	2.6	3.8	5.0	4.4	4.0	3.9	5.1	4.4	3.9	3.7
Autriche	2.7	2.8	0.3	2.2	2.3	1.7	3.2	4.2	4.6	3.4	1.3	0.5	2.4	1.7	2.0	1.2	2.9	2.2	3.0	3.1
Belgique	2.5	0.3	2.7	1.9	1.8	2.7	4.6	3.6	2.7	2.0	1.6	-1.5	3.0	2.5	1.0	3.5	2.7	2.5	3.6	3.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.6	5.9	3.8	0.3	-2.3	-0.2	1.4	2.3
Danemark	1.7	2.5	4.4	4.3	3.6	0.3	1.2	0.2	1.0	1.1	0.6	0.0	5.5	2.8	2.5	3.1	2.5	1.6	2.2	2.4
Finlande	3.0	2.7	3.0	3.4	2.4	4.1	4.9	5.1	0.0	-6.3	-3.3	-1.1	4.0	3.8	4.0	6.3	5.0	3.5	5.4	4.8
Grèce	3.2	0.4	2.8	3.1	1.6	-0.5	4.5	3.8	0.0	3.1	0.7	-1.6	2.0	2.1	2.4	3.4	3.7	3.2	3.8	3.9
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	1.5	1.3	4.6	4.9	4.5	5.2	5.0
Islande	5.1	-2.2	4.1	3.3	6.3	8.4	-0.1	0.3	1.2	1.2	-4.1	0.7	3.6	1.0	5.5	5.3	4.7	4.4	3.7	2.7
Irlande	4.3	-0.2	4.4	3.1	-0.4	4.7	5.2	5.8	8.5	1.9	3.3	2.6	5.8	9.5	7.7	10.7	8.9	8.7	9.9	8.0
Corée	7.6	11.5	8.7	6.5	11.6	11.5	11.3	6.4	7.8	9.2	5.4	5.5	8.3	8.9	6.7	5.0	-6.7	10.7	8.5	6.0
Luxembourg	1.7	3.0	6.2	2.9	7.7	2.3	10.4	9.8	2.2	6.1	4.5	8.7	4.2	3.8	2.9	7.3	5.0	4.9	5.6	5.3
Mexique	6.1	-4.2	3.5	2.5	-3.6	-2.2	1.3	4.2	5.1	4.2	3.6	2.0	4.5	-6.2	5.1	6.8	4.8	3.7	4.8	5.0
Pays-Bas	2.0	1.7	3.3	3.1	2.8	1.4	2.6	4.7	4.1	2.3	2.0	0.8	3.2	2.3	3.0	3.8	3.7	3.6	4.3	4.0
Nouvelle-Zélande	1.9	2.5	8.5	1.6	0.6	0.7	2.7	-0.8	0.3	-2.3	0.6	4.9	6.1	3.4	2.6	2.9	-0.6	3.9	4.2	3.0
Norvège	3.9	3.5	5.9	5.2	3.6	2.0	-0.1	0.9	2.0	3.1	3.3	2.7	5.5	3.8	4.9	4.7	2.0	0.9	3.4	2.8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.2	7.0	6.0	6.8	4.8	4.0	5.0	4.8
Portugal	3.7	-0.2	-1.9	2.8	4.1	6.4	4.9	5.1	4.4	2.3	2.5	-1.1	2.2	2.9	3.2	3.7	3.9	3.0	3.6	3.4
Espagne	2.4	2.2	1.5	2.6	3.2	5.6	5.2	4.7	3.7	2.3	0.7	-1.2	2.3	2.7	2.3	3.8	4.0	3.7	4.3	3.9
Suède	1.8	1.6	4.5	2.0	2.4	3.0	1.7	2.7	1.6	-1.1	-1.6	-2.4	4.1	3.7	1.1	2.0	3.0	3.8	4.4	3.0
Suisse	1.1	0.5	3.0	3.4	1.6	0.7	3.1	4.3	3.7	-0.8	-0.1	-0.5	0.5	0.5	0.3	1.7	2.1	1.7	2.8	2.6
Turquie	3.6	5.0	6.7	4.2	7.0	9.5	2.1	0.3	9.3	0.9	6.0	8.0	-5.5	7.2	7.0	7.5	3.1	-5.0	4.2	3.9
Total des petits pays	3.9	2.3	4.3	3.6	3.3	4.1	4.4	4.1	4.4	2.7	2.5	1.8	3.5	3.1	4.0	4.6	2.4	3.7	4.7	4.2
Total de l'OCDE	2.9	3.0	4.9	3.6	3.1	3.5	4.5	3.7	3.0	1.3	2.1	1.4	3.1	2.5	3.2	3.4	2.4	3.0	4.0	3.1
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	2.4	1.8	2.4	2.6	2.8	2.9	4.1	3.6	3.0	1.8	1.1	-0.4	2.7	2.4	1.6	2.5	2.7	2.3	3.4	3.1
Zone euro	2.5	1.5	2.3	2.3	2.4	2.6	4.0	3.9	3.6	2.4	1.4	-0.8	2.3	2.2	1.4	2.3	2.7	2.3	3.5	3.3

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 2. PIB nominal
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	10.1	8.5	11.3	7.1	5.7	6.5	7.7	7.5	5.7	3.2	5.6	5.1	6.2	4.9	5.6	6.2	5.5	5.7	7.1	5.3
Japon	11.3	4.1	6.7	6.6	4.7	4.3	6.9	7.0	7.5	6.6	2.8	0.9	0.8	0.8	3.5	1.9	-2.2	-0.6	0.9	2.1
Allemagne	6.8	5.1	4.9	4.1	5.6	3.4	5.3	6.1	9.1	9.1	7.4	2.5	4.9	3.8	1.8	2.2	3.2	2.5	3.5	4.5
France	13.8	10.5	9.0	7.2	7.5	5.5	7.5	7.7	5.5	4.1	3.3	1.5	3.6	3.6	2.5	3.2	4.0	3.3	4.7	4.6
Italie	21.1	16.5	14.6	12.2	10.6	9.4	11.0	9.5	10.4	9.1	5.3	3.0	5.8	8.1	6.4	4.3	4.2	2.9	5.2	5.4
Royaume-Uni	15.7	9.3	7.2	9.6	7.4	9.9	11.5	9.7	8.3	5.1	4.1	5.1	6.0	5.4	5.9	6.5	5.4	5.0	6.0	5.5
Canada	13.2	8.3	9.3	8.0	5.5	9.0	9.6	7.3	3.3	0.8	2.2	3.8	5.9	5.2	3.3	4.8	2.5	6.0	7.3	5.3
Total des pays ci-dessus	11.6	8.2	9.5	7.3	6.1	6.3	7.9	7.6	6.8	4.9	4.8	3.6	4.9	4.2	4.6	4.6	3.6	3.8	5.2	4.6
Australie	14.9	8.3	13.4	11.1	8.5	13.0	13.5	11.7	6.4	1.5	4.0	5.3	6.0	6.0	6.1	5.3	5.5	5.5	6.8	6.7
Autriche	9.3	6.6	5.0	5.4	5.1	3.8	4.8	7.1	8.2	7.3	5.7	3.3	5.3	4.1	3.3	2.8	3.5	2.8	4.5	5.0
Belgique	9.9	5.9	8.0	6.6	4.8	4.1	7.0	8.8	5.8	4.8	5.3	2.2	4.9	4.3	2.2	4.9	4.3	3.5	4.4	4.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.9	16.8	13.8	6.8	8.4	2.2	5.6	6.8
Danemark	11.9	10.4	10.3	8.8	8.4	5.0	4.6	5.4	4.6	3.9	3.5	1.4	7.3	4.6	5.1	4.8	4.7	4.2	5.0	4.9
Finlande	15.3	11.5	12.1	8.9	7.0	9.0	12.3	11.6	5.5	-4.5	-2.5	1.2	6.0	8.1	3.8	8.5	8.1	4.6	7.9	7.6
Grèce	21.2	19.6	23.6	21.3	19.4	13.7	20.7	18.9	20.6	23.5	15.7	12.6	13.4	12.1	9.9	10.3	8.8	5.8	6.0	6.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	23.0	27.4	22.8	23.9	18.1	13.9	13.0	10.5
Islande	48.9	72.4	30.6	35.6	33.3	29.5	22.8	20.1	18.2	9.1	0.2	3.5	5.7	3.8	7.7	8.9	10.7	8.7	9.2	8.9
Irlande	19.6	10.4	11.0	8.4	6.1	7.0	8.6	11.7	7.7	3.7	6.2	8.0	7.6	12.5	10.2	14.6	15.1	13.1	14.9	12.6
Corée	29.2	17.3	14.7	11.5	16.7	17.1	18.7	12.0	19.7	21.1	13.5	12.9	16.5	16.7	10.9	8.3	-1.7	8.9	9.2	8.9
Luxembourg	9.6	10.0	10.9	6.0	8.5	5.2	11.1	14.6	7.5	8.6	7.2	9.3	9.2	4.1	4.6	10.8	6.6	6.2	7.6	7.0
Mexique	32.4	83.0	64.4	60.4	67.0	136.0	104.1	31.8	34.6	28.5	18.6	11.6	13.3	29.4	37.3	25.7	21.0	20.1	15.5	14.0
Pays-Bas	9.1	3.8	4.7	4.9	2.9	0.7	3.8	6.0	6.5	5.0	4.3	2.7	5.6	4.1	4.2	5.8	5.6	4.9	7.1	7.2
Nouvelle-Zélande	15.6	7.1	15.1	17.2	16.0	13.9	10.9	5.9	4.1	-1.3	2.3	7.7	7.8	6.2	4.5	2.9	1.0	3.9	7.0	5.4
Norvège	13.6	10.8	12.6	10.7	2.6	9.1	4.9	6.7	5.9	5.7	2.8	4.9	5.3	7.1	9.4	7.9	1.2	7.5	16.0	3.7
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43.7	36.8	25.8	21.8	17.1	11.2	15.1	11.6
Portugal	23.1	24.4	22.3	25.2	25.4	17.1	17.3	18.2	17.7	14.8	12.8	5.5	8.7	8.1	6.1	5.8	8.4	5.6	6.0	6.4
Espagne	18.9	14.2	13.3	10.5	14.6	11.8	11.1	12.2	11.3	9.5	7.6	3.1	6.3	7.7	5.9	6.1	6.3	7.0	7.3	7.0
Suède	12.0	12.0	11.9	8.7	9.3	8.0	8.9	10.6	10.3	6.4	-0.4	0.3	6.6	7.3	2.5	3.2	4.3	4.3	5.5	5.4
Suisse	5.7	3.2	6.6	5.9	4.8	3.5	6.0	7.5	8.2	5.2	2.6	2.2	2.2	1.6	0.7	1.6	2.3	2.4	4.2	4.4
Turquie	42.4	32.5	58.2	59.5	45.5	46.3	72.9	75.9	72.9	60.3	73.5	81.3	95.2	100.7	90.3	95.2	81.1	48.2	58.4	25.7
Total des petits pays	21.4	24.3	23.3	21.5	22.3	32.1	29.9	19.1	19.0	16.0	13.6	12.0	18.0	19.8	17.5	16.0	12.9	11.5	12.4	9.3
Total de l'OCDE	13.7	11.6	12.5	10.4	9.6	11.8	12.7	10.0	9.4	7.2	6.7	5.4	7.9	7.8	7.6	7.2	5.7	5.6	6.9	5.7
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^{a)}	12.5	8.7	9.9	7.8	6.9	6.9	8.5	8.1	7.5	5.6	5.2	4.0	5.4	4.9	4.9	4.9	3.7	4.2	5.6	5.0
Union européenne	14.1	10.4	9.5	8.5	8.4	7.1	8.8	8.8	8.8	7.3	5.5	3.1	5.5	5.5	4.2	4.4	4.7	3.9	5.2	5.4
Zone euro	12.6	9.7	8.9	7.5	7.8	5.9	7.7	8.2	8.4	7.2	5.7	2.6	5.1	5.1	3.4	3.8	4.4	3.6	5.0	5.3

a) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90.

Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 3. Consommation privée en volume

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	2.5	5.5	5.4	5.0	4.2	3.3	4.0	2.7	1.8	-0.2	2.9	3.4	3.8	3.0	3.2	3.4	4.9	5.3	5.5	2.7
Japon	3.8	3.3	2.6	3.3	3.5	4.2	5.3	4.8	4.4	2.5	2.1	1.2	1.9	2.1	2.9	0.5	-0.5	1.2	1.3	2.1
Allemagne	2.1	1.5	1.8	1.7	3.5	3.4	2.7	2.8	5.4	5.6	2.8	0.2	1.0	2.1	0.8	0.7	2.3	2.1	2.3	2.7
France	2.8	0.1	0.8	1.5	3.3	2.6	2.3	3.3	2.5	0.8	0.7	-0.1	0.6	1.6	1.3	0.1	3.4	2.3	3.1	3.3
Italie	3.8	0.3	3.0	3.1	4.0	3.8	4.0	3.7	2.1	2.9	1.9	-3.7	1.5	1.7	1.2	3.0	2.3	1.7	1.5	2.2
Royaume-Uni	1.4	4.6	1.9	3.9	6.6	5.4	7.6	3.3	0.7	-1.7	0.4	2.9	2.9	1.7	3.6	3.9	3.2	3.9	3.3	2.6
Canada	3.2	2.9	4.5	5.2	4.0	4.1	4.4	3.6	1.3	-1.4	1.8	1.8	3.1	2.1	2.5	4.2	2.8	3.2	3.6	2.8
Total des pays ci-dessus	2.8	3.7	3.8	3.9	4.1	3.6	4.3	3.3	2.6	1.0	2.3	1.8	2.7	2.4	2.6	2.4	3.1	3.6	3.7	2.6
Australie	3.6	1.3	1.9	4.5	2.1	2.1	3.9	5.8	2.9	0.7	2.7	1.8	4.0	5.1	3.3	3.8	4.1	4.5	3.8	3.6
Autriche	2.7	5.0	-1.3	1.9	2.2	2.9	3.3	3.7	3.8	2.8	3.0	0.7	1.8	2.9	3.2	0.1	1.5	2.4	2.5	2.6
Belgique	3.0	-1.0	1.1	2.2	3.1	1.8	3.7	3.9	3.2	3.0	2.2	-1.0	2.0	0.7	0.6	2.2	3.8	2.0	2.8	2.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.3	5.9	6.9	2.1	-2.8	1.2	0.8	0.8
Danemark	1.2	2.6	3.4	5.0	5.7	-1.5	-1.0	-0.1	0.1	1.6	1.9	0.5	6.5	1.2	2.5	3.7	3.5	0.7	1.4	1.8
Finlande	2.6	3.1	3.1	3.7	4.0	5.2	5.1	4.6	-0.6	-3.8	-4.4	-3.1	2.6	4.4	4.2	3.5	4.6	2.9	3.4	3.3
Grèce	3.8	0.3	1.7	3.9	0.7	1.2	3.6	6.0	2.6	2.8	2.4	-0.8	2.0	2.7	2.4	2.7	2.1	2.6	2.9	3.1
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.2	-7.1	-4.3	1.9	4.8	5.1	5.2	5.0
Islande	4.9	-5.6	3.7	4.2	6.9	16.2	-3.8	-4.2	0.5	4.1	-4.5	-4.5	1.9	4.2	6.4	6.0	11.0	7.2	4.3	2.0
Irlande	2.7	0.9	2.0	4.6	2.0	3.3	4.5	6.5	1.4	1.8	2.9	2.9	4.3	3.7	6.5	7.3	7.4	7.8	8.0	8.0
Corée	6.1	9.2	7.9	6.4	8.1	8.1	9.0	10.8	8.0	8.0	5.5	5.6	8.2	9.6	7.1	3.5	-11.4	10.3	7.7	6.4
Luxembourg	3.2	0.5	1.4	2.7	5.7	4.6	4.6	5.1	5.7	6.3	-0.9	1.7	2.4	2.4	4.4	3.8	2.3	3.0	2.8	3.1
Mexique	5.3	-5.4	3.3	3.3	-2.6	-2.7	1.8	7.3	6.4	4.7	4.7	1.5	4.6	-9.5	2.2	6.5	5.4	4.3	5.2	5.0
Pays-Bas	2.3	1.0	1.2	2.8	2.6	2.7	0.8	3.5	4.2	3.1	2.5	1.0	2.2	1.8	4.0	2.6	4.1	4.2	3.8	4.2
Nouvelle-Zélande	1.4	1.4	5.7	0.5	4.0	2.4	2.3	0.8	-0.3	-1.9	-0.1	2.3	5.6	4.6	4.3	2.8	1.8	2.5	3.3	2.5
Norvège	3.0	1.9	3.2	9.4	5.0	-0.8	-2.0	-0.6	0.7	1.5	2.2	2.2	4.0	3.4	5.3	3.6	3.3	2.4	2.9	2.8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.3	3.3	8.3	6.9	4.7	5.0	4.6	4.0
Portugal	3.1	-1.4	-2.9	0.7	5.6	5.3	5.5	2.6	5.9	3.7	4.3	1.5	2.2	1.6	2.5	3.0	5.2	4.7	3.8	3.5
Espagne	2.3	0.3	-0.2	3.5	3.3	5.8	4.9	5.7	3.6	2.9	2.2	-2.2	0.9	1.6	2.0	2.9	4.1	4.4	3.7	3.5
Suède	1.2	-2.0	1.5	2.7	4.4	4.5	2.4	1.1	-0.4	0.9	-1.4	-3.1	1.8	0.6	1.4	1.7	2.4	4.1	5.0	4.3
Suisse	0.4	1.1	1.3	1.6	2.3	2.2	1.7	2.3	1.2	1.6	0.1	-0.9	1.0	0.6	0.7	1.3	2.3	2.2	2.2	2.2
Turquie	3.4	6.7	8.1	-0.6	5.8	-0.3	1.2	-1.0	13.1	2.7	3.2	8.6	-5.4	4.8	8.5	8.4	0.6	-3.1	3.0	4.5
Total des petits pays	3.5	1.6	2.9	3.4	3.2	2.8	3.6	5.0	4.8	3.3	2.8	1.5	3.0	1.9	3.9	3.9	1.7	4.1	4.2	4.0
Total de l'OCDE	3.0	3.3	3.6	3.8	3.9	3.5	4.1	3.6	3.1	1.5	2.4	1.7	2.7	2.3	2.9	2.8	2.8	3.7	3.8	2.9
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	2.5	1.3	1.5	2.6	4.0	3.7	3.8	3.5	2.9	2.3	1.7	-0.3	1.6	1.8	1.9	2.0	3.0	2.8	2.8	2.9
Zone euro	2.7	0.8	1.4	2.2	3.4	3.5	3.2	3.6	3.5	3.0	1.9	-0.9	1.2	1.9	1.5	1.5	3.0	2.5	2.6	3.0

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 4. **Consommation des administrations publiques en volume**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	1.4	2.4	1.7	5.0	4.6	2.4	1.5	2.5	2.6	1.4	0.5	-0.5	0.1	0.0	0.6	2.3	1.2	2.6	1.8	2.3
Japon	4.5	2.5	2.3	0.3	5.1	1.6	2.3	2.0	1.5	2.0	2.0	2.4	2.4	3.3	1.9	1.5	1.5	1.3	0.3	0.6
Allemagne	2.6	0.2	2.5	2.1	2.5	1.5	2.1	-1.6	2.2	0.4	5.0	0.1	2.4	1.5	2.1	-1.1	0.5	0.2	0.5	0.3
France	3.4	2.3	2.9	2.1	2.4	2.2	3.1	1.7	2.5	2.6	3.6	4.2	0.6	-0.1	2.2	2.1	0.3	2.6	1.8	1.4
Italie	2.6	3.6	1.8	3.0	2.6	4.8	4.0	0.2	2.5	1.7	0.6	-0.2	-0.9	-2.2	1.0	0.8	0.7	0.6	0.5	0.5
Royaume-Uni	1.7	2.1	1.0	-0.1	1.6	0.0	0.0	0.8	2.5	2.9	0.5	-0.8	1.4	1.6	1.7	-1.4	0.7	4.4	3.8	3.2
Canada	3.4	1.7	1.1	4.3	1.9	1.4	4.6	2.8	3.7	2.8	1.0	0.1	-1.2	-0.5	-1.1	-0.5	1.7	1.0	1.9	1.7
Total des pays ci-dessus	2.5	2.3	1.9	3.1	3.9	2.1	2.1	1.7	2.4	1.7	1.5	0.5	0.8	0.7	1.1	1.3	1.1	2.0	1.5	1.6
Australie	3.9	5.8	5.4	6.0	4.4	1.4	2.6	2.4	3.5	2.5	1.0	0.5	3.9	3.6	2.2	2.0	2.8	5.0	2.5	3.4
Autriche	2.7	1.7	0.8	1.3	1.8	0.2	1.1	1.4	1.3	2.2	2.0	2.7	2.5	0.0	1.3	-0.4	2.0	0.8	0.5	0.5
Belgique	3.2	0.7	0.7	2.7	1.4	2.8	-0.7	0.8	-0.4	3.9	1.4	-0.2	1.5	1.2	2.3	0.0	1.4	2.8	2.3	2.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-2.3	-4.2	-1.2	3.6	0.6	-0.1	0.2	2.0
Danemark	3.8	0.0	-0.4	2.5	0.5	2.5	0.9	-0.8	-0.2	0.6	0.8	4.1	3.0	2.1	3.4	1.3	3.0	1.1	1.1	1.0
Finlande	4.6	3.7	2.7	4.5	3.1	4.3	2.3	2.2	4.0	2.1	-2.4	-4.2	0.3	2.0	2.5	4.1	1.5	0.3	0.5	0.6
Grèce	6.1	2.7	3.0	3.2	-0.8	0.9	5.7	5.4	0.6	-1.5	-3.0	2.6	-1.1	5.6	0.9	1.7	2.0	0.5	0.5	0.5
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-7.4	-5.7	-1.9	3.1	2.8	2.5	2.0	1.5
Islande	6.1	4.7	0.6	6.5	7.3	6.5	4.7	3.0	4.4	3.2	-0.8	2.3	3.7	1.3	1.0	3.1	3.6	4.7	3.5	2.5
Irlande	5.0	-0.4	-0.7	1.8	2.6	-4.8	-5.0	-1.3	5.4	2.8	3.0	-0.4	4.1	2.9	2.8	4.8	5.9	3.6	4.8	3.8
Corée	4.9	2.9	1.3	4.8	8.4	6.1	8.0	8.5	3.6	7.2	5.9	4.6	1.9	0.8	8.2	1.5	-0.4	-0.6	1.5	1.0
Luxembourg	2.6	1.9	2.2	2.0	2.7	4.7	4.9	3.9	3.1	3.9	1.5	3.7	2.0	2.2	4.4	2.1	2.8	3.3	3.3	3.0
Mexique	7.6	2.8	6.5	1.0	1.4	-5.7	-0.5	2.2	3.3	5.4	1.9	2.4	2.9	-1.3	-0.7	2.9	2.2	1.0	4.0	3.0
Pays-Bas	2.8	2.3	0.0	2.4	3.6	2.6	1.4	1.5	1.6	1.5	1.7	1.5	0.6	0.6	-0.4	3.3	3.3	2.6	2.5	2.5
Nouvelle-Zélande	2.8	2.6	2.2	1.5	2.1	0.1	1.7	0.6	4.0	-1.9	3.1	-0.5	-1.0	2.9	2.7	5.2	-1.0	8.5	-2.0	0.8
Norvège	5.0	2.8	0.8	2.4	1.9	4.6	-0.1	1.9	4.9	4.3	5.3	2.1	1.4	0.3	2.8	1.9	3.8	2.7	2.2	2.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.2	2.9	3.4	3.1	1.6	4.5	2.1	2.0
Portugal	7.8	3.8	0.2	6.4	7.2	3.8	8.1	6.6	5.4	10.3	1.1	0.9	2.1	2.2	2.0	2.5	3.3	3.4	3.0	2.8
Espagne	5.4	3.9	2.4	5.5	5.4	8.9	4.0	8.3	6.6	5.6	4.0	2.4	-0.3	1.8	1.3	2.7	2.0	1.8	1.2	1.2
Suède	3.1	0.8	2.2	2.2	1.3	1.0	0.6	2.1	2.6	2.7	-0.1	0.1	-0.9	-0.6	0.9	-1.0	2.2	1.8	-0.5	1.6
Suisse	1.8	3.8	1.7	3.4	3.4	1.7	4.5	5.4	5.4	3.5	0.7	-0.1	2.0	-0.1	2.0	0.6	-0.2	0.3	0.7	-0.2
Turquie	5.9	16.6	1.9	14.1	9.2	9.4	-1.1	0.8	8.0	3.7	3.6	8.6	-5.5	6.8	8.6	4.1	7.8	6.5	4.3	4.0
Total des petits pays	5.0	4.0	2.5	4.4	4.2	2.9	2.5	3.9	3.8	4.2	2.4	2.4	0.8	1.3	2.6	2.3	2.2	2.2	2.0	2.0
Total de l'OCDE	3.0	2.6	2.0	3.4	4.0	2.3	2.2	2.2	2.7	2.2	1.7	0.9	0.8	0.8	1.5	1.5	1.3	2.0	1.6	1.7
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	3.1	2.0	1.9	2.4	2.6	2.6	2.4	1.2	2.6	2.3	2.4	1.0	0.9	0.7	1.7	0.5	1.1	1.8	1.5	1.3
Zone euro	3.1	1.9	2.1	2.6	2.7	2.9	2.7	0.9	2.6	2.1	3.0	1.3	1.0	0.4	1.8	0.9	1.0	1.4	1.2	1.0

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 5. **Formation brute de capital fixe en volume**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	1.2	9.0	15.8	6.4	3.1	1.1	2.7	2.7	-0.4	-5.6	5.5	5.7	7.3	5.3	8.3	7.5	10.6	8.2	8.3	4.4
Japon	2.2	-1.1	4.3	5.0	4.8	9.1	11.5	8.2	8.5	3.3	-1.5	-2.0	-0.8	1.7	11.1	-0.8	-7.4	-1.0	1.3	2.1
Allemagne	-0.7	3.1	0.1	-0.5	3.3	1.8	4.4	6.3	8.5	6.0	4.5	-4.5	4.0	-0.7	-1.1	0.5	1.4	2.3	2.8	3.4
France	1.0	-3.0	-1.1	2.9	4.4	5.7	8.9	7.7	3.1	-1.6	-1.7	-6.5	1.5	2.1	-0.1	0.0	6.6	7.1	5.6	3.5
Italie	0.9	-1.1	3.4	0.4	2.3	4.2	6.7	4.2	4.0	1.0	-1.4	-10.9	0.1	6.0	3.6	1.2	4.1	4.4	5.5	4.9
Royaume-Uni	-0.1	5.1	9.3	4.0	2.1	8.9	14.8	5.9	-2.3	-8.7	-0.7	0.8	3.6	2.9	4.9	7.5	11.0	5.2	3.8	3.4
Canada	4.8	0.3	2.5	10.3	5.4	10.7	9.8	5.9	-3.6	-3.5	-1.3	-2.7	7.4	-1.9	6.5	13.9	3.6	9.3	8.1	5.4
Total des pays ci-dessus	1.3	4.4	9.0	4.8	3.5	4.1	6.3	4.9	2.4	-2.2	2.4	0.5	4.3	3.4	6.5	4.5	5.4	5.4	5.8	3.8
Australie	2.4	-8.5	11.0	12.5	-2.1	4.7	9.0	10.4	-7.5	-8.6	3.2	4.8	11.7	3.3	5.5	11.3	6.7	5.7	3.9	4.5
Autriche	0.4	0.4	0.1	6.9	2.4	4.4	6.8	6.3	6.6	6.3	0.1	-2.0	8.4	1.2	2.1	0.8	6.8	2.8	3.7	4.6
Belgique	0.0	-5.8	2.7	6.9	3.2	6.2	15.7	12.6	8.5	-4.1	1.7	-3.0	-0.1	5.5	1.0	6.5	3.7	5.4	4.0	4.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17.3	19.8	8.2	-4.3	-3.8	-5.5	2.2	4.5
Danemark	-3.3	1.9	12.9	12.6	17.1	-3.8	-6.6	-0.8	-2.1	-3.3	-2.0	-4.0	7.6	11.6	4.0	8.0	6.7	-0.7	1.2	1.6
Finlande	1.7	3.7	-2.1	2.2	-0.4	4.9	9.8	13.0	-4.6	-18.6	-16.7	-16.6	-2.7	10.6	8.4	11.9	7.8	4.8	6.6	6.2
Grèce	-1.0	-1.3	-5.7	5.2	-6.2	-5.1	8.9	7.1	5.0	4.8	-3.2	-3.5	-2.8	4.2	8.4	13.1	8.1	7.1	6.2	7.9
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.5	-4.3	6.7	9.2	13.3	6.6	8.3	10.0
Islande	3.4	-12.7	9.4	1.0	-1.6	18.9	-0.2	-7.9	3.0	2.0	-11.3	-11.4	-1.1	-2.8	27.4	10.5	25.9	-2.0	9.1	0.2
Irlande	4.8	-9.3	-2.5	-7.7	-2.8	-1.1	5.2	10.1	13.4	-6.2	-1.8	-3.5	12.0	13.5	16.2	17.4	16.8	11.6	11.0	11.3
Corée	13.2	17.3	10.0	4.3	10.6	17.0	13.7	15.9	28.2	13.3	-0.7	6.3	10.7	11.9	7.3	-2.2	-21.2	4.1	12.5	5.8
Luxembourg	0.0	-11.8	0.1	-9.5	31.0	17.9	15.0	7.0	2.7	31.6	-9.0	28.4	-14.9	3.5	-3.5	10.9	1.9	9.0	5.1	5.3
Mexique	6.9	-28.3	6.4	7.9	-11.8	-0.6	5.8	5.8	13.1	11.0	10.8	-2.5	8.4	-29.0	16.4	21.0	10.3	5.8	6.9	9.8
Pays-Bas	-1.1	2.5	5.8	7.0	6.9	0.9	4.5	4.9	1.6	0.2	0.6	-2.8	2.2	5.0	6.3	5.9	5.2	5.7	5.3	5.0
Nouvelle-Zélande	0.8	0.2	11.5	4.0	-1.8	0.1	-2.2	4.8	-1.2	-18.6	1.4	14.8	16.7	12.2	7.0	3.8	-2.0	8.5	5.3	4.5
Norvège	3.5	5.4	1.0	-4.0	7.6	0.3	-1.8	-6.9	-10.8	-0.4	-3.1	4.3	4.5	3.4	9.9	13.9	5.8	-5.6	-5.8	2.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.2	16.6	19.7	21.8	14.2	6.9	9.5	9.0
Portugal	2.3	-7.1	-17.4	-3.5	10.9	18.0	10.5	4.4	7.6	3.5	4.8	-6.0	3.4	4.8	5.7	11.3	9.5	6.5	6.3	6.0
Espagne	0.5	-2.4	-6.9	6.1	9.9	14.0	13.9	13.6	6.6	1.6	-4.4	-10.5	2.5	8.2	2.0	5.0	9.2	8.3	7.8	7.4
Suède	-0.2	1.1	7.2	5.2	0.3	8.2	6.6	11.3	1.3	-8.9	-10.8	-17.2	6.1	9.4	5.0	-2.2	9.4	8.1	7.0	7.4
Suisse	0.4	3.9	4.7	2.8	5.4	4.0	8.1	5.3	3.8	-2.9	-6.6	-2.7	6.5	1.8	-2.4	1.5	4.4	3.7	4.8	5.4
Turquie	3.4	2.6	0.9	11.5	8.4	45.1	-1.0	2.2	15.9	0.4	6.4	26.4	-16.0	9.1	14.1	14.8	-3.9	-16.0	10.6	8.1
Total des petits pays	3.9	-2.5	3.2	6.3	3.5	9.7	8.0	8.6	8.5	2.0	0.6	-0.1	5.2	3.3	8.0	8.7	3.4	3.7	6.9	6.6
Total de l'OCDE	1.9	2.9	7.8	5.1	3.5	5.3	6.7	5.7	3.7	-1.3	2.0	0.4	4.5	3.4	6.9	5.5	4.9	5.0	6.0	4.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	0.3	0.4	1.5	2.6	3.9	5.4	8.5	7.0	4.1	-0.3	-0.3	-5.8	2.6	3.5	2.3	3.2	5.9	5.0	4.8	4.4
Zone euro	0.2	-0.5	0.0	1.9	4.0	4.7	7.5	7.3	5.2	1.2	0.1	-6.6	2.5	2.6	1.1	2.1	4.6	4.8	4.9	4.6

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 6. **Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	4.5	-1.0	17.6	6.7	-2.7	-0.1	5.4	5.5	0.7	-4.9	3.4	8.4	8.9	9.8	10.0	10.7	12.7	8.3	10.8	6.2
Japon	3.2	1.7	11.7	12.1	4.5	5.9	14.7	14.5	10.9	6.3	-5.6	-10.2	-5.3	5.2	11.3	9.0	-7.6	-5.6	4.2	5.5
Allemagne	0.2	4.5	-0.4	5.0	4.3	3.8	5.6	7.4	10.1	7.5	1.0	-9.0	0.7	1.0	-1.2	2.1	5.4	3.3	4.3	5.2
France	1.5	-2.4	0.6	4.4	6.6	7.5	9.5	8.3	5.4	-1.2	-2.4	-7.9	0.6	3.1	-0.3	1.3	9.0	8.2	6.5	4.2
Italie	1.3	-5.8	5.7	0.6	5.8	7.7	11.0	5.3	5.6	0.2	-1.2	-14.7	4.0	10.7	5.0	2.4	4.8	4.7	6.6	5.6
Royaume-Uni	3.0	-0.4	11.1	9.2	-3.2	12.0	16.7	12.9	1.0	-7.9	-2.9	-2.9	3.7	7.7	8.8	11.8	14.1	6.4	2.8	3.2
Canada	9.4	-8.2	3.1	10.4	1.6	9.6	16.8	6.0	-1.6	0.5	-5.9	-2.4	9.2	5.7	7.4	18.8	5.7	10.4	8.3	5.7
Total des pays ci-dessus	3.6	-0.7	11.6	7.2	0.7	3.7	9.1	8.0	4.1	-1.0	0.0	-0.9	4.2	7.3	7.7	8.6	7.3	5.0	7.7	5.5
Australie	3.4	-7.5	7.2	15.8	-2.0	8.4	9.2	10.5	-7.5	-11.1	0.6	2.1	12.5	7.5	9.3	10.8	5.4	4.6	2.5	5.9
Autriche	1.0	1.0	0.8	13.1	1.5	8.3	9.4	9.6	11.1	7.7	-3.3	-6.5	10.1	-0.6	2.9	8.7	10.8	6.7	6.0	6.0
Belgique	-0.5	-3.4	8.2	8.8	6.4	8.9	13.9	17.6	10.6	-3.7	0.2	-6.7	-2.4	7.7	4.3	7.0	4.4	6.7	5.0	6.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	0.7	1.6	11.5	19.2	18.0	-5.1	-6.9	3.5	2.2	-1.3	-4.0	-8.7	7.3	13.7	2.6	8.8	8.5	-0.5	0.4	2.6
Finlande	1.5	3.9	-3.3	2.2	0.3	3.8	7.9	16.3	-7.4	-23.1	-18.8	-17.5	-2.9	20.9	9.8	8.1	10.4	5.7	7.4	7.0
Grèce	4.5	-12.7	-0.6	9.9	-19.4	-7.7	17.0	18.6	7.5	5.1	3.7	1.9	0.5	3.0	15.1	15.0	8.6	7.0	7.5	8.5
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	4.7	-15.4	11.4	7.3	4.4	22.6	-10.2	-14.5	6.4	3.7	-17.4	-24.7	0.5	7.3	53.0	17.9	38.5	-6.9	12.7	0.2
Irlande	5.9	-11.2	-3.3	-15.5	-4.5	7.1	20.9	9.4	19.6	-10.8	-5.6	-2.8	7.8	14.8	17.5	20.6	19.8	13.2	12.1	12.2
Corée	14.0	14.0	16.1	4.6	13.0	20.5	12.7	15.6	19.4	13.1	0.5	5.8	15.3	14.0	7.0	-2.9	-30.1	9.9	16.1	6.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	-31.8	10.4	15.8	-17.0	7.2	20.3	7.1	19.6	22.6	22.8	-5.6	-0.4	-38.9	45.8	34.0	18.3	9.8	8.7	12.0
Pays-Bas	-0.2	7.0	5.8	14.0	11.3	0.3	1.4	7.9	2.6	2.2	-3.0	-4.2	0.2	7.5	6.5	8.4	8.5	6.7	6.5	6.0
Nouvelle-Zélande	2.3	-8.6	28.9	2.5	-5.3	12.7	-3.1	6.6	-6.6	-17.9	8.5	23.8	18.2	18.7	4.2	-1.4	3.1	8.9	7.1	5.9
Norvège	4.4	7.1	1.7	-5.6	6.6	-2.4	-1.7	-7.5	-10.4	1.8	-3.7	9.8	2.6	2.3	13.3	14.1	7.1	-7.6	-8.9	1.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	1.3	-0.5	-10.8	-0.1	14.6	21.3	14.4	13.9	4.5	2.9	-1.9	-15.0	4.3	12.6	4.2	6.9	10.7	8.7	8.7	8.1
Suède	1.1	2.5	8.2	11.3	2.1	9.0	5.1	13.5	-0.6	-14.6	-15.0	-15.7	18.5	20.0	8.0	3.0	10.5	7.7	8.0	8.0
Suisse	2.3	2.0	3.8	5.2	8.7	4.6	9.7	4.7	6.3	-2.6	-10.6	-5.9	2.0	4.9	2.3	4.3	6.6	4.9	5.8	6.7
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	4.3	-3.5	5.5	8.5	3.2	10.0	11.2	10.9	7.9	3.8	1.4	-4.2	6.2	2.5	13.1	10.7	4.0	7.3	7.8	7.4
Total de l'OCDE	3.7	-1.3	10.4	7.5	1.2	4.9	9.5	8.6	4.8	-0.1	0.2	-1.5	4.6	6.4	8.8	9.0	6.7	5.5	7.7	5.9
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	1.5	-0.4	2.6	5.4	4.6	7.8	10.0	9.5	5.7	0.0	-1.8	-9.0	2.7	6.5	3.5	5.1	8.4	5.9	5.6	5.3
Zone euro	0.9	-0.3	0.2	4.1	6.5	7.3	8.8	8.6	6.5	1.8	-1.2	-10.1	1.7	5.1	1.8	3.9	7.3	5.9	6.1	5.7

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 7. **Formation brute de capital fixe du secteur privé, en volume : construction de logements**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	- 4.6	41.1	14.6	1.4	12.0	0.2	-0.5	-4.1	-8.6	-12.8	16.3	7.3	9.7	-3.6	7.4	2.4	9.2	7.4	-0.1	-1.4
Japon	0.3	-5.9	-2.1	2.6	8.1	22.4	11.4	0.9	4.8	-8.5	-6.5	2.4	8.5	-6.5	13.6	-16.2	-14.4	1.4	0.5	2.0
Allemagne	- 1.7	5.5	2.0	-10.0	-0.6	-1.3	3.6	4.8	8.4	4.2	9.8	4.1	11.9	0.4	-0.2	0.2	-3.6	-0.1	0.8	0.8
France	0.4	-3.0	-4.4	-2.7	1.6	2.9	5.6	7.4	-1.7	-6.9	-3.7	-5.2	4.4	2.1	0.4	0.9	3.6	7.7	6.0	2.6
Italie	- 1.0	5.1	0.6	-3.1	-3.0	-2.1	2.2	3.0	3.7	3.3	1.3	-1.5	-2.3	-0.1	-1.4	-2.7	-0.6	1.6	3.4	3.0
Royaume-Uni	- 1.3	7.4	6.7	-2.7	12.0	8.1	19.0	-11.6	-17.5	-15.1	0.2	8.1	2.5	-3.1	9.7	2.5	1.8	0.4	3.6	2.7
Canada	0.9	17.8	0.6	9.2	12.8	14.7	2.2	4.2	-10.2	-14.5	7.2	-3.5	4.2	-15.1	9.9	12.6	-1.9	6.5	7.7	5.0
Total des pays ci-dessus	- 2.1	20.0	6.8	-0.1	8.2	5.2	4.1	-1.1	-3.8	-9.0	7.5	4.1	7.7	-3.5	6.8	-1.2	1.6	4.6	1.4	0.6
Australie	1.7	-15.2	21.8	3.7	-7.7	-2.4	19.7	8.6	-11.2	-6.2	13.1	13.2	11.9	-5.8	-7.1	14.5	13.3	4.2	6.0	0.6
Autriche	0.8	-1.5	-1.3	-0.8	2.1	2.8	7.1	0.4	-1.1	4.7	8.6	4.4	7.6	11.4	2.4	-2.0	0.8	-5.6	0.0	1.0
Belgique	- 2.5	-8.3	2.7	20.4	0.0	8.5	25.2	17.6	8.0	-8.9	4.9	1.8	5.3	5.6	-4.1	5.0	2.3	0.2	2.5	2.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	- 8.6	11.5	20.3	-2.1	21.3	-3.2	-9.4	-8.4	-11.3	-10.1	0.1	6.3	8.9	8.5	5.8	8.7	4.9	0.0	0.0	-2.7
Finlande	1.7	-0.3	-2.7	-3.0	-8.3	0.7	16.7	17.4	-5.6	-16.6	-20.6	-14.3	-4.5	-2.7	2.6	21.5	7.4	10.7	8.3	7.1
Grèce	- 3.9	4.6	-19.7	-0.5	14.6	3.4	2.9	-1.8	5.4	-0.6	-16.7	-10.5	-11.3	2.6	-1.2	9.8	7.6	2.3	3.1	6.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	2.5	-9.1	10.4	-13.6	-13.9	14.2	14.8	2.8	-0.6	-4.9	-3.3	-5.8	0.0	-9.9	7.1	-6.1	0.0	8.0	5.0	-1.0
Irlande	2.9	-5.7	7.8	-1.0	7.0	5.1	-0.4	13.2	-0.5	0.7	8.0	-11.9	24.0	13.9	18.0	14.7	13.7	9.4	9.0	8.7
Corée	12.5	31.3	-9.3	0.8	16.2	9.0	22.7	19.7	62.1	10.8	-7.3	11.2	-1.7	8.3	1.5	-6.3	-7.6	-15.0	7.0	5.0
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	3.9	-5.9	5.0	8.1	-1.6	4.4	-1.2	5.8	4.4	7.6	2.9	5.2	4.0	-7.9	2.5	4.5	7.5	6.8	4.8	6.0
Pays-Bas	- 1.8	-0.7	4.4	-0.8	4.2	1.6	11.3	0.7	-2.5	-5.4	6.4	-0.3	6.2	0.9	3.9	6.4	-0.9	3.3	2.0	1.5
Nouvelle-Zélande	- 1.9	2.0	18.5	-0.5	-3.1	-3.9	4.2	15.1	2.0	-15.8	3.4	17.0	12.7	2.2	5.4	6.3	-16.9	13.0	2.4	2.0
Norvège	2.6	0.0	-0.7	-0.9	7.8	3.2	-6.9	-12.5	-17.8	-21.7	-10.5	-3.7	24.6	9.1	-0.1	7.4	-0.9	-2.2	8.3	8.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	- 1.5	-5.5	-5.4	6.5	2.1	6.3	11.4	3.3	6.4	-3.7	-4.0	-4.1	0.4	7.1	9.1	-0.7	5.5	9.0	5.7	5.0
Suède	- 2.1	-0.7	10.7	-2.7	-2.9	10.0	10.7	6.2	8.1	-2.1	-7.3	-32.8	-34.1	-23.9	8.9	-22.3	3.6	18.8	10.0	10.0
Suisse	- 2.2	9.1	9.4	0.5	-1.6	2.7	4.9	5.8	-3.4	-7.7	-1.6	5.8	19.3	0.0	-10.2	-4.0	-0.6	0.8	2.5	3.2
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	2.6	1.9	2.4	3.5	3.3	4.4	10.6	7.3	10.1	-1.0	-0.4	1.8	3.1	1.2	2.1	2.3	2.9	2.1	4.9	4.2
Total de l'OCDE	- 1.1	16.4	5.9	0.6	7.3	5.1	5.4	0.5	-1.1	-7.4	6.0	3.7	6.9	-2.6	5.9	-0.5	1.8	4.1	2.1	1.3
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	- 1.0	2.1	0.9	-2.7	2.5	2.4	8.0	2.3	0.1	-3.3	1.6	-0.3	3.6	0.7	2.6	0.7	1.0	3.1	3.4	2.6
Zone euro	- 0.9	0.9	-0.6	-4.0	-0.1	0.9	6.0	5.3	3.1	-1.1	3.0	0.0	6.5	1.7	0.8	0.8	-0.2	2.6	2.9	2.2

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 8. **Demande intérieure totale en volume**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	1.9	5.6	8.1	4.3	3.8	3.1	3.2	2.8	1.4	-1.1	3.1	3.1	4.4	2.4	3.7	4.5	5.5	5.1	5.4	3.1
Japon	3.4	1.7	3.2	3.8	3.9	5.1	7.4	5.6	5.2	2.9	0.4	0.1	1.0	2.3	5.7	0.2	-3.1	0.6	1.4	2.1
Allemagne	1.4	2.4	1.9	1.0	3.3	2.4	3.5	2.8	5.2	4.6	2.8	-1.0	2.2	1.7	0.3	0.7	2.5	2.2	1.8	2.2
France	2.6	0.0	0.9	2.0	3.4	3.3	4.2	4.0	2.6	0.5	0.7	-1.6	1.8	1.8	0.7	0.6	3.9	2.8	3.3	2.9
Italie	3.0	0.3	3.3	3.2	3.1	4.3	4.1	3.1	2.7	2.1	0.9	-5.1	1.7	2.0	0.9	2.5	2.9	2.5	1.8	2.4
Royaume-Uni	1.2	4.8	2.7	3.2	4.8	4.9	8.0	2.9	-0.3	-2.7	0.8	2.2	3.5	1.8	3.0	3.8	4.1	3.6	3.6	2.9
Canada	3.2	3.8	4.7	5.8	3.4	4.7	5.3	4.1	0.0	-1.4	0.9	1.4	3.2	1.7	1.6	5.7	2.2	4.0	4.4	3.1
Total des pays ci-dessus	2.3	3.6	5.2	3.6	3.7	3.7	4.5	3.5	2.4	0.4	2.0	1.1	3.1	2.2	3.1	2.9	3.1	3.5	3.7	2.7
Australie	6.1	-0.3	6.0	5.5	0.9	3.0	5.6	6.9	-0.6	-2.3	3.1	3.1	5.3	4.8	3.4	3.5	6.2	5.1	3.5	3.7
Autriche	2.4	3.3	1.3	2.0	2.2	2.4	3.2	3.3	4.4	3.6	1.4	0.8	3.3	1.8	2.0	0.5	2.7	2.1	2.2	2.7
Belgique	2.4	-1.7	2.5	2.0	2.6	3.5	4.8	4.3	2.8	1.8	1.8	-1.5	2.1	1.9	0.8	2.7	4.1	1.8	3.4	3.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.4	8.4	6.9	0.3	-3.2	-0.3	1.1	2.1
Danemark	1.0	1.6	5.0	5.1	5.6	-1.7	-0.7	-0.1	-0.7	-0.1	0.9	-0.3	7.0	4.2	2.2	4.4	4.3	-0.5	1.3	1.6
Finlande	2.8	2.9	2.0	3.2	2.4	5.1	6.1	6.7	-1.2	-8.5	-5.8	-5.7	3.7	4.4	2.9	6.0	5.4	1.9	3.4	3.1
Grèce	3.1	0.5	0.9	4.7	0.5	0.0	4.4	4.9	2.4	3.6	-0.6	-0.9	1.1	3.9	3.3	4.1	3.2	3.2	3.3	3.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.0	-3.0	0.6	4.0	7.8	4.3	5.0	5.2
Islande	5.1	-8.6	6.4	2.7	4.5	15.7	-0.6	-4.4	1.5	5.1	-5.3	-4.1	1.5	3.1	7.6	6.2	12.5	4.7	5.1	1.7
Irlande	3.8	-2.0	1.5	1.5	1.0	0.8	2.8	6.9	5.9	0.1	-0.3	1.0	5.6	7.0	7.8	9.5	9.4	7.6	8.2	8.2
Corée	7.3	9.6	8.9	5.5	8.2	10.6	11.4	12.6	11.6	10.4	3.2	4.6	9.6	9.3	7.8	-0.8	-19.6	13.4	10.7	6.1
Luxembourg	2.4	-1.7	1.3	0.4	8.9	7.2	6.8	4.9	4.7	11.6	-2.6	8.3	-2.8	2.6	2.7	5.6	2.3	4.5	3.5	3.6
Mexique	5.9	-9.1	4.2	4.2	-5.0	-1.2	3.9	5.6	7.0	5.7	6.0	1.1	5.6	-14.0	5.6	9.6	6.0	3.4	5.3	5.7
Pays-Bas	1.6	2.2	1.7	3.7	3.9	1.4	1.9	4.4	3.2	1.7	1.5	-1.1	2.9	1.9	2.8	3.5	4.2	3.8	3.9	4.0
Nouvelle-Zélande	1.8	-1.1	10.5	-0.1	1.4	1.2	1.4	2.9	-0.3	-6.2	2.0	4.9	6.9	5.1	4.1	3.3	-0.2	5.8	2.8	2.7
Norvège	3.5	-0.3	4.8	5.6	7.3	-0.8	-3.1	-2.0	-0.3	0.8	1.7	3.1	4.1	4.2	4.2	6.3	5.5	-1.0	0.4	2.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.7	6.9	9.7	9.4	6.4	5.4	5.5	5.0
Portugal	3.9	-4.4	-5.6	1.4	6.8	9.8	8.5	3.3	6.1	4.2	5.0	-1.3	3.0	3.0	2.8	5.2	6.5	5.1	4.4	4.1
Espagne	2.2	0.9	-0.4	3.2	4.7	7.4	6.5	6.9	4.5	2.6	0.8	-3.5	1.3	2.9	1.8	3.2	5.0	4.9	4.1	4.2
Suède	1.4	-0.9	4.0	3.5	2.6	3.9	2.6	3.9	1.3	-1.9	-2.0	-5.6	3.0	1.9	0.7	0.8	3.9	3.6	3.6	4.3
Suisse	1.0	1.9	3.2	1.9	4.5	2.0	2.6	4.1	3.9	-0.6	-2.7	-1.0	2.7	1.8	0.4	1.3	4.1	2.1	2.7	2.6
Turquie	3.6	5.8	6.4	3.2	7.0	8.9	-1.3	1.5	14.6	-0.6	5.6	14.2	-12.5	11.4	7.6	9.0	0.6	-4.0	4.9	5.3
Total des petits pays	4.0	0.8	3.8	3.8	3.2	4.3	4.7	5.8	5.4	2.7	2.3	1.3	3.3	2.5	4.3	4.3	1.4	4.3	4.8	4.4
Total de l'OCDE	2.7	3.0	4.9	3.6	3.6	3.8	4.6	4.0	3.1	0.9	2.1	1.1	3.1	2.2	3.4	3.2	2.7	3.7	4.0	3.1
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	2.1	1.5	1.8	2.5	3.6	3.7	4.7	3.7	2.9	1.5	1.2	-1.6	2.4	2.1	1.4	2.2	3.6	2.9	2.9	2.9
Zone euro	2.2	0.9	1.7	2.2	3.3	3.5	4.1	3.9	3.6	2.3	1.4	-2.1	2.1	2.0	1.0	1.7	3.4	2.8	2.7	2.9

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 9. Exportations de biens et services en volume

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	6.1	-2.4	8.4	2.7	7.4	11.2	16.1	11.8	8.7	6.5	6.2	3.3	8.9	10.3	8.2	12.5	2.2	3.8	6.8	7.9
Japon	8.7	4.8	14.8	5.4	-5.7	-0.5	5.9	9.1	6.9	5.2	4.9	1.3	4.6	5.4	6.3	11.6	-2.5	1.9	8.0	4.8
Allemagne	5.2	-0.8	8.2	7.6	-0.6	0.4	5.5	10.2	11.0	12.6	-0.8	-5.5	7.6	5.7	5.1	10.9	7.0	4.3	10.5	8.9
France	5.1	4.6	7.3	2.1	-0.8	2.8	8.5	10.8	4.8	5.5	5.2	-0.1	7.9	7.8	3.1	12.1	7.7	3.6	10.9	8.9
Italie	5.0	3.7	7.7	3.9	0.8	4.5	5.1	7.8	7.5	-1.4	7.3	9.0	9.8	12.6	0.6	6.5	3.3	-0.4	10.9	9.5
Royaume-Uni	3.7	1.8	6.6	6.0	4.5	5.9	0.6	4.8	4.9	-0.2	4.1	3.9	9.2	9.5	7.5	8.6	2.4	2.9	8.5	6.7
Canada	3.7	6.4	18.6	5.5	5.2	3.3	9.5	1.3	4.7	2.3	7.9	10.9	13.1	9.0	5.8	8.5	8.2	9.7	8.7	6.4
Total des pays ci-dessus	6.2	0.6	9.7	4.1	2.9	6.2	10.5	9.9	7.8	5.6	5.1	2.5	8.2	8.8	6.4	11.2	2.6	3.4	8.2	7.5
Australie	3.3	-4.4	16.1	11.1	4.3	12.2	3.5	2.9	8.5	13.1	5.4	8.0	9.0	5.1	10.6	11.5	-0.4	5.0	10.0	8.4
Autriche	5.5	3.6	6.3	7.1	-2.3	3.1	10.2	11.3	7.9	5.9	1.7	-1.3	5.6	6.5	6.0	10.1	8.7	4.7	8.5	7.9
Belgique	3.8	2.6	6.5	0.4	2.8	5.0	9.6	8.3	4.6	3.1	3.7	-0.4	8.4	5.7	1.3	6.7	4.2	5.0	8.8	7.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.2	16.7	9.2	8.1	10.7	6.6	10.0	8.0
Danemark	4.3	4.9	3.5	5.0	0.0	5.1	7.8	4.2	6.2	6.1	-0.9	-1.5	7.0	2.9	4.3	4.1	2.2	7.0	6.5	6.3
Finlande	4.8	2.0	5.0	1.1	1.2	2.7	3.7	1.6	1.2	-7.3	10.3	16.7	13.1	8.6	5.8	14.1	9.3	7.4	9.9	8.7
Grèce	6.5	8.0	16.9	1.3	14.0	16.0	9.0	4.8	-4.1	3.7	10.4	-3.3	6.6	0.5	3.5	7.9	4.2	6.2	11.1	9.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.7	13.4	8.4	26.4	16.7	13.2	15.0	14.2
Islande	4.7	11.0	2.4	11.1	5.9	3.3	-3.6	2.9	0.0	-5.9	-1.9	7.0	9.9	-2.1	9.9	5.7	2.2	5.8	2.8	6.6
Irlande	7.3	10.5	16.6	6.6	2.9	13.7	9.0	10.3	8.7	5.3	13.5	9.1	14.7	19.6	11.8	17.0	20.5	14.0	17.1	11.1
Corée	16.5	19.4	7.7	4.6	26.5	21.7	12.5	-4.1	3.8	11.2	11.3	11.3	16.1	24.6	11.2	21.4	13.2	16.3	18.0	12.8
Luxembourg	1.7	5.3	18.0	9.5	3.3	4.4	11.7	8.1	3.4	6.7	4.8	2.8	4.4	4.0	10.5	9.9	5.2	8.9	7.9	7.9
Mexique	9.7	14.2	5.8	-4.5	4.5	-3.5	5.8	5.7	5.3	5.1	5.0	8.1	17.8	30.2	18.2	10.7	12.1	13.9	12.5	8.2
Pays-Bas	3.3	3.2	7.5	5.1	1.8	4.0	9.0	6.6	5.3	4.7	2.9	1.5	6.7	7.1	4.6	9.0	6.4	4.7	9.0	8.0
Nouvelle-Zélande	4.3	8.2	7.4	8.0	-0.4	6.1	4.1	-2.6	4.6	9.6	2.7	5.9	10.3	3.7	3.6	3.0	1.6	6.3	8.5	6.5
Norvège	4.4	7.1	7.9	7.2	2.2	1.1	6.4	11.0	8.6	6.1	5.2	3.2	8.7	4.3	9.3	6.1	0.3	1.7	7.4	4.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.1	22.8	12.0	12.2	14.3	-0.7	7.5	9.0
Portugal	1.5	13.6	11.6	6.7	6.8	11.2	6.5	13.0	10.0	2.6	4.9	-3.6	8.7	9.1	10.2	8.4	9.3	5.0	9.0	8.9
Espagne	5.7	10.0	11.7	2.6	1.9	6.3	5.1	3.0	3.2	7.9	7.4	8.5	16.7	10.0	10.3	15.1	7.1	8.5	14.5	12.1
Suède	3.5	9.8	6.8	1.5	3.7	4.2	2.5	3.2	1.6	-2.4	2.4	7.7	14.1	11.3	3.5	13.0	7.3	5.2	9.0	5.0
Suisse	3.0	0.8	7.5	8.0	-0.4	2.3	6.5	6.6	2.1	-2.1	3.0	1.5	1.8	1.6	2.5	9.0	4.6	4.4	7.7	7.2
Turquie	9.0	13.1	25.4	-1.9	-5.1	26.4	18.4	-0.3	2.6	3.7	11.0	7.7	15.2	8.0	22.0	19.1	12.0	-7.0	10.0	4.5
Total des petits pays	7.5	9.0	10.3	3.1	5.7	8.9	8.1	3.7	4.5	5.9	6.4	6.0	12.1	13.5	10.3	12.9	8.6	7.2	11.5	8.9
Total de l'OCDE	6.5	2.4	9.8	3.8	3.5	6.8	10.0	8.6	7.1	5.7	5.4	3.3	9.1	9.9	7.3	11.6	4.0	4.3	8.9	7.8
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	4.8	3.5	8.1	4.6	1.4	4.0	5.6	7.8	6.4	4.7	3.9	1.8	9.2	8.4	4.8	10.1	5.9	3.9	10.4	8.7
Zone euro	7.3	2.4	10.1	3.6	-10.6	-2.6	6.4	8.0	8.2	7.4	2.0	11.8	9.1	7.0	6.7	13.8	4.6	3.0	12.4	9.7

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 10. **Importations de biens et services en volume**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	2.3	12.6	24.3	6.5	8.4	6.1	3.8	3.9	3.8	-0.5	6.6	9.1	12.0	8.2	8.6	13.7	11.6	11.7	10.1	7.2
Japon	3.5	-3.0	10.5	-1.4	2.0	9.5	20.9	18.6	7.9	-3.1	-0.7	-0.3	8.9	14.2	11.9	0.5	-7.6	5.3	6.7	4.5
Allemagne	3.4	1.4	5.2	4.5	2.7	4.2	5.1	8.3	10.3	13.1	1.5	-5.4	7.3	5.6	3.2	8.3	8.5	7.1	7.0	6.5
France	4.4	-2.3	3.1	4.7	6.4	7.5	8.6	8.4	5.2	2.6	1.7	-3.8	8.5	7.8	1.5	7.1	11.3	3.1	10.2	9.3
Italie	3.5	-2.4	12.4	5.3	4.0	12.2	5.9	8.9	11.5	2.3	7.4	-10.9	8.1	9.7	-0.3	10.2	9.1	3.4	7.1	7.5
Royaume-Uni	2.3	6.6	9.9	2.5	6.9	7.9	12.8	7.4	0.5	-5.0	6.8	3.2	5.4	5.5	9.1	9.2	8.8	7.5	9.8	7.7
Canada	4.3	10.8	18.1	8.8	8.5	5.6	13.7	6.3	2.3	3.2	6.2	7.4	8.3	6.2	5.8	14.6	5.8	9.7	9.6	6.9
Total des pays ci-dessus	3.1	6.0	16.3	4.5	6.1	7.2	8.5	8.0	5.6	0.7	4.5	3.0	9.8	8.8	7.4	9.8	7.2	8.5	8.9	6.8
Australie	6.4	-9.8	22.1	3.5	-3.3	2.7	17.1	20.6	-4.0	-2.5	7.1	4.2	14.1	8.1	8.2	10.3	5.9	9.4	5.2	6.3
Autriche	4.4	5.7	10.1	6.2	-2.9	5.4	10.4	8.4	7.3	6.5	1.8	-0.7	8.3	7.0	5.9	9.4	6.9	3.5	6.7	7.2
Belgique	3.7	-1.2	6.4	0.4	4.5	6.7	10.4	9.6	4.8	2.8	4.1	-0.4	7.2	5.0	1.0	5.8	6.3	4.1	8.8	7.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.8	21.2	14.3	7.2	7.9	5.8	8.8	7.3
Danemark	1.8	1.8	5.5	8.1	6.8	-2.0	1.5	4.1	1.2	3.0	-0.4	-2.7	12.3	7.3	3.5	8.0	7.3	1.3	4.4	4.6
Finlande	3.6	3.1	1.6	6.4	2.6	9.2	11.1	9.0	-0.8	-13.5	0.6	1.3	12.8	7.8	6.4	11.3	8.5	3.4	6.2	5.8
Grèce	4.7	6.6	0.2	12.8	3.8	16.6	8.0	10.7	8.7	6.0	1.3	0.2	1.3	9.2	7.0	9.5	1.9	5.4	7.1	7.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.8	-0.7	6.2	24.6	22.8	12.3	14.3	14.2
Islande	4.8	-9.7	9.1	9.4	0.9	23.7	-4.6	-10.3	1.0	5.3	-5.9	-7.7	4.2	4.0	16.7	8.5	23.3	6.3	6.5	3.5
Irlande	5.3	4.7	9.9	3.2	5.6	6.2	4.9	13.5	5.1	2.2	7.9	7.0	15.1	16.1	12.0	16.1	23.2	14.5	16.3	11.7
Corée	13.8	11.9	7.4	-0.6	17.9	19.6	12.9	16.3	13.0	19.2	5.3	6.2	21.6	22.4	14.2	3.2	-22.4	28.9	28.0	15.2
Luxembourg	2.1	1.2	13.9	7.0	3.8	7.5	8.2	6.6	4.5	9.0	-0.8	2.8	-0.1	3.8	4.0	9.3	8.3	4.9	7.7	7.1
Mexique	6.9	-33.8	17.8	11.0	-7.6	7.3	36.7	18.0	19.7	15.2	19.6	1.9	21.3	-15.0	22.9	22.7	16.5	12.8	14.0	10.0
Pays-Bas	2.4	3.9	5.0	6.3	3.5	4.2	7.6	6.7	4.2	4.1	2.1	-2.1	6.7	7.2	4.4	9.0	7.7	5.1	8.9	8.4
Nouvelle-Zélande	3.6	-7.7	16.5	0.6	2.8	8.6	-0.8	12.4	2.1	-5.4	8.3	5.8	13.2	9.0	8.4	4.2	2.7	11.8	4.1	5.4
Norvège	3.7	-3.1	5.8	8.9	11.8	-6.5	-2.4	2.2	2.5	0.2	0.7	4.4	4.9	5.6	8.0	11.3	9.3	-3.1	1.1	4.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.3	24.2	28.0	21.4	18.5	4.0	8.0	8.5
Portugal	2.7	-6.1	-4.4	1.4	16.9	23.1	17.3	6.1	14.0	7.3	10.7	-3.3	9.0	7.8	7.5	10.4	13.3	8.5	9.0	8.7
Espagne	4.0	-0.3	-1.8	7.9	14.4	20.1	14.4	17.3	7.8	9.0	6.9	-5.2	11.3	11.0	8.1	12.8	11.1	12.6	13.4	12.5
Suède	2.1	0.8	5.4	7.0	4.4	7.6	5.4	7.4	0.8	-4.9	1.2	-2.7	12.2	7.2	3.0	11.8	10.4	5.0	7.5	8.0
Suisse	2.6	5.5	8.3	3.7	8.1	6.2	5.2	5.9	2.6	-1.6	-4.2	0.1	7.9	5.1	2.7	8.1	9.4	5.3	7.3	7.0
Turquie	7.6	16.9	19.7	-6.6	-3.5	23.0	-4.5	6.9	33.0	-5.2	10.9	35.8	-21.9	29.6	20.5	22.4	2.3	-3.7	11.5	8.5
Total des petits pays	6.6	-2.0	9.1	4.6	5.0	11.5	13.2	12.7	9.8	6.1	6.9	3.5	10.5	9.5	11.7	12.6	6.1	9.7	11.9	9.5
Total de l'OCDE	3.8	4.3	14.7	4.5	5.9	8.1	9.5	9.0	6.5	1.8	5.0	3.1	9.9	9.0	8.4	10.4	7.0	8.8	9.6	7.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	3.5	0.9	6.0	4.9	5.6	8.7	8.5	9.0	6.8	4.2	4.0	-3.8	7.9	7.4	4.0	9.2	9.3	6.0	8.7	8.1
Zone euro	5.3	-2.2	6.3	3.4	-6.7	5.1	8.0	8.1	9.2	6.9	1.8	1.2	8.0	5.6	4.8	11.5	9.1	5.9	8.8	8.2

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 11. Écarts de production^a

Différences entre le PIB effectif et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-5.8	-4.3	-0.7	-0.3	-0.2	0.2	1.5	2.2	1.2	-1.8	-1.4	-1.4	-0.3	-0.6	-0.2	0.7	1.2	1.8	3.1	2.3
Japon	-0.1	-1.5	-1.3	-1.4	-2.6	-2.5	-0.4	0.6	2.4	3.0	1.3	-0.6	-1.8	-2.3	0.8	0.9	-3.1	-4.0	-3.5	-2.5
Allemagne	-3.1	-3.1	-2.0	-1.6	-1.1	-1.6	-0.3	0.5	2.7	2.2	1.7	-1.2	-0.5	-0.5	-1.4	-1.6	-1.1	-1.5	-0.6	0.5
France	0.0	-1.3	-2.1	-2.8	-2.7	-2.6	-1.0	0.8	1.1	0.2	-0.2	-2.5	-2.2	-2.1	-2.7	-2.6	-1.2	-0.6	0.6	1.4
Italie	-0.7	-2.2	-2.3	-1.6	-0.9	-0.1	1.5	1.9	1.2	0.1	-1.2	-3.3	-2.4	-0.7	-1.3	-1.5	-2.0	-2.5	-1.7	-0.7
Royaume-Uni	-4.7	-2.8	-2.5	-0.9	0.9	3.0	5.6	5.2	3.2	-0.8	-2.8	-2.8	-0.7	-0.3	-0.2	1.1	0.8	0.4	1.0	0.9
Canada	-5.3	-5.1	-2.2	0.5	0.4	1.9	3.9	3.4	1.0	-3.5	-4.7	-4.4	-1.9	-1.4	-2.1	-1.1	-1.2	-0.4	0.6	0.4
Total des pays ci-dessus	-3.6	-3.3	-1.3	-0.9	-0.8	-0.4	1.2	1.9	1.7	-0.2	-0.7	-1.7	-1.0	-1.0	-0.5	0.0	-0.3	-0.2	0.7	0.8
Australie	-2.2	-4.8	-0.9	0.8	-0.6	0.8	1.7	2.4	0.7	-2.9	-2.7	-1.8	-0.1	0.4	0.7	0.6	1.2	1.3	1.1	0.8
Autriche	-1.2	-0.5	-2.3	-2.1	-1.7	-2.0	-0.8	1.2	2.6	3.0	2.0	-0.6	-0.2	-0.4	-0.3	-0.5	0.3	0.0	0.6	1.1
Belgique	-0.1	-1.6	-0.8	-0.5	-0.7	-0.1	2.1	3.2	3.4	2.6	1.5	-2.3	-1.9	-1.5	-2.6	-1.3	-1.0	-0.9	0.1	0.6
Danemark	-2.7	-2.1	0.0	1.9	2.9	0.7	-1.2	-2.4	-2.7	-2.7	-3.3	-4.6	-1.0	-0.2	0.1	1.0	0.7	-0.1	0.0	0.1
Finlande	-0.2	-0.9	-0.9	-0.4	-0.8	0.6	2.8	5.3	3.6	-4.2	-8.2	-10.2	-7.6	-5.6	-4.2	-1.2	0.3	-0.1	1.3	2.2
Grèce	-3.1	-4.0	-2.6	-1.0	-0.6	-2.2	0.8	2.7	0.5	1.5	0.4	-2.4	-2.5	-2.4	-2.1	-1.4	-0.9	-0.7	-0.2	0.3
Irlande	0.3	-2.5	-1.1	-0.7	-3.9	-2.7	-0.9	1.5	5.3	1.7	-0.5	-3.3	-3.7	-1.5	-1.2	1.2	2.3	2.6	4.0	4.1
Pays-Bas	-3.4	-2.8	-1.0	0.4	0.5	-0.7	-1.1	0.5	1.8	1.2	0.6	-1.2	-0.5	-0.7	-0.5	0.1	0.5	0.9	2.1	2.9
Nouvelle-Zélande	-1.1	-2.9	1.7	1.3	1.4	0.8	-0.7	-0.9	-2.5	-5.1	-5.5	-2.8	0.0	0.6	0.6	0.0	-2.3	-1.1	0.6	1.0
Norvège ^b	-0.8	-1.9	-1.0	2.3	2.7	2.0	-1.0	-4.3	-4.6	-4.6	-4.2	-3.0	-1.3	-1.0	0.2	1.6	2.5	1.4	0.8	1.1
Portugal	2.2	-0.4	-4.7	-4.7	-3.7	-0.9	0.6	2.3	3.5	2.8	2.5	-1.3	-1.7	-1.7	-1.4	-0.8	-0.1	-0.3	0.1	0.3
Espagne	-4.6	-3.2	-2.5	-1.4	-1.0	1.6	3.5	4.3	4.7	3.9	1.8	-1.7	-1.8	-1.9	-2.4	-1.5	-0.7	-0.2	0.7	1.5
Suède	..	-3.3	-0.6	-0.2	0.7	2.3	2.5	3.4	3.0	0.0	-3.0	-6.4	-3.9	-1.8	-2.3	-2.3	-1.6	-0.3	1.4	1.7
Suisse	0.7	-0.5	0.6	1.9	1.2	-0.6	-0.1	1.7	3.1	0.7	-0.7	-2.2	-2.6	-2.8	-3.2	-2.4	-1.9	-1.9	-0.8	0.0
Total des petits pays ci-dessus	-2.1	-2.6	-1.4	-0.3	-0.4	0.3	1.2	2.2	2.2	0.7	-0.5	-2.5	-1.7	-1.3	-1.4	-0.7	-0.1	0.1	0.8	1.3
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-3.4	-3.2	-1.3	-0.8	-0.8	-0.3	1.2	1.9	1.8	-0.1	-0.7	-1.8	-1.1	-1.1	-0.6	-0.1	-0.3	-0.2	0.8	0.9
<i>Pour mémoire</i>																				
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	-2.2	-2.4	-2.1	-1.5	-0.9	-0.3	1.2	2.1	2.3	1.0	-0.2	-2.4	-1.5	-1.1	-1.5	-1.1	-0.7	-0.8	0.1	0.8
Total des pays de la zone euro ci-dessus	-1.5	-2.0	-1.8	-1.5	-1.2	-0.9	0.4	1.6	2.3	1.3	0.5	-2.1	-1.6	-1.2	-1.8	-1.6	-1.0	-1.1	-0.1	0.8

a) Pour de plus amples détails, voir *Giorno et al.*, «Production potentielle, écarts de production et soldes budgétaires structurels», *Revue économique de l'OCDE*, n° 24, 1995/I.

b) Norvège continentale.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 12. **Rémunération par employé dans le secteur des entreprises**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82 ^a	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	8.3	5.1	5.0	4.0	3.9	4.5	4.8	3.2	4.9	3.9	5.7	2.8	2.3	1.9	2.5	4.0	4.9	4.4	4.4	4.8
Japon	11.0	2.5	4.2	3.4	2.4	2.5	3.0	3.8	5.1	4.3	0.9	0.6	2.0	0.8	0.6	0.9	-1.0	-0.3	0.2	0.4
Allemagne	7.3	3.9	3.8	3.1	3.7	3.3	3.2	3.0	4.2	4.8	10.5	3.9	3.2	3.7	2.0	1.4	1.3	1.8	1.8	2.3
France	14.2	10.2	8.2	6.8	4.1	4.7	4.2	4.0	3.6	4.5	4.0	2.1	1.3	1.3	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	2.2
Italie	20.2	15.7	11.8	10.4	7.2	7.6	7.5	8.2	8.1	8.9	6.3	5.3	3.0	4.9	4.9	3.4	-1.2	2.2	2.7	2.9
Royaume-Uni	16.0	8.7	6.9	8.6	8.8	6.3	7.6	9.7	10.2	8.5	4.6	1.8	3.5	2.7	3.8	6.0	6.9	5.4	5.8	5.8
Canada	10.1	5.1	4.8	5.5	2.9	6.9	7.1	4.9	5.0	4.9	3.2	2.3	0.5	2.3	2.7	6.1	2.4	2.2	3.0	3.3
Total des pays ci-dessus	10.6	5.9	5.6	4.9	4.1	4.5	4.7	4.2	5.4	4.8	5.1	2.6	2.3	2.2	2.3	3.2	2.8	2.9	3.1	3.4
Australie	10.2	4.8	9.9	5.0	6.6	5.2	6.3	7.4	8.3	2.9	3.4	3.4	1.8	3.4	5.6	3.3	2.6	2.5	4.0	3.8
Autriche	9.4	5.0	5.6	5.5	5.7	4.1	4.3	4.8	5.6	5.7	4.2	3.7	3.2	3.6	0.8	2.2	3.1	2.1	1.8	2.5
Belgique	..	7.0	6.4	7.0	4.4	2.5	2.8	3.0	8.1	6.9	5.6	2.9	3.2	1.8	1.1	2.8	1.8	2.4	2.4	2.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17.3	17.6	17.7	10.6	9.6	7.2	5.3	6.4
Danemark	12.1	9.0	6.1	4.9	5.1	7.3	11.4	4.6	4.1	4.0	4.4	2.5	3.2	3.4	2.3	3.8	4.8	4.2	3.9	3.4
Finlande	15.5	9.2	10.1	10.4	7.6	8.0	9.9	10.5	9.3	4.9	1.8	1.3	4.6	4.1	2.1	2.8	5.2	2.6	4.1	4.9
Grèce	..	21.9	18.6	21.9	12.9	10.7	17.4	22.5	16.3	16.4	12.7	8.7	11.8	14.7	10.6	9.3	4.9	4.6	4.5	4.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.7	33.7	22.0	19.1	16.4	9.2	11.2	8.3
Islande	50.9	54.1	30.2	42.2	29.2	43.6	26.3	13.3	16.7	30.6	1.8	-3.0	3.9	9.3	4.4	2.6	6.3	6.2	6.6	6.8
Irlande	18.8	13.2	10.5	9.1	5.0	6.4	4.8	6.0	4.6	3.1	4.5	4.9	1.6	1.5	2.0	6.3	2.5	6.1	6.9	7.2
Corée	25.8	18.9	11.7	6.3	11.0	12.3	18.1	12.1	18.2	20.6	10.9	7.8	9.3	13.2	11.2	7.4	-1.3	11.8	9.0	8.3
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	26.9	27.6	30.0	24.0	15.4	11.2	17.7	23.6	21.0	18.0	13.5	12.1	10.3
Pays-Bas	9.4	3.6	0.8	1.8	2.7	1.5	1.3	0.9	3.3	4.5	4.2	3.0	2.8	1.3	1.7	2.1	2.1	3.6	3.9	3.7
Nouvelle-Zélande	14.7	3.9	3.5	12.3	18.8	14.2	11.2	6.8	0.9	1.3	1.1	1.9	1.9	0.4	2.1	2.9	2.4	2.4	2.9	3.1
Norvège	10.9	7.9	7.5	7.1	9.8	9.1	8.5	4.6	5.0	5.4	4.5	2.2	2.8	3.0	3.1	2.0	7.2	5.6	4.5	4.8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40.7	30.3	30.6	20.7	14.3	11.6	8.7	6.4
Portugal	24.1	19.5	20.6	19.3	18.9	13.6	9.4	12.9	17.3	18.4	16.1	6.7	5.9	6.4	5.5	5.0	4.5	4.3	4.8	5.0
Espagne	20.3	16.2	11.1	8.0	8.2	1.0	5.1	6.0	9.6	10.8	10.6	9.5	2.9	2.3	3.9	2.7	2.3	-0.5	3.5	3.7
Suède	11.8	8.0	9.8	8.4	8.3	7.4	8.1	12.2	9.8	6.3	3.2	5.2	5.4	2.8	6.2	3.2	4.4	1.9	3.6	4.9
Suisse	5.7	4.6	3.3	3.9	4.3	3.2	3.6	4.5	5.0	7.2	6.3	1.8	1.3	2.4	0.7	2.7	0.8	1.5	2.6	2.9
Total des petits pays ci-dessus	16.3	11.4	9.2	7.4	8.1	6.3	8.4	10.7	12.6	12.9	9.9	7.0	8.3	9.3	9.8	7.9	5.6	6.0	6.0	5.7
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	11.5	6.9	6.2	5.3	4.8	4.8	5.4	5.5	6.8	6.5	6.1	3.5	3.6	3.7	4.0	4.2	3.4	3.6	3.7	3.9
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^b	11.5	6.8	6.2	5.2	4.8	4.7	5.3	4.7	6.1	5.6	5.4	3.0	2.7	2.7	2.8	3.4	2.7	3.1	3.4	3.7
Union européenne ^c	14.3	9.8	7.9	7.3	6.2	5.0	5.6	6.2	6.9	7.1	7.0	4.0	3.1	3.3	3.2	3.1	2.3	2.5	3.0	3.3
Zone euro ^c	13.1	9.6	7.4	6.6	5.4	4.5	4.3	4.5	5.4	6.1	8.0	5.7	3.2	3.8	2.1	1.8	1.1	1.6	2.1	2.6

a) Moyenne de 1975-82 dans le cas de la Corée.

b) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

c) Luxembourg exclu.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 13. **Coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82 ^a	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	7.7	1.7	3.0	3.5	2.5	3.7	3.6	2.4	4.5	3.6	2.4	1.9	1.2	1.9	1.0	2.0	2.7	2.2	1.6	2.9
Japon	8.9	2.8	1.6	0.3	1.4	-0.6	-0.5	2.2	3.2	3.8	2.5	2.0	1.8	0.2	-2.9	0.5	1.5	-1.3	-1.6	-1.5
Allemagne	5.5	0.3	0.8	1.8	2.8	2.7	0.2	0.8	2.0	2.8	6.1	3.5	0.2	1.9	0.5	-1.1	-0.6	0.7	-0.6	0.0
France	12.3	8.8	5.6	4.7	2.7	1.7	1.5	1.9	4.1	3.4	2.3	2.5	0.2	1.6	1.6	0.9	0.6	0.9	0.8	1.7
Italie	17.2	13.5	8.6	8.4	5.4	5.3	5.6	6.5	9.7	7.9	4.3	3.2	-0.1	1.0	5.2	2.9	-2.1	2.4	1.0	1.0
Royaume-Uni	13.8	3.1	4.3	4.5	3.5	3.8	6.2	8.9	9.6	7.5	3.9	0.4	-0.6	1.3	2.4	3.3	5.1	4.1	3.7	3.8
Canada	9.8	2.0	1.9	2.3	3.9	4.4	4.6	5.2	4.9	4.7	1.4	-0.5	-2.1	0.6	0.7	1.8	0.9	0.3	1.4	2.0
Total des pays ci-dessus	9.2	3.2	3.1	3.2	2.7	2.8	2.7	3.0	4.7	4.2	3.0	2.0	0.8	1.4	0.7	1.5	1.7	1.4	0.8	1.6
Australie	12.0	3.1	4.5	3.5	7.9	3.1	5.6	8.4	7.5	1.9	0.4	-0.5	1.9	2.7	2.6	1.1	0.5	1.2	2.3	2.4
Autriche	7.5	1.0	5.2	3.7	3.7	2.4	1.2	2.1	3.2	4.9	5.2	3.6	1.4	1.8	-1.0	0.3	1.3	1.7	0.7	1.1
Belgique	..	3.9	3.9	3.7	2.6	-0.2	-0.5	1.4	5.6	5.3	3.5	4.0	0.6	0.5	0.5	0.4	1.1	1.0	0.3	1.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15.7	10.4	13.0	9.1	8.6	5.1	2.0	3.1
Danemark	10.6	6.3	3.5	3.7	3.9	8.9	8.7	3.8	2.7	2.3	2.4	1.2	-1.9	2.0	1.9	2.8	4.4	3.6	2.4	2.1
Finlande	12.6	7.7	7.9	7.8	4.6	4.5	5.4	6.2	9.5	7.0	-2.3	-4.5	-2.1	2.4	0.3	-0.9	2.5	2.7	1.2	2.1
Grèce	20.2	19.9	19.0	20.9	10.5	13.0	16.1	21.4	21.6	11.0	11.4	14.1	10.7	15.4	5.7	8.7	6.2	2.5	2.2	2.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.9	0.7	18.1	28.5	15.4	8.8	9.5	5.9
Irlande	15.8	9.6	4.0	4.0	7.3	0.5	-0.9	0.9	-0.3	4.3	3.9	5.0	0.6	-1.6	0.5	-0.3	5.1	3.0	2.2	3.7
Corée	21.1	8.2	5.3	4.2	2.9	7.6	10.1	11.9	14.1	13.5	6.5	4.2	4.6	6.6	6.2	3.0	-1.9	-0.3	3.6	3.8
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	25.5	28.1	28.9	21.9	15.7	10.1	21.3	21.4	17.0	15.1	11.8	8.9	7.9
Pays-Bas	7.1	-0.7	-2.8	0.4	1.6	1.9	0.0	-1.7	1.7	3.7	3.7	2.1	-1.2	1.0	0.8	1.1	1.9	2.8	2.0	1.8
Nouvelle-Zélande	15.0	2.5	0.2	14.7	18.5	13.4	6.4	2.6	2.2	0.8	0.5	-1.1	0.1	2.6	2.8	2.1	1.7	-0.6	0.7	1.6
Norvège	8.6	4.7	3.1	5.4	9.0	10.3	6.5	0.2	1.6	1.5	0.6	-0.9	-0.4	2.0	2.4	3.2	7.3	5.4	1.3	2.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	28.7	28.5	23.0	16.1	10.7	5.8	3.8	1.7
Portugal	19.8	22.1	20.5	17.4	15.2	9.3	11.2	12.3	16.0	18.0	11.9	6.2	1.1	3.1	2.6	3.1	6.1	4.1	3.0	3.2
Espagne	16.4	11.1	5.5	5.1	9.2	6.0	6.3	7.7	10.5	9.3	7.3	5.0	0.1	2.3	3.2	2.3	3.1	3.0	3.1	2.6
Suède	10.5	6.6	4.8	6.9	6.9	5.1	7.3	9.9	10.8	6.3	0.4	0.6	-0.2	0.7	4.9	0.7	1.7	1.2	1.0	2.9
Suisse	5.2	4.1	1.1	2.5	4.4	4.1	2.7	2.5	4.9	8.2	3.5	1.4	0.5	1.9	0.1	0.3	-0.3	0.1	0.6	1.4
Total des petits pays ci-dessus	14.0	7.1	5.1	5.4	6.2	5.4	6.0	9.7	11.7	10.9	7.3	5.1	4.9	7.4	7.2	5.6	4.6	3.7	3.4	3.3
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	10.0	3.9	3.5	3.6	3.3	3.3	3.3	4.4	6.1	5.5	3.8	2.6	1.7	2.7	2.1	2.4	2.4	1.9	1.4	2.0
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^b	10.0	3.8	3.4	3.5	3.2	3.2	3.2	3.6	5.3	4.7	3.2	2.1	0.9	1.7	1.1	1.6	1.8	1.4	1.1	1.8
Union européenne ^c	12.1	6.6	4.9	5.0	4.4	3.8	3.7	4.7	6.6	5.8	4.6	2.9	0.1	1.8	2.2	1.4	1.2	2.0	1.3	1.7
Zone euro ^c	10.7	6.5	4.1	4.4	4.1	3.2	2.2	2.8	5.2	5.0	4.9	4.4	0.3	2.2	1.4	0.4	0.3	1.5	0.6	1.1

^a Moyenne de 1975-82 dans le cas de la Corée.^b Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi, la Grèce, la Hongrie et la Pologne sont exclues du total de l'OCDE.^c Luxembourg exclu.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 14. **Indices implicites de prix du PIB**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	7.6	4.0	3.7	3.2	2.2	3.0	3.4	3.8	3.9	3.6	2.4	2.4	2.1	2.2	1.9	1.9	1.2	1.5	2.1	2.3
Japon	7.3	1.8	2.6	2.1	1.7	0.1	0.7	2.0	2.3	2.7	1.7	0.6	0.2	-0.6	-1.4	0.3	0.3	-0.9	-0.8	-0.1
Allemagne	4.8	3.2	2.1	2.1	3.2	1.9	1.5	2.4	3.2	3.9	5.0	3.7	2.5	2.0	1.0	0.8	1.0	1.0	0.6	1.4
France	10.8	9.3	7.2	5.5	5.1	2.9	3.2	3.3	2.9	3.0	2.0	2.4	1.8	1.7	1.4	1.2	0.8	0.3	1.0	1.6
Italie	17.4	15.1	11.5	8.9	7.9	6.2	6.8	6.5	8.2	7.6	4.5	3.9	3.5	5.0	5.3	2.4	2.7	1.5	2.2	2.2
Royaume-Uni	14.1	5.4	4.6	5.6	3.1	5.2	6.1	7.4	7.6	6.7	4.0	2.8	1.5	2.5	3.3	2.9	3.2	2.9	3.0	3.2
Canada	9.7	5.4	3.4	2.5	2.8	4.8	4.5	4.6	3.1	2.7	1.3	1.5	1.1	2.3	1.6	0.8	-0.6	1.7	2.9	2.3
Total des pays ci-dessus	8.8	4.9	4.2	3.6	2.9	2.8	3.2	3.8	4.0	3.9	2.8	2.3	1.8	1.9	1.5	1.5	1.1	1.0	1.4	1.8
Australie	11.6	8.3	6.1	5.8	6.2	7.7	8.6	7.0	4.8	2.4	1.4	1.5	1.0	1.5	2.0	1.4	0.4	1.0	2.8	2.8
Autriche	6.4	3.7	4.6	3.1	2.7	2.1	1.6	2.7	3.4	3.7	4.3	2.8	2.8	2.3	1.3	1.6	0.6	0.6	1.4	1.8
Belgique	7.2	5.6	5.1	4.6	3.0	1.4	2.3	4.9	3.0	2.8	3.6	3.7	1.8	1.8	1.2	1.3	1.6	0.9	0.7	1.3
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.0	10.2	9.7	6.5	11.0	2.4	4.1	4.4
Danemark	10.1	7.6	5.7	4.3	4.6	4.7	3.4	5.2	3.6	2.8	2.9	1.4	1.7	1.8	2.5	1.6	2.1	2.6	2.7	2.5
Finlande	12.0	8.6	8.9	5.3	4.6	4.7	7.0	6.1	5.4	1.8	0.9	2.3	2.0	4.1	-0.2	2.1	2.9	1.0	2.4	2.6
Grèce	17.5	19.1	20.3	17.7	17.5	14.2	15.5	14.5	20.6	19.8	14.9	14.4	11.2	9.8	7.4	6.7	4.9	2.5	2.2	2.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.5	25.6	21.2	18.5	12.6	9.0	7.4	5.2
Islande	41.7	76.2	25.4	31.3	25.5	19.4	22.9	19.8	16.9	7.8	4.4	2.7	2.1	2.8	2.1	3.5	5.8	4.1	5.3	6.1
Irlande	14.7	10.7	6.4	5.2	6.6	2.2	3.2	5.5	-0.7	1.8	2.8	5.2	1.7	2.7	2.3	3.5	5.7	4.0	4.5	4.3
Corée	20.1	5.2	5.5	4.6	4.6	5.0	6.7	5.3	11.1	10.9	7.7	7.0	7.6	7.1	3.9	3.1	5.3	-1.6	0.6	2.7
Luxembourg	7.8	6.8	4.4	3.0	0.7	2.8	0.6	4.3	5.2	2.3	2.6	0.6	4.8	0.3	1.7	3.3	1.5	1.2	1.9	1.7
Mexique	24.7	91.0	58.8	56.5	73.4	141.3	101.5	26.5	28.1	23.3	14.4	9.5	8.5	38.0	30.6	17.7	15.5	15.9	10.2	8.5
Pays-Bas	6.9	2.1	1.4	1.8	0.1	-0.7	1.2	1.2	2.3	2.7	2.3	1.9	2.3	1.8	1.2	2.0	1.9	1.3	2.7	3.0
Nouvelle-Zélande	13.4	4.5	6.1	15.4	15.3	13.1	8.1	6.7	3.8	1.0	1.7	2.7	1.5	2.7	1.8	0.0	1.7	0.0	2.7	2.3
Norvège	9.3	7.0	6.3	5.2	-0.9	6.9	5.0	5.7	3.8	2.5	-0.4	2.2	-0.2	3.1	4.3	3.0	-0.8	6.5	12.2	0.9
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.7	27.9	18.7	14.0	11.7	6.9	9.6	6.5
Portugal	18.7	24.6	24.7	21.7	20.5	10.1	11.8	12.4	12.8	12.2	10.0	6.7	6.3	5.1	2.8	2.0	4.3	2.6	2.4	2.9
Espagne	16.1	11.8	11.6	7.7	11.1	5.8	5.6	7.1	7.3	7.1	6.9	4.3	4.0	4.8	3.4	2.1	2.3	3.1	2.9	2.9
Suède	10.1	10.2	7.1	6.6	6.7	4.9	7.0	7.7	8.6	7.6	1.3	2.7	2.4	3.5	1.4	1.2	1.3	0.5	1.0	2.3
Suisse	4.5	2.7	3.5	2.4	3.1	2.7	2.8	3.1	4.3	6.0	2.7	2.7	1.6	1.1	0.4	-0.1	0.2	0.7	1.4	1.7
Turquie	37.5	26.3	48.2	53.1	36.0	33.6	69.3	75.5	58.3	58.8	63.7	67.8	106.5	87.2	77.8	81.5	75.7	56.0	52.0	21.0
Total des petits pays	16.9	21.5	18.2	17.2	18.4	26.8	24.5	14.4	14.0	13.0	10.9	10.0	14.0	16.1	13.0	10.9	10.3	7.5	7.4	4.9
Total de l'OCDE	10.5	8.4	7.2	6.5	6.3	8.0	7.8	6.1	6.2	5.8	4.5	4.0	4.6	5.2	4.2	3.7	3.3	2.5	2.8	2.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^a	9.5	5.4	4.7	4.0	3.5	3.1	3.6	4.2	4.4	4.3	3.1	2.7	2.1	2.2	1.7	1.6	1.4	1.1	1.6	1.9
Union européenne	11.4	8.4	6.9	5.8	5.5	4.1	4.4	5.1	5.6	5.4	4.3	3.5	2.7	3.0	2.5	1.8	1.9	1.5	1.8	2.2
Zone euro	9.9	8.1	6.4	5.1	5.3	3.3	3.6	4.1	4.6	4.7	4.2	3.4	2.7	2.8	2.0	1.5	1.6	1.2	1.5	1.9

a) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90.

Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 15. **Indices implicites de prix de la consommation privée**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	7.7	4.3	3.7	3.5	2.4	3.8	3.9	4.4	4.6	3.8	3.1	2.4	2.0	2.3	2.1	2.0	0.9	1.6	2.4	2.2
Japon	8.3	2.1	2.6	2.3	0.7	0.5	0.5	2.1	2.6	2.5	1.9	1.2	0.7	-0.5	0.1	1.7	0.2	-0.5	-0.3	0.0
Allemagne	5.1	3.2	2.5	1.8	-0.6	0.5	1.3	2.9	2.7	3.7	4.4	3.8	2.6	1.9	1.9	1.7	0.9	0.8	1.5	1.5
France	11.2	9.7	8.0	6.0	2.8	3.4	2.9	3.8	3.1	3.5	2.5	2.5	2.2	2.0	1.9	1.4	0.7	0.7	1.3	1.5
Italie	17.0	14.9	11.6	9.1	6.4	5.2	5.9	6.7	6.4	7.0	5.5	5.5	4.9	6.0	4.4	2.2	2.1	2.2	2.6	2.3
Royaume-Uni	13.7	5.1	5.1	5.2	4.0	4.2	5.0	6.2	7.7	7.9	4.7	3.5	2.2	2.9	3.1	2.5	2.5	2.4	2.5	2.8
Canada	9.3	6.7	4.3	3.8	4.1	3.9	3.9	4.3	4.1	4.8	1.5	2.3	0.9	1.2	1.6	1.8	1.0	1.2	2.2	2.1
Total des pays ci-dessus	9.0	5.1	4.4	3.8	2.3	3.0	3.2	4.1	4.3	4.1	3.2	2.6	2.1	2.0	1.9	1.9	1.0	1.1	1.8	1.7
Australie	11.3	9.2	6.4	6.8	7.7	8.5	7.6	5.5	6.3	4.3	2.3	2.4	0.9	1.9	1.7	1.4	1.3	1.1	4.0	3.5
Autriche	6.4	3.9	5.3	3.3	1.7	0.7	1.6	2.7	3.5	3.0	3.9	3.3	3.3	1.5	2.3	1.8	0.7	0.7	1.6	1.7
Belgique	7.7	6.8	5.3	5.7	-0.1	2.1	1.0	3.9	2.8	2.6	1.9	2.7	2.5	1.7	2.1	1.5	0.8	1.1	1.9	1.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10.7	9.2	8.1	7.7	9.7	2.1	3.9	4.6
Danemark	11.0	6.8	6.4	4.3	2.9	4.6	4.0	4.7	2.9	2.8	1.9	2.0	3.0	1.9	2.1	2.0	1.8	2.5	2.8	2.5
Finlande	12.1	8.1	7.0	5.6	3.1	3.6	4.6	5.3	5.5	5.9	4.1	3.9	0.9	0.4	1.4	1.3	2.1	2.1	2.6	2.5
Grèce	17.0	18.1	17.9	18.3	22.1	15.7	14.2	13.6	19.9	19.7	15.7	14.2	11.0	8.9	8.2	5.6	4.7	2.6	2.7	2.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.4	27.7	23.4	18.0	13.3	9.9	8.5	6.0
Islande	42.1	82.1	31.4	32.6	20.1	15.8	25.6	23.2	16.7	6.9	4.7	4.6	1.6	1.8	2.3	1.8	1.7	3.3	5.5	5.9
Irlande	15.5	9.2	7.4	5.0	4.6	2.4	3.8	4.1	2.1	2.7	3.0	2.2	2.8	2.8	2.6	2.5	3.7	3.8	4.2	3.8
Corée	20.0	2.8	3.6	3.9	1.7	3.3	5.6	5.4	9.4	12.1	8.9	8.0	9.7	7.0	5.7	5.5	8.6	0.5	2.9	2.8
Luxembourg	7.5	8.3	6.5	4.3	-2.4	1.0	0.7	2.0	1.6	2.9	2.6	2.5	3.6	1.1	1.7	1.7	1.7	1.0	2.0	1.8
Mexique	23.3	90.5	65.5	59.2	82.0	122.4	110.2	25.0	27.9	24.4	15.4	10.1	7.6	34.1	30.4	16.5	20.5	16.4	10.0	8.6
Pays-Bas	7.1	2.9	1.9	2.4	0.3	0.2	0.5	1.2	2.2	3.2	3.1	2.1	2.8	1.6	1.9	2.1	1.8	1.9	2.6	3.4
Nouvelle-Zélande	13.4	7.5	7.2	17.3	12.8	12.9	6.6	6.8	6.1	2.9	1.4	1.8	1.7	2.5	2.0	1.0	1.9	1.2	2.3	2.3
Norvège	9.3	8.4	6.3	5.9	6.7	7.8	6.1	4.8	4.7	3.8	2.7	2.0	1.2	2.4	1.5	2.5	2.7	2.2	2.7	2.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.5	28.0	19.8	14.7	11.5	7.3	9.6	6.5
Portugal	20.3	25.8	28.5	19.4	13.8	9.9	11.7	13.1	12.4	12.2	9.7	6.6	5.6	4.5	3.6	2.0	2.8	2.3	2.5	2.6
Espagne	16.5	12.5	11.9	7.1	9.4	5.7	5.0	6.6	6.5	6.4	6.4	5.6	4.9	4.7	3.5	2.5	2.0	2.8	3.1	2.8
Suède	10.7	10.9	7.7	7.0	5.2	5.6	6.1	7.0	9.9	10.3	2.2	5.7	2.8	2.9	1.4	2.2	1.0	0.7	1.1	2.2
Suisse	4.8	3.2	3.0	3.3	1.3	1.5	1.9	2.9	5.2	6.0	4.2	3.4	1.1	1.7	1.1	0.6	-0.3	0.4	1.6	1.8
Turquie	37.5	25.8	49.0	50.9	30.4	48.8	58.9	83.7	59.8	60.7	65.6	65.9	108.9	92.4	67.8	82.1	83.0	60.7	53.8	20.2
Total des petits pays	16.8	21.4	19.1	17.5	18.3	25.1	24.3	14.5	14.0	13.8	11.5	10.5	14.5	15.9	12.7	11.2	11.8	8.2	7.8	5.0
Total de l'OCDE	10.7	8.6	7.6	6.8	5.8	7.8	7.7	6.3	6.4	6.2	5.0	4.3	4.9	5.2	4.4	4.1	3.5	2.8	3.2	2.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^a	9.7	5.6	4.9	4.2	2.7	3.2	3.5	4.3	4.6	4.6	3.5	3.1	2.5	2.3	2.1	2.1	1.4	1.2	1.9	1.9
Union européenne	11.5	8.5	7.3	5.8	3.8	3.5	3.9	5.0	5.2	5.6	4.5	4.1	3.3	3.1	2.8	2.0	1.6	1.6	2.1	2.1
Zone euro	10.3	8.5	7.0	5.3	3.0	2.9	3.2	4.4	4.2	4.7	4.3	4.0	3.2	2.9	2.5	1.8	1.3	1.4	2.0	2.0

a) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90.

Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 16. Prix à la consommation^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1970-80	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
États-Unis	7.8	10.3	6.1	3.2	4.3	3.5	1.9	3.7	4.1	4.8	5.4	4.2	3.0	3.0	2.6	2.8	2.9	2.3	1.6	2.2
Japon	9.0	4.9	2.7	1.9	2.3	2.0	0.6	0.1	0.7	2.3	3.1	3.3	1.7	1.2	0.7	-0.1	0.1	1.7	0.6	-0.3
Allemagne	5.1	6.3	5.2	3.3	2.4	2.1	-0.1	0.2	1.3	2.8	2.7	3.6	5.1	4.4	2.8	1.7	1.4	1.9	0.9	0.6
France	9.6	13.3	12.0	9.5	7.7	5.8	2.5	3.3	2.7	3.5	3.6	3.2	2.4	2.1	1.7	1.8	2.0	1.2	0.8	0.5
Italie ^b	13.8	18.0	16.5	14.6	10.8	9.2	5.8	4.7	5.1	6.3	6.5	6.3	5.3	4.6	4.1	5.2	4.0	2.0	2.0	1.7
Royaume-Uni	13.7	11.9	8.6	4.6	5.0	6.1	3.4	4.1	4.9	7.8	9.5	5.9	3.7	1.6	2.5	3.4	2.4	3.1	3.4	1.6
Canada	8.0	12.4	10.8	5.9	4.3	4.0	4.2	4.3	4.0	5.0	4.8	5.6	1.5	1.9	0.2	2.2	1.6	1.6	1.0	1.7
Total des pays ci-dessus	8.7	10.0	7.0	4.4	4.5	3.9	2.0	2.9	3.3	4.4	5.0	4.3	3.1	2.7	2.3	2.4	2.3	2.1	1.4	1.4
Australie	10.4	9.6	11.2	10.1	3.9	6.7	9.1	8.5	7.3	7.5	7.3	3.2	1.0	1.8	1.9	4.6	2.6	0.3	0.9	1.5
Autriche	6.2	6.8	5.4	3.3	5.7	3.2	1.7	1.5	1.9	2.6	3.3	3.3	4.0	3.6	3.0	2.2	1.5	1.3	0.9	0.6
Belgique	7.4	7.6	8.7	7.7	6.3	4.9	1.3	1.6	1.2	3.1	3.4	3.2	2.4	2.8	2.4	1.5	2.1	1.6	1.0	1.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10.0	9.1	8.8	8.5	10.7	2.1
Danemark	9.8	11.8	10.1	6.9	6.3	4.7	3.7	4.0	4.5	4.8	2.6	2.4	2.1	1.3	2.0	2.1	2.1	2.2	1.8	2.5
Finlande	11.1	11.3	9.6	8.4	7.1	5.2	2.9	4.1	5.1	6.6	6.1	4.3	2.9	2.2	1.1	0.8	0.6	1.2	1.4	1.2
Grèce	14.3	24.5	21.0	20.2	18.5	19.3	23.0	16.4	13.5	13.7	20.4	19.5	15.9	14.4	10.7	8.9	8.2	5.5	4.8	2.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.9	28.3	23.5	18.3	14.2	10.0
Islande ^c	32.8	50.6	50.0	85.2	28.9	32.5	21.2	17.8	25.7	20.8	15.9	6.8	3.7	4.1	1.5	1.7	2.3	1.8	1.7	3.4
Irlande	13.6	20.4	17.1	10.5	8.6	5.5	3.8	3.1	2.1	4.1	3.3	3.2	3.1	1.4	2.3	2.5	1.7	1.4	2.4	1.6
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.6	9.3	6.2	4.8	6.3	4.5	4.9	4.4	7.5	0.8
Luxembourg	6.6	8.1	9.4	8.7	6.4	4.1	0.3	-0.1	1.4	3.4	3.3	3.1	3.2	3.6	2.2	1.9	1.3	1.4	1.0	1.0
Mexique	16.5	28.0	59.0	102.3	65.3	57.8	86.2	131.8	114.2	20.0	26.7	22.7	15.5	9.8	7.0	35.0	34.4	20.6	15.9	16.6
Pays-Bas	7.3	6.7	5.9	2.7	3.3	2.3	0.1	-0.7	0.7	1.1	2.5	3.2	3.2	2.6	2.8	1.9	2.0	2.2	2.0	2.2
Nouvelle-Zélande	12.5	15.4	16.2	7.3	6.2	15.4	13.2	15.7	6.4	5.7	6.1	2.6	1.0	1.3	1.7	3.8	2.3	1.2	1.3	-0.1
Norvège	8.4	13.7	11.3	8.4	6.3	5.7	7.2	8.7	6.7	4.5	4.1	3.4	2.3	2.3	1.4	2.4	1.2	2.6	2.3	2.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	32.2	27.8	19.9	14.9	11.6	7.3
Portugal	19.1	20.0	22.7	25.1	28.9	19.6	11.8	9.4	9.7	12.6	13.4	10.5	9.4	6.7	5.4	4.2	3.1	2.3	2.8	2.3
Espagne	15.3	14.5	14.4	12.2	11.3	8.8	8.8	5.2	4.8	6.8	6.7	5.9	5.9	4.6	4.7	4.7	3.6	2.0	1.8	2.3
Suède	9.2	12.1	8.6	8.9	8.0	7.4	4.2	4.2	6.1	6.6	10.4	9.7	2.6	4.7	2.4	2.9	0.8	0.9	0.4	0.3
Suisse	5.0	6.5	5.7	2.9	2.9	3.4	0.8	1.4	1.9	3.2	5.4	5.9	4.0	3.3	0.9	1.8	0.8	0.5	0.0	0.8
Turquie ^d	33.4	37.6	29.1	31.4	48.4	45.0	34.6	38.9	68.8	63.3	60.3	66.0	70.1	66.1	105.2	89.1	80.4	85.7	84.6	64.9
Total des petits pays ci-dessus	14.5	17.5	22.4	29.7	23.6	21.1	24.5	33.1	33.0	14.9	15.2	14.6	12.7	10.9	15.3	17.9	16.0	13.6	12.9	10.0
Total de l'OCDE	9.7	11.3	9.6	8.7	7.8	6.8	5.8	8.0	8.4	6.2	6.9	6.2	5.0	4.3	5.0	5.6	5.1	4.5	3.8	3.2
<i>Pour mémoire</i>																				
Total de l'OCDE moins pays à forte inflation ^e	8.9	10.2	7.5	5.0	4.9	4.3	2.4	3.1	3.4	4.6	5.2	4.5	3.3	2.9	2.5	2.6	2.4	2.1	1.6	1.4
Union européenne	10.4	11.8	10.3	8.0	6.9	5.8	3.2	3.0	3.4	4.9	5.4	4.8	4.3	3.4	2.9	2.9	2.4	2.0	1.7	1.2

a) Les agrégats ont été calculés en utilisant des poids fondés sur les dépenses de consommation de 1997 exprimées en termes de parités de pouvoirs d'achat de la consommation privée.

b) Indices concernant les familles d'ouvriers et d'employés.

c) Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.

d) Jusqu'en 1981 : indice Istanbul (154 articles) ; depuis 1982, indice Turquie.

e) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90.

Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 17. **Marché du pétrole et autres matières premières**

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
Situation du marché du pétrole^a (en millions de barils par jour)																		
Demande																		
OCDE ^b	38.0	37.7	38.6	39.4	40.7	41.3	41.6	41.9	42.8	43.2	44.4	44.9	45.9	46.7	46.8	47.5	48.2	..
dont: Canada et États-Unis	19.3	19.3	19.6	20.1	20.8	21.0	20.7	20.4	20.8	21.1	21.7	21.6	22.2	22.7	23.1	23.8	24.1	..
Europe ^c	12.8	12.7	13.2	13.3	13.5	13.5	13.7	14.0	14.2	14.2	14.3	14.6	14.9	15.0	15.3	15.1	15.3	..
Pacifique	5.9	5.7	5.8	6.0	6.4	6.8	7.2	7.5	7.8	8.0	8.4	8.7	8.8	9.0	8.4	8.6	8.8	..
Non-OCDE ^d	22.0	22.4	23.2	23.9	24.4	24.8	24.9	25.0	24.6	24.5	24.2	25.1	25.9	27.1	27.1	27.5	28.3	..
Total	60.0	60.2	61.9	63.3	65.1	66.1	66.5	66.9	67.4	67.7	68.6	70.0	71.8	73.8	73.9	75.0	76.5	..
Offre																		
OCDE ^b	19.8	20.1	19.7	19.8	19.6	18.9	19.0	19.5	19.8	20.0	20.8	21.1	21.7	22.1	21.9	21.4	22.2	..
Total OPEP	18.8	17.6	19.9	19.7	21.8	23.8	25.1	25.3	26.5	27.0	27.3	27.6	28.4	30.0	30.8	29.5	29.4	..
Ex-URSS	12.3	12.0	12.3	12.5	12.5	12.2	11.5	10.4	8.9	8.0	7.3	7.1	7.1	7.2	7.3	7.5	7.7	..
Autres non-OCDE ^d	8.9	9.6	10.0	10.4	10.8	11.2	11.4	11.6	12.1	12.6	13.2	14.3	14.8	15.2	15.5	15.7	15.8	..
Total	59.8	59.3	62.0	62.4	64.8	66.1	66.9	66.8	67.2	67.5	68.6	70.1	72.1	74.4	75.5	74.1	75.3	..
Commerce																		
Importations nettes de l'OCDE ^b	18.4	17.4	19.3	19.9	20.9	22.5	22.9	22.3	23.1	23.4	23.8	23.4	24.2	24.9	25.3	25.3	25.9	..
Exportations nettes de l'ex-URSS	3.3	3.0	3.4	3.6	3.6	3.5	3.1	2.2	1.9	2.1	2.4	2.4	2.7	2.9	3.2	3.5	3.8	..
Exportations nettes des autres non-OCDE ^d	15.1	14.3	15.9	16.3	17.3	19.0	19.8	20.1	21.2	21.4	21.4	21.1	21.5	22.0	22.1	21.8	22.1	..
Prix^{e,f}																		
Prix à l'importation de l'OCDE du pétrole brut (caf, \$ par baril)	29.0	27.5	15.0	17.9	14.9	17.5	22.3	19.3	18.4	16.4	15.6	17.2	20.5	19.1	12.6	17.3	25.2	22.7
Prix des autres matières premières^{e,f} (indices de prix en US\$)																		
Produits alimentaires et boissons tropicales	108	94	97	80	94	88	79	74	72	73	98	100	99	104	91	74	69	70
dont: Produits alimentaires	110	87	73	71	99	96	85	83	87	88	95	100	118	104	91	77	75	76
Boissons tropicales	106	98	114	86	90	82	75	68	62	63	100	100	86	103	91	72	66	66
Matières premières agricoles	57	50	58	72	80	82	90	78	79	75	86	100	86	83	71	71	83	88
Minéraux, minerais et métaux	74	69	69	78	112	107	99	88	85	74	85	100	90	91	78	75	90	95
Total	75	67	71	76	94	92	90	80	79	74	89	100	90	91	78	73	82	85
Pour mémoire																		
Prix à l'exportation des biens manufacturés de l'OCDE (indice en US\$)	60	59	70	79	84	84	91	90	93	89	92	100	96	89	86	83	79	79

a) Données fondées sur les publications de l'AIE, *Oil Market Report*, AVRIL 2000 ; *Annual Statistical Supplement*, août 1999.

b) A l'exclusion de la Corée, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne et de la République tchèque.

c) Pays de l'Union européenne ainsi que l'Islande, la Norvège, la Suisse et la Turquie.

d) Y compris la Corée, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la République tchèque.

e) Les indices jusqu'à 1999 sont fondés sur les données établies par l'AIE pour le pétrole et par l'Institut pour la recherche économique de Hambourg pour les prix des autres matières premières ; estimations et prévisions de l'OCDE de 2000 à 2001.

f) Par hypothèse technique, les prix sont supposés varier comme les prix des exportations de biens manufacturés de l'OCDE pour 2001.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 18. Population active
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	1996 Population active (milliers)	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis ^a	133 945	1.2	1.8	1.7	2.1	1.7	1.5	1.8	1.6	0.4	1.4	0.8	1.4	1.0	1.2	1.8	1.0	1.2	1.8	1.2
Japon	67 116	2.0	0.7	0.6	1.0	1.0	1.4	1.7	1.8	1.9	1.1	0.6	0.5	0.3	0.7	1.1	0.1	-0.2	0.0	0.3
Allemagne	39 649	0.2	0.2	0.8	1.0	0.7	0.8	0.7	2.2	1.7	-0.5	-0.2	0.2	-0.4	0.1	0.3	-0.2	-0.1	-0.1	0.0
France	25 621	0.0	0.6	0.5	0.6	0.5	0.5	0.8	0.3	0.6	0.4	0.3	0.7	0.1	1.0	0.7	0.4	1.2	0.9	0.8
Italie	22 604	1.0	1.1	0.4	1.8	0.1	0.8	-0.4	0.0	0.1	-0.8	-1.6	-0.5	0.0	0.5	0.5	1.2	0.8	0.9	0.8
Royaume-Uni	28 753	0.4	2.2	1.3	0.3	0.9	1.5	0.5	0.1	-0.5	0.1	-0.3	-0.1	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.7	0.6
Canada	14 902	1.5	2.0	2.1	1.9	1.9	2.0	1.8	0.7	0.6	0.2	1.0	0.8	0.9	1.0	1.7	1.8	2.0	1.6	1.5
Total des pays ci-dessus	332 590	1.1	1.3	1.2	1.4	1.2	1.3	1.3	1.3	0.8	0.7	0.3	0.7	0.5	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	0.8
Australie	9 166	1.3	1.8	2.7	3.5	2.2	2.6	3.6	2.4	0.6	0.7	0.6	1.7	2.8	1.3	0.9	1.2	1.0	1.4	1.6
Autriche	4 134	-0.6	0.0	0.5	0.7	0.3	0.4	1.2	2.3	2.3	1.6	0.4	0.0	-0.3	-0.2	0.6	1.0	1.0	1.1	0.9
Belgique	4 185	-0.2	0.1	-0.3	0.5	0.3	0.5	-0.4	0.0	0.0	0.2	1.0	1.0	0.6	0.2	0.5	1.3	0.3	0.6	0.8
République tchèque	5 116	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	0.6	0.0	0.3	0.4	0.2	0.1	0.0
Danemark	2 819	1.0	1.3	1.4	1.3	0.8	0.2	0.1	-0.5	0.3	0.0	-0.3	-0.5	-1.3	-0.3	1.1	0.7	-0.2	0.7	0.7
Finlande	2 490	0.6	0.7	0.8	0.1	-0.6	0.9	0.5	-0.1	-1.6	-1.8	-0.9	-0.5	0.7	0.4	-0.2	1.0	1.9	1.1	0.9
Grèce ^a	4 219	3.4	0.7	0.6	-0.1	-0.1	2.0	0.2	0.8	-1.7	2.5	2.1	1.8	1.3	-0.7	-0.4	4.7	0.8	0.8	0.8
Hongrie	3 957	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.6	-2.5	-0.9	-1.0	0.4	2.1	2.0	1.8
Islande	132	1.2	1.7	3.2	2.8	5.8	-2.8	-0.4	-0.9	-0.3	0.1	0.6	0.9	1.1	1.6	1.3	2.2	1.8	1.2	1.2
Irlande	1 508	0.8	0.0	-0.4	0.5	0.8	-0.7	-1.4	1.0	2.2	2.6	2.0	2.0	2.4	3.3	2.1	6.9	3.5	3.5	3.5
Corée	21 188	0.6	-0.8	4.0	3.4	4.7	2.6	4.1	2.9	2.8	2.0	1.9	2.6	2.3	1.9	2.0	-1.0	0.9	1.8	1.6
Luxembourg	174	-0.1	0.6	-0.2	1.0	1.5	1.2	1.3	1.3	1.5	0.4	0.2	1.5	1.2	1.3	1.2	1.6	2.3	2.0	1.9
Mexique ^a	16 392	..	..	..	..	..	4.3	2.9	1.7	5.4	4.5	4.7	1.2	4.7	4.1	11.3	4.3	2.5	2.5	2.6
Pays-Bas	6 628	1.4	0.1	-0.2	1.6	1.2	2.0	1.0	2.0	2.0	1.6	1.9	1.0	1.9	1.6	2.2	1.8	1.9	1.8	1.8
Nouvelle-Zélande	1 842	0.7	1.9	2.5	0.1	0.9	-1.6	-1.0	1.6	1.5	0.9	1.7	3.1	3.1	3.5	1.0	0.3	0.8	1.3	1.3
Norvège	2 240	0.9	1.0	1.7	2.9	2.0	0.5	-1.3	-0.6	-0.7	0.2	0.0	1.0	1.7	2.4	2.1	1.6	0.5	0.4	0.4
Pologne	17 504	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.7	0.4	-1.2	0.4	0.1	2.1	0.8	0.8
Portugal ^a	4 550	4.5	0.7	-0.3	0.1	1.0	1.2	1.5	1.8	2.4	0.7	-0.6	1.3	-0.2	0.6	1.3	2.7	1.1	1.1	1.1
Espagne ^a	15 950	1.1	0.6	0.8	1.7	2.4	1.6	1.3	1.4	0.4	0.5	1.1	1.0	0.5	0.9	1.1	0.9	1.0	0.9	0.9
Suède	4 311	0.4	0.4	-0.5	0.4	0.6	1.0	1.2	1.1	-0.7	-1.9	-2.7	-1.2	1.3	-0.2	-1.1	-0.2	1.2	1.0	0.8
Suisse	3 981	0.5	1.2	1.8	2.1	2.4	2.5	2.5	3.2	2.4	-0.2	1.1	-0.1	-0.2	0.7	0.2	-0.1	-0.5	0.5	1.1
Turquie ^a	22 919	1.8	1.4	1.2	2.7	2.8	1.6	2.8	1.1	1.6	0.3	-0.2	3.2	2.3	1.1	-2.1	2.7	3.3	2.0	2.0
Total des petits pays	155 403	1.2	0.6	1.4	1.9	2.2	1.9	2.1	1.6	1.7	1.2	1.2	0.7	1.6	1.0	1.6	1.4	1.6	1.5	1.5
Total de l'OCDE	487 992	1.1	1.1	1.2	1.6	1.4	1.5	1.5	1.4	1.0	0.8	0.6	0.7	0.8	0.9	1.3	0.9	1.0	1.1	1.0
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	167 593	0.6	0.8	0.6	0.9	0.7	1.0	0.6	0.9	0.5	0.0	-0.1	0.3	0.2	0.5	0.6	0.8	0.7	0.7	0.7
Zone euro	127 543	0.6	0.5	0.5	1.1	0.7	0.8	0.6	1.1	0.9	0.0	0.0	0.4	0.1	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7

a) Pour information sur les ruptures de série, les rebasements et autres sources et définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 19. Taux d'activité de la population active

	Moyenne 1972-82	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis ^a	68.9	71.7	72.3	72.8	73.6	74.3	74.9	75.8	76.5	76.2	76.6	76.6	76.9	76.9	77.0	77.7	77.7	78.0	78.6	78.7
Japon	71.3	72.8	72.5	72.3	72.2	72.3	72.5	73.1	74.1	75.2	75.7	76.0	76.4	76.5	77.0	78.0	78.2	78.1	78.3	78.7
Allemagne	68.3	67.3	67.0	67.4	68.0	68.4	68.7	68.6	69.1	72.3	72.0	71.6	71.6	71.2	71.1	71.3	71.2	71.1	71.1	71.1
France	68.1	66.9	66.6	66.4	66.5	66.5	66.4	66.6	66.5	66.7	66.7	66.6	66.9	66.7	67.1	67.3	67.4	68.0	68.4	68.6
Italie	59.7	59.7	59.5	59.2	60.2	60.0	60.3	59.9	59.6	59.5	59.0	57.9	57.4	57.4	57.7	58.0	58.8	59.3	60.0	60.6
Royaume-Uni	73.7	73.1	74.0	74.8	74.8	75.2	76.3	76.6	76.5	76.0	76.0	75.6	75.4	75.3	75.3	75.3	75.3	75.6	75.8	76.0
Canada	69.5	73.6	74.2	75.1	75.8	76.5	77.3	77.8	77.7	77.2	76.4	76.1	76.0	75.8	75.6	75.9	76.3	76.9	77.2	77.5
Total des pays ci-dessus	68.9	70.1	70.3	70.6	71.1	71.5	71.9	72.4	72.9	73.2	73.4	73.3	73.4	73.3	73.6	74.1	74.2	74.5	74.9	75.1
Australie	70.1	69.8	69.9	70.6	71.7	71.9	72.4	73.6	74.3	74.0	73.7	73.5	74.0	75.2	75.2	74.8	74.6	74.4	74.5	74.8
Autriche	78.5	75.2	74.5	74.4	74.8	74.8	75.0	75.7	76.5	77.3	78.1	77.1	76.8	76.5	76.2	76.5	77.0	77.5	78.0	78.2
Belgique	62.0	61.3	60.9	60.7	60.9	61.0	61.1	60.9	60.9	60.9	61.0	61.5	62.0	62.3	62.4	62.7	63.5	63.7	64.0	64.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	80.9	81.1	81.1	80.7	80.7	80.6	80.4	80.3	80.3
Danemark	79.0	81.4	82.2	83.0	83.7	84.1	84.0	83.8	83.1	83.0	82.7	82.2	81.6	80.2	79.6	80.3	80.7	80.5	80.9	81.4
Finlande	73.6	76.5	76.6	76.9	76.9	76.4	77.0	77.4	77.2	75.5	73.9	73.0	72.4	72.8	72.9	72.5	72.9	74.0	74.7	75.2
Grèce ^a	56.7	59.9	59.8	59.6	59.1	58.7	59.5	59.2	59.2	57.3	58.1	58.9	59.6	60.1	59.6	59.2	61.6	61.9	62.2	62.5
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	61.8	59.0	57.6	57.1	56.6	57.0	58.4	59.4	60.4
Islande	73.4	77.3	77.6	79.3	80.8	84.2	80.2	78.9	77.5	76.2	75.5	75.4	75.4	75.7	76.3	76.6	77.1	77.5	77.9	78.2
Irlande	62.7	62.7	62.0	61.3	61.4	61.6	61.0	60.3	60.8	61.2	61.9	62.4	62.7	63.1	64.1	64.2	67.2	68.1	69.2	70.6
Corée	..	59.3	57.4	58.3	58.9	60.3	60.5	61.9	62.5	63.3	63.6	64.0	64.6	65.2	65.5	65.9	64.5	64.2	64.5	64.8
Luxembourg	..	60.6	60.7	60.2	60.4	60.9	61.3	61.7	61.7	62.1	61.8	61.3	61.7	61.7	62.3	62.4	62.8	63.3	63.7	64.2
Mexique ^a	..	..	..	..	..	51.1	51.6	51.8	51.8	53.3	53.8	55.2	54.7	55.4	55.4	56.2	56.5	56.8	57.0	57.3
Pays-Bas	58.6	57.4	56.8	56.0	56.4	56.5	57.2	57.4	58.2	59.0	59.6	60.5	60.8	61.7	62.5	63.7	64.5	65.5	66.4	67.2
Nouvelle-Zélande	65.6	65.3	65.5	66.5	66.2	66.1	64.6	63.5	63.8	63.8	63.3	63.3	64.1	64.9	65.8	65.6	65.2	65.3	65.5	65.6
Norvège	73.0	76.5	76.7	77.5	79.2	80.3	80.1	78.7	78.0	77.1	76.9	76.5	76.8	77.7	79.2	80.4	81.1	81.2	81.2	81.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	72.8	69.6	69.4	68.2	68.0	67.5	68.6	68.8	69.0
Portugal ^a	62.2	64.4	64.3	63.8	63.6	64.1	64.7	65.5	66.5	67.8	68.0	67.2	67.8	67.4	67.6	68.2	70.1	70.6	71.1	71.6
Espagne ^a	61.4	59.4	59.1	58.8	58.9	59.8	60.4	60.4	60.9	60.9	60.9	61.2	61.5	61.5	61.8	62.3	63.0	63.9	64.4	64.9
Suède	78.9	81.3	81.4	81.0	81.2	81.5	82.0	82.5	82.9	82.0	80.1	77.6	76.3	76.9	76.5	75.5	75.2	75.9	76.4	76.8
Suisse	75.0	74.4	74.7	75.5	76.5	77.7	79.0	80.5	82.3	83.3	82.4	82.8	82.1	81.8	82.2	82.3	82.1	81.3	81.3	81.8
Turquie ^a	73.6	67.2	66.0	64.6	64.4	64.3	63.4	63.3	62.0	61.3	59.9	58.2	58.5	58.4	57.6	55.2	55.3	55.7	55.5	55.2
Total des petits pays	67.6	65.0	64.3	64.1	64.4	63.0	63.2	63.5	63.6	63.7	63.5	64.8	64.5	64.7	64.4	64.2	64.2	64.6	64.8	65.0
Total de l'OCDE	68.6	68.8	68.7	68.9	69.3	69.0	69.3	69.7	70.1	70.4	70.4	70.4	70.4	70.3	70.4	70.6	70.7	71.0	71.3	71.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	66.6	66.0	65.9	65.9	66.2	66.5	66.9	66.9	67.1	67.8	67.7	67.3	67.3	67.2	67.3	67.6	68.0	68.4	68.8	69.1
Zone euro	64.8	64.0	63.6	63.5	63.9	64.1	64.4	64.4	64.6	65.9	65.8	65.4	65.5	65.4	65.6	65.9	66.4	66.8	67.2	67.6

^a) Pour information sur les ruptures de série, les rebasements et autres sources et définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 20. Emploi
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	1996 Emploi (milliers)	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis ^a	126 715	1.3	4.1	2.0	2.3	2.6	2.3	2.0	1.3	-0.9	0.7	1.5	2.3	1.5	1.4	2.2	1.5	1.5	2.1	1.0
Japon	64 865	1.7	0.6	0.7	0.8	1.0	1.7	2.0	2.0	1.9	1.1	0.2	0.1	0.1	0.4	1.1	-0.7	-0.8	-0.1	0.3
Allemagne	36 151	-1.4	0.2	0.7	1.4	0.7	0.8	1.5	3.0	2.5	-1.6	-1.5	-0.3	-0.1	-0.8	-0.8	0.4	0.3	0.5	0.9
France	22 464	-0.2	-0.9	-0.1	0.5	0.4	1.0	1.5	0.8	0.0	-0.6	-1.2	0.1	0.8	0.1	0.5	1.1	2.0	2.3	2.0
Italie	19 951	0.1	0.3	0.3	0.4	-0.3	0.5	-0.1	1.2	0.7	-1.0	-3.1	-1.6	-0.6	0.5	0.4	1.1	1.2	1.5	1.3
Royaume-Uni	26 455	-0.5	2.0	1.1	0.1	2.6	4.3	2.4	0.3	-3.0	-2.1	-0.4	1.0	1.2	1.1	1.6	1.2	1.0	0.9	0.5
Canada	13 464	0.6	2.7	3.0	3.0	2.7	3.2	2.1	0.0	-1.8	-0.7	0.8	2.0	1.9	0.8	2.3	2.6	2.8	2.5	1.6
Total des pays ci-dessus	310 066	0.7	2.0	1.3	1.4	1.7	2.0	1.8	1.4	0.0	0.0	0.1	1.0	0.8	0.8	1.4	0.9	0.9	1.3	0.9
Australie	8 393	-1.8	2.9	3.5	3.6	2.2	3.7	4.7	1.5	-2.1	-0.7	0.4	3.1	4.2	1.3	0.8	1.8	1.9	1.9	1.9
Autriche	3 906	-1.2	-0.1	0.2	0.4	0.0	0.6	1.5	1.9	1.9	1.5	-0.3	0.2	-0.4	-0.6	0.5	0.9	1.4	1.4	1.4
Belgique	3 777	-1.3	0.0	0.5	0.6	0.6	1.7	1.2	0.9	0.1	-0.5	-0.7	-0.3	0.7	0.4	0.8	1.2	0.9	1.4	1.4
République tchèque	4 915	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	0.9	0.1	-0.6	-1.4	-2.3	-1.5	-0.2
Danemark	2 573	0.3	1.7	2.5	2.6	0.9	-0.6	-0.7	-0.8	-0.6	-0.9	-1.5	-0.4	0.7	1.4	2.2	2.1	0.8	0.8	0.8
Finlande	2 127	0.6	1.0	1.0	-0.3	-0.3	1.8	1.6	-0.1	-5.2	-7.1	-6.1	-0.8	2.2	1.4	2.0	2.4	3.3	2.3	1.8
Grèce ^a	3 805	1.1	0.4	1.0	0.4	-0.1	1.6	0.4	1.3	-2.3	1.5	0.9	1.9	0.9	-0.5	-0.3	3.4	1.0	1.2	1.4
Hongrie	3 557	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.4	-1.9	-0.5	0.3	1.5	3.1	2.7	2.0
Islande	127	0.9	1.5	3.6	3.1	6.0	-3.0	-1.4	-1.1	-0.1	-1.4	-0.8	0.5	0.9	2.3	1.8	3.4	2.7	1.4	1.0
Irlande	1 331	-2.1	-1.8	-2.5	0.5	0.6	0.3	-0.1	3.3	-0.1	3.1	1.5	3.2	5.4	3.9	3.6	10.2	5.8	5.6	3.8
Corée	20 764	0.9	-0.5	3.7	3.6	5.5	3.2	4.1	3.0	2.9	1.9	1.5	3.0	2.7	1.9	1.4	-5.3	1.5	3.7	2.1
Luxembourg	220	-0.3	0.6	1.4	2.5	2.1	3.0	3.5	4.1	4.1	2.5	1.7	2.6	2.6	2.7	3.2	4.3	5.0	4.6	4.3
Mexique ^a	15 492	..	..	..	..	..	4.7	3.6	1.9	5.5	4.2	4.1	0.9	1.9	5.0	13.3	4.9	3.2	2.6	2.6
Pays-Bas	6 187	-1.3	0.5	1.3	2.5	1.6	2.3	1.8	3.0	2.6	1.6	0.7	-0.1	2.4	2.0	3.4	3.3	3.0	2.5	2.2
Nouvelle-Zélande	1 729	-1.0	2.7	3.5	-0.4	0.8	-3.1	-2.6	0.9	-1.3	0.8	2.6	4.7	5.2	3.7	0.4	-0.6	1.5	2.0	1.4
Norvège	2 131	0.1	1.3	2.3	3.5	1.9	-0.6	-3.0	-0.9	-1.0	-0.3	0.0	1.5	2.2	2.5	3.0	2.5	0.5	0.1	0.3
Pologne	14 997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-5.5	1.9	-0.2	3.7	1.9	-0.2	-0.5	0.8
Portugal ^a	4 218	4.3	0.0	-0.4	0.2	2.6	2.6	2.2	2.2	3.0	0.9	-2.0	-0.1	-0.6	0.5	1.9	4.6	1.8	1.5	1.3
Espagne ^a	12 408	-1.1	-1.8	-0.9	2.2	3.1	2.9	4.1	2.6	0.2	-1.9	-4.3	-0.9	1.8	1.5	2.9	3.4	4.6	3.1	2.4
Suède	3 964	0.1	0.7	-0.3	0.7	1.0	1.4	1.5	1.0	-2.0	-4.3	-5.8	-0.9	1.6	-0.6	-1.1	1.5	2.2	1.9	1.4
Suisse	3 813	0.0	1.0	2.0	2.3	2.5	2.6	2.7	3.2	1.9	-1.6	-0.8	-0.3	0.3	0.3	-0.3	1.2	0.6	1.2	1.2
Turquie ^a	21 537	1.0	1.6	1.7	1.9	2.3	1.5	2.6	1.7	1.7	0.2	0.2	2.8	3.7	2.0	-2.5	2.8	2.2	2.1	2.0
Total des petits pays	141 919	0.1	0.4	1.5	2.0	2.4	2.3	2.7	2.0	1.3	0.4	-0.1	0.4	2.1	1.5	2.3	1.5	1.9	2.0	1.8
Total de l'OCDE	451 985	0.5	1.6	1.3	1.6	1.9	2.1	2.0	1.5	0.3	0.1	0.1	0.8	1.2	1.0	1.7	1.1	1.3	1.5	1.2
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	149 487	-0.5	0.2	0.4	0.8	1.1	1.8	1.6	1.5	0.1	-1.2	-1.7	-0.2	0.6	0.4	0.8	1.5	1.6	1.5	1.3
Zone euro	112 741	-0.5	-0.3	0.2	1.0	0.8	1.2	1.5	1.9	1.0	-1.0	-2.0	-0.5	0.4	0.2	0.6	1.5	1.7	1.7	1.6

a) Pour information sur les ruptures de série, les rebasements et autres sources et définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 21. Taux de chômage : définitions courantes

	1996 Chômage (milliers)	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis ^a	7 229	9.6	7.5	7.2	7.0	6.2	5.5	5.3	5.6	6.8	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.2
Japon	2 251	2.7	2.7	2.6	2.8	2.8	2.5	2.3	2.1	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.8	4.8
Allemagne	3 498	7.9	7.9	8.0	7.7	7.6	7.6	6.9	6.2	5.5	6.6	7.8	8.3	8.1	8.8	9.8	9.3	9.0	8.5	7.7
France	3 157	8.3	9.7	10.2	10.4	10.5	10.0	9.3	8.9	9.4	10.4	11.7	12.2	11.6	12.3	12.4	11.8	11.1	9.8	8.8
Italie	2 653	7.7	8.5	8.6	9.9	10.2	10.5	10.2	9.1	8.6	8.8	10.2	11.2	11.7	11.7	11.8	11.9	11.5	11.0	10.5
Royaume-Uni	2 298	11.2	11.4	11.6	11.8	10.2	7.8	6.1	5.9	8.2	10.2	10.3	9.4	8.6	8.0	6.9	6.2	5.9	5.7	5.8
Canada	1 437	11.9	11.3	10.5	9.6	8.8	7.8	7.5	8.1	10.3	11.2	11.4	10.3	9.4	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	6.6
Total des pays ci-dessus	22 524	8.0	7.4	7.3	7.3	6.8	6.2	5.7	5.6	6.3	7.0	7.2	7.0	6.7	6.8	6.6	6.4	6.2	5.8	5.7
Australie	774	9.9	8.9	8.2	8.1	8.1	7.1	6.1	7.0	9.5	10.7	10.9	9.7	8.5	8.4	8.5	8.0	7.2	6.7	6.4
Autriche	228	3.4	3.5	3.7	4.0	4.3	4.1	3.8	4.2	4.5	4.7	5.3	5.2	5.2	5.5	5.6	5.7	5.3	5.0	4.5
Belgique	407	11.0	11.1	10.4	10.3	10.0	9.0	7.5	6.7	6.6	7.2	8.8	10.0	9.9	9.7	9.4	9.5	9.0	8.3	7.8
République tchèque	201	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.3	4.4	4.1	3.9	4.8	6.5	8.8	10.2	10.5
Danemark	246	10.3	9.9	8.9	7.7	7.7	8.4	9.2	9.4	10.3	11.0	12.1	12.0	10.2	8.7	7.7	6.4	5.5	5.4	5.4
Finlande	363	5.4	5.2	5.0	5.4	5.1	4.2	3.1	3.2	6.6	11.7	16.3	16.6	15.4	14.6	12.7	11.4	10.2	9.2	8.5
Grèce ^a	414	7.9	8.1	7.8	7.4	7.4	7.7	7.5	7.0	7.7	8.7	9.7	9.6	10.0	9.8	9.7	10.9	10.7	10.3	9.8
Hongrie	400	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.1	11.0	10.4	10.1	8.9	8.0	7.1	6.5	6.2
Islande	6	1.0	1.3	0.9	0.6	0.4	0.6	1.7	1.8	1.5	3.0	4.4	4.8	5.0	4.4	3.9	2.8	1.9	1.7	1.9
Irlande	176	14.0	15.5	17.4	17.4	17.5	16.7	15.6	13.7	15.7	15.3	15.7	14.7	12.2	11.7	10.4	7.6	5.5	3.6	3.3
Corée	424	4.1	3.8	4.0	3.8	3.1	2.5	2.6	2.4	2.3	2.4	2.8	2.4	2.0	2.0	2.6	6.8	6.3	4.5	4.1
Luxembourg	6	1.6	1.7	1.7	1.5	1.7	1.6	1.4	1.3	1.4	1.6	2.1	2.7	3.0	3.3	3.3	3.1	2.9	2.8	2.7
Mexique ^a	900	6.1	5.6	4.4	4.3	3.9	3.5	2.9	2.7	2.6	2.8	3.4	3.7	6.3	5.5	3.7	3.2	2.5	2.4	2.4
Pays-Bas	441	11.0	10.6	9.2	8.4	8.0	7.7	6.9	6.0	5.4	5.4	6.6	7.6	7.1	6.6	5.5	4.2	3.2	2.5	2.1
Nouvelle-Zélande	113	5.3	4.5	3.5	4.0	4.1	5.6	7.1	7.8	10.3	10.3	9.5	8.1	6.3	6.1	6.6	7.5	6.8	6.1	6.0
Norvège	108	3.4	3.2	2.6	2.0	2.1	3.2	4.9	5.2	5.5	5.9	6.0	5.4	4.9	4.8	4.0	3.2	3.2	3.5	3.6
Pologne	2 507	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14.9	16.5	15.2	14.3	11.5	10.0	12.0	13.1	13.1
Portugal ^a	331	8.1	8.8	8.9	8.8	7.3	6.0	5.3	4.9	4.3	4.1	5.5	6.9	7.2	7.3	6.8	5.0	4.4	4.1	4.0
Espagne ^a	3 542	17.7	19.6	20.9	20.5	20.0	19.0	16.7	15.7	15.8	17.9	22.2	23.7	22.7	22.2	20.8	18.8	15.9	14.1	12.9
Suède	347	3.5	3.1	2.8	2.5	2.1	1.7	1.5	1.7	3.0	5.3	8.2	8.0	7.7	8.0	8.0	6.5	5.6	4.8	4.3
Suisse	169	0.9	1.1	1.0	0.8	0.7	0.6	0.5	1.1	2.5	4.5	4.7	4.2	4.7	4.2	5.2	3.9	2.7	2.0	1.8
Turquie ^a	1 382	7.8	7.7	7.2	8.0	8.4	8.5	8.7	8.1	7.9	8.1	7.8	8.1	6.9	6.0	6.4	6.3	7.3	7.2	7.2
Total des petits pays	13 483	8.5	8.6	8.5	8.4	7.8	7.4	6.8	6.5	6.8	7.5	9.3	9.6	9.1	8.7	8.0	7.9	7.6	7.1	6.8
Total de l'OCDE	36 007	8.1	7.7	7.6	7.6	7.1	6.5	6.0	5.9	6.5	7.1	7.9	7.8	7.5	7.4	7.0	6.9	6.6	6.3	6.1
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	18 106	9.5	10.0	10.2	10.3	10.0	9.3	8.4	7.8	8.1	9.2	10.7	11.1	10.7	10.8	10.6	10.0	9.2	8.5	7.9
Zone euro	14 803	9.3	10.0	10.3	10.4	10.4	10.1	9.2	8.5	8.2	9.1	10.9	11.6	11.3	11.6	11.6	10.9	10.1	9.2	8.5

a) Pour information sur les ruptures de série, les rebasements et autres sources et définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 22. **Taux de chômage standardisés^a**

En pourcentage de la population active civile

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
États-Unis	7.6	9.7	9.6	7.5	7.2	7.0	6.2	5.5	5.3	5.6	6.8	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2
Japon	2.2	2.4	2.7	2.7	2.6	2.8	2.8	2.5	2.3	2.1	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7
Allemagne ^b	4.0	5.7	6.9	7.1	7.2	6.5	6.3	6.2	5.6	4.8	4.2	4.5	7.9	8.4	8.2	8.9	9.9	9.4	8.7
France	..	7.7	8.1	9.7	10.2	10.3	10.4	9.9	9.4	9.0	9.5	10.4	11.7	12.3	11.7	12.4	12.3	11.8	11.3
Italie	..	6.4	7.5	8.0	8.3	9.0	9.7	9.8	9.8	9.0	8.6	8.8	10.2	11.2	11.6	11.7	11.7	11.9	11.4
Royaume-Uni	..	10.3	11.1	11.2	11.5	11.6	10.6	8.7	7.3	7.1	8.9	10.0	10.5	9.6	8.7	8.2	7.0	6.3	6.1
Canada	7.6	11.0	11.9	11.3	10.7	9.6	8.8	7.8	7.5	8.1	10.3	11.2	11.4	10.4	9.4	9.6	9.1	8.3	7.6
Total des pays ci-dessus	6.2	7.5	7.8	7.2	7.1	7.1	6.7	6.0	5.6	5.6	6.3	6.8	7.2	7	6.7	6.8	6.6	6.4	6.2
Australie	5.8	7.2	10.0	9.0	8.3	8.1	8.1	7.2	6.2	6.9	9.6	10.8	10.9	9.7	8.5	8.5	8.5	8.0	7.2
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.0	3.8	3.9	4.3	4.4	4.5	3.7
Belgique	9.5	10.1	11.0	11.1	10.4	10.3	10.0	9.0	7.5	6.7	6.6	7.2	8.8	10.0	9.9	9.7	9.4	9.5	9.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.4	4.4	4.1	3.9	4.8	6.5	8.8
Danemark	..	8.4	9.0	8.5	7.1	5.4	5.4	6.0	7.3	7.7	8.4	9.2	10.1	8.2	7.2	6.8	5.6	5.2	5.2
Finlande	5.7	6.1	6.1	5.9	6.0	6.7	4.9	4.2	3.1	3.2	6.6	11.6	16.4	16.7	15.2	14.5	12.6	11.4	10.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.9	12.1	11.0	10.4	10.1	8.9	8.0	7.1
Irlande	..	11.4	13.9	15.5	16.8	16.8	16.6	16.2	14.7	13.4	14.8	15.4	15.6	14.4	12.3	11.7	9.9	7.6	5.8
Luxembourg	..	3.0	3.5	3.1	2.9	2.6	2.5	2.0	1.8	1.7	1.7	2.1	2.6	3.2	2.9	3.0	2.7	2.7	2.3
Pays-Bas	6.8	8.1	9.7	9.3	8.3	8.3	8.1	7.6	6.9	6.2	5.8	5.6	6.6	7.1	6.9	6.3	5.2	4.0	3.3
Nouvelle-Zélande	3.6	3.5	5.7	5.7	4.2	4.0	4.1	5.6	7.1	7.8	10.3	10.3	9.5	8.2	6.3	6.1	6.7	7.4	6.8
Norvège	2.1	2.6	3.5	3.2	2.7	2.0	2.1	3.2	5.0	5.3	5.6	6.0	6.1	5.5	5.0	4.9	4.1	3.3	3.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14.0	14.4	13.3	12.3	11.2	10.6	..
Portugal	..	..	7.9	8.5	8.7	8.4	6.9	5.6	5.0	4.6	4.0	4.2	5.7	7.0	7.3	7.3	6.8	5.2	4.5
Espagne	13.3	14.9	17.5	20.2	21.6	21.2	20.6	19.5	17.2	16.3	16.4	18.4	22.7	24.1	22.9	22.2	20.8	18.8	15.9
Suède	2.5	3.3	3.7	3.3	2.9	2.7	2.2	1.8	1.5	1.7	3.1	5.6	9.1	9.4	8.8	9.6	9.9	8.3	7.2
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.0	3.1	4.0	3.8	3.5	3.9	4.2	3.5	..
Total de l'OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.2	8.1	7.7	7.7	7.4	7.1	6.8
<i>Pour mémoire</i>																			
Union européenne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.2	9.2	10.7	11.1	10.7	10.8	10.6	9.9	9.2
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.24	9.15	10.9	11.6	11.3	11.5	11.5	10.9	10.0

Note: Les chiffres concernant les pays de l'Union européenne sont calculés par Eurostat à partir de 1982 (1984 pour la Finlande). Avant ces dates, les chiffres publiés pour les pays de l'Union européenne sont des estimations de l'OCDE.

a) Voir les notes techniques dans la publication de l'OCDE *Les statistiques trimestrielles de la population active*.

b) Avant 1993, les données se réfèrent à l'Allemagne occidentale.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 23. **Population active, emploi et chômage**

Millions

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
Population active																			
Sept principaux pays	284.5	288.2	291.6	295.8	299.2	303.1	307.0	311.0	322.5	324.7	325.9	328.3	329.9	332.6	336.5	338.6	341.1	344.4	347.2
Total des petits pays ^a	93.9	94.5	95.8	97.6	111.6	113.7	116.1	117.9	119.9	121.3	150.4	151.5	153.8	155.4	157.8	160.0	162.6	165.0	167.4
Union européenne	147.9	149.1	150.1	151.5	152.6	154.1	155.0	156.3	166.2	166.2	166.1	166.5	166.8	167.6	168.5	169.8	171.1	172.3	173.4
Zone euro	110.1	110.6	111.2	112.4	113.3	114.2	114.9	116.1	126.3	126.3	126.2	126.7	126.8	127.5	128.4	129.3	130.3	131.2	132.1
Total de l'OCDE ^a	378.5	382.7	387.4	393.4	410.8	416.8	423.1	429.0	442.4	446.0	476.2	479.7	483.7	488.0	494.3	498.7	503.8	509.4	514.5
Emploi																			
Sept principaux pays	261.8	267.0	270.4	274.3	278.9	284.4	289.6	293.6	302.1	301.9	302.3	305.3	307.7	310.1	314.3	317.0	320.0	324.3	327.2
Total des petits pays ^a	85.9	86.3	87.6	89.4	102.9	105.3	108.2	110.3	111.7	112.2	136.3	136.9	139.8	141.9	145.2	147.4	150.3	153.3	156.0
Union européenne	133.9	134.2	134.7	135.8	137.3	139.7	142.0	144.1	152.8	150.9	148.3	148.0	149.0	149.5	150.6	152.9	155.3	157.6	159.7
Zone euro	99.8	99.5	99.7	100.7	101.5	102.7	104.3	106.3	115.9	114.8	112.5	112.0	112.5	112.7	113.5	115.2	117.2	119.1	120.9
Total de l'OCDE ^a	347.8	353.3	358.0	363.6	381.8	389.8	397.7	403.9	413.8	414.1	438.7	442.2	447.5	452.0	459.5	464.5	470.3	477.6	483.2
Chômage																			
Sept principaux pays	22.7	21.2	21.2	21.5	20.4	18.7	17.5	17.4	20.4	22.8	23.5	23.0	22.1	22.5	22.2	21.6	21.1	20.1	19.9
Total des petits pays ^a	8.0	8.2	8.2	8.2	8.7	8.4	7.9	7.7	8.1	9.1	14.0	14.6	14.1	13.5	12.6	12.6	12.3	11.7	11.4
Union européenne	14.0	15.0	15.4	15.6	15.3	14.4	13.0	12.2	13.4	15.3	17.7	18.5	17.8	18.1	17.9	16.9	15.8	14.6	13.7
Zone euro	10.2	11.1	11.5	11.7	11.8	11.5	10.6	9.9	10.3	11.5	13.7	14.7	14.3	14.8	15.0	14.2	13.1	12.1	11.2
Total de l'OCDE ^a	30.7	29.4	29.4	29.7	29.0	27.0	25.4	25.1	28.5	31.9	37.6	37.6	36.2	36.0	34.8	34.2	33.5	31.9	31.3

a) Les données agrégées contiennent le Mexique à partir de 1987. Le champ limité de l'enquête nationale sur l'emploi urbain mexicain introduit une distorsion éventuelle dans les agrégats à partir de cette date.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 26. Taux d'épargne des ménages^a

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis ^b	10.9	8.8	10.6	9.2	8.2	7.3	7.8	7.5	7.8	8.3	8.7	7.1	6.1	5.6	4.8	4.5	3.7	2.4	1.1	1.5
Japon	16.7	16.1	15.8	15.6	15.6	13.8	13.0	12.9	12.1	13.2	13.1	13.4	13.3	13.7	13.4	12.6	13.4	13.1	12.2	12.0
Allemagne ^b	10.9	9.0	9.5	9.5	10.4	13.6	16.0	14.1	16.1	12.2	12.0	11.8	11.0	10.3	9.9	9.5	9.1	8.6	8.4	8.8
France ^b	16.2	14.7	13.0	12.3	11.8	10.0	11.3	11.6	12.6	13.5	14.7	15.2	14.8	15.9	14.8	16.0	15.6	15.7	15.2	15.0
Italie ^b	22.5	24.7	22.8	21.0	20.2	19.5	18.4	17.0	18.4	18.7	18.4	17.2	17.2	16.6	16.0	14.6	13.4	12.7	12.7	12.7
Royaume-Uni ^b	10.8	8.7	10.1	9.6	7.9	5.8	4.1	5.9	7.7	9.7	11.8	11.2	9.6	10.5	9.7	9.6	6.3	6.2	6.1	6.2
Canada ^b	19.0	15.4	15.2	14.2	11.9	10.3	10.7	11.5	11.5	11.7	11.4	10.3	7.7	7.5	5.2	2.8	2.4	1.4	1.0	1.4
Australie	12.3	12.1	13.5	10.9	10.3	8.0	6.6	8.2	8.7	6.0	5.3	3.8	5.6	5.1	5.9	4.1	2.6	1.7	1.7	1.9
Belgique ^c	12.5	13.4	12.5	10.5	12.3	11.1	12.4	13.5	13.9	15.6	16.6	17.9	15.8	15.1	13.4	12.5	12.2	12.9	12.7	12.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.0	1.9	6.2	8.2	8.3	9.3	10.3	10.2	9.6
Danemark	..	..	..	..	..	..	7.6	8.6	11.4	11.1	9.9	8.6	4.5	7.1	5.6	4.8	5.7	5.1	5.0	5.1
Finlande	3.6	4.2	3.6	3.2	1.8	2.9	-0.5	0.3	2.9	7.8	10.1	7.6	2.7	6.0	2.0	4.4	3.9	4.6	3.8	3.6
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.1	10.0	4.2	7.2	13.6	16.7	17.5	17.7	18.2
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	16.4	14.7	15.5	13.7	11.9	12.7	10.0	8.3	9.8	11.0	9.8	11.8	7.8	9.9	9.1	11.7	11.7	11.3	11.7	11.6
Corée	11.0	10.8	13.7	13.5	18.5	21.8	23.4	21.7	19.8	21.9	20.2	18.6	17.9	17.9	17.3	17.6	16.7	16.6	17.1	17.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas ^d	9.5	5.7	5.5	5.5	8.3	8.4	8.2	10.1	11.9	7.2	8.4	6.8	7.1	6.5	5.7	5.7	4.2	2.8	2.4	3.7
Nouvelle-Zélande	9.0	6.9	6.6	5.7	4.4	7.2	5.8	5.5	3.3	5.5	3.3	3.4	0.5	0.5	0.4	1.3	1.6	0.4	0.3	0.6
Norvège	4.4	4.2	5.0	-1.8	-4.7	-4.6	-1.2	1.1	2.2	4.2	5.9	6.9	5.9	5.7	4.7	4.8	6.6	6.7	6.6	6.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	24.1	22.4	23.2	24.3	21.8	21.4	16.4	15.1	16.4	17.0	14.8	12.6	10.2	10.3	10.2	10.4	10.6	9.5	8.7	8.2
Espagne ^b	12.2	11.8	10.9	10.6	12.1	10.6	11.0	10.0	11.8	12.7	11.2	13.9	11.4	13.4	12.6	11.4	11.1	10.2	10.0	10.0
Suède	3.2	4.0	3.7	3.9	2.9	-1.2	-3.2	-3.2	1.0	4.7	9.2	9.7	9.3	6.9	5.1	2.0	2.4	1.6	1.0	0.2
Suisse	3.2	2.7	2.9	2.8	3.8	5.5	7.9	9.3	10.3	10.5	10.1	10.8	9.1	9.5	8.5	9.0	8.9	8.1	8.1	8.1
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

^a) Définitions nationales sauf pour les États-Unis.^b) Épargne brute.^c) Les données sont basées sur le SEC79.^d) Hors épargne obligatoire liée aux systèmes sectoriels de retraite.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 27. **Épargne nationale brute**

En pourcentage du PIB nominal

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis ^a	19.4	20.7	18.2	16.3	18.6	17.2	15.7	15.9	16.7	16.2	15.2	15.4	14.1	14.2	15.4	16.2	16.6	17.4	..
Japon ^a	31.1	31.5	30.6	29.8	30.8	31.7	31.9	32.5	33.4	33.6	33.6	34.5	33.9	32.7	31.3	30.8	31.6	31.0	..
Allemagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	23.3	23.1	22.0	22.0	21.9	21.3	21.6	21.7
France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.5	19.0	19.2	19.5	19.2	20.5	20.9
Italie	..	..	22.8	23.1	23.1	22.6	22.4	21.9	21.8	21.0	20.7	19.6	18.3	19.2	19.7	21.6	21.9	21.7	21.4
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	17.8	17.8	17.6	16.8	15.7	14.6	14.3	16.2	16.4	16.8	18.1	18.1
Canada	22.5	22.5	19.7	19.6	20.3	19.7	18.2	19.5	20.3	19.5	17.0	14.3	13.0	13.6	15.7	17.9	18.5	18.8	18.0
Total des pays ci-dessus	22.6	23.6	21.6	20.3	22.0	21.3	20.3	20.3	21.0	20.6	19.9	20.2	19.3	19.0	19.6	20.1	20.4	20.9	20.4
Australie	21.8	20.9	18.6	20.6	20.2	19.0	19.5	21.3	22.6	21.4	17.7	15.8	16.6	18.0	17.7	18.1	19.3	19.7	20.1
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.1	21.5	22.4	22.6
Belgique	20.2	17.3	16.3	16.7	17.5	17.4	19.0	19.5	21.8	22.3	22.9	22.1	22.9	24.0	24.7	25.0	24.5	25.3	25.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27.9	27.9	27.4	29.9	28.1	..	..
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	19.2	19.5	20.7	20.0	20.3	19.2	19.1	20.4	20.4	20.4	19.9
Finlande	27.0	26.1	24.7	24.2	25.4	24.4	23.8	23.7	26.1	26.1	24.5	16.8	14.0	14.9	18.4	21.6	20.7	24.1	24.9
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.0	17.4	18.7	20.1
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande ^a	24.0	21.5	19.0	18.3	16.3	14.7	17.4	15.2	15.0	15.0	16.0	14.9	15.0	16.6	17.1	16.0	16.1	17.2	15.9
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.2	19.0	16.5	18.0	18.3	20.7	22.0	23.3	24.4
Corée	24.2	24.0	25.1	28.8	30.6	30.6	34.6	38.4	40.7	37.6	37.6	37.4	36.5	36.2	35.6	35.4	33.7	33.3	33.0
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	21.3	20.3	20.3	18.7	16.6	15.1	14.8	19.3	22.5	24.1	..
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27.4	26.7	28.6	27.9
Nouvelle-Zélande ^a	..	..	..	..	..	..	18.9	17.9	17.8	15.6	14.0	13.7	16.4	19.2	19.1	17.4	15.1	15.1	12.4
Norvège	30.6	30.6	29.1	29.6	32.1	31.2	25.5	25.7	25.1	26.2	25.8	25.1	24.2	24.6	25.4	27.0	29.3	30.2	27.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15.9	15.4	15.8	20.2	21.4	20.9	21.0	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.7	20.4	21.0	20.6
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.3	22.0	22.5	22.7
Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.4	17.1	19.9	18.9	19.1	20.1
Suisse ^a	28.5	29.5	28.3	27.4	30.0	30.4	30.0	29.8	31.8	32.5	32.3	30.2	28.4	28.9	27.9	28.5	27.9	29.3	..
Turquie ^a	12.1	19.2	18.4	15.5	16.3	20.7	23.9	24.3	28.9	26.4	21.5	17.7	18.5	18.7	18.9	20.1	22.6	21.6	..
Total des petits pays	22.0	22.7	22.1	23.1	24.2	24.7	26.2	27.8	27.6	26.3	25.0	23.4	22.7	21.9	22.4	23.7	23.8	24.4	24.6
Total de l'OCDE	22.5	23.5	21.7	20.7	22.3	21.8	21.1	21.3	22.2	21.6	20.8	20.7	19.8	19.5	20.1	20.9	21.2	21.7	21.9
<i>Pour mémoire</i>																			
Union européenne	22.3	20.0	21.9	22.2	22.4	21.9	21.9	20.0	20.2	19.8	19.4	20.1	19.7	19.0	19.7	20.8	20.6	21.3	21.4

a) SNA 68

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 28. Dépenses totales des administrations publiques^a

En pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	33.9	33.1	33.8	34.2	33.9	32.9	32.8	33.6	34.2	34.8	34.1	33.1	32.9	32.4	31.4	30.5	30.1	29.5	29.4
Japon ^b	33.3	32.3	31.6	31.9	32.1	31.3	30.6	31.3	30.9	31.7	33.7	34.4	35.6	35.9	34.9	36.6	38.1	38.4	38.2
Allemagne ^c	46.4	46.1	45.6	45.0	45.3	44.9	43.5	43.8	44.2	45.1	46.2	46.0	46.3	47.3	46.3	45.6	45.6	45.1	44.1
France	50.5	51.0	51.8	51.2	50.2	49.9	48.9	49.6	50.0	51.7	53.9	53.8	53.5	53.8	52.8	52.3	52.2	50.9	50.2
Italie	48.6	49.4	50.6	50.6	50.3	50.4	51.2	53.1	53.1	53.3	56.4	53.9	52.3	52.5	49.9	48.7	48.3	47.3	46.5
Royaume-Uni	..	..	..	..	43.0	40.6	39.8	41.8	43.4	45.2	45.4	44.7	44.4	43.0	40.9	40.0	39.3	39.4	39.4
Canada	45.8	45.3	46.0	45.4	44.0	43.4	43.9	46.7	50.1	51.1	50.0	47.5	46.3	44.4	42.4	42.6	40.2	39.3	39.0
Total des pays ci-dessus	38.1	37.5	37.9	38.1	38.2	37.3	36.9	37.9	38.5	39.4	39.9	39.1	39.1	38.9	37.7	37.3	37.2	36.7	36.4
Australie	35.3	36.4	37.3	37.4	35.7	33.1	31.9	33.5	34.7	36.3	36.4	35.0	35.5	34.7	33.2	32.8	32.3	32.1	31.8
Autriche	49.0	49.2	50.1	50.9	51.4	50.3	48.9	48.5	49.6	50.2	53.0	52.4	52.6	51.9	50.7	50.9	50.7	49.6	48.5
Belgique	59.0	57.9	57.3	56.4	54.5	52.4	50.8	50.7	51.6	51.7	53.1	51.1	50.1	50.3	48.5	48.0	47.9	46.9	46.3
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40.6	44.0	43.1	41.7	40.9	40.6	46.0	46.8	46.5
Danemark	..	..	..	..	..	56.6	56.7	56.0	56.9	58.0	60.6	60.6	59.0	58.7	56.9	55.7	54.3	54.2	54.1
Finlande	39.8	39.8	41.8	43.0	43.5	42.7	41.0	44.4	52.7	57.7	59.1	57.5	54.3	54.0	51.3	48.4	47.1	44.5	42.4
Grèce	36.9	39.2	42.3	41.9	41.7	41.8	43.2	47.8	43.8	45.8	47.9	45.5	46.6	44.4	42.8	42.6	43.5	43.4	42.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	50.1	48.4	46.9	45.8	45.1
Islande	..	..	..	..	32.5	37.1	39.4	36.7	37.4	37.7	37.4	37.1	36.0	35.5	33.8	32.9	33.4	32.8	32.3
Irlande	49.4	47.7	48.6	48.3	46.6	43.0	36.9	37.8	39.0	39.4	39.1	38.9	36.4	34.5	33.2	31.0	31.5	30.2	27.5
Corée	18.5	17.7	17.6	16.8	15.9	16.1	17.2	18.1	19.3	20.5	19.8	19.6	19.1	20.4	22.1	25.8	25.5	24.8	24.3
Pays-Bas	54.7	53.8	51.9	52.0	53.3	51.3	48.9	49.4	49.5	50.0	49.9	47.6	47.7	45.6	44.6	43.5	43.2	42.5	41.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	52.6	49.0	49.9	48.4	48.8	45.8	45.4	42.0	39.6	38.8	38.5	38.9	39.5	40.8	39.7	39.0
Norvège	44.0	42.1	41.5	45.4	47.7	49.5	49.1	49.7	50.6	52.0	51.0	49.9	47.6	45.4	43.8	46.4	46.1	41.9	42.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54.3	49.1	47.7	46.6	46.0	44.3	44.5	42.5	41.1
Portugal	44.5	41.1	40.2	40.6	39.2	38.5	37.6	40.6	43.1	43.6	45.3	43.8	44.5	43.4	43.5	43.5	44.7	46.3	47.0
Espagne	35.4	35.2	37.7	38.6	37.7	37.2	38.9	39.7	40.7	42.0	45.2	43.1	42.5	41.3	40.0	39.7	38.6	37.9	37.3
Suède	61.4	59.0	60.3	58.6	55.0	55.2	55.5	56.2	58.3	64.0	67.7	65.3	62.4	60.8	58.7	56.1	55.9	54.5	53.5
Total des petits pays ci-dessus	39.3	38.7	39.4	39.7	38.9	38.7	38.5	39.5	40.6	42.0	43.8	42.3	41.6	40.9	40.4	40.4	40.3	39.5	38.8
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	38.3	37.7	38.2	38.3	38.3	37.6	37.2	38.2	38.9	39.8	40.6	39.7	39.6	39.3	38.2	37.9	37.8	37.3	36.9
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	47.7	47.6	48.2	48.0	46.9	46.2	45.7	46.7	47.4	48.6	50.3	49.2	48.8	48.5	47.0	46.2	45.9	45.3	44.6
Zone euro	47.3	47.3	47.7	47.6	47.2	46.7	46.0	46.8	47.3	48.2	50.3	49.3	48.9	49.2	47.9	47.1	46.8	46.0	45.1

Note : Pour les pays qui ont révisé leurs comptes nationaux, ces chiffres sont susceptibles d'être modifiés car il peut y avoir des différences de traitement des différents postes du compte du gouvernement entre le SEC95/SCN93 et la banque de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*. Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Dépenses courantes plus dépenses en capital.

b) Les dépenses de 1998 augmenteraient de 5.4 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts, absorbée par le gouvernement central.

c) Y compris les dépenses des chemins de fer allemands depuis 1994 et celles du fonds d'amortissement des dettes héritées depuis 1995.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 29 . Recettes courantes des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale^a

En pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	28.3	28.3	28.7	28.9	29.6	29.3	29.5	29.3	29.2	28.9	29.2	29.4	29.8	30.2	30.5	30.9	31.1	31.2	31.1
Japon	29.6	30.2	30.8	31.0	32.5	32.8	33.1	34.2	33.8	33.2	32.1	32.1	32.0	31.7	31.6	31.6	31.1	31.8	31.9
Allemagne	44.0	44.2	44.5	43.8	43.5	42.8	43.6	41.8	41.3	42.6	43.0	43.5	43.1	43.9	43.7	43.8	44.6	43.9	42.4
France	47.4	48.3	48.7	47.9	48.4	47.7	47.2	47.5	47.7	47.5	47.9	48.2	48.0	49.7	49.7	49.6	50.4	49.5	49.1
Italie	38.1	38.0	38.4	39.3	39.4	39.7	41.4	42.1	43.1	43.8	47.0	44.8	44.7	45.4	47.2	45.9	46.4	45.8	45.3
Royaume-Uni	..	..	..	..	41.1	41.2	40.8	40.3	40.6	38.7	37.4	37.9	38.6	38.6	38.9	40.2	40.4	40.5	40.4
Canada	38.9	38.9	38.7	39.5	39.9	40.3	40.6	42.1	42.9	43.1	42.4	41.9	42.0	42.6	43.2	43.5	42.9	41.8	41.2
Total des pays ci-dessus	33.0	33.2	33.6	33.7	34.8	34.7	35.0	35.0	35.1	34.9	35.0	35.0	35.2	35.6	35.9	36.0	36.2	36.2	35.9
Australie	29.9	31.2	32.2	33.2	33.6	32.7	31.8	32.3	30.9	30.4	30.9	30.4	31.8	32.6	32.7	33.3	33.9	32.8	32.3
Autriche	45.0	46.6	47.5	47.1	47.0	46.9	45.8	46.1	46.6	48.2	48.8	47.5	47.5	48.1	48.9	48.5	48.7	47.7	46.6
Belgique	46.4	47.1	47.0	46.3	46.5	45.1	43.2	44.0	44.3	43.8	45.9	46.1	45.9	46.6	46.8	47.0	47.2	47.0	46.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	42.3	42.1	41.5	39.8	38.9	38.2	41.6	40.8	40.5
Danemark	..	..	..	..	..	58.1	57.0	55.0	54.5	55.8	57.8	58.1	56.8	57.7	57.0	56.6	57.3	57.0	56.9
Finlande	41.8	43.7	45.4	46.7	44.7	46.5	46.9	49.6	51.6	52.0	51.8	51.8	50.6	50.9	49.8	49.7	49.4	48.3	47.2
Grèce	29.8	30.8	30.8	31.6	32.2	30.3	28.8	31.7	32.3	33.0	34.1	35.5	36.4	36.9	38.9	40.1	41.9	41.9	41.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43.2	42.4	41.3	41.2	41.4
Islande	..	..	..	..	31.7	35.0	34.8	33.4	34.5	34.9	32.9	32.4	33.1	33.9	33.8	33.4	35.6	35.2	34.5
Irlande	38.5	38.6	38.2	38.1	38.4	38.7	35.2	35.0	36.2	36.5	36.3	36.9	34.0	34.3	33.8	33.2	33.2	32.3	32.2
Corée	20.3	19.2	18.8	18.4	18.6	19.7	20.8	21.8	21.3	22.0	22.6	22.9	23.5	24.6	24.5	25.6	26.4	26.6	26.8
Pays-Bas	48.3	47.6	47.9	46.3	46.7	46.2	43.6	43.7	46.3	45.6	46.3	43.4	43.6	43.8	43.4	42.8	43.7	43.1	41.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	46.0	46.7	45.1	44.7	44.0	42.1	42.1	41.4	42.6	41.9	41.4	40.9	41.0	41.1	40.7	40.4
Norvège	50.1	49.1	51.4	51.3	52.3	52.1	51.0	52.3	50.7	50.2	49.6	50.3	51.1	52.0	51.7	50.0	51.0	52.6	54.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	49.8	46.0	44.6	43.5	43.0	41.9	41.0	39.5	38.5
Portugal	34.5	34.1	32.8	34.3	33.7	35.0	35.2	35.5	37.1	40.7	39.2	37.8	38.8	40.1	41.0	41.3	42.8	44.7	45.5
Espagne	31.3	30.9	32.2	32.7	34.1	33.9	35.3	35.6	36.5	38.1	38.6	37.1	35.5	36.3	36.8	37.1	37.5	37.5	37.2
Suède	56.6	56.2	56.6	57.5	59.1	58.6	60.6	60.2	57.3	56.6	55.9	54.4	54.6	57.2	57.0	58.0	57.8	56.9	56.7
Total des petits pays ci-dessus	35.3	35.3	35.7	36.0	36.5	37.2	37.0	37.6	37.7	38.2	39.6	38.8	38.6	39.2	39.4	39.5	40.1	39.7	39.4
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	33.4	33.5	34.0	34.1	35.1	35.1	35.3	35.4	35.5	35.4	35.8	35.7	35.8	36.3	36.5	36.7	36.9	36.8	36.5
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	42.3	42.6	43.0	42.8	42.8	42.7	43.0	42.7	43.0	43.4	44.0	43.6	43.4	44.2	44.6	44.6	45.2	44.7	44.1
Zone euro	42.4	42.6	43.0	42.8	42.8	42.4	42.7	42.5	42.8	43.5	44.8	44.3	44.0	45.0	45.3	45.0	45.6	45.0	44.1

Note : Pour les pays qui ont révisé leurs comptes nationaux, ces chiffres sont susceptibles d'être modifiés car il peut y avoir des différences de traitement des différents postes du compte du gouvernement entre le SEC95/SCN93 et la banque de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*. Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Les ressources courantes excluent les ressources en capital. Les recettes non fiscales incluent les excédents nets d'exploitation des unités de production marchande des administrations publiques, les revenus de la propriété, les droits, les frais, les amendes, etc.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 30. **Solde financier des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	-5.6	-4.7	-5.0	-5.3	-4.3	-3.6	-3.2	-4.3	-5.0	-5.9	-5.0	-3.6	-3.1	-2.2	-0.9	0.4	1.0	1.6	1.7
Japon ^a	-3.6	-2.1	-0.8	-0.9	0.5	1.5	2.5	2.9	2.9	1.5	-1.6	-2.3	-3.6	-4.2	-3.3	-5.0	-7.0	-6.7	-6.3
Allemagne ^b	-2.5	-1.9	-1.1	-1.3	-1.8	-2.1	0.1	-2.0	-2.9	-2.5	-3.2	-2.5	-3.2	-3.4	-2.6	-1.7	-1.1	-1.2	-1.7
France	-3.1	-2.7	-3.1	-3.3	-1.8	-2.2	-1.8	-2.1	-2.4	-4.2	-6.0	-5.5	-5.5	-4.1	-3.0	-2.7	-1.8	-1.4	-1.2
Italie	-10.4	-11.4	-12.2	-11.4	-11.0	-10.7	-9.8	-11.0	-10.0	-9.5	-9.4	-9.1	-7.6	-7.1	-2.7	-2.8	-1.9	-1.5	-1.1
Royaume-Uni	-3.3	-4.0	-2.9	-2.6	-1.9	0.6	0.9	-1.5	-2.8	-6.5	-8.0	-6.8	-5.8	-4.4	-2.0	0.2	1.1	1.1	0.9
Canada	-6.8	-6.5	-7.3	-5.9	-4.1	-3.1	-3.3	-4.5	-7.2	-8.0	-7.6	-5.6	-4.3	-1.8	0.8	0.9	2.8	2.5	2.2
Total des pays ci-dessus	-5.0	-4.3	-4.2	-4.2	-3.3	-2.7	-2.0	-2.9	-3.5	-4.5	-4.9	-4.1	-3.9	-3.3	-1.8	-1.2	-1.0	-0.6	-0.6
Australie	-5.4	-5.2	-5.1	-4.2	-2.2	-0.4	0.0	-1.2	-3.8	-5.9	-5.5	-4.6	-3.7	-2.1	-0.5	0.6	1.6	0.7	0.4
Autriche	-3.9	-2.6	-2.6	-3.8	-4.3	-3.5	-3.1	-2.4	-3.0	-2.0	-4.2	-5.0	-5.1	-3.8	-1.9	-2.4	-2.0	-1.9	-1.9
Belgique	-12.6	-10.8	-10.3	-10.1	-7.9	-7.2	-7.6	-6.8	-7.2	-7.9	-7.2	-4.9	-4.2	-3.7	-1.8	-1.0	-0.7	0.0	0.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.7	-1.9	-1.6	-1.9	-2.0	-2.4	-4.3	-5.9	-6.0
Danemark	..	..	..	..	..	1.5	0.3	-1.0	-2.4	-2.2	-2.9	-2.4	-2.3	-1.0	0.1	0.9	3.0	2.8	2.8
Finlande	2.0	4.0	3.7	3.7	1.2	3.8	6.0	5.3	-1.1	-5.6	-7.3	-5.7	-3.7	-3.2	-1.5	1.3	2.3	3.8	4.9
Grèce	-7.1	-8.4	-11.5	-10.3	-9.5	-11.5	-14.4	-16.1	-11.5	-12.8	-13.8	-10.0	-10.2	-7.4	-3.9	-2.5	-1.6	-1.5	-0.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-6.9	-6.1	-5.7	-4.6	-3.6
Islande	..	..	..	..	-0.9	-2.0	-4.6	-3.3	-2.9	-2.8	-4.5	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	0.5	2.2	2.4	2.2
Irlande	-10.9	-9.1	-10.4	-10.2	-8.2	-4.3	-1.7	-2.8	-2.9	-3.0	-2.7	-2.0	-2.5	-0.2	0.6	2.2	1.7	2.0	4.8
Corée	1.7	1.5	1.2	1.7	2.7	3.7	3.6	3.8	2.0	1.5	2.7	3.3	4.4	4.2	2.4	-0.3	1.0	1.8	2.5
Pays-Bas	-6.4	-6.2	-4.1	-5.7	-6.6	-5.1	-5.3	-5.7	-3.2	-4.4	-3.6	-4.2	-4.2	-1.8	-1.2	-0.8	0.5	0.6	0.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	-6.5	-2.2	-4.8	-3.7	-4.7	-3.8	-3.3	-0.6	3.0	3.1	3.0	2.0	1.4	0.3	1.0	1.4
Norvège	6.1	7.0	9.9	5.9	4.6	2.7	1.8	2.6	0.1	-1.7	-1.4	0.4	3.5	6.6	7.9	3.6	4.9	10.7	11.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.5	-3.1	-3.1	-3.1	-3.0	-2.5	-3.5	-3.0	-2.6
Portugal	-10.0	-7.0	-7.3	-6.3	-5.5	-3.5	-2.4	-5.1	-6.0	-2.9	-6.1	-6.0	-5.7	-3.3	-2.5	-2.2	-1.9	-1.6	-1.4
Espagne	-4.1	-4.3	-5.5	-5.9	-3.6	-3.2	-3.5	-4.1	-4.2	-3.9	-6.6	-6.0	-6.9	-5.0	-3.2	-2.6	-1.1	-0.5	-0.1
Suède	-4.8	-2.8	-3.7	-1.2	4.1	3.4	5.2	4.0	-1.1	-7.4	-11.8	-10.9	-7.8	-3.6	-1.7	1.9	1.9	2.4	3.2
Total des petits pays ci-dessus	-4.0	-3.5	-3.6	-3.7	-2.4	-1.5	-1.5	-2.0	-2.9	-3.8	-4.2	-3.5	-3.0	-1.7	-1.0	-0.9	-0.2	0.3	0.6
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-4.8	-4.2	-4.1	-4.1	-3.2	-2.5	-1.9	-2.8	-3.4	-4.4	-4.8	-4.0	-3.8	-3.0	-1.7	-1.2	-0.8	-0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	-5.0	-4.9	-4.8	-4.7	-4.1	-3.5	-2.7	-4.0	-4.3	-5.2	-6.3	-5.6	-5.4	-4.3	-2.5	-1.6	-0.8	-0.5	-0.5
Zone euro	-4.9	-4.7	-4.7	-4.8	-4.4	-4.2	-3.3	-4.3	-4.5	-4.7	-5.5	-5.0	-4.9	-4.2	-2.6	-2.0	-1.2	-1.0	-0.9
Solde financier des administrations publiques																			
hors sécurité sociale																			
États-Unis	-5.6	-4.8	-5.3	-5.7	-4.8	-4.5	-4.2	-5.3	-5.9	-6.7	-5.7	-4.5	-3.9	-3.1	-1.9	-0.8	-0.4	0.1	0.0
Japon	-6.2	-4.6	-3.4	-3.9	-2.4	-1.6	-0.7	-0.6	-0.8	-2.0	-4.8	-5.1	-6.4	-6.9	-5.9	-7.1	-8.9	-8.5	-8.1

Note: Les hypothèses de politique budgétaire se fondent sur les mesures annoncées et les intentions déclarées lorsqu'elles font partie de programmes bien définis. Les hypothèses détaillées concernant les pays membres sont présentées dans les notes par pays. Pour plus de détails voir, «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Le déficit de 1998 augmenterait de 5.4 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts, absorbée par le gouvernement central.

b) Y compris les soldes des chemins de fer allemands depuis 1994 et ceux du fonds d'amortissement des dettes héritées depuis 1995.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 31. Solde structurel des administrations publiques
Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions 2000 2001	
États-Unis	-4.3	-4.5	-5.0	-5.2	-4.4	-4.1	-3.8	-4.7	-5.1	-5.5	-4.5	-3.5	-2.9	-2.1	-1.1	0.1	0.5	0.9	1.1
Japon	-3.3	-1.8	-0.5	-0.3	1.0	1.6	2.4	2.4	2.5	1.2	-1.5	-1.9	-3.1	-4.4	-3.6	-4.2	-6.0	-5.8	-5.7
Allemagne	-1.0	-0.9	-0.4	-0.8	-1.1	-1.9	-0.1	-3.2	-3.5	-3.3	-2.6	-2.2	-2.9	-2.6	-1.8	-1.1	-0.3	-0.9	-2.0
France	-2.6	-1.8	-2.0	-2.2	-0.8	-1.8	-2.1	-2.5	-2.4	-4.1	-4.9	-4.6	-4.7	-2.9	-2.0	-2.2	-1.5	-1.7	-1.7
Italie	-9.4	-10.3	-11.5	-10.9	-10.9	-11.4	-10.7	-11.7	-10.1	-8.9	-7.6	-7.9	-7.2	-6.5	-2.0	-1.9	-0.7	-0.7	-0.8
Royaume-Uni	..	..	..	..	-3.4	-2.2	-1.6	-3.2	-2.3	-4.9	-6.4	-6.4	-5.6	-4.3	-2.5	-0.2	0.9	0.6	0.5
Canada	-4.6	-5.5	-7.5	-6.1	-5.0	-4.7	-4.8	-5.0	-5.4	-5.6	-5.4	-4.7	-3.6	-0.9	1.2	1.4	2.9	2.3	2.1
Total des pays ci-dessus	-4.0	-3.9	-4.0	-4.0	-3.3	-3.1	-2.6	-3.6	-3.5	-4.2	-4.2	-3.7	-3.6	-3.1	-1.7	-1.1	-0.8	-0.8	-0.8
Australie	-4.1	-4.9	-5.3	-4.0	-2.4	-0.8	-0.6	-1.4	-3.0	-5.1	-5.0	-4.5	-3.8	-2.3	-0.7	0.3	1.3	0.4	0.2
Autriche	-3.8	-2.0	-2.0	-3.3	-3.8	-3.2	-3.4	-3.1	-3.8	-2.5	-4.0	-4.9	-4.9	-3.7	-1.7	-2.5	-2.1	-2.1	-2.2
Belgique	-11.4	-10.2	-9.9	-9.6	-7.9	-8.7	-9.6	-8.9	-8.9	-8.9	-5.7	-3.7	-3.2	-2.0	-1.0	-0.4	-0.1	0.0	0.2
Danemark	..	..	..	..	..	2.4	2.1	1.0	-0.3	0.2	0.8	-1.6	-2.1	-1.0	-0.7	0.3	3.0	2.8	2.7
Finlande	2.5	4.4	3.9	4.1	0.9	2.2	2.9	3.1	1.8	0.6	0.6	0.3	0.4	-0.1	-0.7	1.1	2.3	3.0	3.6
Grèce	-5.6	-7.4	-11.0	-10.0	-8.6	-11.9	-15.6	-16.4	-12.2	-12.9	-12.6	-8.9	-9.0	-6.5	-3.3	-2.1	-1.3	-1.5	-0.9
Irlande	-9.7	-8.6	-10.0	-8.4	-7.0	-3.9	-2.2	-4.7	-3.5	-2.8	-1.5	-0.6	-1.9	0.2	0.2	1.5	0.9	0.9	3.6
Pays-Bas	-4.2	-5.4	-4.4	-6.0	-6.1	-4.3	-5.7	-7.0	-4.1	-4.8	-2.7	-3.9	-3.7	-1.5	-1.3	-1.1	-0.1	-0.7	-1.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	-7.4	-2.7	-4.4	-3.2	-3.3	-0.9	-0.1	0.9	3.0	2.8	2.7	2.0	2.6	0.8	0.7	0.9
Norvège ^a	-1.2	-1.4	-0.9	1.1	0.3	0.8	0.6	-0.7	-3.6	-5.4	-6.1	-5.0	-1.8	-1.8	-1.1	-2.5	-2.9	-2.0	-2.0
Portugal	-9.9	-5.3	-5.7	-5.0	-5.2	-3.7	-3.1	-6.3	-7.1	-3.9	-5.6	-5.3	-5.1	-2.8	-2.2	-2.2	-1.8	-1.7	-1.6
Espagne	-2.9	-3.4	-4.9	-5.5	-4.3	-4.6	-5.3	-6.0	-5.9	-4.7	-5.9	-5.2	-6.1	-4.0	-2.6	-2.3	-1.0	-0.8	-0.7
Suède	..	-2.4	-3.6	-1.7	2.8	1.7	2.9	2.0	-1.1	-5.2	-6.7	-7.9	-6.5	-1.9	-0.1	3.0	2.1	1.5	2.1
Total des petits pays ci-dessus	-4.7	-4.4	-5.0	-5.0	-3.9	-3.3	-3.8	-4.6	-4.6	-4.9	-4.8	-4.5	-4.3	-2.5	-1.4	-0.8	-0.1	-0.2	-0.2
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-4.1	-4.0	-4.1	-4.2	-3.4	-3.1	-2.8	-3.7	-3.7	-4.3	-4.3	-3.9	-3.7	-3.0	-1.7	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	-4.3	-4.2	-4.5	-4.6	-4.0	-4.1	-3.7	-5.1	-4.6	-5.0	-5.0	-4.8	-4.8	-3.6	-1.9	-1.3	-0.4	-0.6	-0.9
Zone euro	-3.9	-3.8	-4.0	-4.3	-4.0	-4.4	-4.0	-5.4	-5.2	-4.9	-4.4	-4.1	-4.3	-3.3	-1.8	-1.5	-0.7	-0.9	-1.3

Note: Les hypothèses de politique budgétaire se fondent sur les mesures annoncées et les intentions déclarées lorsqu'elles font partie de programmes bien définis. Les hypothèses détaillées concernant les pays membres sont présentées dans les notes par pays. Pour plus de détails sur la méthodologie utilisée afin d'estimer la composante structurelle des soldes financiers des administrations publiques, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) En pourcentage du PIB potentiel continental. Le solde structurel ne comprend pas les recettes de la production pétrolière.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 32. **Solde financier primaire des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	-2.8	-1.6	-1.8	-2.0	-1.0	-0.3	0.2	-0.8	-1.3	-2.2	-1.4	-0.2	0.6	1.3	2.4	3.5	3.8	4.2	4.0
Japon ^{a, b}	-1.8	-0.1	1.0	0.7	2.0	2.7	3.6	3.7	3.4	2.1	-0.9	-2.3	-3.1	-3.5	-2.3	-3.8	-5.7	-5.2	-4.9
Allemagne	-0.3	0.4	1.1	1.0	0.4	0.2	2.2	-0.1	-0.7	0.1	-0.5	0.2	-0.1	-0.3	0.5	1.4	2.0	1.8	1.2
France	-1.3	-0.8	-1.0	-1.1	0.3	0.0	0.5	0.3	0.2	-1.5	-3.0	-2.4	-2.3	-0.6	0.2	0.5	1.2	1.3	1.3
Italie	-3.6	-4.0	-5.1	-3.8	-3.8	-3.3	-1.6	-2.2	-0.4	1.4	2.1	1.4	3.5	4.0	6.2	4.9	4.5	4.5	4.7
Royaume-Uni	-0.2	-0.6	0.5	0.6	1.2	3.3	3.4	0.8	-0.7	-4.5	-5.8	-4.2	-2.8	-1.5	0.9	3.0	3.3	3.2	3.0
Canada	-3.9	-3.0	-3.3	-1.7	0.0	1.2	1.4	0.7	-2.0	-2.9	-2.7	-0.6	1.3	3.4	5.6	5.9	7.4	7.0	6.5
Total des pays ci-dessus	-2.2	-1.3	-1.1	-1.1	-0.2	0.4	1.2	0.2	-0.2	-1.1	-1.4	-0.9	-0.3	0.2	1.5	1.9	1.9	2.1	2.0
Australie	-3.0	-2.4	-1.9	-0.7	1.2	2.7	3.0	1.5	-1.3	-3.5	-2.7	-1.0	-0.2	0.9	2.1	2.5	3.2	2.1	1.8
Autriche	-1.7	0.1	0.2	-0.9	-1.3	-0.2	0.0	0.8	0.4	1.4	-0.7	-1.5	-1.4	0.0	1.6	1.2	1.4	1.5	1.5
Belgique	-3.4	-1.4	-0.1	0.4	2.0	2.4	2.9	4.0	3.0	2.2	3.0	4.0	4.5	4.6	5.7	6.2	6.0	6.4	6.5
Danemark	..	..	..	..	..	5.8	4.3	2.7	1.5	0.9	0.6	0.8	0.8	1.8	2.9	3.3	5.0	4.7	4.5
Finlande	1.1	3.0	2.8	2.7	0.3	2.9	4.7	3.6	-3.1	-7.6	-7.7	-4.6	-2.8	-1.7	0.4	3.0	3.9	5.1	5.8
Grèce	-4.1	-4.7	-7.1	-5.6	-3.6	-5.1	-7.9	-7.4	-3.4	-2.7	-2.8	2.1	1.0	3.1	4.3	5.4	5.9	5.6	5.9
Islande	..	..	..	..	-0.5	-0.8	-3.1	-1.4	-1.1	-0.9	-2.4	-2.5	-0.3	0.7	2.1	2.5	4.3	4.2	3.7
Irlande ^a	-5.0	-2.8	-3.4	-3.3	-1.2	2.3	4.6	3.4	2.8	2.2	2.1	2.6	1.7	3.0	3.8	4.6	3.5	3.5	5.9
Corée	1.8	1.7	1.3	1.8	2.8	3.7	3.4	3.4	1.6	1.0	2.3	2.9	4.1	3.6	1.9	-1.4	0.2	1.7	2.5
Pays-Bas	-2.5	-2.0	0.3	-1.2	-2.0	-0.5	-1.2	-1.6	1.1	0.0	0.8	0.2	0.6	2.9	3.2	3.4	4.3	4.1	3.3
Nouvelle-Zélande ^a	..	..	..	-2.0	1.8	-1.4	0.2	-0.5	-0.8	-0.3	1.8	4.3	4.6	3.8	2.7	1.7	0.2	1.0	1.4
Norvège	5.8	6.0	8.7	4.2	2.8	0.3	-0.4	0.4	-2.0	-3.5	-2.7	-0.2	2.9	6.1	7.4	3.1	4.3	9.5	10.3
Portugal	-4.6	0.2	0.9	2.2	2.2	3.4	3.8	3.0	1.8	4.2	0.1	0.2	0.6	1.5	1.8	1.2	1.3	1.7	1.8
Espagne	-4.6	-4.3	-4.8	-3.4	-0.5	-0.7	-0.3	-1.1	-1.6	-0.7	-3.0	-2.3	-2.4	-0.2	1.2	1.4	2.2	2.7	3.0
Suède	-3.0	-0.5	-0.8	1.0	5.8	4.3	5.7	4.2	-0.9	-7.2	-10.8	-9.0	-5.2	-0.2	1.4	4.9	4.8	5.2	5.8
Total des petits pays ci-dessus	-2.0	-1.1	-0.9	-0.5	0.9	1.5	1.6	1.1	0.0	-0.7	-1.1	-0.2	0.5	1.9	2.4	2.1	2.8	3.3	3.6
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-2.1	-1.2	-1.1	-1.0	-0.1	0.6	1.2	0.4	-0.2	-1.0	-1.4	-0.7	-0.2	0.5	1.7	2.0	2.1	2.3	2.3
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	-1.9	-1.4	-1.2	-0.9	-0.3	0.2	1.1	-0.1	-0.3	-0.8	-1.7	-1.1	-0.4	0.6	2.0	2.5	2.9	2.9	2.8
Zone euro	-1.8	-1.3	-1.2	-1.0	-0.6	-0.5	0.7	-0.3	-0.3	0.0	-0.7	-0.4	0.0	0.8	2.0	2.2	2.6	2.6	2.5

Note : Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Les charges d'intérêts nettes n'étant pas disponibles, elles sont remplacées par le paiement des revenus nets au titre de la propriété.

b) Le déficit de 1998 augmenterait de 5.4 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts, absorbée par le gouvernement central.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 33. **Charges d'intérêts nettes des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	2.8	3.1	3.2	3.3	3.3	3.3	3.4	3.5	3.7	3.7	3.5	3.5	3.6	3.5	3.3	3.2	2.8	2.6	2.4
Japon ^{a, b}	1.9	2.0	1.9	1.7	1.5	1.2	1.1	0.8	0.5	0.7	0.7	0.0	0.6	0.7	1.0	1.2	1.3	1.4	1.5
Allemagne ^c	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.1	1.9	2.2	2.6	2.7	2.7	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.0	2.9
France	1.8	1.9	2.1	2.2	2.2	2.1	2.2	2.4	2.6	2.7	3.0	3.1	3.3	3.4	3.3	3.2	3.0	2.7	2.5
Italie	6.8	7.4	7.2	7.5	7.2	7.4	8.2	8.9	9.6	10.9	11.5	10.5	11.1	11.1	9.0	7.7	6.4	6.0	5.8
Royaume-Uni	3.1	3.4	3.4	3.2	3.1	2.7	2.4	2.3	2.1	2.0	2.2	2.6	3.0	2.8	2.9	2.8	2.2	2.1	2.1
Canada	2.9	3.5	4.0	4.1	4.2	4.3	4.7	5.3	5.1	5.1	4.9	5.0	5.6	5.2	4.9	5.0	4.7	4.5	4.3
Total des pays ci-dessus	2.8	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	3.4	3.5	3.2	3.6	3.5	3.3	3.2	2.9	2.7	2.6
Australie	2.4	2.7	3.2	3.5	3.4	3.1	3.1	2.7	2.4	2.4	2.9	3.6	3.5	3.0	2.6	2.0	1.7	1.5	1.4
Autriche	2.3	2.7	2.8	2.9	3.1	3.2	3.1	3.2	3.3	3.4	3.6	3.4	3.6	3.8	3.4	3.6	3.5	3.4	3.5
Belgique	9.2	9.4	10.2	10.5	9.9	9.6	10.5	10.8	10.3	10.1	10.2	8.9	8.7	8.2	7.5	7.2	6.7	6.3	6.0
Danemark	..	..	..	..	..	4.3	4.0	3.7	3.9	3.1	3.4	3.2	3.1	2.8	2.8	2.4	2.0	1.8	1.7
Finlande	-0.9	-0.9	-0.9	-1.0	-0.9	-0.9	-1.2	-1.7	-1.9	-1.9	-0.3	1.1	0.9	1.5	1.9	1.7	1.6	1.3	0.9
Grèce	3.0	3.7	4.4	4.7	5.9	6.4	6.5	8.7	8.1	10.1	11.0	12.1	11.1	10.5	8.3	7.8	7.5	7.2	6.7
Islande	..	..	..	..	0.4	1.3	1.5	2.0	1.9	1.9	2.1	2.3	2.6	2.3	2.1	2.0	2.1	1.8	1.5
Irlande ^a	5.9	6.3	6.9	7.0	7.0	6.6	6.3	6.2	5.7	5.2	4.8	4.5	4.2	3.2	3.2	2.4	1.9	1.4	1.1
Corée	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	-0.2	-0.4	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3	-0.6	-0.6	-1.1	-0.8	-0.1	0.0
Pays-Bas	3.9	4.2	4.4	4.4	4.7	4.6	4.1	4.1	4.3	4.4	4.4	4.4	4.7	4.7	4.4	4.2	3.8	3.5	3.2
Nouvelle-Zélande ^a	..	..	..	4.5	4.1	3.3	3.9	4.2	3.0	2.9	2.4	1.3	1.5	0.8	0.8	0.3	-0.1	0.0	0.0
Norvège	-0.3	-1.0	-1.2	-1.7	-1.8	-2.4	-2.3	-2.1	-2.2	-1.8	-1.3	-0.6	-0.6	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6	-1.2	-1.3
Portugal	5.4	7.2	8.2	8.5	7.7	6.9	6.2	8.1	7.9	7.2	6.2	6.2	6.3	4.8	4.3	3.4	3.2	3.3	3.2
Espagne	-0.5	0.1	0.6	2.5	3.1	2.5	3.2	3.0	2.7	3.3	3.6	3.7	4.6	4.8	4.4	4.0	3.3	3.2	3.1
Suède	1.8	2.3	2.9	2.1	1.7	0.9	0.5	0.1	0.1	0.2	1.0	1.9	2.6	3.3	3.1	3.0	2.9	2.8	2.6
Total des petits pays ci-dessus	2.0	2.4	2.7	3.2	3.3	3.0	3.0	3.1	2.9	3.0	3.3	3.4	3.6	3.4	3.1	2.7	2.5	2.4	2.3
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	2.7	2.9	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	3.2	3.2	3.4	3.4	3.3	3.6	3.5	3.3	3.1	2.8	2.7	2.5
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	3.2	3.5	3.6	3.8	3.8	3.7	3.8	3.9	4.0	4.4	4.6	4.6	4.9	4.9	4.4	4.1	3.7	3.5	3.3
Zone euro	3.1	3.4	3.5	3.8	3.8	3.7	3.9	4.1	4.3	4.7	4.8	4.6	4.9	5.1	4.6	4.2	3.8	3.6	3.5

Note : Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Les charges d'intérêts nettes n'étant pas disponibles, elles sont remplacées par le paiement des revenus nets au titre de la propriété.

b) Y compris les intérêts sur la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts

c) Y compris les intérêts payés par les chemins de fer allemands depuis 1994 et ceux payés par le fonds d'amortissement des dettes héritées depuis 1995.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 34. **Engagements financiers bruts des administrations publiques**
En pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	52.4	54.0	59.0	62.6	64.1	64.7	65.0	66.6	71.4	74.1	75.8	75.0	74.5	73.9	71.6	68.6	65.1	60.2	56.2
Japon ^b	61.3	63.4	63.8	67.1	67.5	65.8	63.3	61.5	57.9	59.3	63.7	68.8	76.2	80.5	84.6	97.4	105.3 ^a	112.8	119.4
Allemagne ^c	39.1	40.6	41.6	41.5	42.2	42.2	39.9	42.0	40.1	43.4	49.0	49.2	59.1	61.9	62.8	63.3	63.5 ^a	63.5	63.3
France	34.6	36.3	37.9	38.8	40.1	40.0	39.9	39.5	40.3	44.7	51.6	55.3	59.3	62.4	64.7	65.2 ^a	65.0	63.9	62.6
Italie	70.0	75.2	81.9	86.2	90.4	92.5	95.3	103.7	107.4	116.1	117.9	124.0	123.1	121.8	119.8 ^a	117.7	116.6	112.9	108.9
Royaume-Uni	53.9	60.8	59.4	58.6	56.3	49.9	43.2	39.1	40.1	46.9	56.2	53.7	58.9	58.5	58.9	56.2 ^a	53.0	49.7	46.9
Canada	58.1	61.2	66.4	70.5	70.8	70.3	71.5	74.5	82.2	90.4	98.2	98.7	101.4	100.9	97.9	97.0	93.0	85.1	80.3
Total des pays ci-dessus	53.0	55.4	58.6	61.3	62.4	62.1	61.3	62.4	64.2	67.8	71.6	72.7	75.6	76.4	76.1	76.7	76.0	74.2	72.8
Australie	..	..	..	..	..	25.8	23.8	22.6	23.8	28.1	31.4	41.1	42.8	40.0	38.3	33.0	26.2	23.6	22.6
Autriche	44.3	46.8	48.8	53.2	57.1	58.4	57.6	56.8	57.1	57.0	61.6	64.6	68.4	68.3	63.9	63.5	64.9	64.3	63.4
Belgique	109.9	113.9	118.5	123.5	128.0	128.0	124.4	124.9	126.7	128.1	134.8	132.7	129.8	128.3	123.0	117.4	114.3	109.8	104.8
Danemark	76.2	77.5	74.9	71.8	68.6	66.7	65.0	65.8	66.7	70.6	83.8	77.7	73.9	68.1	64.7	59.8 ^a	55.4	50.8	46.7
Finlande	..	..	..	..	..	..	..	14.3	22.7	45.3	58.5	60.0	66.0	66.6	64.9	61.5	63.4 ^a	58.5	53.6
Grèce	34.0	40.9	47.8	48.4	52.6	62.7	65.7	89.0	91.2	97.5	110.2	107.9	108.7	111.3	108.5	105.4	104.4 ^a	103.8	100.3
Islande	31.3	33.3	33.1	30.6	28.1	31.5	37.3	36.9	38.8	46.7	53.5	56.3	59.3	56.4	52.7	47.7 ^a	43.6	39.0	35.1
Irlande	92.7	96.8	99.7	110.8	112.1	108.5	99.1	92.6	92.4	90.0	94.0	88.1	80.8	74.1	65.3	55.6	51.9 ^a	42.9	33.5
Corée	17.8	16.7	16.3	14.4	12.6	9.8	9.1	8.2	7.2	6.9	5.9	6.1	6.3	6.3	9.2	10.7 ^a	13.4	15.4	16.4
Pays-Bas	60.2	64.2	68.7	70.6	73.1	76.0	76.0	75.6	75.7	76.4	77.6	74.0	75.5	75.3	70.3	67.0	63.7	59.7	56.5
Norvège	31.6	31.9	34.6	43.0	36.0	35.1	35.4	32.4	30.3	36.1	45.1	43.5	41.1	35.2	31.5	33.7 ^a	34.6	32.0	24.7
Portugal ^d	48.5	54.0	57.0	66.8	64.3	65.0	63.3	65.3	67.3	59.9	63.1	63.8	65.9	64.8	62.0	57.8	58.3	58.8	57.3
Espagne	37.4	43.7	48.6	49.4	48.6	45.0	46.5	48.5	49.6	52.1	63.4	65.5	68.4	72.2	70.9	69.0	67.6 ^a	65.7	62.1
Suède	63.4	64.7	64.4	63.9	57.0	51.3	46.7	42.7	51.4	68.6	73.7	77.9	76.9	74.5	74.0	73.3 ^a	68.3	58.1	52.3
Total des petits pays ci-dessus	47.1	50.1	52.7	54.3	53.9	49.5	48.6	48.3	49.4	52.5	57.9	59.0	59.8	59.5	57.7	55.4	53.9	51.7	49.1
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	52.1	54.6	57.7	60.3	61.2	60.1	59.3	60.1	61.8	65.3	69.4	70.5	73.0	73.7	73.1	73.3	72.4	70.5	68.9
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	50.8	54.7	57.1	58.4	59.3	58.4	57.1	58.2	58.7	63.7	70.0	71.2	75.2	76.2	75.7	74.3	73.1	70.9	68.5
Zone euro	47.3	50.3	53.3	55.1	56.9	57.2	57.1	59.5	60.1	64.1	68.5	70.2	74.3	77.0	77.0	76.0	75.3	73.6	71.4

Note : Les engagements financiers bruts des administrations publiques sont définis sur la base SEC95/SCN93. Pour certains pays cela a nécessité un ajustement de la dette nationale officielle. Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Estimations de l'OCDE à partir de cette année.

b) Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts à partir de 1998.

c) Y compris la dette des chemins de fer allemands depuis 1994 et celle du fonds d'amortissement des dettes héritées depuis 1995.

d) Données selon la définition SEC79.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 35. Engagements financiers nets des administrations publiques
En pourcentage du PIB nominal

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																		2000	2001
États-Unis	37.5	38.7	41.9	45.5	47.5	48.6	48.7	49.9	53.7	57.1	59.1	59.8	59.3	58.9	57.0	53.7	49.7	44.8	40.8
Japon ^b	26.0	27.0	26.5	25.5	21.2	18.0	14.8	9.5	4.8	4.2	5.2	7.7	13.0	16.4	17.9	30.6	37.7 ^a	44.1	49.5
Allemagne ^c	17.1	18.7	18.7	19.0	20.4	20.7	18.0	17.8	18.4	24.6	32.5	37.8	42.1	44.9	45.9	46.6	47.0 ^a	47.0	47.2
France	4.5	7.3	10.6	13.6	12.8	13.9	14.6	16.1	16.3	18.4	26.6	29.4	36.0	41.5	41.4	42.5 ^a	43.0	42.5	41.8
Italie	67.2	72.7	79.6	84.0	88.3	90.6	93.5	83.7	88.6	97.3	105.4	110.7	108.7	108.8	107.0 ^a	105.5	104.4	100.7	96.7
Royaume-Uni	37.4	30.3	30.9	31.3	29.6	23.9	19.2	18.6	18.9	25.9	35.2	35.2	41.0	42.6	44.2	41.7 ^a	38.7	35.4	32.6
Canada	22.8	26.7	32.4	36.8	36.5	35.4	38.3	41.1	47.6	57.2	63.7	66.0	67.6	66.9	62.6	60.9	55.3	49.1	44.3
Total des pays ci-dessus	32.5	33.7	36.1	38.4	38.8	38.6	37.9	36.9	38.3	42.1	46.2	48.2	50.2	51.4	50.7	51.2	50.2	48.3	46.7
Australie	..	..	..	..	..	15.3	11.3	10.7	11.6	16.1	22.0	26.5	27.0	21.5	21.7	16.5	13.8	11.3	10.3
Autriche	26.8	28.3	29.9	33.1	36.0	38.1	37.8	37.6	37.4	38.6	43.4	44.6	48.8	49.8	50.3 ^a	51.0	51.7	51.3	50.8
Belgique	101.6	105.2	108.5	113.7	117.8	118.1	114.9	115.2	116.4	118.4	124.8	123.9	123.0	120.8	116.1	110.6	107.6 ^a	103.1	98.1
Danemark	45.6	48.8	45.3	37.9	33.7	35.4	33.2	33.0	37.5	41.2	45.2	45.8	46.2	42.4	38.6	36.0 ^a	31.6	27.2	23.2
Finlande	-25.9	-25.7	-27.0	-27.9	-27.6	-29.2	-33.3	-35.5	-34.2	-25.8	-17.3	-17.4	-13.3 ^a	-15.5	-16.1	-27.2	-28.3 ^a	-30.0	-32.8
Islande	5.8	5.8	6.1	9.0	8.2	9.9	17.9	19.4	20.0	26.8	34.8	38.0	39.7	39.4	37.1	30.5 ^a	25.8	21.2	17.3
Corée	-4.4	-5.3	-6.5	-8.1	-10.2	-13.6	-16.3	-17.2	-15.9	-15.3	-15.5	-15.2	-18.0	-19.4	-22.5	-22.5 ^a	-21.7	-21.7	-22.4
Pays-Bas	34.5	37.8	40.6	43.7	27.1	30.9	34.5	35.4	36.2	39.6	40.6	41.9	53.2	53.7	55.4	54.0	51.0 ^a	47.0	43.7
Norvège	-26.6	-30.1	-36.9	-41.4	-42.8	-43.0	-42.2	-42.0	-38.3	-35.9	-32.1	-30.8	-32.8	-36.7	-43.0	-46.1 ^a	-47.8	-51.9 ^a	-61.6
Espagne	19.4	23.1	25.9	29.1	29.7	30.4	30.4	31.5	33.0	35.2	42.2	46.4	50.4	52.6	52.1	49.7	47.6 ^a	44.9	42.1
Suède	10.4	13.2	13.8	12.5	6.4	0.2	-6.0	-7.8	-5.0	4.6	10.7	21.0	22.7	19.5	18.2	15.5 ^a	13.0	3.9	0.0
Total des petits pays ci-dessus	20.3	22.1	22.8	23.6	20.9	19.8	18.2	18.1	19.5	22.5	26.7	29.1	31.1	29.9	28.5	26.0	24.4	21.6	19.1
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	30.9	32.1	34.3	36.4	36.4	35.7	34.9	34.1	35.5	39.2	43.3	45.4	47.3	48.2	47.4	47.5	46.4	44.3	42.6
<i>Pour mémoire</i>																			
Total des pays de l'Union européenne ci-dessus	30.6	32.0	34.3	36.3	36.2	36.1	35.1	33.6	34.6	39.9	47.5	50.9	54.8	56.7	56.7	55.7	54.7	52.6	50.6
Zone euro	27.0	30.2	33.0	35.6	36.3	37.5	37.7	36.3	37.7	42.4	48.5	52.1	55.3	58.9	59.1	58.6	58.1	56.5	54.9

Note : Les engagements financiers bruts des administrations publiques sont définis sur la base SEC95/SCN93. Pour certains pays cela a nécessité un ajustement de la dette nationale officielle. Pour plus de détails, voir «Sources et méthodes» (<http://www.oecd.org/eco/out/source.htm>).

a) Estimations de l'OCDE à partir de cette année.

b) Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts à partir de 1998.

c) Y compris la dette des chemins de fer allemands depuis 1994 et celle du fonds d'amortissement des dettes héritées depuis 1995.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 36. Taux d'intérêt à court terme^a

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	13.1	9.6	10.8	8.3	6.8	7.1	7.9	9.2	8.2	5.9	3.8	3.2	4.7	6.0	5.4	5.7	5.5	5.4	6.8	7.3
Japon	7.0	6.7	6.5	6.6	5.2	4.2	4.5	5.4	7.7	7.4	4.5	3.0	2.2	1.2	0.6	0.6	0.7	0.2	0.3	0.7
Allemagne	8.9	5.8	6.0	5.4	4.6	4.0	4.3	7.1	8.5	9.2	9.5	7.3	5.4	4.5	3.3	3.3	3.5	3.0	4.3	5.1
France	14.6	12.5	11.7	9.9	7.7	8.3	7.9	9.4	10.3	9.6	10.3	8.6	5.8	6.6	3.9	3.5	3.6	3.0	4.3	5.1
Italie	19.9	18.3	17.3	15.2	13.4	11.3	10.8	12.6	12.2	12.2	14.0	10.2	8.5	10.5	8.8	6.9	5.0	3.0	4.3	5.1
Royaume-Uni	12.3	10.1	9.9	12.2	10.9	9.7	10.3	13.9	14.8	11.5	9.6	5.9	5.5	6.7	6.0	6.8	7.3	5.4	6.6	7.0
Canada	14.1	8.3	10.0	8.6	8.1	7.8	9.5	12.1	12.7	8.8	6.6	5.0	5.5	7.1	4.4	3.5	5.0	4.9	6.1	6.6
Australie	16.6	12.1	12.2	16.2	16.4	13.5	12.9	17.7	14.4	10.2	6.5	5.2	5.7	7.7	7.2	5.4	5.0	5.0	6.4	7.0
Autriche	8.8	5.4	6.5	6.2	5.3	4.3	4.6	7.5	9.0	9.5	9.5	7.0	5.1	4.6	3.4	3.5	3.6	3.0	4.3	5.1
Belgique	14.0	10.4	11.4	9.5	8.1	7.1	6.7	8.8	9.6	9.4	9.4	8.2	5.7	4.8	3.2	3.4	3.6	3.0	4.3	5.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.1	9.1	10.9	12.0	15.9	14.3	6.9	5.6	6.8
Danemark	16.8	12.7	11.7	10.2	9.1	10.1	8.5	9.8	10.8	9.7	11.5	10.3	6.2	6.0	3.9	3.7	4.1	3.4	4.7	5.5
Finlande	11.8	14.6	16.5	13.5	12.7	10.0	10.0	12.6	14.0	13.1	13.3	7.8	5.4	5.8	3.6	3.2	3.6	3.0	4.3	5.1
Grèce	15.3	15.3	17.8	18.4	18.5	19.0	19.2	19.0	23.0	23.3	21.7	21.3	19.3	15.5	12.8	10.4	11.6	8.9	5.8	5.1
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17.2	26.9	32.0	24.0	20.1	18.0	14.7	11.1	10.6
Islande	47.6	51.0	28.4	35.0	23.8	25.6	31.0	27.9	14.8	14.6	10.5	8.8	4.9	7.0	7.0	7.1	7.4	8.6	10.7	11.9
Irlande	16.3	13.2	13.2	11.9	12.5	10.8	8.0	10.0	11.3	10.4	14.3	9.1	5.9	6.2	5.4	6.1	5.4	3.0	4.3	5.1
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.3	16.4	13.0	13.3	14.1	12.7	13.4	15.2	6.8	7.5	7.9
Mexique	45.7	59.5	49.7	63.7	90.5	103.8	62.1	44.6	35.0	19.8	15.9	15.5	14.5	47.8	32.9	21.3	26.1	22.4	15.2	13.0
Pays-Bas	8.4	5.6	6.1	6.3	5.7	5.4	4.8	7.4	8.7	9.3	9.4	6.9	5.2	4.4	3.0	3.3	3.5	3.0	4.3	5.1
Nouvelle-Zélande	17.0	13.1	15.0	23.3	19.1	21.1	15.4	13.5	13.9	10.0	6.7	6.3	6.7	9.0	9.3	7.7	7.3	4.8	7.0	7.4
Norvège	15.4	13.3	13.0	12.5	14.4	14.7	13.5	11.4	11.5	10.6	11.8	7.3	5.9	5.5	4.9	3.7	5.8	6.5	6.6	7.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33.2	28.8	25.6	20.3	21.6	19.1	13.1	16.0	14.0
Portugal	18.5	22.7	24.9	22.4	15.6	13.9	13.0	14.9	16.9	17.7	16.1	12.5	11.1	9.8	7.4	5.7	4.3	3.0	4.3	5.1
Espagne	16.3	20.0	14.9	12.2	11.7	15.8	11.7	15.0	15.2	13.2	13.3	11.7	8.0	9.4	7.5	5.4	4.2	3.0	4.3	5.1
Suède	13.3	11.4	11.9	14.2	9.8	9.4	10.1	11.5	13.7	11.6	12.9	8.4	7.4	8.7	5.8	4.1	4.2	3.1	4.2	5.6
Suisse	5.1	4.1	4.3	4.9	4.2	3.8	3.1	7.4	9.0	8.2	7.9	4.9	4.2	3.1	2.1	1.7	1.6	1.4	2.7	3.5
Turquie	..	..	..	..	..	39.8	60.6	40.7	51.9	109.6	97.8	90.3	150.6	136.3	143.6	119.2	115.7	89.2	36.7	22.7
Zone euro	13.3	11.6	11.0	9.7	8.3	8.0	7.5	9.9	10.7	10.6	11.2	8.6	6.3	6.5	4.8	4.2	3.9	3.0	4.3	5.1

a) Pour les sources et les définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 37. Taux d'intérêt à long terme^a

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	13.0	11.1	12.4	10.6	7.7	8.4	8.8	8.5	8.6	7.9	7.0	5.9	7.1	6.6	6.4	6.4	5.3	5.6	6.6	6.8
Japon	8.3	7.8	7.3	6.5	5.1	5.0	4.8	5.1	7.0	6.3	5.3	4.3	4.4	3.4	3.1	2.4	1.5	1.8	1.9	2.2
Allemagne	9.1	8.2	8.1	7.2	6.3	6.4	6.6	7.1	8.7	8.5	7.9	6.5	6.9	6.9	6.2	5.7	4.6	4.5	5.8	6.2
France	16.0	14.4	13.4	11.9	9.1	10.2	9.2	9.2	10.3	9.0	8.6	6.8	7.2	7.5	6.3	5.6	4.7	4.6	5.9	6.3
Italie	20.2	18.3	15.6	13.7	11.5	10.6	10.9	12.8	13.5	13.3	13.3	11.2	10.5	12.2	9.4	6.9	4.9	4.7	6.0	6.4
Royaume-Uni	13.1	11.3	11.1	11.0	10.1	9.6	9.7	10.2	11.8	10.1	9.1	7.5	8.2	8.2	7.8	7.0	5.5	5.1	5.7	6.1
Canada	14.4	11.8	12.7	11.1	9.5	9.9	10.2	9.9	10.8	9.8	8.8	7.9	8.6	8.4	7.5	6.5	5.5	5.7	6.4	6.6
Australie	15.4	13.9	13.5	14.0	13.4	13.2	12.1	13.4	13.2	10.7	9.2	7.3	9.0	9.2	8.2	6.9	5.5	6.1	7.1	7.2
Autriche	9.9	8.2	8.0	7.8	7.3	6.9	6.7	7.1	8.7	8.5	8.1	6.7	7.0	7.1	6.3	5.7	4.7	4.7	6.0	6.4
Belgique	13.4	11.9	12.2	11.0	8.6	8.2	8.0	8.6	10.1	9.3	8.7	7.2	7.7	7.4	6.3	5.6	4.7	4.7	6.0	6.4
Danemark	21.4	15.1	14.5	11.6	10.1	11.3	9.6	9.8	10.6	9.3	8.9	7.2	7.9	8.3	7.1	6.2	4.9	5.0	6.2	6.6
Finlande	11.0	10.8	11.1	10.7	8.9	7.9	10.3	12.1	13.2	11.9	12.1	8.8	9.0	8.8	7.1	6.0	4.8	4.7	6.0	6.3
Islande	45.4	48.8	23.0	32.5	19.6	27.9	33.2	29.5	16.4	17.7	13.1	14.3	10.6	11.6	12.4	12.9	12.8	13.8	17.0	17.6
Irlande	..	..	..	12.8	11.2	11.3	9.4	9.2	10.3	9.4	9.3	7.6	8.0	8.2	7.2	6.3	4.7	4.8	6.0	6.4
Corée	..	13.8	14.3	13.9	11.9	12.4	13.0	14.2	15.1	16.5	15.1	12.1	12.3	12.4	10.9	11.8	12.8	8.7	10.1	10.6
Mexique	..	..	..	63.7	90.5	103.8	62.1	44.6	34.8	19.7	16.1	15.5	13.8	39.8	34.4	22.5	24.8	24.1	17.5	14.5
Pays-Bas	9.9	8.2	8.1	7.3	6.3	6.4	6.4	7.2	8.9	8.7	8.1	6.4	6.9	6.9	6.2	5.6	4.6	4.6	5.9	6.3
Nouvelle-Zélande	12.9	12.2	12.6	17.7	16.4	15.7	13.1	12.8	12.4	10.1	8.4	6.9	7.6	7.8	7.9	7.2	6.3	6.4	7.4	7.5
Norvège	13.2	12.9	12.2	12.6	13.3	13.3	12.9	10.8	10.7	10.0	9.6	6.9	7.4	7.4	6.8	5.9	5.4	5.5	6.6	7.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	28.5	22.9	18.3	19.0	16.4	14.5	14.5	12.5
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10.4	11.5	8.6	6.4	4.9	4.8	6.0	6.4
Espagne	16.0	16.9	16.5	13.4	11.4	12.8	11.7	13.8	14.6	12.8	11.7	10.2	10.0	11.3	8.7	6.4	4.8	4.7	6.1	6.5
Suède	13.3	12.6	12.5	13.2	10.5	11.7	11.4	11.2	13.2	10.7	10.0	8.5	9.5	10.2	8.0	6.6	5.0	5.0	5.8	6.3
Suisse	4.6	4.2	4.6	4.7	4.2	4.0	4.0	5.1	6.4	6.2	6.4	4.6	4.9	4.6	4.0	3.4	2.8	3.0	4.3	4.7
Turquie	..	..	..	..	55.0	47.0	62.4	58.3	51.9	71.9	79.6	86.6	138.5	111.5	124.9	106.0	113.6	97.4	32.7	23.1
Zone euro	..	..	..	10.6	8.8	9.0	8.8	9.7	11.0	10.3	9.8	8.0	8.0	8.4	7.0	5.9	4.7	4.6	5.9	6.3

a) Pour les sources et les définitions voir «Sources et méthodes».

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 38. **Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)**

Moyenne des taux journaliers

	Unité monétaire	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Estimations et hypothèses ^b	
															2000	2001
États-Unis	Dollar	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Japon	Yen	144.6	128.1	138.0	144.8	134.5	126.7	111.2	102.2	94.1	108.8	121.0	130.9	113.9	108.5	109.4
Allemagne	Deutschemark	1.797	1.756	1.880	1.616	1.659	1.562	1.653	1.623	1.433	1.505	1.734	1.759	1.836	2.102	2.152
France	Franc	6.009	5.957	6.380	5.446	5.641	5.294	5.662	5.552	4.991	5.116	5.837	5.899	6.157	7.051	7.216
Italie	Lire	1 297	1 302	1 372	1 198	1 241	1 232	1 572	1 613	1 629	1 543	1 703	1 736	1 817	2 081	2 130
Royaume-Uni	Livre	0.612	0.562	0.611	0.563	0.567	0.570	0.666	0.653	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.649	0.662
Canada	Dollar	1.326	1.231	1.184	1.167	1.146	1.209	1.290	1.366	1.372	1.364	1.385	1.483	1.486	1.481	1.494
Australie	Dollar	1.429	1.281	1.265	1.282	1.284	1.362	1.473	1.369	1.350	1.277	1.348	1.592	1.550	1.679	1.714
Autriche	Schilling	12.64	12.34	13.23	11.37	11.67	10.99	11.63	11.42	10.08	10.58	12.20	12.38	12.91	14.79	15.14
Belgique-Luxembourg	Franc	37.34	36.77	39.40	33.42	34.16	32.15	34.55	33.46	29.50	30.98	35.76	36.30	37.86	43.36	44.38
République tchèque	Couronne	..	..	..	..	29.47	28.26	29.15	28.79	26.54	27.15	31.70	32.28	34.59	39.49	40.87
Danemark	Couronne	6.838	6.730	7.310	6.186	6.393	6.038	6.482	6.360	5.604	5.798	6.604	6.696	6.980	8.001	8.182
Finlande	Markka	4.396	4.186	4.288	3.823	4.043	4.486	5.721	5.223	4.367	4.592	5.187	5.345	5.580	6.392	6.541
Grèce	Drachme	135.2	141.7	162.1	158.2	182.1	190.5	229.1	242.2	231.6	240.7	272.9	295.3	305.7	360.4	369.8
Hongrie	Forint	..	..	..	..	74.8	79.0	91.9	105.1	125.7	152.6	186.6	214.3	237.1	279.8	294.9
Islande	Couronne	38.68	43.05	57.11	58.38	59.10	57.62	67.64	69.99	64.77	66.69	70.97	71.17	72.43	75.27	76.25
Irlande	Livre	0.672	0.657	0.706	0.605	0.622	0.588	0.683	0.670	0.624	0.625	0.660	0.703	0.739	0.847	0.866
Corée	Won	825.0	730.0	669.2	708.0	733.2	780.0	802.4	804.3	771.4	804.4	950.5	1 400.5	1 186.7	1 113.4	1 109.3
Mexique	Peso	1.418	2.281	2.495	2.841	3.022	3.095	3.115	3.389	6.421	7.601	7.924	9.153	9.553	9.485	9.535
Pays-Bas	Florin	2.026	1.977	2.121	1.821	1.870	1.759	1.857	1.820	1.605	1.686	1.951	1.985	2.068	2.369	2.424
Nouvelle-Zélande	Dollar	1.695	1.529	1.674	1.678	1.729	1.860	1.851	1.687	1.524	1.454	1.513	1.869	1.892	2.056	2.079
Norvège	Couronne	6.737	6.517	6.903	6.258	6.484	6.214	7.094	7.057	6.337	6.457	7.072	7.545	7.797	8.823	9.078
Pologne	Zloty	..	..	..	..	1.058	1.363	1.814	2.273	2.425	2.696	3.277	3.492	3.964	4.375	4.490
Portugal	Escudo	140.8	143.9	157.1	142.3	144.4	134.8	160.7	166.0	149.9	154.2	175.2	180.1	188.2	215.5	220.6
Espagne	Peseta	123.5	116.5	118.4	101.9	103.9	102.4	127.2	134.0	124.7	126.7	146.4	149.4	156.2	178.9	183.0
Suède	Couronne	6.340	6.129	6.446	5.918	6.045	5.823	7.785	7.716	7.134	6.707	7.635	7.947	8.262	8.926	9.074
Suisse	Franc	1.491	1.463	1.635	1.389	1.434	1.406	1.477	1.367	1.182	1.236	1.450	1.450	1.503	1.690	1.716
Turquie	Lire	855	1 421	2 120	2 606	4 169	6 861	10 964	29 778	45 738	81 281	151 595	260 473	418 984	624 780	717 094
Euro area	€	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.939	1.075	1.100
	DTS	0.774	0.742	0.780	0.738	0.731	0.710	0.716	0.699	0.659	0.689	0.726	0.737	0.731	0.757	0.765

a) Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 10 mai 2000, excepté pour la Hongrie et la Turquie où les taux sont fonction de la politique de taux de change officielle.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 39. **Taux de change effectifs^a**

Indices 1995 = 100, moyenne des taux journaliers

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Estimations et hypothèses ^b	
															2000	2001
États-Unis	80.1	75.3	73.7	79.1	83.3	85.4	87.0	92.5	98.3	100.0	105.6	113.3	125.5	124.7	126.9	128.2
Japon	43.6	48.7	54.7	53.4	52.7	59.3	64.3	79.8	93.2	100.0	87.3	83.4	86.4	99.3	106.5	106.4
Allemagne	66.4	71.4	72.1	72.6	78.7	79.4	83.2	87.8	92.6	100.0	98.7	95.2	98.8	98.4	94.0	93.6
France	79.9	80.7	79.9	79.8	85.6	85.1	88.8	92.3	95.6	100.0	100.4	97.4	100.1	99.1	95.0	94.5
Italie	111.6	112.7	111.6	115.7	122.9	124.1	123.0	106.6	107.5	100.0	110.2	111.7	114.3	114.3	110.2	109.8
Royaume-Uni	103.9	103.0	110.1	107.9	108.8	110.9	108.2	100.0	103.3	100.0	102.3	119.1	127.1	127.4	131.9	131.4
Canada	92.5	94.8	101.8	109.0	112.4	115.7	109.9	104.9	100.5	100.0	102.1	102.7	98.3	97.9	99.0	98.5
Australie	96.2	91.8	99.1	106.3	106.5	107.3	100.5	95.3	103.1	100.0	109.7	111.0	102.8	103.0	97.4	96.1
Autriche	81.0	83.8	84.1	84.2	87.6	87.8	89.9	92.8	95.1	100.0	99.1	97.1	99.3	99.7	97.3	97.2
Belgique-Luxembourg	75.8	79.2	78.9	79.2	84.7	85.5	88.2	90.3	94.3	100.0	98.4	94.5	96.7	96.1	92.3	91.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	90.9	95.3	98.6	100.0	101.9	99.0	100.9	99.8	98.0	96.5
Danemark	79.2	82.1	81.1	79.8	86.3	85.9	88.6	92.5	95.0	100.0	99.3	96.9	99.5	98.9	94.9	94.6
Finlande	89.7	91.0	93.1	97.3	101.2	98.3	86.3	77.1	87.3	100.0	97.8	95.5	98.0	99.8	94.8	94.2
Grèce	178.6	160.1	149.8	140.4	131.9	119.0	112.0	104.7	100.8	100.0	98.6	96.9	94.4	95.6	89.9	89.4
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	126.4	120.9	100.0	85.2	78.8	71.4	68.9	65.2	63.1
Islande	153.8	151.8	144.3	123.1	111.5	112.0	111.6	104.5	99.9	100.0	99.7	102.2	105.4	106.6	111.9	112.5
Irlande	93.7	93.3	91.5	90.9	98.8	97.7	101.9	96.5	98.1	100.0	102.5	102.2	99.4	96.0	89.0	88.2
Corée	93.4	91.1	97.9	113.1	109.8	106.0	98.8	97.6	99.3	100.0	101.4	93.7	67.5	77.5	84.1	85.1
Mexique	837.9	371.6	218.7	210.8	192.0	185.4	185.6	195.3	190.0	100.0	84.9	83.4	74.2	70.7	71.8	71.7
Pays-Bas	72.1	76.4	76.9	77.2	83.0	83.6	86.9	90.6	94.2	100.0	98.5	93.8	96.7	96.3	91.6	91.0
Nouvelle-Zélande	89.1	92.3	96.2	91.3	91.5	89.0	82.8	86.7	93.8	100.0	107.2	109.9	97.7	94.1	89.5	89.6
Norvège	96.9	93.6	94.1	94.7	96.1	95.3	97.0	95.5	96.2	100.0	100.4	101.1	98.3	98.3	94.5	93.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	154.9	141.5	114.3	100.0	93.0	86.1	84.0	77.0	77.6	77.1
Portugal	103.6	95.7	92.2	91.7	93.2	95.7	101.2	97.6	97.0	100.0	99.7	98.4	98.4	97.8	95.4	95.1
Espagne	98.5	98.6	102.8	108.7	116.0	117.3	116.1	103.6	99.3	100.0	101.2	97.0	98.4	97.5	94.2	93.8
Suède	112.1	111.2	112.3	114.1	114.6	115.6	118.4	97.4	99.0	100.0	110.2	106.7	106.4	105.9	107.7	108.0
Suisse	73.8	78.1	78.3	75.2	81.5	81.2	80.7	84.1	92.3	100.0	98.7	93.2	97.0	97.5	95.1	95.4
Turquie	6 497.2	4 501.0	2 703.1	1 927.5	1 484.8	982.6	586.4	416.2	171.8	100.0	58.8	35.0	21.1	14.2	10.2	9.0
Zone euro	60.2	65.9	66.1	68.2	81.0	81.7	87.1	86.1	92.1	100.0	102.1	95.7	101.5	100.2	91.2	90.3

a) Pour plus de détails sur la méthode de calcul, se reporter aux «Sources et méthodes», section sur les taux de change effectifs et les indicateurs de compétitivité.

b) Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 10 mai 2000, excepté pour la Hongrie et la Turquie où les taux sont fonction de la politique de taux de change officielle.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 40. **Volume des exportations**

Total des biens, statistiques douanières, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis ^a	-9.1	-2.9	7.9	3.6	5.1	11.4	18.8	12.6	8.3	7.1	6.8	3.0	9.7	11.9	8.7	14.5	2.1	4.0	7.3	8.0
Japon	-2.3	8.5	15.8	5.0	-0.5	0.4	4.4	4.5	5.5	2.5	1.5	-2.1	1.7	4.4	0.7	11.8	-1.2	2.1	8.4	5.2
Allemagne	3.3	-0.3	9.1	5.9	1.3	2.9	6.6	8.1	1.4	1.4	0.8	-6.3	9.0	6.7	7.1	8.1	7.5	4.3	11.3	9.2
France	-1.1	4.4	7.3	2.6	0.1	4.2	9.6	10.2	5.0	5.3	4.8	0.0	9.9	9.6	2.2	12.1	8.8	3.6	11.6	9.4
Italie	0.7	4.7	5.0	6.5	1.5	3.0	8.9	5.3	2.7	0.8	3.5	11.7	11.5	7.9	4.5	4.6	1.8	0.2	11.4	9.9
Royaume-Uni	3.3	1.8	8.6	5.7	4.0	5.5	2.5	5.4	6.5	0.5	2.2	0.1	13.0	10.6	8.3	7.6	1.6	1.3	7.5	6.2
Canada	-0.5	7.4	18.6	6.4	5.8	3.6	9.7	1.2	4.7	2.6	7.9	11.3	13.2	9.5	5.5	9.2	8.3	10.5	9.1	6.7
Total des pays ci-dessus	-1.0	2.8	10.4	5.1	1.9	4.1	8.4	7.4	4.8	3.1	3.4	0.5	8.7	8.4	5.5	10.4	3.8	3.6	9.4	7.9
Australie	5.9	-2.8	17.7	9.0	3.1	8.1	0.1	4.8	7.2	16.2	6.4	6.2	6.3	3.0	12.7	7.4	0.2	4.9	11.1	9.2
Autriche	1.6	4.3	9.4	9.7	1.0	2.2	7.6	15.2	11.2	7.1	3.5	-2.7	11.4	12.4	4.3	12.9	9.7	4.3	9.8	8.7
Belgique ^b	1.6	4.1	5.0	4.1	7.9	6.9	4.6	8.1	3.1	4.0	0.0	7.5	9.0	6.2	2.2	7.4	5.6	3.4	11.1	7.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.7	15.0	2.6	15.0	13.4	9.8	12.8	8.6
Danemark	2.0	7.6	5.5	4.6	1.4	2.4	7.6	7.4	6.5	7.1	5.3	0.1	7.5	5.5	3.7	6.1	0.9	6.0	6.9	7.2
Finlande	-2.7	4.0	9.6	0.9	0.4	1.5	3.5	-0.2	2.8	-9.2	9.1	18.7	13.9	7.0	6.0	12.0	7.0	7.1	10.7	9.2
Grèce	-0.1	18.2	17.1	-0.7	19.3	10.5	-31.1	37.7	-7.2	10.3	24.5	-1.3	3.7	7.5	17.0	7.0	2.1	4.8	9.8	7.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16.7	9.9	24.2	29.7	21.9	16.3	16.8	15.9
Islande ^c	-23.4	9.4	-3.6	12.7	34.5	24.4	1.3	-2.1	13.5	-1.2	-2.8	-4.7	10.8	11.7	5.3	0.2	-2.8	7.4	3.0	6.8
Irlande	7.3	12.0	18.4	6.5	4.0	14.2	7.1	11.2	8.5	5.6	13.7	11.1	14.8	20.1	9.9	14.9	24.6	14.7	16.8	11.4
Corée	9.8	19.5	18.1	10.7	24.5	23.2	21.7	-5.1	6.2	9.9	8.3	6.8	14.7	24.1	20.0	24.8	21.8	9.4	19.5	13.6
Mexique	14.6	15.5	10.4	-3.2	18.0	11.7	16.8	5.9	8.1	14.3	8.1	16.6	8.6	23.9	18.4	16.3	13.2	11.7	10.6	8.4
Pays-Bas	-0.6	4.5	7.4	5.9	2.1	4.5	9.2	6.4	5.2	4.8	2.6	1.1	6.5	7.2	5.4	6.5	8.2	4.6	9.5	8.2
Nouvelle-Zélande	2.9	5.5	4.9	10.7	-2.0	2.9	3.9	-2.7	5.7	10.4	2.6	4.2	10.1	2.9	4.8	5.6	-1.0	1.3	7.8	6.9
Norvège	-0.8	12.6	9.1	3.5	1.8	13.9	4.4	15.0	6.7	6.7	8.0	5.3	12.4	5.5	12.9	4.6	0.2	3.1	9.8	5.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.3	16.7	9.7	13.7	14.6	-1.0	7.6	9.5
Portugal	11.9	21.3	14.5	10.6	7.8	11.7	9.3	20.5	12.7	0.6	7.5	-4.2	14.4	14.2	9.6	10.0	4.8	6.5	9.9	9.5
Espagne	6.2	8.4	17.5	2.8	-3.7	7.6	6.0	4.8	11.9	11.3	4.9	11.7	21.2	9.7	12.0	14.5	6.6	6.4	14.4	12.9
Suède	3.7	11.4	8.2	3.4	2.9	2.8	3.7	2.1	0.2	-2.2	1.0	9.8	16.9	10.8	6.1	10.2	7.2	5.3	10.1	5.4
Suisse	-4.9	-0.5	7.9	7.8	0.0	1.8	7.2	7.7	3.4	-2.8	3.5	1.0	3.4	2.2	2.6	7.9	4.0	4.7	10.6	8.0
Turquie	29.3	5.4	29.5	14.5	-20.8	21.9	8.7	-1.6	1.1	6.4	6.5	7.6	22.0	5.8	12.9	18.6	6.6	15.4	7.5	2.1
Total des petits pays	2.2	6.5	9.9	5.5	4.2	7.3	7.5	6.0	5.4	5.1	4.6	5.8	10.9	10.5	8.9	12.1	9.6	6.8	12.2	9.4
Total de l'OCDE	-0.2	3.8	10.2	5.2	2.5	5.0	8.2	7.0	4.9	3.7	3.8	2.0	9.4	9.1	6.6	10.9	5.7	4.7	10.4	8.4
Pour mémoire																				
Union européenne	1.9	3.3	8.2	5.1	2.1	4.2	6.4	7.5	3.9	2.6	2.8	1.2	10.7	8.5	5.8	8.7	6.4	3.9	10.9	8.8

a) Calculés à partir des valeurs et valeurs unitaires sur la base de la comptabilité nationale.

b) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

c) Estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 41. Volume des importations

Total des biens, statistiques douanières, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis ^a	-2.5	13.6	24.2	6.3	10.3	4.8	4.1	4.2	3.0	-0.1	9.3	10.1	13.3	9.0	9.4	14.2	11.7	12.7	10.8	7.5
Japon	-0.7	1.1	10.6	0.7	9.7	9.0	16.9	7.7	5.5	3.9	-0.7	3.7	13.4	13.7	5.0	1.7	-5.3	9.6	6.7	5.0
Allemagne	1.3	4.0	5.2	4.9	5.4	5.3	6.4	7.3	12.7	11.9	1.3	-9.8	7.9	6.9	5.5	6.6	10.9	4.0	8.3	6.6
France	5.4	-2.3	2.1	5.5	6.6	8.8	11.2	9.7	5.2	2.9	1.0	-4.3	10.3	8.7	0.1	7.4	12.3	4.2	10.8	9.8
Italie	-0.1	1.2	7.6	8.8	2.5	10.2	3.8	9.6	4.2	2.9	3.3	-9.1	11.1	5.9	0.1	9.9	9.5	4.2	7.7	7.8
Royaume-Uni	5.1	6.1	11.1	3.8	7.2	6.9	13.8	8.0	0.5	-5.2	6.2	0.4	6.3	6.0	9.8	8.7	9.5	5.6	9.5	7.7
Canada	-16.4	11.0	19.7	10.4	9.1	5.4	13.5	5.2	0.6	3.1	7.6	8.7	10.6	7.5	6.2	16.9	7.3	10.4	10.2	7.2
Total des pays ci-dessus	-0.1	5.5	12.2	5.5	7.6	6.6	8.5	6.9	5.1	3.1	4.3	0.3	10.7	8.4	6.1	9.7	9.0	8.2	9.5	7.4
Australie	6.3	-16.0	18.9	7.9	-1.3	1.5	13.2	22.8	-7.3	-1.3	6.7	4.3	11.8	10.1	7.0	6.2	7.2	7.1	6.3	6.5
Autriche	-0.8	8.0	8.4	5.4	5.2	5.4	7.7	10.6	11.2	3.0	3.1	-1.1	12.9	4.6	3.1	10.1	7.5	4.6	6.8	7.5
Belgique ^b	0.8	-1.4	4.9	3.8	10.6	8.3	4.9	6.8	5.2	4.1	1.0	1.2	7.7	5.0	4.3	4.5	8.1	0.6	10.6	8.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.8	26.7	10.9	8.8	10.9	5.2	10.3	7.6
Danemark	2.3	3.0	3.4	7.9	7.0	-1.7	0.0	2.4	4.5	4.7	4.7	-3.6	12.3	7.0	1.2	9.1	3.3	1.2	4.6	4.8
Finlande	1.3	3.2	-0.3	5.9	5.2	9.3	9.1	10.6	-4.1	-17.0	-2.0	-3.6	20.4	8.1	7.7	10.1	8.9	3.6	6.3	6.0
Grèce	13.6	3.5	1.4	13.0	6.1	13.0	-14.1	30.8	14.2	9.7	14.6	6.2	6.2	8.6	7.9	7.1	0.9	5.4	6.9	7.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14.9	-3.1	17.9	26.2	24.6	14.2	14.5	14.7
Islande ^c	-7.8	-13.4	0.7	10.1	23.4	41.6	0.6	-12.3	18.6	5.1	-3.3	-16.3	4.6	19.4	16.2	8.2	24.1	6.4	7.0	3.8
Irlande	-3.5	3.2	10.5	3.3	3.0	6.2	4.7	13.0	6.8	0.8	4.8	7.0	13.2	14.4	10.0	14.9	18.1	13.2	15.4	11.3
Corée	-2.8	12.0	18.6	5.6	1.6	17.8	17.4	11.5	12.0	16.8	2.0	6.5	21.4	21.2	12.7	1.5	-28.9	26.7	30.0	15.1
Mexique	-39.3	-32.1	30.1	14.6	-6.9	8.9	41.1	18.8	17.4	19.7	23.2	3.8	18.5	-13.3	22.7	22.0	15.3	13.9	14.6	10.3
Pays-Bas	0.9	4.5	5.5	7.2	3.7	4.7	8.0	6.8	4.7	4.3	1.3	-2.7	7.1	7.8	6.1	7.6	7.5	5.1	9.4	8.5
Nouvelle-Zélande	6.2	-6.8	20.1	0.0	-1.4	10.4	-7.8	21.7	7.3	-9.6	10.7	4.3	16.3	6.5	3.4	3.6	2.4	13.5	6.6	5.8
Norvège	3.4	-3.3	13.5	11.7	14.4	-2.0	-9.5	-5.7	10.3	2.6	3.3	0.7	16.1	8.1	10.4	7.9	10.5	-2.3	1.1	4.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13.4	20.5	28.0	20.8	19.1	3.9	8.3	8.8
Portugal	5.9	-12.6	-5.7	6.6	19.2	28.0	22.2	8.4	15.8	5.9	13.0	-9.5	12.2	9.4	5.1	12.8	14.2	9.4	9.6	9.0
Espagne	4.4	-1.6	-1.0	8.4	20.3	27.7	19.2	16.8	9.9	11.5	6.8	-5.7	15.2	11.0	7.5	12.4	13.1	13.9	14.4	12.6
Suède	5.4	1.9	6.7	9.2	3.7	8.8	5.4	7.1	0.2	-6.4	-0.8	2.5	14.9	9.0	2.4	10.6	10.3	2.6	8.1	8.6
Suisse	-2.2	5.9	8.5	3.8	8.5	6.0	4.5	7.0	1.9	-1.5	-4.9	-0.8	8.3	4.1	2.4	8.5	9.1	5.8	10.8	7.2
Turquie	3.1	12.0	24.0	7.9	-5.0	14.1	-0.5	5.7	34.2	-2.0	10.6	37.2	-21.1	29.9	30.8	21.9	-1.9	-3.4	12.3	8.5
Total des petits pays	-0.9	0.5	7.9	6.6	6.1	8.4	8.1	9.6	6.4	4.1	3.7	0.9	11.2	8.5	8.5	9.7	5.9	7.4	11.7	9.3
Total de l'OCDE	-0.4	3.8	10.8	5.8	7.1	7.1	8.3	7.7	5.5	3.4	4.1	0.5	10.9	8.5	6.9	9.7	7.9	8.0	10.3	8.0
Pour mémoire																				
Union européenne	2.4	2.2	5.6	5.8	6.2	7.8	8.3	8.6	6.3	4.0	2.8	-4.5	9.4	7.3	4.7	8.2	10.1	5.0	9.5	8.2

a) Calculés à partir des valeurs et valeurs unitaires sur la base de la comptabilité nationale.

b) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

c) Estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 42. **Prix des exportations (valeurs unitaires moyennes)**

Total des biens, pourcentages de variation, exprimés en monnaie nationale

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-1.1	-0.7	0.9	-5.0	-3.3	2.3	6.4	1.3	-0.9	-0.1	-1.5	-0.5	1.1	2.4	-2.6	-2.7	-3.1	-1.4	1.4	0.1
Japon	5.5	-6.6	-0.2	-0.7	-15.4	-6.0	-2.5	6.9	3.6	-0.3	-0.1	-4.6	-1.0	-1.8	6.9	1.9	0.7	-8.0	-2.0	-0.1
Allemagne	4.5	1.3	3.4	3.9	-3.3	-2.7	0.9	4.4	-1.1	-0.6	0.7	0.0	1.0	1.7	0.2	1.6	0.0	-1.2	3.2	2.1
France	12.2	9.0	8.7	3.9	-4.6	-1.2	2.1	3.7	-1.9	-1.5	-2.3	-3.2	-0.6	0.4	1.7	2.1	-1.7	-0.9	3.7	1.9
Italie	15.1	6.3	11.1	9.1	-4.4	0.5	2.0	9.7	2.3	2.7	0.9	8.7	3.8	13.3	-1.7	0.3	1.9	-1.6	5.7	2.0
Royaume-Uni	6.3	7.6	6.9	5.2	-10.6	3.8	0.4	8.3	3.9	0.6	1.2	9.7	0.4	3.7	1.1	-5.1	-5.7	-1.7	2.4	2.6
Canada	0.5	-0.1	3.7	0.5	-2.4	1.4	-0.5	1.2	-1.2	-5.3	2.5	4.6	6.0	6.2	0.0	-1.4	-1.2	1.2	3.6	1.8
Total des pays ci-dessus	5.0	1.2	3.9	1.4	-6.5	-0.8	1.6	4.7	0.5	-0.5	-0.1	0.7	1.0	2.6	0.8	-0.3	-1.3	-2.4	2.1	1.2
Australie	4.5	7.6	0.3	12.5	1.2	4.0	11.8	5.5	1.2	-9.1	2.1	1.3	-2.8	7.4	-4.2	1.8	4.9	-7.0	8.8	5.6
Autriche	4.2	-0.3	3.8	2.5	-4.1	-2.1	4.0	-2.9	-2.3	-4.1	-1.6	-1.5	-1.6	0.9	1.0	3.3	-1.2	1.7	0.8	3.0
Belgique ^a	13.2	7.9	7.8	1.7	-9.9	-6.1	4.8	7.9	-3.1	-1.9	-1.4	-1.4	1.1	1.8	2.8	5.4	-0.1	-0.7	7.6	2.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.7	7.2	1.0	5.5	4.0	-0.9	7.0	2.9
Danemark	11.1	4.9	6.2	3.4	-4.5	-1.0	-0.1	5.6	-1.6	-0.4	-1.7	-3.0	1.9	0.6	0.8	2.2	-0.3	-0.1	8.1	2.3
Finlande	7.3	6.4	6.3	2.6	-2.2	2.1	5.0	7.6	-1.2	0.8	6.1	5.2	0.8	6.9	-0.1	1.8	1.3	-5.6	7.1	2.7
Grèce	22.6	15.0	20.3	15.9	6.4	7.7	16.6	13.7	13.6	13.8	-2.6	3.1	11.6	4.6	-5.7	2.7	2.1	5.0	5.2	1.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	18.0	31.2	18.9	15.1	13.1	3.5	13.9	6.8
Islande ^b	70.6	102.1	27.7	30.9	-1.0	-5.9	11.7	32.1	2.2	1.4	-2.4	17.6	3.1	-7.3	2.9	2.8	7.1	-1.4	2.1	-0.6
Irlande	10.7	8.5	8.5	2.8	-7.2	-0.1	7.1	6.7	-9.4	-0.9	-2.6	6.8	1.0	1.3	-0.7	1.2	2.6	2.2	6.2	2.1
Corée	-6.3	-6.4	1.3	-6.0	-8.4	10.6	5.5	8.3	-1.8	4.2	4.6	3.3	1.9	0.7	-9.4	-0.5	16.0	-15.2	1.6	1.5
Mexique	89.0	181.3	25.9	60.7	35.6	153.8	52.3	18.5	22.2	-2.5	2.5	-3.0	17.9	100.0	20.3	3.1	8.7	8.2	6.0	6.2
Pays-Bas	4.1	-0.3	5.9	1.3	-17.0	-5.7	0.4	5.0	-1.2	-0.6	-2.9	-3.4	2.0	1.5	0.7	3.0	-3.4	-3.2	8.0	2.2
Nouvelle-Zélande	10.6	5.6	13.1	9.3	-2.6	6.0	6.3	13.0	-1.2	-4.2	8.1	2.7	-4.1	-1.7	-3.5	-2.6	4.8	1.5	7.6	2.4
Norvège	7.4	3.7	9.4	4.9	-24.8	-3.4	0.0	12.3	4.1	-3.7	-8.4	0.6	-3.7	3.7	7.4	2.3	-11.3	12.1	37.1	-1.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	29.0	21.0	8.0	14.9	-2.0	0.7	11.0	6.5
Portugal	15.2	30.2	30.7	15.7	3.3	8.5	10.4	5.7	2.9	0.2	-2.2	4.3	5.1	3.0	-1.1	0.4	0.3	-3.3	4.4	2.3
Espagne	11.7	16.9	12.4	6.9	-3.9	2.6	5.4	4.6	-1.8	-0.9	1.1	5.1	4.2	6.3	1.0	3.2	0.1	-0.8	4.4	2.3
Suède	10.6	13.9	6.6	3.8	-1.2	3.4	4.5	6.9	2.1	0.2	-3.0	8.4	3.9	5.4	-4.3	0.9	-1.4	-1.1	1.6	1.9
Suisse	4.9	2.4	4.7	2.0	0.5	-1.0	2.3	5.6	1.3	2.5	1.2	0.2	-0.6	-1.8	-0.1	3.8	-0.7	1.1	3.6	3.1
Turquie	40.9	32.5	51.6	35.9	25.7	47.2	57.8	50.3	35.8	58.2	66.9	55.4	163.7	72.1	69.6	77.6	64.0	52.9	54.6	16.6
Total des petits pays	11.9	13.5	8.8	6.6	-4.5	7.7	7.9	7.9	1.1	0.3	0.7	1.8	4.9	8.9	1.8	4.0	2.6	-0.9	7.3	2.8
Total de l'OCDE	7.1	4.8	5.4	2.9	-5.9	1.8	3.5	5.7	0.6	-0.3	0.2	1.0	2.3	4.6	1.1	1.1	-0.1	-1.9	3.7	1.7
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	8.7	5.9	7.2	4.5	-6.2	-1.0	2.2	5.8	-0.4	-0.3	-0.4	2.0	1.4	3.4	0.4	1.2	-1.0	-1.3	4.4	2.2

^a) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.^b) Estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 43. **Prix des importations (valeurs unitaires moyennes)**

Total des biens, pourcentages de variation, exprimés en monnaie nationale

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-4.1	-4.2	-0.7	-4.0	-2.2	6.9	4.8	2.8	1.8	-1.4	-0.4	-1.1	0.8	2.7	-2.4	-4.1	-5.9	0.0	3.2	-0.9
Japon	4.6	-9.1	-2.6	-4.4	-36.5	-8.0	-5.4	11.9	10.7	-9.1	-6.9	-12.3	-7.7	-1.4	14.7	6.0	-5.4	-12.3	3.0	-0.3
Allemagne	0.7	-0.4	5.9	2.5	-15.9	-6.1	1.0	7.4	-2.5	1.9	-2.4	-1.5	0.8	0.5	0.5	3.2	-3.3	-1.0	5.8	1.9
France	9.9	7.4	11.3	0.9	-14.9	-2.3	0.8	6.0	-2.1	-0.7	-3.8	-4.1	0.1	0.4	2.4	1.7	-3.1	0.0	5.6	1.8
Italie	12.5	3.6	12.8	7.5	-15.9	-1.7	7.5	6.4	-0.5	0.8	-0.6	10.5	5.2	15.2	-4.0	0.9	-3.6	-0.4	8.9	2.2
Royaume-Uni	7.2	9.1	8.0	3.9	-5.8	2.7	-0.4	5.9	3.0	-0.5	-0.3	7.8	3.6	6.7	0.0	-6.6	-7.3	-3.0	1.5	2.3
Canada	3.5	-1.4	4.6	1.7	0.1	-1.8	-2.0	-0.3	0.7	-3.3	2.0	5.5	6.1	3.0	-2.5	-0.2	1.8	-2.4	1.1	1.4
Total des pays ci-dessus	2.4	-0.6	3.9	-0.2	-12.7	-0.3	1.5	5.6	1.5	-1.6	-1.9	-0.8	0.6	2.9	0.8	-0.5	-4.5	-2.3	4.0	0.7
Australie	6.8	8.6	2.5	18.7	9.3	6.1	-2.6	-0.8	3.9	1.0	4.6	8.1	-2.4	3.6	-5.4	-0.1	8.4	-2.3	6.1	3.1
Autriche	0.1	-2.8	4.0	3.9	-9.8	-4.2	1.9	2.9	-2.8	3.3	-2.6	-3.8	-1.3	1.1	2.4	0.9	-0.5	1.1	6.6	2.5
Belgique ^a	9.1	13.8	8.3	0.0	-16.2	-7.0	5.7	7.1	-1.8	-1.3	-3.2	-5.7	2.0	3.1	3.3	6.1	-1.6	1.4	9.2	2.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.9	5.6	1.3	5.2	-2.8	1.9	10.6	3.5
Danemark	9.5	3.2	8.7	2.4	-9.6	-4.1	1.8	7.1	-2.9	0.0	-2.9	-2.9	2.5	3.2	0.9	3.2	0.4	-0.2	7.5	3.3
Finlande	4.4	7.1	4.4	3.5	-9.9	-2.3	2.0	3.5	1.8	2.5	10.3	12.8	-2.9	-1.3	2.6	2.7	-1.3	-1.1	9.4	2.1
Grèce	28.0	14.5	20.6	22.6	12.7	0.2	11.0	13.3	10.0	11.3	1.5	1.8	0.7	1.4	2.4	1.5	4.8	6.1	7.5	3.1
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15.2	30.6	21.3	13.6	11.3	5.5	14.1	7.7
Islande ^b	70.6	102.1	27.7	30.9	-1.0	-6.0	11.1	32.7	2.4	1.2	-2.5	17.3	3.3	-7.3	3.3	-2.4	-0.5	-2.4	2.8	-0.8
Irlande	7.3	4.6	9.5	2.6	-11.2	-0.1	6.5	6.4	-4.9	2.1	-1.9	5.4	2.4	4.5	-1.0	0.4	1.7	0.4	8.3	2.5
Corée	-4.5	-3.5	-1.4	-3.6	-0.2	10.2	7.6	6.5	1.3	3.6	4.5	-1.0	0.7	4.4	3.1	11.5	31.1	-15.9	6.9	0.0
Mexique	117.7	206.3	28.4	70.7	92.1	133.2	67.5	14.1	16.2	6.6	3.3	2.0	11.7	99.7	18.8	4.8	14.8	3.3	3.7	6.3
Pays-Bas	1.0	0.1	5.7	0.9	-18.0	-3.1	-0.6	5.2	-1.7	-0.3	-2.7	-3.2	2.0	0.2	0.7	2.6	-1.8	-1.4	8.5	2.8
Nouvelle-Zélande	11.6	8.3	13.7	10.5	-2.5	-4.4	-0.7	7.9	0.7	1.0	6.7	-0.6	-3.4	-0.1	-2.7	-0.9	3.8	2.3	4.0	1.7
Norvège	4.5	3.7	3.1	6.5	0.0	2.7	2.9	6.1	0.9	-1.7	-2.1	1.0	0.7	0.9	-0.9	-1.0	1.4	-0.8	7.4	3.7
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27.2	19.2	10.9	16.6	-0.5	3.8	10.0	6.9
Portugal	17.0	37.3	35.3	7.3	-8.6	6.2	7.1	7.7	3.2	0.2	-5.1	5.0	3.6	1.8	2.7	0.3	-3.0	2.0	6.9	1.7
Espagne	12.2	22.3	11.8	1.2	-19.1	-4.5	-2.1	2.1	-3.4	-2.7	-1.2	5.2	5.8	4.4	0.3	3.6	-2.4	0.0	6.1	1.3
Suède	11.1	15.0	2.3	2.4	-8.3	1.7	3.4	5.2	2.2	-0.6	-2.7	12.0	4.2	0.8	-3.8	0.9	-3.3	1.7	4.1	1.4
Suisse	-1.2	-0.7	4.2	4.4	-9.3	-3.7	4.9	8.0	-0.4	-0.1	2.1	-1.9	-4.9	-2.0	-0.1	4.9	-3.6	-2.1	3.3	2.6
Turquie	41.5	29.4	56.2	44.3	8.3	38.7	61.8	56.4	29.6	54.6	61.6	50.0	171.5	82.2	65.2	71.5	62.9	56.1	61.2	15.7
Total des petits pays	10.3	13.6	8.9	6.7	-6.3	4.4	7.0	7.2	1.1	2.1	1.1	1.5	5.3	8.0	3.6	5.8	4.3	-0.1	8.4	2.9
Total de l'OCDE	4.9	3.8	5.5	2.0	-10.6	1.2	3.2	6.1	1.3	-0.4	-0.9	0.0	2.2	4.6	1.7	1.6	-1.6	-1.6	5.5	1.5
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	6.6	6.2	8.7	2.9	-13.7	-2.9	1.9	6.1	-1.0	0.4	-2.0	1.1	2.1	3.2	0.5	1.3	-3.1	-0.5	6.2	2.1

^{a)} Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.^{b)} Estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 44. Positions concurrentielles : coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre

Indices, 1995 = 100

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
États-Unis	150.6	155.6	158.9	164.5	143.0	121.8	112.8	113.6	111.6	110.8	108.2	107.8	105.5	100.0	102.9	110.1	121.2	119.6
Japon	48.9	54.8	56.0	55.1	75.5	79.4	82.8	74.0	67.2	71.5	75.7	90.7	102.2	100.0	81.4	78.1	82.5	93.2
Allemagne	69.4	70.4	68.8	68.1	75.1	83.2	82.9	80.5	83.4	81.2	87.4	91.3	92.7	100.0	97.1	90.3	90.0	88.8
France	107.6	106.7	107.6	110.5	113.6	112.8	106.8	102.0	105.7	101.3	101.3	102.4	100.1	100.0	99.1	92.4	93.3	92.6
Italie	127.4	135.4	132.2	129.9	132.7	131.6	130.5	135.2	142.7	145.6	138.4	114.9	109.6	100.0	113.7	117.6	119.5	121.1
Royaume-Uni	123.5	113.1	108.7	111.9	105.6	108.1	115.1	111.1	114.3	118.1	112.3	98.9	101.3	100.0	102.6	125.4	141.0	141.5
Canada	115.5	119.5	109.9	105.4	99.5	104.9	114.8	120.2	122.3	126.6	116.2	104.5	98.0	100.0	102.1	103.1	101.6	102.0
Australie	287.2	281.9	283.9	221.8	177.6	160.8	157.4	159.8	146.5	131.0	115.3	101.6	102.9	100.0	103.3	104.1	94.1	97.8
Autriche	114.3	114.0	110.6	110.1	115.7	115.7	109.6	105.5	105.7	103.3	103.3	101.9	98.8	100.0	95.4	89.6	89.3	87.2
Belgique-Luxembourg	93.8	89.1	89.0	89.8	93.6	96.0	93.5	91.2	96.8	97.9	98.2	97.4	97.2	100.0	97.5	91.6	94.3	93.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	87.1	96.2	100.0	109.3	108.3	120.4	125.1
Danemark	80.2	80.6	81.4	84.7	92.9	101.7	98.6	92.9	100.4	97.1	100.1	101.1	96.4	100.0	95.7	97.3	99.8	101.4
Finlande	136.8	133.5	138.3	139.8	134.3	131.0	134.9	140.6	147.7	143.4	111.3	84.6	87.6	100.0	94.2	91.3	95.8	98.2
Grèce	108.4	103.1	107.7	105.8	90.1	86.1	94.8	100.0	105.6	98.7	96.1	90.1	93.0	100.0	102.2	105.0	102.7	104.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	127.1	119.0	100.0	92.7	92.1	86.2	86.0
Islande	98.3	84.4	88.1	94.5	91.4	111.1	121.7	109.1	107.1	111.5	109.6	100.9	98.9	100.0	100.3	104.8	112.8	115.7
Irlande	183.5	171.0	157.8	152.6	163.2	149.6	137.2	126.2	131.4	126.2	122.0	112.7	108.7	100.0	99.1	91.1	85.8	81.5
Corée	90.7	91.6	96.4	87.1	68.1	71.0	85.1	99.8	97.2	98.7	91.9	87.8	90.1	100.0	106.1	89.8	60.3	66.1
Mexique	208.6	110.4	141.1	134.5	103.9	104.4	108.0	119.8	121.6	135.9	151.8	163.5	160.8	100.0	100.8	109.3	107.3	111.3
Pays-Bas	114.2	111.2	100.3	98.4	106.2	110.8	107.4	99.9	101.0	99.4	102.9	103.1	98.6	100.0	95.5	90.0	91.9	93.1
Nouvelle-Zélande	96.7	92.8	78.0	77.8	79.5	88.9	98.5	92.1	92.2	92.4	83.2	85.7	93.4	100.0	112.3	116.7	105.8	103.0
Norvège	94.9	96.4	94.8	94.8	95.0	95.5	101.2	99.5	97.7	95.5	94.1	90.8	94.0	100.0	102.1	108.5	109.8	114.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	91.0	93.7	100.0	102.9	102.5	110.1	102.9
Portugal	83.3	74.8	66.6	73.2	69.9	69.8	72.1	73.5	79.5	89.1	99.8	97.4	98.9	100.0	98.1	97.4	100.2	101.1
Espagne	103.3	89.5	91.7	90.6	89.2	90.1	96.4	103.8	114.7	117.4	120.3	107.4	101.0	100.0	103.3	102.1	106.7	107.0
Suède	130.8	117.9	121.6	127.1	127.6	127.6	134.2	140.5	144.2	149.8	147.0	105.9	101.4	100.0	112.7	106.9	107.3	107.3
Suisse	67.7	72.5	70.6	69.7	76.9	81.3	82.8	77.9	83.3	85.1	83.4	83.6	92.0	100.0	96.6	92.5	97.3	97.1
Turquie	103.2	111.1	96.7	99.5	79.1	71.5	64.9	98.3	116.0	149.6	140.8	139.0	95.5	100.0	99.0	101.1	110.9	119.2
Zone euro	88.4	87.9	84.1	83.8	95.2	103.9	99.4	95.4	106.1	102.7	106.9	100.4	96.9	100.0	100.7	90.7	93.0	92.2

Note: Les indices sont exprimés en monnaie commune et concernent l'industrie. Les indices de prix relatifs à l'exportation prennent en compte la compétitivité à l'exportation et à l'importation. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), «Trends in OECD countries' international competitiveness: The influence of emerging market economies», *Documents de travail du Département économique de l'OCDE*, no 195.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 45. **Positions concurrentielles : prix relatifs à l'exportation**

Indices, 1995 = 100

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
États-Unis	151.1	153.8	153.6	151.4	134.0	123.4	119.2	119.2	115.0	114.3	111.1	112.4	108.6	100.0	99.4	102.5	106.7	107.2
Japon	68.6	70.4	70.3	71.8	80.8	79.5	81.6	79.2	75.0	80.4	84.0	94.2	100.5	100.0	93.9	91.6	91.7	100.3
Allemagne	81.2	82.5	79.5	80.9	89.9	93.1	90.7	89.1	92.9	91.7	95.1	96.4	96.7	100.0	97.5	93.5	95.3	94.7
France	106.6	104.4	103.9	105.7	108.8	109.2	107.5	104.1	106.7	102.1	102.5	99.5	99.0	100.0	101.6	99.0	99.0	98.6
Italie	103.1	101.7	102.3	102.8	106.0	105.5	102.5	109.2	114.5	115.3	113.7	101.5	99.3	100.0	106.4	105.7	109.5	107.9
Royaume-Uni	103.0	101.1	98.4	101.2	97.1	98.1	102.9	101.5	103.4	104.8	102.7	102.1	103.7	100.0	101.6	110.3	110.9	109.3
Canada	98.2	102.3	102.4	101.6	98.9	101.0	104.4	107.0	104.4	101.8	97.3	96.0	96.0	100.0	101.6	102.7	99.4	99.8
Australie	119.4	121.4	121.6	108.7	98.1	101.1	118.4	123.5	116.5	105.7	96.9	91.0	96.0	100.0	101.0	103.3	96.2	98.3
Autriche	110.5	109.4	107.2	106.6	110.8	112.9	115.6	105.4	107.4	101.6	101.0	101.8	98.2	100.0	98.9	98.0	98.6	101.4
Belgique-Luxembourg	88.9	90.0	89.5	89.7	93.4	93.0	92.6	95.1	97.2	94.8	95.7	94.0	95.6	100.0	100.1	99.8	102.0	101.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	93.4	97.2	100.0	102.7	102.1	107.9	105.8
Danemark	85.5	88.1	86.2	88.9	95.5	98.1	94.9	92.7	98.1	96.5	98.0	97.6	98.8	100.0	99.5	97.6	101.8	103.1
Finlande	89.5	86.2	87.1	88.7	88.8	91.4	94.7	99.5	99.5	98.0	90.1	79.0	84.6	100.0	95.6	94.8	98.6	90.5
Grèce	152.8	144.6	138.7	128.9	112.5	106.1	111.7	114.5	118.6	116.4	105.3	100.7	102.1	100.0	89.6	89.4	87.4	92.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	102.1	101.6	100.0	100.4	103.6	105.5	103.5
Islande	160.4	169.6	176.1	175.3	144.0	127.5	120.0	121.2	110.0	110.9	107.6	115.1	111.5	100.0	102.9	110.2	136.6	148.9
Irlande	105.3	106.4	105.6	108.4	110.8	103.5	108.1	108.5	103.6	101.6	104.2	100.4	99.1	100.0	102.4	106.3	106.7	108.2
Corée	117.9	105.4	107.8	97.8	84.4	96.6	108.9	124.5	111.1	108.8	103.1	103.3	101.8	100.0	88.6	77.9	64.7	62.5
Mexique	92.0	96.5	100.7	103.4	100.9	97.5	97.5	95.7	93.8	93.9	91.5	92.1	99.4	100.0	103.8	110.4	114.2	115.0
Pays-Bas	100.6	99.3	94.4	91.3	91.8	98.5	98.6	95.0	96.5	94.9	95.1	94.6	95.8	100.0	98.8	95.1	93.1	88.0
Nouvelle-Zélande	96.1	96.8	96.1	92.1	88.0	94.0	105.4	103.3	98.1	91.6	88.6	92.1	96.9	100.0	102.5	102.5	92.7	91.7
Norvège	100.1	98.6	103.4	99.9	95.9	96.6	112.2	116.6	106.1	100.4	94.9	90.1	89.0	100.0	96.1	95.3	94.9	94.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	99.1	99.0	100.0	99.6	104.5	100.2	90.5
Portugal	109.0	107.2	109.6	110.5	108.1	105.9	106.0	101.2	101.8	103.2	104.8	100.0	99.0	100.0	98.6	95.3	95.3	92.3
Espagne	88.5	84.1	86.5	89.4	97.6	100.0	103.8	103.9	109.6	114.1	115.7	107.4	101.6	100.0	101.4	99.4	101.6	99.9
Suède	103.9	100.5	102.6	104.9	107.5	109.0	110.7	112.5	113.2	114.3	112.9	97.6	98.4	100.0	105.7	101.1	99.3	98.7
Suisse	74.6	78.4	77.0	74.7	84.6	88.6	87.9	84.0	90.8	92.4	91.6	93.4	99.1	100.0	99.2	96.7	99.4	101.6
Turquie	162.3	162.9	157.4	143.1	113.0	120.3	109.0	106.7	105.2	104.7	102.3	100.6	98.4	100.0	97.3	99.2	96.5	99.0
Zone euro	89.4	87.8	84.1	85.7	97.6	101.9	98.8	97.6	105.7	101.1	103.5	96.1	94.8	100.0	100.8	95.4	98.5	95.9

Note: Les indices sont exprimés en monnaie commune et concernent l'industrie. Les indices de prix relatifs à l'exportation prennent en compte la compétitivité à l'exportation et à l'importation. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), «Trends in OECD countries' international competitiveness: The influence of emerging market economies», *Documents de travail du Département économique de l'OCDE*, n° 195.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 46. Résultats à l'exportation des biens ^a

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-3.4	-1.2	-1.4	0.7	0.7	8.3	5.2	4.2	3.2	0.1	-0.6	-2.0	-2.3	3.5	1.6	3.7	-1.2	-2.2	-3.4	-0.4
Japon	-2.8	2.7	1.8	-0.5	-6.1	-6.5	-6.0	-3.4	-0.3	-4.9	-6.3	-9.6	-10.4	-6.2	-6.7	0.8	-3.3	-7.2	-3.9	-3.7
Allemagne	2.2	-1.7	1.8	2.2	-4.5	-3.4	-1.0	0.5	-2.7	-1.8	-2.2	-10.0	-0.9	-3.2	0.3	-1.4	0.6	-4.2	0.6	0.5
France	-2.3	4.4	0.5	2.0	-4.7	-1.1	1.0	1.0	-1.3	-1.2	1.3	2.4	-2.1	0.9	-3.3	2.3	-0.3	-0.4	1.3	1.0
Italie	-0.8	5.3	0.1	4.0	-5.2	-2.0	0.7	-2.0	-3.8	-4.4	0.4	13.0	1.8	-1.0	-1.7	-4.4	-6.4	-3.6	1.0	1.2
Royaume-Uni	1.0	-0.6	1.7	3.2	-1.0	1.1	-3.0	-1.3	0.7	-3.8	-1.8	1.5	2.2	1.4	2.6	-1.4	-6.4	-3.8	-2.3	-2.1
Canada	-0.2	-4.2	-0.8	-0.7	-2.6	-1.1	2.9	-3.8	3.9	1.6	-0.4	1.7	0.8	1.5	-2.5	-3.2	-1.6	-1.5	-1.3	-0.8
Total des pays ci-dessus	-0.4	1.0	1.1	1.6	-3.7	-1.4	-0.6	-0.2	-0.3	-2.1	-1.9	-3.0	-2.6	-0.8	-1.3	0.2	-2.1	-3.5	-1.5	-0.6
Australie	5.8	-4.5	6.8	7.0	2.2	-2.0	-8.9	-1.5	2.1	11.2	0.4	2.6	-4.5	-5.1	8.8	3.3	-0.2	-0.3	-0.6	1.1
Autriche	0.6	2.1	2.8	5.3	-5.4	-4.1	0.4	6.4	3.2	0.5	3.2	1.5	-0.3	3.6	-1.8	3.7	-1.2	1.1	0.0	0.5
Belgique ^b	-0.2	2.2	-0.1	0.6	-1.3	0.1	-1.1	0.1	-3.3	-1.4	-2.4	11.4	-0.5	-2.0	-2.8	-0.9	-3.5	-0.5	1.3	-0.4
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-6.9	4.7	-4.5	6.5	2.8	10.4	4.1	1.1
Danemark	0.3	5.4	-0.5	0.0	-3.6	-2.8	2.2	1.1	1.5	2.4	2.6	2.2	-2.3	-1.0	-3.4	-1.1	-6.5	3.6	-1.1	-0.1
Finlande	-3.1	1.9	1.5	-2.7	-5.2	-3.9	-2.8	-6.3	-0.5	-12.1	7.8	20.5	8.1	-10.3	-2.7	2.2	-0.3	4.1	1.2	1.0
Grèce	-1.0	18.3	12.6	-2.1	17.1	6.6	-33.9	30.5	-10.0	7.0	24.9	1.9	-4.8	0.2	10.7	-0.1	-4.8	5.4	1.4	0.4
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.5	0.9	17.2	20.7	12.4	17.3	8.3	8.1
Islande	-22.9	7.5	-8.7	10.4	27.3	18.5	0.2	-6.5	9.4	-3.5	-5.9	-4.1	3.9	7.8	0.6	-4.4	-6.8	5.3	-3.1	0.9
Irlande	4.8	7.8	9.3	2.3	-1.5	9.0	-3.3	3.5	3.7	2.9	8.6	11.7	6.5	11.0	2.7	4.3	14.5	9.6	6.7	3.3
Corée	3.4	16.2	2.7	3.2	10.3	11.6	7.5	-12.5	0.7	1.7	1.1	-1.9	1.8	11.0	12.2	13.6	18.2	1.5	7.7	4.7
Mexique	4.6	7.7	-5.8	-7.4	1.3	5.0	9.4	3.2	7.5	10.3	-2.2	3.8	-3.9	16.7	8.3	0.5	-0.5	1.9	1.0	0.9
Pays-Bas	-1.8	2.9	3.1	2.4	-2.2	-1.3	2.7	-0.5	-0.7	-0.3	0.0	4.4	-2.7	0.6	0.0	-0.4	-0.2	2.7	0.6	0.5
Nouvelle-Zélande	3.6	7.2	-4.9	8.9	-1.7	-5.1	-4.5	-11.4	4.3	8.7	-3.8	-0.4	0.7	-5.2	0.3	0.1	-1.4	-4.1	-0.4	-0.2
Norvège	-0.6	9.3	2.4	0.2	-5.2	6.3	-0.8	9.1	2.6	3.3	3.7	5.5	4.3	-0.1	6.7	-1.7	-4.6	0.2	1.7	-1.9
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.8	8.4	4.6	9.1	4.9	-1.2	-1.0	1.9
Portugal	11.3	16.6	8.6	6.5	1.2	3.7	-0.5	11.1	6.2	-4.2	4.4	0.4	3.4	6.0	5.1	1.4	-4.8	1.6	-0.3	0.7
Espagne	1.5	6.0	13.6	-2.1	-13.1	-0.3	-0.5	-0.3	2.1	1.1	-0.4	13.8	11.7	4.4	6.2	5.3	-3.0	3.3	5.1	4.2
Suède	2.1	9.2	0.2	-1.9	-3.8	-2.2	-2.8	-4.5	-4.5	-5.1	-2.2	10.3	4.9	1.9	-1.0	1.1	-1.1	1.0	1.0	-2.1
Suisse	-5.2	-5.3	-2.7	6.2	-4.3	-4.5	-0.7	-0.4	-2.6	-9.2	1.3	2.9	-6.9	-4.9	-4.4	-2.9	-3.0	0.0	0.5	-0.3
Turquie	29.4	6.0	25.4	15.9	-23.1	18.2	3.8	-5.0	-2.9	3.0	6.2	12.7	11.3	-3.7	7.2	12.1	-0.7	14.7	-1.2	-5.2
Total des petits pays	0.5	4.1	2.2	1.6	-2.6	0.6	0.3	-0.8	0.0	-0.2	0.8	6.0	0.6	2.1	2.5	3.0	1.4	2.6	2.5	1.4
Total de l'OCDE	-0.3	1.9	1.5	1.6	-3.4	-0.8	-0.3	-0.4	-0.2	-1.6	-1.0	-0.4	-1.6	0.1	-0.1	1.1	-0.9	-1.5	-0.1	0.0
Chine	7.3	3.1	2.1	14.5	6.1	1.9	0.7	-2.8	0.6	8.3	10.1	2.8	19.3	-6.5	6.3	17.1	8.7	1.3	1.5	2.6
Pays dynamiques d'Asie ^c	4.4	6.9	2.0	-4.2	15.1	10.0	4.5	2.3	4.4	5.2	3.5	3.8	2.4	0.5	-1.1	0.0	0.8	-0.5	0.5	-1.1
Autres pays d'Asie	8.2	1.8	-3.1	-3.1	5.1	3.7	-1.8	5.7	5.3	0.9	7.4	8.1	1.0	6.8	5.6	-4.1	2.1	0.7	0.6	0.6
Pays d'Amérique latine	3.3	4.7	3.0	0.7	-8.6	-2.1	6.5	2.5	-2.9	-1.6	-4.1	3.5	-4.3	-6.7	1.4	0.0	2.5	2.3	0.6	1.3
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-15.0	-4.7	-8.1	-0.7	21.0	-8.9	-1.2	-0.5	-6.0	0.3	-0.9	1.7	-5.5	-6.7	8.8	1.8	1.3	-0.4	-1.1	-0.2
Pays d'Europe centrale et orientale	1.1	3.0	2.3	-8.3	1.5	-1.0	-3.7	-4.1	-3.5	-13.2	-13.5	-0.6	12.4	0.3	-4.7	-12.4	-7.6	6.5	-3.3	-3.5
Total des pays non membres de l'OCDE	-3.0	1.0	-1.7	-3.2	8.2	-0.4	0.3	-0.2	-1.1	-0.2	-0.2	2.8	2.4	-2.2	1.6	0.6	1.1	0.9	0.0	-0.3
Monde	-1.0	1.7	0.7	0.4	-0.5	-0.7	-0.1	-0.3	-0.4	-1.2	-0.8	0.5	-0.5	-0.5	0.4	1.0	-0.4	-0.9	-0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	0.4	2.0	1.9	2.1	-3.8	-1.5	-0.7	0.0	-1.7	-2.1	-0.4	1.7	0.5	-0.4	-0.3	-0.3	-1.8	-1.2	0.8	0.5

a) Les résultats à l'exportation sont définis comme le rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour le total des biens. Les exportations totales de biens en volume représentent la somme des exportations des produits non manufacturés et des biens manufacturés. Les marchés à l'exportation de chaque pays exportateur sont obtenus à partir de la moyenne pondérée des importations en volume de chacun de ses marchés, avec des poids basés sur les échanges commerciaux de 1995. Ces marchés sont égaux, pour chaque pays, à la somme pondérée des marchés individuels à l'exportation des produits non manufacturés et des biens manufacturés ; les poids correspondent à la structure des exportations par produits du pays exportateur en 1995.

b) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

c) Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 47. Parts dans les exportations et importations mondiales

Pourcentages, total des biens en valeur, statistiques douanières

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
A. Exportations																				
États-Unis	11.5	11.3	11.6	11.3	10.5	10.2	11.2	11.8	11.2	11.7	11.5	11.8	11.5	11.0	11.1	12.0	12.0	11.9	11.8	11.8
Japon	7.9	8.6	9.4	9.6	10.5	9.8	9.8	9.4	8.6	9.3	9.4	9.9	9.5	8.9	7.9	7.8	7.3	7.7	7.8	7.5
Allemagne	10.3	10.1	9.6	10.1	12.3	12.6	12.1	11.8	12.2	11.7	11.8	10.4	10.2	10.5	10.2	9.5	10.2	9.7	8.8	8.9
France	5.5	5.5	5.2	5.4	6.1	6.1	6.0	5.9	6.3	6.2	6.3	5.7	5.6	5.7	5.5	5.4	5.8	5.5	5.0	5.1
Italie	4.2	4.2	4.0	4.2	4.8	4.8	4.7	4.7	5.0	4.9	4.8	4.6	4.5	4.6	4.8	4.4	4.5	4.1	3.9	3.9
Royaume-Uni	5.4	5.2	5.0	5.3	5.2	5.4	5.3	5.1	5.4	5.3	5.1	4.8	4.9	4.8	4.9	5.1	5.1	4.8	4.5	4.5
Canada	4.0	4.4	4.8	4.8	4.5	4.2	4.3	4.2	3.9	3.8	3.7	4.0	4.0	3.9	3.9	4.0	4.1	4.4	4.5	4.5
Autres pays de l'OCDE	18.9	19.4	19.5	19.7	20.6	21.6	21.7	21.5	22.3	22.0	22.0	22.2	22.5	23.4	23.5	23.2	24.1	24.1	23.9	24.4
Total de l'OCDE	67.7	68.7	69.2	70.5	74.3	74.6	75.2	74.3	74.9	74.8	74.7	73.4	72.7	72.7	71.8	71.4	73.1	72.2	70.3	70.5
Pays d'Asie non membres de l'OCDE	8.9	9.4	10.1	9.8	9.7	10.5	11.2	11.7	11.7	13.1	14.1	15.5	16.2	16.3	16.4	16.8	16.2	16.5	17.1	17.2
Pays d'Amérique latine	4.5	4.5	4.7	4.5	3.6	3.3	3.4	3.4	3.2	3.0	2.9	3.0	3.0	2.9	3.0	3.2	3.1	3.1	3.3	3.4
Autres pays non membres de l'OCDE	18.8	17.3	16.0	15.2	12.3	11.6	10.2	10.6	10.2	9.2	8.4	8.2	8.1	8.1	8.7	8.6	7.6	8.2	9.3	8.9
Total des pays non membres de l'OCDE	32.3	31.3	30.8	29.5	25.7	25.4	24.8	25.7	25.1	25.2	25.3	26.6	27.3	27.3	28.2	28.6	26.9	27.8	29.7	29.5
B. Importations																				
États-Unis	13.5	15.2	17.7	17.9	17.6	17.0	16.1	16.0	14.8	14.2	14.5	16.0	16.0	15.1	15.4	16.3	17.3	18.8	19.5	19.2
Japon	6.3	6.2	6.3	6.0	5.4	5.4	5.9	6.1	6.0	5.9	5.5	5.8	5.8	5.9	5.9	5.5	4.6	4.9	5.2	4.9
Allemagne	8.3	8.4	8.0	8.2	9.0	9.3	8.9	8.8	10.0	10.8	10.7	9.0	8.8	9.0	8.7	8.0	8.6	8.2	7.4	7.2
France	6.2	5.8	5.4	5.6	6.0	6.3	6.2	6.2	6.6	6.4	6.2	5.4	5.3	5.4	5.2	4.8	5.2	5.0	4.7	4.7
Italie	4.3	4.1	4.1	4.4	4.4	4.7	4.6	4.7	4.9	4.8	4.6	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	3.7	3.5	3.3	3.3
Royaume-Uni	5.2	5.4	5.4	5.5	5.8	6.1	6.6	6.4	6.4	5.8	5.8	5.4	5.3	5.2	5.4	5.6	5.8	5.6	5.4	5.3
Canada	2.8	3.1	3.5	3.7	3.6	3.4	3.5	3.6	3.2	3.2	3.1	3.4	3.3	3.1	3.0	3.4	3.5	3.6	3.7	3.6
Autres pays de l'OCDE	20.9	20.5	20.1	20.7	22.0	23.3	23.3	23.7	24.8	24.5	24.3	23.9	24.0	24.5	25.0	24.4	24.8	24.9	24.6	25.0
Total de l'OCDE	67.5	68.7	70.5	72.0	73.9	75.4	75.2	75.5	76.7	75.6	74.7	72.4	72.3	71.9	72.1	71.6	73.5	74.6	73.7	73.3
Pays d'Asie non membres de l'OCDE	9.0	9.5	9.7	10.1	9.5	9.8	11.1	11.5	11.3	12.5	13.7	15.8	16.1	16.4	16.0	16.0	14.1	14.5	15.2	15.5
Pays d'Amérique latine	5.0	4.1	3.9	3.7	3.7	3.4	3.1	2.9	2.8	2.9	3.2	3.6	3.7	3.8	3.8	4.3	4.5	3.8	3.8	3.9
Autres pays non membres de l'OCDE	18.4	17.6	15.9	14.2	12.9	11.3	10.6	10.0	9.2	9.0	8.4	8.2	7.8	7.9	8.0	8.1	7.9	7.1	7.2	7.3
Total des pays non membres de l'OCDE	32.5	31.3	29.5	28.0	26.1	24.6	24.8	24.5	23.3	24.4	25.3	27.6	27.7	28.1	27.9	28.4	26.5	25.4	26.3	26.7

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 48. **Balances commerciales**

Milliards de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-36.5	-67.1	-112.5	-122.2	-145.1	-159.6	-127.0	-115.2	-109.0	-74.1	-96.1	-132.6	-166.2	-173.7	-191.3	-196.7	-246.9	-347.1	-434.9	-451.8
Japon	18.1	31.5	44.3	54.9	90.7	91.3	92.3	80.3	69.2	96.2	124.7	139.4	144.1	132.1	83.7	101.6	122.4	123.7	126.8	133.7
Allemagne	24.2	19.5	21.4	28.3	54.6	67.6	76.3	74.9	68.4	19.5	28.2	41.2	50.9	65.1	70.6	72.0	79.7	72.7	76.3	96.2
France	-15.4	-8.3	-4.4	-5.0	-1.4	-7.8	-7.6	-10.3	-13.3	-9.7	2.4	7.2	7.2	11.0	15.1	26.6	26.1	22.5	20.7	21.7
Italie	-7.9	-1.6	-5.1	-5.4	4.8	0.1	-0.7	-1.7	0.9	-0.1	3.1	32.9	35.4	44.1	60.7	47.1	42.2	22.0	24.9	31.5
Royaume-Uni	3.2	-2.4	-7.1	-4.2	-14.1	-19.4	-38.3	-40.6	-32.8	-18.2	-22.8	-20.0	-17.0	-18.5	-20.4	-19.5	-34.1	-43.1	-48.5	-56.0
Canada	15.1	14.2	15.6	11.9	7.2	9.2	8.8	6.5	9.5	6.1	7.4	10.2	14.8	25.8	30.8	17.1	12.7	22.9	29.5	31.2
Total des pays ci-dessus	0.8	-14.4	-47.7	-41.8	-3.3	-18.5	3.9	-6.0	-7.1	19.8	46.8	78.2	69.3	85.9	49.2	48.3	2.0	-126.5	-205.3	-193.5
Australie	-2.2	0.0	-0.8	-1.0	-1.9	0.5	-0.7	-3.4	0.4	3.5	1.6	-0.1	-3.3	-4.2	-0.6	1.8	-5.4	-9.7	-5.3	-2.3
Autriche	-3.1	-3.2	-3.2	-3.1	-4.0	-4.8	-4.8	-5.6	-7.0	-8.6	-7.7	-6.5	-7.9	-6.7	-7.3	-4.3	-3.7	-3.5	-5.3	-4.6
Belgique ^a	-1.6	0.0	0.4	1.1	3.0	2.2	3.7	3.4	3.0	3.3	5.0	6.9	8.1	11.1	10.4	9.7	8.9	8.7	6.6	6.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.5	-1.4	-3.7	-5.9	-4.6	-2.6	-2.1	-2.4	-2.5
Danemark	-0.8	0.2	-0.2	-0.7	-1.0	0.8	2.1	2.7	5.3	5.2	7.4	7.8	7.4	6.5	7.6	5.7	3.9	6.6	7.9	9.0
Finlande	0.2	0.1	1.5	0.9	1.7	1.5	1.2	-0.2	0.7	2.2	3.8	6.3	7.7	12.4	11.3	11.6	12.5	11.5	12.6	15.0
Grèce	-5.9	-5.4	-5.4	-6.3	-5.7	-6.9	-7.7	-9.1	-12.3	-12.3	-13.9	-12.6	-13.5	-17.1	-18.3	-18.3	-16.6	-17.5	-16.9	-18.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.0	-3.7	-2.4	-2.6	-2.0	-2.4	-2.2	-1.8	-2.0
Islande	-0.7	0.1	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.2	0.3	0.2	0.0	0.0	-0.4	-0.3	-0.4	-0.4
Irlande	-1.6	-0.7	-0.2	0.1	0.5	1.8	2.9	3.0	2.8	3.1	5.7	6.7	7.7	11.4	13.3	15.9	20.2	24.0	26.5	29.3
Corée	-2.8	-1.8	-1.1	0.0	4.3	7.5	11.3	4.4	-2.5	-6.8	-1.8	2.3	-2.9	-4.4	-15.0	-3.2	41.6	28.7	15.3	18.1
Mexique	7.0	14.1	13.2	8.4	5.0	8.8	2.6	0.4	-0.9	-7.3	-15.9	-13.5	-18.5	7.1	6.5	0.6	-7.9	-5.3	-8.8	-13.7
Pays-Bas	6.2	5.5	6.6	6.8	7.4	6.3	10.1	9.8	12.0	12.0	12.3	16.9	18.7	22.1	20.4	19.0	18.0	16.3	17.1	17.0
Nouvelle-Zélande	-0.3	0.3	-0.5	0.0	0.1	0.6	2.2	1.0	0.9	2.1	1.6	1.7	1.4	0.9	0.5	0.8	0.9	-0.4	0.4	0.7
Norvège	2.4	4.3	5.2	4.7	-2.1	-0.7	-0.2	3.8	7.8	8.6	9.3	8.0	7.5	8.6	12.9	11.2	1.6	10.1	26.5	25.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-2.5	-0.6	-1.6	-7.3	-9.8	-12.8	-14.5	-15.6	-17.6
Portugal	-4.7	-3.0	-2.0	-1.4	-1.6	-3.5	-5.4	-4.8	-6.7	-7.7	-9.4	-8.1	-8.3	-9.0	-9.4	-10.1	-12.3	-14.1	-15.0	-15.9
Espagne	-9.3	-7.8	-4.6	-4.7	-7.2	-13.7	-18.7	-25.4	-29.1	-30.4	-30.4	-15.0	-14.8	-18.2	-16.0	-13.2	-18.7	-29.0	-32.1	-34.3
Suède	-0.3	1.9	3.4	2.4	5.1	4.5	4.8	4.0	3.4	6.3	6.2	7.2	9.4	16.9	18.7	18.4	17.0	15.8	15.9	14.9
Suisse	-3.1	-4.0	-4.2	-3.9	-4.3	-6.0	-6.3	-7.4	-7.1	-6.0	-1.0	1.7	1.6	0.9	0.9	-0.3	-1.6	-0.1	0.5	1.7
Turquie	-2.7	-3.0	-2.9	-3.0	-3.1	-3.2	-1.8	-4.2	-9.6	-7.3	-8.2	-14.2	-4.2	-13.2	-10.6	-15.4	-14.2	-10.4	-15.3	-18.5
Total des petits pays	-23.1	-2.2	5.0	0.2	-3.7	-4.4	-4.7	-27.5	-38.7	-40.0	-35.2	-11.1	-9.3	17.4	9.7	13.7	26.2	12.5	10.5	7.8
Total de l'OCDE	-22.3	-16.6	-42.7	-41.6	-6.9	-22.9	-0.8	-33.5	-45.8	-20.2	11.5	67.1	60.0	103.3	58.9	62.1	28.3	-114.0	-194.8	-185.6
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	-16.7	-5.1	1.0	8.6	42.1	28.7	18.0	0.2	-4.6	-35.3	-10.2	71.0	91.1	131.0	156.8	160.7	143.2	92.8	90.6	112.5
Zone euro	-12.9	0.6	10.3	17.4	57.9	49.8	57.1	43.2	31.8	-16.3	12.9	88.5	104.8	143.3	169.2	174.4	172.9	131.1	132.2	162.8

a) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 49. **Solde des services** ^a

Milliards de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	12.3	9.3	3.4	0.3	5.3	6.8	11.5	23.7	29.1	44.6	59.1	62.7	67.8	76.2	86.9	91.9	82.6	79.6	87.4	100.8
Japon	-11.6	-12.2	-12.0	-9.6	-12.9	-20.4	-30.3	-36.7	-42.9	-41.9	-44.0	-43.0	-48.0	-57.3	-62.3	-54.1	-49.5	-54.6	-59.7	-61.8
Allemagne	-7.4	-6.6	-4.9	-4.0	-6.2	-10.7	-14.4	-13.7	-18.6	-22.6	-31.6	-33.8	-41.1	-47.0	-45.4	-43.2	-47.5	-52.4	-51.4	-54.7
France	7.9	8.6	8.9	9.6	10.0	10.4	10.7	13.6	14.9	16.6	19.5	17.3	17.8	14.3	15.1	18.0	18.7	20.3	19.6	19.9
Italie	2.4	3.7	3.3	3.4	3.4	3.5	1.3	-0.2	-0.3	0.3	-3.8	-0.1	1.9	1.7	2.0	2.1	0.9	2.4	3.9	5.5
Royaume-Uni	5.4	6.0	5.8	8.6	9.5	10.9	7.7	6.4	7.1	7.8	10.0	9.9	10.0	14.1	14.0	20.3	20.1	18.0	19.8	22.5
Canada	-3.6	-3.8	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.4	-6.9	-9.1	-10.0	-10.1	-10.5	-8.5	-7.4	-6.4	-6.5	-4.7	-4.5	-4.1	-3.8
Total des pays ci-dessus	5.4	5.1	0.7	4.3	5.1	-4.0	-18.9	-13.8	-19.7	-5.1	-0.8	2.4	-0.1	-5.5	3.9	28.5	20.6	8.8	15.6	28.5
Australie	-3.2	-2.8	-3.7	-3.5	-2.9	-2.6	-2.4	-4.3	-3.6	-2.5	-2.6	-1.5	-1.3	-1.0	0.0	-0.3	-1.1	-0.7	-0.7	-0.1
Autriche	4.2	3.9	3.5	3.4	5.0	5.5	5.5	6.9	9.2	10.1	9.4	7.5	7.3	4.6	4.6	1.0	2.4	2.4	3.1	3.1
Belgique ^b	0.3	0.6	0.3	0.2	0.5	1.1	0.7	-0.8	0.1	-0.1	0.5	1.1	1.3	0.1	0.4	1.3	1.1	1.3	0.0	-0.6
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.0	0.5	1.8	1.9	1.8	1.8	1.2	1.2	1.1
Danemark	0.9	0.6	0.8	0.7	0.3	0.5	0.8	0.7	1.8	3.0	2.6	1.9	0.7	0.8	1.5	0.2	-0.6	0.6	-0.1	-0.4
Finlande	0.2	0.0	-0.2	-0.5	-0.7	-1.2	-1.7	-2.1	-3.0	-3.2	-2.5	-2.0	-1.8	-2.2	-1.7	-1.6	-1.0	-1.0	-1.0	-1.2
Grèce	3.0	2.5	2.5	2.4	2.9	2.6	2.9	2.4	3.6	4.0	5.0	4.7	5.4	5.2	5.1	4.6	4.5	4.8	5.1	5.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.2	0.2	0.6	1.5	2.3	1.8	1.4	1.1	1.0
Islande	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
Irlande	0.5	0.7	0.7	0.8	0.7	0.7	0.5	0.2	-0.1	-0.5	-0.9	-0.6	-1.9	-3.5	-4.5	-5.8	-10.1	-12.0	-12.8	-14.7
Corée	0.3	0.4	0.4	0.5	1.4	2.3	2.3	0.4	-0.6	-2.2	-2.9	-2.1	-1.8	-3.0	-6.2	-3.2	0.6	-1.0	-2.6	-5.6
Mexique	-1.7	-0.3	-0.3	-0.6	-0.4	0.3	0.0	-0.5	-1.9	-1.8	-2.3	-2.1	-2.0	0.7	0.5	-0.5	-0.6	-1.6	-2.4	-2.5
Pays-Bas	-0.3	-0.6	-0.6	-1.2	-1.2	-1.4	-2.2	-0.7	0.7	-0.7	0.3	0.7	1.4	2.2	3.9	5.7	5.8	6.9	6.6	7.0
Nouvelle-Zélande	-0.8	-0.5	-0.3	-0.3	-0.5	-0.5	-0.6	-0.8	-0.8	-0.8	-0.9	-0.6	-0.3	-0.2	-0.3	-0.7	-0.8	-0.3	-0.1	0.0
Norvège	0.8	0.0	-0.2	0.0	-0.5	-1.1	-0.6	0.1	0.4	0.6	-1.1	-1.1	0.2	0.2	0.6	-0.2	-1.2	-1.4	-2.0	-2.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	2.8	3.5	3.4	3.2	4.2	1.9	2.2	2.8
Portugal	0.3	0.4	0.6	0.8	1.0	1.1	0.9	1.0	1.1	0.8	0.6	1.3	1.3	1.5	1.4	1.3	1.6	1.7	1.6	1.7
Espagne	5.6	6.3	7.9	8.1	11.8	13.4	13.9	12.7	11.9	12.1	12.4	11.3	14.5	17.8	19.8	19.3	21.2	22.7	20.7	22.1
Suède	-0.4	0.1	0.0	-0.6	-1.8	-1.7	-2.2	-3.0	-3.3	-2.6	-2.3	0.1	0.2	-0.6	-1.3	-1.8	-2.2	-2.6	-3.2	-4.0
Suisse	4.2	4.4	4.4	4.8	6.6	8.3	8.3	8.0	9.4	10.3	10.7	11.4	11.5	12.9	12.4	13.1	13.1	14.2	13.4	13.6
Turquie	0.9	0.8	0.9	1.5	1.6	2.1	3.7	3.9	4.9	5.2	5.8	6.7	7.0	9.6	6.6	10.9	13.5	7.4	9.5	10.6
Total des petits pays	14.9	16.6	16.6	16.6	23.7	29.7	29.8	24.3	29.7	31.8	31.8	38.4	45.3	51.4	49.7	50.4	54.0	45.8	39.4	37.1
Total de l'OCDE	20.3	21.6	17.3	20.8	28.8	25.7	10.9	10.5	10.0	26.6	31.0	40.8	45.2	45.9	53.7	78.9	74.6	54.7	55.0	65.6
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	22.6	26.2	28.5	31.9	35.1	35.0	24.4	23.4	25.1	25.1	19.3	19.5	17.1	9.2	14.9	21.4	14.8	13.0	11.8	12.1
Zone euro	13.7	17.0	19.5	20.7	24.2	22.6	15.2	16.9	15.9	12.8	4.0	2.8	0.7	-10.4	-4.4	-1.9	-7.0	-7.7	-9.7	-11.9

^{a)} A l'exclusion du solde des revenus d'investissement.^{b)} Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 50. **Solde des revenus d'investissements**

Milliards de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	35.1	36.3	35.0	25.6	15.4	14.2	18.5	19.7	28.4	24.0	22.3	23.2	15.9	19.4	17.2	3.2	-12.7	-26.7	-45.5	-58.4
Japon	1.7	3.1	4.2	6.8	9.3	16.3	20.6	22.9	22.7	26.0	35.7	40.7	40.4	44.1	53.4	55.7	56.7	50.1	62.7	74.6
Allemagne	0.0	2.9	4.7	4.7	5.3	5.2	9.4	14.3	20.6	20.3	21.8	16.6	2.9	0.1	1.0	-1.5	-6.6	-12.7	-10.0	-8.3
France	0.2	-1.5	-2.4	-2.3	-1.7	-1.7	-1.0	-0.3	-1.6	-3.3	-6.0	-6.6	-6.0	-8.4	-1.9	3.5	5.7	3.8	3.8	5.4
Italie	-2.4	-2.5	-2.5	-2.7	-4.2	-4.9	-5.5	-7.3	-14.7	-17.6	-21.9	-17.2	-16.5	-15.5	-15.0	-11.2	-12.4	-8.8	-7.1	-6.9
Royaume-Uni	-1.0	1.7	3.1	0.0	4.2	2.4	2.3	0.0	-0.9	-3.5	3.7	1.0	11.9	9.4	12.6	18.3	23.6	11.1	11.0	10.6
Canada	-9.6	-12.6	-12.4	-12.8	-14.0	-17.1	-17.5	-20.5	-19.4	-17.4	-17.5	-20.8	-18.9	-22.7	-21.5	-21.4	-19.6	-22.0	-23.1	-23.8
Total des pays ci-dessus	24.0	27.4	29.7	19.2	14.3	14.4	27.0	28.8	35.0	28.4	38.1	36.9	29.7	26.5	45.8	46.5	34.7	-5.2	-8.2	-6.9
Australie	-2.5	-3.2	-4.1	-4.5	-4.9	-5.8	-8.4	-10.5	-13.2	-12.2	-10.1	-8.1	-12.3	-14.2	-15.2	-13.9	-11.5	-12.0	-12.4	-13.7
Autriche	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	-0.7	-0.9	-0.9	-0.9	-1.0	-1.4	-1.4	-1.1	-1.3	-1.6	-0.3	-0.3	-1.6	-2.7	-2.0	-1.9
Belgique ^{a)}	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.5	0.6	1.8	1.8	2.3	2.3	3.2	3.4	4.1	4.5	4.3	4.4	4.3	5.7	6.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.1	0.0	-0.1	-0.7	-0.8	-1.0	-0.7	-0.6	-0.6
Danemark	-2.2	-2.1	-2.3	-2.6	-3.5	-4.1	-3.9	-3.9	-5.2	-5.3	-5.0	-4.0	-3.9	-3.8	-3.8	-3.7	-3.7	-3.0	-2.4	-2.3
Finlande	-1.2	-1.1	-1.1	-1.0	-1.3	-1.6	-1.7	-2.7	-3.8	-4.7	-5.5	-4.9	-4.4	-4.4	-3.6	-2.4	-3.1	-2.9	-2.8	-3.0
Grèce	-0.6	-0.8	-0.9	-1.1	-1.2	-1.4	-1.5	-1.6	-1.6	-1.7	-2.0	-1.5	-1.3	-1.7	-1.9	-1.5	-1.5	-1.3	-2.0	-1.9
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-1.2	-1.4	-1.8	-1.5	-1.4	-1.9	-1.6	-1.8	-1.8
Islande	-0.7	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2
Irlande	-1.7	-2.0	-2.3	-2.7	-3.4	-3.9	-4.9	-5.3	-5.5	-4.9	-6.4	-6.2	-6.0	-7.9	-9.0	-10.1	-10.1	-12.2	-14.0	-16.0
Corée	-0.6	-0.8	-1.3	-2.1	-2.3	-1.6	-1.3	-0.6	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	-0.5	-1.3	-1.8	-2.5	-5.0	-4.7	-3.2	-2.6
Mexique	-12.3	-9.1	-10.1	-9.0	-7.5	-6.8	-7.2	-8.3	-8.6	-8.6	-9.6	-11.4	-13.0	-13.3	-13.9	-12.8	-13.3	-13.3	-13.3	-13.6
Pays-Bas	0.4	1.1	1.4	-0.2	-0.2	1.4	1.1	2.8	-0.7	0.6	-0.9	0.5	3.0	6.2	4.1	9.0	8.8	5.6	5.3	5.8
Nouvelle-Zélande	-0.7	-0.9	-1.1	-1.3	-1.5	-2.0	-2.1	-1.9	-1.6	-2.5	-2.2	-2.3	-3.3	-4.0	-4.7	-4.9	-3.1	-3.8	-4.0	-4.2
Norvège	-1.9	-1.7	-1.6	-1.1	-1.2	-1.3	-2.0	-2.6	-2.7	-2.7	-3.4	-3.3	-2.2	-1.9	-1.8	-1.6	-0.9	-1.6	-0.6	1.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-3.4	-2.6	-2.0	-1.1	-1.1	-1.2	-1.5	-1.7	-0.8
Portugal	-1.4	-1.2	-1.3	-1.2	-1.1	-0.9	-0.8	-0.7	-0.1	0.2	0.7	0.3	-0.6	0.1	-1.0	-0.5	-0.6	-1.0	-1.0	-1.0
Espagne	-2.2	-2.3	-2.3	-1.7	-1.8	-2.6	-3.3	-2.8	-3.5	-4.3	-5.8	-3.6	-7.8	-4.1	-6.1	-6.7	-7.5	-9.0	-9.5	-9.9
Suède	-1.7	-1.8	-1.9	-2.0	-2.0	-1.6	-1.8	-2.3	-4.5	-6.4	-10.0	-8.8	-5.9	-6.5	-7.6	-5.8	-4.4	-3.4	-2.9	-2.6
Suisse	3.9	4.3	5.0	5.0	5.8	6.8	8.9	8.1	8.8	8.9	8.4	9.1	7.9	11.8	12.6	16.6	16.0	18.6	18.4	18.7
Turquie	-1.5	-1.4	-1.5	-1.6	-1.9	-2.1	-2.5	-2.3	-2.5	-2.7	-2.6	-2.7	-3.3	-3.2	-2.9	-3.0	-3.0	-3.5	-4.1	-2.1
Total des petits pays	-27.2	-23.6	-25.9	-27.3	-28.5	-28.1	-32.1	-34.1	-44.2	-45.7	-54.0	-49.9	-55.6	-49.8	-55.8	-43.2	-44.2	-50.0	-49.1	-46.4
Total de l'OCDE	-3.2	3.8	3.9	-8.1	-14.3	-13.7	-5.1	-5.3	-9.2	-17.3	-16.0	-13.0	-26.0	-23.3	-10.0	3.3	-9.6	-55.2	-57.3	-53.2
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	-14.1	-9.9	-8.0	-12.9	-11.3	-14.0	-11.8	-9.0	-20.7	-29.7	-36.3	-32.1	-32.5	-34.0	-27.9	-8.7	-9.1	-32.2	-27.9	-26.0
Zone euro	-8.7	-6.9	-5.9	-7.2	-8.7	-9.3	-7.0	-1.1	-8.5	-12.9	-23.0	-18.9	-33.2	-31.4	-27.3	-15.9	-23.1	-35.6	-31.6	-29.7

^{a)} Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 51. **Balance des opérations courantes**

Milliards de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-6.2	-39.2	-94.7	-119.1	-149.2	-162.7	-123.1	-98.9	-79.3	4.3	-50.6	-85.3	-121.7	-113.6	-129.3	-143.5	-221.0	-340.8	-444.3	-461.0
Japon	6.8	20.8	35.0	50.7	85.4	84.1	79.2	63.3	44.2	68.3	112.6	131.9	130.3	111.2	65.8	94.3	120.8	107.0	117.5	134.3
Allemagne	5.8	5.8	10.6	18.9	41.0	45.8	52.7	57.1	48.6	-18.4	-14.5	-9.7	-24.3	-20.7	-7.9	-3.1	-4.7	-19.8	-10.5	8.4
France	-12.0	-5.0	-0.8	-0.2	2.4	-4.5	-4.6	-4.6	-9.8	-5.7	4.8	9.6	7.4	6.9	19.6	38.7	40.7	37.7	32.5	34.4
Italie	-7.2	0.8	-3.1	-4.2	2.2	-2.5	-6.8	-12.8	-17.2	-24.2	-30.2	8.3	13.8	25.7	40.5	33.6	23.2	12.0	17.3	23.9
Royaume-Uni	4.6	2.8	-0.6	0.5	-3.5	-9.5	-31.2	-38.4	-34.2	-15.0	-17.8	-15.9	-2.1	-5.9	-0.8	10.8	-1.1	-20.7	-25.7	-30.7
Canada	1.8	-2.5	-1.3	-5.7	-11.2	-13.5	-14.9	-21.8	-19.8	-22.4	-21.1	-21.7	-13.0	-4.4	3.3	-10.3	-11.1	-2.9	3.0	4.4
Total des pays ci-dessus	-6.3	-16.5	-55.0	-59.1	-32.9	-62.8	-48.6	-56.1	-67.6	-13.0	-16.7	17.3	-9.6	-0.8	-8.7	20.6	-53.1	-227.5	-310.2	-286.2
Australie	-8.5	-6.3	-8.9	-9.2	-9.9	-8.0	-11.7	-18.2	-16.0	-11.2	-11.2	-9.8	-17.2	-19.6	-15.8	-12.6	-18.1	-22.4	-18.7	-16.6
Autriche	0.7	0.3	-0.2	-0.1	0.3	-0.2	-0.3	0.3	1.2	0.0	-0.8	-1.0	-2.9	-5.4	-4.8	-5.3	-4.8	-5.8	-6.0	-5.3
Belgique ^{a)}	-2.1	-0.2	0.2	0.9	3.0	2.6	3.3	2.6	3.0	3.6	5.6	8.9	9.7	11.4	11.3	11.7	10.3	10.0	7.8	7.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.5	-0.8	-1.4	-4.3	-3.3	-1.4	-1.1	-1.4	-1.5
Danemark	-2.3	-1.4	-1.7	-2.7	-4.5	-3.0	-1.5	-1.4	1.2	1.8	3.8	4.5	2.8	1.7	3.2	0.9	-1.9	2.0	3.4	4.5
Finlande	-0.9	-1.1	0.0	-0.8	-0.7	-1.7	-2.7	-5.8	-7.0	-6.7	-4.9	-1.1	1.1	5.2	5.0	6.7	7.3	6.7	7.8	9.9
Grèce	-1.9	-1.9	-2.1	-3.3	-1.7	-2.7	-2.7	-4.4	-5.7	-3.7	-4.4	-2.8	-2.4	-5.6	-7.1	-7.6	-3.6	-3.8	-3.2	-3.5
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.3	-4.1	-2.5	-1.7	-1.0	-2.3	-2.1	-2.1	-2.5
Islande	-1.3	-0.1	-0.3	-0.2	0.0	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.0	0.1	0.1	-0.1	-0.1	-0.5	-0.5	-0.7	-0.6
Irlande	-1.9	-1.2	-1.0	-0.8	-0.9	-0.1	0.0	-0.6	-0.4	0.3	0.6	1.8	1.5	1.7	2.0	1.9	1.7	0.3	0.9	-0.3
Corée	-2.5	-1.5	-1.3	-0.8	4.7	10.1	14.5	5.4	-2.0	-8.3	-3.9	1.0	-3.9	-8.5	-23.0	-8.2	40.6	25.0	9.7	9.6
Mexique	-5.9	5.9	4.2	0.8	-1.4	4.2	-2.4	-5.8	-7.5	-14.6	-24.4	-23.4	-29.7	-1.6	-2.3	-7.4	-15.7	-14.0	-18.2	-23.0
Pays-Bas	5.0	5.0	6.3	4.4	4.4	4.2	7.1	10.0	9.2	7.8	7.4	13.6	17.8	24.1	21.7	27.5	25.5	22.7	22.8	23.3
Nouvelle-Zélande	-1.7	-1.0	-1.9	-1.6	-1.8	-1.7	-0.4	-1.6	-1.4	-1.2	-1.4	-1.0	-1.9	-3.0	-4.0	-4.4	-2.6	-4.3	-3.4	-3.3
Norvège	0.6	2.0	2.9	3.0	-4.5	-4.1	-3.9	0.2	4.0	5.0	3.0	2.2	3.8	4.9	10.2	8.0	-2.2	5.5	22.2	22.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.6	1.0	0.9	-3.3	-5.7	-6.9	-11.7	-12.9	-12.9
Portugal	-3.2	-1.6	-0.6	0.4	1.2	0.4	-1.0	0.2	-0.2	-0.7	-0.3	0.3	-2.3	-0.2	-4.5	-5.5	-7.2	-9.5	-10.3	-10.9
Espagne	-4.5	-2.9	1.8	2.8	3.9	-0.2	-3.7	-10.9	-18.1	-19.9	-21.6	-6.0	-6.7	0.2	0.2	2.3	-1.5	-12.3	-18.1	-18.9
Suède	-3.3	-0.7	0.7	-1.0	0.0	0.0	-0.6	-3.1	-6.3	-4.7	-7.5	-2.6	2.5	7.1	7.2	7.5	7.0	6.1	6.6	5.2
Suisse	4.0	3.8	4.4	5.1	6.9	7.6	9.1	7.0	8.7	10.6	15.2	19.5	17.5	21.4	21.9	26.0	24.3	29.2	29.0	30.6
Turquie	-1.0	-1.8	-1.4	-1.0	-1.5	-0.8	1.6	0.9	-2.6	0.3	-1.0	-6.4	2.6	-2.3	-2.4	-2.6	2.0	-1.4	-4.4	-4.5
Total des petits pays	-30.8	-4.9	1.0	-4.1	-2.3	6.4	4.6	-25.2	-39.9	-42.0	-46.2	-10.9	-11.5	28.6	9.4	28.9	49.7	18.8	10.9	9.1
Total de l'OCDE	-37.1	-21.5	-54.0	-63.2	-35.2	-56.4	-44.0	-81.4	-107.5	-55.0	-62.9	6.4	-21.1	27.7	0.7	49.5	-3.4	-208.6	-299.3	-277.1
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	-23.3	-1.3	9.4	14.7	47.1	28.5	8.1	-11.8	-35.6	-85.5	-79.8	7.9	15.8	46.4	85.6	120.2	90.7	25.7	25.3	47.9
Zone euro	-20.3	-0.1	13.1	21.2	56.8	43.8	44.1	35.5	9.3	-63.9	-53.9	24.8	15.2	49.0	83.1	108.6	90.4	42.1	44.2	72.4

^{a)} Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.Note : Les données de balance de paiements présentées ici sont dérivées des chiffres communiqués ou publiés par les pays de l'OCDE. Elles sont fondées sur les concepts et définitions du *Manuel de la balance des paiements* du FMI.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 52. **Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB**

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
États-Unis	-0.2	-1.1	-2.4	-2.8	-3.4	-3.4	-2.4	-1.8	-1.4	0.1	-0.8	-1.3	-1.7	-1.5	-1.7	-1.7	-2.5	-3.7	-4.5	-4.4
Japon	0.6	1.8	2.8	3.7	4.3	3.5	2.7	2.2	1.5	2.0	3.0	3.1	2.8	2.2	1.4	2.2	3.2	2.5	2.6	2.9
Allemagne	0.9	0.8	1.7	2.9	4.5	4.0	4.3	4.7	3.2	-1.0	-0.7	-0.5	-1.1	-0.8	-0.3	-0.1	-0.2	-0.9	-0.5	0.4
France	-2.1	-0.9	-0.1	-0.1	0.3	-0.5	-0.5	-0.5	-0.8	-0.5	0.4	0.8	0.5	0.5	1.3	2.7	2.8	2.6	2.5	2.6
Italie	-1.8	0.2	-0.8	-1.0	0.3	-0.3	-0.8	-1.5	-1.6	-2.1	-2.5	0.9	1.3	2.3	3.3	2.9	1.9	1.0	1.6	2.2
Royaume-Uni	1.0	0.6	-0.1	0.1	-0.6	-1.4	-3.8	-4.6	-3.5	-1.5	-1.7	-1.7	-0.2	-0.5	-0.1	0.8	-0.1	-1.4	-1.8	-2.0
Canada	0.6	-0.8	-0.4	-1.6	-3.0	-3.2	-3.0	-3.9	-3.4	-3.8	-3.6	-3.9	-2.3	-0.8	0.5	-1.6	-1.8	-0.5	0.4	0.6
Total des pays ci-dessus	-0.1	-0.2	-0.7	-0.7	-0.3	-0.6	-0.4	-0.4	-0.5	-0.1	-0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.1	-0.3	-1.1	-1.5	-1.3
Australie	-4.8	-3.7	-4.7	-5.5	-5.7	-3.9	-4.5	-6.2	-5.2	-3.6	-3.7	-3.3	-5.1	-5.4	-3.9	-3.1	-5.0	-5.7	-4.8	-4.1
Autriche	1.0	0.3	-0.3	-0.1	0.3	-0.2	-0.2	0.2	0.7	0.0	-0.4	-0.5	-1.5	-2.3	-2.1	-2.5	-2.3	-2.8	-3.2	-2.7
Belgique ^{a)}	-2.3	-0.3	0.2	1.1	2.6	1.8	2.1	1.7	1.5	1.8	2.5	4.1	4.2	4.1	4.2	4.8	4.1	4.0	3.4	3.4
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	-1.9	-2.6	-7.4	-6.1	-2.4	-2.0	-2.8	-2.9
Danemark	-3.9	-2.4	-3.1	-4.6	-5.3	-2.9	-1.4	-1.3	0.9	1.4	2.6	3.3	1.8	1.0	1.8	0.6	-1.1	1.1	2.1	2.7
Finlande	-1.9	-2.3	-0.1	-1.4	-1.0	-1.9	-2.5	-5.0	-5.1	-5.4	-4.5	-1.3	1.1	4.0	3.9	5.5	5.6	5.2	6.5	7.7
Grèce	-4.1	-4.4	-5.1	-8.0	-3.5	-4.8	-4.0	-6.4	-6.8	-4.1	-4.4	-3.1	-2.4	-4.7	-5.7	-6.2	-3.0	-3.1	-2.9	-3.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-11.0	-9.7	-5.5	-3.8	-2.1	-4.9	-4.3	-4.5	-5.2
Islande	-40.0	-5.5	-9.2	-6.0	0.1	-3.3	-3.7	-1.9	-2.1	-4.7	-3.2	0.1	1.8	0.7	-1.6	-1.4	-5.6	-6.2	-7.6	-6.2
Irlande	-9.2	-5.8	-5.3	-3.7	-3.1	-0.2	0.0	-1.5	-0.8	0.7	1.0	3.7	2.7	2.6	2.8	2.5	2.0	0.3	0.9	-0.3
Corée	-3.4	-1.8	-1.4	-0.8	4.3	7.4	7.9	2.4	-0.8	-2.8	-1.2	0.3	-1.0	-1.7	-4.4	-1.5	12.8	6.1	2.1	1.9
Mexique	-2.1	4.8	2.5	0.8	-0.8	2.8	-1.3	-2.7	-2.9	-4.7	-6.7	-5.8	-7.1	-0.5	-0.7	-1.9	-3.7	-2.9	-3.2	-3.6
Pays-Bas	3.4	3.5	4.8	3.2	2.4	1.9	2.9	4.2	3.1	2.6	2.2	4.2	5.1	5.8	5.3	7.3	6.5	5.8	6.2	6.0
Nouvelle-Zélande	-7.3	-4.4	-8.6	-7.3	-6.4	-5.0	-1.0	-3.8	-3.2	-2.8	-3.5	-2.4	-3.8	-5.1	-6.1	-6.7	-5.0	-7.9	-6.4	-6.0
Norvège	1.0	3.3	4.8	4.9	-6.0	-4.5	-4.0	0.2	3.3	4.3	2.3	1.8	3.0	3.3	6.5	5.1	-1.5	3.6	14.2	13.9
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-5.2	1.0	0.7	-2.3	-4.0	-4.4	-7.6	-8.0	-7.4
Portugal	-11.6	-6.2	-2.6	1.5	3.4	1.0	-2.1	0.3	-0.3	-0.9	-0.2	0.4	-2.5	-0.1	-4.2	-5.4	-6.8	-8.9	-10.3	-10.5
Espagne	-2.4	-1.7	1.1	1.6	1.6	0.0	-1.0	-2.7	-3.5	-3.6	-3.6	-1.2	-1.3	0.0	0.0	0.4	-0.2	-2.1	-3.2	-3.2
Suède	-3.3	-0.8	0.7	-1.0	0.0	0.0	-0.3	-1.6	-2.6	-1.9	-3.0	-1.3	1.2	3.0	2.8	3.1	2.9	2.5	2.8	2.1
Suisse	3.9	3.8	4.6	5.2	5.0	4.4	4.9	3.9	3.8	4.6	6.2	8.2	6.7	6.9	7.4	10.1	9.3	11.3	12.1	12.4
Turquie	-1.4	-2.9	-2.4	-1.5	-1.9	-0.9	2.0	0.9	-1.7	0.1	-0.6	-3.6	2.2	-1.5	-1.3	-1.3	1.1	-0.9	-2.3	-2.1
Total des petits pays	-2.0	-0.4	0.1	-0.3	-0.1	0.3	0.2	-0.9	-1.2	-1.2	-1.3	-0.3	-0.3	0.6	0.2	0.7	1.1	0.4	0.2	0.2
Total de l'OCDE	-0.4	-0.3	-0.6	-0.7	-0.3	-0.4	-0.3	-0.5	-0.6	-0.3	-0.3	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.2	0.0	-0.8	-1.2	-1.0
<i>Pour mémoire</i>																				
Union européenne	-0.8	0.0	0.3	0.5	1.2	0.6	0.2	-0.2	-0.5	-1.2	-1.0	0.1	0.2	0.5	1.0	1.5	1.1	0.3	0.3	0.6
Zone euro	-0.9	0.0	0.6	1.0	1.8	1.1	1.1	0.8	0.2	-1.1	-0.9	0.4	0.3	0.7	1.2	1.7	1.4	0.6	0.7	1.2

a) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 53. **Structure des balances des opérations courantes des principales régions^a**

Milliards de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
																			2000	2001
Balance commerciale																				
Pays de l'OCDE	-22	-17	-43	-42	-7	-23	-1	-34	-46	-20	12	67	60	103	59	62	28	-114	-195	-186
Autres pays dont :	37	36	63	53	16	51	30	51	68	52	28	-2	28	9	33	48	50	154	236	207
Chine	4	2	0	-13	-9	-2	-5	-6	9	9	5	-11	7	18	20	46	47	31	30	29
Pays dynamiques d'Asie ^b	-6	-4	12	18	22	28	21	22	10	10	8	6	1	-15	-9	-1	67	79	80	70
Autres pays d'Asie	-13	-11	-12	-13	-14	-13	-14	-13	-12	-9	-10	-11	-14	-20	-24	-21	-20	-22	-22	-22
Pays d'Amérique latine	1	17	26	25	12	12	22	28	31	19	10	2	3	-7	-5	-18	-32	-1	11	14
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	40	20	24	31	-4	14	1	25	53	23	13	11	22	26	50	46	-5	41	94	76
Pays d'Europe centrale et orientale	11	12	13	5	8	12	6	-6	-23	1	2	0	10	8	2	-5	-6	27	44	40
Monde ^c	14	19	20	11	9	28	29	17	22	32	40	65	88	113	91	110	78	40	42	22
Solde des services et transferts privés																				
Pays de l'OCDE	11	18	15	7	7	-4	-12	-13	-19	-9	-8	8	-3	-5	12	51	40	-34	-35	-20
Autres pays dont :	-98	-84	-89	-82	-67	-69	-75	-84	-85	-103	-90	-92	-81	-111	-102	-115	-136	-122	-132	-145
Chine	1	2	2	2	2	2	2	1	3	4	1	-1	0	-17	-13	-17	-17	-17	-20	-22
Pays dynamiques d'Asie ^b	-6	-8	-11	-9	-5	-6	-6	-5	-4	-4	-1	-1	0	-2	2	0	-13	-7	-11	-16
Autres pays d'Asie	5	5	4	3	3	2	0	0	-1	-1	0	1	4	3	6	9	7	8	9	8
Pays d'Amérique latine	-38	-32	-33	-30	-30	-28	-31	-33	-27	-24	-21	-27	-27	-31	-33	-43	-45	-39	-36	-37
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-63	-56	-56	-48	-38	-41	-41	-48	-57	-74	-58	-57	-54	-55	-59	-57	-57	-58	-60	-63
Pays d'Europe centrale et orientale	3	4	5	1	1	1	1	1	1	-4	-10	-6	-4	-9	-5	-8	-11	-9	-13	-17
Monde ^c	-87	-66	-74	-75	-60	-73	-87	-97	-104	-112	-98	-84	-84	-117	-90	-63	-96	-155	-167	-165
Solde des transferts officiels																				
Pays de l'OCDE	-26	-23	-26	-29	-35	-30	-32	-35	-42	-26	-66	-69	-78	-70	-71	-64	-72	-61	-69	-72
Autres pays dont :	3	2	6	10	11	10	13	13	4	-9	18	19	15	17	15	14	14	16	15	15
Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1	1	0	0	0	0	0	0
Pays dynamiques d'Asie ^b	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Autres pays d'Asie	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	2	2	2	3	3
Pays d'Amérique latine	1	1	1	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	0	-1	3	6	7	6	8	8	-1	-19	10	11	9	9	9	8	8	8	9	9
Pays d'Europe centrale et orientale	0	0	0	0	0	0	0	0	1	6	4	4	2	2	2	2	2	1	1	1
Monde ^c	-23	-21	-20	-19	-23	-20	-19	-22	-39	-35	-48	-50	-64	-53	-55	-50	-58	-45	-55	-57
Balance des opérations courantes																				
Pays de l'OCDE	-37	-21	-54	-63	-35	-56	-44	-81	-107	-55	-63	6	-21	28	1	50	-3	-209	-299	-277
Autres pays dont :	-59	-46	-19	-20	-40	-8	-32	-20	-14	-60	-43	-75	-38	-85	-54	-53	-73	48	119	77
Chine	6	4	2	-11	-7	0	-4	-4	12	13	6	-12	7	2	7	30	29	14	11	7
Pays dynamiques d'Asie ^b	-12	-11	2	8	17	22	16	17	7	6	8	5	1	-17	-8	-1	54	73	69	54
Autres pays d'Asie	-6	-5	-6	-8	-9	-9	-12	-11	-12	-8	-8	-8	-8	-15	-16	-9	-11	-12	-11	-11
Pays d'Amérique latine	-36	-14	-6	-4	-16	-14	-8	-3	6	-3	-9	-22	-22	-36	-37	-60	-76	-38	-24	-21
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-23	-37	-29	-11	-35	-21	-32	-15	-5	-71	-35	-36	-23	-20	1	-2	-54	-8	42	22
Pays d'Europe centrale et orientale	13	16	18	6	10	13	7	-4	-21	3	-4	-3	7	1	-1	-11	-15	20	31	25
Monde ^c	-96	-67	-73	-83	-75	-65	-77	-102	-121	-115	-106	-69	-59	-57	-54	-3	-76	-161	-180	-200

a) Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balance de paiements recensées par chaque pays. En raison de divers problèmes statistiques et le fait que de nombreux pays non membres ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

b) Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.

c) Comprend les erreurs statistiques et les asymétries de traitement. Étant donné l'importance des flux bruts au niveau mondial, des erreurs statistiques et des asymétries de traitement donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Source : OCDE.

Annexe : Tableau 54. Prévisions semestrielles de la demande et de la production
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, volume

	1999	2000	2001	1999		2000		2001	
				I	II	I	II	I	II
Consommation privée									
États-Unis	5.3	5.5	2.7	5.7	5.2	6.7	3.5	2.6	2.2
Japon	1.2	1.3	2.1	2.8	-1.0	1.9	2.5	2.0	1.8
Allemagne	2.1	2.3	2.7	2.2	1.9	2.3	2.5	2.7	2.8
France	2.3	3.1	3.3	1.6	2.9	3.1	3.1	3.4	3.4
Italie	1.7	1.5	2.2	2.0	0.5	1.6	2.0	2.3	2.3
Royaume-Uni	3.9	3.3	2.6	5.0	3.2	3.4	3.0	2.5	2.4
Canada	3.2	3.6	2.8	3.3	4.1	3.5	3.1	2.8	2.5
Total des pays ci-dessus	3.6	3.7	2.6	4.1	3.1	4.4	3.0	2.6	2.3
Union européenne	2.8	2.8	2.9	2.9	2.5	2.9	2.9	2.9	2.9
Zone euro	2.5	2.6	3.0	2.6	2.2	2.7	2.9	3.0	3.0
Total de l'OCDE	3.7	3.8	2.9	4.3	3.5	4.3	3.2	2.9	2.7
Consommation publique									
États-Unis	2.6	1.8	2.3	2.0	4.3	0.6	2.0	2.4	2.3
Japon	1.3	0.3	0.6	1.1	0.2	0.1	0.7	0.5	0.7
Allemagne	0.2	0.5	0.3	2.4	-1.7	1.4	1.0	0.1	0.1
France	2.6	1.8	1.4	3.3	2.5	1.6	1.4	1.4	1.4
Italie	0.6	0.5	0.5	0.6	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5
Royaume-Uni	4.4	3.8	3.2	5.3	3.4	4.1	3.7	3.0	3.0
Canada	1.0	1.9	1.7	0.8	1.5	2.0	2.0	1.6	1.5
Total des pays ci-dessus	2.0	1.5	1.6	2.0	2.4	0.9	1.6	1.6	1.6
Union européenne	1.8	1.5	1.3	2.6	0.8	1.8	1.5	1.3	1.3
Zone euro	1.4	1.2	1.0	2.3	0.5	1.5	1.2	1.0	1.0
Total de l'OCDE	2.0	1.6	1.7	2.2	2.1	1.3	1.7	1.7	1.7
Investissement									
États-Unis	8.2	8.3	4.4	9.8	6.2	11.2	4.9	4.3	4.0
Japon	-1.0	1.3	2.1	7.0	-6.6	4.5	3.4	2.2	0.7
Allemagne	2.3	2.8	3.4	3.2	1.9	3.2	3.0	3.4	3.6
France	7.1	5.6	3.5	8.1	5.4	6.0	5.1	3.0	2.7
Italie	4.4	5.5	4.9	5.7	5.6	5.6	5.2	4.8	4.7
Royaume-Uni	5.2	3.8	3.4	3.3	3.9	3.8	3.6	3.4	3.3
Canada	9.3	8.1	5.4	11.8	10.9	7.6	6.5	5.2	4.6
Total des pays ci-dessus	5.4	5.8	3.8	7.8	3.4	7.7	4.4	3.7	3.3
Union européenne	5.0	4.8	4.4	5.0	4.7	4.9	4.7	4.4	4.3
Zone euro	4.8	4.9	4.6	5.3	4.7	5.0	4.8	4.5	4.4
Total de l'OCDE	5.0	6.0	4.5	6.8	4.0	7.6	5.1	4.4	4.0
Demande intérieure totale									
États-Unis	5.1	5.4	3.1	5.0	5.7	6.3	3.6	3.0	2.7
Japon	0.6	1.4	2.1	4.4	-2.7	2.7	3.0	2.0	1.4
Allemagne	2.2	1.8	2.2	2.7	1.5	1.7	2.3	2.1	2.2
France	2.8	3.3	2.9	2.6	2.5	3.8	3.2	2.8	2.8
Italie	2.5	1.8	2.4	3.4	0.9	2.0	2.3	2.5	2.4
Royaume-Uni	3.6	3.6	2.9	3.5	3.6	3.7	3.3	2.8	2.7
Canada	4.0	4.4	3.1	5.3	5.7	4.2	3.6	3.1	2.8
Total des pays ci-dessus	3.5	3.7	2.7	4.3	3.1	4.4	3.2	2.7	2.4
Union européenne	2.9	2.9	2.9	3.2	2.3	3.0	3.0	2.9	2.9
Zone euro	2.8	2.7	2.9	3.0	2.2	2.9	3.0	2.9	2.8
Total de l'OCDE	3.7	4.0	3.1	4.5	3.6	4.5	3.5	3.1	2.8
Exportations de biens et services									
États-Unis	3.8	6.8	7.9	1.9	9.2	4.7	8.4	7.7	7.7
Japon	1.9	8.0	4.8	-1.0	12.7	7.7	4.2	5.0	5.0
Allemagne	4.3	10.5	8.9	4.1	10.8	10.7	9.7	8.7	8.5
France	3.6	10.9	8.9	0.9	12.6	10.5	10.0	8.7	8.2
Italie	-0.4	10.9	9.5	-4.1	11.2	11.0	10.4	9.4	8.8
Royaume-Uni	2.9	8.5	6.7	-1.0	13.5	7.0	6.8	6.7	6.6
Canada	9.7	8.7	6.4	9.5	9.5	9.0	7.2	6.3	6.0
Total des pays ci-dessus	3.4	8.2	7.5	1.3	10.7	7.1	7.9	7.4	7.3
Union européenne	3.9	10.4	8.7	1.8	11.5	10.3	9.6	8.6	8.1
Zone euro	3.0	12.4	9.7	0.4	13.7	12.4	11.2	9.6	8.7
Total de l'OCDE	4.3	8.9	7.8	2.4	10.8	8.3	8.6	7.7	7.4

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 54. (suite) **Prévisions semestrielles de la demande et de la production**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, volume

	1999	2000	2001	1999		2000		2001	
				I	II	I	II	I	II
Importations de biens et services									
États-Unis	11.7	10.1	7.2	12.6	13.2	9.5	8.2	7.1	6.4
Japon	5.3	6.7	4.5	6.7	13.9	4.6	4.2	4.7	4.2
Allemagne	7.1	7.0	6.5	8.9	7.2	7.0	6.8	6.4	6.4
France	3.1	10.2	9.3	-0.1	9.3	10.8	10.1	9.2	8.7
Italie	3.4	7.1	7.5	4.3	5.3	8.0	7.1	7.6	7.8
Royaume-Uni	7.5	9.8	7.7	5.0	12.5	9.0	8.7	7.5	7.3
Canada	9.7	9.6	6.9	11.7	13.0	8.9	7.6	6.9	6.3
Total des pays ci-dessus	8.5	8.9	6.8	9.1	11.7	8.3	7.4	6.8	6.3
Union européenne	6.0	8.7	8.1	5.5	8.4	9.0	8.5	8.0	7.8
Zone euro	5.9	8.8	8.2	5.6	8.0	9.3	8.6	8.2	7.9
Total de l'OCDE	8.8	9.6	7.5	9.7	12.1	9.1	8.2	7.4	6.9
PIB									
États-Unis	4.2	4.9	3.0	3.8	5.1	5.6	3.5	2.9	2.7
Japon	0.3	1.7	2.2	3.4	-2.5	3.1	3.0	2.2	1.6
Allemagne	1.5	2.9	3.0	1.4	2.6	2.8	3.3	2.9	3.0
France	2.9	3.7	2.9	2.8	3.5	3.9	3.3	2.8	2.8
Italie	1.4	2.9	3.1	1.1	2.5	3.0	3.3	3.2	2.9
Royaume-Uni	2.1	2.9	2.3	1.6	3.6	2.9	2.4	2.3	2.2
Canada	4.2	4.3	3.0	4.6	4.8	4.4	3.5	2.9	2.7
Total des pays ci-dessus	2.7	3.7	2.8	3.1	3.1	4.3	3.3	2.8	2.5
Union européenne	2.3	3.4	3.1	2.1	3.3	3.5	3.4	3.1	3.0
Zone euro	2.3	3.5	3.3	2.2	3.2	3.6	3.6	3.3	3.1
Total de l'OCDE	3.0	4.0	3.1	3.3	3.5	4.4	3.5	3.1	2.9
Per cent of GDP									
Balance des opérations courantes									
États-Unis	-3.7	-4.5	-4.4	-3.3	-4.0	-4.5	-4.4	-4.4	-4.4
Japon	2.5	2.6	2.9	2.6	2.3	2.5	2.6	2.8	3.0
Allemagne	-0.9	-0.5	0.4	-0.6	-1.3	-0.7	-0.4	0.2	0.7
France	2.6	2.5	2.6	2.9	2.4	2.5	2.5	2.5	2.6
Italie	1.0	1.6	2.2	1.3	0.8	1.4	1.8	2.1	2.3
Royaume-Uni	-1.4	-1.8	-2.0	-1.6	-1.3	-1.7	-1.9	-2.0	-2.1
Canada	-0.5	0.4	0.6	-0.8	-0.2	0.3	0.5	0.6	0.6
Total des pays ci-dessus	-1.1	-1.5	-1.3	-0.9	-1.3	-1.5	-1.5	-1.4	-1.3
Union européenne	0.3	0.3	0.6	0.5	0.1	0.3	0.4	0.5	0.6
Zone euro	0.6	0.7	1.2	1.0	0.3	0.7	0.8	1.1	1.3
Total de l'OCDE	-0.8	-1.2	-1.0	-0.6	-1.1	-1.2	-1.2	-1.1	-1.0
\$ billions									
Balance des opérations courantes									
États-Unis	-340.8	-444	-461	-301.4	-380.2	-442	-447	-457	-465
Japon	107.0	118	134	108.9	105.2	117	118	129	139
Allemagne	-19.8	-11	8	-12.7	-26.9	-14	-7	3	14
France	37.7	32	34	41.3	34.1	33	32	34	35
Italie	12.0	17	24	14.9	9.2	16	19	23	25
Royaume-Uni	-20.7	-26	-31	-22.5	-18.9	-24	-27	-30	-32
Canada	-2.9	3	4	-4.8	-1.0	2	4	4	5
Total des pays ci-dessus	-227.5	-310	-286	-176.3	-278.6	-313	-308	-294	-278
Union européenne	25.7	25	48	46.2	5.3	23	28	42	54
Zone euro	42.1	44	72	65.5	18.8	40	48	65	79
Total de l'OCDE	-208.6	-299	-277	-152.0	-265.2	-299	-299	-284	-270

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 55. **Prévisions semestrielles des prix, des coûts et du chômage**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1999	2000	2001	1999		2000		2001	
				I	II	I	II	I	II
Déflateur de la consommation privée									
États-Unis	1.6	2.4	2.2	1.6	2.1	2.8	2.1	2.1	2.5
Japon	-0.5	-0.3	0.0	-0.5	-0.8	-0.4	0.3	-0.1	-0.1
Allemagne	0.8	1.5	1.5	0.8	1.1	1.8	1.3	1.5	1.5
France	0.7	1.3	1.5	0.7	0.9	1.4	1.5	1.5	1.6
Italie	2.2	2.6	2.3	2.1	2.8	2.6	2.4	2.3	2.1
Royaume-Uni	2.4	2.5	2.8	2.1	2.6	2.4	2.7	2.9	2.8
Canada	1.2	2.2	2.1	0.6	1.9	2.4	2.2	2.1	2.1
Total des pays ci-dessus	1.1	1.8	1.7	1.1	1.5	2.0	1.7	1.7	1.8
Total de l'OCDE <i>moins</i> pays à forte inflation ^a	1.2	1.9	1.9	1.1	1.5	2.2	2.0	1.9	2.0
Union européenne	1.6	2.1	2.1	1.6	1.9	2.2	2.1	2.1	2.1
Zone euro	1.4	2.0	2.0	1.4	1.7	2.1	1.9	2.0	1.9
Total de l'OCDE	2.8	3.2	2.5	2.9	2.8	3.6	2.8	2.4	2.4
Déflateur du PIB									
États-Unis	1.5	2.1	2.3	1.6	1.4	2.4	2.2	2.3	2.3
Japon	-0.9	-0.8	-0.1	-0.4	-1.8	-0.5	-0.1	0.1	-0.4
Allemagne	1.0	0.6	1.4	1.1	0.1	0.7	0.9	1.5	1.6
France	0.3	1.0	1.6	0.2	0.3	1.0	1.5	1.6	1.8
Italie	1.5	2.2	2.2	1.3	1.5	2.5	2.4	2.1	1.9
Royaume-Uni	2.9	3.0	3.2	2.4	3.1	2.9	3.1	3.2	3.2
Canada	1.7	2.9	2.3	2.4	3.3	2.9	2.5	2.3	2.1
Total des pays ci-dessus	1.0	1.4	1.8	1.1	0.8	1.7	1.7	1.8	1.7
Total de l'OCDE <i>moins</i> pays à forte inflation ^a	1.1	1.6	1.9	1.2	0.9	1.8	1.9	1.9	1.9
Union européenne	1.5	1.8	2.2	1.5	1.3	1.8	2.0	2.2	2.2
Zone euro	1.2	1.5	1.9	1.2	0.9	1.6	1.8	2.0	2.0
Total de l'OCDE	2.5	2.8	2.5	2.6	2.4	3.1	2.7	2.5	2.3
Coût unitaire de main-d'œuvre (ensemble de l'économie)									
États-Unis	2.2	1.6	2.9	2.4	1.0	1.4	2.5	3.2	2.9
Japon	-1.3	-1.6	-1.5	-3.7	3.4	-3.4	-2.6	-1.3	-0.6
Allemagne	0.7	-0.6	0.0	1.0	-1.1	-0.4	-0.6	0.2	0.4
France	0.9	0.8	1.7	0.9	0.6	0.6	1.3	1.7	1.9
Italie	2.4	1.0	1.0	4.3	1.2	1.2	0.5	1.1	1.4
Royaume-Uni	4.1	3.7	3.8	4.3	2.2	4.2	4.2	3.7	3.7
Canada	0.3	1.4	2.0	0.5	1.1	1.4	1.6	2.0	2.2
Total des pays ci-dessus	1.4	0.8	1.6	1.3	1.3	0.5	1.1	1.8	1.8
Total de l'OCDE <i>moins</i> pays à forte inflation ^a	1.4	1.1	1.8	1.5	1.3	0.8	1.3	1.9	1.9
Union européenne	2.0	1.3	1.7	2.6	0.9	1.4	1.4	1.7	1.8
Total de l'OCDE	3.1	2.0	2.3	3.2	2.6	1.8	2.0	2.4	2.3
Chômage									
États-Unis	4.2	4.0	4.2	4.3	4.2	4.0	3.9	4.1	4.3
Japon	4.7	4.8	4.8	4.7	4.7	4.8	4.8	4.8	4.8
Allemagne	9.0	8.5	7.7	9.0	9.0	8.6	8.3	7.9	7.4
France	11.1	9.8	8.8	11.3	10.9	10.2	9.5	9.0	8.5
Italie	11.5	11.0	10.5	11.7	11.4	11.1	10.9	10.6	10.4
Royaume-Uni	5.9	5.7	5.8	6.0	5.9	5.7	5.7	5.8	5.9
Canada	7.6	6.8	6.6	7.9	7.3	6.8	6.7	6.6	6.6
Total des pays ci-dessus	6.2	5.8	5.7	6.3	6.1	5.9	5.8	5.7	5.7
Union européenne	9.2	8.5	7.9	9.3	9.1	8.7	8.3	8.0	7.7
Zone euro	10.1	9.2	8.5	10.2	9.9	9.4	9.0	8.7	8.3
Total de l'OCDE	6.6	6.3	6.1	6.7	6.6	6.3	6.2	6.1	6.1

En pourcentage de la population active

a) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation, mesurée par l'indice implicite des prix du PIB, a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 pour cent en moyenne pendant les années 90. Ainsi la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie sont exclus du total de l'OCDE.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 56. **Contributions aux variations du PIB en volume dans les principaux pays de l'OCDE**
En pourcentage du PIB de la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	0	1	2	3	4	2		3		4	
						I	II	I	II	I	II
États-Unis											
Demande intérieure finale	4.0	5.5	5.6	5.7	3.1	6.0	5.4	6.8	3.7	3.0	2.7
Formation de stocks	0.5	0.1	-0.4	-0.1	0.1	-1.0	0.5	-0.5	0.0	0.1	0.1
Exportations nettes	-0.3	-1.3	-1.2	-0.8	-0.2	-1.5	-0.9	-0.9	-0.3	-0.2	-0.1
PIB	4.2	4.3	4.2	4.9	3.0	3.7	5.0	5.5	3.4	2.9	2.7
Japon											
Demande intérieure finale	0.1	-2.4	0.5	1.2	1.9	3.7	-2.5	2.4	2.5	1.8	1.3
Formation de stocks	0.1	-0.6	0.1	0.1	0.2	0.6	-0.2	0.2	0.4	0.2	0.1
Exportations nettes	1.4	0.5	-0.3	0.3	0.2	-0.9	0.1	0.5	0.1	0.2	0.2
PIB	1.6	-2.5	0.3	1.7	2.2	3.4	-2.5	3.1	3.0	2.1	1.6
Allemagne											
Demande intérieure finale	0.3	1.7	1.7	2.0	2.3	2.4	1.1	2.3	2.3	2.2	2.3
Formation de stocks	0.4	0.7	0.4	-0.2	-0.1	0.2	0.4	-0.6	0.0	-0.2	-0.2
Exportations nettes	0.8	-0.3	-0.7	1.1	0.9	-1.3	1.1	1.2	1.0	0.9	0.8
PIB	1.5	2.2	1.5	2.9	3.0	1.3	2.6	2.8	3.2	2.9	3.0
France											
Demande intérieure finale	0.6	3.2	3.2	3.2	2.8	3.1	3.2	3.2	3.0	2.7	2.7
Formation de stocks	0.1	0.7	-0.5	0.1	0.0	-0.6	-0.7	0.5	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	1.3	-0.6	0.2	0.4	0.1	0.3	1.0	0.2	0.2	0.1	0.1
PIB	1.9	3.2	2.9	3.7	2.9	2.8	3.5	3.9	3.3	2.8	2.8
Italie											
Demande intérieure finale	2.1	2.3	2.0	2.0	2.4	2.4	1.5	2.1	2.3	2.4	2.4
Formation de stocks	0.3	0.6	0.4	-0.2	0.0	0.9	-0.6	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.6	-1.3	-1.0	1.1	0.8	-2.3	1.6	0.9	1.1	0.7	0.6
PIB	1.8	1.5	1.4	2.9	3.1	1.0	2.5	2.9	3.3	3.1	2.9
Royaume-Uni											
Demande intérieure finale	3.5	4.1	4.3	3.6	3.0	4.8	3.5	3.7	3.4	2.9	2.8
Formation de stocks	0.3	0.0	-0.6	0.1	0.0	-1.3	0.3	0.1	0.0	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.3	-2.1	-1.7	-0.9	-0.8	-2.1	-0.3	-1.0	-1.0	-0.7	-0.6
Ajustement de compromis	0.0	0.2	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PIB	3.5	2.2	2.1	2.9	2.3	1.6	3.5	2.8	2.4	2.3	2.2
Canada											
Demande intérieure finale	4.8	2.6	3.8	4.1	3.1	4.3	4.8	3.9	3.5	3.0	2.7
Formation de stocks	0.7	-0.4	0.1	0.3	0.0	0.8	0.7	0.2	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	-1.7	1.0	0.2	-0.1	-0.1	-0.5	-1.0	0.2	0.0	-0.1	0.0
Erreur d'estimation	0.2	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0
PIB	4.0	3.1	4.2	4.3	3.0	4.6	4.7	4.3	3.5	2.9	2.7
Total des pays ci-dessus											
Demande intérieure finale	2.5	3.1	3.7	3.9	2.7	4.6	2.9	4.6	3.1	2.7	2.4
Formation de stocks	0.4	0.1	-0.1	0.0	0.1	-0.2	0.2	-0.2	0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	0.2	-0.8	-0.9	-0.1	0.0	-1.3	-0.1	-0.2	0.0	0.0	0.1
PIB	3.1	2.4	2.7	3.7	2.8	3.0	3.0	4.3	3.2	2.7	2.5
Total des petits pays											
Demande intérieure finale	4.5	1.8	3.4	4.4	4.3	3.7	4.3	4.4	4.4	4.2	4.1
Formation de stocks	-0.2	-0.3	0.6	0.1	0.0	1.1	0.7	0.0	0.0	0.0	0.1
Exportations nettes	0.3	0.9	-0.3	0.1	-0.1	-0.9	-0.2	0.3	0.1	-0.1	-0.2
PIB	4.6	2.4	3.7	4.7	4.2	3.9	4.8	4.7	4.4	4.1	3.9
Total de l'OCDE											
Demande intérieure finale	3.0	2.8	3.6	4.0	3.1	4.4	3.3	4.6	3.4	3.0	2.8
Formation de stocks	0.2	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.3	-0.1	0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	0.2	-0.4	-0.7	-0.1	0.0	-1.2	-0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0
PIB	3.4	2.4	3.0	4.0	3.1	3.2	3.4	4.4	3.5	3.1	2.8

Note: La somme des contributions peut ne pas être égale à la croissance du PIB du fait des arrondis.
Source: OCDE.

Annexe : Tableau 57. Contributions aux variations du PIB en volume dans les autres pays de l'OCDE

En pourcentage du PIB de l'année précédente

	1998	1999	2000	2001		1998	1999	2000	2001
Australie					Mexique				
Demande intérieure finale	4.5	4.9	3.6	3.8	Demande intérieure finale	5.7	4.2	5.3	5.7
Formation des stocks	1.7	0.3	-0.1	0.0	Formation des stocks	0.2	-0.8	0.0	0.0
Exportations nettes	-1.3	-1.0	0.8	0.4	Exportations nettes	-1.1	0.3	-0.5	-0.7
PIB	5.1	4.4	3.9	3.7	PIB	4.8	3.7	4.8	5.0
Autriche					Pays-Bas				
Demande intérieure finale	2.8	2.2	2.4	2.7	Demande intérieure finale	3.9	3.9	3.6	3.7
Formation des stocks	-0.1	-0.1	-0.2	0.0	Formation des stocks	0.1	-0.3	0.1	0.1
Exportations nettes	0.7	0.6	0.9	0.4	Exportations nettes	-0.3	0.0	0.6	0.2
PIB	2.9	2.2	3.0	3.1	PIB	3.7	3.6	4.3	4.0
Belgique					Nouvelle-Zélande				
Demande intérieure finale	3.1	2.8	2.8	2.9	Demande intérieure finale	0.5	4.8	3.0	2.8
Formation des stocks	0.8	-1.0	0.4	0.1	Formation des stocks	-0.7	1.1	-0.1	0.0
Exportations nettes	-1.2	0.8	0.4	0.2	Exportations nettes	-0.4	-2.1	1.3	0.2
PIB	2.7	2.5	3.6	3.2	PIB	-0.6	3.9	4.2	3.0
République tchèque					Norvège				
Demande intérieure finale	-2.6	-1.1	1.1	2.2	Demande intérieure finale	3.5	0.3	0.6	2.1
Formation des stocks	-0.8	0.8	0.0	0.1	Formation des stocks	1.4	-1.3	-0.2	0.0
Exportations nettes	1.1	0.1	0.3	0.1	Exportations nettes	-3.3	2.0	3.0	0.6
PIB	-2.3	-0.2	1.4	2.3	PIB	2.0	0.9	3.4	2.8
Danemark					Pologne				
Demande intérieure finale	3.8	0.5	1.2	1.5	Demande intérieure finale	6.6	5.6	5.7	5.3
Formation des stocks	0.3	-1.0	0.0	0.0	Formation des stocks	0.1	0.0	0.1	0.0
Exportations nettes	-1.6	2.1	1.0	0.9	Exportations nettes	-1.8	-1.6	-0.7	-0.4
PIB	2.5	1.6	2.2	2.4	PIB	4.8	4.0	5.0	4.8
Finlande					Portugal				
Demande intérieure finale	4.1	2.4	3.0	2.9	Demande intérieure finale	6.9	5.8	5.2	4.9
Formation des stocks	0.8	-0.7	0.0	-0.1	Formation des stocks	0.5	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	1.1	2.0	2.4	2.1	Exportations nettes	-3.5	-3.0	-1.7	-1.6
PIB	5.0	3.5	5.4	4.8	PIB	3.9	3.0	3.6	3.4
Grèce					Espagne				
Demande intérieure finale	3.5	3.5	3.6	4.1	Demande intérieure finale	4.8	4.9	4.3	4.1
Formation des stocks	-0.1	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	0.1	0.1	-0.1	0.1
Exportations nettes	0.3	-0.3	0.2	-0.2	Exportations nettes	-1.0	-1.2	0.2	-0.3
PIB	3.7	3.2	3.8	3.9	PIB	4.0	3.7	4.3	3.9
Hongrie					Suède				
Demande intérieure finale	5.9	4.6	5.0	5.3	Demande intérieure finale	3.2	3.8	3.6	3.8
Formation des stocks	1.9	-0.2	0.1	0.1	Formation des stocks	0.3	-0.5	-0.2	0.1
Exportations nettes	-2.9	0.1	0.1	-0.3	Exportations nettes	-0.5	0.5	1.3	-0.8
PIB	4.9	4.5	5.2	5.0	PIB	3.0	3.8	4.4	3.0
Islande					Suisse				
Demande intérieure finale	12.2	5.1	5.4	1.9	Demande intérieure finale	2.4	2.3	2.7	2.7
Formation des stocks	0.1	-0.1	0.1	0.0	Formation des stocks	1.7	-0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-7.7	-0.6	-1.8	0.8	Exportations nettes	-2.0	-0.5	0.0	0.0
PIB	4.7	4.4	3.7	2.7	PIB	2.1	1.7	2.8	2.6
Irlande					Turquie				
Demande intérieure finale	8.1	7.1	7.2	7.1	Demande intérieure finale	-0.2	-6.2	5.2	5.6
Formation des stocks	0.2	-0.4	0.0	0.0	Formation des stocks	0.9	2.1	0.0	0.0
Exportations nettes	0.6	1.3	2.7	1.0	Exportations nettes	2.6	-0.9	-1.0	-1.7
PIB	8.9	8.7	9.9	8.0	PIB	3.1	-5.0	4.2	3.9
Corée					Union européenne				
Demande intérieure finale	-13.5	6.4	7.5	5.0	Demande intérieure finale	3.1	3.0	2.9	2.9
Formation des stocks	-5.5	4.8	1.7	0.3	Formation des stocks	0.4	-0.1	-0.1	0.0
Exportations nettes	12.3	-0.8	-0.7	0.7	Exportations nettes	-0.9	-0.6	0.5	0.3
PIB	-6.7	10.7	8.5	6.0	PIB	2.7	2.3	3.4	3.1
Luxembourg					Zone euro				
Demande intérieure finale	1.9	3.8	2.9	3.0	Demande intérieure finale	2.8	2.7	2.8	2.8
Formation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0	Formation des stocks	0.5	0.0	-0.1	0.0
Exportations nettes	3.0	1.2	2.7	2.3	Exportations nettes	-0.5	-0.4	0.8	0.5
PIB	5.0	4.9	5.6	5.3	PIB	2.7	2.3	3.5	3.3

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 58. Épargne, patrimoine net et endettement des ménages^a

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis													
Taux d'épargne	8.2	7.3	7.8	7.5	7.8	8.3	8.7	7.1	6.1	5.6	4.8	4.5	3.7
Patrimoine net	484.5	486.2	489.9	502.2	479.8	492.7	483.3	488.2	479.8	507.2	528.8	563.1	594.7
dont: Patrimoine financier net	265.4	262.9	266.0	275.4	262.6	281.1	278.7	286.0	280.1	308.3	329.5	361.0	388.7
Actifs réels	219.0	223.3	223.8	226.8	217.2	211.6	204.7	202.2	199.7	199.0	199.3	202.1	206.1
Actifs financiers	344.7	344.8	349.0	360.0	348.3	367.6	363.7	372.9	369.4	400.1	423.4	456.3	487.3
dont: Actions	52.9	50.3	54.0	60.9	52.8	70.6	76.3	84.8	78.0	96.3	106.3	121.1	137.4
Engagements	79.3	81.9	82.9	84.6	85.7	86.5	85.1	86.9	89.3	91.9	93.9	95.3	98.7
dont: Prêts hypothécaires	50.2	53.8	55.4	57.1	59.2	60.7	60.2	60.8	61.4	61.7	62.7	63.5	66.3
Japon													
Taux d'épargne	15.6	13.8	13.0	12.9	12.1	13.2	13.1	13.4	13.3	13.7	13.4	12.6	13.4
Patrimoine net	636.9	758.3	797.3	866.4	849.0	775.7	697.6	680.6	668.9	659.9	646.2	633.7	646.3
dont: Patrimoine financier net	184.0	202.4	222.6	251.6	222.2	221.5	210.3	216.5	224.1	232.7	235.7	233.9	260.3
Actifs réels	452.9	555.9	574.7	614.8	626.8	554.2	487.3	464.1	444.8	427.1	410.5	399.8	386.0
Actifs financiers	275.7	303.3	330.1	363.1	338.7	336.6	320.9	326.5	334.6	344.5	344.8	341.2	373.9
dont: Actions	41.8	52.4	70.2	89.9	58.1	54.4	34.7	32.7	36.2	35.4	32.8	25.0	21.7
Engagements	91.6	100.9	107.5	111.5	116.5	115.1	110.6	110.0	110.5	111.7	109.1	107.3	113.6
dont: Prêts hypothécaires	37.1	40.1	42.7	45.8	47.8	48.0	48.7	50.4	52.1	53.8	53.9	55.3	50.2
Allemagne^b													
Taux d'épargne	10.4	13.6	16.0	14.1	16.1	12.2	12.0	11.8	11.0	10.3	9.9	9.5	9.1
Patrimoine net	..	..	..	..	518.2	472.8	469.7	484.3	495.1	506.3	516.7	527.5	537.6
dont: Patrimoine financier net	177.6	170.3	171.8	178.0	124.7	116.2	115.5	122.9	124.4	130.9	136.1	145.3	156.7
Actifs réels	..	..	..	..	386.0	349.8	347.3	353.8	363.4	368.5	373.5	374.2	379.0
Actifs financiers	194.2	186.6	188.0	195.1	199.0	183.8	183.1	194.2	199.4	208.5	217.2	230.3	237.5
dont: Actions ^c	14.8	10.4	12.2	14.5	11.0	9.8	8.9	11.3	10.9	11.7	13.8	19.0	20.5
Engagements	16.6	16.3	16.2	17.1	66.7	60.9	60.8	63.7	67.8	70.7	74.0	77.0	79.0
dont: Crédits immobiliers	10.7	10.8	10.9	11.6	51.1	45.7	45.4	48.3	52.3	55.2	58.4	61.3	63.3
France													
Taux d'épargne	11.8	10.0	11.3	11.6	12.6	13.5	14.7	15.2	14.8	15.9	14.8	16.0	15.6
Patrimoine net	445.5	430.1	443.9	451.5	420.0	441.1	437.8	466.9	452.7	449.6	474.1	498.0	520.4
dont: Patrimoine financier net	133.9	119.8	139.5	156.9	131.3	151.1	156.3	189.8	178.3	180.0	200.7	225.2	249.4
Actifs réels	311.5	310.3	304.4	294.6	288.8	290.0	281.5	277.2	274.4	269.6	273.4	272.9	270.9
Actifs financiers	202.7	198.4	225.9	245.5	220.0	235.0	238.4	267.1	254.3	251.9	274.5	299.4	324.4
dont: Actions	71.3	64.9	91.1	109.7	87.7	103.3	102.3	121.9	101.9	90.4	103.4	119.5	140.3
Engagements	68.8	78.6	86.4	88.5	88.8	83.9	82.1	77.4	76.0	71.9	73.8	74.3	75.0
dont: Crédit à long et moyen terme	46.7	50.4	52.7	52.1	52.1	50.9	48.4	51.9	50.6	48.8	49.4	49.4	
Italie^b													
Taux d'épargne	20.2	19.5	18.4	17.0	18.4	18.7	18.4	17.2	17.2	16.6	16.0	14.6	13.4
Patrimoine net ^c	330.9	334.2	355.7	417.1	430.9	435.5	447.4	487.5	468.6	469.0	464.4		
dont: Patrimoine financier net	152.8	152.8	162.5	195.6	196.3	202.4	207.0	229.2	224.1	224.9	226.4	258.0	285.7
Actifs réels ^d	178.1	181.5	193.2	221.5	234.6	233.2	240.3	258.3	244.5	244.1	238.1		
Actifs financiers	162.8	163.4	174.3	223.9	225.4	232.2	237.7	261.0	256.0	257.2	259.2	283.9	313.3
dont: Actions	22.1	16.0	17.0	48.7	46.0	47.9	47.9	54.4	49.3	53.2	50.1	70.2	95.3
Engagements	10.0	10.6	11.7	28.3	29.1	29.8	30.6	31.8	31.9	32.3	32.8	25.9	27.6
dont: Crédit à long et moyen terme	6.8	7.6	8.5	13.0	13.7	14.3	14.4	14.9	15.2	15.7	15.9	17.9	19.5
Royaume-Uni^b													
Taux d'épargne	7.9	5.8	4.1	5.9	7.7	9.7	11.8	11.2	9.6	10.5	9.7	9.6	6.3
Patrimoine net	579.5	620.8	694.2	704.4	619.8	594.9	560.0	597.4	557.2	572.5	573.9		
dont: Patrimoine financier net	220.2	221.5	220.7	244.4	212.2	223.3	236.4	280.7	256.9	284.8	296.6	343.2	364.3
Actifs réels	359.4	400.8	476.2	463.0	411.5	373.8	325.4	315.9	299.2	285.4	278.9		
Actifs financiers	320.1	325.2	332.9	360.9	329.3	338.4	346.5	387.7	365.0	392.2	402.8	449.7	475.0
dont: Actions	38.3	51.8	49.4	55.6	57.0	59.8	61.7	74.1	70.6	76.3	80.9	96.9	94.4
Engagements	100.0	103.7	112.3	116.5	117.1	115.0	110.2	107.1	108.1	107.3	106.2	106.5	110.7
dont: Prêts hypothécaires	63.7	91.8	100.7	105.0	106.0	103.7	99.6	97.0	98.5	97.4	96.7	96.9	100.7
Canada													
Taux d'épargne	11.9	10.3	10.7	11.5	11.5	11.7	11.4	10.3	7.7	7.5	5.2	2.8	2.4
Patrimoine net	405.1	416.3	417.4	422.6	416.1	424.8	436.5	452.5	474.2	478.6	491.2	496.3	493.5
dont: Patrimoine financier net	170.2	169.6	166.2	169.5	168.3	175.7	184.7	194.8	207.2	214.4	224.2	228.6	226.3
Actifs réels	234.9	246.7	251.2	253.2	247.9	249.1	251.8	257.7	267.0	264.2	267.0	267.7	267.2
Actifs financiers	252.3	258.7	258.5	263.8	265.2	273.1	284.3	296.5	312.8	321.0	334.4	341.5	342.3
dont: Actions	59.8	63.8	60.4	58.5	58.2	60.8	62.8	71.7	79.8	80.0	88.5	95.4	101.8
Engagements	82.1	89.2	92.3	94.3	97.0	97.4	99.7	101.7	105.6	106.6	110.2	112.9	116.1
dont: Prêts hypothécaires	51.4	55.7	58.0	60.0	61.7	64.0	66.9	68.5	71.1	71.5	73.6	74.5	75.5

a) Ménages et entreprises privées non constituées en sociétés. Les séries sont exprimées en pourcentage du revenu disponible nominal des ménages. Les données utilisées pour les actifs et les engagements sont les valeurs nominales observées en fin d'année. Les chiffres pour les actifs réels et le patrimoine net présentés ici incluent les biens durables pour les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni et le Canada.

b) À partir de 1987, 1989 et 1990, les statistiques des comptes financiers pour le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, respectivement, sont établies à l'aide d'une nouvelle méthodologie. Elles ne sont plus, de ce fait, directement comparables avec les séries historiques.

c) Cotés et non cotés.

d) Les actifs réels des entreprises non constituées en sociétés ne sont pas inclus.

Sources : United States, Federal Reserve Board, Flow of Funds Accounts, *Balance Sheets for the U.S. Economy*; Japan, Economic Planning Agency, *Annual Report on National Accounts*; Germany, Deutsche Bundesbank, *Ergebnisse der gesamtwirtschaftlichen Finanzierungsrechnung der Deutschen Bundesbank*; France, INSEE, *25 ans de Comptes de Patrimoine (1969-1993) and Rapport sur les Comptes de la Nation*; Italy, Banca d'Italia, *Supplementi al Bollettino Statistico*; Ando A., Guiso L., Visco I. (1994), *Saving and the Accumulation of Wealth: OECD Financial Accounts of OECD countries*; United Kingdom, Central Statistical Office, *United Kingdom National Accounts, Financial Statistics*; Canada, Statistics Canada, *National Balance Sheet Accounts*.

Pour le taux d'épargne, voir le tableau 26.

Annexe : Tableau 60. Solde financier des administrations centrales
Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
								2000	2001
États-Unis	-4.4	-3.2	-2.6	-1.9	-0.5	0.6	1.1	2.0	2.2
sécurité sociale non comprise ^a	-5.1	-4.0	-3.5	-2.7	-1.6	-0.6	-0.3	0.4	0.5
Japon ^{b,c}	-2.8	-3.7	-4.1	-4.4	-3.9	-5.6	-6.9	-6.4	-6.1
Allemagne	-1.9	-1.2	-1.5	-2.2	-1.7	-1.5	-1.3	-1.2	-1.5
France	-4.9	-4.9	-4.2	-3.7	-2.8	-3.0	-2.5	-2.3	-2.1
Italie	-9.3	-9.0	-7.5	-6.9	-2.9	-2.7	-1.4	-1.0	-0.6
Royaume-Uni	-8.2	-6.7	-5.5	-4.7	-2.0	0.2	1.1	1.1	1.0
Canada	-4.6	-3.7	-3.1	-1.3	1.0	1.1	1.1	1.5	1.3
Total des pays ci-dessus	-4.5	-3.9	-3.5	-3.0	-1.6	-1.2	-1.0	-0.4	-0.3

a) Estimations de l'OCDE, obtenues à partir des données disponibles pour les années budgétaires et converties en années civiles.

b) Pour les années budgétaires commençant le 1er avril de l'année présentée.

c) Le déficit de 1998 aurait augmenté de 5.4 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts, absorbée par le gouvernement central.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 61. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht
En pourcentage du PIB nominal

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Prévisions	
								2000	2001
Autriche	61.6	64.6	68.4	68.3	63.9	63.5	64.9	64.3	63.4
Belgique	..	..	..	128.3	123.0	117.4	114.3	109.8	104.8
Danemark	..	..	..	65.1	61.4	55.8	52.5	47.9	43.9
Finlande	56.0	58.0	57.2	57.1	54.1	49.0	47.1	42.2	37.3
France	..	..	54.6	57.1	59.2	59.5	58.8	57.7	56.4
Allemagne	47.1	49.4	57.1	59.8	60.9	60.7	61.0	61.1	60.8
Grèce	..	..	108.7	111.3	108.5	105.4	104.4	103.8	100.3
Irlande	..	..	..	74.1	65.3	55.6	51.9	42.9	33.5
Italie	118.1	123.8	123.2	122.1	119.8	116.3	114.9	111.3	107.3
Luxembourg	..	..	..	6.2	6.0	6.4	6.2	..	..
Pays-Bas	..	..	..	75.3	70.3	67.0	63.7	59.7	56.5
Portugal	..	..	..	63.6	60.3	56.5	56.8	57.4	55.8
Espagne	..	..	..	68.0	66.7	64.9	63.5	61.5	57.9
Suède	..	..	..	76.0	75.0	72.4	65.5	55.3	49.5
Royaume-Uni	..	..	..	52.6	50.8	48.4	45.9	42.6	39.9

Note : Les chiffres de la dette brute répondent à la définition SEC95. Pour la période 1996-99, ils sont fournis par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes. Pour les années antérieures à 1996, lorsqu'ils étaient disponibles, ces chiffres ont été fournis par les autorités nationales de même que les chiffres du PIB sur l'ensemble de la période. Pour les années 2000-2001, les ratios de la dette sont extrapolés à partir des prévisions de l'OCDE des engagements financiers bruts des administrations publiques et du PIB.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 62. **Agrégats monétaires et crédit : évolution récente et objectifs***Pourcentage de variation à taux annuels, désaisonnalisés*

		Variation annuelle (du 4e trimestre au 4e trimestre)					Douze derniers mois		Par rapport à la période de référence de l'objectif	Objectif annoncé ou prévision
		1995	1996	1997	1998	1999				
États-Unis	M2	3.9	4.5	5.7	8.5	6.1	6.0	(Avr. 2000)	7.0	1-5
	M3	6.1	6.8	8.9	11.0	7.4	8.3	(Mars 2000)	10.2	2-6
	CB ^a	10.7	6.1	8.6	9.8	4.5	8.4	(Mars 2000)		
Japon	M2+CD	3.0	3.3	3.3	4.5	3.1	1.9	(Mars 2000)		
	CB ^a	1.7	0.4	1.2	-1.0	-0.6	-1.9	(Fév. 2000)		
Zone euro	M2	4.1	5.1	3.9	5.5	6.4	5.5	(Mars 2000)		
	M3	4.9	4.5	4.6	4.8	6.9	7.6	(Mars 2000)	9.4	4.5
	CB ^a	..	..	..	..	6.6	7.1	(Mars 2000)		
Royaume-Uni	M0	5.5	6.9	6.6	5.2	9.2	8.1	(Mars 2000)		
	M4	9.3	10.3	5.4	8.6	3.2	2.7	(Fév. 2000)		
	CB ^a	13.7	11.7	12.6	5.4	8.5	8.6	(Fév. 2000)		
Canada	M2	3.9	2.3	-1.4	1.2	4.1	4.9	(Mars 2000)		
	CB ^a	6.9	8.3	7.2	3.4	8.7	7.9	(Fév. 2000)		

a) CB= crédit des banques commerciales.

Source: OCDE.

Annexe : Tableau 63. **Croissance des marchés et résultats à l'exportation des biens manufacturés**

Pourcentages de variation par rapports à l'année précédente

	Importations en volume				Marchés à l'exportation ^a				Exportations en volume				Résultats à l'exportation ^b			
	1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001
États-Unis	13.0	14.5	11.7	7.9	4.2	7.5	11.6	8.7	3.2	4.9	7.5	8.7	-1.0	-2.4	-3.7	0.0
Japon	-5.9	13.1	9.3	5.4	1.9	9.8	13.0	9.3	-1.6	1.8	8.6	5.3	-3.4	-7.3	-3.8	-3.7
Allemagne	14.0	0.6	8.9	6.9	8.7	5.9	10.5	8.8	9.2	1.5	11.2	9.4	0.4	-4.2	0.6	0.5
France	13.5	4.9	11.7	10.6	9.2	5.0	10.4	8.6	9.3	3.4	12.4	10.2	0.1	-1.5	1.8	1.5
Italie	11.7	6.1	8.1	8.1	9.0	4.5	10.6	8.8	1.6	-0.3	11.7	10.2	-6.8	-4.6	1.0	1.3
Royaume-Uni	11.1	6.1	10.3	8.1	9.3	6.1	10.6	8.7	2.5	2.0	7.8	6.1	-6.2	-3.8	-2.5	-2.3
Canada	7.9	11.3	10.8	7.5	11.7	13.4	11.7	8.0	9.8	13.5	10.3	6.9	-1.7	0.1	-1.2	-1.0
Total des pays ci-dessus	10.9	9.0	10.6	7.8	6.7	7.3	11.3	8.8	4.4	3.2	9.6	8.2	-2.1	-3.8	-1.5	-0.6
Australie	5.4	8.1	5.4	6.5	-4.9	11.1	13.3	9.1	-1.5	6.9	10.8	9.3	3.5	-3.8	-2.2	0.2
Autriche	8.0	4.7	7.0	7.6	11.5	3.8	10.0	8.4	10.1	4.3	10.2	9.0	-1.3	0.5	0.1	0.6
Belgique ^c	9.8	1.0	10.9	8.0	10.5	4.7	10.1	8.6	6.5	4.1	11.3	8.2	-3.6	-0.6	1.1	-0.4
République tchèque	11.0	8.4	12.2	7.8	10.3	-0.5	9.0	7.7	14.3	10.3	13.8	9.2	3.6	10.8	4.4	1.4
Danemark	5.1	2.3	5.3	4.7	10.5	3.5	9.1	8.0	2.5	6.5	7.7	7.7	-7.2	2.9	-1.3	-0.2
Finlande	12.4	4.1	6.5	6.2	8.4	3.7	9.8	8.3	7.0	7.7	11.3	9.6	-1.4	3.9	1.3	1.2
Grèce	0.4	5.0	6.4	7.0	9.8	1.4	9.3	8.0	3.7	5.3	9.5	7.5	-5.5	3.8	0.2	-0.5
Hongrie	27.4	16.9	14.7	15.1	10.4	1.1	9.0	7.6	26.4	20.8	18.1	16.8	14.5	19.6	8.4	8.5
Islande	27.9	7.0	7.0	3.9	9.4	5.4	9.6	7.4	-6.9	5.3	-15.0	3.2	-14.9	0.0	-22.4	-3.9
Irlande	18.1	13.3	15.8	11.5	10.2	5.9	10.3	8.3	26.4	15.0	16.9	11.5	14.7	8.6	6.0	2.9
Corée	-34.9	34.8	37.9	16.3	3.6	8.0	11.1	8.6	20.6	9.5	20.0	14.0	16.4	1.4	8.0	5.0
Mexique	15.0	14.6	14.7	10.3	12.0	12.4	11.4	7.9	12.2	15.5	13.4	9.1	0.2	2.8	1.8	1.1
Pays-Bas	7.4	5.1	9.3	8.4	10.4	3.9	10.2	8.4	10.7	7.2	10.9	9.0	0.2	3.1	0.7	0.6
Nouvelle-Zélande	1.1	15.5	6.8	6.1	1.8	9.6	9.2	7.4	0.8	4.5	8.2	7.6	-0.9	-4.6	-0.9	0.1
Norvège	11.7	-3.5	1.2	4.4	9.1	4.8	9.8	8.2	6.9	6.9	8.3	6.5	-2.0	2.0	-1.4	-1.6
Pologne	20.7	4.1	8.5	9.2	10.7	1.6	9.3	7.7	15.9	-0.6	7.7	10.1	4.7	-2.1	-1.4	2.2
Portugal	15.6	11.0	10.0	9.5	11.7	5.5	10.9	9.3	5.9	6.8	10.5	10.0	-5.2	1.2	-0.4	0.7
Espagne	14.8	15.5	17.3	14.7	10.6	4.3	10.0	8.7	7.0	8.3	16.0	13.6	-3.3	3.8	5.4	4.6
Suède	12.0	3.0	8.2	8.9	9.0	4.9	9.4	7.9	8.5	5.8	10.4	5.6	-0.4	0.9	0.9	-2.1
Suisse	10.2	11.1	10.7	7.4	8.6	5.0	10.2	8.4	5.3	4.9	10.8	8.1	-3.1	-0.1	0.6	-0.2
Turquie	-1.5	-4.1	12.0	8.2	9.3	1.7	9.5	8.0	10.5	15.5	7.8	2.1	1.2	13.6	-1.6	-5.5
Total des petits pays	6.7	8.4	12.3	9.6	9.0	5.4	10.3	8.3	11.1	8.1	13.3	10.0	1.9	2.5	2.7	1.5
Total de l'OCDE	9.4	8.8	11.1	8.4	7.4	6.8	11.0	8.7	6.5	4.8	10.9	8.8	-0.8	-1.8	-0.1	0.1
Chine	12.3	20.6	15.0	13.2	-0.5	8.8	11.9	8.5	8.4	9.5	13.2	11.3	9.0	0.7	1.2	2.6
Pays dynamiques d'Asie ^d	-11.3	6.5	13.7	10.0	3.4	10.3	12.0	9.1	3.9	8.8	12.7	7.9	0.5	-1.3	0.6	-1.0
Autres pays d'Asie	13.6	7.5	7.2	6.7	6.3	7.3	10.8	8.3	7.4	7.1	11.6	9.1	1.0	-0.1	0.7	0.7
Pays d'Amérique latine	6.7	-12.0	6.9	7.8	7.2	2.3	10.2	8.3	6.7	2.1	8.5	8.6	-0.4	-0.2	-1.5	0.3
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	6.0	-1.3	7.7	8.4	6.8	6.0	10.5	8.4	4.5	3.3	8.5	8.5	-2.1	-2.5	-1.8	0.1
Pays d'Europe centrale et orientale	1.3	-18.6	6.5	5.5	6.8	-0.2	9.8	8.1	-3.0	4.0	6.3	3.6	-9.2	4.2	-3.1	-4.2
Total des pays non membres de l'OCDE	-0.8	2.0	11.1	9.4	3.8	7.9	11.5	8.8	4.6	7.7	11.8	8.4	0.7	-0.2	0.2	-0.3
Monde	6.6	7.0	11.1	8.7	6.6	7.0	11.1	8.7	6.1	5.5	11.1	8.7	-0.5	-1.5	0.0	0.0
<i>Pour mémoire</i>																
Union européenne	11.8	4.6	10.1	8.7	9.4	5.1	10.3	8.6	7.4	3.4	11.3	9.2	-1.8	-1.6	0.8	0.5

a) Les marchés à l'exportation de chaque pays exportateur sont obtenus à partir de la moyenne pondérée des importations en volume de chacun de ses marchés, avec des poids basés sur le commerce des produits manufacturés en 1995.

b) Les résultats à l'exportation sont calculés comme le pourcentage d'accroissement du rapport entre les exportations en volume et les marchés à l'exportation.

c) Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

d) Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.

Sources : OCDE ; Direction of trade data - Bureau statistique des Nations Unies ; Commerce extérieur par produits, OCDE.

Annexe : Tableau 64. **Décomposition géographique du commerce de l'OCDE**

En pourcentage du PIB nominal

Zone ou pays	Origine/Destination	Origine des importations							Destination des exportations					
		1962	1972	1982	1992	1998	1999		1962	1972	1982	1992	1998	1999
OCDE ^a	OCDE	5.85	7.76	10.13	10.67	13.20	12.96		5.60	7.60	9.78	10.49	13.29	13.02
	dont :													
	Union européenne	3.33	4.54	5.71	6.14	7.31	7.03		3.31	4.42	5.90	6.26	7.54	7.21
	États-Unis	1.19	1.25	1.61	1.64	2.22	2.13		0.82	1.35	1.64	1.83	2.64	2.72
	Autres	1.33	1.97	2.81	2.89	3.68	3.81		1.46	1.82	2.23	2.40	3.10	3.09
	Non OCDE	2.27	2.28	4.46	3.03	3.88	4.02		2.26	2.17	4.05	2.92	3.63	3.36
	dont :													
États-Unis	EDA + Chine ^b	0.23	0.34	0.75	1.19	1.84	1.93		0.26	0.37	0.74	1.14	1.41	1.41
	OPEP	0.63	0.77	2.07	0.69	0.59	0.63		0.31	0.39	1.37	0.53	0.46	0.40
	OECD	1.80	3.45	4.94	5.74	7.03	7.50		2.22	2.93	4.22	5.07	5.54	5.49
	dont :													
	Union européenne	0.69	1.15	1.45	1.60	2.01	2.12		0.96	1.13	1.69	1.70	1.71	1.64
	Autres	1.11	2.30	3.49	4.13	5.02	5.38		1.26	1.80	2.53	3.37	3.83	3.86
	Non OCDE	0.99	1.03	2.55	2.67	3.40	3.57		1.46	1.08	2.29	2.01	2.23	1.99
Japon	dont :													
	EDA + Chine ^b	0.14	0.30	0.72	1.45	2.03	2.09		0.12	0.18	0.54	0.83	0.94	0.90
	OPEP	0.24	0.21	0.90	0.49	0.39	0.44		0.17	0.21	0.67	0.33	0.29	0.22
	OCDE	5.43	4.21	4.72	3.38	3.86	3.59		4.19	5.68	6.68	5.54	6.11	5.85
	dont :													
	Union européenne	0.90	0.73	0.79	0.91	1.03	0.99		0.98	1.42	1.82	1.80	1.88	1.73
	États-Unis	2.97	1.95	2.21	1.40	1.76	1.54		2.30	2.95	3.33	2.58	3.11	2.94
Union européenne ^c	Autres	1.56	1.53	1.71	1.07	1.08	1.07		0.90	1.30	1.53	1.16	1.12	1.17
	Non OCDE	3.84	3.62	7.36	2.89	3.50	3.55		3.90	3.88	6.03	3.60	4.08	3.80
	dont :													
	EDA + Chine ^b	1.09	0.76	1.45	1.25	1.97	2.03		1.26	1.52	2.11	2.39	2.86	2.81
	OPEP	1.11	1.50	4.45	1.04	0.91	0.94		0.52	0.61	1.97	0.50	0.39	0.31
	OCDE	10.27	12.37	16.61	16.39	20.46	20.50		9.52	12.29	15.73	15.67	21.49	21.61
	dont :													
Union européenne ^c	Union européenne	6.91	9.25	12.10	12.31	15.06	15.03		6.76	9.11	12.13	12.31	16.21	16.18
	États-Unis	1.66	1.36	1.92	1.46	2.08	2.07		0.94	1.28	1.48	1.25	2.09	2.25
	Autres	1.69	1.75	2.60	2.62	3.32	3.40		1.82	1.90	2.11	2.11	3.19	3.18
	Non OCDE	4.00	3.53	5.88	3.23	4.22	4.39		3.24	2.94	5.26	3.01	4.21	3.97
	dont :													
	EDA + Chine ^b	0.26	0.27	0.54	0.91	1.49	1.58		0.25	0.23	0.41	0.61	0.93	0.91
	OPEP	1.15	1.30	2.65	0.66	0.56	0.59		0.52	0.56	1.98	0.67	0.61	0.56

a) L'OCDE inclut la Corée à partir de 1988. Les données de commerce de la Grèce et de la Turquie en 1999 sont des estimations de l'OCDE.

b) EDA signifie Économies dynamiques d'Asie (Hong-Kong, Chine ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande).

c) Les données de commerce de la Grèce en 1999 sont des estimations de l'OCDE.

Source : OCDE.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(12 2000 67 2 P) ISBN 92-64-27553-3 No. 51182
ISSN 0304-3274